

# Le Moulin-à-Fleur de Sudbury

**Quartier ouvrier,  
territoire canadien-français**



**Serge Dupuis et Normand Carrey**

Les Presses de l'Université d'Ottawa

*L*E MOULIN-À-FLEUR  
DE SUDBURY

## COLLECTION «AMÉRIQUE FRANÇAISE»

Comité éditorial : Michel Bock (directeur),  
assisté de Benoit Doyon-Gosselin, Yves Frenette,  
Anne Gilbert et É.-Martin Meunier

- Chad Gaffield, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne : éducation, culture, économie*, 1993.
- Peter W. Halford, *Le français des Canadiens à la veille de la Conquête : témoignage du père Pierre Philippe Potier, s. j.*, 1994.
- Diane Farmer, *Artisans de la modernité : les centres culturels en Ontario français*, 1996.
- Robert Toupin, *Les écrits de Pierre Potier*, 1996.
- Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français*, 1997.
- Suzelle Blais, *Néologie canadienne, ou Dictionnaire des mots créés en Canada et maintenant en vogue de Jacques Viger*, 1998.
- Estelle Huneault, *Au fil des ans : l'Union catholique des fermières de la province d'Ontario, de 1936 à 1945*, 2000.
- Donald Dennie, *À l'ombre de l'Inco : étude de la transition d'une communauté canadienne-française de la région de Sudbury (1890-1972)*, 2001.
- Jean-Pierre Wallot (dir.), *Le débat qui n'a pas eu lieu : la Commission Pepin-Robarts, quelque vingt ans après*, 2002.
- Jean-Claude Dubé, *The Chevalier de Montmagny (1601-1657) : First Governor of New France*, traduit par Elizabeth Rapley, 2005.
- Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective*, 2005.
- Michel Bock (dir.), *La jeunesse au Canada français : formation, mouvements et identité*, 2007.
- Marcel Bénétéau et Peter W. Halford, *Mots choisis : trois cents ans de francophonie du Détroit du lac Érié*, 2008.
- Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Entre lieux et mémoire : l'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*, 2009.
- Pierrick Labbé, «L'Union fait la force!» : *l'Union Saint-Joseph d'Ottawa/du Canada, 1863-1920*, 2012.
- Joel Belliveau, *Le « moment 68 » et la réinvention de l'Acadie*, 2014.
- É.-Martin Meunier (dir.), *Le Québec et ses mutations culturelles : six enjeux pour le devenir d'une société*, 2016.
- François-Olivier Dorais, *Un historien dans la cité : Gaétan Gervais et l'Ontario français*, 2016.
- Anne Gilbert, Linda Cardinal, Michel Bock, Lucie Hotte et François Charbonneau (dir.), *Ottawa, lieu de vie français*, 2017.
- Damien-Claude Bélanger, *Thomas Chapais, historien*, 2018.
- Gérard Fabre, *Les fables canadiennes de Jules Verne : discordes et concordes dans une autre Amérique*, 2018.
- Philippe Volpé et Julien Massicotte, *Au temps de la « révolution acadienne » : les marxistes-léninistes en Acadie*, 2019.
- Michel Bock et Yves Frenette (dir.), *Résistance, mobilisations et contestations : l'Association canadienne-française de l'Ontario (1910-2006)*, 2019.
- Stéphane Lévesque et Jean-Philippe Croteau, *L'avenir du passé : identité, mémoire et récits de la jeunesse québécoise et franco-ontarienne*, 2020.
- Philippe Volpé, *À la frontière des mondes : jeunesse étudiante, Action catholique et changement social en Acadie (1900-1970)*, 2021.
- Matteo Sanfilippo, *Le féodalisme dans la vallée du Saint-Laurent : un problème historiographique*, 2022.
- François Charbonneau et Michel Bock (dir.), *Le moment Montfort dans la francophonie canadienne*, 2024.

COLLECTION « AMÉRIQUE FRANÇAISE »

Publication du Centre de recherche sur les francophonies canadiennes  
de l'Université d'Ottawa

*L*E MOULIN-À-FLEUR  
DE SUDBURY  
Quartier ouvrier,  
territoire canadien-français

Serge Dupuis et Normand Carrey

Les Presses de l'Université d'Ottawa  
Centre de recherche sur les francophonies canadiennes



Les Presses de l'Université d'Ottawa  
University of Ottawa Press

Les Presses de l'Université d'Ottawa / University of Ottawa Press (PUO-UOP) sont la principale presse universitaire bilingue d'Amérique du Nord et sont affiliées à l'une des meilleures universités de recherche du Canada. Les PUO-UOP enrichissent le discours intellectuel et culturel de notre société de plus en plus axée sur le savoir et sur la mondialisation grâce à des ouvrages évalués par les pairs et primés.

[www.Presses.uOttawa.ca](http://www.Presses.uOttawa.ca)

#### Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Titre : Le Moulin-à-Fleur de Sudbury : quartier ouvrier, territoire canadien-français / Serge Dupuis et Normand Carrey.

Noms : Dupuis, Serge, 1985- auteur. | Carrey, Normand, auteur. | Université d'Ottawa. Centre de recherche sur les francophonies canadiennes, éditeur.

Collections : Collection Amérique française.

Description : Mention de collection : Amérique française | Comprend des références bibliographiques et un index.

Identifiants : Canadiana (livre imprimé) 20250158426 | Canadiana (livre numérique) 20250158620 |

ISBN 9782760342682 (couverture rigide) | ISBN 9782760342675 (couverture souple) |

ISBN 9782760342705 (EPUB) | ISBN 9782760342699 (PDF)

Vedettes-matière : RVM: Moulin-à-Fleur (Grand Sudbury, Ont.)—Histoire. | RVM: Canadiens français—Ontario—Grand Sudbury—Histoire. | RVM: Quartiers (Urbanisme)—Ontario—Grand Sudbury—Histoire. | RVM: Grand Sudbury (Ont.)—Histoire.

Classification : LCC FC3099.S83 Z5 2025 | CDD 971.3/133—dc23

Dépôt légal : Deuxième trimestre 2025

Bibliothèque et Archives Canada

© Serge Dupuis et Normand Carrey

Tous droits réservés.

**Ce livre est publié en libre accès CC BY-NC-ND 4.0. En vertu de cette licence, vous êtes autorisé à :**



Partager : copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats ;

#### Selon les conditions suivantes :

**Attribution :** Vous devez créditer l'Œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'Œuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'Offrant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son Œuvre ;

**Pas d'utilisation commerciale :** Vous n'êtes pas autorisé à faire un usage commercial de cette Œuvre (ni dans sa totalité ni des extraits) ;

**Pas de modifications :** Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'Œuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'Œuvre modifiée.

**Pas de restrictions complémentaires :** Vous n'êtes pas autorisé à appliquer des conditions légales ou des mesures techniques qui restreindraient légalement l'utilisation de l'Œuvre dans les conditions décrites par la licence.

Pour plus de détails : [www.creativecommons.org](http://www.creativecommons.org).

#### Équipe de la production

Révision linguistique	Julie Boissonneault
Correction d'épreuves	Catherine Bouchard
Mise en page	Ediscript enr.
Maquette de la couverture	Benoit Deneault

#### Image de la couverture

Nellie Keillor Lowe, *Flourmill*, aquarelle sur papier, œuvre de la collection de la Galerie d'art de Sudbury offerte par Margaret Montgomery en 2003.

SSHRC  CRSH

Ce livre a été publié grâce au soutien d'une subvention de la Fédération canadienne des sciences humaines par l'entremise du Prix d'auteurs pour l'édition savante, dont les fonds proviennent du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Les PUO-UOP reconnaissent l'apport financier de l'Université d'Ottawa, du gouvernement du Canada, du Conseil des arts du Canada, du Conseil des arts de l'Ontario et du gouvernement de l'Ontario.



uOttawa

Les PUO-UOP reconnaissent l'apport financier de l'Université d'Ottawa, du gouvernement du Canada, du Conseil des arts du Canada, du Conseil des arts de l'Ontario et du gouvernement de l'Ontario.

Canada



Conseil des arts  
du Canada

Canada Council  
for the Arts



ONTARIO ARTS COUNCIL  
CONSEIL DES ARTS DE L'ONTARIO  
le conseil gouvernemental  
de l'organisme de gouvernement de l'Ontario

Ontario 

## Introduction

### Pourquoi étudier le Moulin-à-Fleur?

Ce livre est né d'une conversation, en septembre 2019, à la microbrasserie Le Projet, rue Saint-Jean à Québec, entre deux expatriés franco-sudburois, un pédopsychiatre baby-boomer et un historien millénarial. Normand voulait rendre hommage à la vie de sa mère, décédée l'année précédente, et mettre en valeur l'histoire du quartier de son enfance. Les historiens avaient déjà mis en valeur les institutions franco-ontariennes, Serge avait-il remarqué, mais les quartiers urbains franco-ontariens, dont le Moulin-à-Fleur, avaient généré moins d'intérêt.

Dans son mémoire de baccalauréat déposé en 1977, Maurice Levac a peut-être été le premier à délimiter ce quartier ouvrier canadien-français. En conjuguant les frontières physiques, administratives et communautaires, il cherchait à cerner le « territoire limité » qui suscitait un sentiment d'appartenance chez ses résidents. D'après Levac, les traits géographiques, les arrondissements municipaux et les divisions de recensement ne suffisaient pas pour qu'il y ait quartier. Dans le cas du Moulin-à-Fleur, les montagnes, qui enveloppent le quartier de l'est à l'ouest, ainsi que le marécage et la voie ferrée au nord, pourraient suffire comme délimitation, qui ressemble d'ailleurs aux frontières de la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf<sup>1</sup>. Mais il y a quartier, peut-être surtout, à cause de son caractère « homogène », qui se distingue de ses voisins par sa langue, sa classe sociale et sa religion. En effet, des décennies 1910 à 1960, environ 80 % de ses résidents sont de langue maternelle française, 90 % sont catholiques et une proportion semblable appartient à la classe ouvrière. Et c'est sans parler des autres résidents de Sudbury, qui le reconnaissent

---

1. Maurice Levac, *Le Moulin à Fleur: un quartier homogène*, mémoire de baccalauréat (géographie humaine), Sudbury, Université Laurentienne, 1977, p. 8-9.

depuis un siècle comme le secteur francophone, ouvrier et catholique de la ville.

L'étude d'un quartier – ethnique ou national de surcroît – appelle les chercheurs à se pencher sur le lien entre le territoire et la population qui l'habite. Au Canada français, la paroisse catholique encadre l'organisation sociospatiale du milieu rural certes, mais agit aussi comme point de convergence pour les populations urbaines, qu'elles soient concentrées dans un quartier ethnique ou éparpillées dans des secteurs multiculturels. Jusqu'à la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, la vie urbaine continue d'entourer le clocher, puisque les écoles, les associations, les caisses populaires y sont associées. L'historien Dale Gilbert représente quant à lui le quartier comme un « cadre de vie<sup>2</sup> » qui superpose des dimensions « construite » et « perçue<sup>3</sup> ». Autrement dit, le découpage administratif des quartiers ne suffit pas pour saisir leur composante « sociospatiale différenciée<sup>4</sup> ». Le sociologue Pierre Bourdieu évoque les « effets de lieu<sup>5</sup> », qui forgent des liens identitaires, des « manières de vivre au quotidien<sup>6</sup> ». Les quartiers ne comportent pas tous le même « effet<sup>7</sup> » émotif ou identitaire, ce qui souligne sa dimension conjoncturelle. Et les frontières d'un quartier perçu peuvent varier, puisque chaque citadin perçoit à sa façon l'espace qu'il habite. Les individus peuvent entretenir de faibles liens entre eux, choisir de magasiner ailleurs ou se déplacer pour travailler. Chaque quartier est marqué par son patrimoine bâti, la composition de sa population, son histoire, sa réputation, ses marqueurs géographiques, son tissu commercial et ses pratiques collectives. Les quartiers populaires sont souvent associés au bruit, à l'insécurité, à l'insalubrité et à une apparence peu enviable. Ces perceptions et réalités

---

2. Dale Gilbert, *Vivre en quartier populaire: Saint-Sauveur, 1930-1980*, Québec, Éditions du Septentrion, 2015, p. 11-19.

3. Yves Grafmeyer, *Habiter Lyon: milieux et quartiers du centre-ville*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1991, p. 20.

4. Richard Morin et Michel Rochefort, « Quartier et lien social: des pratiques individuelles à l'action collective », *Lien social et Politiques – RIAC*, vol. 39 (printemps 1998), p. 105.

5. Pierre Bourdieu, « Effets de lieu », dans Pierre Bourdieu et Alain Accardo (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 2007, p. 249-262.

6. Gilbert, *Vivre en quartier populaire: Saint-Sauveur, 1930-1980*, p. 15.

7. Jean-Yves Authier, « Les rapports au quartier », dans Jean-Yves Authier (dir.), *Du domicile à la ville: vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, 2001, p. 7-11.

peuvent nourrir chez ses résidents l'envie de partir et rendre jaloux ceux qui ne possèdent pas les moyens pour le quitter. À cause de leur densité, les quartiers populaires sont souvent des lieux d'intenses relations entre familles, amis, confrères ou coéquipiers. Des lois non écrites sur ce que l'on doit faire récompensent ceux qui s'y conforment, puis marginalisent ceux qui les transgressent.

Le quartier constitue-t-il une communauté pour autant? Dans son expression la plus simple, la communauté correspond à un ensemble d'individus ayant des traits communs qui les distinguent d'autres groupes<sup>8</sup>. Cette « recherche de l'entre-soi<sup>9</sup> » sert à nourrir des solidarités, des consensus et des distinctions. En Ontario français, la « communauté » revêt plusieurs connotations, puisque le terme évoque la collectivité politique franco-ontarienne et son réseau institutionnel qui s'étendent à l'ensemble de la province, en plus d'évoquer le quartier ou le village où des liens sont entretenus au quotidien. D'après la géographe Anne Gilbert, c'est « au niveau local, que se vit l'essentiel des expériences communes fondatrices de la communauté<sup>10</sup> ».

S'il est « indéniable que les populations pauvres et défavorisées sont souvent captives de leur résidence ou de leur quartier », souligne l'historien Harold Bérubé, « il est aussi vrai que, malgré les efforts faits pour promouvoir la mixité sociale, les groupes sociaux recherchent presque systématiquement l'agrégation, c'est-à-dire la compagnie de leurs semblables<sup>11</sup> ». Autrement dit, si les ouvriers n'ont pas souvent le luxe de choisir le quartier où ils se poseront la tête le soir, cette réalité ne doit pas faire abstraction de leur désir d'agrégation. Si on connaît une ascension sociale, la question se pose sous un autre jour : préfère-t-on rester dans son quartier modeste ou élire domicile dans un secteur plus joli,

---

8. Anthony Cohen, *The Symbolic Construction of Community*, 2<sup>e</sup> éd., Londres, Routledge, [1985] 1995, p. 12.

9. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, La Découverte, [2000] 2003, p. 53-54.

10. Anne Gilbert, « Du village à la métropole : les communautés franco-ontariennes », avec la collaboration de Marie-Pierre Bérubé, dans Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amérique*, Québec, Éditions du Septentrion, [2008] 2017, p. 68.

11. Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes : gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2014, p. 21.

aux côtés des bourgeois anglophones, voire même dans une banlieue, plus bucolique mais modeste, auprès d'autres francophones de la classe moyenne ?

Les tensions entre l'« élite » et les ouvriers, mais aussi entre anglophones et francophones, figurent au cœur de la problématique sur un quartier ouvrier canadien-français à Sudbury. Le croisement entre la question sociale et la question nationale anime des penseurs franco-ontariens depuis plusieurs décennies. Originaire de Hanmer, le sociologue Donald Dennie perçoit un important clivage entre les préoccupations de la petite bourgeoisie franco-ontarienne, qui dit servir la totalité de la communauté francophone dans ses institutions particulières, et celles des ouvriers, dont les préoccupations immédiates seraient principalement de nature matérielle. Selon Dennie, « la propriété constitue le facteur déterminant dans l'étude de la vie sociale et politique des collectivités<sup>12</sup> ». C'est sur l'aliénation d'une partie des fruits de son labeur que l'ouvrier se distingue du bourgeois, et que le locataire se distingue du propriétaire. Dennie convient que les frontières économiques ne sont pas étanches, puisque les ouvriers qualifiés et la petite bourgeoisie bénéficient d'une certaine mobilité sociale et d'un rapport de force amélioré après la reconnaissance légale des syndicats. Toujours selon le sociologue, l'intégration progressive d'anciens cultivateurs dans une entreprise capitaliste a éloigné les ouvriers du cadre de vie national et religieux d'antan, au profit de rapports plus étroits avec des collègues anglophones à la mine ou au moulin<sup>13</sup>. Si l'élite se démène pour développer l'éducation de langue française et des services gouvernementaux en français, elle occulte, selon Dennie, l'avancement des conditions matérielles des ouvriers.

Cette perspective n'est pas partagée par Gaétan Gervais, fils d'une famille ouvrière du Moulin-à-Fleur, mais ayant surtout vécu dans la banlieue du Nouveau-Sudbury. L'historien ne nie pas les tensions entre les jeunes et leurs aînés, ainsi qu'entre les ouvriers et les professionnels à même la collectivité franco-sudburoise ; il y voit plutôt une attestation de la faiblesse du pouvoir d'une élite « continuellement minée aussi bien

---

12. Donald Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury: le bois, le roc et le rail*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2017, p. 22.

13. Donald Dennie, « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1 (1978), p. 71.

de l'intérieur que de l'extérieur<sup>14</sup>». En dépit du peu d'autorité qu'ils ont pu exercer, ces « dirigeants [...] ont fondé et dirigé ses institutions », qui, dans une province à majorité anglophone, assurent « la permanence de la communauté<sup>15</sup> » et bénéficient aux Canadiens français d'horizons socioéconomiques variés. La « stratégie de développement institutionnel » témoigne d'une agentivité des francophones comme groupe politique dans des circonstances en deçà d'idéales, où ils sont assujettis à « une procession de petits pas [...] à l'image de son gouvernement provincial<sup>16</sup> ». Les humains ont des besoins matériels, certes, mais ressentent aussi le besoin de cultiver « des liens [...], des valeurs, [...], des idées, [...] des expériences communes », qui nourrissent un sentiment d'appartenance à « un groupe distinct », inscrit dans le temps et dans l'espace<sup>17</sup>.

L'historien François-Olivier Dorais rappelle que les interprétations matérialiste (Dennie) et nationaliste (Gervais) de l'histoire franco-sudburoise n'ont pas animé un débat direct entre les deux hommes, qui ont travaillé respectivement sur l'histoire du travail et sur l'histoire institutionnelle<sup>18</sup>. Ce faisant, le Moulin-à-Fleur constitue un terreau fertile pour illustrer les tensions de classe et de langue à Sudbury. D'ailleurs, le quartier est à la fois voisin de la Haute-Ville – le premier secteur de la bourgeoisie francophone –, du Donovan – le quartier ouvrier pluriethnique –, et du Nouveau-Sudbury – la première banlieue à forte proportion francophone. Ce voisinage permettra de mettre en relief les similitudes et les contrastes du quartier.

Dans *Espaces franco-ontariens* (1999), Anne Gilbert décrit le « territoire franco-ontarien » comme étant éclaté, puisque les Franco-Ontariens ne se trouvent plus autant dans les îlots homogènes d'un « archipel francophone » en Amérique du Nord, mais dans des espaces urbains où ils

---

14. Gaétan Gervais, « La stratégie de développement institutionnel de l'élite canadienne-française de Sudbury ou le triomphe de la continuité », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5 (1983), p. 67.

15. *Ibid.*, p. 72.

16. *Ibid.*, p. 69.

17. *Ibid.*, p. 70-71.

18. François-Olivier Dorais, « L'Ontario français, c'est le nom d'un combat » : Gaétan Gervais, acteur et témoin d'une mutation référentielle (1944-2008), thèse de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2013, p. 182.

côtoient, au quotidien, des gens d'autres origines. Prférant le concept d'«espace» à celui de «territoire», Gilbert souligne les interactions et le mouvement entre différents lieux et réseaux, dont l'espace institutionnel franco-ontarien. La géographe appelle les chercheurs à apprécier la «géographie de la banlieue» et «ses liens avec les villes-centres dont elles participent au maintien<sup>19</sup>». Gilbert poursuit :

Le concept d'espace a plusieurs avantages, dont celui de faire fi des caractères contraignants du milieu, tels la minorisation ou le faible pouvoir politique des francophones dans certaines portions du territoire. En insistant sur les points d'ancrage du français sur ce même territoire, sur les réseaux qui les relie localement et avec l'extérieur, l'espace fait référence au contraire à leur dynamisme, à la vitalité de leurs institutions<sup>20</sup>.

Paradoxalement, la promotion sociale des Franco-Ontariens a entraîné une diminution de leurs relations de voisinage et de solidarité à la base des sociabilités dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Anne Gilbert invite les chercheurs à passer «d'une échelle à l'autre» pour saisir «les modalités selon lesquelles se vit le territoire franco-ontarien, jour après jour, depuis la localité vécue, à la fois intime et directement socialisée dans les lieux de vie quotidienne, jusqu'aux éléments de l'univers plus large<sup>21</sup>». Selon elle, les francophones de Sudbury possèdent un relativement «bon ancrage territorial<sup>22</sup>», au nord du centre-ville, où plusieurs familles et institutions sont concentrées sur les axes de l'avenue Notre-Dame et du boulevard Lasalle.

Deux autrices originaires du Moulin-à-Fleur, Claire Pilon et Marguerite Whissell-Tregonning, ont recueilli dans les années 1980 de nombreux souvenirs et renseignements utiles sur le quartier. Leurs démarches découlent d'une «fierté communautaire<sup>23</sup>» et s'inscrivent dans une volonté de permettre aux «jeunes» d'être «des témoins convaincus et fiers du patrimoine historique et culturel, que leurs ancêtres franco-ontariens

19. Anne Gilbert, *Espaces franco-ontariens*, Ottawa, Le Nordir, 1999, p. 14.

20. *Ibid.*, p. 19.

21. *Ibid.*, p. 20.

22. Gilbert, «Du village à la métropole: les communautés franco-ontariennes», p. 73.

23. Claire Pilon, *Le Moulin à Fleur*, Sudbury, [s. é.], [1983] 2011, p. 7.

leur ont légué<sup>24</sup> ». La fierté peut nourrir la confiance, mais elle peut aveugler aussi. Notre démarche se veut une mise en valeur de l'expérience unique du Moulin-à-Fleur, sans basculer dans la promotion ou le procès d'intention.

Le titre *Le Moulin-à-Fleur de Sudbury: quartier ouvrier, territoire canadien-français* évoque les deux caractéristiques motrices de notre travail. Ce livre constitue la première histoire globale du Moulin-à-Fleur de ses origines à nos jours. Il apporte un regard nouveau au rapport historique des Franco-Ontariens au territoire, ainsi qu'à leurs fractures internes, en fonction des écarts de richesse et des rapports à la majorité anglophone. D'abord, le Moulin-à-Fleur confirme la volonté des Canadiens français de se concentrer territorialement, formant un îlot dans l'« archipel » de l'Amérique francophone, où ils peuvent vivre leur quotidien en majorité<sup>25</sup>. L'évolution du quartier depuis la décennie 1970 rappelle l'érosion progressive de cette volonté, qui n'a pas disparu, mais qui a coexisté avec l'éparpillement des francophones vers les banlieues et les quartiers bourgeois, ainsi que l'émergence de nouvelles institutions francophones.

À la fois, le Moulin-à-Fleur est témoin et dommage collatéral de l'ascension sociale des Franco-Ontariens. Avec l'élargissement de l'accès à l'éducation supérieure et le développement de postes désignés bilingues dans les administrations municipales, scolaires, provinciales et fédérales, les Franco-Ontariens ont pu accroître leur indépendance financière, ce qui leur a permis de s'acheter une maison ailleurs que sur la plaine des Jésuites. Ils n'ont pas complètement largué leur affinité pour leurs confrères ouvriers, notamment en maintenant un attachement aux institutions communes que sont la paroisse, l'école et la caisse populaire, puis ils ont souvent migré vers des secteurs où les francophones étaient nombreux (le Nouveau-Sudbury) ou majoritaires (la Vallée). Le contact accru avec l'anglais favorise un bilinguisme tantôt soustractif, tantôt additif chez les jeunes générations. L'existence et l'érosion d'un territoire urbain majoritairement francophone a un impact sur la vitalité francophone, et c'est là, en une phrase, ce que l'histoire du Moulin-à-Fleur nous enseigne.

---

24. Marguerite Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, Hull, [s. é.], 1990, 4<sup>e</sup> de couverture.

25. Dean Louder et Éric Wadell (dir.), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé: le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, [1983] 2007.

### Comment raconter cette histoire?

À mi-chemin entre la synthèse et la recherche fondamentale, ce récit s'inspire de sources secondaires (récits publiés, mémoires de baccalauréat, histoires institutionnelles, articles scientifiques), d'articles de journaux locaux repérés par index dans le quotidien *Sudbury Star*, ainsi que les recherches par mot-clé dans les versions ocrisées des hebdomadaires *L'Ami du peuple* (1942-1968), *Le Voyageur* (1968-...) et le *Northern Life* (1973-...), des archives privées de Jeannine Larcher-Lalande, d'un sondage mené en ligne auprès de 200 anciens et actuels résidents, ainsi que d'une demi-douzaine d'entretiens, afin de participer à la conservation de la mémoire de résidents du quartier. Le croisement des documents d'époque et nos entretiens a permis de multiplier les points de référence, de passer du particulier à l'universel par un « jeu d'échelles », et de reconstituer des dynamiques ayant forgé la vie du Moulin-à-Fleur.

Le choix de sources nous confronte néanmoins à un certain nombre de limites. Ce livre apporte peu d'éclairage sur les rapports de genre, l'administration municipale d'un quartier ou les rapports des francophones aux peuples autochtones. L'historienne Karen Dubinsky a fait une contribution importante à la compréhension des abus sexuels au tournant du xx<sup>e</sup> siècle en s'inspirant des archives judiciaires de procès intentés par des femmes contre des agresseurs masculins dans 25 comtés et districts de l'Ontario<sup>26</sup>. Aurait-il été possible de retracer l'histoire de francophones pauvres par la lorgnette judiciaire? Peut-être, mais nous n'avons pas fait abstraction des erreurs criminelles et des tragédies qui ont fait partie du Moulin-à-Fleur et qui ont été racontées dans les journaux et les récits biographiques. Nous avons soulevé la question d'abus dans le sondage, qui a suggéré certaines tendances, même s'il ne s'agissait pas du cœur de notre interrogation. Nous aurions pu privilégier les archives municipales afin d'étudier l'évolution du zonage et des infrastructures publiques, mais il nous semblait que cela aurait eu pour effet d'aplatir la dimension communautaire et culturelle du Moulin-à-Fleur; par ailleurs, nous avons tenté de repérer des documents aux Archives des Jésuites au Canada sur le peuplement du quartier, mais sans succès. Enfin, en ce qui concerne

---

26. Karen Dubinsky, *Improper Advances: Rape and Heterosexual Conflict in Ontario, 1880-1929*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.



**Figure I.1** – Le Moulin-à-Fleur, vers 1930.

Source : Archives privées de Jeannine Larcher-Lalande (APJLL), Sudbury (Ontario).

le métissage, il faudra un jour étudier la contribution des ouvriers abénaquis francophones dans les mines et les forêts du Grand Sudbury. La nomination, en 2022, de Michelle O’Bonsawin à la Cour suprême du Canada a rappelé la trajectoire de ses ancêtres, qui est plus qu’anecdotique<sup>27</sup> ; Jeannine Larcher-Lalande nous a aussi partagé qu’elle avait un ancêtre abénaquis, originaire de la région de Sorel (Québec). Malgré ces limites, nous avons cherché à privilégier des voix féminines, à souligner la présence des autochtones dans la région et à discuter de règlementation municipale, lorsque cela a été possible.

Notre histoire se décline en quatre moments : l’émergence d’un quartier ouvrier canadien-français de 1902 à 1945 (chapitre 1) son âge d’or après la Seconde Guerre mondiale de 1946 à 1967 (chapitre 2), les rendez-vous manqués de 1968 à 1997 (chapitre 3), ainsi que la lente et incertaine revitalisation à l’œuvre depuis 1998 (chapitre 4).

---

27. Pascal Vachon, « Michelle O’Bonsawin, l’Autochtone et Franco-Ontarienne à la Cour suprême », sur le site *ONFR* (TFO), 30 septembre 2022 [<https://onfr.tfo.org/michelle-obonsawin-lautochtone-et-franco-ontarienne-a-la-cour-supreme/>] (consulté le 12 décembre 2024).



**Figure I.2** – Famille Robert de la rue King, vers 1945.

Source: APJLL.

Ce projet a bénéficié du mécénat de Normand Carrey et de subventions du ministère du Patrimoine canadien, du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, du chantier Trois siècles de migrations francophones de l'Université de Saint-Boniface, de la Caisse Desjardins Ontario et de la conseillère Joscelyne Landry-Altman, obtenues en collaboration avec l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) du Grand Sudbury, le Carrefour francophone de Sudbury et la Place des Arts de Sudbury. Nous tenons à les remercier d'avoir cru en ce projet. Nous tenons aussi à souligner la contribution inestimable des gardiennes de la mémoire du quartier – Jeannine Larcher-Lalande, Claire Pilon et Marguerite Whissell-Tregonning – sans qui la reconstitution de cette histoire aurait été impossible.

## Chapitre 1

### L'émergence d'un quartier ouvrier canadien-français à Sudbury (1902-1945)

L'émergence du Moulin-à-Fleur n'est pas le fruit du hasard. Les Jésuites ont fait l'acquisition de la plaine en 1886 et c'est cette congrégation qui a mis à vendre des terrains au nord de la ville à des familles canadiennes-françaises au tournant du xx<sup>e</sup> siècle. Afin de reconstituer la genèse de ce quartier, ce chapitre s'inspire de récits, de mémoires, d'articles scientifiques, d'archives conservées par Jeannine Larcher-Lalande, d'articles de journaux, de procès-verbaux du Conseil des écoles séparées catholiques romaines, et d'un sondage en ligne (dont la méthode est expliquée en annexe). En six temps, nous reviendrons sur le peuplement du moyen-nord de l'Ontario, les Canadiens français et Sudbury au tournant du siècle, le peuplement de la plaine, l'émergence de rues commerciales canadiennes-françaises, le développement institutionnel franco-catholique, la Crise économique des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale.

#### Le peuplement du moyen-nord de l'Ontario

Suivant la fin de la dernière glaciation, 10 000 ans avant notre ère, la fonte du glacier dégage beaucoup d'eau, qui remplit des rivières et des lacs qui se déversent dans les Grands Lacs<sup>1</sup>. Les basses-terres du Nipissing – situées à environ 200 mètres au-dessus du niveau de la mer – forment une couronne propice à l'agriculture. Les études archéologiques confirment que

---

1. Marit K. Munson et Susan M. Jamieson (dir.), *Before Ontario: The Archaeology of a Province*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2013, p. 24-27, 83-85.

les premiers Autochtones de la région arrivent du Sud. Pendant 4 000 ans, les familles ont habité les rochers montagneux pour pêcher, cueillir des plantes et chasser du gibier. Elles ont confectionné des outils et ont appris à façonner le cuivre à la Tête des lacs pour accroître leur efficacité. L'évolution linguistique, artistique et technologique, analysée par les archéologues, leur a permis d'identifier l'émergence d'une culture «algonquienne». Des communautés régionales – les Cris au nord de la ligne de partage des eaux, les Ojibwés au sud et les Algonquins dans la vallée de l'Outaouais – ne parlaient plus le même dialecte, malgré une langue ancestrale commune<sup>2</sup>.

Des Ojibwés (ou «Saulteux», comme les nommeront les Français) sont bien établis à Bahweting ou «les rapides» entre les lacs Huron et Supérieur. D'autres Ojibwés habitent autour des Grands Lacs et appartiennent à la grande famille algonquienne; avec les Outaouais et les Algonquins, ils forment la grande famille des Anichinabés<sup>3</sup>. Les Népissingues, par exemple, sont un groupe algonquien qui habite le lac Nipissing. La cueillette de baies, de riz et de sirop d'érable, tout comme la pêche au harpon et au filet du poisson d'eau douce, nécessite une importante collaboration. Regroupées pendant la saison estivale, les bandes sont politiquement autonomes, Même si elles partagent des traditions et leurs membres s'entremarient, chacune des bandes étant dotée d'un chef et d'un territoire de chasse exclusif.

Le contact entre les explorateurs français et les Ojibwés a lieu à partir de 1610. «Les aventuriers laïcs et religieux cherchent des guides [autochtones] pour les diriger le long des voies d'eau sinueuses du bassin des Grands Lacs<sup>4</sup>», rappelle l'historien Cornelius J. Jaenen. Le commerce et les missions ne sont pas nécessairement opposés, puisque certains Jésuites et Récollets sont aussi des explorateurs, qui préparent le terrain pour des relations commerciales à venir. Le coureur des bois Étienne Brûlé est le premier Européen à traverser la région du lac Nipissing en 1610. Brûlé

---

2. Kerry A. Abel, *Changing Places. History, Community, and Identity in Northeastern Ontario*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, p. 14-15.

3. Alan Daniel McMillan et Eldon Yellowhorn, *First Peoples in Canada*, 3e éd., Toronto, Douglas & McIntyre, 2004, p. 108-118.

4. Cornelius J. Jaenen, «L'ancien régime au pays d'en haut, 1611-1821», dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 9.

devient le premier émissaire et interprète à adopter les us et coutumes autochtones pour faciliter les relations avec les commerçants Français<sup>5</sup>. Le voyage de Samuel de Champlain, au printemps 1615, ouvre aux Français la route canotable du nord, qui permet d'accéder au lac Huron et d'éviter le pays iroquois au sud. Les voyageurs emprunteront souvent la route du lac Nipissing, à la recherche infructueuse de la « Mer de l'Ouest ».

« En 1635 », résume Jaenen, « il n'y avait encore aucune famille française dans le pays d'en haut<sup>6</sup> », c'est-à-dire bassins versants des Grands Lacs. La traite des fourrures avec les Français transformera néanmoins la vie des Népissingues et des Ojibwés, qui verront passer, en 1675, 309 canotiers et 102 000 livres de fourrures. L'intensification du commerce entraîne la mobilité des coureurs de bois, le trafic de l'alcool et le métissage, comme le souligne l'historien Kerry Abel :

*The fur trade offered not only a chance to get rich and live an adventurous life but also an opportunity for freedom and personal indulgence. Even more importantly, the French traders soon realized that their Native contacts expected kinship alliances as part of a trade relationship, and marriage à la façon du pays became an important part of their system in this part of the country as much as elsewhere<sup>7</sup>.*

Dans les dernières années de la Nouvelle-France, une première communauté métisse au nord du lac Huron est établie par Louis Legardeur de Repentigny, qui fait livrer du bétail et construire quelques bâtisses à l'est du sault Sainte-Marie. Le premier cultivateur de cette seigneurie, Jean-Baptiste Cadotte, s'accouple avec une femme ojibwée, qui détiendra la charge de la seigneurie pendant la Guerre de Sept-Ans (1756-1763). Après la cession de la Nouvelle-France à la Grande-Bretagne en 1763, les descendants de Cadotte continuent d'habiter la seigneurie et poursuivent la traite des fourrures avec les marchands anglo-écossais qui s'installent à Montréal. En 1785, le pays-d'en-haut comptent 2428 canotiers et produisent 812 000 livres de fourrures, presque le double du volume à la fin du

---

5. Gaétan Gervais, *La colonisation française et canadienne du Nipissingue (1610-1920)*, North Bay, La Société historique du Nipissing, 1980, p. 20-25; Jaenen, « L'ancien régime au pays d'en haut, 1611-1821 », p. 11-12.

6. Jaenen, « L'ancien régime au pays d'en haut, 1611-1821 », p. 12.

7. Abel, *Changing Places: History, Community, and Identity in Northeastern Ontario*, p. 14-15.

Régime français<sup>8</sup>. Au Sault, on mise sur la pêche comme source de nourriture pour les commerçants de fourrures. En 1798, les autorités britanniques creusent un premier canal de 12 mètres en aval des rapides pour faciliter le déplacement des canots et des bateaux, vu le dénivellement de sept mètres entre les lacs Huron et Supérieur. La frontière internationale est fixée sur la rivière Sainte-Marie en 1822<sup>9</sup>, mesure qui prive les voyageurs canadiens d'un marché et enclenche le déclin de la traite des fourrures. «Habitué à se trouver minoritaires parmi les autochtones, les francophones devront à l'avenir s'habituer de plus en plus à s'accommoder avec une majorité anglophone<sup>10</sup>». L'agent des Affaires indiennes, en 1823, compte environ 900 francophones, femmes autochtones et enfants métis, sur la rive nord du lac Huron<sup>11</sup>. Selon l'historien Joseph Gagné, «[b]ien qu'ils soient rares à s'enraciner en Ontario, les engagés et les voyageurs peuvent passer des mois, voire quelques années dans les postes du Nord. Alors s'il n'y a pas une présence individuelle permanente, la succession d'individus représente quand même une occupation française plus ou moins permanente des postes<sup>12</sup>».

Les historiens Alan Knight et Janet Chute rajoutent :

*The Métis community dwelling near the St. Mary's River rapids (Sault Ste. Marie) was not born out of cultural chaos but rather in relationships fostered and nurtured over two hundred years of prior occupation. During the French era, métissage left a lasting stamp on Native society. Individual Métis, raised within or otherwise still attached to the Native community, were unusually cognizant of their mixed ancestry<sup>13</sup>.*

- 
8. Gervais, *La colonisation française et canadienne du Nipissingue (1610-1920)*, p. 29; Jaenen, «L'ancien régime au pays d'en haut, 1611-1821», p. 24, 32.
  9. Francis M. Carroll, «Drawing a Line in the Water», *Lake Superior Magazine*, 5 octobre 2017, [En ligne], [<https://www.lakesuperior.com/the-lake/lake-superior/394-drawing-a-line-in-the-water-or-how-a-bad-map-gave-isle-royal/>] (consulté le 4 octobre 2023).
  10. Jaenen, «L'ancien régime au pays d'en haut, 1611-1821», p. 39.
  11. Karl S. Hele, «The Anishinabeg and Métis in the Sault Ste. Marie Borderlands: Confronting a Line Drawn upon the Water», dans Karl S. Hele (dir.), *Lines Upon the Water: First Nations and the Great Lakes Borders and Borderlands*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2008, p. 70.
  12. Joseph Gagné, «Du lys naquit la trille: survol historiographique de l'Ontario sous le Régime français et perspectives de recherche», *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 41 (2016), p. 46-47.
  13. Alan Knight et Janet E. Chute, «In the Shadow of the Thumping Drum: The Sault Métis – the People In-Between», dans Karl S. Hele (dir.), *Lines Upon the*

Les « Bois brûlés » de Bawating cultivent progressivement une identité métisse, en vivant sur des lots de style seigneurial, en maintenant une pratique religieuse catholique et en parlant le mitchif ou le français. Comme la famille Riel au Manitoba, les Cadotte de Bawating envoient leurs enfants étudier dans les collèges franco-catholiques de Montréal et plusieurs des fils deviennent des commerçants et des interprètes pour l'American Fur Trade Company<sup>14</sup>.

Plus près de Sudbury, Denis de la Ronde, exploite un commerce de fourrure sur une île du lac Nipissing à partir de 1790<sup>15</sup>. Peut-être un parent, Eustache de la Ronde, installe un fortin à l'embouchure de la rivière La Vase, sur la route des voyageurs, en 1814. Dans le bassin sudburois, les rivières Spanish, Vermillon et des Français, ainsi que les lacs Panache et Wahnapiatae figurent parmi les routes de traite. En 1822, la Compagnie de la Baie d'Hudson établit un poste de traite au lac Wahnapiatae. Peu performant, le poste est fermé l'année suivante, mais la présence grandissante d'Euro-Canadiens réduit leur dépendance envers les peuples autochtones. Dans ce contexte, les perceptions de supériorité culturelle des Euro-Canadiens et leur volonté de repousser les premiers habitants du territoire pour en faire une colonie de peuplement prennent de l'ampleur. Les traités se présentent comme une solution administrative et politique pour faire de la place à des colons qui auraient peu ou pas conscience de la présence antérieure des Autochtones<sup>16</sup>. D'ailleurs, la découverte de gisements de cuivre au sud du lac Supérieur porte les autorités britanniques à croire au potentiel minier de la rive nord du lac Huron. Malgré l'absence de traités avec les premiers peuples, la province du Canada livre 64 permis d'exploitation minière en 1846. Le spéculateur

---

*Water: First Nations and the Great Lakes Borders and Borderlands*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2008, p. 86.

14. Victor P. Lytwyn, « Echo of the Crane: Tracing Anishinawbec and Métis Title to Bawating (Sault Ste. Marie) », dans Ted Binnema and Susan Neylan (dir.), *New Histories for Old: New Perspectives in Aboriginal History*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2008, p. 52-53; Knight et Chute, « In the Shadow of the Thumping Drum », p. 87-88.
15. Daniel Marchildon, *Sudbury: toute une histoire!* Sudbury, Centre Fora, 1991, p. 10; Gervais, *La colonisation française et canadienne du Nipissingue (1610-1920)*, p. 30-31.
16. Abel, *Changing Places: History, Community, and Identity in Northeastern Ontario*, p. 403.

minier Georges Desbarats, qui possède des intérêts sur la rive nord du lac Huron, demande au surintendant des Affaires indiennes en 1847 de régler les revendications des Autochtones. La Couronne nomme, William Benjamin Robinson, ancien directeur de mine et frère du juge en chef de la colonie, commissaire aux traités<sup>17</sup>. Familiers avec les termes de traités conclus auparavant dans le Haut-Canada et aux États-Unis, les chefs exigent une annuité de 10 \$ par personne et de vastes réserves. Robinson traite ces demandes d'«extravagantes» et décide qu'il y aura deux traités, croyant que les chefs du lac Supérieur, moins touchés par les intrusions coloniales, seront plus disposés à conclure une entente. Il gagne son pari, puisque ces derniers signent un traité le 7 septembre 1850. Le rapport de force des Autochtones étant perdu, le traité du lac Huron sera signé deux jours plus tard. Dès la signature des traités, des arpenteurs sont déployés pour quadriller le territoire. Le découpage amène la création des districts du Nipissing et d'Algoma en 1858<sup>18</sup>; celui de Sudbury sera formé à l'ouest du lac Nipissing et au nord du lac Huron en 1907.

Constituée en même temps que le gouvernement fédéral canadien en 1867, la province de l'Ontario élargira son territoire jusqu'à la baie d'Hudson en 1912. En 1871, les 3 934 Autochtones comptent encore pour la moitié de la population du nord de l'Ontario, mais cette proportion dégringolera, avec les vagues migratoires de colons et d'ouvriers euro-canadiens, à moins de 5 % dans le demi-siècle qui suivra<sup>19</sup>. L'arrière-pays du Nord ontarien se développera dans la mesure où ses ressources pourront servir les intérêts des grands capitaux. Il continuera d'être subordonné aux priorités politiques déterminées par des élus dans l'Est et le Sud ontarien, où se trouvent plus de 90 % de la population<sup>20</sup>. La région sera privée d'une autonomie réelle, comme un gouvernement provincial ou des comtés, ce qui cristallisera son statut d'arrière-pays colonial. Outre les réserves autochtones, les villes et les commissions scolaires, les

---

17. Karl S. Hele, «Traité Robinson de 1850», dans *L'Encyclopédie canadienne*, 12 mars 2020, [<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/traites-robinson-de-1850>] (consulté le 30 septembre 2023).

18. Gervais, *La colonisation française et canadienne du Nipissingue (1610-1920)*, p. 8, 37-42.

19. David Leadbeater *et. al.*, *Northern Ontario in Historical Statistics, 1871-2021*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2024, p. 32.

20. Leadbeater, *Northern Ontario in Historical Statistics, 1871-2021*, p. 5, 188.

résidents du Nord demeureront subjugués aux décisions prises à Toronto, à Ottawa ou à l'étranger.

La Confédération de 1867 intensifie la volonté de lier les régions du pays par un chemin de fer. En 1880, un syndicat d'hommes d'affaires de Montréal obtient le contrat pour construire un chemin de fer transcontinental, avec l'aide de subventions du gouvernement fédéral. Des arpenteurs identifient où passera la voie, des bûcherons dégagent les arbres et des charrues menées par des chevaux déplacent du sol et des roches. Suivent ensuite ceux qui préparent le remblai et posent les dormants et les rails. Des milliers d'hommes, souvent des immigrants d'Europe, mais aussi des Chinois, travaillent pour des sous-traitants. Les premières locomotives arrivent à Mattawa en 1881, à Sturgeon Falls en 1882, puis à Sudbury en 1883. L'inauguration du Canadien Pacifique (CPR) en 1885 rend « soudainement possible une colonisation massive<sup>21</sup> » dans le Nipissing. Jusque-là, les Euro-Canadiens avaient dû naviguer sur les lacs et les rivières pour s'y rendre. La voie du Canadien Pacifique tranche en deux le territoire des Népissingues, qui acceptent à contre-cœur de se regrouper sur les berges du lac, en 1907, et d'abandonner les territoires au nord de la ligne du CPR au peuplement euro-canadien<sup>22</sup>.

Au Québec, la forte fécondité des femmes catholiques et la diminution de la mortalité infantile rendue possible par les avancées médicales favorisent une croissance de la population et une pression sur les terres de la vallée du Saint-Laurent. Puisque les autorités canadiennes craignent qu'un territoire peu peuplé pourrait encourager une invasion par les Américains, le peuplement du Nord et de l'Ouest devient un projet important pour les en dissuader. L'arrivée au Canada français de plusieurs congrégations religieuses venues de l'Europe francophone encourage aussi la colonisation du Nord ontarien. Arrivés en Ontario en 1842 et en 1841, Jésuites et Oblats fonderont des missions autochtones, des paroisses canadiennes-françaises et des collèges franco-catholiques, encouragés par les premiers évêques des diocèses de Bytown (1847) et de Pembroke (1898), J.-E.-B. Guigues et Narcisse-Zéphirin Lorrain, tous

---

21. Gervais, *La colonisation française et canadienne du Nipissingue (1610-1920)*, p. 28.

22. Steven High, *One Job Town: Work, Belonging and Betrayal in Northern Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2018, p. 26-27.

deux issus de ces communautés venues de France. Le district de Nipissing est d'abord réparti entre le diocèse de Pembroke et celui de Peterborough (1882), avant que le diocèse de Sault-Sainte-Marie ne regroupe les paroisses catholiques de North Bay à Sault-Sainte-Marie à partir de 1904.

Si l'agriculture et la foresterie permettent à des villages d'émerger rapidement, ce sont les villes industrielles qui attirent plus de Canadiens français. Fondée comme station du chemin de fer Canadien Pacifique en 1883, Sudbury est d'abord animée par l'industrie forestière. D'ailleurs, le jésuite Jean-Baptiste Nolin, qui y fonde la première paroisse catholique, la baptise Sainte-Anne-des-Pins<sup>23</sup>. Ouverte à même le presbytère en avril 1884, la première école de Sudbury est catholique et bilingue. Parmi les premiers pionniers canadiens-français du village, on retrouve le postier Jean-Étienne Fournier, l'entrepreneur forestier Louis Laforest et l'hôtelier Joseph Boulay. Les Canadiens français ne sont pas majoritaires à Sudbury, mais ils le seront longtemps parmi les catholiques : en 1889, 70 % des 305 familles de la paroisse sont de langue française<sup>24</sup>.

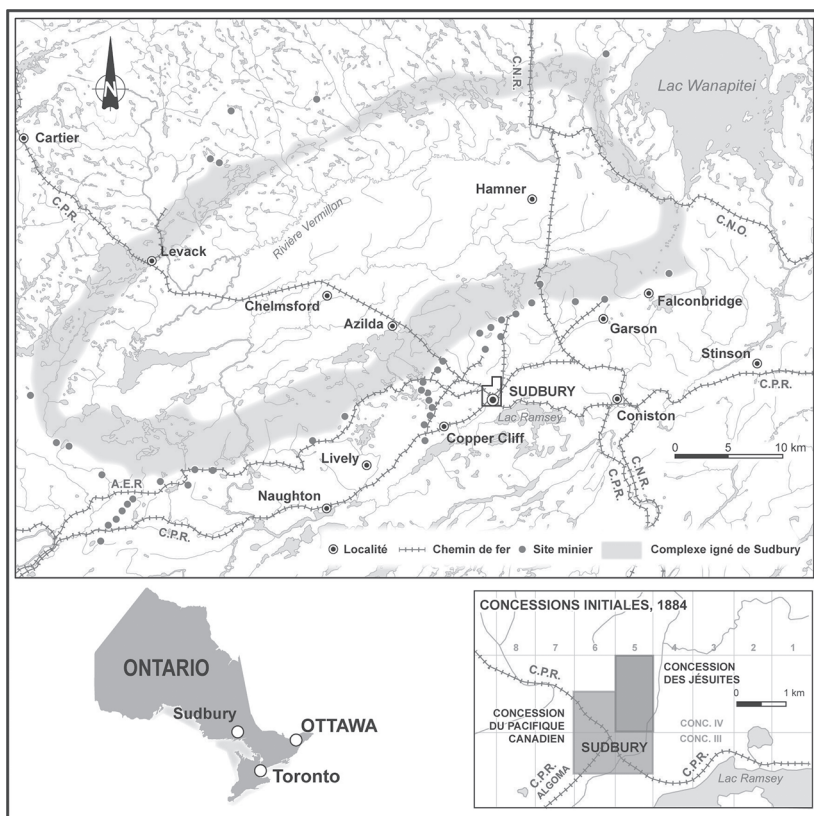
La découverte de minerai, à cinq kilomètres au nord-ouest de Sudbury, attire rapidement des prospecteurs. La mine Stobie est ouverte en 1885, puis l'un des propriétaires de la Canadian Copper s'établit à Sudbury et acquiert quelques milliers d'acres de terrain<sup>25</sup>. Les mines nourrissent le peuplement de Sudbury. Ayant dépassé le seuil de 1 000 résidents en 1893, elle devient une ville (*town*), chargée de développer les rues, les égouts et les aqueducs ; la jeune administration assure aussi l'éclairage des rues, l'électrification des maisons et la construction des lignes de téléphone. L'intensification des activités minières entraîne le développement de nouvelles voies ferrées, vers les ports de Sault-Sainte-Marie (1900) et de Toronto (1907), pour expédier le minerai avec plus de facilité. Les emplois créés par la voie ferrée et les mines attirent des Canadiens

---

23. Conseil des écoles séparées catholiques romaines du District de Sudbury, *Les Écoles séparées catholiques de Sudbury: cent ans d'éducation catholique 1884-1984*, Sudbury, [s. é.] [1984], p. 1-2; « Historique de Jean-Baptiste Nolin », *Le Voyageur*, 10 octobre 2001, p. 21.

24. Gilberte Proulx, *Familles pionnières: leur odyssée, leur enracinement*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1944, p. 12, 24-31; Donald Dennie, *La paroisse Sainte-Anne-des-Pins de Sudbury (1883-1940)*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1986, p. 12-13.

25. Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury*, p. 35-51, 111-114.



**Figure 1.1** – Sudbury et ses environs, 1920.

Source : Andrée Heroux.

français à cause des salaires respectables qu'elles leur proposent. Même dans les premières années de la Canadian Copper à Sudbury au tournant du xx<sup>e</sup> siècle, un quart des ouvriers sont des Canadiens français<sup>26</sup>. La plupart du temps, les jeunes hommes qui travaillent à Sudbury cherchent à accumuler une somme suffisante pour rentrer dans l'Est ontarien ou au Québec pour s'acheter une ferme et y fonder une famille<sup>27</sup>. Dans son

26. Paul de la Riva, *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury 1886-1930*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1997, p. 40, 42, 61, 65, 173.

27. Gail Cuthbert Brandt, « J'y suis, j'y reste »: *The French Canadians of Sudbury, 1883-1913*, thèse de doctorat (histoire), North York, York University, 1976, p. 105.

étude de statistique historique, l'historien Paul de la Riva démontre que les Canadiens français sont légèrement sous-représentés dans les mines (25 % des travailleurs dans une région où ils comptent pour 35 % de la population), mais qu'ils sont surreprésentés parmi les journaliers et les ouvriers non qualifiés. N'occupant presque jamais les postes de prospecteur, de foreur ou de cadre, les Canadiens français n'y restent pas longtemps cependant. Le manque d'instruction, la faible maîtrise de l'anglais, ainsi que les préjugés anti-français expliquent pourquoi les Canadiens français ne font pas carrière à la mine: 86 % du contingent y travaille moins de six mois, puis deux tiers d'entre eux quittent volontairement. Le travail dans la mine n'étant pas essentielle au succès des projets migratoires des Canadiens français, ils y restent – en moyenne – sept mois, significativement moins longtemps que la moyenne chez les immigrants polonais (11 mois) ou italiens (14 mois).

### **Les Canadiens français et Sudbury au tournant du siècle**

L'historien Yves Frenette nous invite à souligner la centralité des relations familiales pour comprendre le processus migratoire des Canadiens français à l'extérieur de la vallée laurentienne<sup>28</sup>. Où qu'ils se soient établis en Amérique du Nord, les Canadiens français tendent à migrer en groupes de frères ou de cousins qui s'établissent dans un même lieu avec leurs femmes, leurs enfants et (parfois) leurs parents. L'apparemment favorise l'enracinement, puisque les individus intégrés à un réseau de parenté sont deux fois plus portés à s'installer dans leur nouveau milieu que ceux qui n'en ont pas. Les spécialistes du Québec rural ont démontré que les migrations ont souvent lieu à des moments précis du cycle de reproduction familiale: les couples déménagent dans les zones de colonisation au moment de fonder une famille et les quittent pour les villes lorsque les enfants sont en âge de travailler<sup>29</sup>.

La forte fécondité des Canadiennes françaises, ajoutée au courant migratoire qui amène toujours de nouvelles familles vers le moyen-nord

---

28. Yves Frenette, « Sur quelques interprétations de la francophonie nord-américaine », dans France Martineau *et al.* (dir.), *Francophonies nord-américaines: langues, frontières et idéologies*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 154.

29. *Ibid.*, p. 155-157.

de l'Ontario, contribue à la fondation de nouvelles paroisses et de villages. Fondé en 1894, Verner demeure un village d'émigrants en 1901 : pas moins de 85 % de ses 167 chefs de famille sont nés au Québec, principalement dans Lanaudière. Cela illustre, d'après le généalogiste Guy Parent, « le pouvoir d'un réseautage social et familial qui a guidé [la migration] vers cette région<sup>30</sup> ». Et même chez les 497 enfants de Verner, seulement la moitié est née en Ontario. Si certains ont migré avec des enfants, d'autres sont passés par le Massachusetts ou le Michigan avant de s'installer dans le Nipissing. Et même lorsque parents et enfants sont des Ontariens de naissance, il ne faut pas présumer qu'ils ne se sont pas déplacés : né à Sudbury en 1891, Israël Carrey déménage sa famille de Blind River à Espanola, en passant par Creighton, sur une période de 15 ans, avant de rentrer au bercail<sup>31</sup>.

Sudbury compte de vibrantes industries forestière et minière, mais aussi des entreprises dans le secteur de la transformation (construction, briqueries, fabrication de boissons, etc.), ainsi qu'un secteur de services (banques, boutiques de vêtements, buanderies, épiceries et quincailleries) grandissant. Puisque les Canadiens français peuvent y trouver des emplois dans une variété de secteurs, leur nombre grimpe de 702 (1901) à 6649 (1931). Ce faisant, les Canadiens français maintiennent leur poids démographique dans la ville de Sudbury à environ 35 %<sup>32</sup>. Les mines attirent aussi des immigrants de l'Europe de l'Est, ce qui fait des villes du Nord ontarien et québécois des creusets de diversité. Or, le développement urbain amène les groupes ethniques à se concentrer au début du xx<sup>e</sup> siècle : les immigrants de l'Europe de l'Est et du Nord dans le Donovan, les Britanniques dans le West End, les Italiens à Gatchell, ainsi que les Canadiens français dans le nord du Centre-Ville. En 1911, une petite classe d'ouvriers qualifiés, de professionnels et de propriétaires de petites entreprises se montrent influents dans les organismes sociaux et au conseil municipal<sup>33</sup>.

---

30. Guy Parent, « Le canton de Caldwell en 1901 : un îlot francophone en Ontario », *L'Ancêtre*, vol. 47, n° 333 (hiver 2021), p. 97.

31. Entretien téléphonique avec Pauline Carrey Villeneuve par Serge Dupuis et Normand Carrey, 29 novembre 2020 (00:19:00).

32. Lucien Michaud (dir.), *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1983, p. 9.

33. Angèle Deschamps, *Sudbury, 1911 : espace et population dans une période de forte croissance*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 2012, p. 98-117.

Les Canadiens français sont sous-représentés dans la politique locale, mais son élite est active à la commission scolaire séparée, établie en 1888, et dans les organisations de la paroisse Sainte-Anne-des-Pins.

Dans son combat contre le socialisme et le matérialisme, l'Église catholique considère la propriété privée comme « un élément de stabilité », qui peut permettre à la famille de « jouir d'une certaine indépendance<sup>34</sup> ». L'intellectuel Henri Bourassa y voit « la récompense du travail honnête, la sauvegarde de la liberté humaine et le soutien de la famille<sup>35</sup> ». Cette prédisposition psychologique des Canadiens français de voir l'accès à la propriété comme étant souhaitable pourrait expliquer leur forte présence parmi les propriétaires sur les rôles d'évaluation foncière à Sudbury. La valeur de leurs propriétés est inférieure à la moyenne, preuve qu'ils n'hésitent pas à se procurer un domicile très modeste si c'est tout ce qu'ils peuvent se permettre. Le foyer canadien-français compte en moyenne cinq résidents – à comparer à quatre pour les foyers d'autres origines. Malgré leur infériorité économique, 59 % des hommes majeurs canadiens-français sont propriétaires en 1905 et en 1913, alors que la moyenne sudburoise oscille plutôt entre 50 et 54 %<sup>36</sup>. Ces chiffres sont élevés pour une ville ouvrière lorsqu'on considère que, à Hamilton, 75 % des résidents sont locataires. Selon Gail Cuthbert Brandt, les Canadiens français affichent une certaine confiance dans l'avenir de Sudbury : la majorité des propriétaires canadiens-français, présents sur les rôles d'évaluation foncière de 1905, y sont toujours en 1913.

---

34. Joseph-Papin Archambault, « Déclaration d'ouverture », dans *La propriété*, Montréal, Semaines sociales du Canada, 1925, p. 19-20, cité dans Cuthbert Brandt, « J'y suis, j'y reste » : *The French Canadians of Sudbury, 1883-1913*, p. 106.

35. Henri Bourassa, « La Propriété, ses bornes, ses abus », dans *La propriété*, Montréal, Semaines sociales du Canada, 1925, p. 304.

36. Donald Dennie, *À l'ombre de l'INCO : étude de la transition d'une communauté canadienne-française dans la région de Sudbury (1890-1972)*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2001, p. 84-95 ; Cuthbert Brandt, « J'y suis, j'y reste » : *The French Canadians of Sudbury, 1883-1913*, p. 113-118, 133, 143, 155, 161-174, 181, 194.

## Le peuplement de la plaine des Jésuites

Le 26 avril 1886, les Jésuites avaient obtenu du Canadien Pacifique une concession de quelques centaines d'acres au nord du centre-ville<sup>37</sup>. « Les Jésuites favorisent la vente aux Canadiens français<sup>38</sup> », croit Marguerite Whissell-Tregonning. La congrégation vend ses lots, sur les rues Beech, Lisgar, Sainte-Anne, Louis, Samuel et Borgia, à 250 \$ (8 000 \$ de 2024), soit la moitié du prix d'un terrain au Centre-Ville, « un prix donc plus abordable pour les mineurs et journaliers canadiens-français<sup>39</sup> », toujours selon Whissell-Tregonning. Le premier quartier canadien-français de la ville, Primeauville, émerge sur les berges du ruisseau Junction ou Nolin qui montent vers la plaine. C'est en hommage à Albin Primeau, curé de la paroisse Sainte-Anne à l'époque. Au tournant du xx<sup>e</sup> siècle, les rues Mountain, Jogues, Peter, Leslie, Myles, Harvey et Dupont sont arpentées. S'ajoutent par la suite les rues Murray, Pembroke, Draper et Notre-Dame sur la plaine. Le personnel aux Archives des Jésuites au Canada n'a pas été en mesure de repérer des documents qui nous auraient permis de raconter ce processus à partir des sources d'époque.

*Who is the Flour Mill's first resident?* Cela ne s'invente pas : ce serait le grand-père maternel d'Alex Trebek, animateur de l'émission télévisuelle *Jeopardy!*. En 1902, Benjamin Lagacé fait construire une maison en brique de deux étages au 312, rue Murray. Gaspésien de naissance et ouvrier pour le Canadien Pacifique, l'homme de 31 ans travaillera à Sudbury comme contremaître pour la construction de routes<sup>40</sup>. Son épouse, Sophie Bélanger, née dans le comté de Renfrew en 1880, arrive à Sudbury avec ses parents, alors qu'elle est encore enfant, et épouse Ben Lagacé à la paroisse Sainte-Anne en 1899. Le couple aura 16 enfants, dont Lucille (la mère d'Alex Trebek).

37. Cuthbert Brandt, « J'y suis, j'y reste » : *The French Canadians of Sudbury, 1883-1913*, p. 105.

38. Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 2.

39. *Ibid.*

40. « Sudbury Pioneer Marcel Belanger Died Yesterday », *Sudbury Daily Star*, 29 avril 1936 ; « Dies Suddenly While Eating with Family », [*Sudbury Star*], [6 ou 7 août 1943] ; « La famille Lagacé-Bélanger », s. d. ; « Lagace Residence », s. d. ; « Mrs. Ben Legace [*sic*] », s. d., dans Sudbury, Archives privées de Jeannine Larcher-Lalande (ci-après APJLL).



**Figure 1.2** – Maison de Benjamin Lagacé, construite en 1902.

Source : Collection des auteurs (juillet 2022).

Également parmi les premiers résidents de la plaine, François Varieur est né à Saint-Mathias (Montérégie), a travaillé à Holyoke (Massachusetts) et à Victoria Mines (Ontario), avant de s'installer à Sudbury avec sa conjointe et leurs quatre enfants, vers 1900, pour travailler à la scierie Evans Lumber, rue Xavier<sup>41</sup>. Le 3 décembre 1903, Varieur se procure un terrain de 4,3 acres au nord-est de la plaine pour la somme de 425 \$ (11 000 \$ de 2024). L'ouvrier y construit une maison dotée d'un poêle à bois, d'une pompe à bras pour l'eau et d'une chambre commune dans le grenier.

Né à Sainte-Cécile-de-Masham en 1880, Amédée-Jules Larcher arrive à Sudbury avec ses deux jeunes fils vers 1909<sup>42</sup>. Veuf depuis un an, Larcher se fait construire une maison sur la rue Murray, où il habitera avec ses fils et sa mère. Né à Verner en 1904, Amédée-Jules (fils) commencera sa première année à l'école d'Youville en septembre 1910.

Entretemps, le 1<sup>er</sup> août 1910, la société Ontario and Manitoba Flour Milling a fait l'acquisition d'un imposant terrain au nord-est de la plaine,

41. Marguerite Whissell-Tregonning, « Le quartier Primeauville », *Le Voyageur*, 14 avril 1982, p. 11.

42. Entretien téléphonique avec Jeannine Larcher-Lalande par Serge Dupuis, 30 décembre 2020 (01:07:00).

ainsi que la maison des Varieur, pour 4 000 \$ (106 000 \$ de 2024). La compagnie commande à l'entrepreneur Napoléon Martel la construction de six cylindres de 85 pieds (ou sept étages) en hauteur, coulés en béton dans une armature en fer, ainsi que six maisons à deux logements pour loger les familles d'une douzaine de ses cadres<sup>43</sup>. Les cylindres doivent entreposer le blé venant des Prairies de l'Ouest canadien, mais ils n'auront pas servi longtemps, puisque l'Ontario and Manitoba Flour Milling fait faillite en 1913. Whissell-Tregonning explique « D'abord, il y a la compétition d'un moulin situé au nord du lac Supérieur. Ensuite, les récoltes régionales sont brûlées par le gaz toxique qui s'échappe des fournaies de la fonderie de métal de la compagnie Mond Nickel de Copper Cliff<sup>44</sup> ».

Sudbury Flour Mills se porte acquéreur des silos, mais déclare faillite à son tour en 1915. Quaker Oats utilise temporairement les cylindres en 1919, à la suite d'un incendie dans l'un de ses moulins à Peterborough<sup>45</sup>. En 1920, l'entreprise Copeland and Sons démolit le moulin, mais laisse en place les cylindres, qui continueront de servir comme entrepôt temporaire. Les débris du moulin démoli servent de remblai pour tracer les rues Wilma et St. Charles. Construits au-dessus d'un marécage, les silos et les machines à l'intérieur sont endommagés par le mouvement du gel. Les enfants en font un lieu récréatif en grimant sur le toit et en descendant les chutes à l'intérieur. Malgré l'inutilité des silos, leur démolition s'avère trop dispendieuse pour que quelqu'un s'en charge.

En somme, les cylindres auront eu peu d'importance économique à la vie du quartier, surtout si on les compare à une autre entreprise, qui aura fait vivre des familles du quartier pendant 66 ans. Né à Embrun en 1868, Jean-Baptiste Laberge s'est installé à Sudbury à l'âge de 20 ans pour œuvrer à la Canadian Copper. Dix ans plus tard, il travaille à son propre compte en transportant de la pruche récoltée à Hanmer et du gravier aux chantiers de construction. Pour l'Algoma Eastern Railway, Laberge construit des chevalets, des ponts sur pilotis, des réservoirs d'eau et quelques gares sur la nouvelle ligne entre Crean Hill et Little Current. Laberge aurait fait travailler jusqu'à 250 hommes sur ce projet. Une fois le contrat terminé,

43. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 75-78; Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 3-12.

44. Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 11.

45. Willy J. Klein, « The Flour Mill », *Northern Life*, 10 septembre 1975, p. A-5.

Laberge érige une scierie sur la plaine des Jésuites en 1911, à l'ouest des cylindres, aux angles des rues Dell et Morin, sur un terrain donnant sur la voie ferrée<sup>46</sup>. Fils de Jean-Baptiste né à Sudbury en 1893, Joseph Alfred Laberge fait des études au Collège de Rigaud et obtient une maîtrise en comptabilité avant de revenir dans la ville minière pour travailler avec son père. Devenue J. B. Laberge & Son en 1918, l'entreprise acquiert Hennessey Fuels, entre la voie ferrée et la rue Louis, qui achemine du port de Little Current le charbon dont les résidents de Sudbury ont besoin pour se chauffer pendant l'hiver. En devenant la Laberge Lumber Company, père et fils se consacrent à la construction d'édifices commerciaux et à la vente de matériaux dans un entrepôt, comme l'annonce le *Sudbury Star*, «*Everything in Builders' Supplies. Cement, Limes, Plaster, Felts, Building Papers, Wall Boards, Lath and Shingles, Doors and Sash, Frames, Turning Stairs, Columns, Hardwood Flooring, Rough and Dressed Lumber. The Largest Delivery Equipment in Northern Ontario*<sup>47</sup>.»

«Ce commerce emploie beaucoup de gens du quartier<sup>48</sup>», rappellera Jeannine Larcher-Lalande, dont le père et le grand-père ont fait carrière pour les Laberge. Parmi les contrats majeurs qu'obtiennent les Laberge figure, en 1912-1913, la construction du Collège du Sacré-Cœur. L'édifice en brique de 206 pieds sur 48 pieds aura trois étages et coûtera 80 000 \$ (2,1 M\$ de 2024). L'entreprise construit aussi le premier palais de justice de Sudbury, l'hôpital Saint-Joseph, l'hôtel Nickel Range, l'édifice de la Banque royale, les édifices Blaikie-Gill, Burns-Silverman et Comtois, ainsi que les magasins Kresge et Silverman<sup>49</sup>. En 1920, les Laberge installent au Centre-Ville leur siège social, décrit par le *Sudbury Star*, «*Inside, the offices are finished in subdued brown tones which are restful*

46. «J. B. Lebarge [sic]», *The Sudbury Star*, 25 juin 1910, p. 1 ; «Catholic College for Sudbury», *Sudbury Journal*, 30 mai 1912, p. 1 ; «Sudbury Ex-Mayor, Lumberman Fred Laberge Retires», [*The Sudbury Star*], [ca. 1956], dans APJLL ; André Girouard, «Un homme en mouvement», *Le Voyageur*, 29 septembre 1993, p. B6.

47. «The Laberge Lumber Co. Limited», *The Sudbury Star*, 2 août 1930, dans APJLL.


48. Jeannine Larcher-Lalande, Voyage imaginaire dans le Moulin-à-Fleur, [2011], diapositive 98, dans APJLL.

49. «Laberge Lumber Co., Ltd.», *The Sudbury Star*, 7 juillet 1918, p. 3 ; Ville du Grand Sudbury, *L'Édition commémorative du 125<sup>e</sup> de la Ville du Grand Sudbury*, Sudbury, [s. é.], 2008, p. 134.

Aug 2 1930

# The Laberge Lumber Co.

LIMITED



**Everything in Builders' Supplies**

Cement • Limes	Doors and Sash
Plaster • Felts	Frames • Turning
Building Papers	Stairs • Columns
Wall Boards	Hardwood Flooring
Lath and Shingles	Rough and Dressed Lumber

**The Largest Delivery Equipment in Northern Ontario  
Always at Your Service**

**FUELS – Coal Docks at Little Current**

Established 1899

Sudbury • PHONE 777 • Ontario

**OUR CONGRATULATIONS  
TO THE CITY OF SUDBURY**

TION EDITION, THE SUDBURY STAR, SATURDAY, AUGUST 2, 1930

**Figure 1.3** – Publicité de la Laberge Lumber, *The Sudbury Star*, 2 août 1930. Source: Bibliothèque publique du Grand Sudbury, Collection de microfilms.

*on employe[e]s' eyes, while special attention has been given to the layout to meet the exigencies of a lumber business. The office is [...] one of the finest finished and constructed office buildings in Northern Ontario [...], maintained in spotless condition and well lighted<sup>50</sup>.»*

50. « Firm Established by Modest 'Framer' Now Prosperous Industry », *The Sudbury Star*, 8 mai 1936, p. 6.

En 1926, J.-B. Laberge se construit « *one of the city's finest homes*<sup>51</sup> », une somptueuse résidence au 80, rue Drinkwater.

« Une partie de l'intérieur, surtout la boiserie, demeure intacte dans la partie originelle de la maison<sup>52</sup> », précisera Jeannine Larcher-Lalande.

Afin d'accélérer le développement de la plaine, les Jésuites cèdent une partie de leur concession à l'entrepreneur catholique et ancien maire Larry O'Connor. Dans une publicité d'une pleine page dans le *Sudbury Journal* du 12 juin 1912, O'Connor en fait une vibrante promotion :

*The nickel industry will double its capacity in the next few years [...]. The town has doubled in population [from 2,551 in 1908 to 5,013 in 1912] and assessment since 1908 [...]. O'Connor Park will become the ideal residential district of Sudbury. The electric railway in the Frood Mine and other northern districts will be built on Notre Dame Avenue and will bring O'Connor Park within two minutes of the centre of Sudbury [...]. This is an ideal opportunity for the man of moderate means to secure for himself a home or an investment [...]. Ground is perfectly Level. Water, Electric, Light and Telephone service on Notre Dame Ave. [...], which is the only street entering Sudbury from the north and over which all traffic from the Garson, Stobie, Frood, Blezard and Falconbridge Mines must travel, also from the thickly populated townships and Villages of Hanmer, Capreol, Neelon, Garson, McKim and Blezard Valley<sup>53</sup>.*

Terrains plats à proximité du centre-ville avec un accès à l'électricité, à l'aqueduc et au téléphone, voilà autant de raisons d'acheter un lot sur la plaine, traversée par la principale route d'accès vers la Vallée et les mines. La publicité omet de mentionner que le nord-est de la plaine donne sur un marécage qui sort de son lit au printemps. La publicité comprend une carte des nombreux terrains disponibles entre les rues Wilma, Notre-Dame et Queen. Les rues Mountain, St. Charles, King et Laforest ont déjà accueilli des maisons<sup>54</sup>. Des rues à venir porteront les patronymes de résidents pionniers : un évaluateur foncier (Boivin), un juge (Kehoe), un commerçant (Laforest) et deux conseillers municipaux (Lagacé, Whissell).

51. « Sudbury Ex-Mayor, Lumberman Fred Laberge Retires », dans APJLL.

52. Larcher-Lalande, Voyage imaginaire dans le Moulin-à-Fleur, diapositive 97.

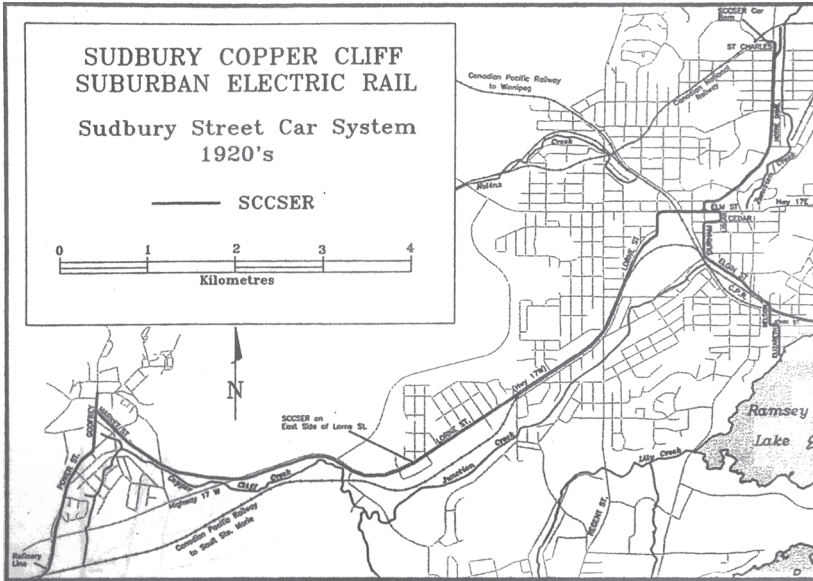
53. « O'Connor Park, Sudbury », *Sudbury Journal*, 12 juin 1912.

54. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 20 ; Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 7.

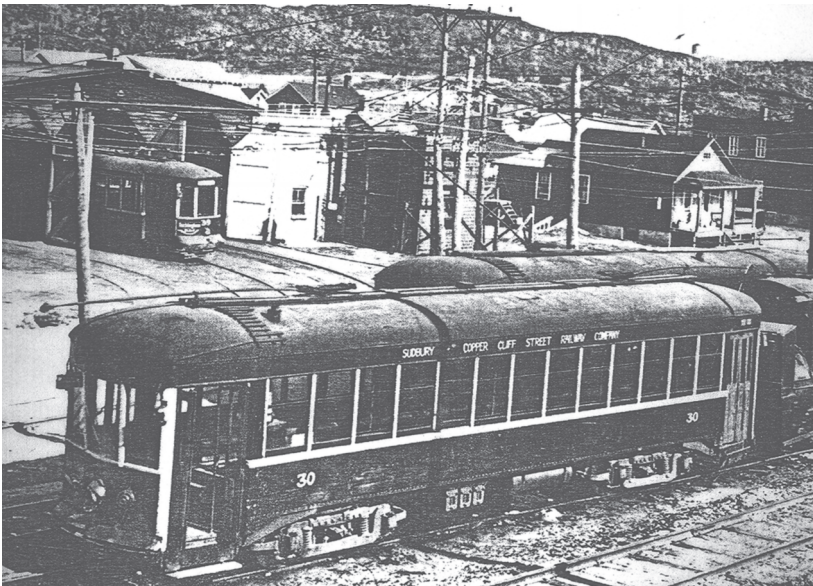
La publicité de Larry O'Connor fait référence à un tramway, en voie de planification. Le projet s'inscrit dans une volonté de relier le centre-ville et les quartiers résidentiels à la mine de Copper Cliff; des prolongements vers les mines au nord (Stobie et Froot), à l'est (Coniston) et à l'ouest (Creighton) sont prévus. Si la mise en chantier tarde, c'est que des conseillers et des marchands de Copper Cliff craignent qu'un tramway leur fasse perdre des clients. Le projet est porté par le Canadien-Nord et une demi-douzaine d'hommes d'affaires de Sudbury, dont Louis Laforest, qui fondent la Sudbury-Copper Cliff Suburban Electric Railway (SCCSE) <sup>55</sup>. Le premier tronçon, qui suit la rue Lorne de Copper Cliff au Centre-Ville, est mis en service le 8 novembre 1915; le tramway est prolongé jusqu'à la plaine des Jésuites en 1917, un rappel de l'importance grandissante de ce secteur, qui accueillera le garage des wagons <sup>56</sup>. Aux heures de pointe, un tramway passe aux 20 minutes. D'après Donald Dennie, ce transport collectif favorise la concentration territoriale des Canadiens français sur la plaine et au nord du Centre-Ville, au détriment de Copper Cliff, qui comptait 500 Canadiens français en 1901, mais qui n'en compte plus que 175 en 1921. Le tramway ne génère pas les revenus espérés, en partie parce que la mine Mond intensifie l'extraction dans ses mines périphériques de Garson et de Levack au lieu de la mine Froot. Cette décision entraîne l'abandon du prolongement des rails vers le nord, qui aurait augmenté l'achalandage et la rentabilité du tramway. En 1920, la SCCSE propose à la ville de prendre en charge le tramway pour 222 000 \$ (3,2 M\$ de 2024). La ville décline l'offre, sous prétexte qu'elle n'a pas les moyens pour se permettre une telle acquisition. Le *Sudbury Star*, actionnaire de la nouvelle compagnie d'autobus et de taxis Sudbury Transit, s'acharne sur le tramway. L'hiver, certains des chauffeurs d'autobus vont jusqu'à saboter le tramway, en enterrant les rails avec leurs charrues pour que les résidents prennent goût aux déplacements par autobus. D'ailleurs, les tramways, achetés d'occasion en Pennsylvanie et au Maryland, s'adaptent mal au froid et leurs tuyaux d'aération bloquent pendant l'hiver. Pour contrer la mauvaise presse accordée au tramway, Louis Laforest et des associés

55. Dale Wilson, «Le tramway des mineurs», traduit de l'anglais par Jean-Maurice Buisard, *Canadian Rail*, n° 553 (mars-avril 2013), p. 47-53; Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury*, p. 130-132, 254-255.

56. John D. Knowles, *The Sudbury Streetcars: The Sudbury Copper Cliff Suburban Electric Railway Company*, Sudbury, Nickel Belt Rails, [1952] 1983, p. 10-13.



**Figure 1.4** – Système de tramway de Sudbury-Copper Cliff, 1915-1950.  
Source: APJLL.



**Figure 1.5** – Tramway dans le Moulin-à-Fleur, vers 1920.  
Source: APJLL.

tentent, sans succès, de créer un journal pour concurrencer le *Star*. Déjà en 1927, on craint pour la survie du tramway.

Les rôles d'évaluation foncière de 1913 démontrent que les 267 résidents de la plaine habitent principalement les rues Draper, Pembroke et Murray, entre la rue Notre-Dame et le ruisseau Junction, devant le nouveau Collège du Sacré-Cœur<sup>57</sup>. La valeur des propriétés est inférieure à la moyenne municipale : 91 % d'entre elles valent de 300 à 399 \$ et seulement 7 % valent de 1 000 à 4 999 \$ (comparativement à 57 % et à 38 % pour l'ensemble de la ville). À ce sujet, l'historien Michel Rodrigue écrit « Si l'on accepte la prémisse que la valeur réelle des propriétés est un bon indicateur de la situation économique d'un quartier, il est raisonnable de conclure que le Moulin-à-Fleur est une région défavorisée économiquement par rapport à [l'ensemble des quartiers de] Sudbury<sup>58</sup>. »

En 1920, la plaine compte 612 résidents. En une décennie, le peuplement du secteur a beaucoup progressé, surtout dans le triangle formé par les rues Notre-Dame, Queen et Morin. Les rues Agnès, Bond, Queen et King comprennent plusieurs maisons et d'autres ménages se sont installés à l'est du ruisseau. La volonté des Jésuites d'augmenter l'accès des Canadiens français à la propriété privée semble se réaliser dans ce secteur ouvrier : 67 % des hommes majeurs canadiens-français de la plaine sont propriétaires de leur logement (comparativement à une moyenne municipale de 59 %). Et ce, malgré le fait que trois chefs de famille sur cinq travaillent en tant qu'ouvriers semi-qualifiés ou non qualifiés. La réouverture de la mine Frood en 1925 favorise la construction domiciliaire sur la rue Kathleen. En 1931, la moitié de ses chefs de ménage travaillent à la mine<sup>59</sup>.

La densité des quartiers populaires permet à ses résidents de réaliser leurs emplettes à pied. Dale Gilbert rappelle que cette densité peut favoriser le bon voisinage :

Trois aspects de la structure du bâti d'un quartier peuvent créer des situations propices à des rencontres plus ou moins répétées : sa

---

57. Michel Rodrigue, *Le Moulin-à-Fleur (1913-1920) : une étude de ses origines à partir des rôles d'évaluation*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1989, p. 18-25, 37, 41-50.

58. *Ibid.*, p. 31-32.

59. Marko Roy, *Mobilité urbaine et population active de la rue Kathleen, Sudbury, 1914-1940*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1996, p. 7-48.



**Figure 1.6** – Famille d’Omer Dupuis, 303, rue Murray.

Source : APJLL.

répartition dans l’espace, la taille des logements, ainsi que divers aménagements comme le dégagement entre les trottoirs et les bâtiments, les balcons, les escaliers communs pour accéder aux étages supérieurs, les cours arrière ou encore les cordes à linge. [...] Maisons et immeubles résidentiels se dressent en rangs serrés le long des trottoirs des rues qui composent le quartier. [...] La taille des logements et la présence de plusieurs personnes à l’intérieur de ceux-ci, en raison des familles nombreuses, favorisent la socialisation des enfants en les poussant à sortir à l’extérieur pour se divertir. Les loisirs se déploient ainsi beaucoup dans la rue, où il y a encore peu de circulation automobile, et dans la cour arrière à cette période de la vie. Le perron, qui donne souvent directement sur le trottoir, et le balcon permettent aussi aux adultes de prendre l’air, de regarder les gens aller et venir sur la voie publique, ainsi que de voir leurs voisins aussi assis sur leur perron ou sur leur balcon et possiblement de les saluer et de bavarder avec eux<sup>60</sup>.

Cette densité existe aussi parmi les jeunes, qui peuvent réaliser une variété d’activités ensemble. Sur la plaine, certains font de la pêche dans

60. Gilbert, *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*, p. 160-161.

le ruisseau Junction. Pendant la saison estivale, d'autres jouent à la balle molle au bout de la rue King, aménagé avec «des vieux sommiers en broche<sup>61</sup>» comme garde-but, d'après le souvenir de Jean-Yves Robert. Pendant l'hiver, sur les rues et les étangs, on joue au «hockey bottine», avec des bâtons d'occasion et, comme rondelles, les «crottins gelés» de cheval obtenus à l'écurie du quartier. Né en 1920, Aimé Lapalme se rappellera avoir patiné, avec les patins (trop grands) de ses frères aînés, jusqu'au chemin Barrydowne sur le ruisseau Junction<sup>62</sup>. L'aménagement d'une patinoire au parc O'Connor, aux angles des rues Dell et St. George, devient un lieu prisé par les jeunes garçons. Quant aux filles, Jeannine Larcher-Lalande se rappellera avoir «joué dehors [...] à *hop scotch, annie-annie-over* [...], *pee wee* avec un bâton pointu dans les deux bouts». «Les maisons étaient petites dans ce temps-là,» précisera-t-elle, «puis il n'y avait pas d'activités [à l'intérieur] à part de faire des *puzzles*, puis de dessiner ou d'écouter la radio<sup>63</sup>».

Résident de la rue St. George, Jean-Yves Robert se rappellera avoir eu à livrer le *Sudbury Star* sur la rue Wilma en canot lors des crues du printemps. «Comme je ne sais pas nager, vous pouvez vous imaginer si je suis nerveux<sup>64</sup>», avoue-t-il. Aimé Lapalme a appris à nager dans le ruisseau :

Il y avait à peine trois pieds d'eau. Je peux même dire que j'ai appris à plonger avant de nager dans cet étang qui était de 30 à 40 pieds de largeur. Nous n'allions pas au lac Ramsey puisque nous n'avions pas d'argent pour prendre les "petits chars" et nos parents ne nous permettaient pas de s'éloigner du quartier<sup>65</sup>.

L'été, on cueille le bleuet, petit fruit qui pousse dans les failles des rochers et sur les plaines sablées. À en croire les récits, la cueillette est une activité accessible, car le bleuet pousse «aux portes de la ville<sup>66</sup>», reposante,

61. Jean-Yves Robert, «Ma jeunesse à l'ombre des silos», cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 122.

62. Aimé Lapalme, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 167.

63. Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:26:00).

64. Robert, «Ma jeunesse à l'ombre des silos», p. 122.

65. Lapalme, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 167.

66. Almanzar, «Au champ de bleuets», *L'Ami du peuple*, 23 juillet 1942, p. 3.



**Figure 1.7** – Enfants Chiasson et Langlois sur la rue Murray.

Source: APJLL.

parce que réalisée en marge des lieux peuplés, amusante, puisqu'on peut les «cueillir en bande, dans les bois, avec des rires et des chansons», mais aussi lucrative, puisqu'il existe un marché de revente<sup>67</sup>. «On avait une petite *business on the side*<sup>68</sup>», confirmera Jean-Paul Jolicoeur, fils d'un ouvrier qualifié. «Oui, c'était notre grand plaisir», partagera Jeannine

67. «Magasin Roger Pilon», *L'Ami du peuple*, 11 juillet 1946, p. 6.

68. Entretien téléphonique avec Jean-Paul Jolicoeur par Serge Dupuis et Normand Carrey, 10 janvier 2021 (01:20:00).

Larcher-Lalande qui amenait un gros *jug* de thé froid pour ne pas avoir soif<sup>69</sup> pendant les séjours prolongés de cueillette. Les mères en font des tartes, des sablés et des gâteaux renversés. Le journaliste Camille Lemieux en conservera aussi de bons souvenir :

Qui ne se rappelle [pas] les jours heureux de son enfance [...] alors que l'on courait les bois à la cueillette des framboises ou des bleuets sur un tronc d'arbre ou quelque rond de mousse? La collation s'accompagnait de fruits fraîchement cueillis que l'on dégustait à poignées, avec un robuste appétit, avivé par la marche, le grand air et la joie de la promenade<sup>70</sup>.

### **Borgia et Notre-Dame, rues d'affaires canadiennes-françaises**

Né à Saint-Barnabé (Québec) en 1886, Napoléon Adam a d'abord œuvré chez Michaud et Levesque de Sturgeon Falls, avant de s'installer à Sudbury<sup>71</sup>. En juillet 1909, l'épicerie Adam ouvre ses portes au 42, rue Borgia. Le commerce s'identifie rapidement aux Canadiens français : Adam commandite un char allégorique pendant le défilé de la Saint-Jean-Baptiste en 1910, puis se fait élire conseiller au conseil des écoles séparées en 1914. Les Adam offrent un premier emploi à plusieurs jeunes de la plaine, souvent à temps partiel, pendant leurs études. En 1933, Adam & Cie dira avoir payé « en salaire à ses employés canadiens plus de 164 000,00 \$ », versé 24 000 \$ en taxes foncières, dont « une bonne partie [...] affectée aux Écoles Nationales<sup>72</sup> », et fait de nombreux dons de nourriture à l'Orphelinat d'Youville. L'épicerie ouvrira aussi quatre comptoirs dans des localités rurales de la région.

L'ouverture en 1914 d'un marché public sur la rue Borgia permet aux agriculteurs de la Vallée de vendre leurs denrées à la population urbaine<sup>73</sup>.

69. Entretien téléphonique avec Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (01:00:00).

70. « Les bleuets », *L'Ami du peuple*, 23 août 1945, p. 2.

71. André Girouard, « Dans les années 30, Napoléon Adam s'achète un pan de montagne », *Le Voyageur*, 18 janvier 1995, p. 7 ; « Famille de Napoléon Adam et de Annie Gagnon », [2000?], 3 p., dans *Cartable du centenaire de Jeannine Larcher-Lalande* (ci-après CCJLL).

72. « La maison de commerce Adam & Cie. », [1933], dans CCJLL.

73. *Blind-River – centre industriel – Blezard Valley – paroisse agricole*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, [1952], p. 3 ; Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 108.

Si les familles des mineurs, payés aux 15 jours, peuvent se permettre de faire des achats en monnaie sonnante, les familles de bûcherons, « qui s'arrangent pour régler leur compte en sortant des chantiers<sup>74</sup> », doivent souvent acheter à crédit. Les gens de Primeauville et de la plaine prennent parfois un raccourci en marchant sur la voie ferrée du Canadien National. « On rencontrait souvent la mère d'une nombreuse famille portant d'une main jusqu'à trois volailles vivantes<sup>75</sup> », rappellera Whissell-Tregonning. Un soir de 1925, en marchant sur la voie ferrée, elle et sa mère sont quasiment heurtées par un train. Après ce moment troublant, elles se résignent à suivre le passage désigné. D'autres commerces canadiens-français ouvrent sur Borgia, dont le café de Samuel Leclair et Joseph Meilleur (au numéro 46), le magasin de meubles de Léo Vigneault (au numéro 70), le commerce de poêles et de fournaies Arthur Brunet et l'épicerie d'Eugène Grenon (au numéro 92) ainsi que le magasin de marchandises sèches de Joseph Mailloux (au numéro 96). Le premier commerce du Moulin-à-Fleur serait l'épicerie de Michel Nault, ouverte en 1927 au 454, rue Clinton. Originaire du Suroît, Joseph Marcotte inaugure un service de livraison à cheval et une deuxième épicerie de quartier aux angles King et Laforest en 1930. La famille Lamoureux ouvre aussi, quelques années plus tard, une entreprise où travaillent parents et enfants<sup>76</sup>.

Puisque le tramway suit la rue Notre-Dame, il favorise son développement commercial. En 1933, le magasin Lalande Dry Goods, ouvre au 485, rue Notre-Dame. « Nous étions heureux de nous trouver dans un secteur canadien-français », dira plus tard Rose-Anne Lalande, même si « les maisons avaient besoin de rénovation, les familles étaient nombreuses et pauvres et l'ouvrage se trouvait encore au ralenti<sup>77</sup> ». Armée d'une expérience d'affaires à Détroit, la dame se consacre d'abord à la vente de vêtements indispensables aux mineurs et aux besoins des familles canadiennes-françaises modestes, dont des uniformes scolaires, taillés sur

74. Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 107-108.

75. Whissell-Tregonning, « Le quartier Primeauville », p. 11.

76. « Le magasin A. Lalande ferme ses portes après 40 ans de service dans le Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 15 août 1973, p. 7; Courriel de Lorraine Gaudrault à Serge Dupuis, 30 octobre 2020, collection de l'auteur.

77. Rose-Anne Lalonde, citée dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 120.

mesure à meilleur marché, afin de fidéliser la clientèle. Les affaires s'améliorent et on fait construire un édifice à deux étages, aux angles des rues Notre-Dame et King, avec cinq «départements» pour les vêtements de travail, l'habillement pour femmes, les chaussures, les jouets et la quincaillerie. Pendant que «le père est au travail et la mère est occupée avec sa famille nombreuse<sup>78</sup>», ce sont souvent les enfants qui font les emplettes quotidiennes pour acheter «les œufs, le pain, le beurre, la viande et les légumes». Les annuaires municipaux offrent un portrait sur le peuplement du quartier, entre 1920 et 1934<sup>79</sup>.

Dans cet intervalle, le poids des propriétaires canadiens-français d'immeubles et de commerces se consolide, passant de 64 % à 85 %. Et 85 % des 287 propriétaires de terrains et d'immeubles sont d'origine canadienne-française. Sur les 17 rues qui comptent des édifices, la majorité canadienne-française parmi les propriétaires est non négligeable: 49 des 55 immeubles de la rue King, 22 des 24 immeubles de la rue St. George, ainsi que 21 des 23 immeubles de la rue Murray appartiennent à des Canadiens français. Fait à noter, une vingtaine de résidences appartient à des femmes.

Avec une forte majorité francophone, le Moulin-à-Fleur et Primeauville sont devenus des territoires de peuplement canadien-français<sup>80</sup>. L'intolérance joue un rôle dans l'émergence de tels quartiers ethniques, mais l'agentivité des gens de participer au phénomène d'agrégation de leur propre gré ne doit pas être occulté. À l'exception des rues St. Charles et Bond, toutes les rues comptent quelques propriétaires non francophones. Et si le poids des locataires non francophones est inconnu, ce contingent tend à s'enraciner moins de toute manière.

Notre sondage en français mené en ligne à l'automne 2020) recense les récits de vie de 54 personnes nées entre 1942 et 1952. Vraisemblablement nés entre 1900 et 1930, leurs parents leur parlent seulement ou surtout en français<sup>81</sup>. Comme le quartier Saint-Sauveur à Québec, le Moulin-à-Fleur

---

78. Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 109.

79. *Ibid.*, p. 12-18.

80. Rodrigue, *Le Moulin-à-Fleur (1913-1920): une étude de ses origines à partir des rôles d'évaluation*, p. 14-15.

81. Environ 20 % des pères parlent parfois en anglais à leurs enfants, tandis que c'est seulement 13 % des mères qui font de même. Cela se passe peut-être en présence

**Tableau 1.1** – Origines des propriétaires d'immeubles au Moulin-à-Fleur (1920, 1934)

Rues	Immeubles	Commerces	Propriétaires canadiens-français		Propriétaires d'autres origines	
	1934	1934	1934	1920	1934	1920
King	55	3	49	8	6	7
Queen	26	0	22	5	4	2
Bond	12	2	12	2	0	1
Dell				5		2
Percy	5	0	1		4	
St. Charles	14	0	14	4	0	1
St. George	24	1	22	1	2	3
Kathleen	11	1	8		3	
Notre-Dame	27	8	23	2	4	2
Agnès				1		1
Mountain	17	0	12		5	
Murray	23	1	21	20	2	11
Myles	10	0	8		2	
Draper				9		3
Pembroke	5	0	3	6	2	2
Peter	22	0	19		3	
Leslie	33	1	27		5	
Harvey	3	0	2		1	
Dupont	1	0	0		1	
Wilma				1		
<b>TOTAUX</b>	<b>287</b>	<b>17</b>	<b>243</b> <b>85 %</b>	<b>63</b> <b>64 %</b>	<b>44</b> <b>15 %</b>	<b>35</b> <b>36 %</b>

Source: Rodrigue, *Le Moulin-à-Fleur (1913-1920): une étude de ses origines à partir des rôles d'évaluation*, p. 50. Les patronymes sans sonorité française apparaissent dans le groupe « autre », à moins que le prénom soit français (Adélarde Ross, par exemple). Les Kingsley et les Bradley ont été rajoutés aux Canadiens français, puisque les mères de ces familles sont canadiennes-françaises.



**Figure 1.8** – Magasin des Dionne au 575, rue Notre-Dame.  
Source : APJLL.

d'un anglophone ou d'un Canadien français anglo-dominant, mais le questionnaire à choix multiples ne nous permet pas de le déterminer.

demeure largement homogène – catholique et francophone –, donc l'appartenance paroissiale et linguistique se double d'une appartenance commune à la même classe sociale. Chez les Larcher, il est défendu de parler une langue autre que le français. « Quand je suis revenue à un moment donné, je parlais en anglais et je me suis faite chicaner par mon père », rappellera Larcher-Lalande. « Il m'a dit "ma petite fille, on n'oublie jamais sa langue!"<sup>82</sup>. » Il y a peut-être déjà une prise de conscience par rapport à un glissement du poids des Canadiens français, qui passe de 37 % en 1921 à 34 % en 1941 dans la ville de Sudbury. Le recensement de 1931 révèle d'ailleurs que le taux des personnes de langue maternelle française dans le district de Sudbury est légèrement inférieur à celui du groupe ethnique français (37 % contre 39 % respectivement<sup>83</sup>).

Parmi l'ensemble des pères actifs sur le marché du travail entre 1920 et 1940, 45 % sont des ouvriers non qualifiés et 36 % sont des ouvriers qualifiés, les autres (19 %) étant des hommes d'affaires, des gérants ou des professionnels. Sans surprise, la grande majorité des mères ne travaillent pas à l'extérieur du foyer, mais quelques ouvrières non qualifiées et une professionnelle figurent parmi les mères des 54 répondants nés entre 1942 et 1952. Les familles demeurent grandes : la moitié comptent entre six et neuf enfants. Ces fratries appartiennent à de vastes familles élargies, qui comptent plusieurs dizaines de cousins, des proches parents que deux répondants sur trois visites au moins une fois par mois. Jeannine Larcher-Lalande apporte cependant une précision sur la familiarité avec la parenté élargie dans les ménages où les parents sont des migrants :

La parenté, on n'en avait pas beaucoup [à Sudbury; la plupart étaient restés à Sainte-Cécile-de-Masham]. [...] Du côté [maternel des] Paquette [...], ils venaient ici, parce que maman est toujours restée à la même place. [...] Plusieurs habitaient à Timmins. C'était des personnes qui rôdaient pas mal, qui changeaient de place souvent. [...] Il y en avait qui jouaient de la musique [...]. [Du côté Larcher, il y a Arthur qui reste à côté], mais à part ça, il n'y a pas d'autres Larcher [dans la région] dans ce temps-là<sup>84</sup>.

82. Entretien téléphonique avec Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:16:00)

83. Gilbert, *Vivre en quartier populaire: Saint-Sauveur, 1930-1980*, p. 200-201; Michaud, *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, p. 11.

84. Entretien téléphonique avec Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:23:00, 00:40:00).

La majorité des ménages s'achète une maison dans le Moulin-à-Fleur, mais une proportion non négligeable achètera sa prochaine maison dans un autre secteur. En ce qui concerne les valeurs catholiques, la perception des parents des répondants nés entre 1942 et 1952 est « très positive » dans 63 % des cas, et plus positive que négative chez 27 % d'entre eux. Dans le sondage en anglais, un écart entre les opinions positives des mères (76 %) et des pères (57 %) est significatif, mais les opinions négatives sont rares dans les deux versions du sondage.

### Le développement institutionnel franco-catholique

En 1911, l'Ontario compte 202 000 Canadiens français, dont 60 % sont unilingues francophones<sup>85</sup>. Ceux-ci forment une collectivité « viable », de dire l'historien Gaétan Gervais, « dotée d'un réseau institutionnel<sup>86</sup> » de 200 écoles bilingues, une centaine de paroisses de langue française et une demi-douzaine de collèges, un réseau suffisant pour traverser le temps comme minorité nationale, au moins partiellement autonome par rapport à la majorité anglophone. Étant tous deux passés par le village homogène de Verner, le quincaillier Félix Ricard et le médecin Raoul Hurtubise déplorent l'état du français dans les écoles séparées de Sudbury à leur arrivée<sup>87</sup>. En janvier 1910, les deux hommes assistent à l'assemblée fondatrice de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO), formée pour défendre l'enseignement primaire en français et élargir au niveau secondaire. Les Franco-Ontariens ne sont pas dupes et voient les signes d'une crise à venir : plusieurs provinces ont déjà interdit l'enseignement du catéchisme et du français. En Ontario, des Irlandais catholiques et des Anglo-Protestants préconisent la restriction de l'enseignement en français, et le nouveau gouvernement conservateur à Ottawa plaide pour la non-intervention du gouvernement fédéral dans les compétences provinciales, dont l'éducation. « *I am not in favor of depriving*

---

85. Fernand Ouellet, *L'Ontario français dans le Canada français avant 1911 : contribution à l'histoire sociale*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2005, p. 496-497.

86. Gaétan Gervais, « L'Ontario français (1821-1910) », dans Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, p. 113.

87. Jacques Tâillefer, « L'ACFEO à Sudbury 1910-1927 », dans Guy Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc : de l'ACFEO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1994, p. 10-36.

any French Canadian of his mother tongue», affirme le député provincial de Sudbury, Charles McCrea. « *The question is one of money. We should pay salaries, which will attract teachers who speak both languages*<sup>88</sup>. » En juin 1912, son gouvernement proclamera néanmoins, le règlement 17, qui interdit l'enseignement en français à compter de la 3<sup>e</sup> année.

À la Commission des écoles séparées catholiques romaines de Sudbury (CESCRS), on a approuvé la construction d'une école centrale en mai 1912<sup>89</sup>. Pour ce faire, la Commission doit faire l'acquisition d'un terrain appartenant au Canadien Pacifique, adjacent à l'hôpital Saint-Joseph et en face de l'éventuel édifice du Sudbury High School<sup>90</sup>. Les assemblées annuelles des partisans des écoles séparées sont fréquentées par le clergé, les professionnels et les gens d'affaires catholiques. Le 26 décembre 1912, on retrouve l'entrepreneur forestier Louis Laforest et l'entrepreneur immobilier Larry O'Connor. La « discussion générale » s'étire suffisamment pour que les conseillers décident de la poursuivre publiquement deux semaines plus tard<sup>91</sup>. Y a-t-il débat sur l'enseignement en français? Les Canadiens français ont-ils pris conscience de leur pouvoir relatif au sein de la Commission? Les rapports ne permettent pas de le dire, tellement ils sont vagues. Par exemple, le 12 janvier 1913, on dévoile les plans d'une école de 12 salles de classe, ce qui nourrit « *a considerable discussion*<sup>92</sup> », mais rien n'est écrit sur ce qui s'y est dit.

Le débordement des classes est bien réel, et surtout pour celles de langue française. Les conseillers irlandais Larry O'Connor et J. A. Mulligan regrettent « *the abnormal crowding in Jubilee Hall rooms*<sup>93</sup> ». En octobre 1913, les conseillers doivent renvoyer les enfants canadiens-français de six ans et moins à la maison, puis autorisent la directrice à offrir des cours en alternance, les matins et les après-midis, pour qu'elle puisse continuer

88. Charles McCrea, dans « Mr. McCrea on Bi-Linguals », *The Sudbury Star*, 9 décembre 1911, p. 5.

89. Board of Trustees of the Roman Catholic Separate Schools for the Town of Sudbury (ci-après RCSSS), *Minute Book*, 29 mai 1912, p. 52, Archives de l'Université Laurentienne (ci-après AUL), Fonds P112, dossier I/A,3.

90. « Central Separate School Strictly Sudbury-Made », *The Sudbury Star*, 23 janvier 1915, p. 5.

91. RCSSS, *Minute Book*, 26 décembre 1912 et 7 avril 1914, p. 66, 113, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

92. RCSSS, *Minute Book*, 12 janvier 1913, p. 67, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

93. RCSSS, *Minute Book*, 4 juillet 1913, p. 77, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

d'offrir sa « *French Primary Class*<sup>94</sup> ». L'utilisation de l'expression étonne, vu qu'on n'est plus censé enseigner en français à partir de la 3<sup>e</sup> année. En janvier 1914, on autorise la vente de 40 000 \$ en obligations gouvernementales (débentures) « *to accelerate the erection of [a] new school building*<sup>95</sup> ». Plus de 80 % du coût total de l'édifice sera prélevé de cette manière<sup>96</sup>. Les conseillers maintiennent le cap pour une école centrale à 12 salles de classe pouvant absorber la croissance de la population sur une décennie et pour construire des écoles de quartier plus tard.

Le 21 février 1913, le presbytère de la paroisse Sainte-Anne est l'hôte d'un congrès régional de l'ACFEO accueillant 200 délégués de la région<sup>97</sup>. On y convient de formaliser la séparation des groupes scolaires en fonction de la langue, directement à l'encontre des directives stipulées dans le règlement 17. Le 11 septembre 1913, le conseil est convoqué, « *to consider the division of the children and have the English-speaking children with 4 English Speaking Teachers removed to Jubilee Hall class rooms, and the French Children with 6 French Teachers to occupy the Schoolhouse*<sup>98</sup>. »

L'École centrale (qui prendra plus tard le nom Saint-Louis-de-Gonzague) n'est pas encore construite; on conclut donc que la proposition est irréalisable à court terme. Les *Minute Books* confirment que le débordement a été aggravé par la réponse politique au règlement 17. En mars 1914, la commission reconnaît que « *the classes in some cases were duplicated by the division of the children into English and English and French classes*<sup>99</sup> ». La séparation des classes en groupes linguistiques a augmenté les dépenses, ce qui pousse la Commission à former un comité, formé du président Jean-Étienne Fournier et des conseillers J. R. Vincent et Harry Aurie, afin de proposer « *certain alterations [...] to lessen the cost [of constructions] while not impairing the stability of the building*<sup>100</sup> ». En avril,

---

94. RCSSS, *Minute Book*, 3 octobre 1913, p. 89, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

95. RCSSS, *Minute Book*, 19 janvier 1914, p. 99, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

96. RCSSS, *Minute Book*, 10 mars 1914, p. 108-109, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

97. « Défense des droits des Canadiens français », *Le Voyageur*, 3 décembre 2008, p. S-6.

98. RCSSS, *Minute Book*, 11 septembre 1913, p. 87, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

99. RCSSS, *Minute Book*, 10 mars 1914, p. 109, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

100. *Ibid.*, p. 110.

le comité demande aux architectes d'apporter les modifications nécessaires aux plans. Cela retarde le début des travaux et on doit abandonner l'espoir d'ouvrir l'école à la rentrée pour accueillir les 565 élèves<sup>101</sup>. La ville de Sudbury contribue au projet en connectant les rues MacKenzie et Elgin.

Comme le rappelle l'architecte Izabel Amaral, l'édifice « concentre l'ensemble de caractéristiques physiques du secteur, en termes [de] forme, [de] hauteur et de matériaux constructifs, notamment l'usage de la brique, ainsi que des éléments ornementaux de style Art Déco<sup>102</sup> ». L'inauguration du samedi 23 janvier 1915 a lieu en présence d'élus, d'hommes influents et des institutrices de la ville. La recension du *Sudbury Star* est dithyrambique :

*With the formal opening of Sudbury's now \$50,000 Central Separate School [...], the town can now boast [...]. The site commands an elevated position [...]. The school building proper, 70x140 feet, as will be noted by the accompanying picture, presents an impressive appearance [...]. The superstructure, of local red brick, is built on a reinforced flat roof with two hoppers and rainwater drains into the sewage system [...]. The Sudbury Central Separate School is [...] probably the first in New Ontario to install the Plenum system of ventilation, by which the air is changed eight times each hour [...]. Even the electric lighting has not been overlooked [...]. The interior decoration consists of the oiling and varnishing of all woodwork and painting of the metal ceilings. This work was executed by August Chatelain [...]. The same general scheme is followed throughout the building, while the interior finish is of golden oak and the floors and stairways (five feet wide) are of birch<sup>103</sup>.*

Légalement équivalentes aux municipalités, les commissions scolaires peuvent prélever des taxes auprès des propriétaires, élire des conseillers pour représenter les contribuables et adopter des règlements pour les écoles qu'elles gèrent. L'existence d'une École centrale atteste de la confiance

101. RCSSS, *Minute Book*, 7 avril 1914, 9 décembre 1914 et 6 octobre 1915, p. 114-115, 145-147, 188-189, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

102. Izabel Amaral, « Carreaux de plafond de l'École Saint-Louis-de-Gonzague », 2022, sur le site *Place des Arts de Sudbury*, [<https://maplacedesarts.ca/la-collection/carreaux-de-plafond-de-lecole-saint-louis-de-gonzague/>] (consulté le 4 octobre 2023).

103. « Central Separate School Strictly Sudbury-Made », p. 5.

qu'ont les conseillers en l'avenir des écoles séparées. Minoritaires en Ontario, les Canadiens français retrouvent dans la commission scolaire séparée un levier où ils exercent un pouvoir. Vis-à-vis du règlement 17, la commission agit comme l'un des rares contrepouvoirs aux directives du gouvernement provincial. Dans leurs *Minutes*, les conseillers ne laissent aucune trace d'un débat sur la langue d'enseignement ou sur les cibles à atteindre pour l'enseignement de l'anglais auprès des enfants canadiens-français. En juin 1915, l'inspecteur J. P. Finn s'indigne du fait que certains élèves en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année « *know little or no English at all*<sup>104</sup> », selon un rapport consulté par l'historien André Lalonde. Le rapport Finn accuse les institutrices canadiennes-françaises de négligence, l'inspecteur s'étant attendu à de meilleurs résultats, et presse la Commission à embaucher un plus grand nombre d'institutrices bilingues qualifiées. Peut-on lire qu'il recommande des institutrices qui ont une meilleure maîtrise de l'anglais et qui posséderaient un certificat de 2<sup>e</sup> classe? D'après le souvenir de J.-Raoul Hurtubise, une délégation des conseillers canadiens-français auprès de l'inspecteur aurait suffi pour que l'unilingue anglophone reconnaisse son incapacité à évaluer adéquatement les élèves francophones, renverse sa recommandation de suspendre la subvention provinciale à l'École centrale et « tol[è]re (à son sens) la situation présente<sup>105</sup> », le temps que la CESCRS recrute plus d'enseignantes qualifiées.

Le prétexte des difficultés de recruter des institutrices bilingues qualifiées est invoqué par les conseillers pour conserver l'emploi des institutrices (francophones) peu qualifiées, dont la plupart sont des Sœurs grises de la Croix<sup>106</sup>. Dès 1918, la Commission achète des annonces dans les quotidiens *Ottawa Citizen* et *Le Droit* pour recruter des enseignantes laïques qualifiées. À partir de 1920, la Commission récompense monétairement les institutrices francophones possédant un certificat de 2<sup>e</sup> classe. En 1922, dix institutrices laïques canadiennes-françaises ont besoin d'être évaluées avant que leur contrat soit renouvelé, ce qui suggère

---

104. J. P. Finn, 14 juin 1915, dans André Lalonde, *Le Règlement 17 et ses répercussions sur le Nouvel-Ontario*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1965, p. 38-39.

105. J.-Raoul Hurtubise, *Les écoles bilingues de Sudbury*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1954, p. 31-32.

106. RCSSS, *Minute Book: December 1st, 1915 to July, 16th, 1919*, 19 juin 1918, p. 87, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

qu'elles ne possèdent pas encore le certificat convoité. Dans la région, seule l'École modèle de Sturgeon Falls (ouverte en 1908) offre des formations pédagogiques et elle ne propose que des certificats de 3<sup>e</sup> classe. Suivant l'ouverture de l'École de Pédagogie de l'Université d'Ottawa en 1923, la CESCRS exige que ses directions possèdent un brevet de 1<sup>re</sup> classe<sup>107</sup>. Puisque deux institutrices de la Commission se sont inscrites à cette formation en 1924, la Commission décide de leur offrir immédiatement une augmentation salariale, peut-être pour inciter leurs consœurs à suivre leur exemple. La Toronto Normal School existant depuis 1846, on compte déjà en 1920 un nombre important d'institutrices de langue anglaise détenant un brevet de 1<sup>re</sup> classe.

André Lalonde avance que «chacun des deux éléments [anglophone et francophone] de la commission s'occuperait uniquement de la régie des classes de leur langue respective», mais les procès-verbaux de la CESCRS ne nous éclaire pas beaucoup sur ce front. En septembre 1926, les conseillers Ricard et Lamoureux assurent l'embauche de six institutrices canadiennes-françaises (une religieuse et cinq demoiselles). Il n'y a qu'un seul conseiller anglophone (Moyle) à la réunion pour proposer l'embauche de quatre institutrices anglophones (une religieuse et trois demoiselles). Sans le nombre suffisant de conseillers de son groupe linguistique à la rencontre, Moyle obtient l'appui de Ricard pour assurer l'embauche de l'institutrice de langue anglaise. Cet exemple rappelle qu'un niveau de collaboration interlinguistique s'avère essentiel pour faire fonctionner les deux parcours linguistiques. D'ailleurs, avec la majorité des sièges à la Commission, les conseillers canadiens-français peuvent favoriser la promotion socioéconomique des Canadiens français dans ses dépenses d'infrastructure : quatre des cinq entrepreneurs recevant les plus importants contrats pour bâtir l'École centrale sont canadiens-français – Laberge Lumber, Ernest Derosiers Supplies, Ricard Bros, et M. Hotte Supplies<sup>108</sup>. Et même si elle a longtemps transigé à la Banque royale du Canada, vers 1925, la Commission redirige ses affaires vers la Banque

---

107. RCSSS, *Minute Book: September 3rd 1919 to May 11th 1931*, 26 juin 1920, 16 juin 1922 et 9 décembre 1924, p. 38, 117, 185-186; *Minute Book*, 21 décembre 1914 et 6 octobre 1915, p. 151, 191-192, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

108. RCSSS, *Minute Book*, 7 avril 1915, 21 septembre 1926 et 10 janvier 1927, p. 166, 217-218, 225-226, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

nationale canadienne, principale institution financière des Canadiens français à l'époque.

En 1916-1917, le règlement 17 prend l'allure d'une crise nationale à Ottawa, mais à Sudbury, les *Minutes* de l'époque ne mentionnent pas la question linguistique<sup>109</sup>. La compilation faite par Victor Simon sur la mise en œuvre du règlement 17 dans les écoles bilingues du Moyen-Nord révèle qu'une majorité d'entre elles continuent de recevoir les subventions provinciales à partir de 1918, puis que les écoles rurales dans les villages à forte majorité francophone (Saint-Charles et Chelmsford) sont celles qui résistent le plus longtemps ou éprouvent le plus de difficulté à répondre aux attentes des inspecteurs<sup>110</sup>. La question linguistique est mentionnée dans les *Minutes* en avril 1918, notamment « *regarding Inspector Finn's comment on the length of time teaching of French*<sup>111</sup> », mais on propose seulement d'en discuter avec la directrice de l'École centrale, sœur Marie Eulalie. Les conseillers semblent faire pleinement confiance à cette dernière, unique directrice des trois écoles de la Commission et représentante de la Commission au conseil des examens d'entrée au Sudbury High School<sup>112</sup>.

L'entrée en vigueur du règlement 17 a amené Joseph-Raoul Hurtubise et le commerçant Napoléon Adam à se présenter comme conseillers à l'assemblée annuelle des partisans des écoles séparées le 13 décembre 1913, mais leur arrivée n'a fait que maintenir la parité historique entre conseillers francophones et anglophones<sup>113</sup>. Cependant, l'assemblée bisannuelle du 29 décembre 1915 a témoigné d'une intensification de la mobilisation des Canadiens français, qui se sont présentés dans chacun des trois quartiers scolaires et sont parvenus à faire élire quatre conseillers pour les six postes. Cette majorité canadienne-française absolue est maintenue pour les deux décennies qui suivent. Le but du contingent

---

109. RCSSS, *Minute Book*, 5 décembre 1917 et 6 mars 1918, p. 66, 73, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

110. Victor Simon, *Le Règlement XVII: sa mise en vigueur à travers l'Ontario 1912-1927*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1982, p. 53-55.

111. RCSSS, *Minute Book*, 3 avril 1918, p. 75, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

112. RCSSS, *Minute Book*, 3 novembre 1915 et 3 avril 1918, p. 194 et 76-78, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

113. RCSSS, *Minute Book*, 31 décembre 1913 et 29 décembre 1915, p. 94-95, 5-7, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

canadien-français, précisera plus tard Hurtubise, est d'«organis[er] de toutes pièces un système d'écoles bilingues contrairement à la lettre de la loi, mais en accord avec son esprit<sup>114</sup>». Dans un échantillon de 28 réunions, tenues entre 1915 et 1931, les Canadiens français ont la majorité simple ou absolue 27 fois<sup>115</sup>. Les votes sont souvent divisés : sur un échantillon de 83 décisions prises entre 1912 et 1931, seules 12 % d'entre-elles ont été unanimes. Les autres – les décisions adoptées («*carried*») – comprennent vraisemblablement des abstentions ou des votes d'opposition.

Entretemps, la Commission a fait l'acquisition d'un terrain de la Corporation du Collège Sainte-Marie de Montréal pour construire une école de quatre salles sur la plaine des Jésuites; le terrain est situé dans l'extrême sud-est du secteur, à l'est du ruisseau Junction. Vu la dette encourue par la construction de l'École centrale, la CESCRS reporte tout nouveau projet de construction et se contente de locaux d'occasion pour ouvrir de nouvelles salles de classe. Déjà en avril 1919, l'École centrale déborde et la Commission doit aménager, d'urgence, deux classes d'occasion. La croissance des effectifs, plus rapide que prévu, la pousse à planifier la construction d'écoles à quatre salles dans chacun des trois quartiers (Fournier, Ryan et McCormick)<sup>116</sup>. La priorité est accordée au secteur canadien-français, où l'on possède déjà un terrain et où le besoin se fait le plus sentir, l'école suivante étant prévue au sud de la ville, où la majorité des catholiques sont anglophones. Ce compromis se veut équitable aux

114. J.-Raoul Hurtubise, 1954, dans Guy Courteau, *Le docteur J.-Raoul Hurtubise M.D.- M.P.: 40 ans de vie française à Sudbury*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1971, p. 74.

115. RCSSS, *Minute Book*: 8 janvier 1915, p. 156; 6 octobre 1915, p. 188; 17 septembre 1916, p. 26; 9 décembre 1916, p. 33; 5 décembre 1917, p. 66; 6 mars 1918, p. 73; 3 avril 1918, p. 75; 5 juin 1918, p. 80; 4 juillet 1918, p. 89; 7 août 1918, p. 93; 6 août 1919, p. 146; 21 juin 1920, p. 28; 26 juin 1920, p. 38; 7 octobre 1920, p. 46; 18 juillet 1921, p. 79; 16 juin 1922, p. 117; 8 août 1922, p. 122; 14 août 1922, p. 124; 9 décembre 1924, p. 185; 9 février 1925, p. 194; 14 décembre 1925, p. 206; 21 septembre 1926, p. 217; 10 janvier 1927, p. 225; 11 mai 1927, p. 231; 28 août 1928, p. 270; 7 novembre 1928, p. 272; 15 avril 1930, p. 316; 13 avril 1931, p. 345; 11 mai 1931, p. 349, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

116. RCSSS, *Minute Book*, 21 décembre 1914, p. 151; RCSSS, *Minute Book*, 9 avril 1919, 23 avril 1919 et 6 mai 1919, 6 juin 1919, 11 juin 1919 et [ca. décembre 1919], f. 2, p. 119-122, 132 et 138, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

deux groupes linguistiques. En juin 1919, la CESCRS emprunte 5 000 \$ de la Banque royale, somme que l'on espère rembourser avec les taxes scolaires de l'année suivante, mais les devis sont jugés trop onéreux pour aller de l'avant. Or, des salles de classe de circonstance sont érigées comme écoles à une pièce dans divers secteurs: en décembre 1919, on y trouve M<sup>lles</sup> Marceau et Audebec dans une classe à Primeauville, M<sup>mes</sup> Demers et Charrette à l'école Lapalme (secteur Donovan), M<sup>lles</sup> Hayes et Roszel dans le secteur Ryan, ainsi que M<sup>lle</sup> Guimond à O'Connor Park (Moulin-à-Fleur).

En septembre 1920, la Commission loue l'étage de l'édifice d'un dénommé Lamoureux, situé aux angles des rues King et Notre-Dame, pour commencer à offrir une éducation dans le secteur de la ville où les Canadiens français sont devenus nombreux. Cette solution demeure insuffisante pour répondre à la demande. En août 1921, la Commission discute de l'ouverture d'une seconde école centrale « *to relieve congestion in classes*<sup>117</sup> ». En attendant, on déplace certaines classes bilingues vers la salle Jubilee et l'école St. Albert, dans le quartier Ryan. Les élèves anglophones peuvent rester à l'École centrale en attendant la construction d'une école de langue anglaise, dans sa cour arrière. Son inauguration en septembre 1923 met fin à la cohabitation linguistique entre les élèves de Saint-Louis-de-Gonzague et ceux de St. Aloysius<sup>118</sup>. Renommées à la rentrée de 1923, les deux écoles honorent la mémoire de Luigi Gonzagua (1568-1591), un jésuite italien qui a dévoué sa vie aux malades à Rome.

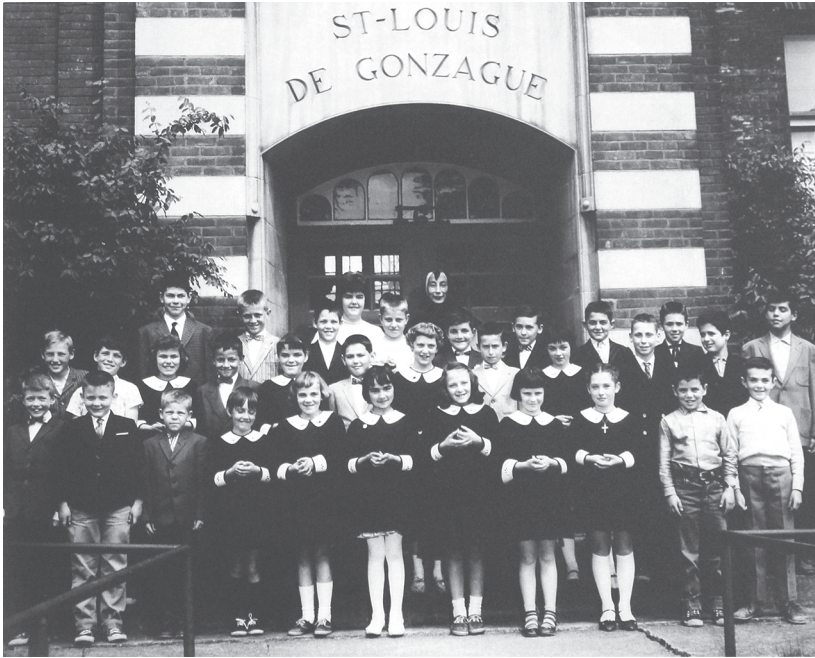
La Commission ne discute jamais de religion, peut-être à cause de l'homogénéité religieuse qui y règne. Malgré ce silence à la commission scolaire, les tensions linguistiques sont vives à la paroisse Sainte-Anne-des-Pins<sup>119</sup>. Cette première paroisse catholique de Sudbury dessert toujours une majorité canadienne-française et une minorité irlandaise de langue anglaise. Elle n'est pourtant plus la seule paroisse catholique en ville, puisque les Italiens

---

117. RCSSS, *Minute Book*, 8 août 1921, p. 86, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

118. « Schools will open Tuesday », *The Sudbury Star*, 1<sup>er</sup> septembre 1923, p. 12; RCSSS, *Minute Book*, 14 septembre 1920, p. 42, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

119. Michel Bock, « L'évêque Scollard et la question canadienne-française: le diocèse de Sault-Sainte-Marie au cœur du conflit franco-irlandais (1904-1934) », *Cahiers Charlevoix*, vol. 10 (2014), p. 38-43.



**Figure 1.9** – École Saint-Louis-de-Gonzague, vers 1955.

Source: APJLL.

s'en sont construites en 1889 et en 1914<sup>120</sup>. Elle est toutefois la seule paroisse du Centre-Ville. En 1916, le Saint-Siège publie une encyclique pour tenter de rétablir les ponts entre les coreligionnaires irlandais et canadiens-français, dirigeant les seconds à mettre en priorité la préservation des écoles séparées et les premiers à cesser d'engager l'Église dans un débat politique. Ce n'est donc peut-être pas une coïncidence si, l'année suivante, M<sup>gr</sup> Scollard accepte la francisation de Sainte-Anne, non pas sans condition : les Canadiens français devront céder une partie du terrain pour faire construire la nouvelle paroisse (Christ the King) et garder la totalité de la dette paroissiale.

Si l'enjeu n'a rien à voir avec les écoles séparées, ce sont pourtant les mêmes acteurs (J.-Raoul Hurtubise et Félix Ricard) qui se rendent à Ottawa, en mai 1919, pour contester les exigences de l'évêque auprès du délégué apostolique.

120. Dennie, *La paroisse Sainte-Anne-des-Pins de Sudbury (1883-1940)*, p. 9-14, 101-102.



**Figure 1.10** – Du bas vers le haut : église Sainte-Anne, Christ the King Church, Hôpital Saint-Joseph, école Saint-Louis-de-Gonzague, Sudbury High School, Sheridan Technical School, vers 1950.  
Source : APJLL.

La francisation de Sainte-Anne et la croissance de la population canadienne-française intensifient la vie culturelle et religieuse de la paroisse. La salle paroissiale, construite sur le flanc de la montagne vers 1905, est

l'hôte de parties de *euchre*, de bazars, de thés, de pique-niques, de soirées de chant et de pièces de théâtre, qui nourrissent un sentiment d'appartenance communautaire<sup>121</sup>. Le curé est un chef spirituel, mais il est aussi un acteur social et politique, qui amasse des fonds pour faire construire des écoles et aggrandir l'hôpital Saint-Joseph. En 1923, la paroisse compte 667 familles canadiennes-françaises, un nombre qui a triplé en deux décennies.

Entretemps, l'ACFEO tente de convaincre les politiciens ontariens de suspendre le règlement 17. Le président Napoléon Belcourt tend la main aux Irlandais catholiques pour doter les écoles secondaires catholiques privées d'«une juste part des taxes des compagnies d'utilité publique<sup>122</sup>». Si on parvient à cicatrifier les plaies laissées par le règlement 17, croit Belcourt, l'ACFEO pourra non seulement défendre les écoles séparées, mais aussi renforcer la dualité linguistique en éducation, et plus largement, la viabilité du pacte fédéral. L'Association tient des rencontres régionales pour signaler, selon l'une des pétitions, son opposition à «un règlement absurde<sup>123</sup>». Alors que l'ACFEO travaille à améliorer la qualité pédagogique des écoles bilingues, Belcourt offre sa collaboration au premier ministre Howard Ferguson pour régler «*the very unfortunate situation in which both parties are now found*<sup>124</sup>». Excessif, inefficace et gênant, le règlement 17 n'est pas parvenu à taire l'opposition des Canadiens français : des députés libéraux, dont Zotique Mageau de Sturgeon Falls, continuent de talonner le gouvernement conservateur sur la mesure et le premier ministre du Québec, Louis-Alexandre Taschereau, soulève la question avec son homologue ontarien lors d'une rencontre sur le commerce interprovincial. Cette pression pousse Ferguson à commander

121. Gaétan Gervais et Robert Toupin, *Les Jésuites en Ontario: entretiens édités et colligés par Serge Dupuis et Jean Lalonde*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 2014, p. 90-94.

122. «Rapport des activités du comité exécutif», 12 avril 1923, p. 14, Université d'Ottawa, Centre de recherche sur les francophonies canadiennes (ci-après CRCCF), Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (ci-après Fonds C2), C2/6/11.

123. J.-O. Boulet et H. Laframboise, «Résolution adoptée au congrès de Saint-Isidore, 16 novembre 1925», CRCCF, Fonds C2, C2/16/2.

124. Lettre de Napoléon-Antoine Belcourt à Howard Ferguson, 9 décembre 1924, dans Franklin Walker, *Catholic Education and Politics in Ontario: A Documentary Study*, Toronto, T. Nelson, 1964, p. 314.

une nouvelle enquête sur les écoles bilingues. En octobre 1927, Francis Merchant, J. H. Scott et Louis Côté dévoilent leurs conclusions : l'interdiction d'enseigner en français n'a pas assuré une meilleure transmission de l'anglais, selon eux<sup>125</sup>. Les enquêteurs attribuent l'amélioration des résultats scolaires et la réduction du décrochage à l'ouverture de l'École de Pédagogie de l'Université d'Ottawa en 1923 et au succès du programme scolaire bilingue introduit dans l'Est ontarien en 1925. Le gouvernement prend acte du rapport, le 1<sup>er</sup> novembre 1927, en abrogeant le règlement 17. Queen's Park crée simultanément le poste de responsable de l'enseignement en français au ministère de l'Éducation. Dans son rapport annuel, le premier ministre Ferguson présente la décision comme une victoire pour l'enseignement de l'anglais. Ce n'est donc qu'une demi-victoire pour les Franco-Ontariens, car les écoles demeureront bilingues : les sciences et les mathématiques continueront d'être enseignées en anglais au primaire et les écoles devront préparer les élèves canadiens-français au *high school* en anglais.

À Sudbury, les *Minutes* de la CESCRS ne mentionnent ni l'enquête Scott-Merchant-Côté ni l'abrogation du règlement 17, mais les conseillers saisissent l'occasion pour lancer des chantiers de construction. Le 2 février 1928, une assemblée est organisée pour recevoir une pétition de la part de contribuables pour construire une école dans le Moulin-à-Fleur. En justifiant la construction de « *a four room school at the Corner of Albert & Eyre Streets [West End], and a six room school on our property on Peter Street [Moulin-à-Fleur]* »<sup>126</sup>, les conseillers Ricard et Moyle rappellent le principe, adopté par la Commission en 1919, de favoriser la construction d'écoles de quartier au lieu d'écoles centrales<sup>127</sup>. À ce moment, l'école Sainte-Marie est déjà construite sur la rue Mountain et, à l'automne 1928, on verra l'ouverture d'une seconde école bilingue, l'école Nolin, sur la rue Notre-Dame.

En septembre 1929, le débordement du second établissement nécessite l'ouverture de quatre salles de classe, mais la mesure suscite la jalousie

125. Gaétan Gervais, « Le Règlement XVII », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18 (1996), p. 183.

126. RCSSS, *Minute Book*, 2 février 1928, p. 242, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

127. RCSSS, *Minute Book*, 6 février 1928, 28 août 1928, 7 novembre 1928, 16 septembre 1929 et 13 novembre 1929, p. 241, 244, 270, 272, 300, 303, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.



**Figure 1.11** – Élèves de l'école Nolin, 1951.

Source: APJLL.

des conseillers anglophones, qui en demandent autant pour St. Albert, une école mixte dans le West End. La réalisation des deux projets nécessitera un emprunt de 20 000 \$ à la Banque nationale canadienne et la vente de 30 000 \$ en débetures (un total de 900 000 \$ de 2024).

L'endettement des commissions des écoles séparées en Ontario constitue un problème structurel important. La suspension du règlement 17 et la décision d'un tribunal ontarien de ne pas financer les années supérieures (de la 11<sup>e</sup> à 13<sup>e</sup> années) dans les écoles secondaires catholiques en 1928 galvanisent les catholiques à faire front commun pour élargir l'accès des commissions des écoles séparées aux taxes scolaires. Déjà en janvier 1929, la CESCRS rédige une lettre à l'Assemblée législative pour obtenir « *an equitable and effective distribution or division between Separate Schools and Public Schools, of school taxes payable by publicly owned Corporations and Companies and by other incorporated companies*<sup>128</sup> ». La législation sur les écoles séparées permet aux entreprises de verser leurs taxes scolaires aux commissions des écoles séparées, mais elle s'avère insuffisante pour leur

128. RCSSS, *Minute Book*, 14 janvier 1929, p. 283, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

fournir une assez grande proportion de la taxe commerciale. Aux frais des contribuables, les conseillers Ricard et Grace participent à la convention de l'Ontario School Trustees and Ratepayers (OSTR), tenue du 22 au 24 avril 1930 à Toronto, afin de faire valoir ce point. La CESCRS estime qu'environ 200 000 \$ qui lui étaient dus ont été attribués, au fil des ans, à la commission publique<sup>129</sup>. Il s'agit d'un débat qui interpelle surtout les conseillers, l'assemblée bisannuelle du 26 décembre 1929 n'attirant qu'une douzaine de partisans des écoles séparées. Pour plusieurs parents canadiens-français, une grande bataille venait d'être emportée et on pouvait prendre une pause sur le front des revendications.

En ce qui concerne l'éducation secondaire, le Sudbury High School (SHS) offre une éducation secondaire en anglais depuis 1908 dans des locaux temporaires; son département des mines forme des ouvriers qualifiés pour ce qui devient, pendant la Grande Guerre, la principale industrie à Sudbury<sup>130</sup>. La première installation permanente de 17 salles de classe du SHS a été construite sur la rue Baker, vis-à-vis de l'école Saint-Louis-de-Gonzague, en 1921<sup>131</sup>. Parmi les 43 diplômés en juin 1928, on retrouve trois élèves aux patronymes canadiens-français (Fournier, Henry et Latreille<sup>132</sup>), ce qui est bien inférieur à leur poids (36 %) dans la population générale. À première vue, la nomination de l'entrepreneur J.-A. Laberge au High School Board en janvier 1930 semble anodine, mais sept mois plus tard, le Board déclare être «heureux» d'offrir des cours de niveau secondaire à même l'école Saint-Louis-de-Gonzague, de payer les salaires des institutrices affectées à la tâche et même de payer un loyer annuel de 550 \$<sup>133</sup>. Sous prétexte que le ministère de l'Éducation est «impatient» d'ouvrir des écoles intermédiaires bilingues à Sudbury, les conseillers Régimbal et Grace proposent de libérer les locaux nécessaires et de louer des salles ailleurs en ville. La résolution est adoptée

---

129. RCSSS, *Minute Book*, 26 décembre 1929, 15 avril 1930 et 5 mars 1931, p. 306, 316, 339, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

130. «Sudbury High School», *Sudbury Journal*, 10 novembre 1910, p. 1.

131. Rainbow District School Board, *Sudbury Secondary School: 100 Years*, Sudbury, 2008, p. 18.

132. The Sudbury Mining and Technical School, *Prospectus 1928-1929*, Sudbury, 1929, p. 36-37.

133. RCSSS, *Minute Book*, 13 janvier 1930, 11 août 1930 et 13 avril 1931, p. 310, 324, 345, AUL, Fonds P112, dossier I/A,3.

par une majorité, malgré l'opposition de certains conseillers. Il faudra attendre neuf années pour que les autorités aient vent de l'entente non orthodoxe et exige le transfert des cours du secondaire de l'école Saint-Louis-de-Gonzague au *high school*. Dès lors, les élèves canadiens-français pourront suivre des cours « post-élémentaires » (9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> année), financés au taux du primaire, à l'école Saint-Louis-de-Gonzague, ou suivre le *Bilingual Program* de SHS, où l'on regroupe les Canadiens français dans un foyer qui suit ses cours en anglais et le cours de « français avancé » qui leur est destiné, de la 9<sup>e</sup> à la 13<sup>e</sup> année<sup>134</sup>.

Sinon, il reste l'option des collèges franco-catholiques privés, souvent inaccessibles aux enfants de familles ouvrières. L'ouverture du premier collège classique – catholique de surcroît – dans la région témoignait, d'après le *Sudbury Journal*, de la « prospérité » grandissante des catholiques de Sudbury. Le journal y voyait « *a valuable addition to the educational institutions of New Ontario*<sup>135</sup> », de par sa capacité à enseigner le programme secondaire régulier, tout en mettant un accent sur la maîtrise du grec et du latin. Inauguré le 3 septembre 1913 aux angles des rues Jogues, Notre-Dame et Kathleen, le Collège du Sacré-Cœur (CSC) s'inscrivait dans une longue tradition pédagogique pour la congrégation qui l'a amenée à fonder le Collège Sainte-Marie de Montréal (1848) et le Collège l'Assomption de Windsor (1857). Les motivations avaient été nombreuses pour les jésuites : l'intensification des activités minières et l'augmentation de la population avaient fait de Sudbury un pôle économique et politique important, où l'on parviendrait à inspirer des vocations<sup>136</sup>. La première cohorte de 94 garçons comprend une vingtaine d'anglophones, puisque l'évêque a d'abord imposé le bilinguisme à l'établissement des Jésuites francophones. Or, ces derniers ne recrutent que des professeurs canadiens-français, ce qui fait que, depuis 1916, le CSC n'a plus d'élèves anglophones, ni de cours de langue anglaise. À partir de ce moment, d'après le jésuite André Girouard, le Collège admet des « fils d'agriculteurs » et d'autres candidats sans « tradition culturelle tellement poussée » pour « constituer des élites traditionnelles comme celles que produisait le modèle québécois<sup>137</sup> ».

---

134. Rainbow District School Board, *Sudbury Secondary School: 100 Years*, p. 36-37.

135. « Catholic College for Sudbury », *Sudbury Journal*, 30 mai 1912, p. 1.

136. Gervais et Toupin, *Les Jésuites en Ontario*, p. 107-109.

137. André Girouard, 1990, dans Gervais et Toupin, *Les Jésuites en Ontario*, p. 110.



**Figure 1.12** – Collège du Sacré-Cœur, vers 1954.

Source: APJLL.

Plusieurs candidats doivent faire une année d'études préparatoires entre le primaire et le secondaire. La moitié des étudiants provient de la région de Sudbury; l'autre moitié provient d'ailleurs dans le Nord-Est de l'Ontario, du Sud ontarien, du Nord-Ouest québécois (qui ne comptera pas de collège classique avant 1940). Le programme d'instruction humaniste, le *Ratio studiorum* d'inspiration européenne, forme par l'entremise de lectures, de cercles littéraires, de séances, de jeux et de récréations<sup>138</sup>. La formation est assez rigide: les étudiants doivent avoir leur chapelet, leur médaille de scapulaire et leur livre de prières en tout temps. Les Jésuites exigent 20 heures par semaine d'études religieuses.

Comme au Québec, la plupart des collégiens cessent leurs études après deux ans, plusieurs n'ayant jamais eu ou ayant abandonné l'aspiration à une profession. À partir de 1929, il faut huit ans pour compléter le programme – cinq années d'études secondaires (préparation, éléments latins, syntaxe, méthode, versification) et trois années de baccalauréat (Belles lettres, Philosophie I, Philosophie II) – qui se termine avec l'obtention

---

138. Josée Anne Valiquette, *L'évolution des effectifs étudiants du Collège du Sacré-Cœur, 1913-1960*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1993, p. 3-6, 17-25.

d'un diplôme universitaire accordé par l'Université d'Ottawa dès 1916, puis par l'Université Laval à partir de 1927<sup>139</sup>. « Il n'est pas nécessaire d'être bachelier au CSC pour embrasser une carrière professionnelle<sup>140</sup> », précise l'historienne Josée Valiquette, puisque certains iront à l'université ailleurs et d'autres suivront un apprentissage sur le terrain. Parmi la première cohorte à compléter le programme, près de la moitié devient avocat ou médecin et un tiers embrasse la vie ecclésiastique.

Si le Collège du Sacré-Cœur existe dans le Moulin-à-Fleur, il ne s'agit pas d'une école de quartier. Faute de moyens, d'aptitudes ou d'intérêt, la plupart des jeunes canadiens-français du Moulin-à-Fleur ne poursuivent pas d'études secondaires. À moins de vouloir accéder à la prêtrise ou à une profession, la plupart des jeunes hommes ne voient pas la pertinence de faire de longues études collégiales. La section régionale de l'ACFEO déplore l'inefficacité de cette offre au niveau secondaire, mais se réjouit de l'existence de classes « post-élémentaires » (9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> année) dans les écoles séparées de la région, classes pour lesquelles les commissions scolaires catholiques peuvent prélever des taxes scolaires – au taux inférieur du primaire<sup>141</sup>. En 1936, l'ACFEO obtient une concession du gouvernement provincial : les entreprises devront verser une part de leurs taxes scolaires aux commissions d'écoles séparées, en fonction de la proportion de leurs employés catholiques.

En ce qui concerne la pratique religieuse, la paroisse Sainte-Anne devient insuffisante pour répondre aux besoins de tous les Canadiens français de la ville, dont le nombre s'élève à 6 600 au tournant des années 1930. Le besoin pour une seconde paroisse de langue française se révèle. C'est l'œuvre du jésuite Jean de Brébeuf (1593-1649), qui a vécu parmi les Hurons, appris leur langue et aurait baptisé 7 000 âmes, que le diocèse choisit d'honorer<sup>142</sup>. La coïncidence entre la canonisation

139. Gérald Blais, *Le Collège du Sacré-Cœur, Sudbury, Ontario*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1968, p. 20.

140. Valiquette, *L'évolution des effectifs étudiants du Collège du Sacré-Cœur, 1913-1960*, p. 34.

141. Pierre Ouellette, « Éducation et économie 1927-1965 », dans Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc : de l'ACFEO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*, p. 47-64.

142. *Gloires ontariennes I : Saint Jean de Brébeuf, Saint Gabriel Lalement*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1947, p. 31-32; Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 21-22, 39.

de Jean de Brébeuf par le pape Pie XI le 29 juin 1930 et l'annonce par M<sup>gr</sup> Scollard de la construction d'une nouvelle paroisse, six semaines plus tard, pourrait expliquer ce choix. Selon les archives que Claire Pilon a consultées à la Chancellerie du diocèse de Sault-Sainte-Marie en 1980, les Jésuites vendent le terrain aux angles des rues Kathleen et Notre Dame pour 7 700 \$ (140 000 \$ de 2024), vraisemblablement sa valeur marchande, au diocèse. Les Jésuites auraient fait don de la pierre pour la construction d'une église en soubassement, construite avec un toit plat à l'automne 1930, en attendant la construction d'une pleine église à l'étage, lorsque les paroissiens pourraient se le permettre.

Puisque la paroisse Sainte-Anne perd 140 familles entre 1923 et 1933, on peut deviner qu'une centaine de familles sont devenues des paroissiens de Saint-Jean-de-Brébeuf au moment de son inauguration. Son premier curé, Joseph Henri Coallier, est né dans le comté de Soulanges en 1888, a suivi des études chez les Jésuites à Montréal et a été curé à Coniston avant son arrivée au Moulin-à-Fleur. Le 24 août 1930, en plus de présider le premier service dominical de la paroisse, il est l'officier pour le premier baptême, le premier mariage et le premier service funèbre. La première quête recueille 105 \$ (1 900 \$ de 2024), ce qui fait dire à Coallier qu'il est « satisfait et même édifié de la bonne volonté » dont les Moulin-à-Fleurois ont fait preuve. « Je vois avec plaisir que vous êtes disposés à vous imposer des sacrifices<sup>143</sup> », leur partage-t-il. En semaine, la paroisse tient une messe par jour. Le dimanche, on en compte trois à 9 h, à 10 h et à 11 h, pour pouvoir accueillir tous les paroissiens au service dominical plus ou moins obligatoire. Coallier donne aussi la communion « des hommes et jeunes gens » à 15 h le mercredi, ainsi que les confessions le jeudi après-midi. Pendant l'année 1930-1931, Coallier tient des mariages pour les familles Balister, Beaudoin, Beaulieu, Blais, Cousineau, Coutu, Fortin, Kozack, Lafleur, Lalonde, Lapointe, Pinard, Prévost, Tremblay et Turgeon. Le local de fortune de la paroisse montrera de l'âge rapidement, comme le rappellera Pauline Carrey Villeneuve :

Il pleuvait dans le toit ; il était troué partout. Ils mettaient des chaudières pour ramasser l'eau. Des fois, durant la messe, l'eau se rendait contre les fils électriques et ça faisait des flammèches. Les

---

143. Henri Joseph Coallier, 30 août 1930, dans *La communauté St-Jean-de-Brébeuf, 50<sup>e</sup> anniversaire de Fondation 1930-1980 : album souvenir*, f. 4-5.

gens criaient. C'était toute une affaire ! T'allais t'asseoir, puis ben souvent, le banc était plein d'eau. On a été comme ça pendant bien des années ! Ça faisait pitié par bout, mais le monde venait pareil<sup>144</sup> !

Dès 1930, les Dames de Sainte-Anne organisent des bazars d'articles « quêtés » dans le quartier afin de générer « un profit net » pour la paroisse.

Les dames tiennent aussi des bingos, d'abord perçus par Coallier comme « un jeu d'argent », mais qu'il autorise, selon Claire Pilon, lorsqu'il constate qu'ils rapportent « plus d'argent pour la paroisse que les parties de cartes<sup>145</sup> ». Dès 1931, le curé met sur pied la Ligue du Sacré-Cœur, dont le but est aussi d'amasser des fonds pour la construction d'une pleine église<sup>146</sup>. Vu les moyens modestes des paroissiens, la cible semble inatteignable. « Les familles étaient pauvres », de préciser Pauline Carrey Villeneuve. « Je ne pense pas que les contributions étaient élevées<sup>147</sup> ». Elles font contraste avec M<sup>gr</sup> Coallier, qui est un homme prospère : il a un chauffeur, Wallace Bradley, sa famille est propriétaire de plusieurs fermes de la Vallée, qu'il loue à des agriculteurs et dont la gestion est confiée à Jean-Noël Desmarais. Les Coallier sont aussi propriétaires d'un hôtel près d'Alban et d'un chalet au lac à la Truite qu'on rend disponible aux organisations de sa paroisse. Claire Pilon ajoute que le curé « fait un grand nombre de prêts à des paroissiens pour les aider à s'établir<sup>148</sup> ». Il offre un secours matériel à certaines familles pour qu'ils envoient leurs fils au Collège du Sacré-Cœur ou pour que certaines jeunes femmes, dont Edna Carrey, fréquentent l'École de pédagogie à Ottawa.

Heureusement, la vie paroissiale ne se limite pas à la collecte d'argent : les paroisses agissent comme des catalyseurs de solidarité. La floraison d'organisations sociales encourage l'interconnaissance. Les discussions, les activités et l'entraide facilitent la vie quotidienne dans ce qui peut être vu « tantôt comme un héritage rural, tantôt comme une réponse à l'isolement associé à la réalité urbaine<sup>149</sup> », d'après Dale Gilbert. La densité du voisinage est tout de même marquée par la réserve : on peut discuter

144. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:00:00).

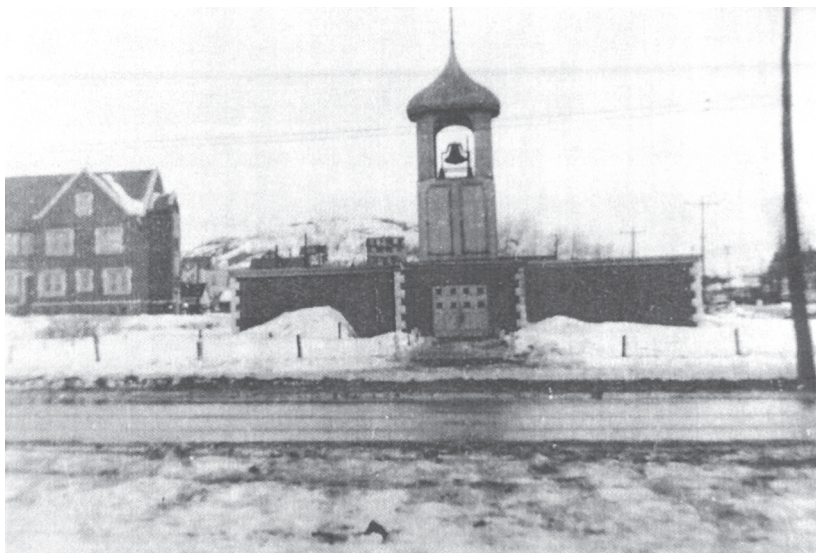
145. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 105-106.

146. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 39, 101-104.

147. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:04:00).

148. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 40.

149. Gilbert, *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*, p. 158.



**Figure 1.13** – Première église Saint-Jean-de-Brébeuf (1930) et son presbytère, construit en 1947.

Source : APJLL.

sur la galerie l'été, mais on ne se visite pas, pour éviter les commérages et protéger la vie privée. À la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf, la chorale est entièrement masculine, tout comme l'équipe de placiers, qui veillent à la quête et au décorum. La Société Saint-Vincent-de-Paul fait son apparition dans la paroisse pour soutenir les pauvres, à qui l'on offre de l'argent ou du travail manuel en échange d'un salaire. Une section de la Société Saint-Jean-Baptiste y voit le jour en 1936, puis le Cercle Nolin est formé en 1937 pour encourager l'expression orale chez les jeunes garçons et la poursuite des études<sup>150</sup>. Les fêtes religieuses servent aussi l'objectif de bâtir des solidarités. Un dénommé Régimbal rappellera :

Pour fêter avant l'austérité du Carême, il y a le Mardi gras que les gens du Moulin à Fleur célèbrent avec joie [...]. L'école Nolin, nouvellement bâtie offre le sous-sol pour les activités. Il y a des jeux de cartes et un grand prix pour les personnes qui se déguisent sous des habits plutôt comiques et originaux. Durant toute la veillée, on voit

150. Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 169.

parader cinq jeunes filles qui représentent les jumelles Dionne [nées en 1934] [...]. Vers la fin de la veillée, tandis que les gens mangent sandwiches et gâteaux avec thé ou café, les costumés paraded sur le théâtre en attendant que les juges choisissent le gagnant<sup>151</sup>.

Selon Roland Bruyère, les sacrifices du Carême sont nombreux :

Je n'ai pas fumé, sauf les dimanches. Mon tabac a eu le temps de sécher dans ma tabatière. Je dois avouer cependant que j'ai pris un coup à l'hôtel National et un de mes amis, l'a dit à ma femme [...]. Le jour des rameaux, elle me traîne à l'église. J'ai de la difficulté à rester debout tout le temps de l'évangile de la passion [...]. Ma femme qui prend toujours pour pénitence, ce jour-là [le Vendredi saint], de ne pas parler pour une demi-heure à trois heures de l'après-midi, semble se plaire à me déranger [...]. On se lève, on s'agenouille, on chante pendant que le prêtre va d'une station à l'autre [...]. Le Bon Dieu ne peut pas faire autrement que de l'exaucer. Et moi, son époux fidèle, saint Pierre ne me laissera pas à la porte<sup>152</sup>.

Suivant Pâques, le Moulin-à-Fleur affiche sa foi publiquement lors de la Fête-Dieu, où l'« on célèbre la présence réelle du Christ dans le Saint Sacrement<sup>153</sup> ». Lors de la Fête-Dieu de juin 1933, des jeunes défilent en vêtements de première communion, le cortège des Enfants de Marie et des scouts, qui rendent « hommages à leurs maîtres et maîtresses [...] par leur discipline », et des Dames de Sainte-Anne, qui « march[en]t avec une grande dignité et sembl[en]t ne parler qu'au Très-Haut<sup>154</sup> ». S'y retrouvent aussi les ligueurs du Sacré-Cœur, le curé de Sainte-Anne qui marche avec un ostensor et un arrêt de procession au reposoir, construit cette année-là devant la résidence de la famille Michaud<sup>155</sup>. À la « Grande procession » du 7 juin 1942, un cortège de 5 000 personnes faisant « un demi-mille de longueur » défile dans cette « belle manifestation de foi »

151. M. Régimbal, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 35-36.

152. Roland Bruyère, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 137.

153. « La Fête-Dieu », *L'Ami du peuple*, 18 juin 1954, p. 3.

154. Almanzar, « La Fête-Dieu », *L'Ami du peuple*, 18 juin 1942, p. 3.

155. André Girouard, « Les "Good Old Days", pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5 (1983), p. 146.

qui « suivit lentement les rues Beech et Notre-Dame, et se dirigea vers le Collège du Sacré-Cœur<sup>156</sup> ». Le côté solennel semble être perturbé, cette année-là, par « quelques imbéciles dans les rangs », dont un qui tente de « racheter toutes ses abstentions passées ». Devant cette transgression des normes, l'observateur finit par craquer : « Exaspéré, je finis par lui montrer mon chapelet et une “face de bois”. Il comprit et se mit à murmurer des prières comme tout le monde [...]. Mon copain est peut-être meilleur catholique que moi, mais il a le tort de ne pas mettre chaque chose à sa place. Il y du temps pour tout<sup>157</sup> ! »

Plus loin dans le défilé, les catholiques sont « achalés par [...] des “Orangistes” » :

À peine le défilé était-il en marche que surgissaient des [...] automobiles féroces qui auraient pu traverser la procession de part en part à cinquante milles à l'heure et qui manifestaient leur impatience par un jeu continu de klaxon. Tu parles si c'était choquant ! Chez nous, rien de tel et des gens de toutes races et de toutes religions, étonnés de voir un défilé si long et se mêlant si bien de son affaire, nous regardaient passer en silence<sup>158</sup>.

Après la Fête-Dieu, le quartier célèbre la Saint-Jean-Baptiste. Déjà en juin 1929, le défilé débute à la paroisse Sainte-Anne-des-Pins et traverse le Moulin-à-Fleur. Il comprend des voitures de pompiers, des chars allégoriques avec des acteurs représentant les peuples autochtones, l'explorateur Samuel de Champlain, les « martyrs canadiens », le jésuite Jean-Baptiste Nolin et le petit Jean-Baptiste<sup>159</sup>. En juin 1942, le programme de la « fête nationale » a été élargi :

Dans notre région relativement neuve, les Canadiens français semblent vouloir se donner depuis quelques années, une orientation plus sûre et plus efficace pour la sauvegarde de leurs droits, et l'épanouissement normal de leurs aspirations nationales [...]. Aujourd'hui, un Comité de la Société Saint-Jean-Baptiste vient à peine de se former, que déjà ses membres décident spontanément

---

156. « Belle procession en notre ville », *L'Ami du peuple*, 18 juin 1942, p. 1.

157. Almanzar, « La Fête-Dieu », p. 3.

158. *Ibid.*

159. Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 142-143.



**Figure 1.14** – La Fête-Dieu qui procède sur la rue Murray, vers 1942.

Source : APJLL.

de célébrer dès cette année notre fête nationale comme il convient. Ce sera la première fois dans l'histoire de Sudbury qu'un semblable événement a lieu [...]. Si les Canadiens français veulent se donner la main et assurer le succès de cette fête tant au point de vue national qu'au point de vue financier, les plus infortunés d'entre les nôtres sauront en récolter les fruits bienfaisants. Nous donnons généreusement aux clubs Rotary, aux Kiwanis et quoi encore. Pourquoi ne pas réserver une large part pour nos propres œuvres et mettre en pratique à bon escient, le principe évangélique qui veut que « charité bien ordonnée commence par soi-même<sup>160</sup> » ?

La paroisse marque aussi le jour des Morts, puisqu'on a « des indulgences à gagner ». Le samedi 2 novembre 1935, la conjointe de Roland Bruyère le pousse à visiter quatre églises catholiques afin de prier pour son « vieux père, [...] au purgatoire<sup>161</sup> ». Le mari se traîne les pieds à passer une journée ainsi. On craint comment « le Bon Dieu va [nous] recevoir », mais d'autres, dont Bruyère, sont plutôt d'avis qu'« il faut faire [du] mieux que nous pouvons dans la vie », et que « le Bon Dieu arrangera le reste<sup>162</sup> ». Le cliché de la femme pieuse à côté d'un mari indifférent et indiscipliné

160. « Célébration de la Saint-Jean-Baptiste », *L'Ami du peuple*, 18 juin 1942, p. 1.

161. Roland Bruyère, « Un catholique à gros grain », dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 138-139.

162. *Ibid.*, p. 139-140.

revient souvent dans les récits. « Maman était pas mal religieuse ; Papa n'en a pas fait pour un bout de temps », partagera par exemple Jeannine Larcher-Lalande. « Il était jeune, puis, dans ce temps-là, ça prenait un coup pas mal fort<sup>163</sup>. »

Si les sacrifices entourant les fêtes religieuses ne font pas consensus, les souvenirs sont nettement plus positifs pour le Réveillon. Whissell-Tregonning rappellera :

À Noël, le « Minuit Chrétien » fait vibrer les cordes sensibles de notre âme [...]. Plusieurs enfants assistent à la messe de minuit, les autres sortent de leur lit pour venir réveillonner ; les quelques cadeaux sous l'arbre de Noël les amuseront en attendant de recevoir les étrennes du jour de l'An. Nous nous mettons à la table qui abonde de vin, de fromage et de petits biscuits [...]. Après s'être empiffrés, les verres à vin remplis plusieurs fois donnent à tous le goût de chanter. Nous nous retrouvons au salon. Les musiciens sont dans leur élément ; les doigts courent sur le clavier du piano, l'un sort sa guitare, l'autre son accordéon, la jeune étudiante sa flûte, et le concert commence pour ne finir qu'aux petites heures du matin<sup>164</sup>.

Pour marquer la naissance du Christ, les familles organisent le plus beau festin de l'année. Chez les Lagacé, on se permet « une grosse dinde<sup>165</sup> » ; les Charbonneau ouvrent leur « vin de trèfle », ainsi qu'« une bouteille de gin<sup>166</sup> ». Pendant les années plus difficiles, c'est un moment pour se retrouver et oublier ses ennuis, de dire A. Parent :

La Dépression, ça n'empêchait pas d'avoir du fun [...]. On prenait un petit coup, puis on dansait ! [À] Noël, [...] on avait tous les cadeaux pour les enfants, puis on se faisait tous des petits cadeaux entre nous autres. On arrivait correct. Il y avait certaines choses – des *sweaters*, des tuques, des mitaines<sup>167</sup>.

163. Entretien avec Jeannine Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:16:00).

164. Marguerite Whissell-Tregonning, « Nos traditions canadiennes-françaises », *Le Voyageur*, 14 janvier 1980, p. 3.

165. C. Lagacé, dans Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 148.

166. R[ené] Charbonneau, dans Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 148.

167. A. Parent, dans Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 148.

La fête comporte des éléments de magie pour les enfants. Aimé Lapalme se souviendra « À Noël, c'était la tradition d'accrocher nos bas près du poêle. Nous n'avions pas d'autres cadeaux que [...] des crayons, une efface, quelquefois un petit animal de sucre d'orge, mais c'était la tradition qu'il y ait une orange, ce fruit que nous ne mangions qu'à Noël<sup>168</sup>. »

La veille de Noël est tout aussi épique dans les souvenirs de Pauline Carrey Villeneuve :

La messe de minuit, c'était bien célébré [...]. Ils mettaient des anges, des enfants avec des costumes d'ange. J'ai été choisie une année et j'avais tellement hâte, parce que les enfants n'avaient pas le droit d'y aller, à la Messe de minuit, excepté les anges [...]. Si tu penses que je n'étais pas contente! [...]. On avait deux beaux-frères protestants, qui gardaient les petits enfants. Les autres allaient à messe [...]. C'était le gros réveillon après. Maman recevait toute la famille [...] avec des tourtières. On restait debout et on développait des cadeaux. On allait se coucher au petit matin, puis maman se levait – je ne sais pas à quelle heure, puis elle mettait la dinde au four. Les gens de l'extérieur [de la ville] se couchaient par terre. [...] Par ce temps-là, il y avait une vingtaine de petits enfants [...]. Elle travaillait tellement fort, mais elle aimait ça! Ça lui faisait grand plaisir de recevoir toute la gang. Elle ne se plaignait jamais [...]. On y pense maintenant, « comment qu'elle faisait pour faire tout ça? »<sup>169</sup>.

Le jour de l'An s'avère un autre moment fort des Fêtes. Le repas se tient souvent « à la maison paternelle », comme le raconte Marguerite Whissell-Tregonning :

Les enfants demandent la bénédiction à leurs parents ; c'est un geste qui revêt un certain caractère sacré. Dieu ne peut faire autrement que de bénir ces familles [...]. Le sapin vert prend beaucoup d'espace dans un coin du vivoir où il y a des étrennes pour les adultes comme pour les enfants [...]. On se donne les souhaits de « Bonne et Heureuse Année et le paradis à la fin de vos jours », toujours accompagnés d'un chaleureux baiser [...]. Le jeune bébé de l'Année se retrouve dans les bras de la grand-mère qui s'empresse de le sortir

168. M. Lapalme, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 169.

169. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:16:00-01:19:00)

de son enveloppe [...]. Plus la famille est grande, plus il y a de bas car il y en a un pour chacun. C'est le jour de l'An, les femmes sont un peu plus indulgentes envers leurs maris, leur laissant prendre un petit coup de fort, quitte à être obligées de conduire l'auto après la veillée. Ils y trouvent toutes les chansons du bon vieux temps dans le fond de la bouteille<sup>170</sup>.

L'offrande de cadeaux passe progressivement du Jour de l'An à Noël, mais les deux coexistent à l'époque. Suit ensuite la fête des Rois, où le chanceux qui trouve la fève dans sa pointe de galette a « droit à des faveurs [...] pour l'année ». En après-midi, on amène les enfants à l'église, où ils reçoivent « la bénédiction du prêtre et un petit sac de bonbons<sup>171</sup> ». Or, cette tradition, comme la Fête-Dieu, s'étiolera dans les années 1960.

### **Crise économique et croissance dans les années 1930**

Le krach boursier du 29 octobre 1929 à New York fait dégringoler la valeur des actions de l'INCO de 46 à 17 \$. La crise est amplifiée en Ontario par les mauvaises récoltes et une pénurie de lait. À Sudbury, les mines tournent au ralenti. En septembre 1930, l'INCO met à pied les célibataires d'abord, mais certains Moulin-à-Fleurois, dont Omer Pharand et Marguerite Whissell-Tregonning, alléguèrent que les licenciements sont plus arbitraires, les contremaîtres renvoyant d'abord les hommes qu'ils n'apprécient pas. « C'était triste », rappellera René Charbonneau. « On nous refusait partout où on allait. On avait des enseignes dans toutes les portes avec “*No Help Wanted*” parce qu'ils se faisaient achaler<sup>172</sup>. » Whissell-Tregonning émet une hypothèse pour expliquer la vulnérabilité des francophones au chômage, « Les Canadiens français étaient arrivés au commencement comme bûcherons et beaucoup ne savaient pas parler l'anglais; ils ne pouvaient pas obtenir des positions élevées. Et c'est surtout le[s] mineur[s] [...] qui se sont trouvés dépourvus durant la crise<sup>173</sup>. »

---

170. Whissell-Tregonning, « Nos traditions canadiennes-françaises », p. 3.

171. *Ibid.*

172. R[ené] Charbonneau, dans Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 143-144.

173. Marguerite Whissell-Tregonning, dans Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 143.

Omer Pharand fournit une explication complémentaire: «Celui qui avait un peu de quoi était correct. Mais [...] les mineurs, les voyageurs, les grosses familles qui ont bien des garçons, fallait qu'ils partent de chez eux pour s'en aller dans le bois pour vivre avec cinq piastres [le montant d'un bon d'assistance]. C'est tout ce qu'ils avaient. Fallait profiter des animaux du bois: le lièvre, la perdrix, même le chevreuil<sup>174</sup>.»

En novembre 1930, 1 300 personnes à Sudbury sont sans emploi, dont L. Légaré:

Mineur, j'ai perdu mon emploi. Après m'être bâti un petit *shack* sur la rue Queen en attendant de pouvoir avoir mieux, je me vois dans l'impossibilité de rencontrer mon paiement d'hypothèque de trois cents dollars. Je dois payer dix dollars par mois pour couvrir les intérêts et baisser ma dette sinon, je suis menacé de tout perdre. Avec une famille de six enfants, sans travail, je reçois comme beaucoup d'autres, le secours direct du gouvernement. C'est-à-dire un bon pour m'acquitter de mon loyer et un deuxième pour payer l'épicière de mon choix. Ce dernier est autorisé à me donner le strict nécessaire, pas de tabac, pas de superflu, encore moins de l'argent comptant. J'achète du beurre, de la viande et des légumes que je vends à ma voisine en cachette. Ma femme fait des tartines aux enfants avec du saindoux qu'elle sale et poivre pour donner bon goût. Mon frère trappeur, nous apporte souvent un castor ou autre gibier pour remplacer la viande dont nous nous privons. Le solage de notre demeure est renchaussé et une plante qu'on appelle «chou-gras» y pousse en abondance. Cette plante est bonne à manger et contient beaucoup de vitamines. Durant les mois d'été, nous en mangeons en soupe et même en salade. Les enfants sont en santé et ont bon appétit. Ma femme fait du pain de ménage et nous nous couchons toujours le ventre plein. Avec ces économies, je viens à bout de ramasser assez d'argent pour faire mon paiement d'hypothèque<sup>175</sup>.

À l'automne 1930, la municipalité introduit un programme de secours d'urgence, «Le loyer était payé deux fois par mois, la nourriture était donnée une fois par semaine et les nécessiteux étaient obligés de se mettre en filée sur le trottoir pour attendre, à toutes les semaines, pour avoir du secours, et puis il

174. Omer Pharand, dans Girouard, «Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930», p. 147.

175. L. Légaré, «Une maudite bavarde», dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 61-62.

[n']y avait pratiquement pas de place en dedans; donc, aux gros froids d'hiver, les gens attendaient en grandes filées sur le trottoir pour avoir de l'aide<sup>176</sup>. »

Benoît Lagacé rappelle le fonctionnement du système de bons :

On avait un appartement chauffé, mais c'est la ville qui payait ça, le loyer, l'éclairage, puis le chauffage. Ils nous donnaient un *voucher* pour le manger, puis un *voucher* pour les habits. Ceux qui voulaient s'habiller chaudement pour l'hiver, ils nous donnaient un *voucher* pour ça, fallait aller au magasin. Eux autres prenaient les *vouchers* si tu voulais du linge de «dessous», des *coats*, des Mackinaws, de l'huile à lampe pour nos petits poêles à l'huile d'été<sup>177</sup>.

Au creux de la crise, 875 familles dépendent du secours direct à Sudbury, soit une famille sudburoise sur quatre<sup>178</sup>. Tout porte à croire que le pourcentage est plus élevé au Moulin-à-Fleur, l'un des quartiers les moins nantis de la ville. Selon le souvenir d'Omer Pharand, trois de ses cinq voisins dépendent du secours direct. La réputation de la directrice des secours directs à Sudbury est peu enviable, d'après Julia Pilon :

Elle est embauchée par le gouvernement [fédéral] pour s'assurer que seuls les gens nécessiteux reçoivent de l'aide sociale. Sa tâche n'est pas enviée. Personne ne parle d'elle en bien, si ce n'est que son employeur, le gouvernement. Les enfants la connaissent. Quand ils la voient descendre du tramway, au Moulin à Fleur, vers neuf heures du matin, pour visiter les gens demeurant sur une rue de son choix, ils la suivent furtivement jusqu'à ce qu'elle entre dans une demeure. Vitement ils vont ensuite annoncer sa visite prochaine à tous les gens de la rue. Les personnes qui s'attendent à sa visite se dépêchent de cacher quoi que ce soit qui pourrait nuire à leur demande. Cette dame a le nez long et si elle doute de l'honnêteté des nécessiteux, elle leur rend la vie dure, ouvrant les armoires, les commodes et levant les couvertures des lits. Les bons souffrent souvent pour les méchants<sup>179</sup>.

---

176. Marguerite Whissell-Tregonning, citée dans Girouard, « Les "Good Old Days", pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 145-146.

177. Benoît Lagacé, cité dans Girouard, « Les "Good Old Days", pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 145.

178. « Slum Conditions Causing Alarm to city Officers », *The Sudbury Star*, 18 septembre 1935, p. 19.

179. Julia Pilon, « Visite de madame Charbonneau », dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 63.

Selon ce qu'on raconte, la directrice refuse les demandes de soutien dès qu'un critère le lui permet. L. Légaré raconte qu'après avoir réussi, de peine et de misère, à régulariser le remboursement de son hypothèque, la fonctionnaire l'aurait pénalisé :

Elle fait couper mon *voucher* pendant deux semaines. Nous en arrachons. Les enfants vont manger chez leur tante, qui partage avec eux, même si elle touche aux prestations du secours direct. Tous les jours, je me rends au bureau, attendant en filée pour des heures. Après plus d'une semaine, monsieur Boivin, un bon diable qui travaille dans le bureau, comprend ma situation et me fait un bon de 8 \$ en épicerie, pour les quatre jours qui restent avant la fin du mois<sup>180</sup>.

Un propriétaire de cinq maisons, autrefois prospère, est ruiné, parce que les locataires paient le loyer sporadiquement, il est en retard dans son compte de taxes foncières et même s'il voulait vendre une propriété, il faudrait pouvoir trouver des acheteurs à qui vendre sans encaisser une perte trop considérable. « Vous demandez trop cher pour cette propriété, » aurait répondu l'un d'eux à L. Légaré. « Je vais attendre et je l'achèterai pour les taxes foncières, en souffrance<sup>181</sup>. »

Certains ne parviennent pas à « joindre les deux bouts », notamment ceux qui ne travaillent que deux jours par semaine, c'est-à-dire trop peu pour subvenir aux besoins de leur famille, mais trop pour recevoir des prestations. En 1932, 400 résidents de Sudbury, faute de pouvoir payer leur loyer, sont expulsés de leur logement. Certains marchands suspendent l'achat à crédit, à cause du nombre élevé de mauvaises créances. En mars, les enfants reçoivent des bons pour des sous-vêtements et, en octobre, pour des bottes. En octobre 1932, le *Sudbury Star* annonce que 185 élèves du conseil scolaire séparé ne peuvent se permettre les vêtements appropriés pour pouvoir fréquenter l'école<sup>182</sup>.

180. Légaré, « Une maudite bavarde », dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 62.

181. *Ibid.*, p. 63.

182. Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 144-146 ; Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 65.

Seuls ceux qui ont encore un emploi stable parviennent à obtenir du crédit<sup>183</sup>. Le Moulin-à-Fleur ne possédant pas d'institution financière, plusieurs résidents se tournent vers leur curé, qui agit comme l'argentier du quartier. Devant une crise sans précédent, Coallier resserre ses critères : il exige que ses créanciers signent des cartes de tempérance, afin de garantir que l'argent n'aille pas à la boisson, mais bien au bois de chauffage, à la nourriture et aux vêtements pour les enfants. L'un d'eux, qui s'échappe et se retrouve à la taverne, se fait imposer de commencer son carême. « Vous me demandez de m'abstenir de boisson enivrante pour dix mois<sup>184</sup> », réagit l'ouvrier. « Tu pourras prendre un petit coup aux temps des fêtes<sup>185</sup> », Coallier lui aurait-il répondu. Dans ce récit, comme dans d'autres, l'épouse et le curé sont souvent complices pour promouvoir la tempérance.

Dans les quartiers populaires, l'appui familial et celui du voisinage – le gardiennage des enfants, un coup de main pour des rénovations, l'hébergement d'un parent, etc. – sont plus courants que les prêts monétaires<sup>186</sup>. Par crainte d'être accusé d'imprévoyance ou de paresse, certains sont réticents de faire appel aux services d'assistance organisés. Pour contribuer à soulager la misère, le Collège du Sacré-Cœur offre des repas – souvent un bouilli de pommes de terres mélangées à un peu de viande – et du bois de chauffage. Certains ménages « allongent la sauce<sup>187</sup> » pour nourrir un voisin. D'autres s'adonnent à « la chasse au lièvre [...] de l'autre côté du grand étang » pour pouvoir « manger de la viande plus souvent<sup>188</sup> ». Israël Carrey figure parmi ces « travailleurs pauvres », comme le racontera sa fille Pauline :

Même à travers la Dépression, il trouvait toujours un emploi. La famille n'a jamais manqué de nourriture [...]. Il aimait patenter

---

183. Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 147 ; Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 68.

184. Alex, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 84.

185. Joseph Coallier, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 84.

186. Gilbert, *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*, p. 192.

187. Omer Pharand, dans Girouard, « Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 147.

188. Lapalme, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 167.

toutes sortes d'affaires. Il n'était pas toujours habile, mais il essayait, se ressayait, puis [...] en venait à bout malgré tout [...]. Il aimait rire [...]. Il aimait bien ça prendre un petit coup, mais à cause qu'il n'[en] avait pas les moyens, il pouvait le laisser de côté<sup>189</sup>.

La proportion d'adolescents qui abandonnent les études pour travailler à temps plein croît rapidement. Les loyers augmentent, malgré les règlements provinciaux qui tentent de les faire baisser pour refléter la baisse des valeurs foncières. Les expulsés se bâtissent «des cabanes avec des branches<sup>190</sup>», entre l'étang et la montagne; d'autres chômeurs dorment dans les wagons abandonnés de la cour de triage au nord de la ville. Si on parlait encore du quartier O'Connor Park dans les années 1920, le nom «Flour Mill» est suffisamment ancré dans les mœurs, en 1935, pour que le *Sudbury Star* en livre un portrait misérabiliste, sans sentir le besoin de situer le quartier :

*A brief survey of many average relief homes in Primeauville, the Flour Mill district and the Donovan, indicate that relief tenants are living in conditions no better than slums [...]. Many of these homes are cold, cheerless hovels, which can never withstand a cold winter, but the tenants know of no place to turn. For this reason, city officials are becoming concerned over the situation, and may be forced to go to the provincial government for aid [...]. It was on Wilma St. [...]. There in five rooms, two families, including 19 persons, carried on the battle of life. The house is divided in two and seven persons share the front two rooms. At the back of the house, in charge of a healthy brood of 12 children, was an 18-year-old girl. She was hard at work over a sewing machine when the visitors arrived [...]. On King St. a family of five struggles along in three rooms, paying \$20 every month in rent. The floors are bare and the walls cracked. A garden sprawls in the front yard, as completely disorganized as the small household within [...]. They have running water in every room whenever it rains<sup>191</sup>.*

C'est un truisme de dire que la Dépression a des effets dévastateurs sur les personnes vulnérables. La souffrance qui existait déjà dans les quartiers populaires s'est aggravée au début des années 1930. Or, ce portrait est

189. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:11:00).

190. Pharand, dans Girouard, «Les “Good Old Days”, pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930», p. 144-145.

191. «Slum Conditions Causing Alarm to city Officers», p. 19.

incomplet, en particulier à Sudbury. La Crise économique y est moins intense et plus courte qu'ailleurs, à cause de l'expansion de l'exploitation minière. En 1927, l'INCO avait construit de nouvelles centrales électriques dans le but d'intensifier l'extraction. Trois ans plus tard, l'International Nickel, responsable de 90 % de la production mondiale du nickel, fait construire une raffinerie électrolytique pour le cuivre. Toujours en 1930, elle agrandit ses mines de Levack et de Creighton, ainsi que sa fonderie de Coniston. En 1934, l'INCO construit une nouvelle fonderie à Copper Cliff. Certes, elle procède à des mises à pied au début de la décennie, mais en 1932, la main-d'œuvre est revenue au seuil de 1926 (3 100 employés) et augmentera progressivement pour atteindre 14 200 salariés en 1944<sup>192</sup>. Et la production annuelle de minerai décuple – pour atteindre 14 millions de tonnes. La fabrication d'automobiles et d'appareils ménagers, mais aussi la course aux armements en Europe expliquent cette hausse, qui nécessite de la main d'œuvre non qualifiée, mais aussi des chimistes, des géologues et des ingénieurs, chargés de mécaniser l'extraction, d'en augmenter l'efficacité, puis de réduire les accidents. De rappeler l'historien Daniel Bouchard :

À une époque où les faillites et les mises à pied étaient courantes, Sudbury deviendra une région de prédilection pour trouver un emploi. Durant les deux décennies de l'entre-deux-guerres, aucune ville canadienne ne connaîtra un accroissement relatif de sa population aussi prononcé [...]. En 1911, Sudbury n'était pas au nombre des 90 villes les plus importantes au pays [...]. En 1941, elle devient le 22<sup>e</sup> centre urbain<sup>193</sup>.

Appauvris au début de la Dépression, les Canadiens français des milieux ruraux sont nombreux à participer à ce courant migratoire vers les mines de la région de Sudbury et à améliorer leur sort pendant la décennie 1930. L'évolution démographique des cantons de Casimir, Jennings et Appleby (CCJA), à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Sudbury, peut servir

---

192. Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury*, p. 218-243; Oiva Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City: A Historical Geography of Greater Sudbury*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2013, p. 162-165.

193. Daniel Bouchard, « Impact de la pollution atmosphérique sur les agriculteurs canadiens-français de la région de Sudbury 1920-1945 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 32 (2007), p. 31.

d'exemple pour une tendance forte. Fondées par des pionniers venus de l'Est ontarien, du Québec et de la Nouvelle-Angleterre en 1895 et en 1901, les paroisses Saint-Charles-Borromée et Saint-Thomas-l'Apôtre de Warren installent des familles sur des terres moins arables que celles des basses-terres du lac Nipissing. « Une grande partie de ces trois cantons », de résumer Gaétan Gervais, « est rocheuse, marécageuse ou impropre à l'agriculture<sup>194</sup>. » Les colons y pratiquent la pluriactivité, où coexistent l'élevage de bétail, la production de foin, la récolte de certains légumes et le travail forestier. Docteur en études canoniques de l'Université de Louvain et curé de la paroisse de Saint-Charles pendant 16 ans, Lionel Séguin a tracé le portrait des quelques centaines de familles des trois cantons, au début des années 1940, en croisant les registres paroissiaux avec des entrevues qu'il a lui-même réalisées. On y compte 730 personnes en 1911, mais la colonisation ralentit et on y recense quasiment autant de naissances et d'arrivées que de départs et de décès : la paroisse compte 819 personnes en 1921, 880 en 1931 et 894 en 1941<sup>195</sup>.

La route secondaire 535, inaugurée en 1922, favorise les déplacements en voiture de Saint-Charles vers Sudbury. Mais où les paroissiens vont-ils lorsqu'ils se déplacent ? Certains quittent pour un autre milieu agricole de la région, souvent dans la localité du conjoint. La plupart, toutefois, déménage vers une ville industrielle. En 1943, le curé Séguin a beau condamner « cet exode systématique qui a pris des proportions phénoménales et qui pourrait bien être une des causes principales de notre déchéance nationale, la perte de notre foi et l'aviilissement de notre prestige racial », puis reprocher aux parents de manquer « d'autorité pour retenir cette belle jeunesse devenue dévergondée, cupide, avide de plaisirs, de confort<sup>196</sup> », le curé ne fait que trahir son impuissance vis-à-vis des jeunes gens, qu'il ne comprend pas :

Ils chérissent le rêve de devenir *mucker*, dans les entrailles de la terre, à un sixième *level*, à avoir sa « chaudière à lunch » noire et son thermos. Pourtant, ce n'est pas qu'on soit fasciné par la grâce champêtre

194. Gervais, *La colonisation française et canadienne du Nipissingue (1610-1920)*, p. 91.

195. *Ibid.*, p. 16, 89-92.

196. Lionel Séguin, *Historique de la paroisse Saint-Charles*, Saint-Charles, Paroisse Saint-Charles Borromée, 1945, p. 34-35.

de ces centres miniers qui, dans toute leur aridité, font penser à ce que doivent être les limbes; des terres incultes avec tous les enlaidissements du progrès; Copper Cliff, Garson, Coniston, avec leurs hautes cheminées [...] crachent une fumée sale, noir panache flottant dans l'air, portant dans sa doublure des soufres toxiques, aux odeurs nauséabondes, qui étouffent la gorge [...]. Dans les faubourgs écrasés, à l'ombre de ces fourneaux ardents, s'entassent les maisonnettes enfumées, empestées. Ces pâtés de maisons serrées les unes contre les autres, formant une «place» qui peut à peine être appelée un village; sans caractère, sans sourire, sans beauté plastique [...]. Ces mineurs font du jour la nuit et de la nuit le jour, et pour eux le septième jour, jour de repos, tombe n'importe quand dans la semaine. À la campagne, il est vrai, l'habitant se livre à un travail pénible, souvent il doit se courber vers la terre, mais il reste son propre *boss*, ne fait pas de courbette sous la férule d'aucun *foreman*. Il lui faut peiner mais jamais ramper ni s'avilir pour ne pas être «layoffé» ou perdre sa *job*. Il lui faut certes travailler durement, mais [...] il conserve sa santé; il respire l'air pur, salubre et vivifiant. Il [...] jouit de son indépendance et de sa liberté, et se sent plus près de Dieu [...]. La culture des champs comporte quelque chose d'antique et presque divin<sup>197</sup>.

Sans nier la beauté des milieux ruraux et la difficulté du travail minier, Guy Gaudreau apporte la nuance qu'un cultivateur peut se faire à l'idée de travailler à la mine :

Si le père est mineur, l'apprentissage se fait tout seul [...]. Il n'y a pas que la mine qui effraie: [...] le village minier offre peu de services et des hivers interminables (surtout si on n'aime pas le hockey!) [...]. C'est aussi la raison pour laquelle les familles suivent avec réticence les hommes devenus ouvriers-mineurs [...]. Heureusement, la configuration des zones minéralisées et les règles d'acquisition des concessions minières autorisent l'ouverture de plusieurs mines à proximité les unes des autres, ce qui permettra l'émergence de quelques villes minières plus attrayantes comme Sudbury, Timmins, Rouyn-Noranda ou Val-d'Or<sup>198</sup>.

Dans l'historique du curé Séguin, presque 200 personnes originaires de Saint-Charles portent la mention «Demeure à Sudbury», «Demeure à

---

197. *Ibid.*, p. 36-37.

198. Gaudreau, *L'histoire des mineurs du Nord ontarien et québécois*, p. 36.

Coniston» ou «Demeure à Garson». Le phénomène n'est pas anodin : sur 150 familles, 56 sont déménagées dans l'une des trois villes minières entre 1905 et 1943, les deux tiers d'entre elles s'étant déplacées entre 1929 et 1940.

**Tableau 1.2** – Migrations entre Saint-Charles et les villes minières (1905-1943)

Nombre de familles migrantes	1905-1919	1920-1922	1923-1925	1926-1928	1929-1931	1932-1934	1935-1937	1938-1940	1941-1943
Départs vers Sudbury, Coniston ou Garson	5	3	6	4	9	8	11	8	2
Retours vers Saint-Charles et déplacements vers une localité rurale de la région	1	–	–	1	2	–	3	4	1

Source : Séguin, *Historique de la paroisse Saint-Charles*, p. 75-77, 139-490.

Même si nous avons dû estimer l'année approximative de la migration dans certains cas, ce tableau illustre la marginalité du « retour à la terre », phénomène où des chômeurs des villes industrielles sont rentrés à la campagne pendant la Dépression pour y vivre d'une agriculture de subsistance et de travaux forestiers. En tous cas, ce phénomène n'est pas aussi considérable que celui de l'émigration vers les centres industriels dans les années 1930. En ne retenant que l'exemple de Saint-Charles, de 1929 à 1940, neuf familles rentrent au bercail ou s'installent dans une localité rurale à proximité, pendant que 36 familles s'installent dans une ville minière de la région<sup>199</sup>. Le second phénomène serait donc quatre fois plus commun que le premier. Séguin décrit cette réalité avec une étonnante précision. La compilation du curé démontre aussi que plusieurs

199. *Ibid.*, p. 168, 200-201, 219, 227, 368-369.

pionniers n'étaient que de passage à Saint-Charles. Plusieurs sont nés dans l'Est ontarien à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont vécu à Saint-Charles au début du XX<sup>e</sup> siècle, le temps de mettre au monde quelques enfants, et ont plié leurs bagages pour se rendre à Garson, Coniston ou Sudbury dans les années 1920 ou 1930. Le témoignage d'Aimé Lapalme souligne ce courant :

Osias Lapalme, originaire d'Embrun, épousa Bernadette Bédard à Saint-Charles où ils se sont rencontrés. Elle était venue de Rigaud [au Québec]. De cette union sont nés sept enfants, dont un mourut à bas âge. Ils demeurent à Saint-Charles plusieurs années pour ensuite s'arrêter à Coniston, où je suis né, étant le septième enfant de la famille. En 1920, il bâtit sa maison à 229 rue Dell [...]. Sa famille de cinq garçons et une fille a demeuré dans le Moulin à Fleur et ceci, toute sa vie. Seul, Joseph commis voyageur, achète l'hôtel de Saint-Charles et y demeure. Henri, célibataire, opère un commerce de dépanneur au coin des rues Notre-Dame et King [...]. Eugène, célibataire, travaille pour la compagnie INCO pendant une trentaine d'années [...]. Achille bâtit sa maison sur la rue King [...] et y exerce son métier de barbier jusqu'à sa retraite. Edgar, célibataire, est mécanicien pour la compagnie Fraser Brace<sup>200</sup>.

Plusieurs qui élisent domicile au Moulin-à-Fleur ont obtenu un travail dans les mines. C'est le cas d'Israël Carrey. Âgé de 40 ans, il s'installe au Moulin-à-Fleur. Lorsque le travail à la pigo, avec l'arrivée de la Dépression, s'évapore, il accepte un emploi stable chez INCO pour faire vivre sa famille<sup>201</sup>. Encore mieux, le salaire à la mine permet aux Carrey de se bâtir une maison sur la rue Dell dans les années 1930.

Si plusieurs migrants décrochent un emploi dans une mine à leur arrivée dans la région de Sudbury, comme l'exemple des Lapalme le démontre, plusieurs hommes se trouvent un emploi dans un autre secteur. Car l'INCO n'est pas la seule entreprise à prospérer pendant la Dépression : en 1936, la Laberge Lumber brasse un chiffre d'affaires de plus d'un million de dollars (22 M\$ de 2024) et fait vivre 52 foyers du quartier. Le *Sudbury Star* parle alors d'une entreprise, dont les panneaux

---

200. Lapalme, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 166.

201. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:13:00, 00:30:00-00:38:00).



**Figure 1.15** – Magasin d’Henri Lapalme, angle des rues King et Notre-Dame, vers 1925.

Source : APJLL.

publicitaires sont nombreux, « *which has become synonymous with home building*<sup>202</sup> ». L’entreprise expédie des matériaux par voie ferrée sur un territoire allant de Bigwood à Hornepayne. Elle a fait l’acquisition de Field Lumber en 1935 et, en 1940, la Laberge Lumber ouvre un second magasin aux angles des rues Notre-Dame et Beech. Le concept du *one-stop shop* connaît un franc succès. Plusieurs hommes feront carrière avec l’entreprise. Venu de Tiny, canton de Simcoe, en 1926, Adolphis Tremblay travaillera chez Laberge pendant 42 ans<sup>203</sup>. Amédée-Jules Larcher fils est embauché chez Laberge Lumber en 1920 et y travaillera pendant 27 ans. D’après sa fille, « ce n’était pas facile [qu’il soit parti pendant de longues périodes l’hiver], mais on avait tous nos jobs<sup>204</sup> ! » Cet emploi leur procure

202. « Firm Established by Modest “Framer” Now Prosperous Industry », p. 6.

203. « Church was held in a “bush camp” when father of bishop young man », [ *The Sudbury Star* ], 24 décembre 1971 ; Aimé Marinier, « M. Antonio Pilon est décédé », *Le Voyageur*, 20 juillet 1977, p. 10 ; « Mr. Adolphis Tremblay », *Northern Life*, 17 octobre 1979, p. 19 ; « Larcher, Amédée Jules », *Le Voyageur*, 25 août 1993, p. 6 ; « Champion Fuels », [s. d.], dans APJLL.

204. Entretien avec Jeannine Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:31:00).

un autre avantage : « Papa avait toujours un char de compagnie<sup>205</sup> », ce qui facilite la réalisation des emplettes et leur permet de rentrer à Verner pendant les fins de semaine. L'entreprise permet aussi une certaine ascension sociale à ses employés : originaire de Saint-Charles, Antonio Pilon deviendra gérant du magasin, puis Amédée-Jules Larcher achètera de son patron la filiale Laberge Fuels sur la rue Mountain. L'entreprise contribue aussi à la vie du quartier. Vers 1940, elle érige une immense piscine carrée pouvant accueillir jusqu'à 600 enfants à la fois et dotée d'une longue glissoire, derrière le Collège du Sacré-Cœur. On peut y accéder gratuitement et les responsables de la récréation au Collège assurent la supervision des installations. Les activités sont suspendues à la mi-août, le temps que le personnel prépare la rentrée.

Certes, la Dépression fait des ravages, mais plusieurs ouvriers de Sudbury connaissent une ascension sociale pendant la décennie. À l'automne 1939, 300 maisons sont en construction en ville, dont plusieurs dans le Moulin-à-Fleur, où les Jésuites continueront de vendre des lots jusqu'en 1946<sup>206</sup>. Entre 1931 et 1941, la population de la ville de Sudbury grimpe de 18 518 à 32 203 (+73 %), tandis que dans le reste du district, la population croît de 22 %<sup>207</sup>. La population canadienne-française augmente aussi rapidement, pour atteindre 10 772 individus en 1941.

Un problème persiste, cependant, dans cette rapide expansion urbaine : les minières ne versent pas de redevance à la ville de Sudbury, ce qui restreint sa capacité de construire les routes et les aqueducs nécessaires pour desservir les nouveaux résidents. Puisque la petite bourgeoisie détient 60 % de la valeur des propriétés en ville (à comparer à 20 % pour les ouvriers), la ville hésite, d'après Donald Dennie, à augmenter les taxes foncières ou le soutien aux locataires. Au lieu, elle privilégie la vente de permis de construction, un choix qui favorise l'étalement urbain. Ce qui fait qu'on trouve des Canadiens français dans d'autres secteurs de la ville. Les familles Bouchard et Michel, propriétaires d'importantes fermes dans le Sud de la ville, prospèrent avec leur entreprise de livraison de

---

205. *Ibid.*, (00:28:00, 00:54:00).

206. Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury*, p. 240-241 ; Girouard, « Les "Good Old Days", pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », p. 141-142.

207. Michaud, *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, p. 9.

lait à domicile, Standard Dairy. Au nord de l'étang du Moulin-à-Fleur, sur le boulevard Lasalle, on retrouve les familles Boulay, Lalancette, Pilon, Renaud et Tremblay, y ayant établi des fermes au tournant du xx<sup>e</sup> siècle<sup>208</sup>. Ces familles y ont fondé la Public Separate School (PSS) #4 McKim, une école bilingue, en décembre 1898. Entre 1901 et 1915, les familles Auger, Bélanger, Charrette, Dubray, Dubreuil, Jean, Lafleur, Lauzon, Leclair, Martel, Morin, Quenneville, Paquette, Robillard, Rochon et Tessier se rajoutent à la communauté naissante. Ces familles arrivent de l'Est ontarien, du Pontiac, de l'Outaouais et d'Argenteuil principalement. Les Canadiens français sont propriétaires de 17 des 26 fermes (65 %). On y retrouve aussi des familles d'origine écossaise (Carmichael, Cochrane, Froot, McAllister, Tough), anglaise (Holditch, Massey, Metcalf, Smithson, Spencer, Sprawley, Thompson), irlandaise (Donovan, Irish, Kennedy), finlandaise (Kannisto, Maki, Pelkola), italienne (Temelini, Sanfrancisco) et allemande (Fischer). Or, l'augmentation des émissions de soufre mine la quantité et (surtout) la qualité des récoltes. L'autrice Arthémise Camirand-Peterson se souviendra :

*Residents had to rush to cover their gardens with wet burlap bags in order to protect their produce from the sulphurous fumes. These conditions caused farming in this area to become impossible. To support their families, many farmers had to find work in the logging and mining industries. Eventually, the farmers sold their properties to developers, keeping a portion for their families<sup>209</sup>.*

Ses terrains étant plats, le secteur attire le cimetière catholique (1909) et la piste de course (1925) de Sudbury. La construction de résidences y apporte les premiers dépanneurs, garages et casse-croûtes. En 1941, on construit une nouvelle installation pour l'école séparée, qui comprend 13 enfants canadiens-français et 20 enfants d'origine anglaise, finlandaise et italienne. Deux fois par jour, un autobus privé relie le secteur au Moulin-à-Fleur et au Centre-Ville. Le secteur demeure rural, même si la proximité de la ville y attirera bientôt des constructions nombreuses.

208. Arthémise Camirand-Peterson, *New Sudbury not as new as you think: A Community History*, Sudbury, New Sudbury Historical Society, 2015, p. 5-18, 31, 37-47, 61, 66, 88-89, 96-97, 114-120, 139-140.

209. *Ibid.*, p. 16.

## Politique, guerre et syndicalisme

La croissance démographique et institutionnelle des Canadiens français élargit-elle leur influence politique? Le règlement 17 enclenche une prise de conscience chez l'élite canadienne-française de l'importance de faire élire « leurs » représentants aux paliers municipaux, provincial et fédéral. En août 1917, Félix Ricard fonde l'Association des citoyens canadiens-français, en préparation aux élections fédérale du 17 décembre 1917 et municipales du 7 janvier 1918. Elle aurait pour but « *to look after the interests of our own people—not to try and take other people's privileges away*<sup>210</sup> », selon Ricard, qui s'en prend au *Sudbury Star*, qu'il accuse d'être la marionnette du clergé protestant, de ségréguer ses « *fellow compatriots in every political election* » et d'encourager ses lecteurs de voter « *solidly against French-Canadian candidates*<sup>211</sup> ». Trois candidats canadiens-français – DesRosiers, Lauzon et Vincent – se présentent pour six postes d'échevins, mais ils sont tous défaits. Puisque les Canadiens français représentent 35 % de la population, Ricard demande au journaliste du *Star*, « *will you admit that we are entitled to two members on the council?* » Le maire Percy Morrisson aurait accepté de réserver deux sièges à des Canadiens français, choisis par l'Association et acclamés, mais cela ne semble pas s'être produit.

Au scrutin suivant, en 1920, Joseph Alfred Laberge est élu maire. Il est le plus jeune maire de l'histoire de Sudbury – à 27 ans – et le premier Canadien français à occuper la fonction depuis Jean-Étienne Fournier, un quart de siècle plus tôt. Cela ajoute à sa notoriété – Laberge est déjà administrateur de la Sudbury Hydro Commission, de la Chambre de commerce, du club Rotary, du conseil de la *high school*, du conseil de la bibliothèque publique et de la Sudbury Horticultural Society. On devine que Laberge a déjà une fortune personnelle, puisque la fonction n'est rémunérée qu'à 500 \$ (7 000 \$ de 2024) par année<sup>212</sup>. Son entreprise, sise au Moulin-à-Fleur, serait donc suffisamment prospère pour qu'il occupe

---

210. Félix Ricard, dans « Mayor Made Offer of Two Council Seats », *The Sudbury Star*, 9 janvier 1918, p. 1.

211. *Ibid.*

212. Ville du Grand Sudbury, *L'Édition commémorative du 125<sup>e</sup> de la Ville du Grand Sudbury*, p. 134; « Sudbury Ex-Mayor, Lumberman Fred Laberge Retires », dans APJLL.

d'autres fonctions, souvent en tant que bénévole. Après deux mandats à la mairie, l'homme d'affaires tente de représenter la circonscription fédérale de Nipissing (qui comprend Sudbury à l'époque) en devenant le candidat conservateur à l'élection du 14 septembre 1926, mais il est défait par le libéral sortant, Edmond Lapierre, qui recueille 56 % des voix.

Les libéraux ont plus de succès dans une ville ouvrière. C'est le cas de J.-Raoul Hurtubise, qui fête son élection à titre de député fédéral de Nipissing, le soir du scrutin du 28 juillet 1930, à l'Hôtel National de la rue Notre-Dame. Le médecin obtiendra des majorités grandissantes du vote : 53 % en 1930, 60 % en 1935 et 71 % en 1940<sup>213</sup>. À peu près la moitié de la population de la circonscription de Nipissing est canadienne-française, ce qui incite l'association libérale à présenter un candidat canadien-français. Le Parti libéral conçoit librement une constitution qui respecte une certaine dualité nationale et conteste les mesures restrictives à l'enseignement en français à l'extérieur du Québec. Hurtubise interprète les exigences du vivre-ensemble par le prisme d'une certaine dualité linguistique et d'une justice économique. La relance économique dans les années 1930 dépend d'un État habilité à répondre aux besoins matériaux des plus démunis. Hurtubise dit comprendre la sympathie des immigrants, mais aussi des ouvriers nés au Canada, pour le communisme, mais le parti qui prône cette solution aux maux de l'époque ne recueille pas plus de 700 voix dans sa circonscription. Pendant la campagne de 1935, le candidat du Cooperative Commonwealth Federation (CCF), fondé deux ans plus tôt, cible la circonscription de Nipissing à cause de son importante population ouvrière, mais n'y recueille que 7 % du vote, devant le candidat communiste (3 %), mais loin derrière le candidat conservateur (24 %) <sup>214</sup>. Dix ans plus tard, l'ancêtre du Nouveau Parti Démocratique aura progressé dans le comté, remportant 30 % des votes et occupant la deuxième place. D'après le sondage de 2020, parmi les parents des 51 Moulin-à-Fleurois septuagénaires, ce sont 34 pères (67 %) et 37 mères (73 %) qui tendent à voter libéral, les autres étant sympathisants des conservateurs ou du CCF.

---

213. « Nipissing (Federal electoral district) », 1<sup>er</sup> janvier 2021, sur le site *Wikipedia*, [[https://en.wikipedia.org/wiki/Nipissing\\_\(federal\\_electoral\\_district\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Nipissing_(federal_electoral_district))] (consulté le 13 décembre 2024); Courteau, *Le docteur J.-Raoul Hurtubise M.D.-M.P.: 40 ans de vie française à Sudbury*, p. 104.

214. Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 70-77, 18.

Au conseil municipal, la représentation canadienne-française est constante. L'un des trois quartiers électoraux de la ville, le secteur Fournier recoupe le nord du Centre-Ville, Primeauville et le Moulin-à-Fleur. Ce quartier à forte majorité francophone est représenté par deux élus à la fois, souvent des gens d'affaires canadiens-français, dont W. J. Boivin et Oscar Noël de Tilly en 1933-1934, Isaac Bradley et Joseph-Armand Lapalme en 1935-1936, puis Joseph-Armand Lapalme et Arthur Whissell en 1937-1938<sup>215</sup>. Gérant adjoint chez Laberge Lumber, Noël de Tilly préside le conseil des finances et le comité de secours, qui a été formé pour répondre à la Crise économique, mais il échoue dans sa tentative à devenir maire de Sudbury en 1935, malgré l'appui du *Sudbury Star* à sa candidature – et peut-être à cause de sa volonté de réduire les dépenses.

Certains échevins se mêlent aux causes nationales, avant, pendant ou après leur passage au conseil municipal. Né à Sainte-Cécile-de-Masham (Outaouais) en 1896 et diplômé du Collège Bourget de Rigaud, Oscar Noël de Tilly est membre du club Saint-Louis de la paroisse Sainte-Annes-des-Pins. À l'été 1937, Joseph-Armand Lapalme est élu, lors d'un congrès à Québec, vice-président des Ligues du Sacré-Cœur du Canada. Il préside aussi la section régionale de l'ACFEO de 1938 à 1950, où cet « homme de principes et [...] de caractère<sup>216</sup> » se consacre à l'expansion de l'enseignement en français dans les écoles séparées des secteurs où se trouvent désormais des mineurs (Capreol, Garson, Gatchell, Skead) et des ouvriers (McKerrow, Massey) canadiens-français. Malgré cette présence constante des échevins canadiens-français, ils ne se mêlent pas tous à la question nationale. Ayant grandi à Chelmsford, Isaac Bradley travaille au bureau de colis du Canadien Pacifique et limite son engagement communautaire aux Chevaliers de Colomb et aux Native Sons of Canada, puis ses loisirs au bowling et au bridge. Les questions linguistiques et religieuses ne semblent jamais se poser au niveau de la ville; personne n'exprime

---

215. « Noel de Tilly New Chairman of City Finance », [*Sudbury Daily Star*], 4 janvier 1933; « Three-cornered Mayoralty Fight is in Prospect », [*Sudbury Daily Star*], 1<sup>er</sup> août 1934; « Isaac Bradley (Fournier Ward) », [*Sudbury Daily Star*], 5 janvier 1935; « Ald. O. Noel de Tilly (Fournier Ward) », [*Sudbury Daily Star*], 2 janvier 1936; « J.-A. Lapalme », [1938], dans CCJLL; Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 170.

216. « M. J.-A. Lapalme. L'Ontario français perd un de ses vaillants chefs », [27 août 1962], dans CCJLL.

le besoin de développer une politique de services en français tellement tous présument que l'unilinguisme anglais y prévaudra. Même dans une publicité pour sa réélection comme échevin du quartier Fournier, Arthur Whissell parle d'intervenir « surtout en faveur des ouvriers<sup>217</sup> » en se dépeignant comme « un travaillant » ayant réussi à faire doubler « les travaux<sup>218</sup> » dans son secteur.

Pour toute communauté, minoritaire de surcroît, un journal local nourrit la conscience collective et permet à ses lecteurs d'appartenir à un groupe qui dépasse les sociabilités de la parenté et de la paroisse. Camille Lemieux naît en 1917 à Saint-Charles où ses parents, originaires de Vars et d'Embrun, se sont installés en 1901. Le jeune prodige s'installe au Moulin-à-Fleur en 1933 pour fréquenter le Collège du Sacré-Cœur. Lemieux y obtient un baccalauréat ès arts en 1941<sup>219</sup>. Le 11 juin 1942, l'homme de 25 ans fonde *L'Ami du peuple*, « journal régional de l'Ontario nord », sis au 137, rue Notre-Dame. Lemieux précise les intentions de son hebdo :

Nous voulons tout d'abord que cette feuille soit un organe d'éducation populaire [...]. Dans ce domaine, *L'Ami du Peuple* s'engage à donner tout son support et son encouragement aux saines unions ouvrières et agricoles [...]. *L'Ami du Peuple* sera un organe d'éducation nationale. Nous sommes de descendance française. Nous sommes nés au Canada. Voilà autant de motifs d'avoir une manière propre de penser et d'agir [...]. Il faut arrêter notre course effrénée vers l'anglicisation, que certains des nôtres favorisent [...]. De plus, qu'on ne s'attende pas à trouver dans cette feuille une campagne de dénigrement ou de critique mesquine contre les autres races qui vivent avec nous dans ce pays. Non, c'est du patriotisme positif que nous envisageons et rien autre chose. Par contre, nous [...] avons l'œil ouvert et qu'un « papier » comme le *Star* répète la comédie qu'il a jouée lors du récent plébiscite [...] nous nous promettons de les faire rentrer dans le trou d'où ils sont sortis, ou de leur servir une suite de mets fort indigestes qui certainement les feront réfléchir. Enfin, le journal, par son information sur les différentes paroisses, sera un organe d'union pour tous les mouvements d'ensemble. Par lui, on apprendra à mieux

217. « E.-A. Whissell », *L'Ami du peuple*, 2 décembre 1943, p. 5.

218. « Votez pour E. A. Whissell », *L'Ami du peuple*, 5 décembre 1946, p. 9.

219. Séguin, *Historique de la paroisse Saint-Charles*, p. 368-369.

se connaître, à compter plus loin que la limite de sa paroisse et ce sera pour le plus grand bien de tous<sup>220</sup>.

Défense d'une population économiquement, culturellement et politiquement marginalisée et rassemblement d'une communauté nationale par des moyens positifs, voilà à quoi se résume l'esprit du journal. Seul quotidien de langue française de la province, *Le Droit* d'Ottawa n'est pas ravi de l'apparition d'un concurrent régional, mais *L'Ami du peuple* se défend qu'il s'inscrit dans la tradition des hebdomadaires régionaux, dans laquelle figurent *La Feuille d'érable* (1931-1958) de Windsor ou *Le Nouvel-Ontario* de Sturgeon Falls (1923-1933) par exemple. Le journal naissant propose au *Droit* «de l'aider dans son recrutement» en cultivant l'habitude chez les ouvriers de s'informer en français – en leur donnant le goût de s'abonner au *Droit*, «ardent défenseur de nos droits religieux, politiques et scolaires<sup>221</sup>». Dans son travail à rassembler les Canadiens français du Moyen-Nord, *L'Ami du Peuple* fait paraître des chroniques paroissiales, dont «Autour du Moulin à fleur». La chronique porte sur les mariages et les décès, les réalisations professionnelles et les déplacements de ses résidents. Les lecteurs sont conviés à soumettre de tels renseignements, «considérés sans importance», mais qui «intéressent énormément les amis<sup>222</sup>». Tandis que les ouvriers sont souvent réduits à l'anonymat dans les médias, *L'Ami* leur permettra d'être vus et d'exister dans l'espace public.

Dans ses premières éditions, le journal fait état d'une autre réalité, impossible à ignorer à l'époque: la Seconde Guerre mondiale. De nombreux récits sont rapportés, dont celui de Hector Charrette de la rue Peter et de Lionel Carrière de la rue Pembroke, qui viennent de quitter Sudbury en octobre 1942 pour s'entraîner avant de se rendre au front en Europe. Peu de gens s'opposent au départ de volontaires canadiens, mais les Canadiens français se montrent hostiles à toute idée d'enrôlement obligatoire. Les Libéraux ont d'ailleurs été réélus, le 26 mars 1940, en jurant de ne jamais recourir à une conscription militaire. Cependant, le succès du régime nazi à occuper l'Europe deux mois plus tard et la difficulté de faire reculer l'ennemi en 1941 forcent le premier ministre

220. Camille Lemieux, «À nos lecteurs...», *L'Ami du peuple*, 11 juin 1942, p. 3.

221. J.-P. Brunet, «Le Droit' et nous...», *L'Ami du peuple*, 11 juin 1942, p. 3.

222. «Autour du Moulin à fleur», *L'Ami du peuple*, 15 octobre 1942, p. 1.

Mackenzie King à revenir sur sa parole et à proposer aux Canadiens un plébiscite, le 27 avril 1942, sur la question. King obtient le consentement de neuf provinces pour l'enrôlement obligatoire, mais la majorité des électeurs du Québec se rangent dans le camp du « non ». À Sudbury, l'appui s'élève à 80 % dans McCormick (à majorité britannique) et à 73 % dans Ryan (à forte concentration est-européenne), mais ne dépasse pas 33 % dans Fournier (à forte majorité francophone)<sup>223</sup>.

Il n'est donc pas surprenant que *L'Ami du peuple* présente la conscription comme « l'événement le plus important depuis la conquête de 1760 », où les Canadiens anglais imposeront leur volonté sur les Canadiens français. Camille Lemieux n'y va pas de main morte en accusant les députés libéraux canadiens-français d'être des « moutons [qui] suivent le bélier chef ». Pourtant, rappelle Lemieux, ce déploiement excessif d'hommes au front fait que « la production agricole baisse considérablement », puis que « l'industrie doit faire des appels répétés aux femmes pour les [inciter] à laisser la famille et les enfants pour l'usine<sup>224</sup> ». « Les hommes font déjà défaut, il faut que notre effort de guerre aille en augmentant ; et l'on veut conscrire de nouveaux sujets », déplore Lemieux. Puisque deux Canadiens français sur trois à Sudbury qui ont voté au plébiscite d'avril 1942 s'opposent à la conscription, le point de vue de l'éditeur fait écho à ce qu'il entend autour de lui. Or, le consensus n'est pas synonyme de l'unanimité, et le curé de Verner, Oscar Racette, n'hésite pas à lui reprocher son habitude de partir « en guerre » contre les autorités, alors que son journal ne s'est pas encore « mérit[é] une certaine autorité » ; « Dans toute situation, il y a toujours des circonstances atténuantes qu'il ne nous est pas permis d'ignorer, surtout lorsqu'on a pour mission de diriger l'opinion publique. Il est bien facile de décapiter. Il n'est pas facile de remplacer les têtes avec avantage<sup>225</sup>. »

Ayant été formé par des professeurs nationalistes venus du Québec, Lemieux perçoit un fossé avec des aînés qui préconisent la bonne entente

223. Carl M. Wallace et Ashley Thompson, *Sudbury: Rail Town to Regional Capital*, Toronto, Dundurn Press, 1993, p. 170 ; « Autour du 'Moulin à fleur' », p. 1 ; Courteau, *Le docteur J.-Raoul Hurtubise M.D.-M.P. : 40 ans de vie française à Sudbury*, p. 107-109.

224. Camille Lemieux, « Réflexions depuis le plébiscite », *L'Ami du peuple*, 18 juin 1942, p. 3.

225. Lettre d'Oscar Racette à Camille Lemieux, 31 août 1942, dans Courteau, *Le docteur J.-Raoul Hurtubise M.D.-M.P. : 40 ans de vie française à Sudbury*, p. 110.

avec les anglophones à tout prix. L'homme de 25 ans répond à Racette : « Notre but est de faire notre part pour servir la cause catholique et française en Ontario. Il y a un mur dressé entre les jeunes et les plus âgés dans nos façons de penser. Nous voulons atteindre le même but par des moyens différents<sup>226</sup>. »

Cette correspondance n'est pas publiée dans les pages de *L'Ami* : elle est tirée d'une étude du jésuite Guy Courteau. Lemieux prendra note des critiques de Racette, ce vétéran du combat contre le règlement 17, en imprimant verbatim les communiqués de la Défense nationale canadienne sur les agissements des soldats de la Vallée, de Verner et de Timmins<sup>227</sup>. Le journal accepte aussi de l'argent de la Défense nationale en publiant des publicités prônant le recrutement ou la vente d'Obligations de la victoire. En novembre 1942, on annonce le recrutement « des jeunes hommes des catégories B-1 et B-2 » à Sudbury ; « seuls les membres de la catégorie A ont été acceptés pour service obligatoire<sup>228</sup> », précise-t-on. La catégorie B est une réserve d'un éventuel service outre-mer et la catégorie C regroupe les hommes assignés au travail au Canada.

Avec la reconquête du Maghreb et de l'Italie par les Alliés en 1942-1943, une fin de conflit apparaît à portée de main et *L'Ami du peuple* oriente son regard vers l'après-guerre. L'investissement de 5,5 milliards de dollars dans l'effort de guerre a permis au Canada d'atteindre un niveau de productivité impressionnant, mais Lemieux se demande « ce qui empêchait de produire autant avant la guerre<sup>229</sup> ». Que serait-il arrivé si, pendant la Dépression, le gouvernement fédéral avait investi dans les jeunes hommes chômeurs pour leur permettre d'acheter les « choses que les familles désirent<sup>230</sup> » ? Visiblement, l'obstacle « n'était pas l'absence d'hommes et de moyens », mais plutôt les priorités des politiciens.

---

226. Lettre de Camille Lemieux à Oscar Racette, 15 septembre 1942, dans Courteau, *Le docteur J.-Raoul Hurtubise M.D.-M.P. : 40 ans de vie française à Sudbury*, p. 110.

227. *L'Ami du peuple*, 10 septembre 1942, p. 1 ; *L'Ami du peuple*, 25 février 1943, p. 6 ; Le comité national des finances de Guerre, « L'avis d'un cultivateur », *L'Ami du peuple*, 30 septembre 1943, p. 6.

228. « Appel des B-1 et B-2 », *L'Ami du peuple*, 26 novembre 1942, p. 8.

229. Léopold Richer, « De septembre 1939 à mars 1943, nous aurons dépensé cinq milliards et demi », *L'Ami du peuple*, 12 novembre 1942, p. 1.

230. « Et après la guerre? », *L'Ami du peuple*, 1<sup>er</sup> avril 1943, p. 6.



**Figure 1.16** – Entraînements de la milice locale, parc du Sacré-Cœur, 1924 ou 1925.

Source : Bibliothèque publique du Grand Sudbury, Collection de microfilms.

En plus de ces textes à saveur idéologique, le journal confie la tâche de couvrir la guerre à André Lafèche, journaliste d'Ottawa qui rédige une « chronique internationale » pour des hebdomadaires n'ayant pas de journalistes au front<sup>231</sup>. *L'Ami du peuple* comprend que la participation à l'armée est souvent une tradition familiale, qui regroupe plusieurs oncles et cousins en Europe<sup>232</sup>. Le journal rapporte aussi sur des soldats locaux blessés au combat. Ancien résident du 228, rue St-Charles, C. Thériault était mineur à l'INCO et marié avant de s'enrôler en juin 1940, suivant l'invasion de la France. Le 30 décembre 1943, le journal rapporte à la une que Thériault a été blessé au combat en Sicile et qu'il se repose « dans un camp de santé » sous « le tonnerre des canons<sup>233</sup> ». Le fils de la famille Furlotte, au 253, rue Murray, ouvrier à la mine Frood avant son enrôlement, a « perd[u] un œil et reçu plusieurs blessures aux jambes, par des éclats d'obus<sup>234</sup> » en France en septembre 1944. Dans une autre

231. « Le gouvernement révèle les principales mesures qu'il a l'intention de soumettre », *L'Ami du peuple*, 4 février 1943, p. 1; « Sur le programme de M. Raymond », *L'Ami du peuple*, 10 décembre 1942, p. 7; « Mise au point de M. Raymond », *L'Ami du peuple*, 1<sup>er</sup> février 1945, p. 6.

232. « Jeune marin en congé », *L'Ami du peuple*, 11 janvier 1945, p. 8.

233. « Soldat blessé outremar », *L'Ami du peuple*, 30 décembre 1943, p. 1.

234. « Le soldat Furlotte revient chez lui », *L'Ami du peuple*, 11 janvier 1945, p. 8.

chronique, le journal rapporte qu'Alcide Lacelle, de la rue St-Georges, se voit contraint à payer une amende de 25 \$ (450 \$ de 2024) pour « avoir négligé de s'inscrire » et « négligé d'aviser son greffier d'un changement d'adresse<sup>235</sup> ». Le choix du journal quant aux sujets qu'il aborde et n'aborde pas n'est pas anodin. *L'Ami* n'hésite pas, par exemple, à publier intégralement les déclarations à la Chambre des communes de Maxime Raymond, député du Bloc populaire canadien, parti politique fédéral mis en place pour s'opposer à la conscription. Le Canada aurait assez de volontaires jusqu'à l'automne 1944, avance le journal, sans avoir à repêcher de jeunes hommes qui ne veulent pas aller au front. Le vote du député sudburois J.-Raoul Hurtubise pour abroger l'article qui limitait le service obligatoire au territoire canadien, Camille Lemieux ne le lui pardonne pas. Vu l'hostilité des Canadiens français à la conscription, Hurtubise aurait peut-être perdu son siège, mais il n'aura pas à se représenter, puisqu'il est nommé au Sénat en juin 1945.

Pacifiste et hostile à toute complaisance des élites, Lemieux n'est pas l'homme vers qui on doit se tourner pour des textes qui vantent l'héroïsme des soldats et la cause des Alliés; c'est plutôt du côté du *Sudbury Star* que les lecteurs seront mieux servis. Un profil de la famille Régimbal met en valeur 12 cousins enrôlés (9 au Canada et 3 outre-mer). Quelques-uns ont été instruits à l'école Nolin et au Sudbury High School avant d'obtenir un emploi à l'INCO. Le grand-père Zotique tient la famille informée sur le progrès des cousins dans ses lettres, « *and is keenly interested in the war effort*<sup>236</sup> », selon le *Star*. Le lieutenant aviateur Robert Régimbal prend un congé auprès de sa famille, en juillet 1944, au 472, avenue Cartier, où le rejoignent ses cousins Jean-Paul, devenu instructeur pour les forces aériennes, puis Armand, en entraînement à Edmonton. Les jeunes hommes y sont accueillis en « héros ». À la une du *Sudbury Star*, on publie un cliché de Robert qui tient sa mère dans un bras et embrasse sa sœur de l'autre, manière de souligner la joie que suscitent de telles retrouvailles<sup>237</sup>. Le foyer festoie avec de la crème glacée et du Coke à volonté. « *Those are things we never got overseas* »,

235. « En faute pour service militaire », *L'Ami du peuple*, 30 décembre 1943, p. 1.

236. « Two Brothers enjoy Leave at Home Together », [*The Sudbury Daily Star*], 19 juin 1943.

237. « A Happy Reunion in Regimbal Family », *The Sudbury Daily Star*, 12 juillet 1944, p. 1.

confirme Robert. « *Particularly “coke” so I guess I will be making a “pig” of myself for a few days*<sup>238</sup> ». Il va jusqu'à affirmer que plusieurs soldats ne veulent pas de vacances : « *You don't want to miss things yourself. I have known many to refuse such furloughs* ». Robert Régimbal se dit heureux d'être à Sudbury, « *especially when you have a swell family like mine to come home to* ». Il avoue même, « *I cried when I first heard mom's and dad's voices over the telephone.* » Sur trois pages, le *Sudbury Star* reproduit intégralement ses histoires de bravade, en Inde, à Burma, dans les Himalayas, sur la Méditerranée, où il frôle la mort et s'esquive toujours de justesse. Régimbal avoue qu'il a été hospitalisé à Alger pendant plusieurs semaines pour une blessure au dos, pendant un atterrissage forcé, puis refuse d'être cité sur certaines « expériences » en Inde. Il affirme avoir eu peur d'être capturé par « *the Japs or Jerries or Eye-talians* ». Régimbal se veut rassurant auprès de parents des enrôlés :

*Tell the mothers and fathers that their boys are well provided for. Canadians get the most treats, and the best food on the whole, of any military outfit overseas [...]. Bananas and cocoanuts were plentiful in India [...]. Oranges and grapes were available in Tunisia, Sicily and southern Italy [...]. In addition to boxes from relatives and friends everyone got boxes regular from the Red Cross, cigarets [sic] from the various overseas smoke clubs and the Canadian Legion*<sup>239</sup>.

Guerre noble et lieu de bravoure selon un, affrontement interminable et dispendieux, selon l'autre, le *Sudbury Star* et *L'Ami du peuple* ne semblent pas parler du même conflit. Si l'hebdomadaire de langue française craint qu'une émigration de masse vers le Canada pourrait diminuer le poids démographique des francophones, il se montre réceptif aux appels du Pape à appuyer la relocalisation des Juifs persécutés d'Europe après le conflit<sup>240</sup>.

Suivant la victoire des Alliés au Japon, l'hebdomadaire de langue française rapporte la nuit des « Émeutes à Sudbury », du 14 au 15 août 1945. Plus de 2 000 jeunes auraient renversé des voitures, fracassé des « vitrines

238. Robert Régimbal, dans « Devout returned flier says Prayer often Saved his Skin », [*The Sudbury Daily Star*], 12 juillet 1944, p. 6.

239. *Ibid.*, p. 2.

240. Julien Benoît, « Encore l'immigration », *L'Ami du peuple*, 27 mai 1943, p. 4 ; « Sollicitude du Pape pour tous », *L'Ami du peuple*, 1<sup>er</sup> mars 1945, p. 3.

de commerces» et mis le feu dans des commerces. Était-ce «une révolte contre les rationnements et les restrictions bêtes de cette guerre inutile, contre l'esclavage du service sélectif»? Les policiers arrêtent 35 personnes, dont 25 sont des Canadiens français, ce que souligne le *Sudbury Star*, peut-être pour faire porter le blâme au second groupe. Selon Lemieux :

Son but [au *Star*] est évident : monter tout le monde contre nous, nous rapetisser. Ça lui fait de la bonne propagande, il passe pour être pur [...]. Il ne faut pas oublier que plus de 1/3 des 11 000 lecteurs du *Star* sont de bons Canadiens français qui l'achètent surtout pour les images, la colonne des procès et les *funnies*... c'est si bon pour les enfants. *L'Ami du peuple*, lui, est petit, toujours en retard et surtout (c'est impardonnable), il n'a pas «Buck Rogers» ni «The Phantom» [...]. Cette Guerre qui s'est faite pour sauver les minorités de l'Europe contre les Allemands les a jetées dans les bras de la Russie et du communisme et leur sort est pire qu'auparavant. Quant à nous, pourquoi nous réjouir? Notre minorité ici en Ontario, dans le Nipissing, a-t-elle plus de droits qu'elle en avait avant<sup>241</sup>?

Plusieurs soldats démobilisés entrent à la mine. Depuis 1935, l'INCO Club agit comme syndicat maison pour diminuer l'appétit de ses employés pour la syndicalisation, notamment en leur offrant des soins de santé, un régime de pension et des installations récréatives<sup>242</sup>. L'arrivée, en 1935, de l'International Union of Mine, Mill and Smelter Workers à Sudbury a vraisemblablement incité la minière à prendre les devants. Car l'interprétation des rapports de travail du Mine Mill pouvait être perçue par les gens d'affaires et le clergé comme étant subversive. Doté d'une mission populaire et pédagogique, *L'Ami du peuple* ne prend pas partie dans le débat. Dans ses deux premiers numéros, il publie des textes costaux sur les propriétés du nickel, les gisements mondiaux (Canada, Norvège, Grèce et Nouvelle-Calédonie), les réserves de la région de Sudbury, ainsi que sur la profondeur des puits, les mines de Levack, Falconbridge, Frood, Copper Cliff et Worthington<sup>243</sup>. *L'Ami* reconnaît la légitimité de plusieurs griefs des travailleurs, dont

241. «Émeutes à Sudbury», *L'Ami du peuple*, 23 août 1945, p. 1.

242. Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury*, p. 210-215, 223-225, 254-255, 269-270; Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City*, p. 239.

243. «Ce qu'il faut connaître du nickel», *L'Ami du peuple*, 11 juin 1942, p. 7.

les salaires non proportionnés au besoin de la vie, des conditions de travail très mauvaises pour la santé, aucun égard pour la journée de 8 heures, des punitions sévères et inutiles pour les accidents, le manque d'organismes appropriés pour régler les plaintes des gens, une politique constante d'intimidation contre tout employé qui ose souffler le mot d'Union ou de Syndicat<sup>244</sup>.

S'il faut à une famille de cinq personnes un revenu de 35 \$ par semaine pour « mener un train de vie un peu normal », à 0,64 \$ l'heure, l'ouvrier moyen peine à joindre les deux bouts. Le régime de bonis pousse les gens à travailler « comme des bêtes sans raison grattant le sol avec rage ». La mine ne pense pas à l'« homme à tenir en santé », puisqu'il n'existe « pas d'union pour protéger les droits », car les syndicats maisons « sont factices et incapables le moindrement de faire face aux problèmes<sup>245</sup> ». *L'Ami* fait ainsi la promotion d'une solution :

La démocratie industrielle, qui ne peut être obtenue que par un travail d'ensemble pour le bien de tous, est aussi bien reçue de l'INCO que la démocratie sous toutes ses formes le serait par Hitler, Mussolini ou le Mikado. Seul notre gouvernement peut remédier à cet état de chose. Les mineurs et les fondeurs doivent s'organiser et insister auprès de nos représentants pour que les gouvernements soutiennent leurs intérêts. Il faut que l'ouvrier vive autant que son patron. L'envergure de certaines entreprises en a fait des dictateurs virtuels. Seuls les travailleurs, ceux qui souffrent et peinent, peuvent en élevant leur voix commune faire voir au gouvernement ce qui leur manque<sup>246</sup>.

Le Syndicat Ouvrier doit s'occuper de la protection morale de ses membres. À ce sujet il est nécessaire de faire remarquer tout de suite que les meilleurs amis des ouvriers recherchent autre chose que des augmentations de salaires. Ils s'occupent surtout de faire reconnaître leur dignité d'êtres humains, c'est-à-dire composés d'un corps et d'une âme, et possédant l'intelligence et la volonté [...]. Le Syndicat ouvrier agit donc comme représentant et porte-parole de ses membres auprès de leurs employeurs respectifs. Il doit constituer en quelque sorte l'intermédiaire entre les employeurs et les employés

244. Henri Dégagné, « Pourquoi les mineurs s'en vont », *L'Ami du peuple*, 11 juin 1942, p. 7.

245. *Ibid.*

246. *Ibid.*

et non pas comme on est porté à le croire un bloc solide entre les deux groupes<sup>247</sup>.

Suivant une grève douloureuse aux mines d'or à Kirkland Lake en 1941-1942, le gouvernement fédéral, dont le besoin de métaux pour soutenir l'effort de guerre est criant, reconnaît aux ouvriers le droit d'être représentés par des syndicats pour négocier leurs conventions collectives. Le nombre de syndiqués au Canada bondira de 85 % avant la fin de 1942<sup>248</sup>. La possibilité d'obtenir un nouveau rapport de force séduit la capitale du nickel. Aux élections provinciales du 4 août 1943, Sudbury élit son premier député cécéfiste, Robert Carlin, ancien chef syndical au Mine Mill. Depuis un an, le syndicat prépare le terrain pour être reconnu par les ouvriers comme leur représentant, notamment en lançant, en janvier 1943, le *Sudbury Beacon*, hebdomadaire créé pour « informer les travailleurs<sup>249</sup> » et contrecarrer le penchant anti-syndical du *Sudbury Star*. Tout en étant de gauche, le *Beacon* ne semble pas saisir les perspectives de certains ouvriers canadiens-français en publiant un texte en français qui dénonce la tiédeur du Québec vis-à-vis de la « guerre totale ». La publication est rabrouée par Camille Lemieux, qui y voit une preuve des réflexes impérialistes de certains syndicalistes anglophones :

Qu'on n'oublie pas qu'une union n'est pas un parti politique, ce que le *Beacon* semble oublier. On s'unit entre travailleurs pour son bien et non pour discuter si les Canadiens français sont oui ou non contre l'effort de guerre. Enfin si c'est une bonne chose d'avoir une page française dans le journal de l'union, qu'on n'y laisse pas mettre des sottises ni permettre à des imbéciles anti-catholiques et anti-français d'y écrire. C'est aux nôtres à y voir<sup>250</sup>.

Le vote sur l'affiliation au Mine Mill, supervisé par le greffier de la Cour du travail de l'Ontario, se tient les 17 et 18 décembre 1943 à l'INCO, puis le 20 décembre 1945 à Falconbridge. Le résultat est éclatant pour la syndicalisation : 88 % des travailleurs de l'INCO et 79 % des travailleurs de

---

247. « Pourquoi une union ouvrière? », *L'Ami du peuple*, 18 juin 1942, p. 6.

248. Joseph Pelchat, « L'avenir des unions ouvrières », *L'Ami du peuple*, 1<sup>er</sup> mars 1945, p. 3.

249. Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury*, p. 268.

250. Camille Lemieux, « En marge d'un article de Beacon », *L'Ami du peuple*, 30 septembre 1943, p. 3.

Falconbridge votent en faveur de l'affiliation à la section locale 598<sup>251</sup>. Or, on ne fait pas plus que publier laconiquement les résultats dans *L'Ami du peuple* des 23 et 30 décembre 1943 et du 5 janvier 1944, les numéros étant surtout consacrés à Noël et à une revue de presse de l'année<sup>252</sup>. Ce silence peut paraître surprenant alors que le journal s'était montré sympathique aux préoccupations des ouvriers et à la syndicalisation en général. Camille Lemieux, qui travaille pour l'INCO, aurait-il fait preuve d'une réserve en couvrant le vote dans lequel il était lui-même mêlé? Il semble peu probable, cependant, qu'il ait été contre le Mine Mill: en ce qui concerne les pères des septuagénaires moulin-à-fleurois recensés en 2020, plus de la moitié auraient eu des perceptions positives vis-à-vis des syndicats et à peu près aucun d'entre eux n'aurait entretenu des perceptions ouvertement négatives à leur sujet.



Quatre décennies d'efforts, déployés par les Jésuites et les familles ouvrières canadiennes-françaises ont suffi pour constituer un quartier, des institutions, une culture et une identité propre – catholique, ouvrière et francophone – au Moulin-à-Fleur. Cette identité était déjà distincte de celle du nord du Centre-Ville – plus commerçante, professionnelle et élitiste. Les résidents du quartier ouvrier sont bien souvent originaires des régions rurales de l'Ontario français. La facilité avec laquelle ils parviennent à avoir accès à la propriété, la proximité d'importants employeurs, dont l'INCO, la Laberge Lumber, ainsi que la présence de nombreux petits commerces attirent des milliers de Canadiens français à la plaine des Jésuites. Le quartier voit naître des institutions habituelles (paroisse et écoles), mais aussi des fleurons originaux à la collectivité canadienne-française de Sudbury, dont le Collège du Sacré-Cœur et l'hebdomadaire *L'Ami du peuple* au premier chef. Ces deux dernières, centrales à la cohésion et à la promotion sociale des Canadiens français, mettent au monde une façon d'être originale, qui reflète la composition démographique et les besoins des résidents du quartier. Les « Trente glorieuses » années qui suivront la Seconde Guerre mondiale permettent au Moulin-à-Fleur de vivre son âge d'or.

251. « Vote des mineurs », *L'Ami du peuple*, 16 décembre 1943, p. 1.

252. « Grand triomphe du local 598 », *L'Ami du peuple*, 23 décembre 1943, p. 1.

## Chapitre 2

### Un quartier et son âge d'or (1946-1967)

« *L*e poids des nombres a un effet déterminant sur l'emploi de la langue de la minorité dans différentes sphères de la vie collective<sup>1</sup> », écrit Anne Gilbert. L'environnement social « agit » ainsi sur « les individus, les groupes [...] leurs activités et leurs interactions ». Le voisinage constitue un milieu dans lequel se tisse « la vie de relations », un réseau qui « ne se limite pas au voisinage<sup>2</sup> », même s'il y est très ancré. Les composantes individuelle, communautaire et environnementale permettent de saisir le niveau de « vitalité communautaire des minorités francophones<sup>3</sup> », puisque des comportements, des interactions et des causes communes peuvent émerger d'un milieu riche en tissu social :

D'une part, l'intégration des membres de la communauté francophone aux diverses composantes de leur environnement, à la faveur de leur accessibilité, de leur disponibilité et de leur attractivité est une condition nécessaire à l'émergence des comportements par lesquels les individus participent aux affaires de la communauté et contribuent à son devenir. D'autre part, l'emprise exercée par les organisations et réseaux communautaires sur les ressources que met leur environnement à leur disposition garantit, en raffermissant notamment le sentiment d'identité collective, la spécificité de la communauté, sa permanence, sa reproduction. Enfin, ce double rapport reliant les individus et la communauté à leur environnement

---

1. Anne Gilbert *et al.*, « L'environnement et la vitalité communautaire des minorités francophones : vers un modèle conceptuel », *Francophonies d'Amérique*, n° 20 (automne 2005), p. 53.

2. *Ibid.*, p. 54.

3. *Ibid.*, p. 56.

ne saurait engendrer l'effet de solidarité sur lequel se fonde la communauté sans le leadership exercé par certains acteurs afin que les pratiques convergent vers une commune mobilisation concernant le fait français<sup>4</sup>.

Les quartiers populaires canadiens-français retirent initialement des avantages socioculturels de la croissance des villes industrielles de l'Ontario. À Welland, une deuxième vague migratoire, dans les années 1950 et 1960, y attire de nombreux ouvriers québécois, acadiens et franco-ontariens. Lorsqu'une communauté atteint une masse critique, souligne l'historienne Sylvie Roy, elle devient attrayante non seulement pour les ouvriers, mais aussi pour les professionnels bilingues, qui pourront bien y gagner leur vie<sup>5</sup>. Malgré un étalement de la population francophone de Welland vers le canton voisin, cela n'occasionne pas la diminution de la vitalité du quartier ouvrier, où l'on construit une caisse populaire (1948), une section de la Société Saint-Jean-Baptiste (1949), ainsi qu'une école bilingue catholique offrant des classes de la maternelle à la 10<sup>e</sup> année (1950<sup>6</sup>). La transmission de la langue demeure prédominante, souligne le sociolinguiste Raymond Mougeon, même si elle faiblit de 92 % (1951) à 75 % (1971).

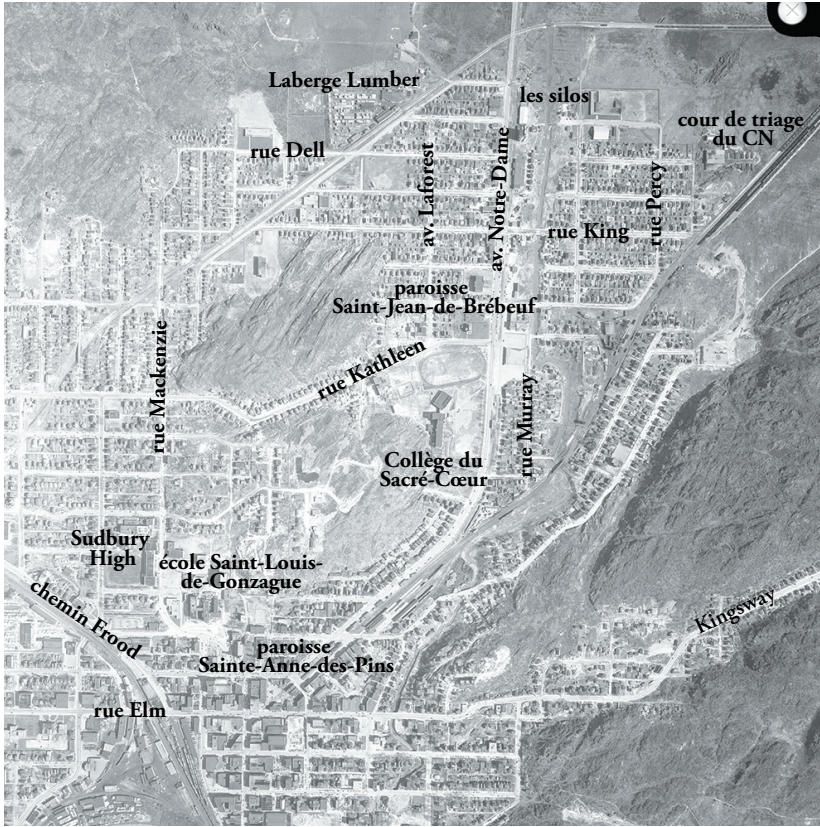
À Ottawa, la formation du village d'Eastview en 1913 (qui deviendra le quartier Vanier en 1969) est « le théâtre de plusieurs événements significatifs pour l'histoire des Franco-Ontariens<sup>7</sup> », fait remarquer la géographe KENZA Benali, notamment la résistance au règlement 17, mais aussi la fondation de l'Ordre de Jacques-Cartier en 1926, voué au développement institutionnel des Canadiens français et au développement du bilinguisme dans l'État fédéral. Après la Seconde Guerre mondiale, Eastview est peu touché par la rénovation urbaine, contrairement à

4. *Ibid.*, p. 57.

5. Sylvie Roy, « Welland, Ontario, 1829-2005 », dans Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire (dir.), *La francophonie nord-américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 263-265.

6. Raymond Mougeon, Yves Frenette et Marc-André Gagnon, « Genèse, essor et refondation de la communauté francophone de Welland (Ontario) », dans France Martineau et al. (dir.), *Francophonies nord-américaines : langues, frontières et idéologies*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 267-271.

7. KENZA Benali, « La désignation officielle de Vanier comme "le quartier francophone" », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 48, n° 1 (2017), p. 94.



**Figure 2.1** – Photo aérienne des quartiers centraux de Sudbury, dont le Moulin-à-Fleur, Donovan et Gatchell, 1956.

Source: Archives de la Ville du Grand Sudbury, image 15840\_024\_155\_0060.

d'autres quartiers canadiens-français plus près du Centre-Ville – la Basse-Ville et les plaines LeBreton.

Le Moulin-à-Fleur demeure un quartier populaire, duquel émerge une classe moyenne grandissante. Cette prospérité comporte des risques pour le quartier, puisque les résidents peuvent se laisser séduire par les banlieues. Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1967, année de la fermeture du Collège du Sacré-Cœur, cet âge d'or se raconte grâce à des récits, à des études d'histoire institutionnelle, à des recherches par mot-clé dans les journaux *L'Ami du peuple* et le *Sudbury Star*, ainsi qu'un sondage et des entrevues.

## Naître et grandir

La reconstruction de l'Europe, les guerres de Corée et du Vietnam, ainsi que la démocratisation de l'automobile personnelle et des électroménagers nourrissent une demande continue pour le nickel. Dans les années 1950, Falconbridge ouvre sept mines dans le bassin du Sudbury. À ce moment, 33 % de la population active travaille dans les mines, du jamais vu. Et ce, malgré l'élargissement des postes disponibles dans les services publics, le commerce, la construction et la finance<sup>8</sup>. Le baby-boom de l'après-guerre contribue aussi à faire doubler la population de Sudbury en une décennie, passant de 42 410 en 1951 à 80 120 en 1961. Le nombre de résidents d'origine canadienne-française croît au même rythme que la population générale, passant de 10 772 en 1941 à 28 935 en 1971<sup>9</sup>.

Au Moulin-à-Fleur, les semaines et les mois sont ponctués par la messe dominicale, les messes spéciales, les baptêmes, les mariages, les funérailles et les sacrements, qui font en sorte que des voisins, des amis et des parents se retrouvent souvent à la paroisse, parfois plusieurs fois par semaine, d'après les souvenirs de Pauline Carrey Villeneuve, née en 1939, et ceux de Jean-Paul Jolicoeur, né en 1943<sup>10</sup>. À s'en tenir à l'historique de Claire Pilon, on pourrait retenir l'impression que la vie du quartier tourne autour de la paroisse et de ses associations. *L'Ami du peuple* atteste de l'intensité de la vie religieuse, même si l'œuvre de Camille Lemieux (jusqu'à son décès prématuré en 1952) et d'Yvonne Lemieux (sa veuve, qui poursuivra l'œuvre jusqu'en 1966) saisit d'autres dimensions de la vie locale.

Dans la paroisse canadienne-française, le curé continue de jouer un rôle important : il entre en contact avec ses paroissiens, offre des conseils et encourage l'entraide ; il peut aussi gérer sa paroisse avec une main de fer et se mêler de la reproduction familiale sans en demander la permission.

8. Donald Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury : le bois, le roc et le rail*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2017, p. 306-312, 345-346 ; Oiva Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City: A Historical Geography of Greater Sudbury*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2013, p. 165-171, 240.

9. Lucien Michaud (dir.), *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1983, p. 9.

10. Entretien téléphonique avec Pauline Carrey Villeneuve par Serge Dupuis et Normand Carrey, 29 novembre 2020 (01:21:00) ; Entretien téléphonique avec Jean-Paul Jolicoeur par Serge Dupuis et Normand Carrey, 10 janvier 2021 (01:19:00).

Dans les années de l'après-guerre, la paroisse demeure un cadre important pour comprendre le rythme de vie dans un quartier populaire canadien-français, même s'il n'est plus le seul, puisque les loisirs, les amitiés et la consommation occupent une place grandissante dans la vie de ces « villages urbains ».

Malgré son âge avancé, M<sup>gr</sup> Coallier demeure très présent dans la vie des familles. Pendant la semaine du 7 juin 1954, le curé rend visite aux « familles des rues Percy et Whissel<sup>11</sup> », donnant l'impression que tous les foyers le reçoivent une fois par année. Validé par les attentes des parents et des paroissiens, le curé s'attend à ce que les enfants, dont les naissances sont annoncées dans le journal<sup>12</sup>, soient baptisés dans leurs premières semaines de vie et qu'ils reçoivent la première communion à l'âge de six ou sept ans, en demandant « aux parents de coopérer à la préparation des enfants en leur parlant [...] de la grandeur du sacrement qu'ils vont recevoir<sup>13</sup> ». Le dimanche 14 février 1954, M<sup>gr</sup> Coallier n'hésite pas à évoquer les ennuis de santé du pape Pie XII pour appeler les enfants de la paroisse à assister « à la messe durant la semaine », à recevoir « la Sainte communion pour obtenir la guérison de Notre Saint-Père » et « à continuer leurs bonnes prières en préparation de la fête de Notre Saint-Père le 2 mars<sup>14</sup> ».

Diverses organisations, associées à la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf, préparent les enfants à la confirmation de leur foi vers l'âge de 12 ou 13 ans, au travail, au mariage et à élever une famille. Les Enfants de Marie forment une chorale et tiennent des « procession[s] solennelle[s] » de la Sainte Vierge. Lors d'une « imposante cérémonie », tenue à l'occasion de la fête de l'Immaculée-Conception, le dimanche 8 décembre 1946, M<sup>gr</sup> Coallier dédie « aux aspirantes » un sermon pendant lequel il leur offre « de sages conseils » et rappelle les devoirs « ainsi que les avantages qu'il y a à appartenir à la congrégation de la Sainte Vierge<sup>15</sup> ». En février 1954, l'organisation existe toujours : les filles tiennent des rencontres mensuelles, prennent la communion et organisent un « Thé de la Saint-Valentin<sup>16</sup> »,

11. « St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 11 juin 1954, p. 5.

12. « St Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 12 décembre 1946, p. 10.

13. « St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 11 juin 1954, p. 5.

14. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 19 février 1954, p. 4.

15. « St Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 12 décembre 1946, p. 10.

16. « Un Thé des Enfants de Marie... C'est toujours populaire », *L'Ami du peuple*, 19 février 1954, p. 1.

pendant lequel un dîner est offert, dans la salle paroissiale, à des dirigeants de paroisse. En février 1954, un Cercle Marguerite-Bourgeoys prépare « la partie récréative » de l'assemblée générale de la caisse populaire, avec « un chant, une saynète, une chanson à répondre, une ronde et une comédie<sup>17</sup> ». Ce sont les talents de la scène que l'organisation développe auprès de dizaines de filles. Le lundi 27 avril 1954, sœur Imelda de Saint-François (Filles de la Sagesse) espère inspirer des vocations religieuses en présentant un film qu'elle a tourné en Haïti, à l'occasion de son missionnariat. *L'Ami du peuple* suggère que les filles « auraient voulu voir la soirée se prolonger », mais ne cite jamais de témoins pour soutenir de telles affirmations. Le Cercle prépare aussi « une réception, au sous-sol du magasin Lalande, à l'occasion de la fête des Mères », à laquelle « les grands-mamans sont aussi invitées<sup>18</sup> ». Or, les activités des Enfants de Marie et du Cercle Marguerite-Bourgeoys semblent s'étioler à la fin des années 1950. Quant aux garçons, on les oriente vers les scouts (castors et louveteaux), présents à la paroisse Sainte-Anne depuis les années 1930 et actifs à Saint-Jean-de-Brébeuf à compter des années 1950<sup>19</sup>.

Le mariage suit généralement au début de la vingtaine. De nouvelles brèves paraissent dans le journal. Par exemple, le lundi 30 juin 1947, Jeanne Servant de la rue Caron (Moulin-à-Fleur) épouse Cyril Dussiaume de la rue Bulmer (Gatchell). Parents et amis sont présents à la cérémonie, bénie par M<sup>gr</sup> Coallier dans la paroisse de la mariée et suivie d'un déjeuner « à la demeure de la mariée<sup>20</sup> ». Le journal note la tenue de la mariée et des filles d'honneur (on semble indifférent à ce que portent le marié et les garçons d'honneur), mentionne que les mariés feront un voyage de noces à « North Bay et Arnprior [...] en automobile », puis que « [à] leur retour, ils demeureront à Sudbury<sup>21</sup> ».

Plusieurs pères de famille appartiennent à une organisation de paroisse, dont la Ligue du Sacré-Cœur. Lors de l'intronisation de nouveaux membres, le dimanche 1<sup>er</sup> décembre 1946, M<sup>gr</sup> Coallier rappelle « aux membres qu'ils doivent vivre en bons chrétiens sans vantardise [...] et ne pas être cause de scandal[e] par le blasphème [ou] la boisson

17. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 5 février 1954, p. 5.

18. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 7 mai 1954, p. 16.

19. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 5 février 1954, p. 5.

20. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 3 juillet 1947, p. 1.

21. « St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 3 juillet 1947, p. 7.

enivrante<sup>22</sup>». Coallier présente des certificats d'engagement à Léandre Prévost, Édouard Adam, G. Therriault et Israël Carrey « en reconnaissance de leur bon travail lorsqu'ils étaient présidents de la Ligne ». La cérémonie se termine par la bénédiction du Très Saint Sacrement. Par la suite, 150 personnes se rassemblent à l'école Nolin pour assister à un barbecue et visionner des « vues animées parlantes ». Les films sont présentés par M. Adam, accompagnés par « des cigares distribués à tous<sup>23</sup> », et précédés de « quelques mots par M<sup>gr</sup> J. H. Coallier » et le père J. Tourigny. Les courts métrages comprennent un film du quatuor Alouette, qui chante « ses bonnes vieilles chansons canadiennes », les histoires du « grand comédien montréalais, Fridolin », un film sur le gouret (hockey) pour les « amateurs de sport », ainsi qu'un film sur la vie d'un trappeur de la baie d'Hudson. Les intermissions permettent à ceux qui en ont envie de partager des « histoires comiques et bien choisi[es] », ce qui en fait « une agréable soirée ». Huit ans plus tard, la Ligue est toujours active, en tenant une « communion générale pour les membres » le « premier dimanche du mois, à la messe de [15 h]<sup>24</sup> », puis une « réunion générale à la sacristie », le dimanche 5 juin 1954, pour « mettre les membres au courant du travail assigné aux ligueurs à l'occasion de la procession de la Fête-Dieu<sup>25</sup> ».

Certaines mères appartiennent aux Dames de Sainte-Anne, dont les travaux consistent à organiser des bingos, des thés, des parties de cartes et des ventes-débarras<sup>26</sup>. Au-delà des frais d'inscription, les billets de *raffle* et les tirages 50/50 augmentent les contributions. On ne compte plus les exemples de collectes de fonds, qui s'intensifient en 1954, lorsque le feu vert est donné à la construction d'une pleine église, au-dessus du sous-sol qui sert de paroisse une vingtaine d'années. Un presbytère a été construit en 1947, grâce à un don de 28 000 \$ (416 000 \$ de 2024) des fonds personnels de M<sup>gr</sup> Coallier<sup>27</sup>. Selon le souvenir de Pauline Carrey Villeneuve, le curé fait un don d'envergure pour « que ce soit une belle place », puisque le lieu allait héberger « un évêque<sup>28</sup> » un jour. Mais

22. « St Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 5 décembre 1946, p. 10.

23. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 5 décembre 1946, p. 1.

24. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 5 février 1954, p. 5.

25. « St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 11 juin 1954, p. 5.

26. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 19 février 1954, p. 4.

27. Claire Pilon, *Le Moulin à Fleur*, Sudbury, [s. é.], [1983] 2011, p. 22-24.

28. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:04:00).

Coallier tient à ce que la construction de l'église soit financée par les paroissiens, dont les efforts ont été insuffisants pour faire aboutir le projet. Pour parvenir à voir l'église de son vivant, Coallier demande à ses paroissiens « des sacrifices<sup>29</sup> ».

Le thé de la Saint-Valentin, organisé par les Enfants de Marie et le Cercle Marguerite-Bourgeois le dimanche 14 février 1954, attire des dons d'épiciers et de boulangers du quartier, puis, grâce au magasin Lalande qui fournit son sous-sol pour de telles occasions, il rapporte des « recettes nettes » de 460 \$ (5 200 \$ de 2024); le thé du 26 mars, organisé par les dames du « John's subdivision » rapporte 760 \$ (8 700 \$ de 2024)<sup>30</sup>; enfin, des « recettes nettes [...] de 853 \$ » sont recueillies lors du thé du 25 avril<sup>31</sup>. Les ligueurs et les Dames Sainte-Anne se partagent la responsabilité d'organiser un bingo par semaine; celui de la première semaine de février rapporte 125 \$ au fonds de construction et celui de la première semaine d'avril 1954 rapporte 86 \$. On récolte aussi des dons de particuliers, dont 250 \$ pendant la première semaine de février et 367 \$ dans la deuxième moitié d'avril. Lorsqu'on compare les chroniques des paroisses Sainte-Anne-des-Pins et Saint-Jean-de-Brébeuf, on constate à quel point la collecte de fonds monopolise la vie paroissiale chez la seconde. Au printemps 1954, la paroisse Sainte-Anne-des-Pins tient une vente de pâtisseries au profit de l'école Saint-Thomas et des Lacordaires de la paroisse, mais il ne s'agit pas de l'activité qui marque la vie paroissiale<sup>32</sup>.

Au 16 mai 1954, les paroissiens de Saint-Jean-de-Brébeuf ont atteint le seuil fixé à 100 000 \$ (1,1 M\$ de 2024), soit le tiers des coûts de la construction d'une église, ayant une capacité de 1 200 personnes et dont la pierre sera récupérée d'un édifice provincial démantelé à Hamilton. Pendant les travaux, qui doivent initialement s'échelonner sur 12 mois, la messe est célébrée pendant la semaine à l'école Nolin et le dimanche au théâtre LaSalle de la rue King<sup>33</sup>. Comme c'est souvent le cas dans

29. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 41.

30. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 5 février 1954, p. 5; « Le Thé de la St-Valentin à St-Jean-de-Brébeuf fut un succès », *L'Ami du peuple*, 19 février 1954, p. 1; « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 9 avril 1954, p. 1.

31. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 7 mai 1954, p. 16.

32. « Paroisse Ste-Anne de Sudbury », *L'Ami du peuple*, 7 mai 1954, p. 16.

33. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 26.

des chantiers majeurs, des imprévus et des accidents, dont un qui coûte un bras à Henri Boudreau, occasionnent des retards. Les travaux s'éternisent et M<sup>gr</sup> Coallier, qui a caché sa maladie de ses paroissiens, décède, à l'âge de 68 ans, avant la complétion des travaux. Ses funérailles, tenues le 15 octobre 1956, attirent 1 500 paroissiens, qui transportent la dépouille à pied, sur trois kilomètres jusqu'au cimetière catholique du boulevard Lasalle. Prêtres, vicaires et diacres, anglophones et francophones, tout comme le maire Joe Fabbro, le juge Léo Landreville, ainsi que les députés provinciaux et fédéraux de la région assistent à la cérémonie. Pour souligner l'occasion, le *Sudbury Star* rappelle que Coallier a inspiré des vocations et instigué la construction de sept écoles séparées pendant son ministère<sup>34</sup>.

La nouvelle église sera inaugurée par l'évêque Alexander Carter le 12 juillet 1957, même si les travaux se poursuivront jusqu'en septembre 1958.

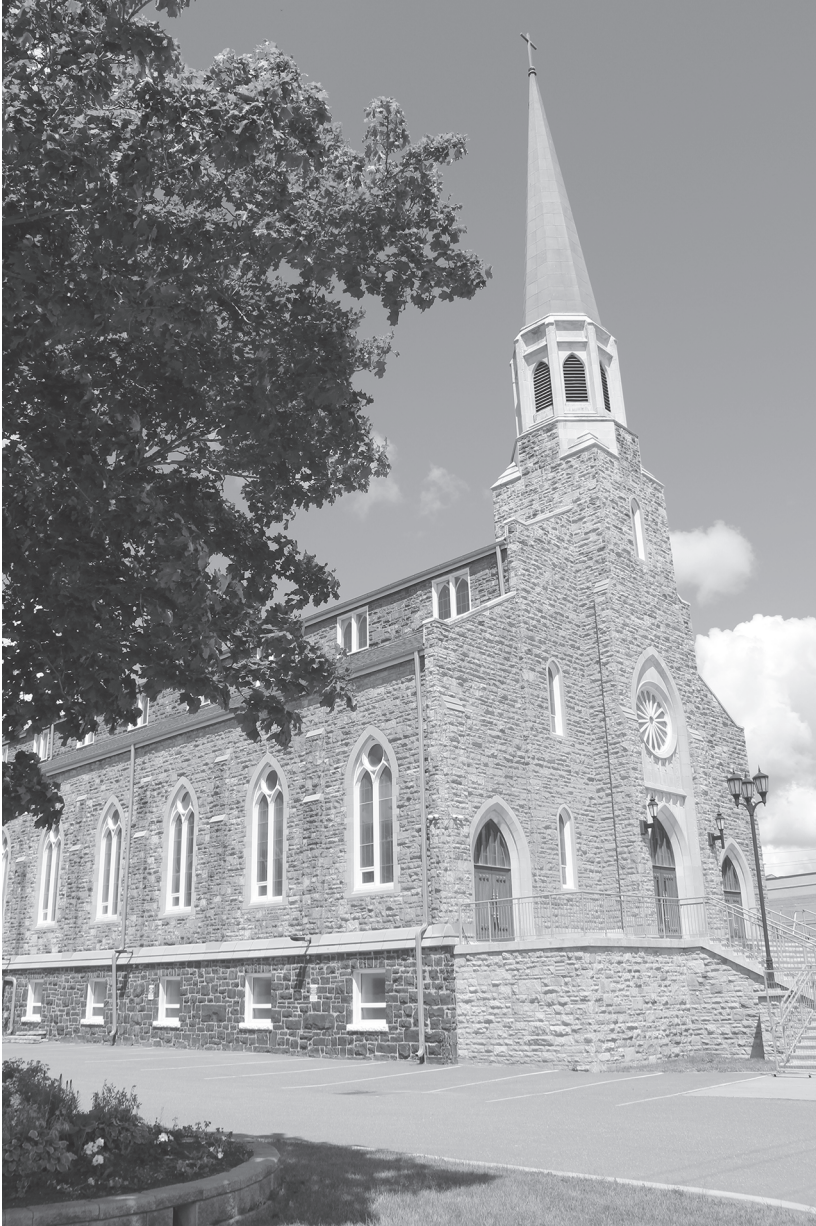
Cela ne signifiera pas la fin d'une « campagne de souscription à fonds combinés », qui reviendra annuellement pour rembourser l'hypothèque de la paroisse et regarnir les coffres du diocèse. Comme le rappelle Carter :

En plus des besoins individuels de chaque paroisse, nous devons profiter de l'occasion que nous donne le Bon Dieu d'utiliser notre liberté pour travailler au profit de Son Église et pour Sa Gloire. Il nous faut de nouvelles écoles supérieures pour nos jeunes gens; il faut secourir celles qui existent déjà si elles doivent survivre et grandir; il faut répandre la doctrine du Christ et faire connaître son Église aux non-croyants; nous devons pourvoir des maisons de retraite pour nos adultes qui ont besoin de ces lieux de prières et de recueillement, tout particulièrement dans le tumulte et l'instabilité de notre monde moderne<sup>35</sup>.

Le curé L. J. Côté se montre tout aussi persistant en rappelant le moment où Jésus a été témoin d'une « pauvre veuve » qui a fait un impressionnant « don-sacrifice », anecdote qui doit amener le paroissien à se demander la « part [...] donnée à Dieu jusqu'ici », celle qui « devrait être la

34. «Thousands Pay Final Tribute to Priest Who Founded City Parish», *Sudbury Star*, 15 octobre 1956, p. 3.

35. Alexandre Carter, dans La paroisse St-Jean de Brébeuf, *Campagne de Souscription à Fonds Combinés*, Sudbury, 1958, f. 2.



**Figure 2.2** – Église Saint-Jean-de-Brébeuf (1957).  
Source: Collection des auteurs (juillet 2022).

première dans notre budget<sup>36</sup>». L'exhortation vient aussi des prêtres adjoints, Roger Despatie et René Hébert, qui s'adressent aux « jeunes de la paroisse qui ne sont pas mariés, mais qui ont déjà commencé à gagner de l'argent » :

Vous cherchez à vous préparer à tout point de vue : religion, caractère, intelligence, finances, etc. Vous êtes grandement préoccupés aussi à vous choisir un bon parti pour partager votre avenir. Voici votre chance de vous assurer un bel avenir en ce qui concerne votre vie paroissiale et l'organisation du diocèse [...]. N'objectez pas que vous avez trop de choses à payer [...] Supposons que c'est le cas. Est-ce que la part du Bon Dieu – la part de l'église – doit être la dernière et la plus petite? [...] Ce n'est pas ainsi que le Christ a agi envers nous. Il est allé jusqu'à nous donner sa vie. Chers jeunes, commencez dès aujourd'hui à comprendre et à prendre vos responsabilités de chrétien et de citoyen<sup>37</sup>.

Ces appels des autorités ecclésiastiques sont renforcés par l'organisation, au niveau de la paroisse, d'une collecte de fonds, dirigée par 12 capitaines et équipes, 16 présidents et administrateurs, 24 sollicitateurs et plus de 50 épouses<sup>38</sup>.

Ces documents peuvent dégager l'impression que la paroisse est obsédée par l'argent, mais la vie de quartier nourrit aussi des festivités, liées à une fierté nationale canadienne-française. À l'occasion du congé de la fête de la Reine en mai, les Canadiens français ont pris l'habitude de souligner la « fête de Dollard ».

Si Adam Dollard des Ormeaux est pris, en 1660, dans une embuscade de chasseurs iroquois à « la bataille du Long-Sault », sur la rivière des Outaouais, pour protéger Montréal d'une invasion probable, des nationalistes canadiens-français du XIX<sup>e</sup> siècle ont récupéré l'événement et en ont fait une épopée pour la défense de la nationalité. La tradition arrive à Sudbury par les Jésuites, qui fournissent le terrain du Collège du Sacré-Cœur pour que le cercle Philippe-Landry de l'Association de la jeunesse

---

36. L. J. Côté, dans La paroisse St-Jean de Brébeuf, *Campagne de Souscription à Fonds Combinés*, f. 3.

37. Roger Despatie et René Hébert, dans La paroisse St-Jean de Brébeuf, *Campagne de Souscription à Fonds Combinés*, f. 4.

38. La paroisse St-Jean de Brébeuf, *Campagne de Souscription à Fonds Combinés*, f. 7, 14.



**Figure 2.3** – La Fête de Dollard (des Ormeaux), 24 mai 1942.

Source: APJLL.

canadienne-française y tienne des activités. Ancien du cercle, Camille Lemieux rappelle « la leçon de Dollard », en mai 1947 :

Dollard nous donne la leçon du patriote qui sacrifie tout pour la cause nationale. Sa stratégie est simple, il sait qu'à l'heure du danger, il n'y a plus d'alternoiements à faire, mais il faut marcher au but, au danger [...]. En ce jour de Dollard, demandons à la Providence de faire naître des « Dollard » ardents parmi notre Jeunesse. Dans notre peuple, où ce qui passe pour être l'élite, aime vivre un bon patriotisme bourgeois, c'est chez des jeunes de trempe, ceux pour qui le dévouement à la cause nationale est un devoir que réside le salut de la cause canadienne-française [...]. Aujourd'hui les Canadiens-français, passionnés par nos problèmes nationaux ne peuvent se permettre d'être patriotes par atavisme seulement. L'étude de l'histoire, l'étude intelligente et raisonnée, est à la base de toute conviction solide [...]. Le Nord-Ontario exige que toutes les jeunes énergies se consacrent à notre épanouissement culturel et religieux<sup>39</sup>.

39. Camille Lemieux, « La leçon de Dollard », *L'Ami du peuple*, 22 mai 1947, p. 2.

Au programme des festivités, le lundi 23 mai 1949, le terrain du Collège accueille une messe en plein air, une levée du Carillon du Sacré-Cœur, drapeau national des Canadiens français depuis 1903, une partie de balle entre les garçons du Collège et les Champions de Nickel Belt, des jeux pour enfants, ainsi qu'un buffet en plein air. De passage, l'intellectuel jésuite Richard d'Auteuil propose la conférence « Notre question nationale<sup>40</sup> ». Coorganisé par les sections de la Société Saint-Jean-Baptiste des paroisses Sainte-Anne et Saint-Jean-de-Brébeuf et le cercle Philippe-Landry, l'événement est commandité par plusieurs entreprises canadiennes-françaises, dont les détaillants Paquette & Fils et Lafrance et fils, le bijoutier J. E. Blais, les hôtels Frontenac et Montréal, les pharmacies Lévesque et Michaud, ainsi que le camionneur Vic Dupuis.

Malgré cet enthousiasme pour la fête de Dollard à la fin des années 1940, l'intérêt du quartier (voire même du Collège) pour celle-ci semble tarir rapidement : déjà en mai 1951, les festivités sont limitées à l'achat d'une rose lors d'une messe qui honore Notre-Dame et Dollard Des Ormeaux<sup>41</sup>. La célébration est de retour, dans un format modeste, le lundi 24 mai 1954, avec une messe extérieure où le père Despatie, ancien du Collège, « explique à la foule recueillie le sens chrétien de la vie héroïque de Dollard en finissant surtout sur le sens du devoir d'état, de notre devoir d'état d'étudiants catholiques<sup>42</sup> ». Jean-Paul Jolicoeur se rappellera qu'il « était normal pour nous d'avoir la fête de Dollard », puisque les pères du Collège le présentaient comme un héros. « On ne pensait pas le contraire de ça<sup>43</sup> », précisera-t-il.

Si la passion pour la fête de Dollard passe comme un feu de paille, c'est peut-être parce que le quartier compte déjà plusieurs autres fêtes bien ancrées. À l'approche du solstice d'été, la Société Saint-Jean-Baptiste organise une « Grande Fête Champêtre » au parc athlétique de Sudbury sur la rue Regent. Des « amusements de toutes sortes<sup>44</sup> », des courses de bicyclettes et de brouettes, de la lutte et des parties de balle figurent au programme en juin 1946. Depuis cinq ans, les Jésuites entretiennent une

40. « Fêtons Dollard », *L'Ami du peuple*, 20 mai 1949, p. 8.

41. « Roses de Dollard », *L'Ami du peuple*, 4 mai 1951, p. 7 ; « Calendrier religieux de la semaine », *L'Ami du peuple*, 18 mai 1951, p. 4.

42. « Lundi le 24 mai », *L'Ami du peuple*, 28 mai 1954, p. 8.

43. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (01:19:00).

44. « Grande Fête Champêtre », *L'Ami du peuple*, 23 mai 1946, p. 1.



**Figure 2.4** – Affiche des loisirs de la Saint-Jean-Baptiste, derrière le Collège du Sacré-Cœur, dans les années 1940.

Source : APJLL.

immense piscine pouvant accueillir 600 baigneurs à la fois. Le laissez-passer pour la saison estivale coûte 25 cents (4,60 \$ de 2024), mais au lieu de se la payer, Pauline Carrey Villeneuve emprunte plutôt « une *badge* d'un grand frère » ou s'en fait passer une « à travers la clôture » pendant que le surveillant jésuite se ferme les yeux<sup>45</sup>.

Une noyade a eu lieu vers 1953, ce qui aurait incité les Jésuites à remplir la piscine de terre<sup>46</sup>. Existe-t-il aussi un lien entre la fermeture de la piscine et la formation, le 21 février 1954, de l'Association récréative O'Connor? L'organisation formée exclusivement par des laïcs canadiens-français cherche à maintenir l'intérêt des enfants « afin de prévenir la délinquance juvénile<sup>47</sup> ». Le nom rappelle la mémoire de l'entrepreneur catholique et ancien maire, Larry O'Connor, d'après qui on nomme un parc situé aux angles des rues Dell et Morin. Pauline Carrey Villeneuve se rappellera à quel point l'entretien de la patinoire mobilise les énergies de son frère Thomas pendant la saison froide :

45. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:21:00-01:26:00).

46. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (01:18:00).

47. « Association récréative O'Connor », *L'Ami du peuple*, 19 février 1954, p. 1.



**Figure 2.5** – Piscine géante « Laberge » du Collège du Sacré-Cœur, vers 1943.  
Source: APJLL.

Il était bien fort pour ce parc-là. Fallait qu'il aille arroser ça le soir. [Thomas] n'y avait pas de monde à la ville pour faire ça. Il avait fourni les planches. Les parents devaient nettoyer le rond, le pelleter, l'arroser; plusieurs parents qui se mettaient ensemble<sup>48</sup>.

Le parc O'Connor est populaire au point où le quartier sent le besoin d'ouvrir un second terrain, de l'autre côté du ruisseau Junction sur la rue Percy, vers 1957, avec « des balançoires, des glissades et une [...] *club house*<sup>49</sup> ». De nombreux dons, dont une contribution de 5 100 \$ (55 000 \$ de 2024) du club Richelieu, permettent l'aménagement du parc<sup>50</sup>. Comme dans *Le chandail de hockey*, Robert Renaud se souviendra d'une vie d'hiver, qui se passe en trois lieux: à l'école, à l'église et à la patinoire. En plus des péripéties qu'occasionnent le froid et les exploits sportifs, Renaud résume l'importance de la patinoire pour cultiver le talent sportif:

Nous avons appris beaucoup [...]: esprit de groupe, persévérance, réussite redéfinie, ouverture au monde extérieur et incitation à la

48. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:21:00, 01:26:00, 01:36:00)

49. Robert Renaud, « Un conte: une histoire vécue. Qui aurait cru », Ottawa, texte inédit, 2014, p. 1.

50. « Activités », *Le Richelieu*, mai 1955, p. 32.



**Figure 2.6** – Patinoire hivernale, vers 1935.

Source : APJLL.

performance Il va de soi que l'éducation de la patinoire fut transportée à l'école, aux sports et plus tard dans nos carrières et le monde des affaires. Notre performance au hockey s'est améliorée dans les années qui ont suivi. Plusieurs gars sont devenus de bons joueurs de hockey pour le Collège Sacré-Cœur<sup>51</sup>.

Interpellés, dans le sondage de 2020, à qualifier la vie de quartier de leurs souvenirs, les répondants baby-boomers souligneront, avec nostalgie, des activités récréatives dans le quartier :

*Most enjoyable moments were time spent at O'Connor Park—they had so many activities for us [...]! Anyways, lots of great memories in the Flour Mill—really miss it—had a great childhood there.*

Nous avons des amitiés assurées, car le plus vieux d'une famille t'identifiait avec ta contrepartie de l'autre famille, ensuite le deuxième et le troisième et ainsi de suite, puis qu'il n'y avait pas d'intimidation, car on était certain de recevoir une visite de l'aîné de l'autre famille si on maltraitait ses pairs.

*I have the most respect for the Jesuits at College Sacré Cœur. They devoted their time entertaining the Flour kids with games and sports*

51. Renaud, « Un conte : une histoire vécue. Qui aurait cru », p. 2.

*during the summer vacation months and during the winter. [...] They are the unsung heroes of the Flour Mill and great role models for the hundreds of young souls.*

La fraternité, les amis avec qui on jouait dans les ruelles. C'était une place sécuritaire pour jouer sans se faire déranger par les automobilistes. « *For me the Flourmill is my Home. It's where all my childhood memories formed. Especially at O'Connor Park. I was involved in the teen nights and it kept me out of trouble.* » Pauline Carrey Villeneuve se rappelle également une enfance passée en plein air :

Les enfants se ramassaient, puis la règle était « tu joues dehors jusqu'à ce qu'il fasse noir, puis après tu rentres ». On n'avait pas de véhicule, donc ça limitait beaucoup ce qu'on pouvait faire, mais on ne se sentait jamais pauvres. On n'était pas malheureux. On n'enviait pas les autres. Peut-être qu'on ne savait pas mieux ! On avait des magasins et des boutiques drettes-là. Au restaurant, on pouvait prendre un *pop* et rencontrer des amis [...]. Tout le monde se connaissait, il y avait toujours ben des enfants, un groupe pour faire quelque chose ensemble. [...] On ne s'ennuyait pas. On était souvent entre amis, pour danser, pour jaser. Ça été une belle enfance<sup>52</sup> !

Le tramway continue de desservir le Moulin-à-Fleur, même si l'autobus est de plus en plus présent. Les deux réseaux privés se concurrencent, mais le tramway semble particulièrement enclin à s'attirer de la mauvaise presse à la fin des années 1940 : en 12 mois, *L'Ami du peuple* rapporte une collision avec un camion qui a provoqué l'éjection du conducteur, une jeune femme qui a dû se faire amputer les deux jambes après avoir été écrasée par un trolley, ainsi que le décès d'une fillette qui est heurtée par une voiture alors qu'elle tentait de monter à bord du tramway. Malgré cela, l'achalandage est à la hausse, car le nombre de trolleys en service passe de cinq à onze. En avril 1944, les employés se syndiquent et signent une convention avec la Canadian Brotherhood of Railway Employees<sup>53</sup>. Le service est interrompu, le 10 juillet 1946, alors que les

52. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:21:00, 01:26:00, 01:36:00).

53. « Un camion contre un tramway », *L'Ami du peuple*, 31 décembre 1942, p. 1 ; « Procès le 28 janvier », *L'Ami du peuple*, 14 janvier 1943, p. 1 ; « Fillette tuée dans un accident », *L'Ami du peuple*, 9 décembre 1943, p. 1 ; « Autres détails sur

38 employés entreprennent un débrayage d'une journée pour obliger la compagnie à respecter « une augmentation de gages substantielle<sup>54</sup> », négociée par le syndicat. La Sudbury-Copper Cliff Suburban Electric Railway fait appel aux autobus lorsqu'il y a rupture de service. À l'automne 1947, à cause d'un manque d'électricité généralisé en Ontario, le service de tramway est réduit aux heures de pointe seulement, alors que les autobus privés, qui carburent à l'essence, continuent de rouler toute la journée. Plusieurs usagers changent leurs habitudes de manière durable. Le 27 novembre 1947, la Ville de Sudbury demande à ses citoyens, par voie référendaire, si elle doit se porter acquéreuse du tramway ou annuler le bail de cinq ans (qu'elle renouvelle périodiquement depuis 1913) avec la Sudbury-Copper Cliff. Contre les attentes de certains observateurs, les résidents optent pour le renouvellement du bail. Malgré ce vote de confiance, le tramway n'est pas au bout de ses peines : à l'été 1948, la ligne du lac Ramsey est accidentellement enterrée sous l'asphalte lors d'une réfection des égouts<sup>55</sup>, et la Sudbury-Copper Cliff décidera elle-même d'élargir sa flotte d'autobus. Avec la suspension du service de tramway, le 1<sup>er</sup> octobre 1950, la compagnie devient la Sudbury Bus Lines, que Jean-Noël Desmarais vendra à son fils, Paul, pour 1 \$. Les ouvriers plaindront néanmoins les « retards continuels des autobus », ainsi que les « nombreuses heures de travail » qu'ils perdront à attendre l'autobus. *L'Ami du peuple* y verra un tragique sort pour le transport en commun : « Il est tout de même curieux de constater, qu'une bonne partie de la population de Sudbury, qui en voulait à mort aux "petits chars", il n'y a pas si longtemps et cela pour bien des raisons à part de leur bruit, parle avec regret de ce temps où les "petits chars" n'étaient que de quelques minutes en retard<sup>56</sup>. »

---

la question des tramways à Sudbury», *L'Ami du peuple*, 18 juillet 1946, p. 1 ; Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury*, p. 271.

54. « Grande victoire pour les employés du Tramway à Sudbury », *L'Ami du peuple*, 11 juillet 1946, p. 1.
55. Ville de Sudbury, « Le problème de la transportation à Sudbury », *L'Ami du peuple*, 27 novembre 1947, p. 9 ; John D. Knowles, *The Sudbury Streetcars: The Sudbury Copper Cliff Suburban Electric Railway Company*, Sudbury, Nickel Belt Rails, [1952] 1983, p. 15.
56. « Fortes critiques contre les compagnies d'autobus de Sudbury », *L'Ami du peuple*, 14 décembre 1951, p. 16.

La modernité de la vie urbaine permet aussi aux jeunes de l'après-guerre d'avoir plus de temps libre. Né en 1915 à Sudbury, Albert Régimbal a été formé au noviciat du Sault-aux-Récollets de Montréal, avant de rentrer au bercail, en 1942, à titre de directeur de la récréation au Collège du Sacré-Cœur. Nommé curé de Sainte-Anne-des-Pins en 1948<sup>57</sup>, le père Régimbal imagine un local où les jeunes « ne se gênaient pas et où ils ne seraient pas gênés<sup>58</sup> ». À l'automne 1950, il recrute des paroissiens pour creuser le sous-sol de la paroisse Sainte-Anne et y aménager un espace de 6000 pieds carrés. Ouverte en mai 1951, la salle peut accueillir jusqu'à 300 personnes et comprend quelques d'ateliers, une bibliothèque de livres, de disques, de revues et de films en français, ainsi qu'un petit gymnase<sup>59</sup>. Le Centre des Jeunes de Sudbury (incorporé en 1957) y organise des spectacles de variétés, des soirées cinéma, du théâtre de répertoire, des créations des élèves du Collège du Sacré-Cœur, des ateliers de photographie, des parties de quilles, de boxe et de ping-pong, ainsi que des rencontres de scouts.

Enfant, Normand Carrey se rappelle avoir fréquenté le Centre des Jeunes où il a connu les enfants de familles professionnelles du Centre-Ville. Les frontières entre les paroisses ne sont pas étanches, puisque le père Régimbal envisage la construction d'une « Cité du Christ » sur le mont Adam, derrière Primeauville. Le jésuite rêve surtout à un centre récréatif, avec patinoire intérieure, terrain de tennis, gymnase, piscine, allées de quilles, salle, foyer d'accueil, chapelle et hôtel. Le Centre des Jeunes fait l'acquisition d'un terrain de huit acres en 1961, mais devra s'en départir, parce que le terrain compte des arrérages, mais surtout parce qu'il ne trouve pas de charité pour le parrainer. D'ailleurs, le club LaSalle (1956) au Nouveau-Sudbury et le club Alouette (1959) dans l'ancien théâtre LaSalle viennent d'ouvrir<sup>60</sup>. En 1967, le Centre des

57. Ville du Grand Sudbury, *L'Édition commémorative du 125<sup>e</sup> de la Ville du Grand Sudbury 2008*, p. 73.

58. Albert Régimbal, cité dans Marc Despatie et Lucie Le Blanc, « Le semeur de rêves (1951-1960) », dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des Jeunes au Carrefour francophone 1951-1990*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1992, p. 22-23.

59. Entretien Zoom avec Denise Paquette-Frenette par Serge Dupuis, 10 août 2021 (00:47:00, 00:58:00); Marguerite Whissell-Tregonning, « Le théâtre », *Le Voyageur*, 28 avril 1982, p. 6.

60. « Club Richelieu de Sudbury : 25 ans d'existence », *Le Voyageur*, 4 octobre 1972, p. 1 ; Despatie et Le Blanc, « Le semeur de rêves (1951-1960) », p. 17-38 ; Gaétan

Jeunes emménagera dans les étages au-dessus de l'ancien Grand théâtre de la rue Elgin.

Au-delà des loisirs, on grandit dans des familles, dont le sens peut s'élargir de la famille nucléaire à la parenté élargie, voire aux amis proches. Il s'agit de l'institution qui survit le mieux aux transformations sociales et politiques de l'après-guerre. Sur 116 baby-boomers qui participeront au sondage en 2020, 73 % des répondants ont une fratrie de deux à huit frères et sœurs, puis la moitié d'entre eux compte plus de 30 cousins. Les deux tiers de ces mêmes répondants fréquentent au moins un membre de cette famille élargie une fois par mois. C'est le cas de la famille immédiate de Jean-Paul Jolicoeur, quatrième d'une famille de cinq enfants, qui se retrouvent parmi « des oncles, des tantes, des cousins et des cousines<sup>61</sup> » dans le quartier. C'est le cas chez les Carrey aussi : Israël compte dans le quartier deux frères et un beau-frère, leurs familles, ainsi que ses parents. Deux frères Carrey habitent Welland et un beau-frère Lauzon habite Markstay, mais puisque le ménage d'Israël n'a pas de voiture, sa famille voit rarement ceux qui n'habitent pas Sudbury. « La famille [immédiate] était tellement grande que t'avais [...] déjà une gang<sup>62</sup> » dans le quartier, confirmera Pauline.

Sur le caractère linguistique du quartier, Jean-Paul Jolicoeur partagera : « je n'ai pas connu tellement d'anglophones au Moulin-à-Fleur<sup>63</sup> ». Parmi les répondants au sondage en français de 2020, les baby-boomers affirment, dans la quasi-totalité des cas, avoir surtout ou seulement parlé français avec leur mère (94 %) et leur père (92 %) ; c'est moins commun chez les répondants au sondage en anglais, qui affirment avoir surtout ou seulement parlé français avec leur mère (79 %) et leur père (74 %) dans la plupart des cas. Or, la langue fléchit dans la fratrie et les amitiés pendant l'adolescence : le français est la langue des relations chez 86 % et 83 % des répondants au sondage en français, puis chez 63 % et 61 % des répondants au sondage en anglais. Même dans un quartier à forte majorité francophone, les enfants anglophones apprennent quelques mots en français, mais l'anglais s'impose comme langue de communication avec

---

Gervais et Robert Toupin, *Les Jésuites en Ontario: entretiens édités et colligés par Serge Dupuis et Jean Lalonde*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 2014, p. 135.

61. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (01:16:00).

62. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:12:00).

63. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:13:00).

eux<sup>64</sup>. Ce faisant, le fardeau du bilinguisme repose presque exclusivement sur les francophones.

Les commentaires spontanés de 2020 révéleront aussi l'intensité de la vie française dans le quartier. « Mon père vient de la France et est mordu du français ; ma mère est de Sudbury et est [tout aussi] mordue du français », partagera une répondante. « La rue Murray avait seulement des familles françaises à l'exception d'une seule famille dont la maman était anglaise », rappellera une autre. Vu la rareté du bilinguisme chez la minorité anglophone, celle-ci peut avoir tendance à se rebeller ou à se sentir exclue : « *English and French population seldom interacted with each other* », rappellera l'un d'eux : « *French residents generally did not speak to English residents* ». Un répondant précisera que les « francophones au Moulin-à-Fleur devaient apprendre l'anglais pour ne pas être tabassés » dans les quartiers voisins. Une autre racontera que sa mère se fait répondre *speak white* après avoir posé une question en français dans un commerce du Centre-Ville. « Je n'ai jamais oublié ça et ma passion pour la langue a pris naissance à ce moment-là », conclura-t-elle. D'autres voient cette acrimonie comme un prétexte pour valoriser « les bénéfiques d'être bilingue ou plutôt de connaître deux cultures ». Selon un répondant anglophone, « *[I] lived on St. Charles Street until the age of 18. I was the only English kid on my street. Loved our neighbours, they were wonderful [...]. A lot of good people came out of the Flour Mill, all hard working and caring.* »

Si quatre résidents sur cinq du Moulin-à-Fleur sont francophones et un foyer sur dix est catholique et anglophone – en fonction des points de référence que nous avons entre 1920 et 1970, les foyers exogames sont rares. C'est en ce sens que le foyer Lagacé-Trebek s'avère tout aussi révélateur qu'exceptionnel. Native du Moulin-à-Fleur, Lucille Lagacé a 17 ans lorsqu'elle rencontre le pâtissier George Trebek à l'hôtel Nickel Range, en 1938. Marié par obligation, le couple emménage dans une maisonnette dans la cour arrière des Lagacé, au 312, rue Murray. Leur fils, Alex Trebek, né en juin 1940, et leur fille, Barbara, née 16 mois plus tard, sont immergés dans les cultures canadienne-française et ukrainienne, par la musique (son père joue du violon), les fréquentations (son père compte des amis ukrainiens, russes et polonais), les traditions religieuses (la

64. Entretien téléphonique avec Jeannine Larcher-Lalande par Serge Dupuis, 30 décembre 2020 (00:38:00).

famille fête deux Noël : le 25 décembre catholique et le 8 janvier orthodoxe) et les coutumes culinaires (dont le réveillon suivant la messe de minuit, à Sainte-Anne ou à Saint-Jean-de-Brébeuf)<sup>65</sup>. Puisque la plupart des frères et sœurs Lagacé sont déménagés vers des villes anglophones et trois d'entre eux ont épousé des anglophones, on comprend mieux comment le jeune Alex ait pu se percevoir comme le produit d'un *melting pot* de cultures, où la jeune génération apprend et adopte l'anglais. La fusion de cultures est un courant central dans la mise en récit de la vie de Trebek, qui mentionne que son ami d'enfance, Adélarde Baker, est lui aussi issu d'un foyer exogame. Il se souviendra plus des amis est-européens de son père que de ses oncles canadiens-français, à qui il attribue ce qu'il a appris pour entretenir une maison. L'alcoolisme du père, la tuberculose de la mère, leurs disputes et la précarité économique marqueront les souvenirs de son enfance. La pollution de Sudbury aussi :

*We'd either get the choking hydrogen dioxide smoke from the refineries in Copper Cliff [...], or if the wind turned, we'd get the malodorous hydrogen sulfided fumes from the paper mill in Espanola [...]. Either way, it was not the greatest atmosphere in which to grow up. But we didn't know any better [...]*<sup>66</sup>.

Selon le souvenir de sa mère Lucille, le jeune Alex est intelligent, mais plutôt réservé, moins avenant que les autres jeunes de son âge<sup>67</sup>. L'envie de s'exiler étant forte, Trebek se réfugie dans les mondes formidables créés par Wilkie Collins, T. S. Eliot et Emily Brontë dans leurs romans, qu'il emprunte à la bibliothèque publique de Sudbury, ou les lieux exotiques d'Asie et d'Afrique présentés dans les pages du *National Geographic*, qu'il consulte dans la salle d'attente chez le médecin. Trebek est encore plus fasciné par le divertissement étatsunien, auquel il accède par une petite radio, dans sa chambre, lorsque les ondes, qui peuvent voyager mille kilomètres le soir, lui permettent de syntoniser WBZ de Boston ou WBZA de Springfield. Les émissions de variétés de Dean Martin, Jerry Lewis et

65. « Dies Suddenly... », [journal inconnu], [6 ou 7 août 1943]; « Lagacé Benoit Family Jr », [2007?], dans APJLLL; Lisa Rogak, *Who is Alex Trebek? A Biography*, [Format Kindle], New York, St. Martin's Press/Thomas Dunne Books, 2020.

66. Alex Trebek, *The Answer is... Reflections on My Life*, [Format Kindle], New York, Simon & Schuster, 2020.

67. Rogak, *Who is Alex Trebek? A Biography*, [Format Kindle].

Groucho Marx lui procurent le plus grand plaisir. « *I was in hog heaven*<sup>68</sup> », précisera-t-il. « *I fell in love with Hollywood and show business*<sup>69</sup> ».

Les souvenirs de Trebek seront colorés par le demi-siècle qu'il a vécu en Californie, mais soulignons que l'animateur franco-sudburois ne mentionne aucun auteur francophone, aucune émission de langue française lorsqu'il parle de ses influences marquantes. Si l'élite canadienne-française se mobilise, dans les décennies 1940 et 1950, pour créer une bibliothèque de volumes en français (au Centre des Jeunes) et pour des émissions de langue française (à la radio), c'est que plusieurs jeunes canadiens-français consomment tous ou presque tous leurs médias en anglais. Établi en 1935, le seul poste de radio de Sudbury, CKSO, diffuse trois émissions de langue française de 15 minutes par jour. À partir de 1945, le sénateur J.-Raoul Hurtubise et le député Léo Gauthier font des représentations pour installer une station de langue française à Sudbury<sup>70</sup>. En 1947, le quincaillier Baxter Ricard regroupe des hommes d'affaires pour obtenir un permis d'exploitation (CHNO) pour une fréquence AM sur laquelle on diffusera une programmation bilingue, une première pour une station privée au Canada hors Québec. Créée pour proposer une programmation conforme aux valeurs culturelles, linguistiques et religieuses des Canadiens français sur les ondes, les fondateurs de CHNO confirment cette volonté dans le bouquet de programmes qu'ils proposent : les collégiens présentent « un programme hebdomadaire » de « pièces [...] chants et musiques<sup>71</sup> » ; la Radio Neuvaine est diffusée « pour préparer la fête de saint Joseph, patron officiel de notre pays<sup>72</sup> » ; le Cercle Jacques-Cartier diffuse « des causeries<sup>73</sup> » à l'heure du midi ; « les aventures dramatiques, romanesques et amusantes de nos héros de Val d'Amour<sup>74</sup> » sont diffusées

68. Trebek, *The Answer is... Reflections on My Life*, [Format Kindle].

69. Alex Trebek, cité dans Michael McKean, « Who is Alex Trebek? Celebrating 35 Seasons of *Jeopardy!* », 19 février 2019, 92NY Talk, sur le site *YouTube*, [<https://www.youtube.com/watch?v=kRDB0AEnV1k>] (consulté le 22 décembre 2024).

70. « Inauguration du poste CKSO (Sudbury) ce soir », *Le Devoir*, 30 août 1935, p. 4 ; « La fête du 8 décembre », *Le Devoir*, 29 novembre 1948, p. 9.

71. « Variétés – Collège au Poste CHNO », *L'Ami du peuple*, 20 novembre 1947, p. 1.

72. « Radio Neuvaine », *L'Ami du peuple*, 11 mars 1949, p. 7.

73. « Semaine d'éducation », *L'Ami du peuple*, 22 février 1952, p. 1.

74. « Mémoires du D<sup>r</sup> J.-O. Lambert », *L'Ami du peuple*, 23 novembre 1951, p. 7.

les mardis à 20 h. Que le jeune Trebek continue d'être plus interpellé par *The Goon Show* que la programmation bilingue de CHNO, est-ce révélateur des préférences d'autres adolescents du Moulin-à-Fleur?

La présence à Sudbury d'un poste bilingue dirigé par un Canadien français explique peut-être en partie les raisons pour lesquelles le Conseil de la vie française en Amérique (CVFA), qui mène une campagne de souscription pour des radios de langue française dans l'Ouest canadien depuis 1937, n'a pas la ville minière dans sa mire<sup>75</sup>. En 1953, la radio bilingue s'attire les critiques de *L'Ami du peuple*, qui la voit comme étant insuffisante, après l'établissement de radios privées de langue française dans l'Ouest, à Timmins et à Ville-Marie :

Les fils du réseau français de Radio-Canada passent par notre ville sans que nous jouissions du privilège [...]! On capitalise sur le fait que la Société Radio-Canada refusa l'été dernier à CHNO d'opérer deux postes émetteurs, un anglais et l'autre français. Comme c'est normal, CKSO s'est opposé. Un peu plus et l'on crie à la persécution, aux francs-maçons etc. etc... On croyait que nous aurions au moins le poste bilingue avec ces nouvelles facilités de Radio-Canada [...]. Tout juste quelques programmes de second ordre, à part quelques rares émissions d'ordre supérieur. Ce ne sera pas la première fois que les Canadiens français auront à souffrir de l'esprit mercantile et pourquoi pas de l'ignorance crasse des leurs, dans la question de la sauvegarde de leurs droits [...]! Nous ignorons quelle[s] démarches nos sociétés nationales et nos cercles pédagogiques ont fait auprès de CHNO depuis que cette anomalie existe, mais nous subissons encore le règne de l'unilinguisme mitigé du supposé « premier (et ce n'est pas un honneur aussi probant) poste bilingue de l'Ontario » [...]. À quand le poste français à Sudbury? Radio-Canada serait disposé, d'après certaines sources que nous ne pouvons dévoiler, à concéder le permis pour un poste français à Sudbury<sup>76</sup>.

*L'Ami du peuple* ne laissera pas tomber l'idée d'une radio de langue française à Sudbury. « Un poste français à Sudbury serait viable », réclame-t-il en septembre 1953, en s'inspirant d'un récent reportage de Pierre Laporte dans *Le Devoir* sur ce « moyen moderne le plus efficace de survivance » :

75. Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé: rêves, luttes et dérouté du Canada français*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1997.

76. « Si nous voulons du Français... », *L'Ami du peuple*, 30 janvier 1953, p. 2.

La radio – c'est une opinion unanime – répond là-bas aux espoirs qu'on avait placés en elle. C'est non seulement un moyen de communication efficace – ce qui serait déjà beaucoup – mais c'en est un intéressant, ce qui est infiniment plus. Si on avait convoqué nos compatriotes pour des cours de français ou pour des conférences patriotiques, ils auraient probablement répondu à l'invitation par conviction ou par devoir. Mais tous n'y seraient pas allés [...]. Tandis que la radio, elle, entre tout naturellement dans les foyers. Elle livre son message sans effort, de façon agréable<sup>77</sup>.

Les postes à Edmonton et à Saint-Boniface, établis depuis 1947 avec l'aide du CVFA, « sont presque prospères », alors que leurs émetteurs ne rejoignent pas plus de la moitié des 56 000 Franco-Albertains et des 66 000 Franco-Manitobains. Pourtant, « les comtés de Sudbury, Nickel Belt et Nipissing [re]groupent environ 68 000 Canadiens français<sup>78</sup> » et ceux-ci pourraient être rejoints par un seul émetteur. Cela devrait suffire pour « que CHNO soit converti en un poste français », de plaider le journal. À ce moment, Baxter Ricard continue d'être persuadé qu'un poste français ne serait pas financièrement « viable ». Pierre Laporte pourrait lui donner raison lorsqu'il souligne que les postes de Gravelbourg et de Saskatoon « ont besoin d'aide et [...] en auront besoin encore longtemps<sup>79</sup> ». Puis les postes d'Edmonton et de Saint-Boniface ont chacun eu besoin de 200 000 \$ en souscriptions du Québec et cinq ans d'activités avant de parvenir à équilibrer un budget. La langue dans laquelle on consomme ses médias forge des habitudes qui sont difficiles à changer pour que « les nôtres se réhabituent [...] à entendre quotidiennement du français<sup>80</sup> ». Pour la musique, les stations doivent faire tourner « de la belle musique », mais aussi « quelques chansons de *cow-boys*<sup>81</sup> » pour convaincre les commerces de les syntoniser.

L'orgueil de Ricard est probablement blessé lorsque *L'Ami du peuple* suggère que ce qui freine l'homme d'affaires dans sa volonté, c'est « qu'un

77. Pierre Laporte, « Deux des quatre postes français de l'Ouest sont presque prospères », *L'Ami du peuple*, 18 septembre 1953, p. 4.

78. « Un poste français à Sudbury serait viable », *L'Ami du peuple*, 18 septembre 1953, p. 4.

79. Laporte, « Deux des quatre postes français de l'Ouest sont presque prospères », p. 4.

80. *Ibid.*

81. *Ibid.*

poste français, dans un milieu minoritaire comme le nôtre n'a rien d'une entreprise millionnaire<sup>82</sup>». Ricard assurera l'entrée en ondes d'une seconde fréquence, le 550 sur la bande AM, cette fois entièrement de langue française, au printemps 1958. Le journal se réjouit de ce geste de patriotisme :

L'initiative personnelle d'un homme d'affaires de notre ville, qui a toujours eu le souci de l'avancement du français à Sudbury, a prouvé une fois de plus qu'on pouvait obtenir quelque chose si on y mettait du travail et de l'action [...]. Ce n'est qu'après de nombreuses difficultés qu'il a réussi à obtenir une franchise à cet effet et signer un contrat avec la compagnie General Electric pour l'achat de l'équipement nécessaire [...]. CFBR en opérant sur la bande 550 pourra rejoindre son auditoire dans un rayon de 100 milles, c'est-à-dire de North Bay à Elliot Lake [...] du lever au coucher du soleil pour commencer [...]. Plusieurs émissions de Radio-Canada seront ajoutées au programme français actuel tel qu'entendu sur CHNO. Le personnel français du poste sera augmenté à mesure que les besoins se feront sentir. M. Ricard a formulé ensuite l'espoir que nos hommes d'affaires sauront comprendre l'importance de ce nouveau médium de publicité française auprès d'un auditoire qui l'exige depuis longtemps<sup>83</sup>.

CFBR entre en ondes à 20 h le vendredi 29 mai 1958 avec un programme de «chant, danse et musique<sup>84</sup>» fourni par les Compagnons du Sacré-Cœur», les élèves du Couvent Notre-Dame-du-Bon-Conseil et les Pieds Légers du Centre des Jeunes de Sudbury. De 14 h 30 à 16 h, l'émission «Club 550» est animée par Yves Langevin, ancien annonceur de radio à Amos et à Timmins, qui y «présente des demandes spéciales de la part des fervents de la chansonnette française». «Sa voix chaude, sa présentation engageante en ont fait très vite l'annonceur favori d'un grand nombre de "pucelles"<sup>85</sup>», d'après *L'Ami du peuple*. À compter de janvier 1959, des élèves du Collège du Sacré-Cœur animent «Nos élèves au micro», où ils font «connaître les activités intellectuelles, artistiques, sportives, et

82. «Un poste français à Sudbury serait viable», p. 4.

83. «Le Seul Poste de Radio Strictement Français de l'Ontario», *L'Ami du peuple*, 25 juillet 1957, p. 1.

84. «Ouverture officielle – CFBR», *L'Ami du peuple*, 29 mai 1958, p. 1.

85. «Au Club 550 de CFBR», *L'Ami du peuple*, 12 juin 1958, p. 1.

autres, de nos étudiants<sup>86</sup>». CFBR continue de présenter des émissions religieuses en fin d'après-midi<sup>87</sup>. CFBR présente le radiojournal à 13 h et à 18 h, ainsi que des actualités, des nouvelles sportives et le « chapelet en famille » à d'autres moments. Le samedi matin, on diffuse des émissions pour enfants. Le dimanche matin est réservé aux « mélodies à l'orgue », tandis que l'après-midi est consacré au « folklore » et au « music-hall ». En semaine, on meuble les après-midis avec de la « musique de détente », « les plus belles valse » et des histoires d'amour, dont « La Clinique du Cœur », « Auprès de ma blonde » et « Les Visages de l'Amour ». On peine à trouver des traces de *rock n'roll*, de jazz ou de pop, sauf peut-être dans le créneau de 16 h 30 consacré aux « succès de l'heure » en semaine, ainsi qu'aux deux heures de « swing » et de « rythme sud-américain<sup>88</sup> » les samedis après-midi.

CFBR est confronté au dilemme d'amener l'auditeur ailleurs, vers un « bon parler français », selon le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Sudbury, pour « redonner à notre jeunesse la fierté de [sa] langue, la fierté à un tel point qu'ils perdront la gêne de ne vouloir pas s'en servir dans les endroits publics<sup>89</sup> ». Avec des animateurs venus du Québec, les collégiens trouvent des modèles à émuler, mais plusieurs ouvriers ne s'y reconnaissent pas ou gardent l'habitude de syntoniser CHNO ou CKSO. Ricard soutiendra CFBR par principe, même si le nombre d'auditeurs réguliers se fixe à 700 et le poste est déficitaire. L'antenne sera un pied de nez aux visées du règlement 17, que le père de Baxter Ricard avait vigou reusement combattu.

À partir de 1954, la radio est aussi concurrencée par la télévision CKSO<sup>90</sup>. Le signal de la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) rejoindra Sudbury quelques années plus tard, mais la télévision de Radio-Canada tardera à gagner Sudbury. Trebek se rappellera avoir découvert le médium télévisuel lors d'une visite, à l'été 1952, chez des cousins à Canton (Ohio). Robert Renaud se rappellera aussi l'arrivée d'un téléviseur

86. « Nos élèves au micro », *L'Ami du peuple*, 9 janvier 1959, p. 1.

87. « CFBR – 550 », *L'Ami du peuple*, 19 mars 1959, p. 8.

88. « CFBR – 550 », *L'Ami du peuple*, 16 juillet 1959, p. 5.

89. J. Groulx, dans « Campagne du Bon Parler dans les écoles françaises de Sudbury », *L'Ami du peuple*, 8 mars 1962, p. 1.

90. « Ray Roy is a local business success story », *The Sudbury Star*, 29 mars 1995, supplément, p. ROYS-2.

dans la demeure familiale en 1957 et y avoir écouté *American Bandstand* et *Ed Sullivan*<sup>91</sup>. Ainsi, la télévision constitue un nouveau moyen qui propage l'influence anglo-américaine.

Si les ondes font rêver de voyager, les Moulin-à-Fleurois sont tout sauf sédentaires. L'accès à la voiture familiale ne s'est pas encore démocratisé, mais on se déplace déjà souvent. La chronique « Va-et-vient » de *L'Ami du peuple* en témoigne. Le 12 décembre 1946, on note :

Le Rév. Père J. Tourigny visitait des amis à North Bay au début de la semaine. M. R. Demers de Timmins visite actuellement des parents et amis en ville. M. et M<sup>me</sup> G. F. Goddard de 61 rue Peter partaient mercredi pour Toronto où ils doivent passer une semaine chez les parents de M<sup>me</sup> Goddard. M. Wilfrid Gauthier de St-Charles visitait des parents et amis ici dimanche dernier. M. Georges Riopel de la rue St-Georges allait à St-Charles pour affaires la semaine dernière<sup>92</sup>.

Huit ans plus tard, en février 1954, les déplacements sont plus nombreux :

M<sup>lle</sup> Thérèse Lamoureux, fille de M. et M<sup>me</sup> Alfred Lamoureux de 315 rue Bond partait jeudi le 28 janvier pour Gaspé, où elle fera son entrée chez les Sœurs du Christ-Roi. M<sup>lle</sup> Lamoureux qui demeurait à Sudbury depuis près de deux ans demeurait autrefois à Chelmsford. M. et M<sup>me</sup> Aurèle Ricard de 373 rue St-Georges se rendaient à Eastview pour le 2 février, afin d'assister à la profession religieuse de leur fille Andrée, chez les Filles de la Sagesse. M<sup>lle</sup> Lydia Gauthier de 232 rue Queen se rendait à Sturgeon Falls dimanche dernier, afin de visiter sa mère à l'hôpital St-Jean de Brébeuf. M. Louis Frappier de 219 rue St-Georges est de retour dans sa famille après avoir passé deux semaines à l'hôpital St-Joseph à la suite d'une opération. Le Rév. Père Gérard Vachon est arrivé à Sudbury samedi soir dernier. Il remplacera M. l'abbé Lionel Brousseau comme vicaire à la paroisse St-Jean de Brébeuf. Nous lui souhaitons la bienvenue et nous espérons qu'il saura se plaire parmi nous. M. Ben Lagacé de 306 rue Lagacé est de retour dans sa famille, après avoir été hospitalisé pendant près de deux semaines à l'hôpital St-Joseph. M<sup>me</sup> Aldoria Lalande passait quelques jours à Ottawa au début de la semaine<sup>93</sup>.

91. Renaud, « Un conte: une histoire vécue. Qui aurait cru », p. 2; Rogak, *Who is Alex Trebek? A Biography*, [Format Kindle].

92. « Paroisse St-Jean Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 12 décembre 1946, p. 1.

93. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 5 février 1954, p. 5.

Quelques chroniques parlent aussi de déménagements (vers Hamilton) ou d'arrivées (de Verner) ainsi que des personnes (de Windsor, Montréal ou Chandler) qui viennent passer des vacances chez des proches au Moulin-à-Fleur<sup>94</sup>. Bien qu'on n'y mentionne pas le moyen de transport, nous devinons que certains prennent le train, puis que d'autres prennent la voiture pour se rendre à Ottawa, Toronto ou Sturgeon Falls. Si *L'Ami du peuple* prend la peine de publier ces brèves nouvelles, c'est que leur fréquence est nouvelle. Les déplacements à l'intérieur du périmètre d'une centaine de kilomètres s'avèrent plus fréquents. Puisque plusieurs Moulin-à-Fleurois sont originaires de Saint-Charles, nombre d'entre eux s'y rendent régulièrement, en fin de semaine ou à l'occasion d'une semaine de vacances. L'Ontario compte 562 216 automobiles enregistrées en 1931 et Saint-Charles est desservi par une route provinciale depuis 1922<sup>95</sup>. La présence d'un prolongement du lac Nipissing – le West Arm – en fait un lieu prisé par les plaisanciers, comme l'écrit Lionel Séguin en 1945 :

Pour le citadin désirant passer de belles vacances au bord de l'eau, pour celui qui cherche le repos dans une pittoresque région, les environs de St-Charles sont des endroits tout désignés. Aussi, le tourisme s'est-il développé prodigieusement au cours de la dernière décade [depuis 1935]. À peu de frais on peut se donner toutes les aises. Dans de confortables automobiles, sur de belles routes, dans des hôtels, ou des chalets, l'on y trouve toujours *A home away from home*. Le touriste qui voudrait savourer le charme bien particulier, éprouvé au contact de nos habitants, étudier leurs mœurs simples et jouir de leur bonne hospitalité, celui-là trouvera chez l'habitant de St-Charles un type profondément chrétien et patriote, simple et honnête homme ; orgueilleux de son caractère national, heureux de conserver intactes les traditions de sa race<sup>96</sup>.

94. «St-Jean de Brébeuf», *L'Ami du peuple*, 22 mai 1947, p. 6 ; «St-Jean de Brébeuf», *L'Ami du peuple*, 3 juillet 1947, p. 7 ; «St-Jean de Brébeuf», *L'Ami du peuple*, 8 août 1952, p. 1.

95. Peter A. Stevens, «Cars and cottages. The automotive transformation of Ontario's Summer Home Tradition», *Ontario History*, vol. 100, n° 1 (printemps 2008), p.35-36.

96. Lionel Séguin, *Historique de la paroisse Saint-Charles*, Saint-Charles, Paroisse Saint-Charles Borromée, 1945, p. 30.

Les Moulin-à-Fleurois entrent à Saint-Charles pour se ressourcer « en quête de repos et de quiétude, de répit et de délaissement<sup>97</sup> ». Le premier hôtel construit sur le West Arm pour « encourager l'industrie touristique dans la région<sup>98</sup> » aurait été celui de Narcisse Dubeau, ouvert en 1902. Dix ans plus tard, le curé Séguin y érige un campement primitif, « érigé sur un promontoire, surplombant le lac Nipissing [...] au bout du Petit Brûlé<sup>99</sup> », comme lieu de retraite pour les prêtres de la région. Né à Fort Covington (New York) en 1865 et installé avec son épouse près de Saint-Charles en 1894, Frank Dupuis a d'abord logé des voyageurs dans « sa grande maison [...] à mi-chemin entre Warren et le Grand Brûlé<sup>100</sup> » avant de se mettre à louer une « cabine » sur le lac dans les années 1910. Après son décès, son fils Édouard la loue dans les années 1930, avant de la convertir en pourvoirie, Musky Bay Camp, en 1940<sup>101</sup>.

Comme la chronique paroissiale « Va-et-vient » l'illustre bien, lorsque les Moulin-à-Fleurois se déplacent, ce n'est pas pour rester à l'hôtel ou au *lodge*, mais pour être hébergé chez de la parenté. Musky Bay Camp accueille surtout des touristes du Midwest américain et du sud de l'Ontario, mais rarement des voyageurs du Moyen-Nord ontarien – à part des enfants et des petits-enfants, qui louent une « cabine » pour une semaine d'été dans les années 1960. « Même si on était pauvre, on avait le camp [...], un lien commun dans notre famille [pendant] plusieurs années », affirmera une répondante au sondage de 2020. Les Larcher sont hébergés par leur grand-père maternel à Lavigne, tandis que les Jolicoeur visitent Saint-Charles sans découcher :

La voiture connaissait le chemin. Après la messe le dimanche, on partait [...]. On avait la ferme, [la terre paternelle des Jolicoeur à Saint-Charles]. Pour nous, c'était notre Disney World à nous autres, pendant toute notre jeunesse, pour le camping. On n'est jamais demeuré là, mais c'est un endroit où on allait assez souvent, pour toutes sortes de choses. On se retirait là les fins de semaine. Dans ce

97. *Ibid.*, p. 32.

98. *Ibid.*, p. 102.

99. *Ibid.*, p. 31.

100. *Ibid.*, p. 102.

101. Entretien téléphonique avec Huguette Dupuis Whalen, Gary Whalen et Paulette Polsky Prévost par Serge Dupuis, 11 janvier 2021 (00:03:00-00:50:00); Séguin, *Historique de la paroisse Saint-Charles*, p. 254-260.

temps-là, les hommes [...], quand ils avaient congé, allaient ramasser des fraises et des bleuets<sup>102</sup>.

Le West Arm est aussi un lieu d'épanouissement pour les enfants. Le concept des colonies de vacances servant à inculquer des outils de leadership a été imaginé en Nouvelle-Angleterre dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le concept a rejoint Sudbury en 1937 avec l'ouverture du Falcona Camp, destiné aux enfants des employés de Falconbridge<sup>103</sup>. Afin de faire contrepoids à de telles colonies de langue anglaise, les jésuites Thomas Migneault et Amédée Dupas ouvrent Sainte-Anne-des-Chênes, située sur l'île West Hardwood au sud de Lavigne. À l'été 1945, elle accueille des enfants catholiques de langue française de 6 à 13 ans pour des séjours d'une semaine. Malgré ces vertus, l'historien René Lacourcière se demande si la colonie ne répond pas principalement au besoin de services de garde l'été, en attendant que les enfants aient l'âge d'avoir un emploi rémunéré. Sainte-Anne-des-Chênes recrute surtout des campeurs de sa paroisse mère, sans qu'elle y soit restreinte. Au fil des saisons, une cuisine, une chapelle, un dortoir, un réfrigérateur, un poêle à gaz et l'eau courante sont installés. Plusieurs professeurs du Collège du Sacré-Cœur y offrent des ateliers, dont le père Léon Meunier, qui y passe 15 étés, où les campeurs vivent « le privilège [...] de pouvoir se lever avant l'aube » aux « bêlements en trémolo, d'aimables moutons [...] sans avoir à recourir à la sonnerie d'un cadran<sup>104</sup> ». Selon l'historienne Suzanne Dubé, la possibilité de reconnecter « les jeunes » citadins « à une vie sociale plus authentiquement humaine et chrétienne<sup>105</sup> » lors des échanges, des randonnées en forêt et des recueils est au cœur de sa mission. Selon Lacourcière, « l'Île-aux-Chênes » s'inspire du personnelisme catholique français, mais sa programmation se distingue peu ou pas de celles des colonies neutres de langue anglaise de l'époque. Plusieurs citadins prendront le goût du

102. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:08:00, 01:20:00).

103. René Lacourcière, *L'Île-aux-Chênes : colonie de vacances franco-ontarienne, 1945-1981*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 2000, p. 1-23.

104. Léon Meunier, « Quinze étés », 1961, dans Lacourcière, *L'Île-aux-Chênes : colonie de vacances franco-ontarienne, 1945-1981*, p. 21.

105. Suzanne Dubé, « Les années de transition (1967-1975) », dans Gaudreau (dir.), *Du Centre des Jeunes au Carrefour francophone 1951-1990*, p. 43.

plein air. Ceux qui en auront les moyens se chercheront plus tard un pied à terre sur un lac.

### **S'instruire et apprendre**

On grandit à la paroisse, en famille, dans la rue et à la campagne, mais l'instruction formelle demeure un important lieu de socialisation. Le Moulin-à-Fleur accueille les écoles Sainte-Marie (1919) et Nolin (1929), mais la croissance de la population amène la commission des écoles séparées à juger, en 1939, que le quartier a besoin de 16 classes additionnelles<sup>106</sup>. En 1941, on ouvre l'école Saint-Joseph, huit salles de classe aux angles des rues Morin et King. La commission rajoute aussi des classes en alternance dans les autres écoles, mais les trois sites sont déjà saturés en 1948, vu l'ampleur du baby-boom. Certains jeunes, dont Alex Trebek, entré en première année en 1946, sont dirigés vers l'école Saint-Louis-de-Gonzague. Ayant fait son instruction primaire de 1945 à 1953, Pauline Carrey Villeneuve se rappelle les écoles « pleines à craquer, avec une quarantaine de jeunes par classe<sup>107</sup>! » Le conseil opte pour la construction d'une quatrième école de langue française, cette fois de l'autre côté du ruisseau Nolin, sur la rue Perreault. En 1950, l'école L'Assomption accueille ses premiers élèves, dont le jeune Gaétan Gervais, âgé de six ans. Lorsque les nombres le permettent, les garçons et les filles sont séparés en groupes distincts. À leur apogée, les 1 670 élèves des quatre écoles franco-catholiques du Moulin-à-Fleur représentent 65 % des élèves de langue française de la ville<sup>108</sup>. En même temps, l'ouverture d'écoles bilingues au Nouveau-Sudbury (1951) et à Guilletville (1953) indique que la population francophone croît ailleurs aussi.

Plusieurs directrices et certaines institutrices appartiennent à la congrégation des Sœurs grises de la Croix, mais la majorité des enseignantes, dont Vitaline Blais qui passe toute sa carrière dans les écoles du quartier de 1925 à 1965, sont des laïques. Les filles doivent toutes porter des robes noires, qui ressemblent aux habits des religieuses. Si la studieuse Jeannine Larcher est appréciée par les religieuses à l'école Nolin, les souvenirs

---

106. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 62-64.

107. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:20:00).

108. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:20:00); Ouellette, « Éducation et économie 1927-1965 », p. 80.

négatifs à l'endroit des religieuses sont répandus. « *I remember the nuns in the school* », soulignera un répondant au sondage de 2020. « *They seemed so authoritative and intimidating; they scared me* ». Pauline Carrey Villeneuve partagera un souvenir semblable :

Elles nous regardaient dans les yeux, nous disaient de ne pas faire de péchés, puis elles disaient qu'elles pouvaient le voir – si on faisait des péchés – dans nos yeux! [rires] C'était bien sévère; il fallait que t'écoutes [...]. On faisait ce qu'elles nous disaient. Il y avait beaucoup de règlements. [...] Elles ne nous parlaient pas de sexe, tu peux être sûr! On était juste dit qu'il ne fallait pas regarder les garçons! C'était bien dangereux [rires]<sup>109</sup>!

TrebeK réussit à l'école, mais est, de son propre aveu, « *[a] little bit of a shit stirrer*<sup>110</sup> ». Il jugera que les sœurs n'ont pas le sens de l'humour. « *I got whacked by the nuns for throwing snowballs and bothering the girls*<sup>111</sup> ». TrebeK retiendra des souvenirs beaucoup plus flatteurs de son enseignante de 4<sup>e</sup> année, M<sup>lle</sup> Charbonneau, « *A gorgeous young lady* », et de M<sup>lle</sup> Labbé, en 5<sup>e</sup> année, « *even more beautiful*<sup>112</sup> », qui l'a embrassé sur les lèvres. Un geste déplacé, dont l'adulte retiendra un souvenir plutôt flatteur : « *I lived off that kiss for weeks*<sup>113</sup> ».

Largement catholique, la minorité anglophone du quartier envoie ses enfants à St. Gabriel, ouverte vers 1950. L'école Queen Elizabeth, construite à la même époque à la frontière du quartier avec le Donovan, dessert surtout les Protestants et les Orthodoxes des deux quartiers. Les rapports entre jeunes francophones et anglophones peuvent être acrimonieux. Les deux écoles catholiques doivent, selon Pauline Carrey Villeneuve, alterner les récréations pour diminuer l'occurrence des « chicanes » entre « les Anglais et les Français<sup>114</sup> ». TrebeK retient plutôt le souvenir de « *two primary schools side by side* », « *One [St. Aloysius] taught*

109. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:41:00-00:45:00).

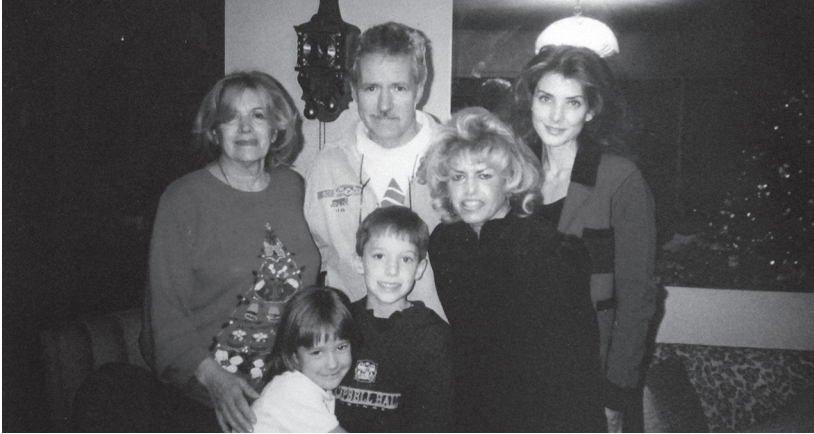
110. TrebeK, *The Answer is... Reflections on My Life*, [Format Kindle].

111. Alex TrebeK, dans CBC News, « One on One with Markus—Alex TrebeK », 28 novembre 2017, sur le site CBC, [https://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/one-on-one-with-markus-alex-trebeK-1.4423262] (consulté le 4 octobre 2023).

112. TrebeK, *The Answer is... Reflections on My Life*, [Format Kindle].

113. *Ibid.*, [Format Kindle].

114. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:01:00).



**Figure 2.7** – La famille Trebek, 1999. De gauche à droite : Lucille (sa mère), Emily et Matthew (ses deux enfants), Alex, Barbara (sa sœur) et Jean (son épouse), en visite à Sudbury.

Source : APJLL.

*all their classes in English. My school, St. Louis de Gonzague, taught most of their classes in French. I was bilingual. My friends and I would speak both French and English. It depended on which students I was hanging around with at the time<sup>115</sup>.*»

Cet applatissage des différences, Trebek l'applique aussi aux disparités économiques :

*I never thought about whether we were poor. We existed, same as everybody else. My friends and I were all just lower-middle-class kids from lower-middle-class families. [...] Some parents rented. We were all part of the same community<sup>116</sup>.*

Trebek dira avoir tenté sa chance, en 8<sup>e</sup> année, dans une autre école, mais sans succès : « *I transferred to an English-speaking school [...]. I lasted there about two months [...]. They didn't accept me. I was new and had come from a French-speaking school. So I transferred back to Mrs. Jennings' class at St. Louis<sup>117</sup>.* »

115. Trebek, *The Answer is... Reflections on My Life*, [Format Kindle].

116. *Ibid.*, [Format Kindle].

117. *Ibid.*, [Format Kindle].

En 1951, l'Ontario compte plus de 600 000 personnes d'origine canadienne-française, qui représentent 10 % de la population totale, un sommet historique. Les écoles bilingues comptent 48 000 élèves, tandis que les écoles secondaires franco-catholiques privées et les 9<sup>e</sup>/10<sup>e</sup> années bilingues des écoles séparées comptent 4900 élèves. Seuls 3 % des élèves atteignent la 13<sup>e</sup> année – alors que la moyenne provinciale est de 14 %<sup>118</sup>. Le développement du secteur tertiaire et la forte natalité développent un appétit pour les études secondaires. L'enjeu préoccupe l'élite franco-ontarienne mêlée à l'ACFEO. À la section régionale de Sudbury, les administrateurs hésitent à encourager le développement des cours en français dans les *high schools*<sup>119</sup>, par crainte de miner la revendication de longue date d'obtenir un financement équitable pour les écoles secondaires catholiques. Force est de constater que les familles n'attendent pas la résolution de ce problème politique. Au Sudbury High School (SHS), le « programme bilingue », qui offre un cours de français enrichi à un foyer d'élèves canadiens-français (la section « F »), voit ses inscriptions augmenter, de quelques dizaines (1930) à 150 (1946), puis à 200 (1958)<sup>120</sup>. Pendant ces années, le SHS ajoute à sa programmation française un cours d'éducation catholique, proposé au dîner ou en fin d'après-midi, en plus d'acheter des volumes en français pour sa bibliothèque. Les élèves canadiens-français doivent suivre le reste du cursus en anglais et se faire évaluer comme des anglophones. Malgré les qualités du programme, le taux de décrochage des francophones y est très élevé : en 1958, 60 élèves sont inscrits en 9F, mais on n'en trouve que neuf en 13F.

Sudbury High offre un programme préparatoire à l'université, tandis que la Sudbury Mining and Technical School (qui deviendra la Sheridan Technical School en 1960) propose des études appliquées à ceux qui

118. Stéphane Lang, *La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire, 1910-1968*, p. 20-35, 49-68, 100-103, 147-160, 231-254, 285-290.

119. J.-Raoul Hurtubise, *Les écoles bilingues de Sudbury*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1954, p. 40; Ouellette, « Éducation et économie 1927-1965 », p. 47-50, 56-57.

120. S.H.T.S. Literary Society, *The Wolf Howl*, Sudbury, Sudbury High School, 1958, p. 137-150; Sudbury Secondary School, *100 Years Alumni Reunion Celebration*, Sudbury, Rainbow District School Board, 2008, p. 18, 36-38; Entretien avec Denise Paquette-Frenette, 10 août 2021 (00:13:00); Entretien avec Robert Paquette, 10 août 2021 (00:24:00).



**Figure 2.8** – Foyer de langue française «9F» de M. Duchesneau, Sudbury High School, 1954.

Source: APJLL.

souhaitent pratiquer un métier ou occuper un emploi non qualifié<sup>121</sup>. N'ayant pas les moyens de fréquenter les collèges payants, les enfants Carrey s'inscrivent surtout à Sheridan Tech. Selon le souvenir de Pauline Carrey Villeneuve, en juin 1953, environ la moitié des diplômés de la 8<sup>e</sup> année de l'école Saint-Joseph se dirige vers l'école d'études appliquée et seulement le quart se destine vers un collège franco-catholique<sup>122</sup>. Cette réalité déplaît au curé de Saint-Jean-de-Brébeuf, qui n'hésite pas à rappeler aux parents leur devoir de fournir une éducation catholique et française, ce qui choque Israël Carrey. Pourtant, l'insertion dans une école anglophone peut s'avérer brutale, comme l'explique Pauline Carrey Villeneuve:

Moi j'ai trouvé que ce n'était pas vivable [...]. Ça venait de Lockerby, des Finlandais, puis des races qu'on ne connaissait pas pantoute. Nous autres, on était tellement seulement avec des francophones

121. Sudbury Secondary School, *100 Years Alumni Reunion Celebration*, p. 19, 44.

122. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:45:00, 00:49:00, 01:05:00).

toujours. Là, les jeunes venaient de partout : Gatchell, Copper Cliff, Lively [...]. Je dirais qu'un quart [étaient francophones] [...]. Ils donnaient un sujet « Français », mais [...] ça ne valait pas grand-chose. C'était facile pour nous autres [...]. La première année, j'étais tellement gênée, parce que je ne parlais pas tellement bien l'anglais. Je l'avais appris de moi-même, dehors, avec quelques amis qui étaient anglophones. En 9<sup>e</sup> année, j'étais tellement gênée que je ne pense pas que j'ai levé la main deux fois. Après ça, je me suis habituée, puis j'ai vu que ce n'était pas dangereux<sup>123</sup>.

L'adolescente n'est pas seule à vivre un tel choc, puisque la présence canadienne-française à la Sheridan Tech se consolide : en 1962-1963, 117 des 294 élèves de la 9<sup>e</sup> année (40 %<sup>124</sup>) portent un patronyme canadien-français. Puisque les transferts linguistiques ne sont pas encore très répandus à Sudbury, on peut présumer que la plupart d'entre eux sont francophones, sans compter que certains Johnson, Moore et Ryan sont catholiques et parlent français. Malgré cette forte présence, Sheridan ne forme pas de classes homogènes – les élèves canadiens-français comptent pour la moitié de certains groupes, mais jamais plus. Comme à la Sudbury High, les Canadiens français décrochent en grand nombre : si on retrouve presque autant d'élèves anglophones en 9<sup>e</sup> année (177) qu'en 11<sup>e</sup> année (174), le nombre d'élèves canadiens-français, quant à lui, chute de 117 à 50. Par ailleurs, les patronymes canadiens-français sont rares parmi les enseignants (11 %) et au conseil des élèves (7 %). Ce régime inadapté n'empêche pas les francophones de s'approprier l'auditorium Sheridan, le temps d'un spectacle de Félix Leclerc ou de Gilles Vigneault<sup>125</sup>.

Le Moulin-à-Fleur et la Haute-Ville comptent chacun une école secondaire franco-catholique privée. Depuis 1920, les Sœurs grises entretiennent le pensionnat Notre-Dame-du-Bon-Conseil, qui offrent aux filles des cours d'études secondaires dans deux salles de classe adjacentes à l'hôpital Saint-Joseph<sup>126</sup>. C'est bien peu si on le compare aux inscriptions

123. Entretien avec Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:49:00).

124. Sheridan Technical School, *Technorama '63*, Sudbury, 1963, p. 4-7, 48-52, 59-62, 78.

125. « Ravi de Sudbury, Gilles Vigneault y reviendra et... », *L'Ami du peuple*, 26 mars 1964, p. 1.

126. Lettre de Lucille Lagacé Trebek à Jeannine Larcher-Lalande, [2000?], dans APJLL; Louise Guay, *Les Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa*, Ottawa, Maison

du pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes, animé par les Filles de la Sagesse à Sturgeon Falls, qui attire des adolescentes de Sudbury, dont Jeannine Larcher-Lalande en 1947 ou Barbara Trebek en 1955, malgré l'existence du programme de pensionnat à Sudbury. Ainsi, lorsque les Sœurs grises décident d'ouvrir le Collège Notre-Dame en 1948 elles ont une réputation à rebâtir. Six classes sont aménagées, comme avant, dans une aile de l'hôpital Saint-Joseph. Les Sœurs grises trouvent des preneuses pour leur programme de la 9<sup>e</sup> à la 13<sup>e</sup> année : l'école compte 150 élèves en 1950, puis 269 en 1954<sup>127</sup>. L'espace ne suffit plus et des plans sont dessinés pour ériger un collège en Haute-Ville, un nouveau quartier de la petite bourgeoisie canadienne-française qui se construit. Pour construire la bâtisse à quatre étages, les sœurs obtiennent 300 000 \$ de la communauté, ainsi que 200 000 \$ de la succession de M<sup>gr</sup> Coallier (pour un total de 5,2 M\$ de 2024)<sup>128</sup>. L'installation, qui comprend des laboratoires, un gymnase, une cafétéria, une cuisine et 12 salles de classe, est ouverte aux élèves le 4 mars 1960. Issue d'une famille agricole de la Vallée, l'élève Rachelle Watier a l'impression de prendre « possession d'une vraie école<sup>129</sup> ». La nouveauté de l'infrastructure contribue à attirer de nouvelles recrues ; elles sont 500 en 1966. Ce n'est pas suffisant pour attirer certaines familles qui pourraient se payer les frais d'inscriptions et qui habitent la Haute-Ville, mais qui ne sont « pas religieux pour deux bines<sup>130</sup> ». Denise Paquette, dont la famille emménage sur la rue d'Youville en 1963, trouve que la qualité de l'éducation ne se compare pas à celle du collège qu'elle a fréquenté en Belgique pendant quelques années :

Les religieuses n'étaient pas faites pour enseigner le secondaire et certainement pas pour préparer les filles à passer les examens du ministère pour fréquenter l'université [...]. Les sept filles qui avaient les notes les plus élevées de la 12<sup>e</sup> année, on a tous décidé d'aller à l'école secondaire anglophone [...]. Les Sœurs grises n'avaient pas de

---

mère des Sœurs Grises de la Croix, 1967, p. 328-329 ; Entretien avec Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:14:00).

127. Hurtubise, *Les écoles bilingues de Sudbury*, p. 38.

128. Chantal Gauthier et France Lord, *La charité en action : l'histoire récente des Sœurs de la Charité d'Ottawa*, Montréal, Carte blanche, 2016, p. 166.

129. Rachelle Watier, citée dans André Girouard, « Collège Notre-Dame : l'histoire », *Le Voyageur*, 24 avril 1996, p. C5.

130. Entretien avec Robert Paquette, 10 août 2021 (00:18:00).

formation, de BA. En 12<sup>e</sup> année, le cours d'histoire, c'était qu'on se levait devant la classe, puis on disait par cœur le premier paragraphe du chapitre, puis le deuxième... C'était des gens qui n'avaient aucun sens de l'histoire. Il y avait quelques bonnes enseignantes en français, en English, [mais autrement], c'était horrible. Quand on a décidé de [s'inscrire à Sudbury High pour la 13<sup>e</sup> année], la directrice a convoqué à l'été les filles [...]. J'ai décidé [cela], certainement avec l'aide de mes parents [...]. Je n'y suis pas allé, maman a dit « Non, Denise est en train de garder » [...]. La religieuse a passé deux heures à les sermonner qu'elles allaient perdre leur langue, leur religion, leur virginité, toute l'affaire. Elle en a fait pleuré je ne sais pas combien. Il y en a qui ont décidé de rester au Collège Notre-Dame. J'y suis quand même allé [à Sudbury High], en alléguant que j'avais besoin du latin pour aller à l'université<sup>131</sup>.

On retrouve une éducation plus humaniste au Collège du Sacré-Cœur. Le collège classique inculque aux collégiens une culture commune pour nourrir la coopération entre les diplômés appelés à former l'élite canadienne-française<sup>132</sup>. Après avoir remporté le Concours provincial de français en 1958, Gaétan Gervais arrive au Collège, qui le marquera à vie :

Ma vie bascule. C'était comme arriver dans un autre monde, un univers différent. Tout à coup, j'entends parler latin, je découvre la grande littérature et [...] l'histoire avec « nos ancêtres les Gaulois » ! J'avais tout à coup le sentiment de participer à un monde complexe et enrichissant au sein d'un groupe relativement restreint de Canadiens français convaincus. Cette expérience représente une importante distanciation sociale par rapport à mon milieu d'origine, ce que, inévitablement, ont aussi vécu de très nombreux confrères. Je vivais tout à coup dans des milieux distincts, mais quelle formidable aventure s'enclenchait<sup>133</sup> !

Jean-Éthier Blais, littéraire originaire de Sturgeon Falls, a vécu un détachement et une inspiration similaires une décennie plus tôt. Le Collège du

131. Entretien avec Denise Paquette-Frenette, 10 août 2021 (00:13:00).

132. Claude Galarneau, *Les collèges classiques au Canada français (1620-1970)*, Montréal, Éditions Fides, 1978, p. 175.

133. Gaétan Gervais, cité dans Robert Arsenault, *Gaétan Gervais, le « gardien du dépôt »*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 2012, p. 15.

Sacré-Cœur lui était alors apparu comme « une île de vie [...] un vaisseau de lumière [...] un monument élevé à la vertu du feu, de l'intelligence, de la noblesse du cœur », érigé devant « l'immonde flamme des hauts-fourneaux [des mines sudburoises]<sup>134</sup> ». Gaétan Gervais juge qu'il a aussi « découvert » au Collège « l'histoire de [s]a communauté immédiate [...] celle des Canadiens français du nord de la province<sup>135</sup> ». L'interprétation nationaliste de l'histoire du Canada, présentée aux élèves comme un « drame<sup>136</sup> » par le professeur Guy Courteau, nourrit une sympathie pour l'indépendantisme québécois. Par exemple, Gervais devient un lecteur de la revue de droite indépendantiste *Laurentie* (1957-1962<sup>137</sup>). Le cercle local de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française participe également à « brancher » les jeunes Franco-Ontariens sur les tendances du Québec. La formation de chefs de file franco-ontariens par le Collège du Sacré-Cœur, dont le député fédéral Osias Godin, l'éditeur Camille Lemieux, le chansonnier Robert Paquette, le professeur Robert Vigneault, le dramaturge André Paiement ou l'animateur radiophonique Denis Saint-Jules, est souvent évoquée pour souligner l'impact du Collège<sup>138</sup>.

Pourtant, ces parcours sont l'exception plutôt que la règle, comme le révèle l'étude des parcours d'élèves ayant passé par le Collège de 1913 à 1953. D'après Josée Valiquette, 19 % des 2922 élèves atteignent l'équivalent d'une première année universitaire et seulement 12 % (336) complètent le parcours et obtiennent le baccalauréat décerné par l'Université Laval<sup>139</sup>. Autrement dit, la majorité des quelque 4000 élèves passés par le Collège du Sacré-Cœur y ont fait des études secondaires, sans obtenir

134. Jean Éthier-Blais, *Le seuil des vingt ans*, Montréal, Leméac éditeur, 1992, p. 15.

135. Gaétan Gervais, cité dans Arsenault, *Gaétan Gervais, le « gardien du dépôt »*, p. 17.

136. Lorenzo Cadieux, « Guy Courteau, s.j. (1897-1970) », *Lettres du Bas-Canada*, vol. 25 (1971), p. 43.

137. François-Olivier Dorais, *Un historien dans la cité: Gaétan Gervais et l'Ontario français (1944-2008)*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, p. 24-28.

138. Pierre Riopel, « Collège Sacré-Cœur de Sudbury », sur le site *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, [ca. 2003], [[http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-249/Coll%C3%A8ge\\_Sacr%C3%A9-Coeur\\_de\\_Sudbury.html](http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-249/Coll%C3%A8ge_Sacr%C3%A9-Coeur_de_Sudbury.html)] (consulté le 4 octobre 2023).

139. Valiquette, *L'évolution des effectifs étudiants du Collège du Sacré-Cœur, 1913-1960*, p. 8-28, 38-40.

«l'immatriculation» (le diplôme de 12<sup>e</sup> année), et sont devenus des ouvriers. Né à Saint-Charles en 1935, Gaétan Dupuis étudie au Collège de 1950 à 1954, et bien qu'il ait été médaillé d'honneur dans le cursus de Méthode en 1954<sup>140</sup>, il travaillera comme camionneur. Comme le résume Valiquette :

En cours de programme, il était souvent nécessaire d'interrompre temporairement ses études, pour des raisons économiques par exemple. Inversement, il était aussi fréquent d'observer que les étudiants reprennent leur année scolaire et même plus d'une fois [...]. La grande majorité quitte après les éléments latins ou la syntaxe et cela non seulement, à cause des échecs, mais aussi à cause de la longueur du cours classique, qui est d'une durée totale de huit ans<sup>141</sup>.

Si le Collège veut former, localement, une élite laïque canadienne-française, l'inspiration de vocations religieuses constitue une priorité tout aussi importante. De 1913 à 1959, un élève sur 10 devient prêtre, ce qui demeure un résultat satisfaisant aux yeux des Jésuites. Claire Pilon consacre plusieurs pages de son livre aux fils de la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf et du Collège du Sacré-Cœur qui ont pris l'habit. Pour ne citer que quelques exemples, on peut mentionner Lorenzo Côté, né à Val-des-Bois (Québec) en 1908, mais qui arrive à Sudbury comme adolescent pour étudier au Collège du Sacré-Cœur. Ordonné, Côté fondera les paroisses de La Résurrection (Sturgeon Falls, 1948) et Saint-Eugène (Sudbury, 1949) avant d'être vicaire général à Saint-Jean-de-Brébeuf, à partir de 1957. Généralement, la paroisse compte de cinq à sept vicaires à la fois, en formation pour devenir curé<sup>142</sup>. Né en 1910 et ayant grandi sur la rue Mountain, Gaston Grenon est passé par le Collège du Sacré-Cœur de 1924 à 1930 avant d'être formé par les Oblats de Marie-Immaculée pour devenir missionnaire auprès des Cris de Fort Albany<sup>143</sup>. Fils de la rue Kathleen et né en 1927, Roger

140. «Au Collège du Sacré-Cœur», *L'Ami du peuple*, 12 février 1954, p. 13.

141. Valiquette, *L'évolution des effectifs étudiants du Collège du Sacré-Cœur, 1913-1960*, p. 30, 36, 42.

142. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (01:09:00); Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 41-52.

143. «Eugène Grenon», [septembre 1957]; «Old-Timer Tales by Pundit Joe», [septembre 1957], dans *Cartable du centenaire de Jeannine Larcher-Lalande* (ci-après CCJLL).

Depatie passe par le Collège avant d'être ordonné et de monter les échelons jusqu'aux évêchés d'Alexandria (1968) et de Hearst (1973). Depatie fait d'ailleurs partie d'une famille immédiate, qui compte trois enfants entrés en religion, dont Gérard, jésuite œuvrant comme professeur à l'Université Cornell (New York)<sup>144</sup>. Né en 1931 à Saint-Charles, René Hébert arrive enfant au Moulin-à-Fleur, fait des études au Collège du Sacré-Cœur et étudie au Séminaire St. Peter's de London pour revenir à la paroisse à titre de vicaire et de coordonnateur de la Jeunesse ouvrière catholique en 1957. Quelques fils du quartier deviennent prêtres sans passer par le Collège du Sacré-Cœur. C'est le cas de Guy Albert, né en 1948 et diplômé de l'école L'Assomption, qui fréquente le collège Resurrection de Kitchener, avant d'être prêtre adjoint dans sa paroisse natale. Après ses études à St. Charles College, Jean-Paul Jolicoeur travaille à titre d'infirmier à temps partiel lorsqu'il se met à réfléchir à ce qu'il « veut faire dans la vie » :

La spiritualité [dans la paroisse] m'a aidé à réfléchir à ma foi, à la manière que je voyais la vie et l'Église. On avait aussi les exemples des prêtres dans ces mouvements [la Jeunesse ouvrière catholique et les scouts]. Mais je n'en ai jamais parlé chez nous que j'allais peut-être devenir prêtre [...]. J'ai lu quelque chose du père Usèbe Ménard, qui avait fondé une école pour les gens qui avaient quitté les études à temps plein pour aller travailler et qui voulaient étudier et réfléchir au sacerdoce<sup>145</sup>.

Malgré la modestie de leurs moyens, certains ménages font des sacrifices importants pour favoriser l'ascension sociale de leurs enfants ; c'est le cas d'Alcide D. :

Je vivais sur la rue Queen, dans un *shack*. J'avais trois filles au Collège Notre-Dame, et ça me coûtait cher. Je payais trente dollars par mois pour leur instruction. Elles achetaient leurs livres de seconde main et portaient l'uniforme usé, devenu trop petit pour la sœur aînée. Mais aujourd'hui, elles sont toutes trois secrétaires et mariées. Elles aident à contribuer aux besoins de la famille [...]. J'ai deux fils qui ont fréquenté le Collège du Sacré-Cœur. L'un est médecin à Montréal et l'autre optométriste. Ils ont fait bâtir ma maison dans laquelle j'habite aujourd'hui [...]. Nos enfants nous

144. André Girouard, « Avec vous, je suis frère », *Le Voyageur*, 26 mai 1993, p. 3.

145. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:30:00).

adorent, nous gâtent de cadeaux et de tendres attentions [...]. Ma plus jeune, qui demeure à Terre Neuve, téléphone tous les premiers dimanches du mois. Son mari gagne des gros gages, mais ils sauvent leur argent pour revenir à Sudbury avant que les enfants soient trop grands. Ils parlent tous français à la maison, mais malheureusement il n'y a pas d'écoles françaises par là<sup>146</sup>.

D'autres obtiennent des bourses d'études après avoir fait bonne figure au Concours provincial de français. C'est le cas de Jean-Marc Aubin, né en 1939 à Mattawa et qui fait ses études secondaires au Collège de 1953 à 1957. Jean-Paul Jolicoeur rappelle aussi le soutien offert par le curé de Saint-Jean-de-Brébeuf: « M<sup>gr</sup> Coallier n'était pas le gars le plus facile à s'arranger avec, mais le gars a valorisé des jeunes et des familles [...]. Il leur a payé des cours. Il y a beaucoup de professionnels qui n'auraient jamais atteint leur niveau d'éducation si Coallier n'avait pas payé leurs études<sup>147</sup>. »

Si le *high school* n'est pas une option chez les Jolicoeur, une famille « très pratiquante », on permet à Jean-Paul de fréquenter St. Charles College, établissement de langue anglaise géré par les pères basiliens. Il justifie son choix: « On ressentait que si on disait qu'on n'allait pas à Sacré-Cœur, ça allait nous causer des problèmes. [...] Dans ma mentalité de jeune [...], ça ne m'intéressait pas [...] pantoute [...]. Sacré-Cœur, était au bout de la rue chez nous. C'était trop proche. Je les voyais l'autre bord de la clôture<sup>148</sup>. »

À St. Charles College, où les frais de scolarité s'élèvent à 25 \$ par mois en 1957 (270 \$ de 2024), on retrouve une poignée de Canadiens français parmi les étudiants et les professeurs, généralement très à l'aise en anglais – ou qui le deviennent. Si certains vont vivre en anglais, d'autres, dont le basilien Normand Frenette et l'élève Jean-Paul Jolicoeur, gagneront leur vie dans des écoles de langue française après être passés par St. Charles.

Le Collège du Sacré-Cœur est confronté à d'autres courants qui fragilisent ses assises: de 1953 à 1959, seuls 2 % des élèves accèdent à la prêtrise (ce taux s'élevait à 16 % dans les années 1910). On forme

146. Alcide D., dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 53-55.

147. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:59:00).

148. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:22:00).

aussi moins de médecins et d'avocats (4 % des diplômés au lieu de 12 %) et beaucoup plus d'enseignants (45 % des diplômés entre 1953 et 1959). Cette évolution restreint le bassin de religieux pouvant revenir enseigner au Collège, mais aussi le nombre d'anciens aisés, en mesure de faire des dons à l'établissement<sup>149</sup>. Puisque le Collège accueille 156 nouveaux élèves en 1956 – un nombre record d'inscriptions –, on doit embaucher plus d'enseignants laïcs, à qui on paie un salaire supérieur à la pension offerte aux religieux. En 1953, on fait construire une annexe pour accueillir la croissance démographique, mais le financement n'est pas au rendez-vous. Pour financer ces constructions, les Jésuites doivent vendre des propriétés et obtenir des dons du diocèse. Parmi les autres facteurs qui diminuent les inscriptions au Collège, l'introduction de cours en sciences humaines en français à l'automne 1965 dans les *high schools* diminue son attrait. Avec deux ou trois cours en français par session, la proposition de la Sudbury High School se rapproche d'une éducation « bilingue » gratuite.

Ce sont de tels « problèmes très concrets [...] relatifs au financement de l'institution<sup>150</sup> », auxquels les dirigeants du Collège sont confrontés. Depuis 1916, le Collège du Sacré-Cœur offre aussi un programme de baccalauréat, grâce à une entente de coopération avec l'Université d'Ottawa (jusqu'en 1927) et l'Université Laval (depuis 1927). La prospérité de l'après-guerre inspire les Jésuites à tenter d'obtenir une charte universitaire du gouvernement provincial. C'est le député cécéciste de Sudbury, Robert Carlin, qui codifie le souhait jésuite dans le projet de loi privé 15, *An Act respecting Sacred Heart College of Sudbury* (1945), dont le but est d'élargir les pouvoirs du Collège pour que sa composante universitaire devienne l'université de Sudbury. Le projet ne dit rien sur la langue ou la religion du futur établissement, mais le Collège du Sacré-Cœur étant francophone et catholique depuis trois décennies, on peut deviner le caractère qu'aurait la nouvelle université. Le projet prévoit la formation d'un conseil de gouverneurs composé de 10 à 21 sujets britanniques et d'un conseil d'administration dont le but serait « *to maintain and operate the University in order to promote the intellectual, moral and*

149. Valiquette, *L'évolution des effectifs étudiants du Collège du Sacré-Cœur, 1913-1960*, p. 16, 24-27.

150. Gervais et Toupin, *Les Jésuites en Ontario*, p. 111.

*physical welfare of its students and teaching staff*<sup>151</sup> ». Le projet passe en deuxième lecture le 20 mars 1945<sup>152</sup>, mais meurt au feuilleton lorsque la chambre est dissoute au déclenchement d'une élection générale. Les progressistes-conservateurs faisant élire une majorité de députés le 4 juin, le projet de loi n'est pas ramené à la prochaine session et Carlin est défait en 1948. Les Jésuites, « assommés par des dettes<sup>153</sup> », reviennent à la charge en 1953 dans l'espoir d'obtenir un financement de la province pour le baccalauréat. Originaire de Verner et ancien collégien, le nouveau recteur du Collège, Alphonse Raymond, est confronté au défi que la province ne finance ni l'éducation de langue française ni l'éducation catholique au-delà de la 10<sup>e</sup> année: elle finance des *high schools* publics de langue anglaise (dont Sudbury High) et des universités laïques de langue anglaise (dont Queen's et Western). Acceptant cette réalité politique, Raymond s'associe à des catholiques de langue anglaise et à des religieux protestants en vue de décrocher le financement public convoité. Les députés Gerry Monaghan (Sudbury) et Rhéal Bélisle (Nickel Belt), Gaston Vincent (président de l'ACFEO) ainsi que le père Raymond élaborent des plans pour faire modifier la charte du Collège du Sacré-Cœur<sup>154</sup>. Le ministère de l'Éducation, William Dunlop, admet le bien-fondé de la requête et suggère un nouveau vote à l'assemblée pour renommer l'institution du Moyen-Nord et valider son statut d'université à part entière. Le 30 mars 1957, la loi est adoptée en troisième lecture. Selon Guy Gaudreau, le projet devient loi cette fois à cause d'un échange d'appuis de Monaghan et de Bélisle avec des députés d'Ottawa, ayant besoin de votes pour créer l'Université Carleton<sup>155</sup>. Malheureusement pour les Jésuites, d'autres projets d'université sont imaginés par des autorités religieuses à Timmins, à North Bay, voire à Sudbury, où le révérend Earl Lautenslager fait des

151. Ontario. Legislative Assembly of Ontario, *Bill No. 15. An Act Respecting Sacred Heart College of Sudbury (Private Bill)*. 2<sup>nd</sup> Session, 21st Legislature, Ontario 9 George VI, 1945, Toronto, Assemblée législative de l'Ontario, 15 février 1945, p. 2.

152. Ontario. Assemblée législative de l'Ontario, Journal des débats (*Hansard*), 2<sup>e</sup> session, 21<sup>e</sup> législature, 20 mars 1945, p. 1729-1730.

153. Daniel Bouchard, *La Société historique du Nouvel-Ontario de 1942 à 1976*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1996, p. 86.

154. Ouellette, « Éducation et économie 1927-1965 », p. 81.

155. Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne: une histoire*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 3-16.

représentations parallèles à Queen's Park pour établir une université protestante à Sudbury. Raymond tente de s'entendre avec lui, mais refuse que l'Église unie soit cofondatrice d'une fédération universitaire, puisque les Jésuites possèdent déjà une quarantaine d'années d'expérience universitaire. En attendant l'élaboration d'un partenariat, l'Université de Sudbury offre des formations en français (et en anglais à partir de 1958) sans financement provincial.

De 1916 à 1960, le Moulin-à-Fleur est le seul endroit dans le Nord où l'on confère des diplômes universitaires. Au-delà du baccalauréat, le Collège a inauguré, en 1942, ce qui correspondrait à un premier centre de recherche sur l'Ontario français : la Société historique du Nouvel-Ontario (SHNO). Son fondateur, le jésuite Lorenzo Cadieux, a voulu « déclencher un mouvement de sympathie pour [...] la petite comme la grande histoire et *intensifier* la connaissance, le goût [...] la culture du régionalisme qui aura l'heur de développer [...] un patriotisme éclairé<sup>156</sup> ». La SHNO s'inscrit dans un courant de l'entre-deux-guerres au Canada français de fonder des sociétés d'histoire régionale, qui visent à dépasser les mémoires locales ou strictement familiales pour rédiger des histoires de personnages, de paroisses et de luttes importantes au patrimoine canadien-français d'une région. Les sociétés historiques doivent ainsi susciter un sentiment d'appartenance à la nationalité canadienne-française en soulignant la contribution des individus qui habitent un territoire donné<sup>157</sup>. En étant antérieure à l'État, la nation peut exister et même ressurgir à l'extérieur du cadre territorial québécois, grâce en partie à la mobilité du clergé enseignant, qui peut faire circuler des idées et implanter des projets. À partir d'artefacts, de mémoires et de témoignages, la SHNO reconstitue une histoire à saveur patriotique en publiant des biographies de figures historiques de langue française ayant vécu dans le Nouvel-Ontario, allant du jésuite Jean de Brébeuf (xvii<sup>e</sup> siècle) à l'entrepreneur foncier Frédéric Romanet du Caillaud (xx<sup>e</sup> siècle), puis nombre d'histoires de paroisses, de villages, de missions et de congrégations religieuses. Ce sont deux jésuites, Lorenzo Cadieux et Germain Lemieux, formés au séminaire de Gaspé et

156. Lorenzo Cadieux, *La Société historique du Nouvel-Ontario*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1942, p. 7.

157. Stéphanie St-Pierre, « Clercs et historiens : le discours d'enracinement et la Société historique du Nouvel-Ontario », *Études d'histoire religieuse*, vol. 81, n<sup>os</sup> 1-2 (2015), p. 62-69.

professeurs au Collège du Sacré-Cœur, qui coordonnent les recherches, épaulent les auteurs et, parfois, rédigent les documents historiques de la SHNO, chacun d'une cinquantaine de pages, que l'on fait paraître une ou deux fois par année. Les professeurs jésuites sont épaulés dans l'administration de la SHNO par les hommes d'affaires J.-Armand Lapalme et Adélarde LaFrance, l'avocat Léo Landreville, l'inspecteur d'écoles Laurier Carrière, ainsi que J.-Raoul Hurtubise. La SHNO vise à rassembler, à vulgariser et à diffuser les connaissances sur les particularités territoriales et humaines de la région, dans l'espoir qu'elle « inspire l'amour de la “petite patrie” et suscite des vocations de chercheurs<sup>158</sup> ». Nationaliste et religieux, ce projet est fortement inspiré de l'œuvre du chanoine Lionel Groulx, avec qui Cadieux entretient une correspondance et de qui il s'inspire pour développer ses plans de cours<sup>159</sup>.

Malgré sa vocation intellectuelle, la SHNO cherche à sortir du cadre du Collège pour éveiller la conscience historique des masses ou du moins celle d'une plus grande élite canadienne-française locale. Parmi ses 250 membres, on retrouve des étudiants, des ouvriers, des religieuses et des enseignantes, et les femmes comptent pour plus du quart des effectifs. Organisées une demi-douzaine de fois par année, les conférences publiques sont ouvertes à un public diversifié de Sudbury, heureux d'en apprendre davantage sur les explorateurs et les familles pionnières canadiennes-françaises dans le Moyen-Nord ontarien. Pour ratisser encore plus large, on inclut des exposés sur la faune, la flore, la géologie et la médecine, même si cela entretient un lien ténu à l'histoire régionale. La vocation pédagogique peut même l'emporter sur la dimension scientifique, puisque les brochures sont parfois écrites par des praticiens de certains domaines. La vocation de « faire revivre » l'histoire canadienne-française et catholique du moyen-nord de l'Ontario consiste aussi à faire passer des messages, en soulignant le dévouement de Jean Nicolet ou des familles pionnières aux desseins de la Providence pour relever le défi de s'établir dans un milieu parfois inhospitalier. Dans son histoire de Chelmsford, M<sup>gr</sup> Stéphane Côté fait l'apologie de l'agriculture et dénonce

---

158. J.-Raoul Hurtubise, cité dans Bouchard, *La Société historique du Nouvel-Ontario*, p. 139.

159. Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières: les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004, p. 377-378.

ce qu'il considère comme étant une surdépendance sur le travail salarié<sup>160</sup>. Plus jeunes, Cadieux et Lemieux sont plus tendres envers l'urbanisation, s'intéressant aux mines de Coniston et aux manufactures de Welland<sup>161</sup>. Œuvrant en milieu urbain, les pères jésuites veulent renforcer la conscience collective et le statut sociopolitique des Canadiens français en milieu minoritaire. Tirés chacun à 800 exemplaires, les documents historiques connaissent un certain succès. Le texte du discours de Lionel Groulx, livré à Sudbury en 1943, devient un *best-seller* franco-ontarien en écoulant 5 000 exemplaires! Même si la qualité de la méthodologie, de l'analyse et des conclusions varie, l'œuvre de la SHNO est importante au développement des connaissances en français à Sudbury.

### **Souffrir et se faire soigner**

La souffrance fait partie du périples humain, mais certains souffrent plus que d'autres. Du récit de Claire Pilon à celui d'Alex Trebek, en passant par les témoignages spontanés du sondage de 2020, les tragédies ou quasi-tragédies marquent le passé et la mémoire des Moulin-à-Fleurois.

Bien que la plaine des Jésuites ait l'air totalement plate, la rive est du ruisseau Junction est légèrement plus basse que la rive ouest, ce qui la rend plus susceptible aux inondations lorsque l'imposant marécage, qui sépare le Moulin-à-Fleur du Nouveau-Sudbury, sort de son lit. Lorsque les crues du printemps sont considérables, le ruisseau inonde d'abord les parties méridionales des rues Perreault et Dell, mais il parvient aussi, certaines années, à submerger, sur la rive ouest, les rues Notre-Dame, Wilma et St. Charles<sup>162</sup>. Le Moulin-à-Fleur a subi des inondations « en masse<sup>163</sup> », d'après Jeannine Larcher-Lalande, qui se rappelle avoir vu des gens circuler en canot sur la Notre-Dame.

Or, le sud du quartier, où habite sa famille, est plus élevé et ne subit pas de telles épreuves. Même réalité chez les Jolicoeur, qui habitent la rue St. George, sur la rive ouest.

---

160. *Chelmsford, Coniston, Chapleau*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1944.

161. *St-Ignace II et Welland*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1946.

162. Entretien téléphonique avec Pauline Carrey Villeneuve, 7 janvier 2021, (00:06:00).

163. Entretien avec Jeannine Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:43:00).



**Figure 2.9** – Le Ruisseau Junction, vers 1950.

Source: APJLL.



**Figure 2.10** – Une inondation des maisons pionnières (rive est) du Moulin-à-Fleur, vers 1930.

Source: APJLL.

La distinction entre l'emplacement se double d'une distinction de classe sociale interne au quartier. Le patriarche des Jolicoeur a un métier – il est électricien – et la famille est propriétaire de sa maison; on a aussi de la plomberie intérieure, ce qui n'est pas toujours le cas de «l'autre bord» du ruisseau. Lors d'une inondation de la rive est, Jolicoeur se

rappelle que « les toilettes [extérieures] flottaient ». « On riait de ça, quand on était plus jeune<sup>164</sup> », en parlant de la conscience qu'ont les enfants des inégalités au sein même du quartier. Sur cette rive « plus rudimentaire », on est locataire la plupart du temps, les pères sont des ouvriers non qualifiés ou des journaliers et les ménages n'ont pas tous de la plomberie intérieure. « J'ai grandi jusqu'à 9 ans sur [...] le mauvais côté de la rue Bond », témoigner un répondant de 2020. Jolicoeur se rappellera qu'on lui défendait « de traverser les *tracks* » ou d'aller « sur la rue Leslie ou la rue Peter<sup>165</sup>. » Pauline Carrey Villeneuve retient des souvenirs semblables sur le ruisseau, qui scinde la communauté en deux :

On nous disait : « L'autre bord du “crique”, c'est *tough* » [...]. On ne connaissait pas tellement les amis de ce côté-là [...]. Les maisons étaient moins chères. C'était plus peuplé de l'autre côté [...]. Tu voyais des maisons sans porte pour les moustiques, la porte en avant et en arrière ouverte. *Envoye* les mouches ! Il y avait beaucoup de gens pas capables d'avoir du mieux [...]. C'était plus malpropre [...]. Les voisins secouraient l'un et l'autre [...]. Tu connaissais tout le monde sur la rue. Ça prend un village pour élever un enfant. S'il voyait te faire quelque chose, ils allaient le dire à tes parents<sup>166</sup>.

Visiblement, des préjugés à l'égard des gens pauvres que l'on connaît peu ou pas, existent dans les familles d'ouvriers qualifiés de la rive ouest.

Mais c'est dans son ensemble que le Moulin-à-Fleur tend à être négligé par la municipalité. En mai 1946, alors que l'on pose les premiers égouts sur l'avenue Clinton, *L'Ami du peuple* constate que ce sont « des travaux qui s'imposaient depuis déjà longtemps » pour que ces rues « du Moulin-à-Fleur, deviennent plus modernes et plus hygiéniques<sup>167</sup> ». En octobre 1952, la ville installe « enfin [...] des lumières aux coins des rues King et Notre-Dame » :

Tout le monde est content [...] et avec raison. C'est tout à l'avantage des piétons et aussi des automobilistes qui par hasard auraient à marcher [...] Ces lumières ralentiront sensiblement la vitesse des autos. Depuis qu'on a réparé la rue Notre-Dame, plusieurs chauffeurs en profitent pour reprendre le temps qu'ils perdent dans les rues centrales

164. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:14:00).

165. *Ibid.*, (00:16:00).

166. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:58:00).

167. « Travaux au Moulin à Fleur », *L'Ami du peuple*, 23 mai 1946, p. 1.

de la ville. Dorénavant, ils auront à modérer [...]. Félicitations [*sic*] notre Conseil d'avoir remédié à une situation fort dangereuse<sup>168</sup>.

Depuis ses débuts, le quartier est mal aimé. En août 1950, le *Sudbury Star* écrit que la ferme Boulay de la rue Notre-Dame aurait dû être vendue non pas au Conseil coopératif de Sudbury, mais à une industrie, jugeant que les Moulin-à-Fleurois, qui ont obtenu « une aubaine », n'en feront rien de bon. *L'Ami du peuple* juge qu'une « partie du Moulin à Fleur s'impose comme lieu propice où se déverserait le trop-plein de la population », puisque « notre ville est rendue au point de saturation<sup>169</sup> » :

La proposition du Conseil Coopératif de Sudbury, qui, incidemment, est présidée par M. Élisée Ferland, n'est pas aussi folle que le *Star* voudrait le laisser croire. Des coopératives d'habitation ont déjà, en partie du moins, donné la solution au problème du logement dans plusieurs villes du Québec [...]. Le but de la Coopérative d'habitation est de faire des propriétaires. Seule une organisation de ce genre peut réussir parce qu'elle possède les moyens financiers voulus pour que les gagne-petits ne soient pas apeurés devant la perspective d'entrer en possession d'une maison. La population française de Sudbury aurait tout intérêt à voir réussir un tel projet<sup>170</sup>.

En septembre 1953, le journal se demande si la ville se soucie du Moulin à Fleur :

Les discussions commencent à chauffer au conseil de ville concernant la protection des propriétés voisines au ruisseau Junction qui cause des dommages assez élevés à la fonte des neiges chaque printemps. Le conseiller Vic Whalen a pris la tâche de championner les gens du « Moulin à Fleur », plusieurs desquels sont obligés d'évacuer leur demeure quand l'eau du ruisseau prend possession du logis. Des travaux élaborés ont été accomplis cette année à l'autre extrémité de la ville, mais rien n'a été fait à l'extrémité nord [...]. L'attitude de plusieurs conseillers est que ce travail pourrait bien attendre encore un an [...]. Le conseiller Whalen qui prend cette cause à cœur, s'est écrié que les gens du Moulin à Fleur attendent cette amélioration

168. « Une heureuse initiative », *L'Ami du peuple*, 24 octobre 1952, p. 10.

169. [Adolphe Proulx], « “Une farce ou une aubaine?” », *L'Ami du peuple*, 4 août 1950, p. 2.

170. *Ibid.*, p. 11.

depuis 20 ans et que rien n'a encore été fait. On ne trouve pas l'argent nécessaire, dit-il, mais on trouve bien 75 000 \$ pour construire un aéroport à l'extérieur de la ville [...]. Si on n'en arrive à aucune solution dans un avenir rapproché, plusieurs résidents du Moulin à Fleur peuvent se préparer à se mouiller les pieds encore l'an prochain<sup>171</sup>.

Le *Sudbury Star* continue de représenter le quartier comme un endroit peu désirable :

*City Council's specially appointed flood control committee will have to stop referring to the Flour Mill area in its deliberations on Junction Creek flooding. Ald. Abbie Gagnon complained to council Tuesday night [March 17, 1959] that publicity given spring flooding has led to much concern in the Flour Mill area. He said that many people in no danger of being flooded are concerned. Landlords are having trouble renting apartments, he added. City engineer T. L. Hennessy drew council's attention to two maps, which showed the flood potential in the northern section of the creek. He noted that only a few properties in the vicinity of Dell and St Charles Streets would be affected by flooding<sup>172</sup>.*

Le *Sudbury Star* ignore la requête du conseiller Gagnon en affichant une grande photo dans l'édition du mardi 31 mars 1959 sous le titre «Flour Mill Flood Threat Eases» :

*The ice break-up in Junction Creek Monday marked the end of the flood threat in Sudbury this year [...]. The pressure can be seen by a swell of the water pouring out from beneath the ice rift. Public works crews are helping to speed the ice along as soon as it breaks up. City officials said today there is no danger of flooding unless Sudbury receives a prolonged rainfall<sup>173</sup>.*

Le 7 avril, le *Sudbury Star* rapporte que le Moulin-à-Fleur a été largement épargné des scénarios catastrophiques<sup>174</sup>, mais que les élus de la ville continuent d'hésiter à y investir :

171. «Se soucie-t-on du Moulin à Fleur?», *L'Ami du peuple*, 18 septembre 1953, p. 1.

172. «Flour Mill Hit By Flood Scare», *The Sudbury Daily Star*, 18 mars 1959, p. 13.

173. «Flour Mill Flood Threat Eases», *The Sudbury Daily Star*, 31 mars 1959, p. 3.

174. «Flour Mill Area Appears to Be Free of Flood Dangers», *The Sudbury Daily Star*, 7 avril 1959, p. 3.

*A motion for re-surfacing of roads in the Flour Mill area was held up Tuesday night by city council so the matter can be considered by public works committee. Ald. A. Gagnon, who made the motion, felt it was something to do for people of the area "until we can wake up the conservation authority to do something" [...]. Much discussion centred around a proposed storm sewer for the area since further flooding would affect permanent re-surfacing [...]. Mayor [Joe] Fabbro emphasized council's policy of striving for permanent re-surfacing and said it should go to public works for consideration, then to board of control, and finally to council. Gagnon suggested that the mayor "get out and drive on the roads" [...]. Ald. W. C. Jarrett, in defence of the conservation authority, said it is doing the job as fast as possible. "If there is any person as confused as one alderman", he added, "I will be glad to meet him after council." Gagnon, who had spoken several times on the motion, asked for an opportunity to answer but was refused by Mayor Fabbro, who said Jarrett had not referred to anyone in particular<sup>175</sup>.*

En janvier 1961, le *Sudbury Star* en rajoute en qualifiant un coin du quartier de « *slum* » :

*Sudbury Planning Board does not think a private street in the Flour Mill section should be taken over by the city. In fact, it feels the half-dozen houses along the street should be demolished, and the land dedicated to the industrial use which surrounds it [...]. Photographs circulated at the planning board meeting showed a collection of old-style wooden houses, and back yards littered with the bodies of old cars [...]. Its owners were given in the works committee minutes as Bertrand Bros. and J. A. LaPalme, who reportedly rent it to tenants [...]. Far from approving residential use of the street, planning board designated it for special attention in the "urban renewal"—or slum clearance—project pending for Sudbury<sup>176</sup>.*

Comme la vie du quartier ne peut être réduite à ses représentations négatives, le ruisseau Junction est à la fois lieu de plaisirs et de dangers. Pauline Carrey Villeneuve se rappellera :

175. «Flour Mill Roads Give City Council Some Rough Patches», *The Sudbury Daily Star*, 2 avril 1959, p. 5.

176. «Flour Mill Street Said Slum Area by Planners», *The Sudbury Daily Star*, 18 janvier 1961, p. 3.

Comme de raison, c'était une bonne place pour glisser et patiner l'hiver. Mais quand le printemps venait, c'était dangereux. Il y avait des trous dans le pont [...] sur la rue King. C'était le seul qui allait de l'autre côté, sur les autres rues l'autre bord du *creek*. [...] Mes parents trouvaient ça dangereux ; on n'était pas censé aller de l'autre côté<sup>177</sup>.

Quand la glace est mince, à la fin de l'automne et de l'hiver, des enfants laissés sans la supervision d'un adulte, connaissent des frousses. D'après Jeannine Larcher-Lalande :

Tant bien tu dises aux enfants de ne pas aller jouer au ruisseau, ils vont y aller! [...] Je me rappelle d'avoir sauvé ma petite amie [Alice Rochette] qui essayait de traverser de l'autre côté [...]. J'avais à peu près 12 ans et elle était plus jeune<sup>178</sup>.

Trebek connaît un incident similaire, également en 1946, alors qu'il a six ans :

*I tested the ice; it cracked, and I fell in [...]. A railway worker not too far away spotted me and came over to help me out and took me back home [...]. By the time I got to the house I was near frozen to death, soaking wet in winter clothing [...]. That was the beginning of about twelve years of terrible rheumatism—rheumatic pain behind my knees. I used to wake up crying in the night, and my mother or dad would get up and rub my legs with Sloan's liniment<sup>179</sup>.*

Même lorsque l'enfant survit, l'expérience peut être traumatisante. En 1951, Raymond Villeneuve a 12 ans lorsqu'il vient au secours d'un enfant, tombé dans le ruisseau : « Une petite fille de 6 ans [...] est tombée du côté, puis elle était sur un gros morceau de glace, il s'est mis à plein ventre, quelqu'un l'a tenu, et il a pu l'attraper avant qu'elle parte [...]. Il n'en a jamais parlé [sauf] quand il a eu la démence [en fin de vie], il en a reparlé. Ç'a l'avait vraiment traumatisé<sup>180</sup>. »

*L'Ami du peuple* rapporte, en juin 1956, une autre quasi-tragédie :

177. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:53:00).

178. Entretien avec Jeannine Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:41:00).

179. Trebek, *The Answer is... Reflections on My Life*, [Format Kindle].

180. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:54:00).

Raymond St-Martin, 11 ans, 44 rue Myles sauva une petite fille de 1½ ans d'une noyade certaine dans les eaux du ruisseau Junction. Georgina Petrakos, 317 rue Agnès jouait sur le bord du ruisseau et y tomba [...]. Raymond enleva son gilet et sauta dans le ruisseau et la ramena au bord. Une heure après, la fillette était chez elle après avoir été soignée par le D<sup>r</sup> F. L. Powers<sup>181</sup>.

Les enfants ne sont pas tous aussi chanceux qu'Alice Rochette, Alex Trebek ou Georgina Petrakos, car il y aurait eu, selon le compte de Claire Pilon, au moins une vingtaine de noyades d'enfants dans le ruisseau entre 1920 et 1972. Malgré l'installation d'un premier barrage pour contrôler le débit de l'eau en 1957, la fréquence des incidents augmente – trois dans les années 1940, quatre dans les années 1950 et huit dans les années 1960<sup>182</sup>. René Frappier raconte :

Le 24 avril 1945, un bambin de trois ans et demi joue avec son chien dans la cour de sa demeure à 340 rue Queen qui touche au ruisseau Junction. Sa mère, madame Percy French le surveille de la fenêtre de sa cuisine. Soudain il disparaît de sa vue. Madame Roy qui marche avec sa belle-sœur et ses enfants sur la rue Agnès aperçoit l'enfant flotter dans l'eau. Elle court à la première maison pour avertir la police pendant que madame Henri Thériault, demeurant à 317 rue Agnès, s'avance dans le ruisseau et tire l'enfant sur la rive. Les pompiers arrivés sur la scène lui donnent la respiration artificielle pendant plus d'une demi-heure [...]. Neil est l'enfant unique de ces parents éprouvés qui un an auparavant ont perdu une petite fille<sup>183</sup>.

Marguerite Whissell-Tregonning rappellera deux autres incidents :

Le 12 octobre 1961, 500 personnes accourent et se groupent sur un terrain vacant, près du ruisseau Junction à proximité de la rue Dell. Ils regardent avec anxiété les pompiers et les policiers qui donnent la respiration artificielle à la petite Claire Gervais, âgée de 4 ans. Voulant ramasser un sandwich tombé à l'eau, la fillette est emportée par le courant [...]. Cinquante-sept minutes après que le constable Walter Wilson l'eut retirée de l'eau, à une profondeur de 35 pieds,

181. « Les nouvelles en raccourci », *L'Ami du peuple*, 14 juin 1956, p. 5.

182. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 97-98.

183. René Frappier, dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 140-141.

elle est déclarée sans vie. Ses parents, monsieur et madame Fred Gervais, lui avaient donné la permission d'aller visiter ses grands-parents, dans l'après-midi, accompagnée de sa sœur Huguette, deux ans son aînée. [...]

C'est le 14 avril 1967 [...]. Madame Gagnon, qui demeure à 254 rue King, est à la maison quand elle voit le jeune David Larcher, demeurant à 513 rue Laforest, arriver avec le tricycle de son fils Marc. [...] Les deux enfants jouaient à l'extérieur depuis trois heures de l'après-midi. Madame Chrétien, 321 rue King, cru voir un rat musqué flotter dans le ruisseau, mais à seconde vue, elle réalise que c'est le corps d'un enfant. Elle appelle Richard Soini qui demeure dans la même maison. Les pompiers et les policiers sont alertés à l'instant [...]. Après deux heures et demie de fouille, le père de Marc, accompagné de monsieur Léo Ouimette, retire le corps de l'enfant des eaux turbulentes et boueuses, sous le pont de la rue King. Marc laisse trois frères, Barry 14 ans, Donald 12 ans, Bryan 9 ans et une sœur, Susan 6 ans. C'est une mère en pleurs et un père angoissé qui lancent un appel déchirant et désespéré au conseil municipal, demandant : « Quand allez-vous placer une clôture ? Il est plus que temps ! Ce ruisseau est un danger pour toute la communauté. » Ses appels sont restés sans conséquence<sup>184</sup>.

L'aménagement des parcs O'Connor (1954) et Percy (1957) devait dissuader les enfants de jouer près du ruisseau Junction. Les noyades ont « ébranlé les gens autour<sup>185</sup> », rappellera Larcher-Lalande. *L'Ami du peuple* publie des brèves sur des funérailles d'enfants, mais ne précise pas souvent la raison du décès. Le ruisseau emporte aussi des adultes lorsque le courant est élevé et l'eau est froide, dont William Burton, mort à 45 ans en septembre 1946<sup>186</sup>. Et *L'Ami du peuple* rapporte aussi des noyades ayant lieu sur les lacs Long, Whitewater, Nipissing et Ramsey<sup>187</sup>. La construction de barrages, entre 1950 et 1970, diminue la fréquence des inondations, mais les noyades d'adultes et d'enfants se produiront tout aussi souvent.

184. « Noyades », dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 161-163.

185. Entretien avec Jeannine Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:41:00).

186. « Tragédie », *L'Ami du peuple*, 3 octobre 1946, p. 1.

187. « Trois noyades », *L'Ami du peuple*, 2 février 1950, p. 1, 10 ; « Azilda, Ont. », *L'Ami du peuple*, 20 août 1954, p. 12 ; « Noyade à Sturgeon Falls », *L'Ami du peuple*, 14 mars 1957, p. 5.

Ce ne sont pas les seules tragédies à se produire. Le 5 décembre 1946, madame Brouillette, du 447, rue Dell, traverse la rue pour amener un colis à sa voisine, lorsque :

Thomas âgé de 3 ans découvrit une boîte d'allumettes. On suppose que l'enfant en alluma une et surprise par la flamme la lança devant lui sur la balançoire en canevas dans laquelle se trouvait sa petite sœur Florence, âgée de 8 mois. La balançoire prit feu et le garçonnet apercevant ce qui se passait courut en criant vers la maison voisine où se trouvait sa mère. M<sup>me</sup> Brouillette arriva chez elle pour trouver la balançoire complètement brûlée et les vêtements[s] du bébé en flamme. Elle roula l'enfant dans une couverture et l'ammena immédiatement à l'hôpital St-Joseph où le Dr J. H. Stanyon lui donna les premiers soins. Malgré les transfusions de sang et les bons soins qu'on lui administra immédiatement, l'enfant mourut le lendemain vers une heure de l'après-midi<sup>188</sup>.

Selon Whissell-Tregonning, les incendies sont tout aussi fréquents que les noyades :

Le 13 juin 1952, un incendie occasionné par un feu dans un baril de débris, laissé sans surveillance, laisse 7 familles sans abri (31 personnes). Les propriétés au 468 Myles et le commerce au 470 sont détruits [...]. Il y aussi la maison voisine, située au 472, propriété de madame Mary Manavich [...]. Edgard Nault et son frère Guy prennent leur déjeuner dans la cuisine dans leur logis au deuxième étage. Alertés, l'un d'eux saisit la bourse de sa mère en sortant et les deux courent à l'arrière de la maison pour essayer d'éteindre le feu, mais en vain; les flammes lèchent déjà leur demeure. Rien ne peut être sauvé.

Le 30 juin 1952, deux autobus sont lourdement endommagés dans une explosion de gazoline qui brûle les murs du garage de Nickel Belt Coach Lines, au 172, rue Queen [...]. Les deux employés, Jack Brand et Matt Blake étaient à vider un réservoir de l'un des autobus. Une étincelle jaillie au contact de deux morceaux de métal tombant l'un sur l'autre est la cause de l'explosion. Les deux employés, ayant vidé six extincteurs, n'ont pas réussi à maîtriser le feu. Les pompiers ont vite éteint les flammes qui n'ont laissé que les quatre murs intérieurs de l'établissement.

En passant en avant de la demeure de madame Antoine, à 430 rue Myles, monsieur Théodore Renault s'arrête en la voyant sortir

---

188. « Paroisse St-Jean Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 12 décembre 1946, p. 1.

affolée tenant dans ses bras son bébé de quatre mois, brûlé à mort [...]. Alors que la jeune maman visite sa voisine, madame Aurel Nault, qui demeure dans le logis adjoignant le petit appartement de deux chambres du jeune couple, le landau, dans lequel le bébé dort, roule sur le plancher de la cuisine pour s'arrêter sur le fourneau du poêle [...]. Le bois embrasé met le feu à la couverture du bébé ainsi qu'au carrosse fait de matériel très combustible. En entendant le bébé crier, la mère se rend à lui pour constater que le landau brûle et que la petite Hélène ne vit plus [...]. La jeune maman et inconsolable<sup>189</sup>.

Dans certains incidents, la supervision des enfants semble laisser à désirer. La moitié des Moulin-à-Fleurois (54 %) interrogés pour le sondage en 2020 préféreront ne pas répondre aux questions sur la violence. Parmi les autres répondants, 67 % affirmeront n'avoir « jamais » été témoin de violence dans leur maison d'enfance; 68 % affirmeront cependant en avoir vu dans le quartier, « à tous les mois » pour certains d'entre eux. Bien que nous n'ayons pas insisté sur ce point, certains témoignages en ont fait état: « La violence que j'ai vue venait un peu de ma famille, mais surtout de la part d'une très bonne amie qui se faisait battre par sa mère. Une enseignante de 8<sup>e</sup> année est intervenue, mais le dommage fut fait. Mon amie a amené cette violence [par la suite] dans sa propre famille. »

Pour soulager ces souffrances, les Sœurs grises, les infirmières laïques et les médecins font ce qu'ils peuvent avec les moyens à leur disposition. D'ailleurs, depuis 1920, la congrégation administre l'École d'infirmières Sainte-Élisabeth. Dans un édifice adjacent, les infirmières sont formées pendant trois ans en anglais, même si la majorité des étudiantes sont francophones. Plusieurs des diplômées décrochent un emploi à l'hôpital Saint-Joseph, dont le financement est assuré, à partir de 1941, par la Croix bleue, une assurance hospitalisation privée. L'assurance hospitalisation est aussi offerte par les mines à leurs employés. En 1950, l'établissement compte 177 religieuses et 611 salariés laïcs; l'hôpital est alors le plus grand employeur à Sudbury après les mines<sup>190</sup>. La province prend

189. « Des incendies inoubliables », dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, p. 155-157.

190. Huguette Parent, *L'Hôpital Saint-Joseph de Sudbury*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1985, p. 99-109; Entretien avec Jeannine Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:18:00).

en charge le financement de tels établissements avec l'introduction de l'assurance hospitalisation universelle (1959) et de l'assurance universelle de santé (1964). La mesure réjouit les religieuses, qui «deviennent des salariées rémunérées [...] dans leurs propres institutions<sup>191</sup>». Certains Moulin-à-Fleurois, qui ne pouvaient pas se permettre les frais d'hospitalisation, bénéficient désormais de soins, autrefois réservés aux assurés et aux gens nantis. L'hôpital, qui vieillit, est quand même confronté à l'augmentation des besoins et à la sophistication des professions. En 1967, la province annonce son intention de construire un hôpital moderne (laïc) près du lac Ramsey.

### Travailler et consommer

«Travailler, c'est trop dur, mais voler, c'est pas beau», chante le Cadien Zachary Richard. Pour nombre d'ouvriers, le travail est un mal nécessaire pour faire vivre sa famille. *L'Ami du peuple* consacre l'une de ses huit pages à «La vie ouvrière». Si elle n'accorde pas la parole aux ouvriers comme tels, la chronique permet de saisir les considérations de Camille Lemieux, lui-même employé de l'INCO et résident du Moulin-à-Fleur. Dans l'une des premières chroniques, le journal présente les «formes diverses de syndicats», dont les syndicats catholiques qui «se constituent entre catholiques, possèdent un aumônier comme conseiller moral et soumettent leurs activités aux principes de morale sociale de l'Église<sup>192</sup>», les syndicats «neutres», ainsi que les syndicats nationaux et internationaux. Devant l'absence de syndicats catholiques à Sudbury, il importe pour *L'Ami du peuple* de privilégier les syndicats canadiens pour éviter le «danger politique [...] d'avoir des syndicats relevant d'un centre étranger qui n'a ni nos lois, ni nos coutumes, ni notre mentalité, ni les mêmes problèmes que nous<sup>193</sup>». Le journal se montre sympathique aux syndicats qui peuvent «obtenir des salaires plus raisonnables» et «des conditions de travail plus humaines», même s'il se montre interpellé par les syndicats catholiques, qui cherchent également à habiliter les ouvriers en créant «des assurances, des coopératives, des caisses populaires» pour contribuer simultanément

191. Gauthier et Lord, *La charité en action*, p. 208.

192. «Le syndicalisme au Canada», *L'Ami du peuple*, 26 novembre 1942, p. 6.

193. *Ibid.*

au « perfectionnement moral<sup>194</sup> ». Puisque « Sudbury » ou « Ontario » n'apparaissent jamais dans la chronique, on peut présumer que plusieurs textes sont relayés du Québec et ne sont pas de la plume de Lemieux.

Depuis décembre 1943, les ouvriers de Falconbridge et de l'INCO sont affiliés à l'Union internationale des mineurs, moulins et fonderies (Mine Mill), qui n'est ni canadienne ni catholique, et adepte d'une gauche, par moments, radicale. Si *L'Ami du peuple* et les Canadiens français voient un syndicat canadien comme étant un moindre mal, seraient-ils sympathiques à ce que le Congrès canadien du travail (CCT) prenne en charge les ouvriers de Sudbury? Dès janvier 1949, le journal rapporte les efforts de recrutement du CCT auprès des mineurs de Timmins à Port Colborne, affiliés au Mine Mill, qui compte 100 000 membres aux États-Unis. Lors d'un passage à Sudbury, le président international du Mine Mill, l'Américain John Clark, accuse le CCT d'avoir un fonctionnement « arbitraire » et « antidémocratique<sup>195</sup> ». Clark estime qu'il « n'a pas l'intention de sortir des mines ». C'est d'ailleurs pourquoi le syndicat achète des publicités de pleine page dans *L'Ami du peuple*, dont en avril 1950, pour souhaiter « d'heureuses Pâques [...] à tous les membres de notre Superbe Local 598 » et « à tous nos amis<sup>196</sup> ». L'exécutif du 598, présidé par Mike Solski, comprend un Canadien français, le secrétaire-trésorier Normand Jacques. Le journal rapporte les représentations de la section syndicale auprès du ministre des Mines et député de Sudbury, Welland Gemmell, à qui l'on remet sept recommandations pour améliorer la sécurité, la santé et la transparence dans les mines :

Le bref déclare qu'il considère le travail à primes (bonus) comme contribuant en grande partie aux nombreux accidents. Avec ce système, il est inévitable que le travailleur soit porté à prendre des « raccourcis » au détriment des règles de prudence. Des mineurs d'expérience affirment en effet qu'il est pratiquement impossible de gagner la prime si l'on observe les règles de sûreté [...]. M. Gemmell en acceptant le bref déclara que son ministère en ferait une étude sérieuse et qu'il en sera tenu compte lorsqu'on révisera la loi<sup>197</sup>.

---

194. *Ibid.*

195. John Clark, cité dans « Querelles Ouvrières d'Unions Rivaies », *L'Ami du peuple*, 28 janvier 1949, p. 8.

196. « Meilleurs vœux d'heureuses pâques », *L'Ami du peuple*, 7 avril 1950, p. 7.

197. « Remise d'un Bref important de l'union locale, 598 à M. Gemmell, Ministre des Mines », *L'Ami du peuple*, 16 novembre 1951, p. 1, 5.

Si la couverture de *L'Ami du peuple* du Mine Mill est généralement objective, le journaliste Pierre Laliberté n'hésite pas à enquêter sur le syndicat, dès 1952 :

La semaine dernière, nous écrivions que le Mine Mill International poursuivait le but bien arrêté – à savoir semer l'athéisme par tous les moyens mis à sa disposition. Sur l'échelle internationale, les chefs du Mine Mill [...] supportent l'attitude de la Russie communiste dans sa propagande contre le monde libre : congrès pour la Paix, appui tapageur à la Chine communiste, publicité contre le plan Marshall et l'Union Atlantique [...]. Les feuilles de l'Union Internationale, de même que les périodiques locaux du Mine Mill se sont appliqués en tout temps à détruire l'idée du profit juste, de l'autorité du patron, et à montrer en épingle toutes les injustices sociales vraies ou fausses [...]. Depuis au moins deux ans, le Mine Mill Mine Mill Local s'est démarqué [...]. M. Nelson Thibeault, ancien président du local 598 [...] assistait activement au dernier Congrès de la Paix à Toronto cette année [...]. Est-ce que les ouvriers du Mine Mill sont solidaires de leur représentant élu [...] ? Encore cette année, le Local 598, à l'instigation de MM. Thibeault, Solski, et Smaller etc., une contribution de mille dollars par semaine fut apportée à l'organisation communiste de Madeleine Parent et cie, organisation vouée au noyautage des ouvriers du textile à Montréal. Ces deux faits prouvent-ils quelque chose<sup>198</sup> ?

Le journal succombe à la paranoïa « rouge » du début des années 1950, même si le Mine Mill appuie les candidats ouvriers aux élections, dont Arthur de Carufel du 614, rue Notre-Dame, qui se présente comme conseiller à la Commission des écoles séparées et Maurice Chénier, du 407, rue Dell, qui se présente comme échevin pour le quartier Fournier. Ces pères de famille, originaires de Pointe-Gatineau et de Mattawa, travaillent de manière honnête pour la Pineland Lumber et la mine Falconbridge, affiliées à la section 598<sup>199</sup>. Selon *L'Ami du peuple*, ces candidats s'engagent à « garder les droits constitutionnels de la population française en ce qui concerne notre langue, l'administration des écoles séparées, etc. » Le journal défend également le député cécéfiste, Robert Carlin, contre les attaques du *Sudbury Star* qui manque de « mesure »

198. Pierre Laliberté, « Enquête sur le Mine-Mill à Sudbury », *L'Ami du peuple*, 17 octobre 1952, p. 4.

199. « Citoyens de Sudbury », *L'Ami du peuple*, 2 décembre 1943, p. 6.

dans sa « haine des communistes », selon lui. Carlin a présenté un projet de loi privé pour obliger l'INCO à installer un souffleur à ses hauts-fourneaux, une mesure louable selon *L'Ami du peuple* :

Le *Sudbury Star* a accusé M. Carlin de vouloir se faire un capital politique facile avec des projets de loi qu'il savait inacceptables au ministère [...]. Mais il n'a pas soufflé un mot des dommages considérables que les fermiers de Chelmsford, Blezard Valley, Rayside, Hanmer, Noëlville, Lavigne et St-Charles, subissaient à chaque année [...]. Leur député n'a agi en cette circonstance que sur les insistances des cercles régionaux [...]. Ce bill n'est pas fou, nos cultivateurs le savent lorsqu'ils voient leurs récoltes brûlées « à ras terre » par le soufre de l'INCO [...]. Que le *Star* ne fausse pas la vérité même s'il est aveuglé par sa lutte contre un sympathisant de la gauche<sup>200</sup>.

Cet appui à Carlin n'est pas nécessairement répandu dans la population, puisque le député sera défait par le progressiste-conservateur William Gemmell en 1948 ; ce dernier sera élu en 1951 avec 13 600 voix (contre 11 300 voix pour le libéral Léo Landreville et 5 500 votes pour le cécé-fiste George Miller). Les Canadiens français ont-ils voté davantage pour le Canadien français ou pour le syndicaliste ? « Par ces chiffres », spéculé *L'Ami du peuple*, « il est évident que le groupe d'employés affilié à l'union Local 598 n'a pas supporté la CCF<sup>201</sup> ».

S'il est impraticable d'installer des syndicats canadiens-français et catholiques en milieu minoritaire, la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf encourage l'arrivée de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), fondée en 1932. La JOC canadienne de langue française existera dans 22 diocèses. Son esprit d'« une école pratique, une école dans la vie » habilite les jeunes : « La J.O.C. est au service des Jeunes Travailleurs et entend le demeurer. Le secret de la J.O.C. est sans contredit la confiance qu'elle a toujours mise dans le Jeune Travailleur : c'est une personne humaine, un fils de Dieu qui a une mission humaine et divine à accomplir. "Entre eux, par eux", ils doivent s'organiser<sup>202</sup>. »

200. André Laflèche, « Incartade du 'Star' », *L'Ami du peuple*, 22 avril 1948, p. 1.

201. « Les Conservateurs balaient la Province », *L'Ami du peuple*, 23 novembre 1951, p. 1.

202. « Depuis 30 ans la J.O.C. répond aux problèmes des jeunes travailleurs du Canada-français », *L'Ami du peuple*, 12 juillet 1962, p. 2.

Depuis 1937, l'Église catholique tient des Semaines sociales sous différents thèmes, qui gravitent autour d'un « nouvel ordre social chrétien » de la « restauration sociale de la famille » et de « la conception chrétienne du travail<sup>203</sup> » ; des réunions mondiales sont prévues aux trois ans. Les Moulin-à-Fleurois ont accès à ces congrès mondiaux par les fils de presse retransmis dans leur journal local. De la paroisse, Edna Frappier, Orilda Devost et Gaétane Brunet participent au congrès, tenu à Montréal le 29 juin 1947, qui accueille des milliers de jeunes catholiques canadiens, mais aussi des invités d'une cinquantaine de pays, venus souligner le 15<sup>e</sup> anniversaire de la JOC canadienne<sup>204</sup>. Si les syndicats internationaux sont une fatalité et le communisme devient « envahissant », le congrès explore la possibilité de fonder « une Internationale ouvrière chrétienne<sup>205</sup> ». Mais la JOC se vit au niveau paroissial avant tout :

Grâce aux réunions régulières, à la découverte des problèmes, aux actions entreprises, les jeunes apprennent petit à petit à s'intégrer dans la société [...]. Les services d'éducation populaire, d'épargne, de préparation au mariage semblent être d'une plus grande nécessité aujourd'hui [...]. Les premiers pas du jeune travailleur dans le monde du travail sont incertains [...]. Son manque d'expérience et sa jeunesse deviennent souvent une source d'exploitation pour les employeurs et les ouvriers adultes qui n'hésiteront pas à lui confier les plus sales tâches, à le faire travailler pour de bas salaires (surtout les jeunes filles) [...]. Il faut aussi mentionner les attitudes et les comportements de certains adultes qui faussent à beaucoup de points de vue la conscience des jeunes tant en ce qui regarde la justice (perte de temps, vol, solidarité, etc.), que la morale (conversations à double sens, familiarité avec les jeunes filles, sens de l'humour, du mariage, de la fidélité, etc.). En plus [...], toute la vie de loisirs du jeune est organisée en fonction du plaisir. La publicité elle-même est savamment orientée dans ce sens. On vit pour les loisirs commercialisés, le confort, le luxe. [...] En résumé, le travail, le loisir, la civilisation actuelle exploitent le jeune travailleur. Et ce qui est plus grave encore c'est qu'il en est plus ou moins conscient<sup>206</sup>.

203. « Semaines sociales », *L'Ami du peuple*, 5 décembre 1952, p. 1.

204. « St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 21 août 1947, p. 8.

205. « St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 3 juillet 1947, p. 7.

206. « Depuis 30 ans... », *L'Ami du peuple*, 12 juillet 1962, p. 2.

La JOC justifie la séparation des hommes et des femmes dans ces discussions :

Plus que tout autre, la jeune fille souffre du manque d'espace vital au logis, des conditions économiques qui ont changé notre mode de vie si rapidement [...]. La vie moderne exige d'elles plus de débrouillardise, d'audace et de connaissances [...]. L'École de formation sociale de la J.O.C.F. [Jeunesse ouvrière catholique féminine] vient à son heure avec son programme qui tend à faire de nos jeunes filles des femmes de maison dépareillées. Il assure à la jeune ouvrière une formation complète allant de la tenue de la maison à la question syndicale en passant par des sujets moins austères comme le maquillage, la mode<sup>207</sup>.

*L'Ami du peuple* n'accorde presque jamais la parole aux membres sudburois de la JOC, même si elle rapporte leurs activités. Le dimanche 24 août 1947, la JOCF tient un pique-nique à l'Île-aux-Chênes « en l'honneur du R.P. Thomas Migneault, s.j., qui partira bientôt pour Montréal » avec un groupe de prêtres. Les filles y offrent « un concert de chants et de danses » et servent le souper. Migneault s'en dit « ému » et souhaite aux jeunes « tout le succès possible dans l'accomplissement de leur devoir<sup>208</sup> ». À l'occasion de la Sainte-Catherine, le 25 novembre 1947, la JOCF se joint aux étudiants en philosophie du Collège du Sacré-Cœur pour tenir un festin de tire et un spectacle d'humour<sup>209</sup>. Quelle dimension de ces activités rejoint l'habilitation des jeunes ouvrières ? Si la réponse n'est pas évidente, les rapports de *L'Ami du peuple* avance que les activités ont été marquées par « la bonne humeur et l'entrain » et dont les adolescentes reviennent « fatiguées, mais enchantées<sup>210</sup> ». Puisque l'assemblée générale de la JOCF en 1947 se tient à la salle Sainte-Anne, il semble possible que la section locale ait servi les deux paroisses françaises de Sudbury. Avec les années, la JOCF organise des activités plus axées sur la formation. Lors d'une journée d'étude sociale, le dimanche 20 février 1949, où les jeunes Edna Frappier, Laurette Diné et Thérèse Adam offrent des conférences sur les liens entre le bonheur, le travail, l'Action catholique et les

207. « Nos Jeunes Filles Modernes », *L'Ami du peuple*, 16 septembre 1948, p. 5.

208. « Pique-Nique de la J.O.C.F. », *L'Ami du peuple*, 28 août 1947, p. 1.

209. « Soirée de la Ste-Catherine », *L'Ami du peuple*, 20 novembre 1947, p. 4.

210. « St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 21 août 1947, p. 7.

fréquentations<sup>211</sup>. Selon Claire Pilon, c'est le père Hébert qui établit une section distincte de la JOC pour la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf en 1958<sup>212</sup>. En septembre 1961, cette JOC participe à la Semaine nationale des jeunes travailleurs pour « prouver aux adultes qui sont parfois indifférents et indépendants envers nous, ce que nous pouvons faire par nous-mêmes<sup>213</sup> ». Si la JOC répond aux besoins qu'ont les jeunes d'échanger, il est moins évident comment elle contribue à améliorer leurs conditions socioéconomiques.

Après le décès de Camille Lemieux en 1952, l'anticommunisme de *L'Ami du peuple* monte d'un cran, peut-être parce que, dans les mines de Sudbury, l'affrontement entre le Congrès canadien du travail et le Mine Mill s'intensifie. Le journal se demande si le Local 598 restera solidaire de ses officiers communistes. Le Mine Mill vient alors d'être expulsé du Congress of Industrial Organizations (CIO) américain et du Congrès canadien du travail, à cause de « sa direction communiste ». Le journal précise que le président de la section canadienne, Nels Thibeault, « n'est pas d'origine française » (malgré ce que son patronyme laisse entendre). La prestation, à la salle Mine Mill le 29 février 1956, du chanteur afro-américain Paul Robeson, « reconnu pour ses sympathies communistes », sème un doute au journal, qui semble se laisser séduire par le mccarthyisme :

La population de Sudbury, même si elle est favorable au syndicalisme ouvrier, n'est pas 100 % favorable aux officiers du Mine Mill [...]. De plus en plus, les membres du Local 598 et du Local 902, mettent en doute la sincérité de leurs officiers élus [...]. Les directeurs actuels [...], malgré l'assurance dont ils font profession à tout propos, commencent à s'inquiéter [...] à l'occasion de certaines protestations publiques<sup>214</sup>.

Pourtant, le journal reconnaît la légitimité de plusieurs revendications des ouvriers :

---

211. « Journée d'Études Sociales de la J.O.C.F. », *L'Ami du peuple*, 25 février 1949, p. 9.

212. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 107.

213. « Semaine nationale des Jeunes Travailleurs », *L'Ami du peuple*, 21 septembre 1961, p. 1.

214. « Piquetage à la Convention du Mine-Mill à Sudbury », *L'Ami du Peuple*, 1<sup>er</sup> mars 1956, p. 1.

Notre journal est pro-syndical. Il reconnaît le droit qu'ont les travailleurs de protéger leurs intérêts par l'union. Nous avons prouv[é] notre sympathie pour le syndicalisme à Sudbury en applaudissant aux premiers succès du Mine Mill dans un champ alors à peu près inorganisé [...]. Depuis quelques années [...], les chefs de ce syndicat sont des membres du Parti communiste [...]. La direction idéologique du Local 598 à Sudbury, de même que la politique syndicale est dans la plus pure ligne du Parti [...]. Loin de nous la pensée de jeter la pierre aux ouvriers, aux membres bona fide du Local 598, qui ont reçu de réels bénéfices du fait de leur appartenance à ce syndicat. Nous ne voulons pas non plus discréditer tous les organisateurs qui ont donné de leur temps et de leurs énergies pour la prospérité de notre milieu ouvrier<sup>215</sup>.

Le communisme est en expansion et les catholiques craignent l'avancée de l'athéisme et le recul des libertés politiques. *L'Ami du peuple* ne serait pas surpris de voir «d'autres unions ouvrières [...] le supplanter<sup>216</sup>». *L'Ami du peuple* ne devient pas moins méfiant lorsqu'il apprend, en août 1958, la rupture des négociations pour une nouvelle entente collective entre les deux sociétés minières (INCO et Falconbridge) avec le Mine Mill, qui représente 14 000 membres à Sudbury. La section 598 accuse la compagnie de n'avoir fait «aucune concession aux demandes du syndicat pendant les négociations directes». En dépit de la récession, le syndicat réclame une augmentation de salaire de 10 % et l'instauration de la semaine de quatre jours, alors que la compagnie se dit prise avec une production trop élevée pour une demande réduite sur le marché<sup>217</sup>. Une grève est déclenchée le 24 septembre 1958. Le vice-président de l'INCO, Ralph Parker, un catholique qui siège au conseil des régents de l'Université de Sudbury, traite la décision du syndicat de «regrettable», qui «rompt [avec] une longue période de bon voisinage entre la compagnie et ses employés<sup>218</sup>». Les affinités du journal avec Parker ne l'empêchent pas de dénoncer «l'intransigeance de la compagnie à [ne] céder d'aucune

---

215. «Que devons-nous penser du Mine-Mill?», *L'Ami du Peuple*, 1<sup>er</sup> mars 1956, p. 5.

216. «Le Mine-Mill perd son droit de négocier», *L'Ami du Peuple*, 29 mars 1956, p. 1.

217. «Négociations rompues entre l'INCO et Mine Mill», *L'Ami du Peuple*, 21 août 1958, p. 1.

218. «Pourparlers rompus», *L'Ami du Peuple*, 18 septembre 1958, p. 1.

façon devant les revendications modifiées de ses employés<sup>219</sup>». Le lendemain, les 14 000 hommes se retrouvent sur des lignes de piquetage, de Garson à Levack, et «Sudbury [...] voit son activité économique ralentir d'une façon dramatique pour la première fois en 37 ans». Le journal craint «les effets désastreux d'une grève de cette envergure», puisqu'un ouvrier sur quatre de la région n'est plus au travail. Le journal représente la grève comme «dernier recours». Les grèves qui ne se règlent pas après quelques jours peuvent s'éterniser et ne faire que des perdants: paralysie de la production, pertes de revenus, acrimonie entre employeurs et salariés, etc. «Elle alimente la lutte des classes<sup>220</sup>», déplore un éditorial. Alors que la grève dure, le journal prend partie et accuse les minières d'intransigeance. «La compagnie [Falconbridge] offre un contrat de deux ans sans gains substantiels – ce qui revient à peu près à la même situation dans laquelle se trouvent les employés (anciens employés) de l'INCO<sup>221</sup>», écrit-il le 16 octobre. Après cinq semaines de grève, le cardinal Alexander Carter rompt avec son mutisme. Le dirigeant de l'Église doute que les parties aient tout fait pour éviter la misère qui afflige Sudbury. D'un ton passif agressif, il se demande si les compagnies sont plus préoccupées par le profit des «actionnaires» que par les besoins de leurs employés. Carter trouve «inconcevable» que le syndicat n'ait pas prévu des «mesures nécessaires pour alléger la misère» avant d'enclencher la grève. Ce ne sont pas les dirigeants syndicaux qui souffrent, précise-t-il :

Notre plus grand souci en ce moment est pour ceux qui ressentent le choc au point d'être privés de leur maison et en certains cas, privés de nourriture suffisante pour leurs enfants. Avec l'approche de notre hiver rigoureux, [...] nous souhaitons sincèrement que les propriétaires de maisons et foyers loués aux grévistes montreront de la charité chrétienne envers leurs locataires [...]. Sûrement les commerçants en nourriture et chauffage peuvent accepter le crédit des gens honnêtes [...]. Les exigences de la charité ne font exception pour personne [...]. Il est inutile de dire, comme quelques-uns le répètent, que ces gens auraient dû épargner. Plusieurs sont pères d'enfants grandissant, aux prises avec le coût de la vie toujours croissant [...]. En face de la misère, il n'y a pas de place pour

219. «Les cheminées sont éteintes...», *L'Ami du Peuple*, 25 septembre 1958, p. 1.

220. «La Grève: dernier recours», *L'Ami du Peuple*, 25 septembre 1958, p. 4.

221. «Ça vous surprend?», *L'Ami du Peuple*, 16 octobre 1958, p. 1.

les récriminations [...]. Nous ne pouvons voir que des hommes, femmes et enfants affamés, nos frères et sœurs dans le Christ<sup>222</sup>.

Ne voyant pas de fin prochaine au conflit, le diocèse met sur pied un comité d'organisations paroissiales pour récolter des denrées alimentaires et des vêtements. M<sup>gr</sup> Carter encourage toutes les parties à assister à « la messe quotidienne » pour nourrir la paix d'esprit. Suivant la visite de grévistes de l'INCO en novembre, les deux députés progressistes-conservateurs de Sudbury pressent leur gouvernement pour qu'il impose la tenue d'un nouveau vote sur l'offre de la compagnie<sup>223</sup>. Le geste a l'effet d'une bombe. Le syndicat accuse les députés d'intervenir en faveur des minières. En fait, l'opinion publique et plusieurs femmes commencent à considérer la grève comme « un faux pas monumental » de la part du Mine Mill. Il se perd, chaque semaine, un million de dollars en salaires. Dans la rue, les gens qualifient « la situation de stupide et idiote », selon *L'Ami du peuple*:

Noël approche – les coupons pour obtenir vivres et vêtements ont été diminués – pour se tenir au chaud, plusieurs familles se partagent les mêmes locaux – les femmes s'organisent pour forcer les gouvernements municipaux et provincial à intervenir une fois de plus dans un règlement immédiat<sup>224</sup>.

La détérioration de la situation pousse le ministre du Travail, William Daley, à imposer la reprise des négociations. Une résolution est trouvée le 18 décembre, après 97 jours de grève. Ce « cadeau de Noël pour des milliers de familles » ramènera les ouvriers au travail, de manière progressive, dans les semaines qui suivront. *L'Ami du peuple* écrit :

La misère est finie mais des cicatrices resteront et pour la plupart des familles les gains quoique substantiels qu'ils puissent être ne pourront jamais ramener l'épargne devenu zéro dans bien des cas. Plusieurs millions en salaires perdus, le moral familial attaqué

222. Alexandre Carter, « Lettre pastorale relativement à la grève », *L'Ami du Peuple*, 30 octobre 1958, p. 5.

223. « Daley interviendrait immédiatement », *L'Ami du Peuple*, 6 novembre 1958, p. 1.

224. « La famille, victime d'une décision prématurée ! », *L'Ami du Peuple*, 11 décembre 1958, p. 1.

jusque dans ses fondements, voilà le bilan tragique d'une grève prématurée<sup>225</sup>.

Une majorité de syndiqués vote en faveur de l'entente. *L'Ami du peuple* s'en réjouit. Le diocèse prend un pas de plus en invitant les ouvriers à garder le Mine Mill à l'œil :

Nous espérons que les membres de l'Union qui payent leurs cotisations prendront un plus grand intérêt dans leurs propres affaires [...]. Dans un pays démocratique, où chaque homme a le droit de voter, le peuple reçoit le gouvernement qu'il mérite. C'est la même chose pour une Union qui a plusieurs mille membres [...]. Ce n'est qu'à ce moment que le mouvement syndical remplira sa vraie fonction<sup>226</sup>.

En août 1959, l'INCO procède à des congédiements et à des réductions dans les versements aux pensions de retraite<sup>227</sup>. Pourtant, la demande de nickel a repris, alors que les travailleurs de l'acier sont en grève. Dans les six premiers mois de 1959, l'INCO a récolté des bénéfices nets de 38 millions de dollars<sup>228</sup>. À ce moment, le jésuite Alexandre Boudreau travaille en coulisse pour saper l'autorité du Mine Mill et préparer son remplacement par le Congrès canadien du travail. Donald Dennie y voit un complot conservateur pour combattre la gauche, mais la prise de position du clergé relèverait-elle aussi d'une confiance perdue envers le Mine Mill à veiller au bien-être des familles ouvrières? Lorsque le procureur général américain Robert F. Kennedy ouvre une enquête sur l'« influence communiste » au Mine Mill, le président canadien du syndicat réfute les allégations. Pour les Métallurgistes unis (United Steelworkers), la nouvelle « ne fait que prouver le bien-fondé de la position du Congrès international du travail (COI) quand il a expulsé cette union en 1949<sup>229</sup> ».

225. « La fin de la grève », *L'Ami du Peuple*, 18 décembre 1958, p. 1.

226. Diocèse de Sault-Sainte-Marie, « Extraits d'une lettre pastorale de notre évêque lue dans les églises de Sudbury dimanche dernier », *L'Ami du Peuple*, 8 janvier 1959, p. 5.

227. « Manchettes », *L'Ami du peuple*, 13 août 1959, p. 1.

228. « Bénéfice net de \$38,391,000 en six mois pour l'INCO », *L'Ami du peuple*, 13 août 1959, p. 1.

229. D. M. Storey, dans « Ouvriers Mine Mill sous la domination communiste aux États-Unis! », *L'Ami du peuple*, 4 juillet 1962, p. 3.

Le Congrès du travail du Canada (CTC) reprend alors sa campagne de persuasion en achetant une publicité de pleine page dans *L'Ami du peuple* afin de rappeler aux employés sudburois de Standard Dairy et de Dominion Stores, que les mineurs de l'INCO à Port Colborne viennent de voter « en faveur de l'affiliation au CTC par leur adhésion au Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique! » « Le dénouement est clair! », presse le CTC: « Signez votre carte d'adhésion dès maintenant<sup>230</sup>! »

Plusieurs travailleurs de Sudbury demandent à la Commission des relations ouvrières de l'Ontario la tenue d'un référendum sur un changement d'affiliation. Le vote, tenu en juin 1962, atteste d'une profonde division – seuls 15 votes séparent les deux camps – et le scrutin est truffé d'irrégularités. Pour « disperser les doutes<sup>231</sup> » sur les intentions des travailleurs, un second vote est tenu à l'automne 1962, et confirme la volonté des employés de l'INCO de s'affilier au CTC et aux Métallurgistes unis d'Amérique, mais pas celle des travailleurs de Falconbridge, qui compte plus de francophones et qui choisit de rester au sein du Mine Mill. En juillet 1963, les Métallurgistes parviennent à conclure une entente avec l'INCO sans conflit de travail. « Après neuf mois de négociations », on obtient les déductions « à la source [d]es cotisations syndicales » et « une augmentation générale de 22 cents l'heure<sup>232</sup> ».

Il est difficile de déterminer quelle proportion des hommes du Moulin-à-Fleur travaillent dans les mines à ce moment. Le sondage de 2020 suggère que les trois quarts des hommes de l'époque sont, à parts égales, des ouvriers qualifiés ou non qualifiés et un sur cinq est un professionnel ou un homme d'affaires. Une répondante du 173, rue St. George, précisera que dans la famille Chartrand, du côté de son père, deux oncles travaillent pour l'INCO, un oncle travaille comme éboueur pour la ville et son père travaille comme cuisiner. Certains hommes, qui travaillent comme journaliers, attendent aux hôtels Park et National que les entrepreneurs leur offrent du travail. « Parfois, on oubliait de partir de l'hôtel<sup>233</sup> », rigole Pauline Carrey Villeneuve, en faisant allusion au penchant de certains hommes pour la boisson.

---

230. « On veut le CTC! », *L'Ami du peuple*, 18 janvier 1962, p. 7.

231. « On demande un autre vote chez les mineurs de l'Int.-Nickel », *L'Ami du peuple*, 26 juillet 1962, p. 1.

232. « Accord complet Steel-INCO », *L'Ami du peuple*, 11 juillet 1963, p. 8.

233. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 7 janvier 2021 (00:07:00).

Si les Franco-Ontariens, contrairement aux Québécois, qui peuvent avoir des syndicats catholiques, doivent choisir entre deux syndicats internationaux, ils peuvent toutefois établir des coopératives de langue française. En tant qu'entreprise privée, la coopérative est régie démocratiquement par des sociétaires qui embauchent des gestionnaires pour payer les frais d'exploitation, réduire le prix de vente des services au minimum et redistribuer les excédents (ristournes) aux sociétaires, selon le niveau de consommation de chacun<sup>234</sup>. Plus on dépense à la coopérative, plus on reçoit en ristourne. Le fondateur de la première caisse populaire, Alphonse Desjardins, avait rendu visite aux Canadiens français du moyen-nord de l'Ontario en octobre 1913, mais la dizaine de caisses qu'il y avait fondées sont devenues inactives rapidement<sup>235</sup>. L'historien Ronald Rudin a démontré que les caisses populaires ne parvenaient pas vraiment à élargir l'accès au crédit aux familles ouvrières déjà desservies par les banques. Et l'Ontario a seulement établi un cadre législatif pour réglementer les caisses et les *credit unions* en 1927. La prospérité des années 1940 et l'augmentation de la population permettent au mouvement coopératif canadien-français d'être relancé. Il n'émerge pas spontanément : l'Ordre de Jacques-Cartier fait de la fondation de caisses populaires sa priorité. Fondée en 1926, cette société secrète, surnommée « la patente », compte quatre « chancelleries » dans la région de Sudbury. Les caisses populaires répondent au besoin, d'après l'historien Pierre-Olivier Maheux, d'accompagner les gens dans leur transition vers « la consommation à crédit » et « la saine gestion de leurs finances personnelles<sup>236</sup> ». Pendant la décennie 1940, 59 caisses franco-ontariennes sont fondées, dont 27 dans le Nord-Est, souvent grâce à la collaboration du curé, des professionnels et des gens d'affaires d'une paroisse ; plusieurs des instigateurs sont des membres de l'Ordre de Jacques-Cartier<sup>237</sup>. À l'inverse

234. André Leclerc, *Les doctrines coopératives en Europe et au Canada : naissance, évolution et interrelations*, mémoire de maîtrise (sciences économiques), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1982, p. 5-15.

235. Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins*, t. I : *Desjardins et la naissance des caisses populaires, 1900-1920*, Montréal, Québec Amérique, 1990, p. 257-259.

236. Pierre-Olivier Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario : fruit de plus de 100 ans d'histoire*, Lévis, Les Éditions Dorimène, 2020, p. 33.

237. Brigitte Bureau, *Un passeport vers la liberté : les Caisses populaires de l'Ontario de 1912 à 1992*, Ottawa, Mouvement des Caisses populaires de l'Ontario, 1992, p. 56-61.

des caisses fondées dans les années 1910, « les caisses profitent pendant cette période d'une conjoncture économique et démographique favorable à leur croissance<sup>238</sup> ».

Certains curés canadiens-français dans les villes minières font la promotion du coopératisme dans l'espoir que, lorsque les ouvriers deviendront propriétaires, ils seront moins interpellés par les théories marxistes. À Sudbury, c'est le commerçant Édouard Adam qui, au retour d'un congrès de la coopération à Montréal en octobre 1944, décide de mettre sur pied un cercle d'étude sur le coopératisme à la paroisse Sainte-Anne. Parmi les 22 premiers signataires de la demande de charte, on retrouve quelques ouvriers, quelques professionnels et (surtout) des petits commerçants<sup>239</sup>. La caisse est gérée, à temps perdu par la famille Adam, jusqu'en 1950, dans une pièce de huit pieds carrés de la salle Sainte-Anne. Dans les récits sur les caisses, les hommes sont omniprésents, mais c'est souvent l'épouse qui « accompli[t] les tâches de gérance au nom [du] mari<sup>240</sup> » et prend la relève pendant ses absences.

Dans le Moulin-à-Fleur, depuis des décennies, M<sup>sr</sup> Coallier et d'autres hommes d'affaires agissent comme argentiers pour les ouvriers qui veulent se procurer une hypothèque. Israël et Florida Carrey achètent une maison unifamiliale à quatre chambres à coucher sur la rue Dell en 1944, alors qu'ils sont âgés d'une cinquantaine d'années. S'ils ont attendu avant d'acheter une première maison, avaient-ils accumulé la somme complète? « Mes parents seraient du genre qui aurait ramassé leur argent<sup>241</sup> », répondra leur fille. Plusieurs Moulin-à-Fleurois n'ont pas de compte d'épargne à l'époque<sup>242</sup>. Ils nécessitent donc un coup de pouce pour y établir une caisse populaire. À l'automne 1948, le retour du syndicaliste et coopérant Omer Legault, après un séjour à Timmins, permet la formation de cercles d'étude<sup>243</sup>. Selon son étudiant

238. Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario*, p. 29.

239. Émilien Langlois et George Bertrand, *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, Sudbury, Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury, 1995, p. 8-14, 21.

240. Rosario Tremblay, cité dans Langlois et Bertrand, *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, p. 4.

241. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (00:33:00).

242. Entretien téléphonique avec Raymond Prévost par Serge Dupuis, 31 janvier 2021 (00:18:00).

243. Richard Charbonneau et Lionel Montpellier, *Caisse populaire de Chelmsford: une vision qui s'agrandit (1944-1994)*, Chelmsford, Caisse populaire de Chelmsford,

Adolphe Proulx, le coopérant est l'un des « meilleurs professeurs » qu'il ait connus :

Son don total à la cause coopérative et des pauvres, son engagement permanent à la promotion des intérêts économiques des Canadiens français dans une optique chrétienne [...] et son espérance joyeuse dans les ressources humaines de ses compatriotes, [...] ont fait de lui un architecte incontesté de la société moderne de son milieu de vie<sup>244</sup>.

Les 24 chefs de ces cercles forment un conseil coopératif provisoire. Vingt résidents et M<sup>sr</sup> Coallier fournissent des prêts de démarrage à la caisse. Le 16 mai 1949, c'est à l'arrière du magasin Lapalme, au 292, rue King, qu'ouvre le premier comptoir de la Caisse populaire Saint-Jean-de-Brébeuf.

Pendant la première année, les fondateurs visitent une dizaine de foyers par semaine pour attirer des adhérents aux « Clubs de .50 c » (6,60 \$ de 2024), le dépôt minimal pour ouvrir un compte<sup>245</sup>. En 1951, l'actif moyen par sociétaire est de 77 \$ (900 \$ de 2024), soit environ deux tiers de l'actif moyen (120 \$) à la Caisse Sainte-Anne, qui dessert des sociétaires mieux nantis, à pareille date. La Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf n'est pas encore une entreprise viable : elle compte un gérant à temps partiel et une caissière pouvant faire fonctionner un comptoir pendant des heures limitées. Embauché en 1953, le premier gérant à temps plein, Arthur Pharand, a grandi dans le quartier. Ouvrier de la Laberge Lumber, l'homme de 27 ans est mentoré par Omer Legault, qui l'inspire à consacrer sa vie au coopératisme<sup>246</sup>. Sous sa gouverne, la caisse élargit ses heures d'ouverture et rajoute aux opérations régulières (dépôts, retraits et emprunts) les chèques, le paiement de factures résidentielles au comptoir et l'assurance-vie.

---

1994, p. 28-29; J. Arthur Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989 (40 ans d'histoire de ma caisse)*, Sudbury, [s. é.], 1991, p. 118.

244. Adolphe Proulx, [16 mai] 1974, dans Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 75.

245. Dollard Legrand, « La Caisse populaire t'appelle », *L'Ami du peuple*, 8 août 1952, p. 1.

246. « J. Arthur Pharand 1926-2002 », dans CCJLL; Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 41, 123; Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 83-85.



**Figure 2.11** – Caisse populaire Saint-Jean-de-Brébeuf (1957).

Source: APJLL.

L'éducation populaire au cœur du coopératisme commence auprès des tout petits. Introduite dans les écoles bilingues de Sudbury en 1947, la caisse scolaire encourage l'épargne, même celle de sommes qui paraissent, à première vue, insignifiantes. Près de la moitié des 2 500 élèves canadiens-français de Sudbury y cotisent<sup>247</sup>. Arthur Pharand fait la tournée des

---

247. Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario*, p. 32-33.

écoles du quartier pour « renseigner les jeunes au sujet de l'importance de l'épargne et du crédit<sup>248</sup> ». Pauline Carrey Villeneuve, qui est élève à l'école Saint-Joseph, s'en souviendra : « C'était bien important. T'apportais tes cennes et tes 5 cents, et chaque semaine, ils ramassaient ça et essayaient de nous montrer d'économiser. C'était vraiment bien. Ça encourageait les jeunes à essayer de penser à leur futur un peu en ramassant de l'argent<sup>249</sup>. »

De novembre 1953 à juin 1954, les dépôts moyens par élève s'élèvent à 2,34 \$ à l'école Nolin, à 2,02 \$ à l'école Saint-Joseph, à 1,60 \$ à l'école Sainte-Marie, à 1,40 \$ à l'école L'Assomption<sup>250</sup>. L'écart de richesse entre le nord-est (où se situe l'école l'Assomption) et le sud-ouest (où se trouve l'école Nolin) du quartier semble se refléter dans les dépôts moyens. Le 23 juin 1954, la caisse scolaire organise un jour de congé en autobus à la plage Moonlight du lac Ramsey, un pique-nique annuel et un programme d'amusements accompagnés par « [des] liqueurs douces et [des] friandises » pour les cinq classes d'élèves ayant le plus épargné (environ 120 élèves avec leurs institutrices) et accorde 11 prix<sup>251</sup>.

Pour « éduquer le peuple », selon l'expression d'Arthur Pharand, la Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf déploie d'autres moyens : elle veille à ce que la bibliothèque publique contienne des volumes sur la coopération<sup>252</sup>, fonde un Service d'aide budgétaire pour venir en aide aux jeunes et aux familles aux prises avec des problèmes financiers, puis anime une chronique sur les ondes de CHNO pour répandre la doctrine. Pour sa part, *L'Ami du peuple* publie une chronique régulière sur la philosophie du mouvement coopératif, la vie d'Alphonse Desjardins, les activités proposées aux membres et les « progrès<sup>253</sup> » des coopératives régionales. Si la chronique est rédigée par des acteurs à des fins promotionnelles, elle permet aussi la tenue de débats sur la culture d'une « caisse populaire ». Un

248. Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 79.

249. Entretien avec Pauline Carrey Villeneuve, 29 novembre 2020 (01:50:00).

250. Jacques B. Allard, « La caisse scolaire et ses jeunes épargnants », *L'Ami du peuple*, 2 juillet 1954, p. 13.

251. « De progrès en progrès avec la Caisse Populaire », *L'Ami du peuple*, 19 février 1954, p. 4.

252. Langlois et Bertrand, *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, p. 14-16; Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 111.

253. « Pionnier de la Coopération d'Épargne et de Crédit en Amérique », *L'Ami du peuple*, 8 décembre 1950, p. 3.

auteur écrivant sous le couvert de l'anonymat s'adresse aux dirigeants de la Caisse populaire Saint-Jean-de-Brébeuf pour se lancer avec véhémence contre leur conduite en matière de coopération et les lacunes qui se sont infiltrées dans le mouvement. À l'assemblée générale, tenue au théâtre LaSalle le 31 janvier 1954, « une foule nombreuse » est présente, mais la pédagogie ne semble pas avoir atteint les résultats escomptés, puisque le « silence » règne dans l'auditoire « pendant la lecture des différents rapports<sup>254</sup> ». Un sociétaire accuse les fondateurs d'être « fatigués » ou « au bout de leur capacité ». « On est rendu à un point où l'on mélange la caisse populaire avec une maison de finance. On oublie que l'un des premiers buts d'une caisse d'épargne est de combattre l'usure. [...] Est-ce que tous les directeurs actuels sont conscients de leurs responsabilités et savent ce qu'est une caisse populaire<sup>255</sup> ? »

Une telle diatribe attire la réplique d'un autre qui, lui aussi écrit avec un nom de plume, défend « le gigantesque travail accompli par un petit groupe d'hommes et de femmes » :

L'administration d'une entreprise telle que la caisse populaire n'est pas chose facile quand il s'agit de sortir tout un peuple d'entre les mains d'usuriers depuis plus d'un demi-siècle. Les compagnies de finance ont fait leur chemin, par la piastre, la Caisse populaire St-Jean-de-Brébeuf fera son chemin par la coopération dans l'éducation de l'économie fortifiée et les prêts à bon compte aux sociétaires qui veulent s'aider<sup>256</sup>.

L'auteur convient que la disparition des cercles d'étude a affaibli la connaissance du coopératisme chez les gens ordinaires, mais des comités animés par une demi-douzaine d'administrateurs continuent de faire de l'éducation coopérative. Il invite le public à faire preuve d'indulgence et de reconnaître que l'esprit coopératif survit selon la volonté de ses sociétaires :

Faire l'éducation chez le peuple ouvrier, c'est un travail de longue haleine et qui demande [...] surtout la compréhension et l'aide du

254. « Paroisse St-Jean de Brébeuf », *L'Ami du peuple*, 5 février 1954, p. 5.

255. Jean Emprunte, « Funérailles de M<sup>me</sup> John Groulx à Warren », *L'Ami du peuple*, 4 juin 1954, p. 4.

256. Euclide Parapluie, « Réponse à M. Jean Emprunte », *L'Ami du peuple*, 11 juin 1954, p. 5.

peuple même. Les directeurs actuels [...] veulent simplement se reposer afin de donner la chance à d'autres individus de se lancer à l'attaque pour la continuation de la reconstruction économique et sociale. Où trouver ces personnes<sup>257</sup> ?

Le coopératisme canadien-français est suffisamment implanté dans le Moyen-Nord pour que l'on établisse, en 1950, un Conseil régional, habilité à appuyer un réseau d'entreprises coopératives. L'année suivante, les caisses populaires sont regroupées à l'intérieur de la Caisse régionale Nipissing-Sudbury (CRNS), qui consent des prêts, fait des vérifications de comptes, offre des placements à bon rendement et assure la disponibilité de liquidités pour une dizaine de caisses. En même temps, elle ne fait pas l'objet d'un consensus, puisque, entre 1955 et 1961, les caisses voisines (Lasalle, Val-Caron et La Toussaint) se joindront plutôt à la Fédération des caisses populaires de l'Ontario, établie à Ottawa depuis 1946. Malgré cette division entre les caisses du Moyen-Nord, la CRNS comptera, à la fin des années 1960, 14 000 sociétaires et un actif de 13 M\$ (110 M\$ de 2024)<sup>258</sup>. Tous les ans, la CRNS est hôte d'une fin de semaine d'étude au Collège du Sacré-Cœur. À l'occasion du forum des 14 et 15 août 1954, 49 délégués (essentiellement des gérants ou des conseillers de surveillance) de neuf paroisses peuvent y entendre des conférences sur l'éducation coopérative, la *Credit Union Act* de l'Ontario, l'assurance Desjardins, le Conseil ontarien d'orientation populaire. «Après le succulent souper», les participants se réjouissent «des progrès marqués dans [...] l'augmentation des caisses<sup>259</sup>».

À l'époque, l'épargne rapporte des intérêts annuels de 3 %, ce qui, d'après Raymond Prévost, est suffisant pour intéresser plusieurs Moulin-à-Fleurois à placer leur argent à la caisse. Malgré les débuts modestes de la Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf, son actif rejoint celui de la Caisse Sainte-Anne et le dépasse à compter de 1955, même si son sociétariat n'est pas beaucoup plus grand. La Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf atteint

257. *Ibid.*, p. 4.

258. «De progrès en progrès avec la Caisse populaire», *L'Ami du peuple*, 2 juillet 1954, p. 13; Bureau, *Un passeport vers la liberté*, p. 198-207; Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario*, p. 30.

259. «Importantes journées d'étude coopérative au Collège du Sacré-Cœur», *L'Ami du peuple*, 20 août 1954, p. 9.

**Tableau 2.1** – Évolution de l'actif et des sociétaires de quatre caisses sudburoises (1945-1967)

	Sainte-Anne (1945)		Saint-Jean-de-Brébeuf (1949)		Chelmsford (1944)		Lasalle (1955)	
	Actif (\$)	Sociétaires (N)	Actif (\$)	Sociétaires (N)	Actif (\$)	Sociétaires (N)	Actif (\$)	Sociétaires (N)
1950	104 144		75 640	987	76 561	660		
1955	317 395	1 300	358 504	1 456	196 174	845		
1960	809 628		914 085	1 889	333 655	1 076		
1965	1,40 M		1,83 M	2 548	491 711	1 066	227 000	

Source: « Statistiques de la Caisse Régionale Nipissing-Sudbury Ltée et ses Caisses Populaires affiliées. Actif [1950-1959] »; « Statistiques de la Caisse Régionale Nipissing-Sudbury Ltée et ses Caisses Populaires affiliées. Actif [1960-1969] »; « Nombre de Membres [1950-1959] »; « Nombre de Membres [1960-1969] », dans Fonds de la Caisse régionale de Nipissing-Sudbury, Archives du Mouvement Desjardins, Lévis (Québec); « De progrès en progrès avec la Caisse Populaire », *L'Ami du peuple*, 19 février 1954, p. 4; Charbonneau et Montpellier, *Caisse populaire de Chelmsford 1944-1994*, p. 58; Langlois et Bertrand, *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, p. 15, 21-23, 53; Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 31, 34, 52, 64; Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 85.

son premier million en 1961, exploit qu'atteint en même temps la Caisse Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa (qui existe pourtant depuis 1913), et son second million en 1966, alors que la Caisse de Chelmsford n'a qu'un demi-million à pareille date<sup>260</sup>. L'augmentation des revenus et la croissance rapide du nombre de membres – 987 en 1950 et 2 882 en 1967 – lui permet de dépasser, de loin, l'actif de la Caisse populaire Lasalle, fondée en 1955. Bien qu'Arthur Pharand croie à un « miracle au Moulin-à-Fleur », l'absence d'une autre institution financière à proximité explique en partie ce succès. De plus, plusieurs nouveaux résidents du Nouveau-Sudbury proviennent du quartier ouvrier. Les caisses n'étant plus obligées, à la fin des années 1960, de transférer leurs comptes aux caisses des nouvelles paroisses, plusieurs personnes gardent leurs comptes à la caisse du Moulin-à-Fleur. Prévost explique ce succès

260. Sylvie Jean, *Historique de la Caisse populaire Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa*, Ottawa, Caisse populaire Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa Limitée, 1988, p. 11.

par l'introduction de l'épargne à terme, qui permet aux caisses de « commencer à jouer dans la talle de bleuets des banques<sup>261</sup> ». L'absence de frais de service pour les transactions et la situation de la caisse sur une artère principale, avec un « gros terrain de stationnement<sup>262</sup> », et l'engagement de la caisse, contribuent à conserver la faveur des sociétaires. « Rien ne se passait à la paroisse sans [que la caisse] se mette le nez dedans », précisera Raymond Prévost, « en offrant des cadeaux ou des choses pour intéresser les gens<sup>263</sup>. »

La seconde génération des caisses tend à embaucher des gestionnaires formés à l'université et à aménager des locaux autonomes, ce qui leur permet de se délester de leur apparentement à un club paroissial<sup>264</sup>. La construction d'un siège social « incarne [...] la réussite financière de la caisse populaire et marque son entrée parmi les forces de la localité<sup>265</sup> », précisent les historiens Yvan Rousseau et Roger Levasseur. En 1957, la Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf inaugure un local autonome au 531, avenue Notre-Dame. Les affaires vont suffisamment bien et le personnel augmente assez pour justifier la construction d'un deuxième étage en 1967<sup>266</sup>.

Si les villages entourant le West Arm (Verner, Saint-Charles et Noëlville) fondent des magasins coopératifs, le Moulin-à-Fleur n'en voit pas émerger, parce que les rues Notre-Dame, King et Borgia comptent déjà plusieurs commerces spécialisés. La fondation de la Coopérative funéraire du district de Sudbury, ouverte dans l'ancien salon de J. B. Ducharme au 73, rue Beech, en 1950, constitue un rare exemple d'une coopérative sectorielle dans les environs du quartier<sup>267</sup>.

261. Entretien avec Raymond Prévost, 31 janvier 2021 (00:24:00).

262. *Ibid.*, (00:57:00).

263. *Ibid.*, (00:20:00).

264. Bureau, *Un passeport vers la liberté*, p. 63, 80-85; Sylvie Jean, *Histoire du mouvement coopératif en Ontario français*, Ottawa, Conseil de la coopération de l'Ontario, 1986, p. 19.

265. Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier: l'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Éditions du Boréal, 1995, p. 191.

266. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 86-88.

267. « J.-B. Ducharme. Service Funéraire », *L'Ami du peuple*, 15 mars 1945, p. 8; Dollard Legrand, « La Caisse populaire l'appelle », *L'Ami du peuple*, 10 octobre 1952, p. 9; « Coopérative funéraire du district de Sudbury », *L'Ami du peuple*,

Comme la fréquentation de commerces locaux relève de la routine, on continue de faire plusieurs emplettes à pied, même si la démocratisation de l'accès à la voiture modifie tranquillement les habitudes dans les années 1950. Dans le Moulin-à-Fleur, «les services [...] commodes pour notre famille» sont «situés à quelques pas de marche», précisera une répondante au sondage de 2020. Claire Pilon dresse une longue liste des commerces ayant existé dans le quartier entre 1908 et 1983. On peut compter, au fil des ans, des dizaines de magasins, d'épiceries, de dépanneurs et d'ateliers, quelques quincailleries, des pharmacies, des salons de barbier, des confiseries, des laiteries, des cordonneries, des forges, des garages, des boulangeries et des restaurants. Leur durée d'existence varie beaucoup. La proportion élevée de commerces appartenant à des Canadiens français – et à des femmes canadiennes-françaises en particulier – saute aux yeux. Parmi les 73 commerces dont le propriétaire est noté, 86 % portent un patronyme canadien-français<sup>268</sup>. On retrouve aussi 10 femmes propriétaires (ou co-propriétaires avec leur conjoint) : Irma Kingsley possède un magasin «5-10-15», Claire Lamoureux tient un salon de beauté, Délima Plouffe coud des corsetières et des soutiens-gorge sur mesure et L. Brousseau a un magasin de chapeaux et de sacs à main. Environ un commerce sur dix appartient à un propriétaire d'une autre origine, souvent des Irlandais ou Écossais catholiques (Bradley, Eaton, Kingsley, McKay, Mackenzie, Whalen, etc.). Les mariages entre catholiques font que plusieurs de leurs descendants parlent français, mais «les affaires, ça se passait en anglais», précisera une répondante au sondage de 2020. Et la plupart des épiceries familiales canadiennes-françaises ferment après l'ouverture d'une succursale de la chaîne Dominion dans les années 1950.

De nouveaux commerces spécialisés ouvrent néanmoins. En 1954, Wallace Bradley vend son épicerie pour acheter la pharmacie Lévesque sur la rue King<sup>269</sup> en partenariat avec sa fille, Rita Bradley McMahan, qui vient de terminer des études en pharmacologie à l'université de Toronto. Le commerce déménage sur la rue Notre-Dame et est agrandi.

---

17 avril 1953, p. 9; Langlois et Bertrand, *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, p. 19-20.

268. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 29-36.

269. «Joyeux Noël», *L'Ami du peuple*, 19 décembre 1946, p. 20.

Selon Bradley McMahan, le succès de l'entreprise repose sur les services personnalisés en français qu'elle offre, qui comprend des consultations au téléphone et des livraisons à domicile, dans un quartier où l'automobile personnelle n'est pas encore répandue. « Je suis chez nous dans ce quartier », précisera-t-elle. « J'aime les habitants et j'aime aussi mon travail. Nous revoyons des gens loyaux qui, demeurant ailleurs, viennent encore patronner notre commerce<sup>270</sup>. » La pharmacie en fait sa marque de commerce, en vantant le service d'un pharmacien de « confiance<sup>271</sup> » ou le « vaste choix de cartes françaises<sup>272</sup> ». Après la retraite du patriarche Bradley en 1969, la gestion de l'entreprise reviendra à Rita, qui la transférera à son tour à son fils, Terry, en 1990.

D'autres commerces de longue date continuent de prospérer. C'est le cas de la Maison Lalande Dry Goods, géré par Aldoria Lalande. Le nom de l'entreprise revient souvent dans *L'Ami du peuple* comme commanditaire du concours pour la reine du carnaval ou comme lieu où se tient une collecte de fonds pour la construction de l'église ou un *shower* de mariée<sup>273</sup>. En 1957, la carte professionnelle du magasin au 485, rue Notre-Dame le présente comme « Le Seul Magasin à Rayons du "Moulin à Fleur"<sup>274</sup> ». En 1963, le Magasin Lalande, ouvert « tous les mardis et vendredis soir jusqu'à 9 h », dit offrir la « ligne complète de linge de travail pour hommes et garçons », mais aussi des « bottines, souliers, bottes<sup>275</sup> ». Sur la rue Notre-Dame, Raymond Brousseau travaille comme barbier à partir de 1951 ; parfois « trois générations [...], du grand-père au petit-fils », le fréquenteront pendant des décennies. « Mes clients que je connais depuis longtemps », laissera tomber l'entrepreneur, « sont plutôt des amis<sup>276</sup>. » En 1956, Guy Lagacé ouvre un dépanneur aux angles des rues Notre-Dame et Dell : « À la fin des années 50, les

270. Rita Bradley McMahan, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 121.

271. André Girouard, « La pharmacie Bradley », *Le Voyageur*, 16 mars 1994, p. B7.

272. Publicité « Pharmacie Bradley », *Le Voyageur*, 16 mars 1994, p. B7.

273. « Vœux de succès à Thérèse Barbeau », *L'Ami du peuple*, 31 janvier 1946, p. 10 ; « Bingo », *L'Ami du peuple*, 27 novembre 1953, p. 5 ; « Shower en l'honneur de M<sup>lle</sup> Pauline Lagacé », *L'Ami du peuple*, 27 août 1954, p. 13.

274. « Magasin Lalande », *L'Ami du peuple*, 24 octobre 1957, p. 10.

275. « Magasin Lalande », *L'Ami du peuple*, 4 juillet 1963, p. 7.

276. Raymond Brousseau, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 164.

mardis et vendredis étaient des journées très achalandées. Lors des journées de paie pour les mineurs, nous vendions 2 000 pains dans une journée [...]. Nos clients étaient plus que des clients. Ils étaient devenus des amis<sup>277</sup>. » Les notions d'amitié et de loyauté reviennent souvent dans les récits d'entreprise.

La Laberge Lumber demeure le plus grand employeur du Moulin-à-Fleur. En plus d'avoir une cinquantaine d'employés à son actif, le commerce met ses locaux à la disposition du public. Pendant au moins une décennie, des dizaines de peintres de métier de la région, dont ceux des sociétés minières, se réunissent pour un atelier avec quelques représentants de compagnies de peinture<sup>278</sup>. La Laberge Lumber participe aussi à d'importants projets de construction, dont celui de la gare d'autobus de la famille Barbeau. Alfred Laberge est également directeur de la Canadian Lumberman Association et préside, de 1945 à 1947, la White Pine Bureau of Canada. Il reconnaîtra l'appui inconditionnel de son épouse. «*Mrs. Laberge was my "right hand man"*<sup>279</sup> », fera-t-il remarquer. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Laberge appuie la formation de la section sudburoise de la Croix-Rouge. L'homme d'affaires figure, aux côtés de l'INCO, de Falconbridge et de Silverman, parmi les donateurs «*généreux*<sup>280</sup> » à la construction d'une nouvelle salle pour la section locale de la Légion canadienne<sup>281</sup>. Le 24 septembre 1951, Laberge fait l'objet d'une troisième tentative d'extorsion (après celles de 1925 et de 1928). Dans une lettre déposée à sa résidence de la rue Drinkwater, on lui demande une rançon de 10 000 \$ (113 000 \$ de 2024) pour demeurer en sécurité<sup>282</sup>. Cette fois-ci, la tentative d'extorsion provient de Joseph Doucet, âgé de 32 ans, résident de la rue Norman au centre-ville et originaire du

277. Guy Lagacé, cité dans Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, p. 165.

278. « Réunion de peintres », *L'Ami du peuple*, 20 novembre 1947, p. 8 ; « La Maison Laberge », *L'Ami du peuple*, 19 mai 1950, p. 6 ; « Noëlville », *L'Ami du peuple*, 19 avril 1956, p. 2.

279. Joseph Alfred Laberge, cité dans « Sudbury Ex-Mayor, Lumberman Fred Laberge Retires », dans APJLL.

280. Roger Rose, « Legion Hall », *Northern Life*, 27 juin 1979, p. 5.

281. « Hommages à Dollard et à la Jeunesse de notre Pays ! », *L'Ami du peuple*, 22 mai 1947, p. 5.

282. Jeannine Larcher-Lalande, Voyage imaginaire dans le Moulin-à-Fleur, [2011], diapositive 96, dans APJLL.

canton de Neelon (Coniston). Doucet est arrêté par la Police provinciale sur le chemin Morrison, où Laberge venait de laisser un colis avec l'argent, tel que le trentenaire l'exigeait<sup>283</sup>. L'incident a peut-être intensifié le désir de Laberge de se retirer de la scène publique. Laberge a pris goût à l'agriculture, en s'adonnant aux cultures du trèfle rouge, de l'orge et des patates irlandaises sur une ferme de passion dans le canton de Rayside. En 1956, l'homme d'affaires se retire au Québec, où il s'est acheté un ranch de 1 000 acres, près de la frontière avec le Vermont, pour s'adonner aux cultures expérimentales, puis élever des bœufs Aberdeen-Angus et des porcs Yorkshire, avec son fils. Laberge achète aussi une maison dans le quartier huppé de Westmount. Par la suite, la fonction de gérant de Laberge Lumber reviendra à un employé<sup>284</sup>.

Après la Guerre, la rue Borgia comprend plusieurs établissements qui y sont installés de longue date. Vers 1950, on y trouve l'épicerie Adam et Cie Limitée au numéro 42, la tabagie Lepage au numéro 46½, l'hôtel Paris d'Onésime Trottier au numéro 47, le bijoutier J.-E. Blais, « le centre des cadeaux parfaits<sup>285</sup> » au numéro 48, le boucher Philippe Lefebvre au numéro 53, le tabagiste Chez Benoît, « rendez-vous des gros fumeurs<sup>286</sup> », au numéro 54, le Toronto Bargain Store d'Oscar Huneault au numéro 62, la Quincaillerie Moderne de Jérôme Belcourt et J.-A. Massey au numéro 70, les poêles et glacières Brunet et Rathwell au numéro 74, le Sudbury Watch Shop de Sylvio Hottae au numéro 76, la poissonnerie Melançon au numéro 80 et le boucher Lefebvre au numéro 82<sup>287</sup>. Derrière Borgia, la rue Louis comprend l'entrepôt de Laberge Lumber au numéro 124, ainsi que le commerce Alphonse-E. Charrette et fils au numéro 186. La Borgia Street Business Men's Association veille au développement du secteur. En 1947, elle dénonce la présence croissante de

283. « Threat Made Against Life of Lumber Firm Owner », *The Sudbury Star*, 24 septembre 1951, dans APJLL; Ville du Grand Sudbury, *L'Édition commémorative du 125<sup>e</sup> de la Ville du Grand Sudbury*, p. 134.

284. André Girouard, « Un homme en mouvement », *Le Voyageur*, 29 septembre 1993, p. B6.

285. « J.-E. Blais », *L'Ami du peuple*, 22 décembre 1950, p. 14.

286. « Chez Benoît », *L'Ami du peuple*, 23 mai 1946, p. 8.

287. « Compliments de », *L'Ami du peuple*, 14 février 1946, p. 6; « Hommages et vœux des maisons d'affaires », *L'Ami du peuple*, 23 janvier 1947, p. 7; « Souhaits sincères », *L'Ami du peuple*, 19 décembre 1952, p. 5.

clochards, qui y sont attirés par les chambres à louer peu coûteuses. Le conseil municipal demandera aux policiers de « nettoyer<sup>288</sup> » le secteur.

Pour remédier à de telles préoccupations, plusieurs villes nord-américaines entreprennent des projets de « rénovation urbaine ». En 1958, la Fédération des maires et des municipalités du Canada expose « les besoins d'une population urbaine qui va en s'accroissant<sup>289</sup> ». Le gouvernement de John Diefenbaker réagit en offrant des subventions généreuses pour appuyer les municipalités canadiennes à renouveler des secteurs urbains. Les villes sont à court d'argent, puisque les taxes foncières constituent leur principale (voire leur seule) source de revenus<sup>290</sup>. Les subventions fédérales doivent alors appuyer les municipalités dans l'acquisition de secteurs délabrés afin qu'elles y aménagent des bureaux, des commerces et des logements modestes pouvant assurer le rehaussement du niveau de vie. Conçues à Ottawa par des fonctionnaires anglophones, ces interventions font peu de cas du tissu social et culturel des quartiers visés.

Le 7 mai 1959, le Sudbury Urban Renewal Joint Committee est formé pour planifier et coordonner la planification urbaine<sup>291</sup>. À l'époque, Borgia est « *a rough and tumble street filled with taverns, prostitutes, bootleggers and second hand shops*<sup>292</sup> », d'après les souvenirs d'enfance de Bruce Bell. Le secteur Borgia n'a jamais été bourgeois comme les rues Elm, Lisgar et Elgin ont pu l'être, mais ils comprennent une variété de commerces populaires. L'avènement des grandes surfaces, les magasins Canadian Tire (1953) et Zellers (1958<sup>293</sup>) tout près du secteur, annonce

---

288. Conseil municipal de Sudbury, 21 avril 1947, cité dans Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury*, p. 320.

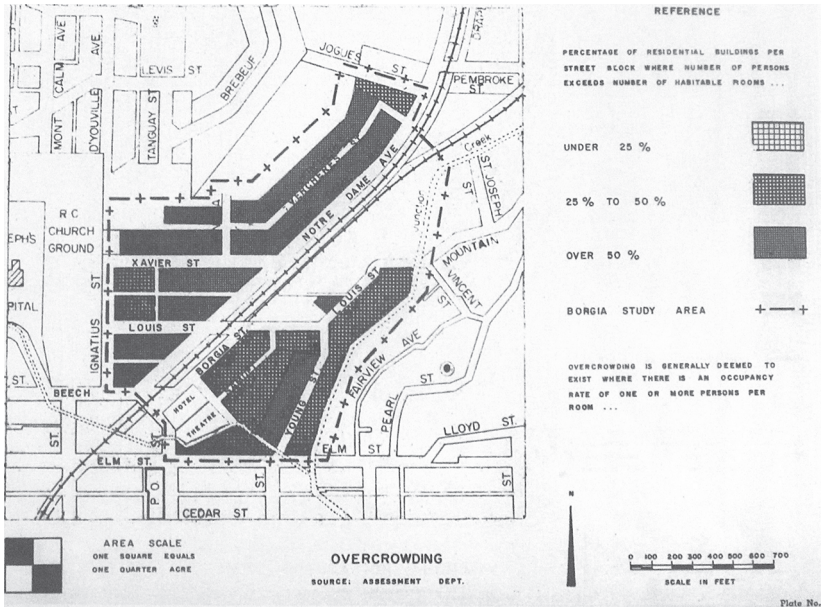
289. « Autres sources de revenus pour les municipalités? », *L'Ami du peuple*, 9 octobre 1958, p. 2.

290. Stanley H. Pickett, « An Appraisal of the Urban Renewal Programme in Canada », *The University of Toronto Law Journal*, vol. 18, n° 3 (été 1968), p. 233.

291. Sudbury Planning Board, *A Study for Urban Renewal*, Sudbury, Ville de Sudbury, 1963, p. 5-8.

292. Bruce Bell, « A historic walk with Bruce Bell along vanished Borgia Street », 19 mai 2021, sur le site *Sudbury.com*, [https://www.sudbury.com/local-news/a-historic-walk-along-vanished-borgia-street-with-bruce-bell-with-lots-of-photos-3793651] (consulté le 4 octobre 2023).

293. Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City*, p. 202.



**Figure 2.12** – Zone touchée par le renouveau urbain, rue Borgia, 1963. Source: APJLL.

cependant un changement à l’horizon. Avec 2000 personnes habitant 300 résidences sur quelques rues, il s’agit du secteur le plus densément peuplé de Sudbury.

Le Sudbury Planning Board (SPB) publie un rapport sur le quartier délabré en 1963. Le SPB précise que son objectif est « *to remove and replace parts that are substandard and obsolete, to provide decent housing for families in all income groups, [and] to adapt the street system for better use by modern automobiles*<sup>294</sup>. » L’objectif de remplacer la laideur par la beauté est civilisateur. Ce faisant, il serait insuffisant d’y aller à l’unité dans les rénovations si on veut attaquer les problèmes à leur racine<sup>295</sup>. Le SPB propose d’agir rapidement, ne serait-ce que pour profiter des subventions fédérales, et identifie rapidement parmi ceux ayant besoin d’une forme de renouveau les quartiers du Donovan, de Gatchell et de Minnow Lake, ainsi que certaines sections plus anciennes de Lockerby et du Nouveau-Sudbury. Ces secteurs méritent un curetage pour éliminer

294. Sudbury Planning Board, *A Study for Urban Renewal*, p. 7.

295. *Ibid.*, p. 5-7, 13-18.

les installations et les espaces indésirables. Et lorsqu'on veut parler d'une opportunité « négligée » pour mettre en valeur la ville, on cite l'exemple du ruisseau Junction, d'une laideur exécrationnelle à cause des vidanges et des objets dangereux qu'on y trouve. Le SPB profite aussi de l'occasion pour mener un procès à fond de train contre le Moulin-à-Fleur :

*74.4% of the structures are in poor condition. Extensive mixture of incompatible land uses. High incidence of fire damage. Widespread overcrowding. Many families are welfare cases [...]. Over 60% of residential buildings contain rented accommodation. Complete lack of open space and recreation facilities. Many traffic hazards<sup>296</sup>.*

Le SPB attribue la priorité au secteur Borgia, le plus près du Centre-Ville, un vestige d'une époque révolue, celle de Sudbury comme ville pionnière. On peut encore observer, en 1963, des installations construites rapidement, avec des matériaux de piètre qualité :

*A number of lots are unkempt and suffer from poor landscaping, broken fences, and scattered junk, including car wrecks. The location of lots which are badly maintained, coincide with that of poor structures, substandard dwellings or apartments. It is also pointed out that there are too many streets without any trees<sup>297</sup>.*

Le SPB recommande aussi des projets de renouveau pour l'essentiel du Donovan et du Moulin-à-Fleur, mais il recommande d'abord de prioriser la rénovation du secteur Borgia, celui qui est le mieux placé pour une amélioration significative des valeurs foncières :

*213 or 82.0% are in poor or very poor condition and in need of replacement [...]. 32% of the households are without bathtubs, or share them, and 24% are without proper water closets and kitchen facilities [...]. Values are considerably lower to the north of Louis Street and in between Borgia and Yonge Street (Samuel Street) and along Vercheres [...]. Low value would make the redevelopment more economically feasible and from City tax income point of view quite desirable [...]. The renewal requirements for this entire area will consist of demolition of the worst facilities, repair and modernization of others, the construction of new streets, utilities and community*

296. *Ibid.*, p. 19-20.

297. *Ibid.*, p. 18.

*facilities, and the construction of housing to replace the dwellings to be demolished*<sup>298</sup>.

Le SPB ne dit jamais rien sur la culture ou sur la langue des résidents, mais souligne que 79 % des résidents sont des locataires, 38 % des résidents ont une huitième année d'instruction ou moins et 4 % des résidents ont une instruction postsecondaire<sup>299</sup>. L'insatisfaction vis-à-vis des améliorations à la gestion du ruisseau Junction, la fludité élevée des locations, ainsi que l'incapacité des résidents à contribuer à l'embellissement semble justifier le besoin d'une intervention coordonnée et financée par les gouvernements. Le rapport du SPB ne présente aucun témoignage et donne l'impression que la population est unanime sur le besoin de reconstruire le quartier, même s'il ne cite jamais l'enquête sociologique qu'il a commandée.

Le SPB propose de construire une zone résidentielle dense au nord de la rue Louis – où passerait l'autoroute à chaussée double – et à l'ouest de la rue Notre-Dame. Au sud, on retrouverait un centre commercial à deux niveaux, doté d'un cinéma et d'un hôtel. Un parc serait aménagé le long du ruisseau Junction. On recommande que les tours d'habitation adjacentes ne dépassent pas 10 étages, de façon à ne pas obstruer « *the view from Brebeuf Avenue*<sup>300</sup> », puis que pas plus d'un tiers des espaces soit transformé en stationnement. La construction d'une école (on ne mentionne pas quelle langue) serait souhaitable pour attirer et retenir les familles. Le SPB incite la ville de Sudbury à demander au gouvernement fédéral la moitié des frais d'une étude détaillée, en lien avec la *Loi nationale sur l'habitation*, qui contribue à 50 % des coûts de l'acquisition et de la démolition de secteurs délabrés. En vertu de l'*Ontario Planning Act*, la province peut subventionner le quart des coûts de construction des logements pour personnes à faible revenu. En somme, la municipalité n'aurait à défrayer qu'une partie des coûts de la rénovation urbaine – estimés à 6 M\$ (60 M\$ de 2024)<sup>301</sup>. La valeur des terrains pourra tripler avec la rénovation, ce qui aura une incidence importante sur la valeur foncière taxable. Le SPB recommande ainsi que la ville se charge du processus du

---

298. *Ibid.*, p. 18, 23-26.

299. *Ibid.*, p. 27-28.

300. *Ibid.*

301. *Ibid.*, p. 22-23, 31.

« *total clearance and redevelopment of the Borgia area*<sup>302</sup>. » L'inaction est présenté comme un risque :

*Public acquisition and clearance of the area and subsequent disposal of the cleared land for rebuilding according to a master plan is the only practical means of improvement. It is considered that failure to do so will result in the permanent retention of a seriously blighted area in the centre of Sudbury, which will hamper sound future development*<sup>303</sup>.

Le SPB propose d'appuyer financièrement la relocalisation des résidents déplacés vers le nord du Donovan et du Moulin-à-Fleur. L'étude de faisabilité est complétée en 1966 et les trois paliers de gouvernement annoncent l'intention de raser les rues Verchères, Xavier, Ignatius, Louis, Samuel et Young. « La rénovation ne bouscule pas seulement des murs et les rues, » prévient le sociologue Henri Coing à l'époque. « Elle affecte profondément un groupe humain, provoque ou accélère une mutation des structures locales et sociales<sup>304</sup>. »

### Prosperer et partir

Les gens qui en ont les moyens quittent souvent les secteurs délabrés. La bourgeoisie canadienne-française, à laquelle appartiennent l'entrepreneur forestier Louis Laforest ou Jean-Noël Desmarais, habite déjà de somptueuses demeures au Centre-Ville<sup>305</sup>. Dans les deux décennies qui suivent la Guerre, plusieurs familles se construisent sur la colline au nord du Centre-Ville.

Après avoir grandi dans le Moulin-à-Fleur, l'épicier et propriétaire d'immeubles J.-A. Lapalme habite la rue Pine, avant de se faire construire une maison dans la Haute-Ville en 1956. Le 213, rue d'Youville comprend un salon pour accueillir des réceptions, ainsi que plusieurs chambres à coucher et salles de toilette pour ses 14 enfants<sup>306</sup>. M<sup>me</sup> Florence Lapalme

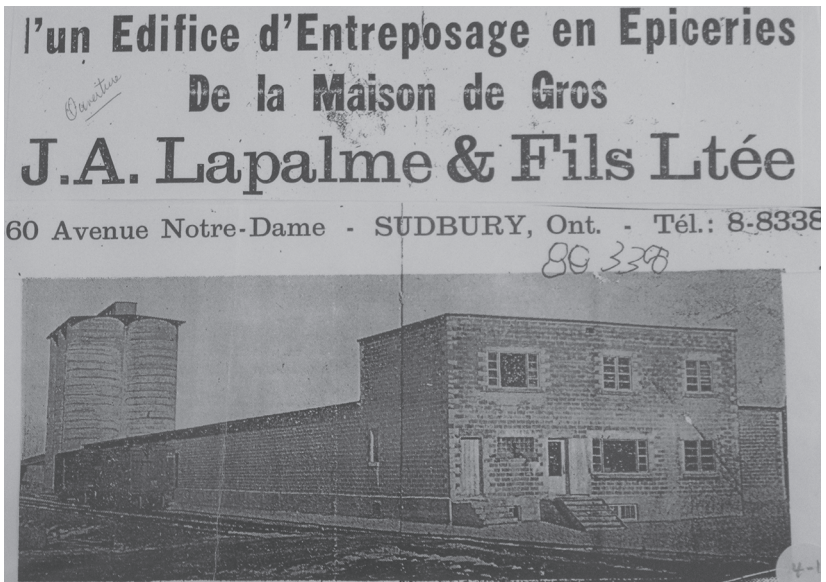
302. *Ibid.*, p. 28.

303. *Ibid.*, p. 24.

304. Henri Coing, *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Éditions ouvrières, 1966, p. 14.

305. « Family leaves its mark », *The Northern Life*, 21 juin 1998 ; Colette Desmarais, « Famille Desmarais », [s. d.], 2 p., dans CCJLL.

306. « Le thé-cotisation », *Le Droit*, édition du Nord, 14 septembre 1960, p. 3.



**Figure 2.13** – Entrepôt d'épicerie J.-A. Lapalme et Fils Limitée, rue Notre-Dame, vers 1945.

Source: APJLL.

apparaît dans la chronique mondaine du *Droit* (édition du Nord), qui parle du « thé-cotisation » de la Ligue de Jeunesse féminine de Sudbury, tenue dans la demeure familiale. Lapalme décède d'un infarctus à son chalet au lac Panache, le 25 août 1962. Des funérailles sont tenues « *for one of Sudbury's prominent French-Canadian businessmen*<sup>307</sup> » à l'église St-Jean-de-Brébeuf.

Comme en témoigne le choix de paroisse pour les funérailles de J.-A. Lapalme, les frontières entre la bourgeoisie de la Haute-Ville et les ouvriers du Moulin-à-Fleur ne sont pas étanches. Ce n'est pas le cas non plus au club Richelieu. Ses 6 000 membres engagés dans un archipel de *service clubs* canadiens-français, des Maritimes au Manitoba, puis du Saguenay au Massachusetts, profitent des grands congrès pour développer des liens d'amitié avec d'autres Québécois, Acadiens, Franco-Américains et Franco-Ontariens, sortir les membres des régions éloignées de leur isolement, mais aussi pour y discuter de causes communes. L'émergence

307. [s. t.], [août 1962], dans CCJLL.

du club Richelieu de Sudbury en 1947 témoigne du renouvellement du civisme après la Guerre, mais aussi d'une certaine valorisation de la paternité engagée pour le développement socioaffectif des enfants. Parmi les 253 membres admis entre 1947 et 1977, un tiers sont des cols blancs, un autre tiers sont des gens d'affaires, un cinquième sont des professionnels, mais les ouvriers (4 %) et les fonctionnaires (2 %) sont plutôt rares<sup>308</sup>. Les rencontres alternent entre l'hôtel Nickel Range (au Centre-Ville) et le club Alouette (au Moulin-à-Fleur). Le club dépense les fonds qu'il amasse pour offrir des paniers et des cadeaux de Noël, accorder des bourses à des collégiens, acheter de l'équipement médical pour l'hôpital Saint-Joseph et faire des dons à la Victoria Order of Nurses, à l'Orphelinat d'Youville, à l'Armée du Salut et au Centre des Jeunes.

En ce qui concerne le club Alouette, formé en avril 1959, celui-ci témoigne aussi du développement d'une élite, qui inclut des gens du Moulin-à-Fleur. Le club a pour but « de fournir des activités et une place de rencontre pour les Canadiens français<sup>309</sup> ». Devenir membre coûte 100 \$ (1 040 \$ de 2024). C'est beaucoup, pour ne pas dire trop, pour plusieurs, mais après six mois, 136 personnes ont acheté leur carte. Les frais financent l'hypothèque de la salle au 255, rue King, d'une valeur de 60 000 \$ (626 000 \$ de 2024). On y tient des soirées et des collectes de fonds, comme lorsque les Dames auxiliaires tiennent un spectacle de mode, le 26 avril 1961, pour amasser des fonds pour la Société du cancer<sup>310</sup>.

Bien souvent, les banlieues sont économiquement plus homogènes que les quartiers centraux. La banlieue nord-américaine incarne la recherche de l'entre-soi, le résultat d'une agrégation volontaire. Les banlieues attirent les fils et les filles d'ouvriers, qui retrouvent des gens ayant un statut familial et social similaire au leur. Selon Harold Bérubé : « Même si leurs habitants y cherchent les bienfaits de la "nature", l'espace suburbain reste avant tout tributaire de la ville. Ajoutons que les banlieues se caractérisent par une plus faible densité de population

---

308. Brigitte Berthiaume, *Le club Richelieu Sudbury, 1947 à 1977 : le rôle des membres d'un club social dans une communauté canadienne-française*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 2009, p. 57-98.

309. Claire Pilon, « 25<sup>e</sup> anniversaire du club Alouette », *Le Voyageur*, 4 avril 1984, p. 5.

310. « Club Alouette Fashion Show Set for Wednesday », *The Sudbury Daily Star*, 25 avril 1961, p. 16.



**Figure 2.14** – Soirée au club Alouette, vers 1965.

Source: APJLL.



**Figure 2.15** – Festin au club Alouette, vers 1965.

Source: APJLL.



**Figure 2.16** – Photo aérienne du Moulin-à-Fleur, 1963.

Source: Archives de la Ville du Grand Sudbury, image 4800\_172\_008\_0030.

et du bâti, et par la possibilité de circuler aisément du centre à la périphérie<sup>311</sup>. »

La forte croissance de la population de Sudbury, qui atteint 80 000 en 1961, pousse le Moulin-à-Fleur au point de saturation.

Preuve de la croissance démographique au Nouveau-Sudbury et dans la Vallée, la rue Notre-Dame est élargie à quatre voies et devient l'avenue Notre-Dame à l'automne 1961<sup>312</sup>. Les commerces ayant pignon sur rue

311. Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes: gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2015, p. 13-14.

312. « Notre Dame Ave. Closed to Traffic As Contractor Hits Unexpected Rock », *The Sudbury Daily Star*, 1<sup>er</sup> septembre 1961, p. 3; « D'ici un mois... », *Le Voyageur*, 2 août 1972, p. 1.

sur cette artère perdent des espaces de stationnement, de plus en plus convoités avec la prolifération de la voiture personnelle. Ainsi, en s'apparentant davantage à un boulevard permettant de traverser rapidement le Moulin-à-Fleur entre deux destinations, l'avenue Notre-Dame perd de son attrait comme rue commerçante.

Les gens ne sont pas seulement poussés vers la banlieue. *L'Ami du peuple* participe à les attirer vers ces secteurs, en publiant des clichés et des plans de *bungalow*, comme ce qui suit, en 1950 :

Les constructeurs sont à la recherche de modèles de maisons d'apparence moderne pouvant être construits à un coût modéré [...]. Le plan de bungalow, que nous suggérons aujourd'hui, possède cet élément de nouveauté [...]. L'entrée principale conduit directement à un vestibule, muni d'un porte-manteau, et à un passage qui donne accès au vivoir et aux trois chambres à coucher [...]. La disposition de la cuisine est des plus moderne et un escalier de service, donnant accès à l'extérieur et au sous-sol, conduit directement à la cuisine<sup>313</sup>.

Le *bungalow* interpelle particulièrement les gens des quartiers centraux ayant grandi à la campagne et qui ressentent une nostalgie des secteurs boisés et des terrains plus vastes. Le boulevard Lasalle compte toujours une vingtaine de fermes lorsque l'entrepreneur forestier Léon Portelance achète, en 1949, 600 acres des deux côtés du boulevard pour construire le Sudbury Drive In, l'hôtel Laurentien, ainsi que 150 maisons<sup>314</sup>.

Portelance s'implique dans la toponymie en suggérant que certaines rues adoptent les noms Martin (patronyme de sa mère), Madeleine (prénom de sa fille) et Parisien (patronyme de son comptable) ! Plusieurs familles des quartiers centraux sont attirées par les maisons unifamiliales sur des terrains spacieux proposés à des prix raisonnables. En 35 ans, le Nouveau-Sudbury verra la construction de plus de 7 000 maisons<sup>315</sup>. Trois écoles franco-catholiques – Immaculée-Conception, Sacré-Cœur et Saint-Conrad – ainsi

---

313. « La maison d'aujourd'hui », *L'Ami du peuple*, 9 novembre 1950, p. 7.

314. Camirand-Peterson, *New Sudbury not as new as you think: A Community History*, p. 7-8, 34, 116-160; Ouellette, « Éducation et économie 1927-1965 », p. 80.

315. Initiative Communauté en santé, *Profil de la collectivité Le Nouveau Sudbury*, Ville du Grand Sudbury, 2015, p. 10; Gilbert, *Vivre en quartier populaire: Saint-Sauveur, 1930-1980*, p. 129-132.



**Figure 2.17** – Photo aérienne du boulevard Lasalle, 1946.

Source : Archives de la Ville du Grand Sudbury, image 15840\_024.

que deux paroisses franco-catholiques – L’Annonciation et Saint-Dominique – y sont construites, de 1947 à 1960, en plus de deux lieux de culte et de six écoles de langue anglaise. En 1957, le New Sudbury Centre, complexe de 30 magasins avec 2 000 places de stationnement, permet aux gens de faire leurs emplettes au chaud. D’ailleurs, l’automobile personnelle et la présence de ce centre commercial mène, selon le Sudbury Planning Board, une compétition « féroce<sup>316</sup> » aux commerces du Centre-ville, à qui l’on reproche un manque de stationnement, la congestion et des édifices « démodés ». Attirée par la valeur des propriétés du Nouveau-Sudbury, la ville de Sudbury propose d’annexer le nord du canton McKim en promettant des aqueducs et des égouts

316. Sudbury Planning Board, *A Study for Urban Renewal*, p. 12.

au secteur ; la province entérine la requête et la fusion a lieu en janvier 1960.

Plusieurs acteurs de la Haute-Ville et du Moulin-à-Fleur sont actifs dans le développement du Nouveau-Sudbury. Le premier gérant à temps plein de la Caisse populaire Lasalle, ouverte en 1955, Conrad Pelletier, avait été auparavant gérant adjoint de la Caisse Sainte-Anne<sup>317</sup>. Originaires de Saint-Charles, Lionel Gervais et Claire Savage se sont installés dans le Moulin-à-Fleur à la fin des années 1930 et y ont commencé leur famille avant de s'acheter un *bungalow* sur le chemin Holland du Nouveau-Sudbury en 1953. Selon le biographe de Gaétan Gervais, François-Olivier Dorais, la « mémoire d'un milieu culturellement et linguistiquement homogène, où la vie française s'y inscrit naturellement, a contribué à façonner la vision qu'aura Gervais du passé et de l'avenir de l'Ontario français<sup>318</sup> ». Au Moulin-à-Fleur, francophone à 85 %, « la présence française était [...] naturelle », rappellera l'historien : dans les commerces, « on parlait très souvent notre langue<sup>319</sup> ». À l'âge de neuf ans, il quitte ce milieu pour un secteur où les francophones composent 40 % de la population, mais où l'espace public est anglo-dominant. Entre 1951 et 1971, le poids des Sudburois de langue maternelle française passe de 35 % à 27 %<sup>320</sup>, un signal des transferts linguistiques en cours.

Né à Brudnell (Renfrew), Joseph Shields arrive à Sudbury avec sa Ford Model T pour travailler à la mine Stobie en 1950. Il habite une maison de pension de la rue Beech, où il rencontre Yvonne Prévost, originaire de Bigwood, qui y prépare les repas. Les deux se marient à la paroisse Christ the King le 12 juillet 1954. Après le voyage de noces, ils emménagent dans un appartement de la rue King au Moulin-à-Fleur. « C'était un bloc carré, qui avait quatre appartements par plancher », rappellera la grand-mère de Serge Dupuis. « Ce n'était pas gros. [...] On avait deux chambres à coucher, une cuisine, un salon [et une salle de bain] [...] [Le

317. « La Caisse populaire La Salle fête son 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation », *Le Voyageur*, 16 avril 1980, p. 3.

318. Dorais, *Un historien dans la cité: Gaétan Gervais et l'Ontario français (1944-2008)*, p. 21.

319. Gaétan Gervais, cité dans Arsenault, *Gaétan Gervais: le « gardien du dépôt »*, p. 14.

320. Michaud, *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, p. 10-11.

loyer] prenait une bonne partie de la paie<sup>321</sup>. » Les propriétaires, messieurs Bradley et Dubuc, des mineurs qui habitent des logements au rez-de-chaussée, sont justes et flexibles. Yvonne met au monde deux enfants. La famille fréquente Saint-Jean-de-Brébeuf, la paroisse du quartier. C'est un changement d'ambiance pour Joe, puisqu'à Brudnell, les Shields « n'avaient pas de français pantoute<sup>322</sup> ». À la mine, Joe commence son quart de travail à 7 h et le termine à 15 h. Au creux de l'hiver, il ne voit presque pas la lumière du jour :

Ç'aurait dû être dur d'aller travailler au fond de la terre, rien qu'avec une lumière sur un chapeau. [...]. Pendant la journée, tu n'avais même pas de la bonne eau. L'eau qui sortait d'un tuyau était rouillée. On la laissait couler un petit bout de temps, puis elle était moins rouillée, mais c'était de l'eau rouillée pareil! [...] *It's a job you have to do to provide for your family. That's the way it was in those days, not that you liked your job that much.* Pas d'éducation. Il y en a bien qui disaient que jamais ils iraient travailler dans la mine. Peut-être que [Joe] l'a dit lui aussi. C'est mieux que d'aller travailler dans le bois, l'hiver, où il n'y avait bien bien d'argent<sup>323</sup>.

L'appartement a fait son temps, mais voudrait-on s'acheter une maison dans le Moulin-à-Fleur ?

En tout cas, ce n'était pas une option [...]. On n'avait pas d'argent! [...] On a regardé [différents lots]. Quand j'ai vu celui-là [sur l'avenue Madeleine] – il y avait l'école et l'église [juste de l'autre côté du boulevard Lasalle]. [Je me suis dit] « Parfait! » Je ne conduis pas, [donc] j'ai vraiment insisté là-dessus. [Joe] n'aimait pas prendre des grosses décisions [...]. J'ai dit « si on peut acheter le lot, on va commencer-là » [...]. Ça on l'avait [en 1957]. Mais qu'est-ce que tu fais avec ça? Un lot et pas d'argent! Moi, je ne travaillais pas. L'année suivante, [...] ça nous a ralenti, parce qu'il était réduit à quatre jours par semaine [au printemps 1958] [...], mais on a commencé pareil. Il a emprunté 3 000 \$ de sa mère. On n'a jamais eu de *mortgage*. Tu ne pouvais pas aller à la banque pour demander de l'argent dans ce temps-là<sup>324</sup>.

321. Entrevue avec Yvonne Prévost Shields par Serge Dupuis, 28 décembre 2021 (00:01:00).

322. *Ibid.*, (00:02:00).

323. *Ibid.*, (00:04:00), (00:05:00).

324. *Ibid.*, (00:09:00), (00:33:00).

Le couple a un compte à la Banque impériale de commerce (CIBC), mais cette dernière ne prête pas aux ouvriers. Récemment installé au Moulin-à-Fleur, le couple n'a pas de compte à la caisse populaire et ne connaît pas M<sup>gr</sup> Coallier, qui est malade à l'époque :

Soit les parents avaient l'argent ou bien [...] il y avait Household Finance, où tu pouvais emprunter de l'argent pour des gros intérêts [...]. Petit à petit, [...] on a fait un trou et mis des blocs. Ma sœur Annette restait chez nous [...], puis gardait les enfants le soir. Ça nous permettait de travailler sur la maison. [...] Diane restait là, puis Danny jouait avec les petits garçons, qui faisaient des « muton fights » – des batailles avec des mottes de glaise<sup>325</sup>.

Certaines maisons sont construites depuis le début de la décennie, mais sur la plupart des lots, les maisons sont en train d'être construites. Les Shields emménagent le 15 octobre 1958, mais les travaux s'échelonnent sur trois ans, « au fur et à mesure [qu'ils auront] de l'argent<sup>326</sup> ».

Née au Moulin-à-Fleur en 1934, Jeannine Larcher-Lalande a grandi dans le secteur. Mariée en 1956, elle et son mari, Jean-Charles Lalande, emménagent dans le sous-sol de la maison paternelle sur la rue Murray. Au moment d'avoir un quatrième enfant, en 1962, le couple s'achète une voiture et un *bungalow* sur la rue Gary pour 17 000 \$ (172 000 \$ de 2024)<sup>327</sup>. Les Lalande choisissent ce coin du Nouveau-Sudbury puisqu'on y trouve l'école Saint-Dominique et la paroisse du même nom tout près. À l'époque, plusieurs mineurs se construisent à Val-Caron ou au Nouveau-Sudbury. Le départ pour la banlieue peut être déchirant :

Sur le chemin entre les rues Murray et Gary, j'ai braillé! [...] J'ai commencé à travailler en église. [...] Sur la rue, il y avait pas mal de francophones. Les Gardiner étaient francophones. Les Rochon, les Leblanc, les Pitre, les Giroux, les Émery, étaient tous francophones. Sur la rue Gary, il y avait plus de francophones que d'anglophones. [...] Il y avait des professeurs d'université. [...] Les autres, c'était des mineurs<sup>328</sup>.

325. *Ibid.*, (00:12:00), (00:29:00).

326. *Ibid.*, (00:16:00).

327. Entretien avec Jeannine Larcher-Lalande, 30 décembre 2020 (00:21:00).

328. *Ibid.*, (00:55:00).

Avec l'église, l'école et le parc, on commence à rencontrer de nouvelles personnes, certaines du Moulin-à-Fleur, d'autres qui arrivent du Nipissing-Ouest. On continue de fréquenter les parents, le dimanche pour le souper, mais les huit kilomètres qui séparent les deux secteurs fait qu'on ne se voit plus au quotidien ou en semaine. Lalande agit comme *shift boss* à la mine et Larcher-Lalande travaille comme infirmière à la Victoria Order of Nurses, ce qui permet aux familles à double revenu d'appartenir à une classe moyenne élargie.

Ces banlieues agissent d'abord comme des déversoirs vers lesquels s'écoule le trop-plein de population des quartiers saturés. Ce faisant, les quartiers centraux conservent leur vitalité, du moins dans les années 1950 et 1960. À titre d'exemple, c'est dans le Moulin-à-Fleur que les Jésuites inaugurent la première université du Nord de l'Ontario en 1957. Pendant une quarantaine d'années, le Collège du Sacré-Cœur offre un programme de baccalauréat, en collaboration avec l'Université Laval depuis 1927, et à partir de 1957, par l'Université de Sudbury dûment constituée. Un défi majeur l'afflige : son statut confessionnel l'empêche d'accéder à un financement public. À l'automne 1958, l'Université de Sudbury inaugure des cours en anglais dans l'espoir d'être choisie comme une éventuelle université bilingue laïque, mais d'autres projets universitaires sont imaginés par des pasteurs protestants à Sudbury, à North Bay et à Sault-Sainte-Marie<sup>329</sup>. Le premier ministre Leslie Frost demande à ces groupes religieux de créer une fédération laïque et d'obtenir un financement de démarrage d'INCO. Originaire de Verner, le recteur du Collège, Alphonse Raymond, qui a vécu le règlement 17, ne fait pas confiance aux anglo-protestants. Afin de faciliter les négociations, la Compagnie des Jésuites choisit de rappeler Émile Bouvier, professeur à l'université Georgetown, qui perçoit le bilinguisme institutionnel comme moyen de favoriser « la coexistence de deux cultures<sup>330</sup> ». L'ACFEO n'est pas enchantée par les choix de Bouvier qui diluent le projet d'université franco-sudburoise à une institution laïque et bilingue où les Canadiens français et les catholiques seront minoritaires. Le président de l'ACFEO et régent de l'Université de Sudbury, Gaston

329. Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, p. 15-30.

330. Émile Bouvier, cité dans Roland Desmarais, « Rôle bien particulier de l'Université de Sudbury », *Le Droit*, 23 février 1959, p. 3.

Vincent, juge le modèle « inadmissible » et « de nature à provoquer la désapprobation de la population catholique de l'Ontario, et de façon plus particulière de la population catholique d'expression française<sup>331</sup> ». En guise de protestation, Vincent démissionne du conseil des régents de l'Université de Sudbury et dépose une plainte auprès du père provincial, J. d'Auteuil Richard, le 5 octobre 1959<sup>332</sup>. Vincent aurait peut-être poursuivi son combat s'il n'avait pas été atteint mortellement par un coup de foudre cinq jours plus tard. Son successeur ne montrera pas le même intérêt dans le dossier. D'ailleurs, les professeurs jésuites sont eux-mêmes divisés sur la proposition, dans laquelle on ne retrouve même pas l'obligation d'offrir un seuil minimal de cours en français. Comme le rappellera le philosophe Lucien Pelletier :

La situation fut présentée à l'ensemble des Jésuites de Sudbury mais, afin de laisser à chacun le temps de réfléchir, il fut convenu de remettre la discussion au lendemain. Le 21 février [1960], les Jésuites s'exprimèrent : neuf rejetaient la nouvelle orientation proposée, huit étaient en faveur, deux n'avaient pas encore formé leur opinion et deux donnèrent une opinion conditionnelle. Devant un résultat si partagé, les consultants maintinrent leur décision. Puis, le 23 février, ils se réunirent dans la matinée avec le père provincial qui leur demanda de ne pas reculer<sup>333</sup>.

De justesse, on obtient un consentement des pères fondateurs de la tradition d'enseignement universitaire à Sudbury, mais c'est tout sauf un consensus. Bouvier essaie de rassurer l'ACFEO en leur disant que les budgets de programmes en français et en anglais seront équitables et que « chacun va pouvoir discuter dans sa langue<sup>334</sup> » dans l'administration. Fondée en février 1960, l'Université Laurentienne élargit le nombre de programmes offerts en français<sup>335</sup> et l'Université de Sudbury fondera, en

331. Lettre de Gaston Vincent à J. d'Auteuil Richard, 5 octobre 1959, CRCCE, C2/32/1.

332. « M<sup>e</sup> Gaston Vincent décédé à 55 ans », *Le Droit*, 13 octobre 1959, p. 1.

333. Lucien Pelletier, « Les Jésuites de Sudbury vers 1960 : une mutation difficile », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37 (2012), p. 52.

334. Émile Bouvier, dans ACFEO, « Le 22 mars 1960, 3h.45 p.m. Conversation téléphonique entre le révérend Père Bouvier et M. Arvais », dans CRCCE, C2/33/1.

335. « Entente fédérative signée à Sudbury », *Le Droit*, 12 septembre 1960, p. 1.

1963, la première École normale du Nord, exclusivement de langue française. Malheureusement pour le Moulin-à-Fleur, l'université n'y sera pas construite, l'établissement laïc optant plutôt pour un site en nature, au sud du lac Ramsey, dans l'idée que la ville se développera en direction de Toronto, son principal axe commercial.

Le départ de la composante universitaire du Moulin-à-Fleur lui fait perdre une partie de son élite et au Collège du Sacré-Cœur, une partie de ses revenus. En raison d'une diminution rapide dans les vocations et de l'introduction de cours en sciences humaines en français dans les *high schools*, le collège jésuite, qui n'enseigne plus que la composante secondaire depuis 1960, accumule des problèmes financiers insurmontables<sup>336</sup>. L'institution n'est pas la seule, puisque le nombre de collèges ou d'écoles secondaires franco-ontariens privés passe de 50 (1962) à 32 (1966). Le directeur du collège, Stéphane Valiquette, est contraint à annoncer que «les jésuites canadiens d'expression française devront se retirer de l'enseignement secondaire<sup>337</sup>». La section sudburoise de l'ACFEO s'active, mais l'élite franco-sudburoise se montre divisée entre l'élargissement du programme en français dans des écoles secondaires publiques et le lobbying pour rendre les taxes scolaires disponibles aux 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> années dans les collèges catholiques<sup>338</sup>. L'ACFEO provinciale opte pour la première solution. Le Collège du Sacré-Cœur ferme ses portes, comme prévu, en juin 1967, et le Collège Notre-Dame ouvrira ses portes aux garçons à la rentrée. La fermeture du Collège du Sacré-Cœur constitue un coup dur pour le Moulin-à-Fleur. L'âge d'or du quartier ouvrier canadien-français semble tirer à sa fin.



Après la Seconde Guerre mondiale, le Moulin-à-Fleur construit encore des maisons, des écoles et des commerces. Les familles, les organisations et les activités rendent la vie dans cet îlot catholique et canadien-français fort

336. Gervais et Toupin, *Les Jésuites en Ontario*, p. 117-118.

337. Lettre de Stéphane Valiquette à M<sup>re</sup> Proulx, «L'avenir du Collège du Sacré-Cœur de Sudbury», octobre 1966, p. 1, dans Archives des Jésuites de Sudbury, boîte 226/B-3-1.

338. Julie Lafrenière, «Des luttes au consensus 1965-1982», dans Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc : de l'ACFEO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*, p. 98.

dynamique. On naît, on grandit, on s'instruit, on apprend, on souffre, on se soigne, on travaille, on consomme et on prospère au Moulin-à-Fleur. Le développement des banlieues n'est pas une menace immédiate à la vitalité du quartier, vu que la population est en croissance, mais l'étalement urbain et la rénovation urbaine des quartiers centraux encouragent les éléments les plus dynamiques à gagner des pâturages plus verdoyants. Lorsque l'on tente de délimiter les époques, aucune date n'est parfaite, mais l'année 1967, qui voit la fermeture du Collège du Sacré-Cœur et le début des travaux de démolition de la rue Borgia, semble constituer un point de bascule dans cette histoire.



## Chapitre 3

### L'agentivité des résidents et les rendez-vous manqués (1968-1997)

Les quartiers populaires des villes nord-américaines subissent un mauvais quart d'heure pendant les décennies 1970, 1980 et 1990. Le renouveau urbain, la prolifération de l'automobile personnelle ainsi que le développement des banlieues et des centres commerciaux accélèrent la dévitalisation des vieux quartiers ethniques. En ce sens, le secteur Saint-Sauveur de Québec, la Basse-Ville d'Ottawa ou le Moulin-à-Fleur de Sudbury sont contraints à des pressions similaires. Il existe pourtant des vents qui soufflent dans le sens contraire et l'expérience du quartier du Moulin-à-Fleur témoigne du fait que les résidents ne se résignent pas totalement à ces courants qui les laisseraient au dépourvu. Au contraire, avec la construction de nouveaux secteurs au-dessus des marécages et sur les collines rocheuses, le secteur entreprend une certaine expansion, même si l'intensité de la vie communautaire devient plus territorialement éclatée. Pendant ces trois décennies, on peut voir les Moulin-à-Fleurois recommencer, créer, croire, se mettre en valeur et échouer. Ces processus, à première vue contradictoires, ne sont pas mutuellement exclusifs.

#### Recommencer

Comment le processus de renouveau urbain, dans lequel la ville de Sudbury s'est engagée en 1966, se déploiera-t-il au Moulin-à-Fleur? Trois ans plus tôt, le Sudbury Planning Board (SPB) avait soulevé la possibilité que le quartier ouvrier soit rasé en entier. À en croire les pages de *L'Ami du peuple*, la proposition draconienne qui visait le territoire canadien-français n'a pas beaucoup retenu l'attention, qui est

concentrée surtout sur la démolition de la rue Borgia. Selon l'historien Marc Despatie, la proportion de locataires avait augmenté dans le secteur, après la Guerre, puisque plusieurs propriétaires avaient choisi d'emménager ailleurs et de louer leur logement à des locataires<sup>1</sup>. La criminalité avait augmenté dans le secteur, mais le SPB en a « beurré un peu épais » dans leur condamnation de l'état des commerces. Les motivations pour remplacer les taudis par « des centres d'achats au centre-ville » ne s'alignent pas toujours parfaitement avec celles d'« améliorer la vie des gens » et d'« éliminer les problèmes sociaux sans trop penser aux questions de logement<sup>2</sup> ».

L'historien Richard White ne conteste pas les effets nocifs de la rénovation urbaine sur les résidents des quartiers populaires ni la « connaissance insuffisante de ces quartiers » de la part des promoteurs immobiliers. Cela étant dit, White nous invite à voir la rénovation urbaine et le développement du logement social comme étant deux processus interreliés, mais indépendants. En fait, « il s'est fait beaucoup moins de rénovation urbaine [...] que ce que l'on suppose généralement, ce qui porte à croire que l'échec de la rénovation urbaine résulte davantage de l'inaction que de l'action<sup>3</sup> ». Les échevins finiront par abandonner de larges pans de rénovation suivant la controverse suscitée par les expropriations, l'explosion des coûts imprévus et les motivations des entrepreneurs privés, qui finiront par avoir le plus grand impact sur la transformation du visage des quartiers centraux. À Ottawa, au printemps 1962, le gouvernement fédéral décide d'exproprier 270 propriétaires canadiens-français et irlandais des Plaines LeBreton pour y développer un nouveau secteur à temps pour le Centenaire de la Confédération<sup>4</sup>; au printemps 1966, c'est au tour du conseil municipal d'exproprier une centaine de propriétaires (très majoritairement francophones) de l'est de la Basse-Ville, dans l'idée que

---

1. Marc Despatie, *Aspects de l'histoire urbaine du quartier Borgia de Sudbury, 1911-1969*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1993.

2. Courriel de Marc Despatie à Serge Dupuis, 23 décembre 2021.

3. Richard White, « Urban Renewal Revisited: Toronto, 1950 to 1970 », *The Canadian Historical Review*, vol. 97, n° 1 (printemps 2016), p. 1.

4. Kenza Benali, « Le réaménagement des Plaines LeBreton: une occasion de "rendre justice" à la communauté francophone d'Ottawa? », *Recherches sociographiques*, vol. 54, n° 1 (janvier-avril 2013), p. 34.

« la vie sera plus agréable dans des logements pour le moins convenables, dans un paysage plus joli<sup>5</sup> ».

À Sudbury, les services de l'entreprise Marchland Holdings sont retenus en 1966 pour démolir le secteur Borgia; une deuxième étape de rénovation est aussi prévue le long de la rue Elm. Alors que le début des démolitions est prévu pour le printemps 1968, Bruce Bell se rappelle qu'un entrepôt est transformé en discothèque temporaire pour les jeunes pendant l'« été de l'amour » (1967). Les ordres d'évacuation sont donnés et certains établissements, dont la Caisse populaire Sainte-Anne installée dans la maison Grandbois de la rue Ignace depuis 1951, prennent les devants pour planifier leur départ<sup>6</sup>. Au cours de 1967, la Commission du renouveau urbain (Urban Renewal Commission, URC) coordonne les travaux et leur financement avec les trois paliers gouvernementaux. La Commission embauche aussi des ingénieurs chargés de tracer les nouvelles routes et dessine des plans avec la Société de logement de l'Ontario pour qu'elle développe des logements sociaux. L'URC rencontre 123 résidents pour les informer des « effets » du « redéveloppement » sur eux et reçoit 118 offres de vente de propriété (pour une valeur totale de deux millions de dollars). Finalement, la Commission ouvre un bureau public pour maintenir un bon rapport avec les résidents. Mais la relocalisation est plus simple à imaginer qu'à faire, selon l'URC, qui témoigne devant le conseil municipal en janvier 1968 :

*We are not dealing with problems of law or construction, or bricks and mortar, but with people whose rights, feelings, and sensibilities must be respected. Our legal duty to these people is clear: there must be made available for them decent, safe and sanitary housing accommodations at reasonable rentals [...]. Since there can be no clearing of the property until the tenants have been relocated, it is also being recommended to Council tonight to create the position of Relocation Officer<sup>7</sup>.*

- 
5. Gérard Bernier, « Le réaménagement de "By" », *Le Droit*, 23 mars 1966, p. 6.
  6. Emilien Langlois et George Bertrand, *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, Sudbury, Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury, 1995, p. 21, 29-31; Oiva Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City: A Historical Geography of Greater Sudbury*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2013, p. 203.
  7. « Urban Renewal Report as Made to City Council », *The Sudbury Star*, 11 janvier 1968, p. 13.

La Commission invite les citoyens à communiquer avec elle s'ils ont des logements locatifs pour des célibataires, des personnes âgées et des familles<sup>8</sup>. Un appel d'offres pour développer des logements résidentiels dans le nord-est du secteur Borgia suscite l'intérêt de trois entrepreneurs de stature nationale. En ce qui concerne le développement commercial, l'entreprise Marathon Realty veut ériger un centre commercial avec un grand magasin, une aire de restauration et un hôtel, ce qui ne figure pas dans les plans initiaux du renouveau urbain. Ce projet pourrait miner le réaménagement commercial du secteur Borgia, dans lequel on planifie un marché, car le secteur ne peut pas accueillir à la fois un centre commercial et un marché. L'URC choisit donc la voie de la moindre résistance : elle laisse Marathon développer ce qu'il souhaite sur les terrains du CPR et abandonne le projet de marché. La Commission souhaite éviter les retards dans la réalisation des projets par crainte que toute hésitation refroidisse l'enthousiasme des entrepreneurs immobiliers. En invitant les gens à communiquer avec elle au 189, rue Louis, la Commission publie, toutes les semaines dans *L'Ami du peuple*, la publicité « Programme civique en plein essor » :

La rénovation urbaine est un projet à l'échelle municipale où toutes les ressources disponibles tant municipales, provinciales et fédérales sont mises en jeu selon un plan bien défini pour éliminer les taudis et vieux immeubles et prévenir leur réapparition. La rénovation urbaine n'est pas une fin en elle-même, mais plutôt un moyen par lequel on peut facilement moderniser les villes afin de permettre un meilleur standard de vie, de meilleures conditions de travail et une plus grande prospérité<sup>9</sup>.

C'est au printemps 1968 que débute l'expropriation et la démolition de 60 propriétés délabrées. L'URC espère que tous les départs seront volontaires, mais elle traite chaque cas séparément, à cause de la variété des besoins. Ce sont les entrepreneurs à qui l'on confie la tâche de déterminer « *which buildings will be constructed first and where*<sup>10</sup> ». L'Ontario Housing Corporation prévoit l'érection de nombreux logements sociaux le long de

---

8. « Avez-vous des logements à louer ? », *L'Ami du peuple*, 14 mars 1968, p. 2.

9. « Programme civique en plein essor », *L'Ami du peuple*, 14 mars 1968, p. 3.

10. « Urban Renewal in Borgia Area Nearing Start », *The Sudbury Star*, 11 mai 1968, p. 12.



**Figure 3.1** – Le Moulin-à-Fleur et le secteur Cambrian Heights, au nord, 1975.

Source: Archives de la ville du Grand Sudbury, image 12000\_008\_041\_0162.

la rue Louis redessinée, au nord du nouveau secteur commercial. Quelques tours d'habitation ayant jusqu'à 1000 unités, ainsi que des maisons de ville sont prévues. Afin de donner bonne presse au processus, le coordonnateur affirme que certaines personnes déplacées profitent des revenus de l'expropriation pour acheter plus grand et mieux ailleurs. Puisque les quartiers voisins comptent peu de logements disponibles, l'URC décide d'acquérir le terrain de golf, situé au nord-ouest du Moulin-à-Fleur, pour développer un nouveau secteur, Cambrian Heights.

Avec le prolongement des rues Wilma et Bruce, à l'ouest de et en parallèle à la rue Notre-Dame, les ingénieurs et les planificateurs torontois Proctor, Redfern, Bousfield and Bacon investissent 25 millions de

dollars pour accueillir 4 700 personnes dans trois tours résidentielles de 270 logements à location et des maisons de ville<sup>11</sup>. Au cœur du nouveau secteur, on prévoit bâtir un parc, une école, ainsi que des *strip malls* sur l'avenue Notre-Dame.

Assez tôt, le renouveau urbain fait l'objet de critiques. En septembre 1968, le *Sudbury Star* accuse les bureaucrates d'opacité dans leurs délibérations, tenues derrière des portes closes, et critique l'embauche d'un consultant en relations publiques pour gérer les médias. C'est décevant, puisque la Commission dépense 2,5 millions de dollars en fonds municipaux sur la « *Borgia adventure* » et a déjà fait preuve de « *time wasting tactics and miscalculations*<sup>12</sup> ». Inquiète des coûts excédentaires du renouveau urbain dans plusieurs villes, alors qu'une récession pointe à l'horizon, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) s'engage à revoir au peigne fin les propositions qui lui ont été soumises, en vue d'assurer la saine gestion des 300 millions de dollars d'investissement fédéral affecté au renouveau urbain depuis 1964<sup>13</sup>. Afin d'épargner les résidents et le quartier visé, le *Sudbury Star* recommande de couper dans la bureaucratie de la Commission de rénovation urbaine, car c'est l'augmentation du personnel depuis quelques mois qui semble être à la source de plusieurs coûts excédentaires. Pourrait-on congédier le relationniste ou une sténographe par exemple? Fiscalement conservateur, le *Sudbury Star* y voit une fausse logique, puisque ce sont les mêmes contribuables qui paient des taxes, qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales.

En 1968, la Commission a déplacé 400 personnes, mais il s'agit de moins du quart de ceux qui doivent être évacués du secteur. Les locataires peuvent accepter des logements temporaires offerts par la Commission ou « déménager de leur propre initiative dans un autre quartier<sup>14</sup> ». On n'a toujours pas d'échéancier pour la complétion du secteur résidentiel au-delà des unités promises par l'Ontario Housing Corporation, puisqu'un appel d'offres pour construire les tours d'habitation n'a pas

11. « Plan Homes for 4,700 at Cambrian Heights », *The Sudbury Star*, 11 mai 1968, p. 14.

12. « Taxpayers' Right to Know », *The Sudbury Star*, 9 septembre 1968, p. 4.

13. « Urban Renewal Cost Attracts New Study », *The Sudbury Star*, 8 novembre 1968, p. 4.

14. « La rénovation urbaine à Sudbury », *Le Voyageur*, 8 janvier 1969, p. 10.

encore été diffusé. Dans l'une des dernières éditions de *L'Ami du peuple*, le 24 octobre 1968, l'auteur, le géographe Jean-Pierre Martin, se questionne sur « la nature de l'influence psychologique que pourrait exercer le plan de modernisation du quartier "Borgia" par la Commission de rénovation urbaine de Sudbury », puisqu'il est loin de s'agir « d'une révolution organique. Sur tous les plans, il ne s'agit que d'une lente progression<sup>15</sup> ».

L'élite franco-ontarienne est initialement emballée par les projets d'embellissement, « endossant presque tous les arguments de la municipalité<sup>16</sup> », d'écrire Anne Gilbert, Kenza Benali et Caroline Ramirez sur le cas de la Basse-Ville d'Ottawa, sans prévoir l'effet déstructurant que ces processus auront sur la vie de quartier. Il faudra attendre la mise sur pied de comités de citoyens, voués à la défense des intérêts des expropriés, pour que les journaux commencent à faire une analyse plus critique du renouveau urbain. Selon les chercheuses :

Les revers d'opinion du [*Droit*] traduisent en fait le manque d'expertise des journalistes et leur méconnaissance, à l'époque, des enjeux propres à l'aménagement urbain. L'épisode de la rénovation de la Basse-Ville peut ainsi être considéré comme la mise à l'essai d'un nouveau type de journalisme : un journalisme engagé socialement dans la planification, plus connu dans le monde anglo-saxon sous le concept d'*advocacy planning*. Les leçons tirées de cette expérience auront des effets durables puisque, lorsque la ville envisagera au cours des années suivantes d'autres transformations dans les milieux francophones de la capitale fédérale (tels que la Côte-de-Sable, l'est et l'ouest de la Basse-Ville, Vanier, ou encore les plaines LeBreton), *Le Droit* se posera immédiatement en ardent défenseur du patrimoine matériel et immatériel des francophones<sup>17</sup>.

On aurait pu écrire des lignes semblables sur le cheminement des hebdomadaires de langue française de Sudbury. Dans le secteur Borgia, les commerces canadiens-français ont déjà commencé à se dénicher de nouveaux locaux. Au début de 1968, *L'Ami du peuple* a quitté la rue

---

15. J. P. Martin, « Développement », *L'Ami du peuple*, 24 octobre 1968, p. 2.

16. Anne Gilbert, Kenza Benali et Caroline Ramirez, « *Le Droit* et la rénovation de la Basse-Ville d'Ottawa : les balbutiements d'un journalisme engagé dans le dossier de l'aménagement urbain », *Francophonies d'Amérique*, n° 35 (printemps 2013), p. 133.

17. *Ibid.*, p. 134.

Notre-Dame pour gagner les nouveaux locaux du Centre des Jeunes, aménagés au-dessus du théâtre Empire, sur la rue Elgin, à l'été 1967<sup>18</sup>. La situation est moins complexe pour les petits locataires qu'elle ne l'est pour les propriétaires, dont la Caisse populaire Sainte-Anne, qui doit évacuer la maison Grandbois au plus tard le 30 mars 1969. L'assemblée générale de la caisse en novembre 1968 adopte une résolution pour faire l'acquisition d'un terrain sur la rue Larch, à proximité des banques du Centre-Ville, mais la nouvelle bâtisse de deux étages ne sera pas prête avant juillet 1970. En attendant, la caisse devra se contenter d'un local de fortune dans la salle Sainte-Anne. Quant à la Coopérative funéraire, qui a ouvert un édifice neuf de huit salons au 57, rue Notre-Dame, en 1963, au coût de 200 000 \$<sup>19</sup> (2 M\$ de 2024), elle reçoit un ordre d'évacuation et 300 000 \$ en 1969 (2,4 M\$ de 2024). Ce maigre profit, en tenant compte de l'inflation, lui permet de se construire un édifice de style «renouveau grec», populaire dans le Sud-Est américain à l'époque, aux angles de Notre-Dame et de Lasalle.

Lancé par des éducateurs et le clergé en juin 1968, l'hebdomadaire *Le Voyageur* ne compte que deux annonceurs de la rue Borgia – le commerce Lamoureux au numéro 44½ et le marché de viande Lefebvre au numéro 58 – un reflet de la fermeture progressive de cette rue commerciale canadienne-française. Si la Coopérative funéraire et la Caisse populaire Sainte-Anne semblent résignées à leur déménagement, il s'agit peut-être d'un reflet de la position de l'élite franco-sudburoise. D'ailleurs, *Le Voyageur* y voit «un projet qui ne vient pas trop tôt», «un nouveau réseau de rues» qui pourra «redonner la vie» à une section «épuisée» de la ville. Pourtant, en éliminant les «petites rues du quartier» d'une rue (devenue avenue) Notre-Dame «élargie à quatre voies d'abord, et plus tard, peut-être, à six voies<sup>20</sup>», on célèbre le triomphe des grands boulevards urbains qui permettent aux banlieusards d'éclipser le Centre-Ville. Sans

18. «L'Ami du peuple», *L'Ami du peuple*, 24 octobre 1968, p. 2.

19. «Pour un ordre personnaliste», *L'Ami du peuple*, 1<sup>er</sup> avril 1943, p. 6; «Ouverture officielle du nouvel édifice de la Coopérative funéraire de Sudbury», *L'Ami du peuple*, 21 février 1963, p. 1; «Ste-Anne», *Le Voyageur*, 13 novembre 1968, p. 16; «Le marché de viande Lefebvre», *Le Voyageur*, 18 décembre 1968, p. 21; «Avis de décès», *Le Voyageur*, 12 février 1969, p. 12; Langlois et Bertrand, *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, p. 29-31.

20. «La rénovation urbaine à Sudbury», *Le Voyageur*, 8 janvier 1969, p. 10.



**Figure 3.2** – La Coopérative funéraire (1963) visée par la démolition.  
Source: APJLL.

réfléchir, le journal défend l'analyse du Sudbury Planning Board, en rappelant que : « Dans une région de soixante acres, 40 % des maisons étaient très misérables, 30 % étaient inhabitables. L'autre 30 % consistaient de maisons en meilleur état, mais qui laissaient quand même à désirer<sup>21</sup>. »

*Le Voyageur* aurait pu se demander comment la Coopérative funéraire, pour ne citer qu'un exemple, aurait fait partie des bâtisses « en meilleur état, qui laissaient à désirer ». En avril 1969, deux contrats de démolition ont été accordés aux entreprises de construction Lacroix (4 bâtiments) et Dellelce (37 édifices). Le secteur compte toujours 1 300 résidents, dont plusieurs locataires qui reçoivent des prestations d'aide sociale. Le journal convient que leur relocalisation sera « difficile dans une ville où il existe déjà un manque de domiciles<sup>22</sup> ». Si l'Ontario Housing Corporation a consenti à construire 177 unités sur l'ancien terrain du Canadien-Pacifique de la rue Louis, la contamination des sols retarde les travaux à l'été 1969. Et pour répondre au besoin, il faudra 800 unités, dont la construction n'est pas encore entamée<sup>23</sup>. La ville fournit une indemnité

21. *Ibid.*, p. 1.

22. *Ibid.*, p. 10.

23. « Démolition : Signe de progrès », *Le Voyageur*, 9 avril 1969, p. 1.

de 18 \$ par chambre, de 15 \$ pour le déplacement des électroménagers et de 6 \$ pour le transfert de la ligne téléphonique. Les déplacés peuvent occuper un logement temporaire dans la zone du projet s'ils ne parviennent pas à se trouver un autre logement par eux-mêmes. Selon l'agent de relocalisation, Neville Barnett, la plupart des résidents se montrent « très compréhensifs » dans le processus et acceptent de trouver « leur propre logement ». Ce niveau de résignation serait exceptionnel, selon Barnett, puisque plusieurs commissions sont confrontées à une « opposition majeure<sup>24</sup> ». Le silence de l'élite franco-sudburoise à l'égard des déplacés y aurait-il contribué? Se peut-il que la couverture ait été colorée par le fait que le Comité de rénovation urbaine est présidé par l'homme d'affaires et militant franco-ontarien, Baxter Ricard, puis que les journalistes n'habitent pas le secteur Borgia et ont hâte de magasiner à l'éventuel grand centre commercial du Centre-Ville? En tous cas, ni le journal ni la section locale de l'ACFEO ne semblent se porter à la défense des déplacés.

*Le Voyageur* semble se laisser berner par Neville Barnett, qui avance que la rénovation urbaine permettra aux marchands de la ville de faire « compétition » aux centres commerciaux de banlieue, grâce à la construction de « zones de stationnement » qui « attireront les clients » et permettront d'éviter que « le cœur de la ville meur[re] ». « La rénovation de ce quartier éliminera l'encombrement de voitures qui existe aujourd'hui », rêve le journal. « Les autos fileront plus librement durant les heures de pointe du matin et du soir<sup>25</sup>. » On devine que le journaliste est propriétaire d'une automobile personnelle, contrairement à une proportion non négligeable des résidents du Moulin-à-Fleur. L'initiative devrait générer des retombées « cinq à six fois plus élevées » que le coût, écrit-il, surtout du côté d'« un développement commercial [plus] profitable » que la rue Borgia, en voie de démantèlement. Le journal est ravi de voir arriver un centre commercial, doté d'un stationnement « à deux ou trois niveaux », d'un cinéma et de boutiques, tous « reliés par une galerie couverte, éclairée de façon artificielle et protégeant les clients des intempéries<sup>26</sup> ». *Le Voyageur*

---

24. Neville Barnett, cité dans « La rénovation urbaine à Sudbury », *Le Voyageur*, 8 janvier 1969, p. 10.

25. « La rénovation urbaine à Sudbury », *Le Voyageur*, 8 janvier 1969, p. 10.

26. *Ibid.*

est aussi séduit par le projet d'un hôtel à 150 chambres avec une piscine intérieure et une salle de banquets pouvant accueillir 700 personnes.

Cette complaisance a peut-être irrité certains lecteurs. La semaine suivante, le journal publie « l'envers de la médaille », mais réduit l'opposition aux résidents expulsés :

Les familles déplacées par ce même projet seront les premières à en souffrir [...]. Bien qu'ils reconnaissent pour la plupart le bien-fondé du projet de rénovation, ils hésitent à déménager, d'abord pour des raisons sentimentales – plusieurs demeurent depuis longtemps dans leur maison ou leur appartement – et puis pour des raisons plus pratiques : la situation centrale de leur logis actuel par rapport à la ville et le prix exorbitant des autres logis où ils devront déménager<sup>27</sup>.

Certains propriétaires « se plaignent » de n'avoir « reçu aucune nouvelle de la ville » près de trois ans après que le processus a été enclenché :

Toutes ces difficultés accumulées entraînent inévitablement des conséquences [...]. Certains profiteurs exploitent les familles déplacées et mal prises en exigeant des loyers exorbitants. La ville a essayé, mais en vain, de fixer une limite ou un « plafond » pour les loyers. La rénovation urbaine aura enfin créé une pression considérable qui obligera le Conseil de ville à régler le problème de logement qui afflige depuis si longtemps notre ville [...]. Malheureusement, le Conseil s'est révélé, jusqu'à présent, tout à fait inepte dans ce domaine. On peut se demander si une union des citoyens expropriés, comme on en a vu dans d'autres villes, aurait profité à Sudbury<sup>28</sup>.

*Le Voyageur* ne cite pas des témoins, qui auraient pu lui fournir des exemples concrets (et peut-être) rendre son journalisme moins complaisant. Malgré son effort de présenter « l'envers de la médaille », l'hebdomadaire représente la « démolition » du secteur comme un « signe de progrès<sup>29</sup> » et revient à son enthousiasme initial au printemps 1969 :

Le « Centre-Ville » de Sudbury va prendre un aspect digne de cette ville. Marchland Holdings Ltd. vient de soumettre son plan au conseil de ville [...]. Le « Centre-ville », ensemble commercial qui

27. [Paul Morisset], « L'envers de la médaille », *Le Voyageur*, 15 janvier 1969, p. 1.

28. *Ibid.*, p. 13.

29. « Démolition : Signe de progrès », *Le Voyageur*, 9 avril 1969, p. 1.

couvrira 9,8 acres des 12½ acres de la section commerciale du Projet de renouvellement Borgia, pourra probablement ouvrir ses portes en 1971 [...]. Le coût total s'élèvera à plus de 11 500 000 \$. Un *mall*, rue sans circulation et décorée pour le plaisir de l'acheteur, reliera la rue Elm à la nouvelle rue Notre-Dame [...]. M. Baxter Ricard président de la commission sur le renouvellement avouait que la proposition de Marchland apporterait 525 000 \$, par année en taxe municipale [...]. Il aurait été fantastique de pouvoir faire un parc de stationnement pour 2000 voitures [comme c'est le cas au New Sudbury Centre], mais cela aurait limité de beaucoup les magasins. On s'est entendu pour prévoir un maximum de 1 125 places tout en améliorant les services de transport public par autobus<sup>30</sup>.

Le 20 août 1969, *Le Voyageur* publie, à la page 8, une photo du quartier rasé sans article pour l'accompagner sous le titre « La rénovation urbaine va bon train<sup>31</sup> ». Le projet connaît des retards, puisque certains commerces des rues Borgia et Young ont obtenu des sursis jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1969 de quitter les lieux. En novembre, on aura démoli 110 des 171 installations visées par le projet. Au cours de l'année, 1 200 personnes auront dû se trouver un logement temporaire; 600 autres devront le faire en 1970<sup>32</sup>. Les travaux doivent se terminer en juin 1971, mais cette date butoir sera repoussée entre autre raisons à cause d'une grève de chantier. Ses ouvriers dénoncent le refus de leur employeur de négocier une entente collective et l'embauche de briseurs de grève<sup>33</sup>.

Entretemps, les coûts du projet ont augmenté, d'une projection de 13,3 millions de dollars (1966) à 15,9 millions (1969), mais l'ingénieur municipal T. L. Hennessey ignore comment ces dépassements de coûts vont être partagés entre les paliers gouvernementaux; certains observateurs craignent que quelques millions de plus se rajoutent à la dette municipale. André Lacroix, vice-président de la Commission de rénovation urbaine, ajoute que la modification à la *Loi sur l'expropriation* de 1968 a augmenté les compensations pour les propriétaires touchés par de tels projets, ce qui a obligé la ville à offrir 300 000 \$ pour acheter la Coopérative funéraire et

---

30. « Un "Centre-Ville" pour Sudbury », *Le Voyageur*, 2 avril 1969, p. 1.

31. « La rénovation urbaine va bon train », *Le Voyageur*, 20 août 1969, p. 8.

32. « Le Cœur de Sudbury », *Le Voyageur*, 5 novembre 1969, p. 1.

33. « Urban Renewal Pickets Ignore Supreme Court Order to Desist », *The Sudbury Star*, 23 juin 1969, p. 3.

500 000 \$ pour l'édifice Lawrence, par exemple, ce qui n'était pas prévu au budget initial. La nouvelle rue Louis a été asphaltée, puis les structures d'acier pour le Holiday Inn, le centre commercial et l'église ukrainienne St. Mary's sont en train de monter<sup>34</sup>. Les carrefours du chemin Ste-Anne et de la rue Elm avec la rue Notre-Dame sont achevés en août 1971, à temps pour l'ouverture du City Centre, deux mois plus tard. En fait, 14 millions de dollars ont déjà été déboursés, mais il faut encore acquérir certaines propriétés. Autrement dit, les 1,9 million de dollars restants ne suffiront pas<sup>35</sup>. L'augmentation des taxes foncières s'avère nécessaire, en partie à cause de la « diminution de revenus occasionnés par la lenteur à remplacer les maisons ou édifices démolis<sup>36</sup> ». La question s'insère dans la campagne électorale de l'automne 1969. Les candidats s'inquiètent du fait que, à la Commission du renouveau urbain, « l'argent se dépense comme de l'eau<sup>37</sup> ». Selon Maurice Lamoureux, « d'autres projets semblables [de rénovation et de logement] s'avèrent nécessaires<sup>38</sup> ». Pour sa part, Ernest Savard « se soucie du coût élevé de la taxation, de la pollution de nos rivières et de l'air [puis] de la nécessité d'un plus grand nombre d'habitations publiques à prix raisonnable<sup>39</sup> ».

Les retards encourus font en sorte que la relocalisation des personnes âgées n'a pas lieu en 1970, ce qui les obligera à déménager deux fois plutôt qu'une<sup>40</sup>. Dans un choix révélateur de ses priorités, la Commission n'entretient pas de relations directes avec Catkey Construction, chargé d'ériger le logement social avec l'OHC, mais elle travaille directement

---

34. « Le Centre d'achats du [C]entre-Ville prend forme et progresse normalement », *Le Voyageur*, 2 novembre 1970, p. 2 ; « Urban Renewal Housing Progress Report Given », *The Sudbury Star*, 4 avril 1970, p. 15 ; « La rue Elm terminée à temps », *Le Voyageur*, 14 avril 1971, p. 3 ; Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City*, p. 203.

35. Mal Abrams, « Urban Renewal Costs Climbing », *The Sudbury Star*, 4 novembre 1969, p. 1.

36. « M<sup>me</sup> Conroy aux prochaines élections », *Le Voyageur*, 29 octobre 1969, p. 8.

37. « M. Ernest Savard, candidat au poste de conseiller », *Le Voyageur*, 26 novembre 1969, p. 7.

38. « M. Maurice Lamoureux annonce sa candidature à la mairie de Sudbury », *Le Voyageur*, 26 novembre 1969, p. 9.

39. « M. Ernest », *Le Voyageur*, 26 novembre 1969, p. 5.

40. « Borgia St. Housing Has Further Delay, "Elderly" Affected », *The Sudbury Star*, 21 janvier 1970, p. 19.

avec Marchland Holdings, l'entrepreneur pour le Centre commercial. Un total de 127 unités adaptées au revenu sont disponibles, mais la Société canadienne de logement et d'hypothèques refuse de contribuer aux deux millions de dollars en coûts excédentaires. « *We've got to make sure we get a couple of million dollars next year [...] we've got to make that pretty clear*<sup>41</sup> », résume André Lacroix. Le député fédéral Jim Jerome demande une rencontre avec le ministre du Logement, Robert Andras, pour demander des fonds d'urgence. La province acceptera de fournir un million de dollars de plus<sup>42</sup>. Quant à la reconstruction de trois immeubles d'environ 150 unités et quatre complexes de maisons de ville le long du chemin Sainte-Anne et de la rue Louis, moins de la moitié des projets sont complétés<sup>43</sup>. Ainsi, le logement continue d'être « un problème aigu » selon *Le Voyageur*:

Le coût des loyers, par suite précisément de la rareté, est exorbitant. Il en est de même pour le coût des maisons, pour ceux qui veulent acheter. Si bien que la plus grande partie des travailleurs et des gens à faible revenu sont dans l'impossibilité quasi absolue d'acheter une maison pour loger leur famille<sup>44</sup>.

D'après le *Sudbury Star*, la Commission du renouveau urbain se retrouve, en septembre 1971, avec 189 locataires (un nombre record), qui habitent dans des logements temporaires inadéquats qui appartiennent à la ville<sup>45</sup>. Leurs loyers étant gelés aux niveaux de 1968, la Commission gère ses locations à perte.

Même en 1973, certaines maisons de l'ancienne rue Xavier n'ont pas encore été démolies<sup>46</sup>. À ce moment, le renouveau urbain n'est plus la priorité des autorités locales, qui mettent sur pied la Municipalité régionale de Sudbury, le premier équivalent d'un gouvernement de comté dans le nord de l'Ontario. L'avènement de la municipalité régionale est

---

41. André Lacroix, cité dans « Urban Renewal Seeking Supplementary Money », *The Sudbury Star*, 28 octobre 1970, p. 21.

42. « Création d'un poste d'agent de liaison », *Le Voyageur*, 18 janvier 1971, p. 1.

43. « Le projet de rénovation urbaine de Sudbury », *Le Voyageur*, 12 mai 1971, p. 11.

44. « Le logement, un problème aigu à Sudbury », *Le Voyageur*, 12 mai 1971, p. 9.

45. « Urban Renewal at Peak of Rentals, Still Some Arrears Despite Low Rent », *The Sudbury Star*, 27 septembre 1971, p. 3.

46. « La rénovation urbaine au Centre-Ville », *Le Voyageur*, 25 juillet 1973, p. 1.

l'aboutissement d'une démarche qui avait commencé dans les années 1950 avec une panoplie d'agences régionales pour gérer les soins de personnes âgées, les réserves aquifères et la santé publique<sup>47</sup>.

Selon un sondage mené par la Commission du renouveau urbain en mars 1973, 52 % des 273 répondants relocalisés affirment que leur vie familiale s'est améliorée, 37 % croient que leurs conditions de vie se comparent à celles de 1968, et 11 % constatent une dégradation de leur situation. En fait, 12 % des répondants se retrouvent dans un logement plus délabré, plus petit ou plus éloigné du centre-ville et 16 % ont moins d'argent qu'ils en avaient avant le déménagement forcé. La plupart des répondants ont toutefois connu une stabilité sur le plan financier (54 %), voire une amélioration de leur statut socioéconomique (29 %). Somme toute, si le bilan du renouveau urbain est plus positif que négatif, c'est peut-être le processus qui a laissé à désirer, souligne le *Sudbury Star* en réaction au sondage de mars 1973 :

*It was a bulldozer approach, including the demolition of some 500 dwelling units and other buildings in an approximately 60-acre area adjacent to the downtown of the city of Sudbury [...]. In the early stages of the scheme, there existed a nil vacancy rate in the city and consequently all persons affected by the scheme suffered some hardships<sup>48</sup>.*

Après sept années d'activités, la reconstruction de 60 acres de terrains du centre-ville, le déplacement de 1 700 personnes, la Commission de rénovation urbaine est dissoute à l'été 1973. Le coordonnateur, Neville Barnett, deviendra employé de la nouvelle Municipalité régionale de Sudbury, où il continuera un travail de rénovation urbaine, sans raser des quartiers en entier, approche que la refonte de la *Loi sur le logement* vient d'interdire, d'ailleurs. Au lieu, des subventions publiques serviront à rénover des édifices existants et à travailler sur la revitalisation en collaboration avec les résidents concernés. Barnett a dans sa mire la promenade Howey (secteur Minnow Lake), des rues dans les villages de Wahnapiatae et de Capreol, « *as well as the Flour Mill east of Notre*

---

47. Donald Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury: le bois, le roc et le rail*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2017, p. 339-347.

48. « Borgia project OK survey indicates », *The Sudbury Star*, 7 mars 1973, p. 17.

*Dame in the city*<sup>49</sup>», sans toutefois prévoir d'échéancier pour ces derniers travaux.

Après sa disparition, le secteur Borgia nourrira une nostalgie, pas toujours cohérente, chez certains de ses anciens résidents. Bruce Bell dira que les autorités auraient dû rénover l'ancien marché des fermiers et construire une école, comme cela était prévu initialement. En même temps, Bell se rappellera une amie de sa mère, ravie de son nouveau logement sur la rue Louis, «*a far cry from the "dirt hole" (her words) where she once lived*<sup>50</sup>». Idem pour Normand Glaude, né à Sudbury en 1955. Employé d'Hydro Ontario, son père a fait l'acquisition de la demeure familiale sur la rue Xavier en 1952. La famille de six enfants habite le rez-de-chaussée, tandis que l'étage est loué à une autre famille. Les locataires sont des Canadiens français, comme les trois quarts des familles – les Despatie, les Guindon, les Legault et les Ross – qui habitent leur rue. Garçon, Normand livre le *Sudbury Star* et l'édition du Nord du *Droit* dans le secteur, qui compte aussi des familles italiennes, serbes et ukrainiennes. Ces catholiques, établis sur ces anciennes terres jésuites, inscrivent leurs enfants à l'école Saint-Louis-de-Gonzague. Toujours selon le souvenir de Glaude, la rue Verchères est à moitié francophone, puis les francophones composent une forte minorité sur les rues Borgia, Louis, Samuel et Young. «*Tout le monde se respectait*», se souviendra-il. «*[Les résidents du secteur Borgia] étaient pauvres, mais c'était du bon monde*<sup>51</sup>.» Les Glaude appartiennent aux strates supérieures du secteur Borgia, puisqu'ils sont propriétaires de leur logement. «*La maison que j'ai habitée ne devait pas être démolie*», précisera-t-il. «*Elle aurait pu durer pour des années encore*<sup>52</sup>.» Glaude reconnaît cependant que ce n'est pas le cas pour la plupart des édifices du secteur :

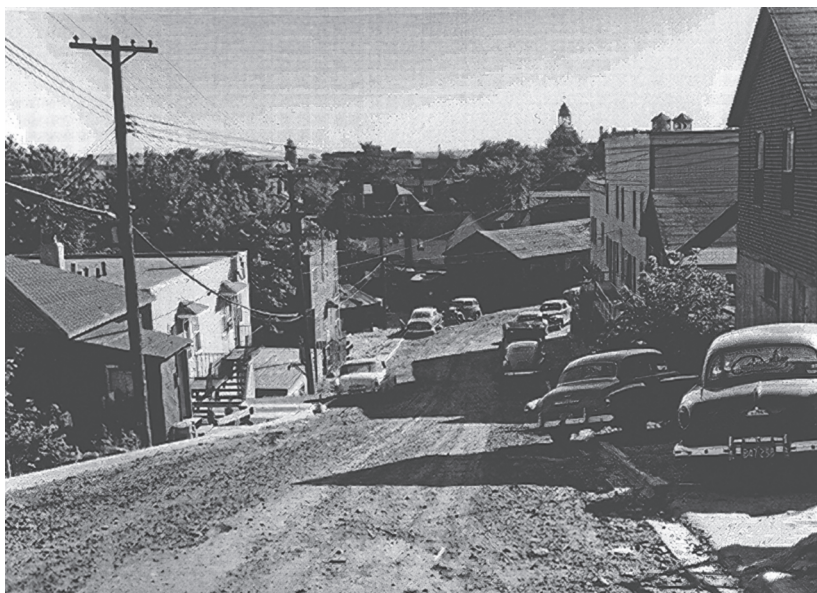
La minute que tu rentrais sur Verchères, tu rentrais dans la pauvreté [...]. Il y avait des commerces qui allaient bien, mais tout autour, ils devaient partir [...]. La rue Borgia, c'était comme si tu étais dans

49. «*Neville Barnett... Mr. Urban Renewal*», *Northern Life*, 8 août 1973, p. 2.

50. Bruce Bell, «*A historic walk with Bruce Bell along vanished Borgia Street*», 19 mai 2021, sur le site *Sudbury.com*, [https://www.sudbury.com/local-news/a-historic-walk-along-vanished-borgia-street-with-bruce-bell-with-lots-of-photos-3793651] (consulté le 4 octobre 2023).

51. Entretien avec Normand Glaude par Serge Dupuis sur la plateforme Zoom, 30 décembre 2021 (00:45:00).

52. *Ibid.*, (00:06:00).



**Figure 3.3** – La rue Verchères, touchée par le renouveau urbain, vers 1960.

Source: APJLL.

une vue, puis on avait transposé la rue dans un *western – bang!* – droite dans le milieu de Sudbury [...]. Le temps était venu, il fallait faire quelque chose<sup>53</sup>.

Dès l'approbation du renouveau urbain en 1966, le père de Normand s'est acheté une maison un peu plus petite et récente sur la rue Baker, puisque ses fils les plus âgés sont sur le point de quitter le foyer. Glaude négocie le prix avec la somme qu'il prévoit obtenir de son expropriation, puis est satisfait du prix qu'il obtient. À l'été 1968, la famille quitte la rue Xavier, puis loue la maison à des familles devant se loger temporairement après les premières démolitions. Les gens du secteur Borgia sont dispersés, mais la plupart, comme les Glaude, se logent à proximité: certains se trouvent un appartement sur la rue Lloyd; d'autres se logent temporairement dans un autre secteur, en attendant de revenir habiter sur une rue Louis rénovée.

53. *Ibid.*, (00:04:00), (00:08:00), (00:20:00), (00:29:00).

Pourquoi la démolition du secteur Borgia n'est-elle pas vécue comme la destruction d'une communauté, comme cela a pu être le cas pour le Ward de Toronto ou Africville de Halifax? À Sudbury, le renouveau urbain fait des excès, notamment en démolissant quelques installations, dont la Coopérative funéraire et la Caisse Sainte-Anne, qui auraient pu être conservées. Or, la démarche, dirigée par Baxter Ricard et André Lacroix, n'atteint par le cœur institutionnel franco-catholique de la ville, soit l'orphelinat d'Youville, la paroisse Sainte-Anne, la salle Sainte-Anne, l'hôpital Saint-Joseph et l'école Saint-Louis-de-Gonzague. Les portes patio du Holiday Inn vont donner sur les vitraux de la paroisse centenaire, mais les planificateurs n'iront pas plus loin. S'ils avaient osé franchir cette frontière, une résistance se serait-elle organisée? « *Oh yeah*<sup>54</sup> », répond Glaude. En fait, la plupart des familles se relogent dans un milieu similaire ou supérieur et continuent de fréquenter la même école, la même paroisse, le même centre communautaire et plusieurs commerces des rues Durham et Elm. À la paroisse, y a-t-il des gens que l'on voyait sur les bancs d'église en 1966 qui ne sont plus là après le passage des pelles mécaniques? « Presque pas<sup>55</sup> », répondra-t-il. Puisque le secteur Borgia contenait beaucoup de locataires, ce sont surtout ces derniers, récemment arrivés, qu'on ne reverra pas. Tout au plus, « la pauvreté s'est éloignée<sup>56</sup> », vers le Moulin-à-Fleur, le Donovan, Minnow Lake et le West End, selon Glaude.

À partir de 1975, la ville peut rapporter que le renouveau urbain commence à porter ses fruits : elle a investi 4,7 millions de dollars pour acheter et préparer les terrains – et la facture pourrait doubler lorsque les débetures et les obligations auront été payées<sup>57</sup>. Ce sont 2,2 millions de dollars de nouvelles taxes foncières que l'on a pu recouvrir de 1971 à 1975. La ville a retenu 1,5 million de cette somme et ses revenus augmentent de 250 000 \$ par année. À moyen terme, le jeu en aura valu la chandelle. Or, les déboires du renouveau urbain et la lente augmentation des revenus amèneront plusieurs conseillers municipaux à remettre en cause la démarche.

Dans le Moulin-à-Fleur, l'apparition de *strip malls* au nord et du City Centre au sud a un effet dévastateur sur plusieurs commerces familiaux.

54. *Ibid.*, (00:24:00).

55. *Ibid.*, (00:25:00).

56. *Ibid.*, (00:32:00).

57. « Urban renewal scheme has brought Sudbury \$2.2 million in taxes », *The Sudbury Star*, 4 novembre 1975, p. 3.

D'après Dale Gilbert, c'est le sort que subissent plusieurs commerces des quartiers populaires, puisque les nouveaux magasins sont plus spacieux et mieux disposés à accueillir les automobiles<sup>58</sup>. Certains commerces parviennent à conserver une part de leur clientèle en leur offrant un service personnalisé, des livraisons à domicile ou des bonbons et des emplois aux enfants du quartier : c'est le cas de la boucherie Sunbeam (1938) de Rodolphe Paquette et de la pharmacie Bradley (1954). D'autres choisissent de faire peau neuve. C'est le cas de la Laberge Lumber, qui, en juin 1968, se construit un nouveau complexe, sur le terrain qu'il occupe aux angles des rues Dell et Morin. Ce « nouveau centre commercial conçu pour faciliter vos achats » est doté d'un « stationnement pour plus de 1 000 autos », un « symbole du progrès » ouvert six jours par semaine et servant « pendant la journée [...] le café et les beignes [...] gratis<sup>59</sup> ». En plus des livraisons à domicile, on propose un « plan familial<sup>60</sup> », qui permet des achats sans payer pendant six mois. Laberge offre aussi des conseils, des devis gratuits et « toute l'aide nécessaire pendant la construction », « remboursable sur une période de 15 ans », sans dépôt. « Avec ce plan familial, vous pouvez commencer immédiatement la réalisation de n'importe quel projet d'amélioration » ou acquérir un chalet préfabriqué : « C'est facile avec le Plan vacances. Termes de 10 ans. Pas de comptant. Assurance-vie. Plans spéciaux pour financement des lots. Jouissez pleinement de votre été avec un chalet de Laberge Lumber. Profitez du soleil, de l'air pur, de l'eau. La vraie vie à bas prix<sup>61</sup>. »

La Laberge Lumber s'achète régulièrement des annonces d'une pleine page dans *Le Voyageur*. « Le gros LL » se dit « réellement conscient » de son milieu en fournissant « des légumes frais aux familles des travailleurs dans le besoin<sup>62</sup> » pendant la grève de l'automne 1971 chez INCO, en organisant une clinique de collecte de sang, en commanditant des équipes sportives pour les jeunes, dans l'idée qu'« il est préférable de former des

---

58. Dale Gilbert, *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*, Québec, Éditions du Septentrion, 2015, p. 188.

59. « Le nouveau centre d'achats Laberge », *Le Voyageur*, 12 juin 1968, p. 16.

60. « Laberge Lumber », *Le Voyageur*, 17 septembre 1969, p. 12.

61. « Achetez un chalet préfabriqué à prix économique chez Laberge Lumber », *Le Voyageur*, 8 juillet 1970, p. 3.

62. « Le gros LL en est réellement conscient », *Le Voyageur*, 5 janvier 1972, p. 12.

garçons que de raccomoder des hommes<sup>63</sup> », en tenant des ateliers sur le marketing et sur comment « transformer votre sous-sol en salle de récréation<sup>64</sup> ». Cette modernisation tient à flot le complexe pendant le processus de renouveau urbain, mais l'entrepôt Cashway du Nouveau-Sudbury et le quincailler Canadian Tire du Centre-Ville et du Nouveau-Sudbury, construits quelques années plus tôt, lui rendront une concurrence trop vive. En août 1976, la Laberge Lumber annonce sa fermeture après 87 ans d'activités<sup>65</sup>. Le gérant sortant, Wilf Picard, acceptera, avec une touche d'ironie, un poste pour diriger le marketing du City Centre<sup>66</sup>.

La plupart des commerces du Moulin-à-Fleur n'auront pas les moyens d'entreprendre une telle modernisation. C'est le cas de la boulangerie Canada Bread, fermée en 1970<sup>67</sup>, et de la maison Lalande, qui ferme en août 1973. L'attaque à la barre de fer subie par son mari l'année précédente a aussi pesé dans la balance<sup>68</sup>, mais Aldoria Lalande estime que « la construction du Centre d'achat nous a fait du tort<sup>69</sup> ». C'est la fin d'une époque, selon *Le Voyageur*:

Femme d'affaires entreprenante et généreuse, [Aldoria Lalande] s'est dévouée toute sa vie pour sa clientèle dont la grande part étai[t] les francophones défavorisés du Moulin à Fleur. M<sup>me</sup> Lalande a toujours aimé les francophones de la région qu'elle tient à remercier pour leur encouragement et qui sont, selon elle, responsable pour la réussite de son commerce<sup>70</sup>.

L'avenue Notre-Dame continue de regrouper plusieurs commerces et services, qui permettent « aux gens de ce quartier à statut socioéconomique

63. « Sudbury Minor Hockey Association », *Northern Life*, 2 juin 1974, p. B-2.

64. « Laberge Lumber », *Le Voyageur*, 16 octobre 1974, p. 2.

65. « Laberge Lumber & Builders Supply », *Le Voyageur*, 25 août 1976, p. 8.

66. André Girouard, « Un homme en mouvement », *Le Voyageur*, 29 septembre 1993, p. B6.

67. Jeannine Larcher-Lalande, *Voyage imaginaire du Moulin-à-Fleur*, [2011], diapositives 112-115, dans APJLL.

68. Marguerite Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos : le quartier du Moulin à Fleur*, Hull, [s. é.], 1990, p. 118-120.

69. Aldoria Lalande, citée dans « Le magasin A. Lalande ferme ses portes après 40 ans de service dans le Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 15 août 1973, p. 9.

70. « Le magasin A. Lalande ferme ses portes après 40 ans de service dans le Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 15 août 1973, p. 9.

inférieur (le nombre de voitures par famille étant le plus bas de toute la ville de Sudbury) de vaquer à leurs affaires à pied<sup>71</sup>», mais l'artère est devenue plus bruyante. La réalisation de ses emplettes sur la Notre-Dame est encore possible, sauf qu'avec le volume de voitures qui défile, c'est devenu moins plaisant. Selon le sondage de 2020, 63 % des Moulin-à-Fleurois qui seront restés dans le quartier diront que ces fermetures y ont diminué la qualité de vie.

Le Moulin-à-Fleur demeure le seul endroit à Sudbury où l'on obtient une offre active de services en français dans les commerces. La majorité locale s'impose pour faire du français une langue publique, même si les noms d'entreprise ont toujours été bilingues, et les affiches, souvent unilingues anglaises. Par exemple, quand l'entreprise immobilière Northbury Real Estate, sise au 685, avenue Notre-Dame, annonce ses services dans le *Northern Life*, elle nomme son personnel (sept des huit employés ont des patronymes canadiens-français) et signale aux lecteurs francophones du *Life*, distribué à toutes les résidences de la région, qu'ils peuvent y obtenir un « service bilingue »; elle anglicise certains prénoms – Marie Tremblay devient « Mary » et Jean-Yves Robert devient « John » – et suggère aux lecteurs anglophones qu'ils peuvent faire affaire à une personne qui travaille en anglais sans difficulté<sup>72</sup>. Ces codes sont subtils, mais bien compris.

Après la fermeture de la Laberge Lumber en 1977, le plus grand employeur du Moulin-à-Fleur est peut-être l'épicerie Dominion. Contrairement aux anciennes épiceries familiales, qui cultivaient une culture de travail familiariste pour leurs employés, une succursale d'une grande chaîne entretient un rapport beaucoup plus tendu avec son personnel. Lorsque le bureau chef de Dominion ferme sa succursale du Moulin-à-Fleur en avril 1982, elle congédie ses 47 employés. Un mois plus tard, c'est la chaîne québécoise Steinberg qui y ouvre une succursale de la marque Best For Less; la Steinberg promet d'embaucher une trentaine des anciens employés de Dominion, sans toutefois garantir la reconnaissance de leur ancienneté ou de leurs conditions d'emploi antérieures. Sans syndicat ou loyauté d'un entrepreneur local, c'est le genre de risque auquel la population ouvrière est exposée dans le secteur des

---

71. Maurice Levac, *Le Moulin à Fleur: un quartier homogène*, mémoire de baccalauréat (géographie humaine), Sudbury, Université Laurentienne, 1977, p. 14.

72. « Northbury Real Estate Ltd. », *Northern Life*, 8 août 1973, p. 2.

services<sup>73</sup>. Best For Less propose aux Moulin-à-Fleurois de réduire leur facture d'épicerie de 30 %, mais elle y arrivera en retranchant le nombre moyen d'articles en magasin de 10 000 à 1 300.

Dans ce brassage économique et territorial, les caisses populaires franco-ontariennes connaissent leur apogée. Avec 125 000 sociétaires, le mouvement n'a jamais eu autant d'ampleur. Puisque 71 % des Franco-Ontariens habitent les espaces urbains, les caisses doivent se professionnaliser pour leur fournir des services comparables à ceux que proposent les banques (dont la Nationale), souvent au détriment de l'éducation populaire et de l'engagement des sociétaires<sup>74</sup>. Puisque les banques se tournent davantage vers le service aux particuliers, les caisses jugent qu'elles n'ont pas le choix d'affronter « la concurrence, autant pour l'épargne que pour le crédit », d'après Pierre-Olivier Maheux, en offrant « la même variété de produits et [de] services que dans les autres institutions financières où [les clients] n'hésitent pas à transférer leur argent pour profiter de meilleurs taux d'intérêt<sup>75</sup> ».

Quant à la Caisse populaire Saint-Jean-de-Brébeuf, comment peut-elle prospérer alors que la plaine ne peut accueillir de nouvelles constructions et plusieurs ouvriers ne peuvent se permettre d'acheter les immeubles à multiples logements qui y sont disponibles? Depuis leur mariage en 1957, Pauline et Raymond Villeneuve habitent dans un appartement du domicile familial des Carrey sur la rue Dell. Lorsque la matriarche, Florida, décède en 1972, les Villeneuve, qui ont trois enfants, sont confrontés au dilemme: acheter la maison familiale ou partir. Des terrains résidentiels à Val-Thérèse se vendent 2 500 \$ (18 000 \$ de 2024). Le couple obtient un prêt de 10 000 \$ de la Caisse populaire Saint-Jean-de-Brébeuf, somme qui leur est suffisante pour entreprendre un projet de construction à l'époque. « Les maisons [dans le Moulin-à-Fleur], ce n'était pas ce dont on avait besoin », explique Pauline Carrey Villeneuve. « Nos besoins étaient

73. Claire Pilon, « Dominion deviendra: BEST FOR LESS », *Le Voyageur*, 14 avril 1982, p. 5B; Michèle Grondin, « Best for Less: le premier entrepôt alimentaire au Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 12 mai 1982, p. 8B.

74. Roger-J. Bernard, « Ensemble pour mieux servir les membres », *Revue Desjardins*, vol. 40, n° 1 (1974), p. 29; J. Arthur Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989 (40 ans d'histoire de ma caisse)*, Sudbury, Caisse populaire Saint-Jean-de-Brébeuf, 1991, p. 81-83.

75. Pierre-Olivier Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario: fruit de plus de 100 ans d'histoire*, Lévis, Les Éditions Dorimène, 2020, p. 37.

différents ; les enfants grandissaient. On avait besoin plus de place<sup>76</sup>. » Plus encore, Val-Thérèse se trouve « à mi-chemin » entre le Moulin-à-Fleur, le chalet familial au lac Frenchman et l'emploi de Raymond à Capreol. Pour « aider les jeunes familles à progresser un peu<sup>77</sup> », plusieurs Moulin-à-Fleurois se font à l'idée de quitter le quartier. Plus tard, puisque les Villeneuve ont peu de dettes, la caisse leur prêtera l'argent pour acheter un immeuble locatif dans le Moulin-à-Fleur, contrairement aux « grosses banques [qui] ne voulaient pas prêter à du petit monde comme nous autres ». « La caisse a été très importante dans nos vies<sup>78</sup> », résumera Pauline Carrey Villeneuve. À partir de 1975, la commission de crédit, dirigée par des bénévoles de la paroisse qui connaissent les gens à qui ils prêtent<sup>79</sup>, est remplacée par une équipe de comptables agréés qui évaluent les demandes « selon des critères considérés plus objectifs<sup>80</sup> ». L'institution permet à « un nombre incalculable de travailleurs<sup>81</sup> » de devenir propriétaires de leur maison, mais le gérant Arthur Pharand ne fournira pas de détails, au-delà du fait qu'elle aura consenti, en quarante ans, 115 M \$ en prêts.

Embauché à la Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf en octobre 1972, Raymond Prévost constate qu'« environ 50 % » des détenteurs d'hypothèque habitent désormais le Nouveau-Sudbury, Val-Caron ou Val-Thérèse<sup>82</sup>. La même tendance peut s'observer au conseil d'administration, où cinq administrateurs sur sept « demeurent ailleurs que dans le Moulin-à-Fleur<sup>83</sup> ». La professionnalisation des caisses a d'ailleurs amené plus « de professionnels et d'enseignants » que de mineurs à y occuper ces fauteuils. D'ailleurs, la refonte de la *Loi des sociétés coopératives* en 1976 n'exige plus que les administrateurs habitent le territoire de la caisse. Malgré tout, on continue de « prêch[er] l'épargne » pour que les gens achètent « des biens durables ». « [Si] on finance ta maison, il faut que tu la paies

---

76. Entretien téléphonique avec Pauline Carrey Villeneuve par Serge Dupuis et Normand Carrey, 29 novembre 2020 (01:44:00).

77. *Ibid.*, (01:45:00).

78. Entretien téléphonique avec Pauline Carrey Villeneuve, 7 janvier 2021 (00:03:00).

79. Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 78-80.

80. Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario*, p. 42.

81. Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 107.

82. Entretien téléphonique avec Raymond Prévost par Serge Dupuis, 31 janvier 2021 (00:46:00).

83. *Ibid.*, (00:26:00).

au plus sacrant<sup>84</sup>», résume Prévost. Dans les années 1980, on ne bâtit pas moins de 520 nouveaux logements dans le Moulin-à-Fleur<sup>85</sup> (principalement à Cambrian Heights); c'est plus que les totaux combinés du Donovan (200) et du Centre-Ville (285). C'est cependant comparable à la construction à Val-Thérèse (490) et bien en deçà du nombre de nouveaux domiciles construits au Nouveau-Sudbury (1 760).

C'est dans ce contexte où la caisse moulin-à-fleuroise se met à prêter ses liquidités (une première tranche de 5 millions en 1980) au réseau de caisses franco-ontariennes. La Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf compte plus d'épargnants qu'ailleurs, mais les montants des transactions pour des maisons dans la Vallée ou au Moulin-à-Fleur sont moins élevés, par exemple, que ceux consentis par la Caisse Lasalle pour des maisons au Nouveau-Sudbury, ou ceux de la Caisse Sainte-Anne pour des maisons dans le Sud de la ville<sup>86</sup>. Prévost y voit une mesure pouvant rentabiliser l'actif, qui exige moins de ressources que la surveillance des petits prêts hypothécaires. Afin de retenir les épargnes à la caisse ouvrière, elle offre un taux un quart de point de pourcentage plus élevé que le taux affiché à la Banque royale, un geste qui en convainc plusieurs d'y rester. Sa stratégie fonctionne, puisque le nombre de sociétaires continue de croître, passant de 2 772 (1972) à 3 784 (1977)<sup>87</sup>. Les réalisations de la caisse au Moulin-à-Fleur amènent la Banque royale à y tenter sa chance, en installant une succursale dans l'ancien magasin Lalonde, le 7 avril 1974. Celle-ci ne fonctionnera que quelques années avant de fermer boutique. La Banque nationale, qui sert la petite bourgeoisie canadienne-française du Centre-Ville depuis des décennies, ouvre plutôt une succursale pour rejoindre les francophones dans le Nouveau-Sudbury en 1980, mais ne tentera pas sa chance au Moulin-à-Fleur<sup>88</sup>.

84. *Ibid.*, (00:35:00).

85. Healthy Community Initiative (ci-après HCI), *The Donovan Community Profile*, Ville du Grand Sudbury, 2015, p. 10; HCI, *Downtown Community Profile*, 2015, p. 10; HCI, *Flour Mill Community Profile*, 2015, p. 10; HCI, *New Sudbury Community Profile*, 2015, p. 10; HCI, *Val Therese Community Profile*, 2015, p. 10.

86. *Ibid.*, (00:02:00), (00:15:00), (00:41:00), (00:44:00), (00:47:00).

87. Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 69, 97-98.

88. Michèle Grondin, «La banque nationale du Canada», *Le Voyageur*, 6 mai 1981, p. 1.

D'après une estimation de Maurice Levac en 1976, 70 % des Moulin-à-Fleurois font affaire avec la Caisse populaire Saint-Jean-de-Brébeuf<sup>89</sup>. Son monopole est doublé d'une présence marquée dans son milieu. Les commandites de 25 \$ à 5 000 \$ pour une variété de groupes communautaires sont celles qui continuent de rejoindre le plus grand nombre de sociétaires moulin-à-fleurois<sup>90</sup>. Les caisses sont aussi actives à faire la promotion du coopératisme, notamment par l'entremise d'un certificat en études coopératives au sein du programme de commerce (1983) de l'Université Laurentienne<sup>91</sup>, mais aussi en établissant des coopératives alimentaires à Hanmer (1976) et à Chelmsford (1977), ainsi qu'une coopérative du livre (1979) et une garderie coopérative (1981) à Sudbury. Pendant la grève de 1978-1979 chez INCO, elle ajuste des remboursements et commandite un souper *pot-luck* pour offrir du « support moral<sup>92</sup> » aux familles touchées. Alors que, en août 1981, les taux d'intérêt atteignent 22 % sur les hypothèques et 24 % sur les autres prêts, Arthur Pharand y voit une attestation du capitalisme débridé et de la pertinence d'actualiser le modèle coopératif. C'est pourquoi la caisse refuse de proposer une carte de crédit à ses sociétaires, par crainte d'«encourager la consommation à crédit dans un contexte d'inflation<sup>93</sup>», voire « le vice ». Même si le Mouvement Desjardins propose une carte Visa à partir de 1981, il faudra attendre 1989 pour que les caisses sudburoises acceptent de la rendre accessible aux sociétaires de la région, qui pourraient commencer à leur tourner le dos si elles continuaient de diaboliser la carte de crédit<sup>94</sup>.

La Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf prend aussi du galon en faisant l'acquisition de la Caisse populaire La Toussaint de Minnow Lake (et de ses

---

89. Levac, *Le Moulin à Fleur: un quartier homogène*, p. 25.

90. Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 95-96.

91. Guy Gaudreau, « De 1984 à aujourd'hui: tout va bien madame la Marquise! », dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne: une histoire*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 253-259; Gérard Lafrenière, *La coopération et les Franco-Ontariens*, mémoire de maîtrise (études coopératives), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1985, p. 9-22, 44-47.

92. Évelyne Rémillard, citée dans Claire Pilon, « Les gens du Moulin à Fleur appuient les grévistes », *Le Voyageur*, 20 décembre 1978, p. 12.

93. Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario*, p. 41.

94. Entretien avec Raymond Prévost, 31 janvier 2021 (00:38:00).

mille sociétaires) en 1989<sup>95</sup>. Ayant désormais 6 249 sociétaires, la caisse moulin-à-fleuroise peut faire des économies d'échelle au niveau du personnel et profiter du fait que Minnow Lake « continue de se développer<sup>96</sup> » vers l'est : dans les décennies 1980 et 1990, mille logements y sont construits<sup>97</sup>. En 1991 seulement, la caisse reçoit 800 demandes d'emprunt et prête 19 millions de dollars. Offrant une « débouchée pour des liquidités » en trop, l'actif de la caisse moulin-à-fleuroise atteint 50 millions de dollars en 1990, puis 69 millions en 1995<sup>98</sup>. À cette même date, la Caisse Sainte-Anne gère 37 millions pour 4 409 sociétaires et la Caisse Lasalle a un actif de 57 millions pour 5 378 sociétaires.

Sans minimiser ses réalisations, la Caisse populaire du Moulin-à-Fleur bénéficie d'un avantage sur ses consœurs : l'absence d'une banque qui lui fait concurrence dans son secteur. Elle jouit aussi de la perception que l'une de ses « principales raisons d'être est d'appuyer [...] la communauté franco-ontarienne<sup>99</sup> ». Selon le sondage de 2020, les deux tiers des répondants en français seront d'avis que la caisse populaire a favorisé la promotion économique des Moulin-à-Fleurois.

## Créer

La Révolution tranquille a débouché sur une importante expansion de l'État-providence au Québec, mais aussi sur une remise en question du régime fédéral au Canada. Afin de « panser le Canada », comme le dit l'historienne Valérie Lapointe-Gagnon, et d'imaginer des solutions pour rééquilibrer les rapports entre Canadiens anglais et Canadiens français, le premier ministre Lester B. Pearson a établi la Commission royale

95. Langlois et Bertrand, *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, p. 20, 40-42; Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 97.

96. Entretien avec Raymond Prévost, 31 janvier 2021 (00:53:00).

97. Initiative Communauté en santé, *Profil de la collectivité Minnow Lake*, Ville du Grand Sudbury, 2015, p. 10.

98. Fédération des Caisses populaires de l'Ontario (ci-après FCPO), *Rapport annuel*, Ottawa, 1990, p. 42; Claire Pilon, « Caisse populaire St. Jean de Brebeuf continues to grow », *The Sudbury Star*, 14 décembre 1991, p. A16; Claire Pilon, « Caisse honors 45-year volunteer », *The Sudbury Star*, 23 juin 1993, p. A3; FCPO, *Rapport annuel*, Ottawa, 1995, p. 48.

99. FCPO, *Rapport annuel*, Ottawa, 1994, p. 4.

d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1971). Sa principale recommandation pour les minorités francophones sera d'élargir le système éducatif de langue française et d'y « créer un milieu culturel qui serait irréalisable ailleurs au cœur de la communauté ». La Commission écrit :

Pour beaucoup de jeunes Franco-Ontariens, et leurs parents partagent ce sentiment, le passage au secondaire se fait dans l'inquiétude. Catholiques, ils peuvent craindre que l'école neutre ne sous-estime l'importance de la religion dans la vie quotidienne. Francophones, ils voient peut-être dans un enseignement dispensé presque exclusivement en anglais, une sorte de mépris à l'égard de leur langue maternelle. Parce qu'ils sont moins bien préparés que leurs condisciples anglophones, leur méfiance à l'égard de l'école secondaire est accentuée par un sentiment d'impéritie ou même d'infériorité<sup>100</sup>.

De nouvelles écoles secondaires publiques, dirigées au moins partiellement par des parents francophones, doivent consolider la transmission de la culture canadienne-française pour permettre aux « deux langues » du Canada « de demeurer présentes et créatrices ». Si le gouvernement ontarien permet aux *high schools* d'enseigner les sciences humaines en français à compter de 1965, il n'intervient pas à temps pour sauver le réseau des collèges franco-catholiques, qui s'écroule. Et l'ACFEO est lente à établir un consensus autour de la création d'écoles secondaires publiques de langue française<sup>101</sup>. Mais la question ne demeure pas moins urgente, puisque les deux tiers des jeunes franco-sudburois se trouvent déjà dans les *high schools* bilingues et de langue anglaise<sup>102</sup>. Ayant reçu le feu vert de l'organisation de représentation politique des Franco-Ontariens, le premier ministre John Robarts fait adopter, en juin 1968, la *Loi sur l'administration des écoles* (loi 140) et la *Loi sur les écoles secondaires et les conseils*

100. Canada. Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, vol. II: *L'éducation*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, p. 3, 73.

101. Stéphane Lang, *La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire, 1910-1968*, thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2003, p. 196-221.

102. Gérard Boulay, *Du privé au public: les écoles secondaires franco-ontariennes à la fin des années soixante*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1987, p. 67.

*scolaires* (loi 141), qui autorisent l'établissement d'écoles ou de classes secondaires franco-ontariennes publiques, à condition qu'elles recrutent au moins 20 élèves<sup>103</sup>.

À Sudbury, le conseil scolaire public anglais projette une première école secondaire publique de langue française sur le prolongement du boulevard Lasalle, ce qui permettra aux jeunes du Moulin-à-Fleur, du Nouveau-Sudbury et de la Vallée de s'y rendre en autobus ou en voiture. On lance au directeur fondateur de l'école secondaire Macdonald-Cartier (ESMC), Paul Chauvin, le défi de recruter 1 500 jeunes. Ouvert en janvier 1970, l'édifice de 4 millions de dollars (33 M\$ de 2024) comprend 56 classes, laboratoires et ateliers, un gymnase triple, un amphithéâtre de 168 sièges, une cafétéria et une bibliothèque de 8 500 ouvrages<sup>104</sup>. Pour une première fois, les jeunes franco-sudburois peuvent recevoir une pleine éducation de langue française, sans frais, jusqu'à la 13<sup>e</sup> année. À sa deuxième année d'existence, l'ESMC compte 87 enseignants et 1 517 élèves, dont 850 filles et 667 garçons, mais on peine à convaincre certains parents ouvriers, selon qui « il est essentiel pour vivre confortablement que leurs enfants soient instruits en langue anglaise<sup>105</sup> ». Paul Chauvin prend souvent la parole pour les rassurer :

Si vous parlez aux élèves et aux jeunes professeurs, ils vous diront eux-mêmes qu'ils se sentent ici chez eux, qu'ils sont à l'aise [...]. C'est sûr qu'ils sont anglicisés et qu'ils ont beaucoup de difficulté avec, par exemple, la terminologie française de matières spécialisées [...]. Nos difficultés sont nombreuses, ça on le sait. Parmi les plus importantes, il y a sûrement celles qui découlent de la pénurie de manuels scolaires français pour ce qui touche les disciplines spécialisées surtout. Ce problème-là, je crois bien qu'il ne sera résolu que le jour où les professeurs eux-mêmes décideront de rédiger des manuels adaptés à notre enseignement<sup>106</sup>.

103. Stéphanie Chouinard, *La question de l'autonomie des francophones hors Québec : trois décennies d'activisme judiciaire en matière de droits linguistiques au Canada*, thèse de doctorat (science politique), Ottawa, Université d'Ottawa, 2016, p. 98.

104. « L'école secondaire MacDonal-Cartier », *Le Voyageur*, 19 octobre 1970, p. 9.

105. « L'école de langue française en question », *Le Voyageur*, 11 mars 1970, p. 1.

106. Paul Chauvin, 15 octobre 1970, cité dans « M. Paul Chauvin. "La partie sera gagnée quand nos élèves reviendront enseigner ici" », *Le Voyageur*, 19 octobre 1970, p. 8-9.



**Figure 3.4** – L'école secondaire Macdonald-Cartier (1969).

Source: Collection du Conseil scolaire du Grand Nord.

Dans les années 1950 et 1960, le Sudbury Board of Education a construit de nombreuses écoles – Nickel District, Lo-Ellen, Lasalle, Lockerby, Confederation, Chelmsford Composite – pour accueillir la vague d'adolescents baby-boomers. Puisque l'ESMC déborde, le conseil anglais construit les écoles secondaires de langue française Hanmer (1970) et Rayside (1972), puis on en convertit une : Nickel District devient Franco-Jeunesse en 1972. La multiplication des écoles secondaires publiques a un impact sur Sudbury High et Sheridan Tech. Si elles comptaient 2 300 élèves en 1968-1969, leur effectif fond de moitié dans la décennie qui suit. « *In fact, thirty per cent of the High School population were francophone students*<sup>107</sup> », peut-on lire dans l'historique de l'école. À la fin des années 1970, le passage à la génération X, moins nombreuse, verra les effectifs scolaires diminuer : de plus de 1 000 élèves chacune, les écoles Macdonald-Cartier, Hanmer, Rayside et Franco-Jeunesse en compteront de 600 à 700 en 1981<sup>108</sup>.

107. Sudbury Secondary School, *100 Years Alumni Reunion Celebration*, Sudbury, Rainbow District School Board, 2008, p. 44.

108. Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien (FESFO), « Liste des écoles secondaires françaises et mixtes », janvier 1981, dans CRCCF, C107-2/27/5.



**Figure 3.5** – Hélène Gravel, vers 1975.

Source: Photo de Cedric Michaud. Collection du Théâtre du Nouvel-Ontario.

L'ESMC se distingue par ses programmes d'arts, qui puisent dans les traditions du Sudbury High et du Collège du Sacré-Cœur, mais qui se transforment sous l'impulsion de l'enseignante Hélène Gravel, qui forme la troupe Les Draveurs en 1971.

Devant le talent des jeunes et l'encadrement de Gravel, la jeune troupe remporte, en 1972, la palme de la meilleure pièce – une première pour une pièce en français – au Festival Sears pour l'Ontario. Les Draveurs remportent la palme une deuxième fois en 1975. La même année, Les Draveurs sont choisis pour représenter le Canada à un Congrès mondial du théâtre amateur, une première pour une école secondaire. Ses représentations en soirée peuvent attirer 1 200 spectateurs au gymnase de l'école<sup>109</sup>. Lorsque Les Draveurs ne remportent pas le concours provincial, ils figurent à la finale. Les pièces sont des créations originales, qui puisent dans les traditions orales («Ti-Jean de mon pays», «Ti-Jean fin voleur») et le vécu des jeunes («Ici et maintenant», «Afin de rêver»). Des anciens draveurs et animateurs de l'ESMC, dont Robert Marinier, Pierre Paquette et Linda Sorgini, auront des carrières dans le théâtre et la télévision au Québec.

Pendant la Révolution tranquille, l'étatisation des institutions autrefois confiées aux communautés religieuses, dont les collèges et les écoles secondaires, se double d'une provincialisation des «références» historique, culturelle, politique et identitaire des Canadiens français. Les Franco-Ontariens, qui se considèrent comme un prolongement vers l'ouest du berceau de la nation canadienne-française, sont pris au dépourvu par la québécoisisation du projet collectif. Dans son étude des journaux de langue française à Sudbury, Michel Bock a démontré que le terme «Canadien français» continue d'être privilégié par la presse jusqu'au début des années 1960, mais qu'il s'efface au bout d'une décennie, les Franco-Ontariens voyant mal comment ils pourraient continuer d'adhérer à un projet, en voie de démantèlement, par la mère-patrie. Ils ne sont pas convaincus, non plus, de la possibilité de tailler une identité civique et culturelle sur les frontières de leur province. Si plusieurs élites privilégient l'adoption d'une identité «franco-ontarienne», c'est l'identité «franco-phone», plus fluide et transfrontalière, qui détrône celle-ci et toutes les autres, à compter de 1969<sup>110</sup>. Cela ne veut pas dire que certaines élites ne

---

109. «Au moins 1200 personnes réservent un accueil triomphal aux "Draveurs" de MacDonald-Cartier», *Le Voyageur*, 4 juin 1975, p. 3; «Grande soirée gala à l'auditorium Fraser», *Le Voyageur*, 5 mai 1976, p. 15.

110. Michel Bock, *Comment un peuple oublie son nom: la crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2001, p. 69, 75, 110.

tenteront pas de cultiver une identité franco-ontarienne en lui créant des symboles, dont un drapeau, hissé pour une première fois à l'Université de Sudbury le 25 septembre 1975. Donald Dennie, Gaétan Gervais et d'autres professeurs de l'Université Laurentienne établissent des espaces réflexifs, dont l'Institut franco-ontarien (1976) et la *Revue du Nouvel-Ontario* (1978), qui légitiment l'expérience franco-ontarienne comme un objet de recherche<sup>111</sup>.

L'avènement, en 1968, de subventions fédérales pour l'animation socioculturelle permet de professionnaliser les activités de revendication et stimule la créativité en milieu minoritaire francophone<sup>112</sup>. Dès 1970, la section sudburoise de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) reçoit annuellement 40 000 \$ (317 000 \$ de 2024) en fonds de fonctionnement, ce qui lui permet d'embaucher ses premiers employés à temps plein. Dans le cadre de leur travail, Marie-Élizabeth Brunet et Yves Tassé exercent des pressions pour que la Municipalité régionale de Sudbury développe des services municipaux en français et que la Société Radio-Canada établisse une antenne régionale pour le Nord de l'Ontario. Si CFBR diffuse de la programmation radio-canadienne depuis ses débuts, la radio privée n'a pas de journaliste attiré à une couverture « sur le plan politique<sup>113</sup> ». La municipalité se dote d'un premier règlement de bilinguisme en 1973 et CBON entrera en ondes en juin 1978.

Dans le domaine des arts, les subventions facilitent l'émergence d'organismes spécialisés qui permettent aux jeunes franco-ontariens « de se définir à partir de leur réalité<sup>114</sup> », d'après la littéraire Lucie Hotte, ce qui débouche sur de nouvelles institutions, dont le Théâtre du Nouvel-Ontario (TNO) (1971) et la Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario (1971),

111. François-Olivier Dorais, *Un historien dans la cité: Gaétan Gervais et l'Ontario français (1944-2008)*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, p. 85-86.

112. Bock, *Comment un peuple oublie son nom*, p. 52-61; Julie Lafrenière, « Des luttes au consensus 1965-1982 », dans Guy Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc: de l'ACFEO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*, p. 118-127.

113. Noël Fortin, « "Un peuple tenace et tanné" ... qui a peur de manquer de pain », *Le Voyageur*, 22 octobre 1975, p. 4.

114. Lucie Hotte, « Littérature et conscience identitaire: l'héritage de CANO », dans Andrée Fortin (dir.), *Produire la culture, produire l'identité?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2000, p. 53-68.



**Figure 3.6** – Équipe du Théâtre du Nouvel-Ontario, vers 1982.  
Source: Photo d'Alfred Boyd. Collection du Théâtre du Nouvel-Ontario.



**Figure 3.7** – Le théâtre de la rue King, vers 1989.  
Source: Photo de Paul de la Riva. Collection du Théâtre du Nouvel-Ontario.

qui juxtaposent des traditions orales avec la contre-culture californienne. Les nouvelles institutions sont dirigées par des jeunes et ne dépendent pas de l'Église, même si le professeur jésuite Fernand Dorais est fréquemment cité comme collaborateur et source d'inspiration<sup>115</sup>. Au lieu de présenter du théâtre de répertoire, comme on le faisait au Collège du Sacré-Cœur, le TNO privilégie « la création collective » pour « exprimer la réalité des gens dans l'immédiat [...] d'une façon réaliste la vie des gens de Sudbury et du Nouvel-Ontario » pour « mettre la rue sur la scène<sup>116</sup> ». D'après le littéraire François Paré, le TNO participe à « représenter le peuple franco-ontarien tel qu'il est en lui-même » et nourrissent un sentiment d'appartenance par un « appel direct à un public lecteur moins instruit<sup>117</sup> ». Il existe des tensions parmi les premiers administrateurs du TNO, à savoir s'ils devaient se consacrer à la création – stimulantes pour les artistes et intellectuels – ou à la représentation de pièces « qui feraient rire les gens [et] qui étaient connues<sup>118</sup> » – plus portées à intéresser le grand public et à attirer des revenus. Le TNO tente de ménager la chèvre et le chou, en présentant de trois à quatre pièces par année – la moitié du théâtre de répertoire, l'autre moitié de création, parfois en collaboration avec d'autres théâtres de langue française au pays. Lorsque la salle Sainte-Anne est vendue, au printemps 1981, plusieurs organismes culturels, dont le Centre des Jeunes et les Éditions Prise de parole, emménagent dans l'hôpital Saint-Joseph désaffecté.

Le TNO opte plutôt pour s'installer au Moulin-à-Fleur, à l'ancienne boulangerie Canada Bread, que le Sudbury Theatre Centre, fondé en 1970, utilise pour ses répétitions. L'administrateur Yvan Rancourt reçoit ainsi

115. Sophie Landry, « Enfin chez soi (1975-1981) », dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des Jeunes au Carrefour francophone 1951-1990*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1992, p. 57-60.

116. Pierre Bélanger, 1970, cité dans Michel Rodrigue, « 1970-1975 – Une nouvelle vision : la création collective », dans Guy Gaudreau (dir.), *Le Théâtre du Nouvel-Ontario : 20 ans*, Sudbury, Éditions TNO, 1991, p. 14.

117. François Paré, « L'institution littéraire franco-ontarienne et son rapport à la construction identitaire des Franco-Ontariens », dans Jocelyn Létourneau (dir.), *La question identitaire au Canada francophone : récits, parcours, enjeux, hors-lieux*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1994, p. 56.

118. Entretien Zoom avec Denise Paquette-Frenette par Serge Dupuis, 10 août 2021 (01:26:00).

le mandat de « recruter une nouvelle équipe<sup>119</sup> » pour donner un second souffle au TNO chancelant. Il repêche à Ottawa les dramaturges Jean-Marc Dalpé et Brigitte Haentjens pour ouvrir le 90, rue King au public à l'hiver 1982. La nouvelle équipe souhaite voir le TNO « devenir un foyer [...] pour les créateurs franco-ontariens » et « renouer avec la communauté sudburoise, notamment par l'organisation de spectacles communautaires » afin de « participer au développement d'une conscience politique au sein de la communauté ontarienne ». On crée des pièces qui retiennent l'attention, dont *Nickel* (1983), écrite par Haentjens, et *Les Rogers* (1985), signée par Dalpé et Robert Marinier. Mais le « vieil entrepôt délabré » qu'elle utilise n'est pas idéal : « On doit changer les fenêtres, faire l'isolation thermique et refaire la toiture. L'une des conditions de location stipule qu'on fixe le loyer à bas prix, à condition que le TNO assume les coûts des réparations de la bâtisse<sup>120</sup>. » Un téléthon est tenu en mai 1986 pour acheter l'édifice et faire « une implantation durable au sein de la communauté<sup>121</sup> ». Avec l'obtention de subventions pour rapprocher le TNO des femmes et des élèves, les finances se stabilisent, mais l'achat prend du temps à se concrétiser.

Artiste originaire de Hearst, Paulette Gagnon reçoit le mandat d'interpeller les Moulin-à-Fleurois. C'est elle qui écrit le scénario de la pièce communautaire *Café Rendez-vous*, dont l'histoire « s'inspire beaucoup du Moulin à Fleur » et de ce qu'elle a « pu y voir et y vivre depuis cinq ans<sup>122</sup> ». Présentée à cinq reprises en décembre 1987, la pièce compte 44 comédiens amateurs<sup>123</sup>. La vingtaine de personnages est surtout celle des « réguliers » que l'on trouve dans une buvette « très chaleureuse », inspirée par un café situé pendant quelques années derrière la caisse populaire, comme l'explique Gagnon à Denis St. Pierre du *Sudbury Star*:

119. Yvan Rancourt, « Souvenirs d'un fondateur du TNO », 18 octobre 2006, *Le Voyageur*, p. TNO-5.

120. Hélène Lavoie, « 1981-1985 – Retour aux sources : vers la communauté », dans Gaudreau (dir.), *Le théâtre du Nouvel-Ontario : 20 ans*, p. 42-43.

121. Marie-Claude Tremblay, « 1985-1989 – De la controverse à la consécration », dans Gaudreau (dir.), *Le théâtre du Nouvel-Ontario : 20 ans*, p. 59.

122. [Paulette Gagnon], *Café Rendez-vous*, troisième version, Sudbury, Théâtre du Nouvel-Ontario, août 1987, p. A, dans Archives de l'Université Laurentienne, Fonds P023 (Fonds Théâtre du Nouvel-Ontario), dossier 1266.

123. « Chronologie des spectacles », dans Gaudreau (dir.), *Le théâtre du Nouvel-Ontario : 20 ans*, p. 79; Tremblay, « 1985-1989 – De la controverse à la consécration », p. 54.

*I went there all the time. I became a regular and got to know the people. I found the atmosphere very warm [...]. It's mostly fiction, but there's a real side to it. It's not a perfect copy, but it does resemble life in the Flour Mill [...]. The youngest member is seven years old and the oldest are in their seventies. It's funny because those people would never be together anywhere else<sup>124</sup>.*

La pièce dépeint les conversations quotidiennes entre deux retraités, un homme divorcé aliéné de ses enfants, un chômeur, une mère monoparentale, une adolescente, son chum, une femme battue, les copropriétaires du restaurant (Denise et George), un homme d'affaires mêlé à la politique, un propriétaire d'immeubles, un informaticien, un homosexuel, un bègue ayant subi des traitements d'électrochocs, un clochard, ainsi qu'un employé du TNO. Au Café Rendez-vous, « [on] a ben du temps pour s'agacer » et on vient y manger des repas préparés par « une vrai môman<sup>125</sup> », repas qui ressemblent pourtant à ceux d'un casse-croûte (*frite, club sandwich, bacon and eggs, hamburger, hot chicken*). La pièce, qui rappelle le *sit-com* typique des années 1980, se déroule sur une semaine. Les défis sociaux des personnages sont nombreux et on saisit rapidement les pressions sociales qui pèsent sur la mère monoparentale. Malgré la présence de l'école secondaire (se réfère-t-on au Collège Notre-Dame?), du centre commercial (le City Centre?), du Burger King, de l'épicerie Valdi, du « 5-10-15 », du TNO et des silos, la pièce fait abstraction des institutions traditionnelles, dont la paroisse et la caisse populaire. L'évolution des mentalités et des habitudes s'insère d'ailleurs dans le dialogue, où Denise explique à son amie: « Aujourd'hui, Jeanine, ce sont les femmes qui veulent rester à la maison qui ont de la misère à se marier, pas celles qui travaillent<sup>126</sup>! » Rêveur et impulsif, George rêve à « un nouveau restaurant [...] *high class*, pour le monde qui [a] les moyens, spécialisé dans le poisson<sup>127</sup> », et qui serait situé au sommet des silos. Le président de l'association des marchands encourage même George à passer d'un « projet de fou<sup>128</sup> » au délire en imaginant un centre commercial

124. Paulette Gagnon, citée dans Denis St. Pierre, « Flour Mill restaurant the setting of TNO play », *The Sudbury Star*, 8 décembre 1987, p. 12.

125. [Paulette Gagnon], *Café Rendez-vous*, p. 1.

126. Denise à Jeanine, dans [Paulette Gagnon], *Café Rendez-vous*, p. 7.

127. George à Ray, dans [Paulette Gagnon], *Café Rendez-vous*, p. 10.

128. Louise et Ray à George, dans [Paulette Gagnon], *Café Rendez-vous*, p. 11.

sous-terrain – qui permettrait de vider le marécage, une fois pour toutes. Le complexe des silos symbolise l'ambition démesurée, qui rendrait certaines personnes inutilement malheureuses. Après une « grève de la faim » de la part des réguliers pour empêcher le couple de vendre le café, George décide de franchiser son commerce et d'établir des succursales à la grandeur du Moyen-Nord. La visée de l'ambition de George se détache de celles des gens d'affaires de Toronto et revient à celle des gens de la région, soit d'acheter « une belle grande maison au bord de l'eau<sup>129</sup> ».

Le TNO continuera sa professionnalisation sous la direction de Sylvie Dufour, avec ses productions récompensées: *Le Chien* (1989) de Jean-Marc Dalpé et *French Town* (1994) de Michel Ouellette remportent chacune le Prix du Gouverneur général. Le défi d'une installation inadaptée et défaillante oblige toutefois les administrateurs à trancher entre les choix de « rénover la bâtisse ou déménager<sup>130</sup> ». On commence alors à concevoir un centre d'excellence pour l'ensemble des organismes artistiques franco-sudburois.

## Croire

Par des organisations sectorielles destinées aux ouvriers, aux femmes, et aux jeunes, l'Action catholique a habilité des croyants à accomplir le travail de l'Église dans la sphère temporelle. L'encyclique Vatican II (1962-1965) a modernisé la vie pastorale, notamment en permettant à la messe d'être dite dans la langue locale, au lieu du latin. Les promesses de renouveau inspirent certains jeunes, dont Jean-Paul Jolicoeur, à prendre l'habit. De 1962 à 1967, Jolicoeur étudie au Séminaire des Saints-Apôtres à Montréal avec « des gens qui avaient travaillé<sup>131</sup> » dans différents domaines. Jolicoeur suit de près les réformes dans le catholicisme :

[Le pape Jean XXIII] a ouvert les fenêtres et nettoyé la cabane [...]. On envisageait une Église qui allait changer [...]. Quand je suis entré [aux études menant au sacerdoce], c'était la messe [face] au mur. Quand je suis sorti, c'était la messe face au peuple. J'ai vécu

129. George à Denise, dans [Paulette Gagnon], *Café Rendez-vous*, p. 49-50.

130. Yvan Rancourt, « Souvenirs d'un fondateur du TNO », *Le Voyageur*, 18 octobre 2006, p. TNO-5.

131. Entretien avec Jean-Paul Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:35:00).

avec ça; j'ai volé avec ça. Je voyais des gars qui étudiaient dans un clergé qui allait changer, que peut-être allait pouvoir se marier. C'était la révolution<sup>132</sup>.

De 1967 à 1969, Jolicoeur poursuit ses études au Resurrection College de l'Université catholique St. Jerome's de Waterloo en philosophie et sciences politiques. À l'issue d'une formation à l'Université Saint-Paul, en 1972, il est ordonné prêtre.

Après avoir vécu des expériences désagréables auprès des nationalistes au Québec et des *draft dodgers* américains à Waterloo, il revient à Sudbury « plus fier que jamais d'être Franco-Ontarien<sup>133</sup> ». Jolicoeur se taille une mission unique dans ce milieu : « Je n'ai jamais pensé devenir jésuite. Être jésuite, c'était vivre en communauté [...]. Mon ambition, c'était d'être avec le peuple, du monde ordinaire, de travailler avec du monde que j'ai connu, et de rendre service à du monde que je connaissais. C'est peut-être pourquoi, en 48 ans de ministère, le plus loin que je suis allé de chez nous, c'était à 15 minutes<sup>134</sup> ! »

Le successeur de Jean XXIII, le pape Paul VI, met un frein aux réformes. L'encyclique *Humanæ vitæ* (1968) revient sur certaines libertés tolérées, dont l'appel à la pilule contraceptive, ce qui aliène certains fidèles et fait perdre, à d'autres, l'espoir que l'Église épousera les causes sociales de la nouvelle gauche. La perte d'enthousiasme se généralise dans toutes les congrégations canadiennes-françaises. Pour ne citer que l'exemple des Sœurs grises (devenues les Sœurs de la Charité d'Ottawa en 1967), les entrées dans la congrégation passent de 26 en 1967, à 5 en 1969, puis à aucune en 1975. C'est sans parler des départs, qui passent d'une soixantaine dans la décennie 1950 à 313 dans les années 1960<sup>135</sup>. Jolicoeur s'explique cette crise par deux éléments. D'abord, la prise en charge de l'éducation en langue française par l'État diminue l'attrait financier par lequel des gens pauvres choisissaient des vocations pour accéder à des études et à un hébergement sans frais. Ensuite, l'encyclique de 1968 diminue le prestige des vocations, qui sont souvent dépeintes comme

132. *Ibid.*, (00:39:00).

133. *Ibid.*, (00:36:00).

134. *Ibid.*, (00:46:00).

135. Chantal Gauthier et France Lord, *La charité en action : l'histoire récente des Sœurs de la Charité d'Ottawa*, Montréal, Carte blanche, 2016, p. 91, 101-105.



**Figure 3.8** – Le père Jean-Paul Jolicoeur et la motocyclette offerte en tirage lors d’une collecte de fonds pour la paroisse, 2013.

Source: *Le Voyageur*.

figées dans une époque révolue. «Tu avais la Révolution tranquille qui n’était pas toujours endossée par les communautés<sup>136</sup>», avance Jolicoeur. Le ministère de Jolicoeur s’enracinera donc dans ses réseaux interpersonnels, qui font appel à lui pour des conseils et mener des rites, bien souvent pour des non pratiquants.

À la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf, on s’inspire de Vatican II pour établir, en 1965, un conseil de pastorale. Son but est d’amener les laïcs à discuter entre eux de leur paroisse afin de «solutionner les problèmes<sup>137</sup>» et de trouver des moyens de «rendre les célébrations [...] et les fêtes beaucoup plus intéressantes<sup>138</sup>», d’après Claire Pilon.

À l’époque, près de 900 paroissiens sont membres d’au moins un des 26 comités et groupes paroissiaux<sup>139</sup>. Les nouvelles organisations

136. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:44:00).

137. Edna Pilon, «Connais-tu ta paroisse? Paroisse St-Jean de Brébeuf», *Le Voyageur*, 20 novembre 1968, p. 10.

138. Claire Pilon, *Le Moulin à Fleur*, Sudbury, [s. é.], [1983] 2011, p. 110.

139. La communauté St-Jean-de-Brébeuf, *50<sup>e</sup> anniversaire de Fondation 1930-1980: album souvenir*, Sudbury, [s. é.], 1980, f. 14; Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 103-108.



**Figure 3.9** – Un mariage à l'intérieur de l'église Saint-Jean-de-Brébeuf, vers 1968.

Source: APJLL.

abandonnent toute étiquette religieuse, qu'il s'agisse du Service des malades (1966), du Club 50 (1968), de la Jeunesse étudiante dynamique (JED, 1968) ou du Service familial (1971). Le statut laïc du Service familial, dirigé par Donald Dennie, lui permet de décrocher une subvention du programme fédéral Perspectives Jeunesse pour aménager un local. Les paroissiens se permettent plus de libertés, comme lorsque le Mouvement



**Figure 3.10** – Claire Pilon remettant un prix à un élève du Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario, juin 1998.

Source : Collection du Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario.

des femmes chrétiennes (nom des Enfants de Marie depuis 1966) cherche, en parlant d'*Humanae vitae*, « des éclaircissements sur ce grand problème<sup>140</sup> » pour l'Église. Ce sont aussi des femmes laïques qui lancent *Le Dialogue*, un bulletin de paroisse dont la devise est : « cherchons ce qui rapproche, oublions ce qui divise ». À la JED, qui compte des pendants dans les paroisses La Toussaint, Sainte-Anne, L'Annonciation et Saint-Eugène, on pratique des sports et on discute<sup>141</sup>. D'autres activités, dont les bingos et les thés-bazars, tenus comme collectes de fonds, changent très peu, mais on ajoute à la liste un tournoi de golf, vu que « ce sport a pris de l'ampleur chez les Canadiens français<sup>142</sup> ». La paroisse permet aussi aux filles d'être des servants d'autel. Ce renouveau multiforme explique peut-être pourquoi la paroisse affiche le taux le plus élevé de participation à la messe de toutes les paroisses françaises de la ville de Sudbury : en 1976, 55 % des catholiques du quartier participent à au moins une messe par semaine. Levac explique :

140. « St-Jean-de-Brébeuf. M.F.C. », *Le Voyageur*, 23 avril 1969, p. 5.

141. « La ville, le Gouvernement accordera des subsides pour un projet dans le Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 15 mai 1974, p. 1.

142. « Tournoi de golf St-Jean de Brébeuf », *Le Voyageur*, 5 septembre 1973, p. 6.

La plupart des chefs de ménage sont des fils de fermiers, de bûche-rons. Alors, on peut facilement deviner d'où proviennent leur simplicité, l'entraide, leur besoin d'être en milieu connu. Ces origines sociales communes servent à expliquer en partie des valeurs communes<sup>143</sup>.

Jean-Paul Jolicoeur abonde dans le même sens en disant la « mentalité culturelle » de la paroisse, qui rassemble des gens qui font « des jobs très simples » et qui se battent pour joindre les deux bouts, se distingue de celle de la paroisse Sainte-Anne, qui garde « un esprit [plus] académique, culturel et québécois<sup>144</sup> ». Si Saint-Jean-de-Brébeuf demeure un important lieu de sociabilité, la paroisse demeure aussi, pour une minorité, un lieu de piété, comme lorsque « 200 personnes ont prié toute la nuit<sup>145</sup> », en juin 1977, pour souligner la Pentecôte.

Les problèmes temporels deviennent prioritaires, le 10 octobre 1979, lorsque des brasiers sont découverts, à l'autel et dans un confessionnal. La journaliste Carole Rouleau décrit la scène d'une foule nombreuse qui s'agrège devant l'église :

Les enfants s'excitent, les femmes pleurent, les hommes se taisent [...]. Une fumée dense, grise, englobe l'édifice et devient parfois aveuglante. Plusieurs pompiers rentrent et sortent de l'église, un va-et-vient continu. On semble inonder l'intérieur. L'eau cascade le long des escaliers. On doit briser les vitraux [...]. Malgré le froid et la pluie, les gens observent l'incendie. Et c'était de même jusqu'aux petites heures du matin<sup>146</sup>.

Après 14 heures d'efforts, les pompiers parviennent à éteindre les flammes et retrouvent un liquide inflammable, qui semble confirmer la nature criminelle de l'incendie. Cinq jours plus tard, Denise Pierrette Petrov, âgée de 44 ans et domiciliée sur la rue Cedar, se livre aux autorités<sup>147</sup>.

143. Levac, *Le Moulin à Fleur : un quartier homogène*, p. 15.

144. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (00:55:00), (00:58:00).

145. Claire Pilon, « 200 personnes ont prié toute la nuit », *Le Voyageur*, 8 juin 1977, p. 8.

146. Carole Rouleau, « Un événement inoubliable », *Le Voyageur*, 17 octobre 1979, p. 4.

147. Jean Dubuc, « Procès retardé de deux mois », *Le Voyageur*, 31 octobre 1979, p. 3.

Elle plaide coupable le lendemain. « Madame Petrov aurait une aversion pour l'Église catholique<sup>148</sup> », affirme *Le Voyageur*, mais ses motivations seraient « vague[s] ». Petrov est détenue à l'hôpital psychiatrique de Penetanguishene pour subir des examens psychologiques, mais les journaux ne suivront pas vraiment la cause. Les planchers, les murs et les parois de brique ont résisté à l'incendie, mais tout le reste doit être liquidé, alors que la paroisse était à quelques mois de fêter son 50<sup>e</sup> anniversaire. Les messes et les sacrements seront tenus dans les anciens locaux du Collège du Sacré-Cœur en fin de semaine et à l'école Nolin en semaine. Le prix des dommages s'élève à deux millions de dollars. Le prêtre auxiliaire de la paroisse, Guy Albert, précise que les assureurs défrayeront 1,1 million de dollars pour réparer « les dommages encourus à l'église seulement<sup>149</sup> ». Les deux tiers des bancs d'églises, puis certaines statues et vitraux, devront être restaurés. Une collecte de fonds, qui implique 200 bénévoles, est organisée pour fournir la différence. La caisse populaire recueille les dons individuels pour la campagne « Un endroit de prière et de paix<sup>150</sup> ». On prévoit le tirage d'une automobile, un bingo à l'aréna de Sudbury, une soirée dansante à l'école secondaire Macdonald-Cartier et un téléthon diffusé à la télévision communautaire. Même si tout se déroule rondement, les paroissiens abandonnent l'ambition d'amasser la différence de 900 000 \$ et proposent des finitions plus modestes pour réduire la cible de moitié :

Il serait trop onéreux de construire l'église telle qu'elle existait avant l'incendie. On se propose de construire une fausse voûte et d'installer des éventails, afin de réduire les coûts de chauffage [...]. La fenêtre du sanctuaire devra probablement être déplacée ou encore recouverte<sup>151</sup>.

On apportera toutefois quelques améliorations, suivant des conseils de l'évêque : « Le sanctuaire sera agrandi et le jubé raccourci. Un ascenseur sera installé à l'arrière de l'église pour les personnes handicapées

---

148. Jean Dubuc, « Incendiaire sous arrêt », *Le Voyageur*, 24 octobre 1979, p. 3.

149. Jean Dubuc, « La reconstruction débute », *Le Voyageur*, 24 octobre 1979, p. 3.

150. Carole Rouleau, « La construction va bon train », *Le Voyageur*, 27 février 1980, p. 3.

151. Dubuc, « La reconstruction débute », p. 3.

et les personnes âgées. Une rangée à l'avant sera réservée aux fauteuils roulants<sup>152</sup>. »

On n'est plus en 1954, moment où l'on avait pu amasser, en quelques mois seulement, 100 000 \$ (près de 300 000 \$ de 1979) pour bâtir l'église. Cette fois-ci, après un mois de campagne, le coffre contient 22 000 \$<sup>153</sup>. Après quatre mois, on réduit encore la cible à 200 000 \$, en décidant que les paroissiens auront à « graduellement éliminer cette dette<sup>154</sup> ». Certaines paroissiennes contribuent bénévolement au nettoyage de l'église et à la restauration des statues et des vitraux<sup>155</sup>. Afin de pérenniser la collecte de fonds, la paroisse inaugurerait un pique-nique annuel, qui attirerait souvent plus de 1 000 personnes (actuels et anciens résidents du quartier) et recueillerait quelques milliers de dollars par année. En somme, des points de vue de la fréquence de la pratique religieuse et des contributions financières à la paroisse, les Moulin-à-Fleurois s'éloignent de l'Église, même si plusieurs d'entre eux continuent d'assister à la messe dominicale et d'être croyants.

Ils continuent aussi de favoriser la conservation de l'enseignement religieux à leurs enfants. Contrairement au Manitoba et au Nouveau-Brunswick, qui ont laïcisé leurs régimes scolaires au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Ontario maintient un régime d'écoles séparées, garanties par l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles on peine à établir un consensus en faveur des écoles secondaires publiques de langue française. À Sudbury, les Jésuites avaient pris la décision de fermer le Collège du Sacré-Cœur quelques mois avant l'établissement d'un consensus sur les écoles secondaires publiques. En réaction à cette annonce, le Collège Notre-Dame, dont les finances sont fragiles, avait accueilli 168 collégiens orphelins en septembre 1967. L'autre moitié des jeunes collégiens, peut-être peu enchantés par la proposition de remplacer leurs maîtres jésuites par les Sœurs grises, optent plutôt pour

152. Rouleau, « La construction va bon train », p. 3.

153. Jean Dubuc, « Prélèvement de fonds débute », *Le Voyageur*, 7 novembre 1979, p. 3; « St-Jean de Brébeuf ouvre ses portes », *Le Voyageur*, 28 mai 1980, p. 3; Claire Pilon, « Premier pique-nique paroissial », *Le Voyageur*, 9 juin 1980, p. 8B.

154. Jean-Marie Charbonneau, cité dans Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 118.

155. Carole Rouleau, « La construction va bon train », *Le Voyageur*, 27 février 1980, p. 3.

le *high school* bilingue<sup>156</sup>. À partir de septembre 1969, cependant, de nombreuses adolescentes s'inscrivent directement à l'école secondaire de langue française. En quatre ans, le CND perd 73 % de ses effectifs, mais les Sœurs de la Charité d'Ottawa ne semblent pas avoir considéré la laïcisation comme option pour sauver leur collège, comme l'ont fait en 1968 les Filles de l'Assomption de l'Académie Sainte-Marie à New Liskeard. À Sudbury, le directeur de l'éducation, Onésime Tremblay, qui a fusionné 26 petites commissions scolaires pour former le Conseil des écoles catholiques romaines séparées du district de Sudbury en 1969, croit à la nécessité de conserver l'éducation secondaire catholique, ne serait-ce qu'à cause de l'existence des collèges St. Charles (masculin) et Marymount (féminin) pour les catholiques anglophones, pourtant moins nombreux que les catholiques francophones<sup>157</sup>. C'est d'ailleurs avec cette foi en l'avenir du secondaire catholique que le conseil scolaire séparé fait l'acquisition du collège jésuite, le 4 mars 1968, sans plan concret pour en faire quelque chose. C'est peut-être cette même foi qui pousse la directrice, sœur Yvonne Charbonneau, à faire un plaidoyer au public, en août 1970, pour sauver le CND. Dans les pages du *Voyageur*, la religieuse défend le « rôle efficace des institutions privées », invite les parents « à reconsidérer le choix [qu'ils ont] déjà fait » et « à refaire une décision judicieuse en regard de la survivance du Collège Notre-Dame<sup>158</sup> ». Que ce soit par persuasion, par culpabilité ou un peu des deux, l'appel ramène au bercail des inscriptions, dont le nombre s'élèvera à 685 en 1977. Si la situation financière du CND est toujours délicate, la maison mère des Sœurs de la Charité l'a identifié, avec l'école secondaire Saint-Joseph de Hull, comme l'un des deux établissements pour continuer à faire de la promotion vocationnelle<sup>159</sup>. En tant qu'« œuvre communautaire », le Collège reçoit les excédents de salaires et de revenus des religieuses, du

---

156. Gauthier et Lord, *La charité en action*, p. 91, 167-168; Lafrenière, « Des luttes au consensus 1965-1982 », p. 112; Josée Anne Valiquette, *L'évolution des effectifs étudiants du Collège du Sacré-Cœur, 1913-1960*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1993, p. 2.

157. « Inauguration officielle », *Le Voyageur*, 28 juin 1974, p. 1; Patrick Breton, « Des faiblesses... », *Le Voyageur*, 29 avril 1998, p. D4.

158. Yvonne Charbonneau, « Le CND reste ouvert », *Le Voyageur*, 5 août 1970, p. 1.

159. Lafrenière, « Des luttes au consensus 1965-1982 », p. 112; Gauthier et Lord, *La charité en action*, p. 92, 167.

mobilier et des équipements de collègues qui ferment leurs portes, et des institutrices religieuses, qui reviennent d'une mission en Afrique ou au Japon. Puisque la mesure «retarde l'embauche d'un personnel laïque» et «contribue à diminuer d'autant les coûts de fonctionnement<sup>160</sup>», d'après les historiennes Chantal Gauthier et France Lord, le CND reste ouvert. L'établissement se dote aussi d'une réputation pour la préparation des jeunes à l'université, ce qui lui permet de doubler la taille de l'établissement en 1979, de faire passer les inscriptions à 985 (1981), puis de devenir la plus grande école secondaire de langue française de la région.

Encouragé par cette renaissance improbable, le conseil scolaire décide d'ouvrir à nouveau le Collège du Sacré-Cœur à l'automne 1978 et d'y offrir les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> années (les seules qui sont subventionnées par les deniers publics). Selon l'éducatrice Liliane Beauchamp, on souhaite répondre à un «mécontentement» de parents «vis-à-vis du manque de discipline et de la mauvaise formation [...] dans les écoles publiques», ainsi qu'à un désir de «retourner aux écoles privées<sup>161</sup>». Si l'annexe construite en 1953 est relativement en bon état, le Conseil des écoles séparées doit investir 90 000 \$ (400 000 \$ de 2024) pour restaurer le gymnase et la tour emblématique, à quatre étages, de 1913<sup>162</sup>. À la première rentrée, 150 garçons de 9<sup>e</sup> année se bousculent aux portes du Collège. «Sacré-Cœur 2.0» est peuplé d'enseignants laïcs (six hommes et deux femmes), dirigés par un directeur adjoint, qui se rapporte à la directrice du CND d'après le *Sudbury Star*. Pour la 11<sup>e</sup> année, les garçons seront invités à poursuivre leur instruction à Notre-Dame. Cette dépendance n'est pas la seule, puisque les garçons peuvent continuer de s'inscrire au CND dès la 9<sup>e</sup> année. Pour sa part, le conseil scolaire dit vouloir gérer le collège masculin, le temps qu'une congrégation masculine en accepte la charge et élargisse sa programmation jusqu'à la 13<sup>e</sup> année. À cause de défis structurels et conjoncturels, le projet de collège masculin sera abandonné en 1983.

Le Collège du Sacré-Cœur aura manqué, de justesse, un autre rendez-vous pour assurer sa pérennité, puisque, en 1984, le gouvernement de Bill Davis annonce l'éligibilité des 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> années offertes dans les

160. Gauthier et Lord, *La charité en action*, p. 169.

161. Lilianne Beauchamp, citée dans Marc Labelle, «Le Collège Sacré-Cœur. On désire retourner aux collèges privés», *Le Voyageur*, 7 septembre 1977, p. 3.

162. «Catholic school for boys reopens», *The Sudbury Star*, 1<sup>er</sup> juillet 1978, p. 1.

écoles secondaires catholiques à recevoir des taxes scolaires au même titre que les autres années. Non seulement la mesure permet au CND de trouver une source de revenus publics stable, elle encourage le Conseil des écoles séparées à « rapatrier » l'école secondaire publique Franco-Jeunesse (qui deviendra L'Héritage en 1986) et à construire de nouvelles écoles (L'Horizon en 1989 et Champlain en 1992) pour concurrencer les écoles publiques de la Vallée, avec des conséquences prévisibles : l'école secondaire Rayside fermera ses portes en 1998, et l'école secondaire Hanmer perdra la majorité de ses effectifs.

### **Se mettre en valeur**

Pour le Moulin-à-Fleur, ce charivari entre écoles catholiques et publiques a l'effet d'un match nul, puisque le nombre d'écoles secondaires de langue française dans le quartier est passé de deux à trois pour revenir à deux. À une nuance près, puisque la régularisation du financement de l'éducation secondaire catholique et de langue française a élargi la proportion de jeunes moulin-à-fleurois qui poursuivent leurs études secondaires, notamment celle qui le fait en français.

Alors que la sècheuse remplace la corde à linge et la télévision les jeux de cartes, les fréquentations du voisinage diminuent. Les relations « dépendent désormais davantage du hasard des rencontres sur le trottoir, » d'après Dale Gilbert, « elles-mêmes diminuées en raison de l'utilisation de l'automobile, et de la vie paroissiale, moins animée que par le passé<sup>163</sup> ». La famille se concentre autour de la cellule nucléaire, entre parents et enfants. On se rapproche des amis et les rapports avec les cousins, les oncles et les tantes deviennent plus impersonnels. La pauvreté du Moulin-à-Fleur joue peut-être un rôle dans le ralentissement de ces tendances. En 1971, 53 % des résidents ont un revenu inférieur à 5 000 \$ (38 000 \$ de 2024)<sup>164</sup> et seuls 2 % des résidents ont un revenu supérieur à 15 000 \$ (114 000 \$ de 2024) – alors que c'est le cas chez 8 % des Sudburois. Puisque 80 % des 7 500 résidents sont d'origine canadienne-française (et 84 % d'entre eux parlent le français à la maison), plusieurs traditions, rites et valeurs se maintiennent plus que dans les

163. Gilbert, *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*, p. 211.

164. Levac, *Le Moulin à Fleur : un quartier homogène*, p. 16.

autres quartiers, qui ne bénéficient pas du « très grand nombre d'interactions<sup>165</sup> » dont jouissent les Moulin-à-Fleurois. Selon Maurice Levac :

Puisqu'ils font partie d'une communauté très homogène, qu'ils y vivent comme dans un petit village, ils jouissent d'un tel sentiment de sécurité [...]. Le sentiment de satisfaction des gens du Moulin à Fleur semble être relié à une certaine mentalité due à des origines rurales, des origines économiques modestes [...]. Quand on demande à ces gens si leurs logements leur paraî[ssent] satisfaisants, ils regardent un peu les logements voisins avant de répondre puis se disent satisfaits. Il en est de même pour la situation économique; ils ont à peu près tous le même salaire, les mêmes possessions matérielles alors ils ne sentent pas le besoin de faire un effort pour améliorer leur condition matérielle; la compétition n'est pas là<sup>166</sup>.

Déjà en 1976, Maurice Levac devine que ce monde tire à sa fin. Vu la démocratisation de l'éducation supérieure en français et l'ascension socioéconomique des Franco-Ontariens qui s'ensuit, que restera-t-il « une fois les plus vieux partis<sup>167</sup> »? Seul un Moulin-à-Fleurois sur 100 possède un diplôme universitaire – la moyenne sudburoise est cinq fois plus élevée – et les chefs de ménage de 35 à 54 ans sont sous-représentés dans le quartier (17 % à comparer à la moyenne sudburoise de 22 %), ce qui rappelle la propension des jeunes et des gens instruits à s'installer ailleurs. Puisque 59 % des logements du quartier sont des appartements et le loyer moyen est le moins élevé de tous les secteurs de la ville, la composition ethnique du quartier pourrait basculer rapidement. « Ses bâtiments sont devenus vieux<sup>168</sup> », reconnaît Levac, mais le renouveau urbain est devenu un tabou, après les déboires dans le secteur Borgia, tant chez les autorités que chez les francophones.

Si « aucune rénovation ne devrait être entreprise sans tenir compte du fait que l'homogénéité [franco-catholique] est à la base de ce quartier<sup>169</sup> », quelle stratégie devrait-être déployée pour la conserver? Les anciens Moulin-à-Fleurois installés au Nouveau-Sudbury ou à Val-Thérèse ne semblent pas pressés à rentrer au bercail et les entrepreneurs immobiliers

165. *Ibid.*, p. 21.

166. *Ibid.*, p. 22-23.

167. *Ibid.*, p. 27.

168. *Ibid.*, p. 28.

169. *Ibid.*, p. 28.

investissant au Centre-Ville ne conçoivent que des immeubles de petits appartements à une ou deux chambres à coucher<sup>170</sup>, maladaptés aux familles de la classe moyenne, qui auraient peut-être été interpellées, par exemple, par des copropriétés à trois chambres à coucher.

La section sudburoise de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) prend conscience des « problèmes urbains » de la ville lors de ses états généraux en janvier 1971 :

Sudbury a des problèmes urbains terribles. La circulation donne lieu à des embouteillages qui seraient intolérés à Montréal ; la ville est aux prises avec une crise du logement dont l'ampleur est unique au Canada ; la rénovation urbaine nécessiterait la démolition de larges secteurs de la vieille ville ; l'organisation des services municipaux répond mal aux besoins et la vie culturelle est réduite à sa plus simple expression<sup>171</sup>.

L'attraction de familles franco-sudburoises de la classe moyenne vers le Moulin-à-Fleur n'est pas mentionnée comme mécanisme pour revitaliser le quartier. Les états généraux débouchent plutôt sur la création d'un Comité du logement dont le but est de constituer une coopérative d'habitation francophone, comprenant des maisons de ville et des appartements, situés « dans le centre de la rénovation urbaine de Sudbury<sup>172</sup> ». Formée en septembre 1971, l'Association coopérative d'habitation et de logement de Sudbury se montre « disposée à travailler avec tout groupe ou membre sérieux, prêt à formuler une demande concrète<sup>173</sup> ». Force est de constater, cependant, qu'elle ne trouve pas beaucoup de preneurs. L'Association coopérative se met à l'étude pour un projet phare, mais il faut attendre décembre 1980 pour que le conseil municipal approuve le rezonage de la propriété rocheuse, libérée en 1969 par la démolition de l'ancienne rue Verchères<sup>174</sup>, aux angles de l'avenue Notre-Dame et de

170. Marc Labelle, « Construction d'un édifice de 9 étages à l'angle des rues Notre-Dame et Ste-Anne », *Le Voyageur*, 10 août 1977, p. 3.

171. « Sudbury : à la recherche d'une raison d'être francophone », *Le Voyageur*, 18 janvier 1971, p. 5.

172. « La Coopérative d'Habitation est en marche », *Le Voyageur*, 7 avril 1971, p. 1.

173. « L'Association Coopérative d'habitation et de logement existe officiellement », *Le Voyageur*, 8 décembre 1971, p. 1, 3.

174. « Le comité de logement et d'habitation », *Le Voyageur*, 12 mai 1971, p. 11 ; Tony Van Alphen, « Urban renewal Phase 3 slated for May start », *The Sudbury*



**Figure 3.11** – La Coopérative Place Verchères (1984).

Source : Collection des auteurs (juillet 2022).

la rue Jogues. C’est sur le tard que les caisses Saint-Jean-de-Brébeuf et Sainte-Anne s’engagent dans le développement de Place Verchères, qui sera inaugurée en 1984, et de Place Nolin, qui ouvrira quelques années plus tard. De l’aveu de Raymond Prévost, les caisses n’ont qu’une « petite implication<sup>175</sup> » dans le développement du logement abordable, puisque leur mission demeure l’accès des familles à la propriété privée. Leur intérêt aurait-il été plus grand si les projets d’immobilier francophone avaient plutôt proposé de grands logements en copropriété ?

La diversification socioéconomique du Moulin-à-Fleur n’est pas envisagée comme une solution souhaitable, ni par les gouvernements, qui se désengagent du renouveau urbain, ni par les résidents, qui en ont plein les bras à freiner son déclin. La colère populaire est d’abord déclenchée par l’inaction des autorités municipales vis-à-vis de la préservation du patrimoine industriel et la sécurisation du ruisseau Junction. La noyade d’un jeune de 4 ans, le 6 avril 1972, est de trop et pousse les résidents Germain Blais, Peter Philipow et Mimi Arbour à former le Comité d’action du Moulin à Fleur (CAMF). Le Comité se veut un groupe de pression sur le Nickel District Conservation Authority (NDCA) pour

*Star*, 10 décembre 1980, p. 1 ; Pharand, *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989*, p. 88.

175. Entretien avec Raymond Prévost, 31 janvier 2021 (00:50:00).

qu'il clôture les pentes à pic sur les berges du ruisseau. Après avoir essuyé un refus de l'agence municipale, 300 résidents prennent la rue, le 12 juin 1972, dirigés par le prêtre auxiliaire Jean-Paul Jolicoeur dans une marche qui les mène de la paroisse à l'hôtel de ville<sup>176</sup>. Armés de pancartes et représentés par l'avocat Richard Pharand, ils font entendre leurs frustrations au conseil municipal. La médiatisation de la tragédie contribue à un sentiment public que le statu quo est devenu inacceptable. Suivant l'élection municipale de décembre 1972, le nouveau conseil accepte d'entendre le CAMF, le 14 février 1973. Cet échange se solde par une directive envoyée à la NDCA pour qu'elle adoucisse les pentes des berges du ruisseau. Le CAMF revient à la charge au moment d'une autre noyade – une quatorzième en 25 ans – en avril 1976. Des résidents écrivent au maire Jim Gordon pour se plaindre de la NDCA, qui évalue le redressement à 15 millions de dollars, ce qui fournit des armes pour que des échevins dépeignent le réaménagement comme une dépense frivole et continuent « de se moquer de la population francophone et catholique du Moulin à Fleur<sup>177</sup> ». Ils demandent aussi au coroner de jeter de la lumière sur « la négligence du Nickel Belt Conservation Authority » et supplie les autorités « d'améliorer une fois pour toutes les conditions au ruisseau Junction<sup>178</sup> ». Le *Northern Life* manque de sensibilité à la plus récente noyade lorsqu'il publie, le même jour que la lettre ouverte des résidents, une énigme sur le ruisseau : « *What's seven miles long, the centre of controversy for years, runs through the heart of Sudbury and is filled with garbage every spring?* » Le directeur de la NDCA, Doug Mansfield, relance la flèche au quartier, en précisant que son service doit embaucher une soixantaine d'étudiants par année pour nettoyer le ruisseau d'objets abandonnés (généralement trop grands pour la collecte hebdomadaire). « *You'd think they'd be more responsible citizens<sup>179</sup>* », conclut-il. Le Comité des citoyens de Sudbury répond par une boutade que le nouveau pont construit pour la rue

---

176. « Les gens du Moulin à Fleur rencontreront le Conseil régional le 14 février », *Le Voyageur*, 31 janvier 1973, p. 5 ; Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 93-96.

177. M. Frappier, cité dans « Ruisseau Junction : une discrimination », *Le Voyageur*, 5 mai 1976, p. 1, 3.

178. Ricardo de la Riva, dans « Enquête demandée », *Le Voyageur*, 5 mai 1976, p. 1.

179. Doug Mansfield, cité dans « Junk-tion Creek to be cleaned », *Northern Life*, 5 mai 1976, p. 3.

Leslie devrait porter le nom de Louis Riel pour rappeler la maltraitance subie par les résidents<sup>180</sup>. Malgré la résistance initiale des autorités, la médiatisation des problèmes et l'obtention de subventions fédérale et provinciale par la ville et la NDCA menèrent, au printemps 1977, à un projet pour réaménager les berges du ruisseau et rénover le parc Borgia. Un redressement du lit du ruisseau, un adoucissement des pentes, l'aménagement d'un sentier pour cyclistes et l'ajout d'arbres sont prévus pour 1978<sup>181</sup>.

Le Comité d'action du Moulin-à-Fleur se penche ensuite sur le bruit causé par les trains du Canadien National, qui traverse le quartier au nord-est, et la gare de triage. Les 157 adultes qui habitent les rues Leslie et Myles sont touchés par le bruit des trains qu'ils peuvent entendre jusqu'à 12 fois par jour. Selon l'omnipraticien du quartier, Ricardo de la Riva, la pollution de l'air et le bruit contribuent à l'instabilité émotionnelle, aux maladies du cœur, voire aux difformités congénitales dans les grossesses<sup>182</sup>. Les preuves du docteur sont anecdotiques, par exemple lorsqu'il parle d'une famille qui souffre de surdité sans antécédent familial. De la Riva recommande que les trains soient garés à un demi-mille plus loin sur la voie ferrée, où ils ne dérangeront personne. L'agent du CN sur place, Robert Spence, confirme des plans pour déplacer la gare de triage. La discussion est avortée après que l'étudiant Steve Kelly, résident du 419, rue Myles, demande un suivi sur la diminution du bruit pendant l'hiver, « *when it becomes necessary to continue the idling of our diesel units, to control the noise at an acceptable level*<sup>183</sup> », comme l'avait promis le CN dans une lettre au maire. Spence suspend la séance et annonce que les consultations subséquentes se feront sur une base individuelle pour identifier les plaignants et évaluer leur proximité à la gare de triage. Seize personnes qui attendaient de présenter des affidavits sur le bruit au comité ne pourront le faire devant le public. Les résidents

180. «Le pont neuf du Moulin à Fleur sera-t-il baptisé: Le pont Louis Riel?», *Le Voyageur*, 7 mai 1975, p. 5.

181. André Quenneville, «Piste de bicyclettes terminée», *Le Voyageur*, 6 septembre 1978, p. 3.

182. «Flour Mill people sceptical following train noise meeting», *The Sudbury Star*, 23 novembre 1972, p. 3.

183. Lettre du Canadien National à Joe Fabbro, citée dans «Flour Mill people sceptical following train noise meeting», *The Sudbury Star*, 23 novembre 1972, p. 3.

repartent déçus de la rencontre, qui devait être ouverte et bilingue. Une autre audience du CN, le 30 mai 1981, confirmera que le problème n'a pas été réglé<sup>184</sup>.

Les silos à grains, inutilisés depuis 1922, font aussi l'objet de vifs débats, à savoir s'il faudrait les démolir ou les réhabiliter. Puisque les deux possibilités s'avèrent coûteuses pour ces structures de 85 pieds en hauteur, renforcés en acier, jugés « indestructibles », l'impasse se maintient. En 1956, le maire Léo-Albert Landreville avait lancé un concours avec un prix de 25 \$ pour la meilleure proposition sur l'avenir des silos. Les idées reçues allaient de la transformation des silos en château (avec un restaurant pivotant au sommet) à leur transformation en abri antinucléaire<sup>185</sup>. En 1959, le *Sudbury Star* y est allé d'une idée de constituer « *a small civic museum which would house relics associated with the mining and forestry industries* »<sup>186</sup>. Puisque leur apparence laisse à désirer, on pourrait au moins les peindre, selon le nouveau bihebdomadaire, *Northern Life*, qui en rajoute une couche, en août 1973 :

*The Flour Mill silos on Notre Dame Avenue are an eyesore. They are not used, look filthy—but they very definitely are not falling down [...]. So we must assume that they will stay where they are. But for them to remain in their present condition is a bad reflection on the City of Sudbury. Something must be done*<sup>187</sup>.

À son tour, le *Northern Life* invite ses lecteurs à soumettre leurs idées et ceux-ci suggèrent la construction d'un parc ou bien la transformation des silos en point d'observation. L'attention médiatique pousse les Moulin-à-Fleurois à prendre le dossier en main. Le 20 septembre 1973, rassemblés à la salle paroissiale Saint-Jean-de-Brébeuf, les résidents conviennent d'organiser une campagne pour aider la ville à acheter les

184. Claire Pilon, « Les citoyens du Moulin à Fleur protestent », *Le Voyageur*, 10 juin 1981, p. 3.

185. « Léo-Albert Landreville. Avocat », *Le Droit*, édition souvenir du 25<sup>e</sup> anniversaire, 1938, dans *Cartable du centenaire de Jeannine Larcher-Lalande* (ci-après CCJLL).

186. « Flour Mill Ideas », *The Sudbury Daily Star*, 13 avril 1959, p. 4.

187. « Let's hear your ideas. What to do with the old Flour Mills? », *Northern Life*, 8 août 1973, p. 2.

silos et la propriété sur laquelle ils se trouvent<sup>188</sup>. Élu comme échevin quelques mois plus tôt, Ricardo de la Riva endosse la recommandation d'en faire un « jalon » communautaire: « *Around these silos grew a community of people who are very attached to this area. They are proud of their heritage and characteristics and now realize the importance of these silos from which the name of the community has derived*<sup>189</sup>. »

Né à Medina del Campo (Espagne) en 1930, le docteur de la Riva est arrivé au Canada en 1956 avec un diplôme de médecine en main. C'est à l'hôpital général d'Ottawa qu'il rencontre son épouse, l'infirmière Adrienne Chagnon, avec qui il s'installe à Sudbury en 1963. Leur famille, qui comptera cinq enfants, élit domicile au 222, rue Brébeuf<sup>190</sup>. De la Riva ouvre sa pratique de médecine familiale au Moulin-à-Fleur, fonde la Sudbury Junior Soccer League et occupera le poste d'échevin pendant 28 ans. Même s'il ne prend pas la parole en français, De la Riva en saisit suffisamment pour devenir un infatigable défenseur du secteur. Le médecin vise à freiner la dévitalisation et à y apporter des améliorations, en dépit des hésitations de ses collègues.

Comme dans la pièce *Café Rendez-vous*, les pages du *Voyageur* regorgent de rêves pour les silos, qui pourraient accueillir « un site historique » pour rappeler la vie des pionniers, de « petites boutiques », un hôtel, ainsi qu'un « gros restaurant de classe », proposant une cuisine « purement canadienne » de mets tels la soupe aux pois, le ragoût de pattes, la tourtière, les fèves au lard, le sucre à la crème et des crêpes au sarrasin. Puisqu'il « serait situé sur le dessus des silos », le restaurant aurait « la plus belle vue de toute la ville<sup>191</sup> ». On rêve en couleur, car les projets de revitalisation de la municipalité ne se chiffrent pas en millions, mais en milliers de dollars. Même si la caisse populaire offre des fonds de contrepartie aux sommes amassées par le CAMF pour financer l'achat des terrains entourant les

188. « Flour Mill Silos to be Landmark. Action committee holding fund-raising meeting », *The Northern Life*, 19 septembre 1973, p. 1.

189. Ricardo de la Riva, cité dans « Flour Mill discussion trend reverses to restoring silos », *The Sudbury Star*, 18 septembre 1973, p. 3.

190. « Le D<sup>r</sup> de la Riva se présente comme échevin », *Le Voyageur*, 4 octobre 1978, p. 13.

191. M<sup>me</sup> G. J., « Suggestions d'une lectrice pour le Moulin à fleur », *Le Voyageur*, 7 novembre 1973, p. 14.



**Figure 3.12** – Dévoilement de l’affiche à l’entrée du Moulin-à-Fleur, juillet 2007, aux coins des rues Leslie et Notre-Dame. Les conseillers de gauche à droite: Joscelyne Landry-Altman, Ricardo de la Riva et Ron Dupuis.

Source: Collection de la famille de la Riva.

silos, il ne recueille que 4 000 \$ après huit mois de campagne<sup>192</sup>. Devant la modestie des contributions, on se tourne vers le Programme d’initiatives locales de l’État fédéral, puis vers la Fiducie du patrimoine ontarien, pour qu’elle désigne le site et y installe une plaque commémorative. En félicitant ses commettants de ce « premier effort<sup>193</sup> », l’échevin convainc sept de ses neuf collègues à consacrer jusqu’à 100 000 \$ pour faire l’acquisition du site. Le *Sudbury Star* en est renversé :

*Spending \$100,000, or even \$50,000, of the taxpayers’ money just to acquire title to the monstrous reinforced concrete silos is a folly equalled only by that of the defunct Ontario and Manitoba Flour Mills [...]. Surely someone can come up with a better idea [...]. Council would*

192. « Don de \$2,000 pour la restauration des silos du Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 21 novembre 1973, p. 3, 6, 8.

193. Ricardo de la Riva, cité dans « Don de \$2,000 pour la restauration des silos du Moulin à Fleur », p. 3.

*do better to spend some of the money to knock it down [...]. Spend the \$100,000, if it is there to spend, for some valuable amenity that all citizens can enjoy*<sup>194</sup>.

Le journal accuse les échevins d'avoir succombé aux pressions des citoyens qui souhaitent préserver les silos «*for merely sentimental reasons*<sup>195</sup>». Le *Sudbury Star* ne semble pas penser que la mise en valeur du Moulin-à-Fleur doive commencer quelque part et se montre incohérent lorsqu'il prétend que le quartier obtiendrait un privilège indu. Sans hésitation, le journal avait pourtant appuyé l'investissement de cinq millions de dollars en fonds municipaux pour raser le secteur Borgia. Néanmoins, l'acharnement du *Sudbury Star* pourrait avoir contribué à semer le doute sur le projet. En mai 1974, le gouvernement provincial décline l'invitation à en faire un site historique et le conseil municipal réduit sa contribution à 1 000 \$, soit l'équivalent des frais légaux d'une transaction éventuelle<sup>196</sup>.

Ce que les opposants peinent à saisir, c'est la dimension symbolique que revêtent les silos pour les résidents en tant que marqueur territorial, unique et visible du ciel, dans un quartier modeste qui n'en possède pas plusieurs. Le *Northern Life* montre un peu plus de réserve, en recueillant les témoignages de résidents de longue date, dont Albert Fabre :

*The silos [...] were his favourite hideaway when he was a little boy. "To destroy the mill would destroy the spirit of this community", he points out. As Flour Mill youngsters were pretty sports-minded and wanted to grow up to be like Bert Plouffe, the local baseball hero [...]. The inside of the silos were places of "privacy and fantasy" says Albert*<sup>197</sup>.

Chez les résidents, tant anciens qu'actuels, les silos rappellent un passé commun, des amitiés et une communauté de familles ouvrières canadiennes-françaises. «*I'm from the Flour Mill*», a good many Sudburians

194. «Flour Mill silos "joke" on taxpayers», *The Sudbury Star*, 14 décembre 1973, p. 4.

195. «Flour Mill silos now historic joke», *The Sudbury Star*, 27 septembre 1974, p. 4.

196. «New hope for the old flour mill silos», *Northern Life*, 22 mai 1974, p. A-3; Ricardo de la Riva, «Des silos deux fois historiques», *Le Voyageur*, 11 octobre 1989, p. 4.

197. Willy J. Klein, «The Flour Mill», *Northern Life*, 10 septembre 1975, p. A-5.



**Figure 3.13** – Maison patrimoniale (1903) relocalisée pour devenir le Musée du Moulin-à Fleur, rue Wilma (décembre 1987).

Source : APJLL.

*announce with a belligerent pride [...]; you might hear it said with a French accent and you may not*<sup>198</sup>», résume le journaliste Willy J. Klein.

Cette « fierté belligérante » est celle qui pousse des Moulin-à-Fleurois à se mettre en valeur, en dépit de ce que des autorités en pense. C'est Aimé Lapalme qui part le bal en faisant don à la ville d'une maisonnette, construite en 1903, pour loger des employés des silos.

Puisqu'il s'agit de la dernière maison pionnière du type, le Comité d'action recommande à la ville d'en faire un musée pouvant contenir des reliques d'époque. À l'été 1974, la ville accepte d'embaucher six étudiants pour aménager un musée, qui sera ouvert les samedis et dimanches après-midi de juin à septembre<sup>199</sup>. Ce sont ces étudiants qui créent une exposition, qui comprend nombre d'objets dont une cardeuse, un poêle et un mors médical du XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'un vaisselier, un téléphone et

198. *Ibid.*

199. « Flour Mill museum official opening planned Saturday », *The Sudbury Star*, 4 octobre 1974, p. 3; Marc Labelle, « Le Musée du Moulin à Fleur de plus en plus fréquenté », *Le Voyageur*, 27 juillet 1977, p. 17; « Flour Mill Museum now open », *The Sudbury Star*, 20 juin 1981, p. 19; Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 76-77.

une radio du début du xx<sup>e</sup>. D'autres objets d'époque sont reçus en don, dont une horloge de l'école Nolin, un casque de mineur, une carabine et l'un des premiers luminaires de rue électriques. On y ajoutera quelques années plus tard un rail de l'ancien tramway, ainsi que des affiches routières désaffectées. Des bénévoles du musée, dont Adrienne de la Riva, travaillent à la conservation des artefacts. Présidée par Aimé Lapalme, Ricardo de la Riva et le curé André Morin, l'inauguration du musée, le 5 octobre 1974, est témoinnée par une quarantaine de résidents. Le musée attire 400 visiteurs à l'été 1976, puis en attirera 600 à l'été 1980. La pertinence du site se révélera, même au *Sudbury Star*, qui écrira une décennie plus tard :

*The museum has a wealth of artefacts that provide a comprehensive look at the life of a devout, hardworking French-Canadian family [...]. Tour guide and hostess Ghislaine Dionne, is a storehouse of information on the history of the house, the Flour Mill area and the innumerable [...] relics on display [...]. Future plans for the museum include an authentic outdoor glaze oven for baking home made bread to be served every Friday with home made butter and baked beans<sup>200</sup>.*

*Le Voyageur* voit naître une « attraction touristique » qui permet, selon lui, de « recréer l'héritage du quartier francophone de Sudbury » et de mettre en valeur son « identité particulière ». Le Comité d'action continue de travailler à la réfection du site en obtenant, en 1975, une subvention de 4 000 \$ de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, une somme doublée par la ville qui offre des fonds de contrepartie à la restauration. Le site est désormais géré par le conseil d'administration du musée. Certains échevins réagissent toujours que la somme aurait pu être mieux dépensée si elle avait été affectée à la réfection d'égouts, d'aqueducs ou de routes. L'échevin Maurice Lamoureux conteste cette manière de penser qui associerait toute dépense patrimoniale – aussi minime soit-elle – à la frivolité, surtout puisque la subvention représente un « *one-shot* [...] *grant to preserve the heritage*<sup>201</sup> ». *Le Voyageur* voit l'investissement comme étant nécessaire pour préserver le quartier, « menacé » en 1976 par l'« élargissement de la rue Notre-Dame »,

200. « Flour Mill Museum displays important pieces of history », *The Sudbury Star*, 27 août 1993, p. A6.

201. Maurice Lamoureux, cité dans « Flour Mill silo project granted \$4,000 from city », *The Sudbury Star*, 14 janvier 1976, p. 3.

la « construction d'un *strip* commercial », « l'exode [...] pour des quartiers plus neufs », ainsi que son remplacement par une « population de moins en moins francophone<sup>202</sup> ». Faute d'une démarche de rénovation urbaine ou d'embourgeoisement, l'embellissement esthétique du quartier devient la seule manière pour les résidents de se prendre en main. Les autres projets d'embellissement demeurent très modestes : un abribus près de l'église Saint-Jean-de-Brébeuf<sup>203</sup>, une réplique miniature des silos et une fontaine aux angles des rues Kathleen et Notre-Dame figurent parmi les exemples. Même si le Comité d'action du Moulin-à-Fleur a de l'élan, il essuie des échecs. Sa pétition pour obtenir de nouvelles structures de jeux aux angles des rues Peter et Leslie recueille 200 signatures, mais la présidente du comité des loisirs, Mary Conroy, juge la requête inadmissible parce que le budget annuel 1973-1974 a déjà été affecté et elle ne se retient pas de qualifier les installations du quartier comme un désastre. « *I wouldn't drive a bicycle on it because there is so much glass*<sup>204</sup> », fait remarquer Steve Kelly en parlant du sentier de cyclistes qui traverse le parc Percy. Le retard dans l'aménagement de meilleures installations récréatives est insupportable selon Ricardo de la Riva, qui lève le ton quand il en est question. Le style combatif de l'échevin ne fait pas l'unanimité<sup>205</sup>, mais ses opposants aux élections ne feraient peut-être pas mieux. À trois reprises, l'homme d'affaires Bernard Gagnon tente de défaire de la Riva, mais en parlant d'interdire la venue de groupes de musique rock qui font la promotion du cannabis, il ne se montre pas sensible aux grands enjeux.

Les résidents réussiront au moins partiellement leur pari lorsqu'à l'automne 1976, la ville affecte un budget de 1,8 million de dollars<sup>206</sup>,

---

202. « La rénovation préservera l'héritage du Moulin-à-Fleur », *Le Voyageur*, 21 janvier 1976, p. 3.

203. « Un abri d'autobus dans le Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 20 juin 1973, p. 3.

204. Steve Kelly, cité dans « Flour Mill playground of 200 rejected », *The Sudbury Star*, 13 juillet 1973, p. 3.

205. Michael Atkins, « We need some changes », *Northern Life*, 1<sup>er</sup> décembre 1976, p. A-4.

206. « Programme d'amélioration du voisinage dans le Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 13 février 1974, p. 3 ; « Rénovation des rues au Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 4 août 1976, p. 3 ; Robert Mageau, « Des citoyens du Moulin-à-fleur ont gain de cause », *Le Voyageur*, 14 avril 1976, p. 1 ; « Old Flour Mill silos are spruced up by eager Young Canada Works crew », *Northern Life*, 3 août 1977, p. 2 ; Marc Labelle, « Les récents embellissements du Moulin à Fleur ; un budget de

partagé avec les gouvernements fédéral et provincial, pour la construction de trottoirs, la réparation d'égouts, puis l'élargissement et l'asphaltage des rues King, St. George, Dell, St. Charles, Clinton et Percy. L'été suivant, sept étudiants sont embauchés pour retirer la boue du sous-sol des silos, nettoyer le site et y planter des arbres. À l'été 1979, la ville ferme une partie de la rue St-Charles, entre les rues Percy et Whissel, et récupère les terrains du côté boisé de la rue pour doubler la taille du parc Percy, adjacent à l'école L'Assomption. Le geste est largement applaudi, même si la ville oblige toujours les résidents à plaider leur cause exclusivement en anglais lors de ses audiences.

Les autorités ne peuvent peut-être pas en faire plus à cause de l'inflation et du ralentissement économique. Avec le désarmement des puissances mondiales, les sociétés minières ralentissent leur volume d'extraction. En 1978-1979, une grève de neuf mois incite l'INCO à accélérer l'informatisation et la mécanisation de ses procédures. La mine augmente aussi sa production dans le second et tiers monde, où les restrictions sur les émissions de soufre sont moins sévères et la main-d'œuvre est moins chère. À Sudbury, le nombre de travailleurs du secteur minier diminue de 53 % en 13 ans, passant de 22 130 en 1975 à 10 397 en 1988 ; leur poids parmi la population active recule de 25 % à 11 %<sup>207</sup>. Contrairement à la Dépression, pendant laquelle Sudbury avait connu une croissance, le ralentissement économique des années 1980 est plus aigu à Sudbury qu'ailleurs. En moyenne, 4 500 nouvelles personnes s'installent dans la ville, mais 6 000 la quittent. Des 97 604 habitants en 1976, il n'en reste plus que 88 715 en 1986. L'ambiance morose qui s'installe est au moins partiellement atténuée par le fait que 90 % des mineurs retraités restent à Sudbury, que les établissements postsecondaires forment plus de professionnels qui y élisent domicile, puis que l'installation de bureaux de Bell Canada (1979) et de Revenu Canada (1982) facilite la transition de la ville vers une économie de services.

Dans le Moulin-à-Fleur, c'est au tour des gens d'affaires de s'attaquer à la vulnérabilité de leur secteur. Le 3 mai 1982, une vingtaine d'entre

---

\$1,600,000», *Le Voyageur*, 7 septembre 1977, p. 3 ; City of Sudbury, « Notice of City of Sudbury Street Closing By-Law 79-140 », *Northern Life*, 29 août 1979, section Marketplace, p. 2.

207. Michaud, *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, p. 9 ; Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City*, p. 166, 174, 213-215, 222.

eux se réunissent pour entendre Ricardo de la Riva parler de la difficulté des « vieux quartiers des villes industrielles [...] à demeurer prospères<sup>208</sup> ». C'est la commerçante Rolande Eaton, propriétaire d'un magasin de quartier, qui lance l'idée d'établir un conseil « pour améliorer les conditions commerciales du Moulin à Fleur selon des bases identiques à celles du groupe Metro Centre<sup>209</sup> ». La ville reconnaît un premier conseil, formé par le curé Morin, Guy Lagacé (propriétaire du dépanneur Lagacé), Rolande Eaton, René Valiquette (comptable à la caisse populaire), Adriano Simonato (gérant de l'épicerie Valdi) et le docteur de la Riva. Le conseil portera le nom de Flour Mill Business Improvement Area (FMBIA)/Zone d'amélioration du Moulin à Fleur (ZAMF). Selon la journaliste Michèle Grondin, le groupe s'entend sur « l'utilisation du caractère français comme identité commerciale et [...] l'embellissement du quartier<sup>210</sup> ». Pourtant, le conseiller veut plutôt « *to try to bring changes, solve problems—such as traffic problems—unite the people, promote business in our district, participate in the planning process of our area and finally, try to gain benefits*<sup>211</sup> ».

La ZAMF s'entend sur des objectifs « modestes », à réaliser à partir d'un budget annuel de 5 000 \$, mais son existence ne fait pas l'unanimité. Armand Proulx, propriétaire d'un garage, ne souhaite pas payer une taxe exclusive, formalisée par un règlement municipal et imposée aux 65 commerces du quartier. « *We are having a hard enough time already*<sup>212</sup> », lance Proulx au *Star*. Pour sa part, le quincaillier Bill Groom craint que l'initiative « *will not be of great benefit to individual businesses*<sup>213</sup> ». Seuls six commerçants signent la pétition, alors que le seuil nécessaire pour bloquer la

---

208. Ricardo de la Riva, 3 mai 1982, cité dans Michèle Grondin, « Formation du Comité du Moulin à Fleur : un premier pas en avant », *Le Voyageur*, 5 mai 1982, p. 10.

209. Rolande Eaton, citée dans Grondin, « Formation du Comité du Moulin à Fleur. Un premier pas en avant », p. 10.

210. Grondin, « Formation du Comité du Moulin à Fleur. Un premier pas en avant », p. 10.

211. Ricardo de la Riva, cité dans Marcel Lamarche, « Flour Mill improvement area cost questioned by businessmen », *The Sudbury Star*, 3 juillet 1982, p. 3.

212. Armand Proulx, cité dans Lamarche, « Flour Mill improvement area cost questioned by businessmen », p. 3.

213. Bill Groom, dans Lamarche, « Flour Mill improvement area cost questioned by businessmen », p. 3.

mesure est une opposition de 30 % – ou d'une vingtaine de commerces dans ce cas-ci. Certains sont plus nuancés, dont l'agent immobilier Leo La Sorsa, qui serait heureux si la ZAMF pouvait augmenter son chiffre d'affaires. L'opposition provient surtout de commerçants non francophones. Quant aux francophones, ils sentent la nécessité d'un tel organisme. L'agent immobilier Armand Guimond appuie la mesure, ne serait-ce que pour augmenter la pression sur les propriétaires qui négligent leurs immeubles. Gaétan Blais, gérant de l'hôtel Park, se dit aussi en faveur de la ZAMF, pour mieux faire entendre les préoccupations des commerçants du quartier, même s'il ne veut pas payer plus que les 20 \$ demandés.

Alors que la ville prépare les festivités pour souligner son centenaire en 1983, elle demande au comité responsable des terrains de lui recommander des rues et des lieux qui mériteraient une désignation patrimoniale. Selon le *Star*, le Moulin-à-Fleur, « *still predominantly French-Canadian* », mériterait de changer de nom :

*It comes simply from a business enterprise in the early part of this century, which was a resounding failure. The old silos remain as a landmark (and something of a local joke) [...]. Surely a better name could be found. One suggestion might be to rename the Flour Mill neighbourhood in line with its parish church and call it the Brebeuf*<sup>214</sup>.

La ZAMF recommande de prioriser l'amélioration du secteur à l'intérieur des rues Pembroke, Kehoe et Murray, au sud de la voie ferrée<sup>215</sup>. Pour augmenter le chiffre d'affaires des commerçants, le groupe demande l'élimination de la médiane sur la Notre-Dame et l'augmentation des places de stationnement. Est-ce un aveu que les commerces ne peuvent plus dépendre de clientèle piétonne du quartier? En tous les cas, elle ne peut plus se fier à l'appui systématique des Franco-Sudburois. L'échevin Diane Marleau, qui représente le Nouveau-Sudbury, qualifie de « folie » l'amélioration du parc des silos comme projet du centenaire. Celle qui habite un ménage au bord du lac Ramsey présume que les gens ne font que traverser le quartier en voiture en suggérant que seuls les résidents du Moulin-à-Fleur en bénéficieraient. En 1983, les positions se sont inversées, puisque c'est le *Sudbury Star* qui prend la défense du quartier :

214. « "Flour Mill" name lacks real heritage », *The Sudbury Star*, 19 mai 1982, p. 4.

215. Claire Pilon, « Les commerçants s'organisent », *Le Voyageur*, 9 juin 1982, p. 8B.

*It is readily apparent that the old Fournier Ward is in sad need of beautification projects and therefore this effort to spruce up Notre Dame Avenue at a particularly bleak location does have some merit [...]. In the case of the Centennial Park, Sudbury gains support from the federal Neighbourhood Improvement Program. Thus a project worth about \$138,000 is to be accomplished for a city outlay of “only” \$26,000 [...]. The Flour Mill area has been neglected over the years as money was poured into necessary work in other neighbourhoods. It should not be left to future “better times” to make at least a start<sup>216</sup>.*

Le 12 septembre 1983, une fontaine de 104 000 \$ est dévoilée devant les silos. « *I can't believe this Council* », fulminera Diane Marleau. « *Why a fountain and why there<sup>217</sup>?* »

Également dans le cadre du « centenaire de Sudbury en français<sup>218</sup> », Claire Pilon reçoit des dons de divers organismes pour écrire un premier historique du quartier. Dans ses pages, la chroniqueuse affirme avoir eu « le privilège d'habiter dans un bon quartier<sup>219</sup> », malgré les « grandes épreuves » et « la pauvreté » que la majorité a subie. L'ouvrage est dévoilé au grand public à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste. Tenues du 12 au 18 juin 1983, les festivités, élargies pour souligner le centenaire, incluent des activités scolaires, une procession de flambeaux et une soirée de variétés. Les résidents en profitent aussi pour relancer le Comité d'action du Moulin à Fleur (CAMF), car les résidents demeurent préoccupés par « les dangers entourant le ruisseau », « la fermeture de certaines ruelles », ainsi que le manque d'« affiches d'arrêt au coin des rues », « les trottoirs disponibles pour [...] les chaises roulantes, les bicyclettes ou les carrosses de bébé<sup>220</sup> ». Autre nouveauté, la seconde incarnation du CAMF sera dirigée par une majorité de femmes – cinq membres sur huit<sup>221</sup>.

Pour ce qui est de la Zone d'amélioration du Moulin-à-Fleur, elle réagit à la proposition du conseil municipal, dans le cadre du centenaire de

216. « Flour Mill “folly” backed by grants », *The Sudbury Star*, 27 mai 1983, p. 4.

217. Diane Marleau, citée dans « Flour Mill Fountain », *The Sudbury Star*, 13 septembre 1983, p. 3.

218. « On fête au Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 22 juin 1983, p. B12.

219. Pilon, *Le Moulin à Fleur*, p. 115.

220. Claire Pilon, « Un comité d'action au Moulin à fleur », *Le Voyageur*, 27 juillet 1983, p. B5.

221. « Flour Mill cleanup on », *The Sudbury Star*, 25 juillet 1983, p. 3.

Sudbury, de désigner des « centres ethniques<sup>222</sup> ». En mobilisant une partie des 10 000 \$ qu'elle reçoit annuellement de la municipalité en fonds de contrepartie aux contributions des commerces, la ZAMF commande une étude sur la désignation du Moulin-à-Fleur comme le « *French Town* » ou le « *French Quarter* » de la ville. Publiée en février 1985, l'étude de faisabilité souligne la difficulté de rendre le quartier attrayant alors que l'avenue Notre-Dame, qui compte de six à huit voies avec une médiane, est conçue comme une artère pour traverser la ville de 60 à 80 kilomètres à l'heure. Les commerçants sondés conçoivent le « *French Town Concept* » comme une « *separate area within the City possessing a uniquely French flavour*<sup>223</sup> ». S'il y a consensus sur l'idée, les moyens pour la réaliser ne sont pas nécessairement au rendez-vous : la recommandation la plus populaire, citée par la moitié des répondants, est celle de faire enlever la médiane sur la Notre-Dame, suivie par celles de planter des arbres, d'enterrer des câbles hydroélectriques, d'installer des clôtures en piquets blancs, d'agrandir les parcs, de reverdir le ruisseau Junction et de faire construire une installation multi-usage. L'étude ne définit jamais « l'esprit français » que la ZAMF revendique, mais certaines suggestions soulignent le caractère unique du quartier : la prolongation des heures d'ouverture des commerces, l'illumination de la flèche de l'église, ainsi qu'une signalisation municipale pouvant rendre le « quartier français » visible dans l'affichage. L'étude ne précise pas s'il s'agirait d'affiches franco-dominantes ou d'un logo « *French Town* » apposé çà et là. En somme, on voudrait « *a viable business district and hub of Francophone cultural activity within the City and Regional Municipality [...] where residents and tourists can interact commercially and culturally with Sudbury's Francophone community*<sup>224</sup> ». Les coûts de mise en œuvre s'élèveraient entre 400 000 \$ et 1,3 million de dollars (de 1 à 3,3 millions de dollars de 2024).

222. Ville de Sudbury, *A Feasibility Study for the Promotion of a French Town Concept within the Flour Mill Business Improvement Area*, 8 février 1985, p. 2-3.

223. *Ibid.*, p. 4.

224. *Ibid.*, p. 5.

## Échouer

Le French Town Concept se veut un modèle alternatif de renouveau urbain, mais sera-t-il ancré dans la coopération avec les résidents et la mise en valeur de leur singularité? Ses concepteurs ne croient pas que le moment est opportun. « *Sources of public funding are limited at this time*<sup>225</sup> », avancent-ils avec regret. D'ailleurs, la province vient de consacrer 15 millions de dollars à la construction du centre Science Nord, ouvert sur le lac Ramsey à l'automne 1984, et de s'engager à lui verser une subvention annuelle récurrente de 4 millions de dollars pour en faire une « génératrice de tourisme<sup>226</sup> ». On ne peut pas dire non plus que le leadership politique est exemplaire lorsque le député fédéral, Doug Firth, tente de faire financer une étude de marché pour un « *Flour Mill Mall*<sup>227</sup> ». L'agent du ministère des Affaires municipales et du Logement, Steve Cheetham, se demande comment un énième centre commercial concrétiserait le French Town Concept et essaie de ramener les gens sur le droit chemin : « *The French Town concept would be a \$1.3 million face-lift to the Flour Mill and would incorporate the French culture of the area in businesses by providing cheese shops, French restaurants and a farmer's market*<sup>228</sup>. » Le président de la ZAMF, Ron Goswell, change son fusil d'épaule et essaie de tisser un lien entre Science Nord, l'attraction des touristes et leur rétention : « *Flour Mill is the French culture's focal point, not only in Sudbury, but in Ontario. It's the perfect place to develop the culture. I don't believe Science North itself will draw people from New York City*<sup>229</sup>. »

Une quinzaine de commerçants anglophones brandissent l'épouvantail des expropriations pour s'opposer à l'initiative de créer un point d'ancrage autour de la propriété de Jacques St. Amand, qui a déjà dépensé 2 000 \$ pour donner une allure française à son commerce.

225. *Ibid.*, p. 11.

226. Daniel Marchildon, *Sudbury: toute une histoire!*, Sudbury, Centre Fora, 1991, p. 74.

227. Joe Schneider, « Flour Mill mall idea studied », *The Sudbury Star*, 1<sup>er</sup> mars 1985, p. 1.

228. « The French Town... », *The Sudbury Star*, 1<sup>er</sup> mars 1985, p. 3.

229. Ron Goswell, cité dans Joe Schneider, « Flour Mill plan back on track following parley over anchor », *The Sudbury Star*, 8 mars 1985, p. 3.

Le manque de substance entourant le concept de quartier français, l'indisponibilité de fonds provinciaux et fédéraux pour le renouveau urbain, la mise de l'avant d'un centre commercial comme première initiative et la prise de parole par une minorité bruyante contribuent tous à faire échouer le French Town Concept. Le Moulin-à-Fleur n'est pas seul à connaître l'échec de son projet de revitalisation. C'est aussi le cas de Vanier, où malgré la volonté de le rénover ou de le désigner comme « quartier français » d'Ottawa, le projet n'aboutit pas. De « gros joueurs<sup>230</sup> » comme le conseil scolaire de langue française et le journal *Le Droit* n'acceptent pas l'invitation de s'installer le long du chemin Montréal, puis des éditorialistes, installés dans d'autres secteurs de la Ville, opinent que les francophones devraient se sentir chez eux partout – puisque le français est une langue officielle – et que la convergence des francophones vers un quartier aurait pour effet de les ghettoïser – à une époque où la population francophone habite surtout les banlieues.

Les quartiers populaires doivent donc s'en tenir à leurs maigres moyens pour se mettre en valeur. Les organisateurs de la Fête du Moulin à Fleur, les 28 et 29 juin 1985, présentent une pièce mettant en scène le coureur des bois Étienne Brûlé et dévoilent une plaque honorant les pionniers du quartier. En juillet 1988, les résidents du quartier et des anciens mettent sur pied le Festival du bleuets de Sudbury, décliné sur deux semaines pour mettre en valeur la baie sauvage qui pousse dans les rochers. Au musée du Moulin-à-Fleur, on tient des concerts, ainsi qu'un déjeuner de crêpes aux bleuets, même si la vingtaine d'activités sont proposées dans une variété de secteurs<sup>231</sup>. Jeannine Larcher-Lalande présidera le festival et produira un livre de recettes, qui l'inspirera à entreprendre la documentation de l'histoire des familles du Moulin-à-Fleur. Sa collection d'archives permettra la création d'une marche historique du quartier, dans le cadre du festival annuel.

Pour sa part, la ville de Sudbury, en collaboration avec le ministère de la Culture et de la Récréation, déménage le musée du Moulin-à-Fleur

---

230. Marie-Élizabeth Brunet, « Vanier, Orléans: des prétendantes imparfaites », *Liaison*, vol. 72 (1993), p. 24.

231. « Fête du Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 26 juin 1985, p. 15; Claire Pilon, « Flour Mill boasts many historical sites », *The Sudbury Star*, 26 juillet 1996, p. B6; Scott Hunter Haddow, « Time ripe for great Blueberry Festival », *Northern Life*, 4 juillet 2003, p. 4.



**Figure 3.14** – Jeannine Larcher-Lalande lors du Festival du bleuets, 2018.  
Source: *Le Voyageur*.

vers un terrain sur la rue St-Charles, derrière le dépanneur Lagacé<sup>232</sup>. Le nouveau site sera plus grand, plus visible des passants sur l'avenue Notre-Dame et doté de 23 places de stationnement. S'élevant à 40 000 \$ (93 000 \$ de 2024), le déménagement est financé surtout par des subventions provinciales. Le 16 février 1990, Ricardo de la Riva et cinq résidents témoignent lors d'une audience du ministère des Affaires civiques et culturelles pour faire reconnaître les silos comme un monument du passé agricole et francophone de la ville. Malgré le témoignage d'un résident, qui les a comparés à un « mur de Berlin<sup>233</sup> », les silos obtiendront une désignation quelques mois plus tard.

Lorsque le ministère des Affaires municipales crée, en juin 1990, le PRIDE (Program for Renewal, Improvement, Development and Economic Revitalization) pour développer des plans d'amélioration de quartiers délabrés, les Moulin-à-Fleurois saisissent l'occasion pour mettre à jour le French Town Concept<sup>234</sup>. La ZAMF propose d'embellir les silos et d'y installer des murailles représentant les années pionnières du quartier. Lors de consultations pour établir les priorités, les résidents présents identifient d'autres priorités d'amélioration : les égouts, les aqueducs, l'éclairage des rues, les trottoirs, l'asphalte, les infrastructures récréatives, les barrages, la densification urbaine et les logements locatifs. On parle assez peu du caractère francophone, même si Ricardo de la Riva ramène la question à l'avant plan. « *Businesses should not be shy* », partage-t-il avec Claire Pilon, « *to have signs in French in order to help preserve the French character of the Flour Mill*<sup>235</sup>. » Dans sa demande, la Municipalité régionale de Sudbury cible l'amélioration du secteur des affaires, situé entre les rues Laforest et Clinton, mais elle ne parle pas d'affichage bilingue ou franco-dominant, s'en tenant, plutôt, au passé ethnique du quartier : « *The area delineated as the Flour Mill historically contained a significant*

232. Harold D. Carmichael, « Flour Mill Museum moved to new site », *The Sudbury Star*, 15 décembre 1987, p. 3 ; « Greater Sudbury heritage buildings », *Northern Life*, 9 novembre 2007, p. 3.

233. Richard Jolicoeur, cité dans « Flour Mill silos must stay, preservation board told », *The Sudbury Star*, 17 février 1990, p. 32.

234. Flour Mill BIA et Regional Planning and Development Department, *Flour Mill Community Improvement Plan*, Sudbury, Ville de Sudbury, 1991, p. 5-8.

235. Ricardo de la Riva, cité dans Claire Pilon, « Flour Mill upgrading under way », *The Sudbury Star*, 2 janvier 1991, p. B2.

*portion of Sudbury's Francophone community. Today a significant number of the homes and businesses within this district retain this ancestry, language and culture*<sup>236</sup>. »

Publiée à l'automne 1991, l'étude dépeint un portrait morose. Le recensement de 1986 souligne que le revenu moyen par ménage est de 18 830 \$ (44 000 \$ de 2024), soit 40 % plus faible que la moyenne sudburoise. La pauvreté et la criminalité ont poussé le Service de police du Grand Sudbury à ouvrir un poste sur le promenade Ryan Heights. Originaire du quartier, le policier Albert Lapalme a pour mandat de « faire la liaison entre les membres de la communauté et le service de police<sup>237</sup> ». La province identifie aussi le secteur comme un endroit où les jeunes sont à risque de délinquance. En 1991, le programme bilingue Partir d'un bon pas pour un avenir meilleur (Better Beginnings) est inauguré dans l'ancienne école St. Gabriel, où il propose des programmes gratuits aux enfants du Moulin-à-Fleur et du Donovan. Le Centre des amis (la composante francophone du programme) offre une variété d'activités pour les enfants de quatre à huit ans tous les jours de 10 h à 14 h 30. Selon l'une des responsables, Carole Rancourt : « À leur arrivée, les enfants reçoivent une collation nutritive et peuvent jouer dehors, faire leurs devoirs, jouer à l'ordinateur, se rendre à la salle de jeu ou faire de l'artisanat. Les parents [...] apprécient beaucoup le programme et le travail que nous accomplissons avec les enfants<sup>238</sup>. »

Ce travail comprend, entre autres, un programme de lecture avec la bibliothèque publique, ainsi qu'un accès à des films en français. En février, le programme organise un carnaval avec un festin auxquels sont invités les parents, les gardiennes et les grands-parents<sup>239</sup>. Dans une certaine mesure, l'État prend la relève d'activités autrefois organisées par la paroisse. « *Better Beginnings taught me about responsibility, structure,*

---

236. Flour Mill BIA et Regional Planning and Development Department, *Flour Mill Community Improvement Plan*, p. 2.

237. Albert Lapalme, cité dans Claire Pilon, « Une nouvelle carrière », *Le Voyageur*, 2 septembre 2015, p. 6.

238. Carole Rancourt, citée dans Claire Pilon, « Programme après les classes pour les petits », *Le Voyageur*, 6 décembre 2006, p. 24.

239. Claire Pilon, « Flour Mill feast draws a crowd », *The Sudbury Star*, 8 février 1993, p. A3.

*staying on track and being able to do more with my life*<sup>240</sup> », se souviendra l'une des bienfaitrices du programme, Dianne Morelli. Ce témoignage concorde avec une étude de l'impact du programme sur les enfants défavorisés qui en bénéficient : il diminuerait l'inactivité physique (14 %), la criminalité (38 %) et les appels aux services sociaux et éducatifs (46 %). Pour chaque dollar dépensé, conclut l'étude, les coffres publics épargnent deux dollars en dépenses sociales<sup>241</sup>.

De 1973 à 1988, le Moulin-à-Fleur a perdu 30 % de sa population, qui passe de 11 024 à 8 470 résidents<sup>242</sup>. Par conséquent, les écoles Sainte-Marie (1980) et Nolin (1981) ferment leurs portes. L'ouverture d'une première école publique de langue française, Jeanne-Sauvé, contribue à la fermeture de l'école L'Assomption en 1990. Si les trois quarts des résidents parlaient le français à la maison en 1971, ils ne sont plus que 56 % à le faire en 1986. L'exode et les transferts culturels contribuent à la dégradation du quartier : de 1984 à 1989, huit commerces ont ouvert leurs portes, mais une trentaine ont fermé boutique. Selon les auteurs de l'*Improvement Plan*,

*[t]he drastic decline in population and the much lower average household income has had a negative impact on the business community of the Flour Mill [...]. Lack of business growth and stability in the area is manifested in the number of new businesses and the rate of business turnover [...]. Many of the commercial buildings [...] are in need of major interior and exterior renovations. In addition, landscaping is almost non-existent in the parking lots of major commercial malls and in the public right-of-ways [...]. This physical decline is also evident in some of the residential buildings in the area*<sup>243</sup>.

Est-ce possible de renverser la vapeur? Les auteurs du rapport recommandent de miser sur ses trois forces : « *its strategic location along Notre Dame Avenue, an active BIA [Business Improvement Area] Board of*

240. Dianne Morelli, citée dans Heidi Ulrichsen, « Program provides “better beginnings” for children », *Northern Life*, 3 juin 2010, p. 5.

241. « Better Beginnings helps kids succeed », *Northern Life*, 3 juin 2010, p. 6.

242. Flour Mill BIA et Regional Planning and Development Department, *Flour Mill Community Improvement Plan*, p. 11 ; Levac, *Le Moulin à Fleur : un quartier homogène*, p. 19.

243. Flour Mill BIA et Regional Planning and Development Department, *Flour Mill Community Improvement Plan*, p. 10.

*Management and its francophone character*<sup>244</sup> ». Dans ses recommandations, l'*Improvement Plan* est plus explicite que l'étude de 1985 sur la préservation du patrimoine architectural particulier (le musée, les silos et la paroisse), ainsi que le développement d'un réseau de boutiques et de restaurants sur la rue King. Pour inspirer une « confiance » chez les investisseurs, le BIA envisage le retapage des façades de commerces existants et l'élaboration d'une image de marque pour le French Town Concept, « manifested in street furniture and fixtures, [as well as] building facade<sup>245</sup> ». L'étude de 1991 réitère certaines recommandations de l'étude de 1985, soit l'aménagement paysager des coins de rue, l'installation de lampadaires décoratifs, de bancs et d'abribus, l'embellissement de la signalisation et l'aménagement de nouvelles places de stationnement. Le Plan s'inscrit dans une logique de prolonger la durée de séjour des touristes et souhaite créer « a French Quarter to augment the Metro Downtown Development<sup>246</sup> ». Nulle part ne parle-t-on de renforcer une démographie francophone fragilisée ou de services en français au-delà d'un logo et de l'affichage. La provenance de la clientèle n'est jamais précisée, mais on peut lire entre les lignes qu'on mise plus sur des touristes de l'Ontario et des États-Unis que ceux du Québec ou de la France. Les auteurs sont pessimistes sur la plausibilité de lancer un tel chantier pendant une récession. Le PRIDE refusera d'accorder les 60 000 \$ requis pour une étude de mise en œuvre, le programme jugeant les ambitions trop modestes et soulignant que la municipalité a déjà obtenu des fonds pour revitaliser un autre quartier<sup>247</sup>. La ZAMF essaie de nouveau en 1992 et obtient du PRIDE la moitié du financement d'un projet de 212 000 \$ pour planter des érables de 15 pieds et installer un nouveau trottoir en pavé autobloquant sur l'avenue Notre-Dame<sup>248</sup>. Les érables sont-ils choisis comme symbole des Canadiens français? Pour Ricardo de la Riva, les silos revêtent un nouveau sens : le combat des francophones pour la dignité.

Les défis du Moulin-à-Fleur sont au moins partiellement conjoncturels : l'économie morose du début des années 1990 et la stagnation

---

244. *Ibid.*, p. 11.

245. *Ibid.*

246. *Ibid.*, p. 14.

247. *Ibid.*, p. 19, 27.

248. David Brazeau, « Flour Mill receives a facelift », *The Sudbury Star*, 2 novembre 1992, p. A3.

démographique ne fournissent pas des conditions propices à inspirer la créativité. Dans le réseau institutionnel franco-sudburois, on vit des défis semblables. Le père Albert Regimbal avait commis une erreur stratégique en faisant l'acquisition d'un hôpital trop spacieux et trop vieux, pour loger les organismes franco-sudburois. Pour financer les travaux, le Centre des Jeunes doit vendre la salle Sainte-Anne, la seule salle de spectacles et galerie de langue française de la région en 1981 et la colonie de l'Île-aux-Chênes en 1985<sup>249</sup>. Plusieurs organismes en arrachant, l'ACFO du grand Sudbury (ACFOGS) parvient à améliorer les services provinciaux en français, mais elle se montre prudente dans ses revendications et ne se mêle pas à la mise en valeur du Moulin-à-Fleur<sup>250</sup>.

On comprendrait les Moulin-à-Fleurois d'être découragés. S'ils traversent des moments difficiles, ils se montrent aussi résilients lorsque les occasions se présentent. Le La revalorisation de l'ancien Collège du Sacré-Cœur vient à l'esprit comme exemple. La Commission des écoles séparées en est propriétaire depuis 1968 et l'établissement a servi comme premier site du Collège d'arts appliqués et de technologie Cambrian, fondé par la province la même année. Pendant les années de construction du campus sur le chemin Barrydowne, et ce jusqu'en 1977, le collège Cambrian offre des cours dans l'ancien collège jésuite pour un loyer d'environ 10 000 \$ par année<sup>251</sup>. De 1978 à 1983, l'expérience du collège catholique sans les Jésuites a permis aux locaux d'être occupés pendant cinq ans de plus, mais à partir de cette date, les paris sont ouverts sur ce que le conseil des écoles séparées en fera. Les surintendants et les conseillers scolaires de langue française sont souvent des anciens du Collège du Sacré-Cœur. Ces hommes conservent le site « avec l'intention d'en faire quelque chose, de s'en servir comme école<sup>252</sup> », d'après Régent Dupuis, directeur de la gestion des bâtiments. Or, le moment n'est pas opportun. « L'école était quand

249. Figure 2, dans Gaudreau (dir.), *Du Centre des Jeunes au Carrefour francophone 1951-1990*, p. 91 ; Lacourcière, *L'Île-aux-Chênes: colonie de vacances franco-ontarienne, 1945-1981*, p. 45-47 et annexes III et IV.

250. Michel Bock, « L'ACFO du Grand Sudbury Inc. », dans Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc: de l'ACFEO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*, p. 189-190.

251. R. Valiquette, « Réunion des anciens du collège du Sacré-Cœur », *Le Voyageur*, 28 juin 1974, p. 1.

252. Entretien avec Régent Dupuis, 1<sup>er</sup> janvier 2022 (00:02:00).

même en besoin de réparations. Les gens croyaient que la tour était un danger aux occupants [...]. Il y avait toujours eu l'intention de rouvrir, mais c'était une question de financement<sup>253</sup>. »

Pendant un bref moment, en 1989, le conseil séparé se montre ouvert à la possibilité d'y ouvrir une école secondaire catholique de langue anglaise, mais la nouvelle est reçue comme une provocation par certains francophones. Ricardo de la Riva se permet d'écrire au conseil pour dire que ce geste « aurait comme effet l'érosion et la destruction du concept du quartier français », l'« un des seuls quartiers français dans notre communauté » qu'il faut « préserver », alors que la ville compte « bon nombre d'emplacements où on pourrait situer une école secondaire de langue anglaise<sup>254</sup> ». Le conseil reçoit alors un signal de ce qu'il ne devrait pas faire, sans plus.

En parallèle, un mouvement bat son plein pour rapatrier les programmes de langue française des collèges bilingues Algoma (Sault-Sainte-Marie), Cambrian, Canadore (North Bay) et Northern (Timmins), à l'intérieur d'un nouveau « Collège du Nord » de langue française. Le campus principal d'un tel collège serait vraisemblablement à Sudbury et un débat sur l'emplacement est déclenché, avant même que le gouvernement provincial n'ait approuvé le projet. À l'Université Laurentienne, les rédacteurs du journal étudiant *L'Original déchaîné*, Michel Bock et Julie de la Riva, qui ont passé une partie de leur enfance dans le Moulin-à-Fleur, expriment une préférence pour l'ancien hôpital Saint-Joseph où « plusieurs d'entre nous [...] sommes nés ». Bock et de la Riva ajoutent leurs voix à celle des gens d'affaires du Sudbury Metro Centre, qui expriment « leur appui à l'établissement d'un collège francophone au centre de la ville de Sudbury<sup>255</sup> ». On y voit un lieu idéal, puisque le Carrefour francophone (nouveau nom du Centre des Jeunes) pourrait partager avec l'éventuel collège des « services administratifs », puisqu'on y trouve à proximité le cœur institutionnel de la vie francophone de Sudbury.

En juillet 1993, la province annonce une enveloppe de 121 millions de dollars (227 millions de dollars de 2024) pour établir un réseau

---

253. *Ibid.*, (00:03:00), (00:22:00).

254. « Lettre de M. Ricardo de la Riva à M<sup>me</sup> Sabourin », *Le Voyageur*, 5 avril 1989, p. 24.

255. Michel Bock et Julie de la Riva, « Le Collège du Nord au centre-ville de Sudbury, ce serait idéal », *L'Original déchaîné*, 16 octobre 1991, p. 1.

collégial francophone dans le Nord, qui devrait ouvrir en septembre 1995<sup>256</sup>. Puisque les trois quarts des étudiants de langue française du Nord se trouvent au collège Cambrian et que le district de Sudbury compte plus de francophones (54 000) que les autres (44 000 dans Cochrane, 22 000 dans Nipissing), Sudbury est choisi comme site du campus principal. Le collège de langue française devrait attirer 2 450 étudiants; il sera moins peuplé que La Cité collégiale d'Ottawa, ouverte pour 3 500 étudiants en 1990, mais plus grand qu'un éventuel collège « sans murs » pour le Centre-Sud-Ouest, pour lequel on prévoit 400 étudiants. En juin 1994, une consultation populaire aboutit au nom Collège Boréal d'arts appliqués et de technologie pour « refléter la beauté physique du Nord » et « la culture franco-ontarienne [...] dans l'identité du collège<sup>257</sup> ».

Un débat entourant l'emplacement du campus principal au sein de la ville s'étale sur quelques années. En plus de la proposition du Carrefour francophone, le Canadien Pacifique propose un terrain qui a déjà abrité Laberge Lumber au Moulin-à-Fleur, puis l'entrepreneur Zulich offre un terrain à Minnow Lake situé entre les chemins Howey et Kingsway. Sans surprise, Ricardo de la Riva et Claire Pilon font la promotion de l'ancien Collège du Sacré-Cœur<sup>258</sup>. Le conseil scolaire séparé entretient des discussions « sérieuses » avec les fondateurs du collège, se souviendra Régent Dupuis, mais celles-ci n'aboutissent pas à une entente :

Ce n'était jamais une priorité du conseil que le Collège Boréal soit là. C'était une option considérée [...] pour maintenir l'établissement francophone [...]. Boréal serait bien situé au Centre-Ville, mais les gens de l'évaluation [...] croyaient qu'il leur fallait un plus gros terrain. Même si on avait développé le rocher, [selon les évaluateurs], on n'aurait pas suffisamment d'espace pour développer [un plein campus principal]<sup>259</sup>.

---

256. Dominique Millette, « Le Collège francophone du nord arrive en ville!! », *Le Voyageur*, 14 juillet 1993, p. 1 ; Dominique Millette, « Collège Boréal : l'arbre est dans ses branches... », *Le Voyageur*, 24 août 1994, p. 1.

257. Dominique Millette, « Le Collège Boréal dévoile ses couleurs », *Le Voyageur*, 29 juin 1994, p. 3.

258. André Girouard, « Le sort en est jeté : le Collège Boréal sera sur Lasalle », *Le Voyageur*, 10 août 1994, p. 2.

259. Entretien avec Régent Dupuis, 1<sup>er</sup> janvier 2022 (00:23:00).



**Figure 3.15** – Le Collège Boréal, 2020.

Source : Collection du Collège Boréal.

Les considérations du Collège Boréal sont à la fois financières et stratégiques. D'abord, les planificateurs ont un manque à gagner dans leur budget et préfèrent recevoir un site gratuitement au lieu de devoir en acheter un – ce qu'ils auraient eu besoin de faire pour acquérir l'ancien collège jésuite. Ensuite, la Vallée et le Nouveau-Sudbury comptent désormais plus de francophones que le Moulin-à-Fleur. Lorsque la ville de Sudbury offre un flanc de rocher et un marécage sur l'extension du boulevard Lasalle pour 1 \$, les fondateurs sont preneurs. Étant accessible par voiture à 5 minutes du Nouveau-Sudbury, à 11 minutes de Val-Caron et à 19 minutes de Chelmsford, le site pourra accueillir plus de voitures que l'ancien collège jésuite, qui aurait rajouté cinq minutes de route à tous ces groupes. Certes, les jeunes moulin-à-fleurois auraient pu accéder au collège à pied s'il avait élu domicile dans leur quartier, mais ceux-ci ne pèsent pas lourdement dans la balance. Lorsque la décision est annoncée le 3 août 1994, le jésuite André Girouard, qui a enseigné au Collège du Sacré-Cœur, juge que « le choix étonne ». Le site du boulevard Lasalle est peut-être un cadeau empoisonné, car même la ville de Sudbury, quelques mois plus tôt, décrivait le site comme « un mélange de pentes raboteuses et de plaines inondables » où il « serait très dispendieux » de construire des bâtiments. Sur une carte, il est adjacent au secteur Cambrian Heights, mais Girouard y voit tout sauf un lieu inspirant, puisque la vue du campus donnera sur des rochers dénudés, des lignes d'hydro et la mine Froid :

Je suis allé me promener sur le site [...]. Le terrain est sans horizon ; l'édifice qu'on y construira, quelque original qu'il soit, aura toujours l'air perdu dans un espace sans signification. Les seize membres du Conseil d'administration ont, nous a-t-on dit, approuvé à l'unanimité ce choix : je serais rassuré de savoir qu'ils ont tous visité le site choisi [...]. Celui de Sal-Dan Dev, qui offrait un site sur la montagne, situé entre Kingsway et Mountain, aurait dû faire l'unanimité. À ceux qui sont sensibles aux symboles, un collège francophone en plein centre-ville aurait signalé la part importante que jouent les Franco-Ontariens dans l'histoire et la vie de Sudbury ; les francophones retrouvaient ainsi une visibilité qu'ils n'ont pas eue depuis fort longtemps. Les étudiants, quant à eux, allaient trouver à portée de la main, des institutions où ils pourraient travailler à temps partiel, faire leurs emplettes, participer aux activités culturelles ou sportives, y trouver leurs résidences<sup>260</sup>.

Le journaliste jésuite exprime l'opinion d'une élite attachée au noyau historique des Canadiens français, mais une proportion significative de francophones sont plutôt d'avis que « le site est au carrefour du mouvement des populations francophones<sup>261</sup> ». Né au Moulin-à-Fleur, le maire de Valley East, Jean-Yves Robert se dit encouragé que le site pourra « encourager les gens à venir s'installer chez nous<sup>262</sup>. » Les banlieusards préfèrent « éviter les embouteillages<sup>263</sup> », selon Yvan Rancourt, professeur au collège Cambrian. Ironiquement, en attendant l'inauguration du campus permanent, c'est dans les locaux de l'ancien collège jésuite que le Collège Boréal offrira ses premiers cours<sup>264</sup>. À l'automne 1995, le club Alouette tient des soirées pour les collégiens, mais la diminution du nombre de membres le pousse à fermer ses portes l'année suivante<sup>265</sup> : « *The money in the community* », regrette Raymond Prévost, « *is not there like it once*

260. André Girouard, « Le Collège Boréal : l'aurore d'une nouvelle dimension », *Le Voyageur*, 10 août 1994, p. 4.

261. Réal Fortin, cité dans André Girouard, « Donnez-moi un terrain ! », *Le Voyageur*, 10 août 1994, p. 4.

262. Jean-Yves Robert, cité dans Girouard, « Donnez-moi un terrain ! », p. 4.

263. Yvan Rancourt, cité dans Girouard, « Donnez-moi un terrain ! », p. 4.

264. Serge Dupuis, « Le Collège Boréal, un agent d'avancement en Ontario français », *Le Chainon*, vol. 37, n° 1 (hiver 2019), p. 56-60 ; Entretien avec Régent Dupuis, 1<sup>er</sup> janvier 2022 (00:04:00).

265. Claire Pilon, « Club Alouette plans year's activities », *The Sudbury Star*, 10 avril 1995, p. A3.

was<sup>266</sup>. » Avec l'ouverture du campus principal du Collège Boréal en septembre 1997, le Moulin-à-Fleur perd les collégiens, mais aussi le Théâtre du Nouvel-Ontario, qui s'installe aussi dans le nouvel établissement du boulevard Lasalle. Certains étudiants choisiront de louer un logement au Moulin-à-Fleur, mais l'installation du Collège en périphérie de la zone urbaine n'a pas l'effet de revitalisation qu'un campus sur la rue Mountain, l'avenue Notre-Dame ou l'avenue Morin aurait pu avoir.



Dans le dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle, le Moulin-à-Fleur a freiné l'érosion de la qualité de vie et il s'est mis en valeur, mais il a aussi écouté à enclencher une rénovation urbaine. Les Moulin-à-Fleurois ont mis en valeur leur patrimoine, stimulé les affaires et embelli l'apparence physique du quartier, mais les investissements pour développer les routes vers les banlieues et construire un collège francophone en périphérie privent le quartier ouvrier d'investissements publics significatifs. Le quartier conserve, de justesse, sa majorité canadienne-française, mais le statut socioéconomique faible constitue le seul élément « homogène » toujours associé au quartier. Il faudra faire autrement pour revitaliser le Moulin-à-Fleur, mais comment et avec qui ?

---

266. Raymond Prévost, cité dans Denis St. Pierre, « Club Alouette closes its doors », *The Sudbury Star*, 30 mars 1996, p. A1.



## Chapitre 4

### Une revitalisation incertaine (1998-2024)

*Growing up in flour mill was amazing. Lots of friends, we played outside all the time. There was lots of schools and businesses [...]. 50 years later and I still have friends and neighbours living in the Flour Mill. It's a smaller community than before, but it's still here. With the meetings at the park and now virtual, it is keeping that bond in working together for a better outcome.*

– Répondante au sondage de 2020

Les Moulin-à-Fleurois ne sont pas passifs devant la dévitalisation de leur quartier. Certains résidents de longue date se retroussent les manches pour raffermir une mémoire locale, souligner les réalisations de ses résidents (anciens et nouveaux) et défendre des investissements publics et privés pour rendre le Moulin-à-Fleur un secteur plus agréable. Le quartier devra trouver, comme la communauté franco-sudburoise, des moyens pour se souvenir et oublier, résister et abandonner, puis s'ouvrir et se réinventer.

#### Se souvenir et oublier

La commémoration est une pratique qui prend de l'ampleur en Ontario français. Ce moyen de cultiver des liens avec le passé vise à renforcer un tissu socioculturel fragilisé par l'étiollement des pratiques religieuses et des liens familiaux. Paradoxalement, ce sont rarement les institutions en voie de disparition qui peuvent mobiliser des ressources pour souligner un anniversaire ; ce sont plutôt les institutions qui ne sont pas à veille de disparaître qui ont les moyens de le faire.

Menacé par la fermeture au tournant de la décennie 1970, le Collège Notre-Dame passe de la première à la seconde catégorie, en devenant entièrement financé par les fonds publics en 1985. La congrégation continue aussi de faire appel à ses ressources pour demeurer une école régionale offrant un service d'autobus gratuit aux élèves de la Vallée, du West Arm et de la Rivière-des-Français. Voulant cultiver une image distincte de celle de Macdonald-Cartier, reconnu pour sa contribution à la formation en arts, le CND mise sur le développement de son programme de sciences naturelles et la publicisation des « succès des élèves du Collège Notre-Dame aux expositions scientifiques<sup>1</sup> ». On promet aussi l'idée que le collège est « un lieu de formation totale de la personne<sup>2</sup> ». Par l'uniforme que portent les élèves en route et à l'école, les activités parascolaires ou les événements de bénévolat, le CND fait sa promotion comme une école dont les élèves sont incités « à continuer plus loin<sup>3</sup> », pour reprendre les mots du président de l'école, Marc Meunier, au *Voyageur*. Cela facilite l'obtention d'emplois pour les 1 100 élèves, mais aussi le recrutement chez les familles qui cherchent l'ambiance d'une école privée. Si le Collège se trouve « dans l'abondance<sup>4</sup> », selon S<sup>r</sup> Denise Cousineau, des ombres apparaissent au tableau : on entend moins de français dans les corridors de l'école et le nombre de religieuses parmi les enseignantes passe de 20 en 1984 à 6 en 1997<sup>5</sup>. De la soixantaine de candidates ayant fait un bout d'essai à la maison mère, une douzaine a pris l'habit. À l'aube de ses 50 ans, la directrice S<sup>r</sup> Rachelle Watier défend la pertinence du Collège dans le bulletin de sa congrégation : « Devant les foyers brisés, les problèmes émotifs nombreux, devant une indigence sinon une carence de valeurs chrétiennes solides, devant le quasi-analphabétisme de nos jeunes, nos nouveaux pauvres sont nos élèves et même nos parents. Nous sommes plus que jamais sur un terrain missionnaire<sup>6</sup>. »

1. Émile Guy, cité dans Patrick Breton, « Des faiblesses devenues des forces », *Le Voyageur*, 29 avril 1998, p. D3.

2. *Ibid.*, p. D4.

3. Marc Meunier, cité dans Patrick Breton, « Le Collège Notre-Dame, c'est une base pour l'avenir », *Le Voyageur*, 29 avril 1998, p. D1.

4. Denise Cousineau, 2011, citée dans Chantal Gauthier et France Lord, *La charité en action : l'histoire récente des Sœurs de la Charité d'Ottawa*, Montréal, Carte blanche, 2016, p. 173.

5. *Ibid.*, p. 97, 171.

6. Rachelle Watier, 1997, citée dans Gauthier et Lord, *La charité en action*, p. 172.

Si derrière les portes closes, des familles sont accusées de manquer à leurs devoirs envers leurs enfants, au grand jour, le cahier commémoratif publié dans *Le Voyageur* du 29 avril 1998 est rempli de félicitations et de bons sentiments de la part d'anciens, qui témoignent de leur attachement à l'institution, font l'éloge du talent pédagogique de S<sup>r</sup> Rachelle et lui souhaitent de belles réalisations à l'avenir. Lors d'un banquet organisé en son honneur par le club Rotary, la directrice partage sa vision avec 350 convives :

Une vision sans acte, c'est un rêve. Un acte sans vision équivaut à passer le temps. Il faut avoir une vision doublée d'action. C'est ce qui s'est produit en 1948, lors de la création du Collège. En effet, on voulait donner aux jeunes filles de Sudbury la chance de pouvoir s'épanouir, dans la foi. [...] Ce prix, il revient aussi au Collège Notre-Dame. De plus, il me stimule à continuer plus loin, tout comme il le fait pour le Collège<sup>7</sup>.

D'autres piliers de la communauté franco-sudburoise ne parviennent pas à atteindre un tel jalon. C'est le cas de l'école Saint-Louis-de-Gonzague, qui ferme ses portes en juin 2000, à l'aube d'un 75<sup>e</sup> anniversaire. L'édifice vieillit, puis l'ouverture de l'école publique Jeanne-Sauvé lui a siphonné une partie de son bassin historique d'élèves francophones du Centre-Ville<sup>8</sup>. Les festivités pour une école primaire sont plus modestes. À l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire en 2010, l'école Jeanne-Sauvé propose un déjeuner familial, accompagné par un visionnement du film *Opération beurre de pinottes* (1985). Ouverte en 1941, l'école Saint-Joseph devient la doyenne des écoles de langue française à Sudbury. Pour son 75<sup>e</sup> anniversaire en 2016, ses élèves rendent visite à quelques-uns des premiers élèves, logés dans un foyer pour personnes âgées.

L'école secondaire Macdonald-Cartier organise une série de festivités à l'occasion de son 25<sup>e</sup> (1994), de son 35<sup>e</sup> (2004) et de son 40<sup>e</sup> (2009) anniversaire<sup>9</sup>. Ces fêtes d'anciens rassemblent mille diplômés et employés,

7. Rachelle Watier, citée dans Patrick Breton, « Depuis 1984, Sœur Rachelle Watier incite ses élèves à viser les sommets », *Le Voyageur*, 29 avril 1998, p. D14.

8. « Un quart de siècle célébré en grand », *Le Voyageur*, 27 avril 2011, p. 12 ; Claire Pilon, « Une visite qui fait grandir », *Le Voyageur*, 18 janvier 2017, p. 9.

9. Jean-François Fecteau, « Après 35 ans, l'École secondaire Macdonald-Cartier innove toujours », *Le Voyageur*, 10 novembre 2004, p. 11 ; « Les Drapeurs à la



**Figure 4.1** – Collège Notre-Dame (1960).

Source : Collection des auteurs (juillet 2022).

soulignent les origines de l'école, ses réalisations, dont la capacité continue des Draveurs de se classer parmi les finalistes au Festival de théâtre Sears. La vocation pour les arts et un programme de sciences appliquées, avancé, lui permettent de lutter contre le décrochage, mais la diminution des inscriptions a poussé l'ESMC à intégrer les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> années en son sein.

Les commerces qui fêtent un 50<sup>e</sup> anniversaire sont rares. La Caisse populaire Saint-Jean-de-Brébeuf atteint ce jalon en 1999, avec un actif de 72,5 millions de dollars et 6 800 sociétaires<sup>10</sup>. À cette occasion, le retraité Arthur Pharand rappelle la mémoire d'Omer Legault, qui a lutté pour que les ouvriers deviennent plus autonomes sur le plan financier. Gérant depuis 1986, Raymond Prévost, attribue la longévité des caisses à leur capacité de s'adapter :

Quatre-vingt-dix à 95 % des membres viennent en auto. Environ 50 % ne vivent plus dans le Moulin à fleur ou à Minnow Lake [...]. Même s'ils sont dispersés dans les centres francophones comme

---

finale provinciale de théâtre», *Le Voyageur*, 3 mai 2006, p. 2; Julien Cayouette, « Amis pour la vie », *Le Voyageur*, 11 septembre 2019, p. 2.

10. Fédération des Caisses populaires de l'Ontario (ci-après FCPO), *Rapport annuel*, Ottawa, 1999, p. 47; Claire Pilon, « Caisse populaire St. Jean celebrates 50 years », *The Sudbury Star*, 11 janvier 2000, p. B2; Pierre-Olivier Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario: fruit de plus de 100 ans d'histoire*, Lévis, Les Éditions Dorimène, 2020, p. 51.

La Vallée et Rayside – en plus d’une dizaine aux États-Unis et en Europe – ils se servent de l’électronique [la plateforme Accès D, lancée en 1996] pour faire leurs transactions [...]. L’automatisation nous permettra des services financiers beaucoup plus directs avec les membres. Si 71 % des transactions sont aujourd’hui automatisées, nous visons 76-77 %, afin de libérer le personnel au comptoir, pour donner un meilleur service financier personnalisé, comparable aux autres institutions, à un coût compétitif<sup>11</sup>.

À l’époque, la fusion des caisses est encouragée pour éviter les fermetures de comptoirs, faire des économies d’échelle, solidifier la capitalisation, offrir des services financiers plus spécialisés et survivre au « nouvel environnement rapide et concurrentiel<sup>12</sup> ». Le nombre de caisses franco-ontariennes recule de 47 (1989) à 25 (2003), mais le nombre de centres de services est maintenu à une soixantaine, puisque la fermeture d’un comptoir dans un quartier entraîne toujours la perte de sociétaires. En 1996, la Caisse Sainte-Anne ouvre une troisième succursale, aux angles des rues Regent et Long Lake, et ferme le comptoir Saint-Eugène deux ans plus tard, un signe du déplacement des francophones vers le Sud de la ville. La mesure n’empêche pas que la caisse perde la moitié de son sociétariat entre 1994 et 1999<sup>13</sup>. Avec les caisses Sainte-Anne et Saint-Jean-de-Brébeuf à 1 600 mètres l’une de l’autre, « les deux [...] empiétaient l’une sur l’autre<sup>14</sup> », se souviendra Raymond Prévost, notamment dans la publicité et le recrutement. En 2001, leur fusion met au monde la Caisse populaire Nolin, un nom qui rappelle le souvenir de Jean-Baptiste Nolin, le premier curé de Sudbury. Les administrateurs étant persuadés par les économies d’échelle et le besoin d’élargir la gamme de services spécialisés, le rythme des fusions ira en s’accélégrant. La Caisse Lasalle, qui a ouvert une succursale à Oshawa trois ans plus tôt, se joint à la Caisse Nolin en 2002. L’année suivante, elle fait l’acquisition de *credit unions*

11. Raymond Prévost, cité dans Cily Dupras, « Raymond Prévost : directeur de la Caisse St-Jean de Brébeuf », *Le Voyageur*, 1<sup>er</sup> décembre 1999, p. 18-19.

12. Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario*, p. 50.

13. FCPO, *Rapport annuel*, Ottawa, 1997, p. 47 ; « Caisses populaires de l’Ontario. Région de Sudbury », *Le Voyageur*, 24 juin 1998, p. C13 ; FCPO, *Rapport annuel*, Ottawa, 2001, p. 47 ; Entretien téléphonique avec Raymond Prévost par Serge Dupuis, 31 janvier 2021 (01:01:00).

14. Entretien avec Raymond Prévost, 31 janvier 2021 (00:55:00).

à Perkinsfield, à Toronto et à Thunder Bay. En 2011, la caisse interrégionale adopte le nom «Caisse populaire des Voyageurs». Les services de Desjardins deviennent alors disponibles dans des régions (Centre-Sud, Nord-Ouest) où ils n'avaient jamais existé auparavant<sup>15</sup>. Ainsi, des Franco-Sudburois qui s'y installent peuvent demeurer des sociétaires de Desjardins, d'autant plus que le point de bascule numérique est franchi en 2005, année à partir de laquelle la plupart des transactions effectuées par les particuliers sont faites en ligne sur la plateforme AccèsD. Si le français demeure la langue de travail dans les caisses et qu'on a toujours offert des services en anglais à ceux qui les demandaient, le poids des francophones parmi les sociétaires glisse de 90 % (1996) à 60 % (2019<sup>16</sup>). Pleinement membres du Mouvement Desjardins du Québec depuis 2004, les caisses franco-ontariennes se fusionnent pour devenir Desjardins Ontario, en 2020. Les ristournes, le service en français, l'éducation économique et l'appui communautaire les distinguent encore d'une banque, mais le décès des sociétaires recrutés à l'apogée du mouvement coopératif et la concurrence expliquent que le sociétariat, à 130 000 membres, est 35 % moins important que dans les années 1980.

L'autre commerce moulin-à-fleurois qui atteint ses noces d'argent, c'est la pharmacie Bradley. En 2004, elle se commande aussi un cahier promotionnel du *Voyageur*. Pour expliquer sa longévité, on cite un client de longue date, Roméo Beaulieu, qui dit que le fondateur, Wallace Bradley, «était la bonté du monde et prenait le temps de nous expliquer comment prendre les médicaments<sup>17</sup>», tradition qui s'est maintenue chez sa fille et son petit-fils. Gérant depuis 1991, Terry McMahon avance : «J'aime travailler pour les gens, et je veux qu'ils sachent que je les ai à cœur, qu'ils comptent pour moi et que je suis là pour les écouter et les aider<sup>18</sup>.» L'anniversaire est une occasion de souligner l'engagement de Rita Bradley McMahon, qui continue de fréquenter

---

15. FCPO, *Rapport annuel*, Ottawa, 2003, p. 26; FCFO, *Rapport annuel*, 1999, p. 47; Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario*, p. 50-57.

16. *Envol de la Caisse Desjardins Ontario*, 1<sup>er</sup> janvier 2020, [2019], brochure promotionnelle.

17. Roméo Beaulieu, cité dans «Un client satisfait», *Le Voyageur*, 24 novembre 2004, p. B3.

18. Terry MacMahon, cité dans «De mère en fils», *Le Voyageur*, 24 novembre 2004, p. B2.



**Figure 4.2** – Église Saint-Jean-de-Brébeuf.

Source : Collection des auteurs (juillet 2022).

quotidiennement le commerce pour offrir un coup de main au personnel. Une célébration d'une centaine de personnes est tenue au Ramada Inn le 21 novembre 2004<sup>19</sup> en son honneur. Depuis 2002, la pharmacie est sise au 430, Notre-Dame, dans l'ancien édifice Eaton, qui contient aussi le cabinet de l'avocat Gary McMahon, un autre petit-fils de Wallace Bradley.

La paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf, fondée en 1930, atteint un jalon important le 24 août 2005, mais son 75<sup>e</sup> anniversaire passe inaperçu.

Même dans ses chroniques de la fin de l'été, Claire Pilon, fervente catholique, choisit plutôt d'aborder le rapport du pape Benoît XVI aux jeunes, l'anachronisme de la monarchie britannique, le décès de l'ancien député Jim Jerome et l'utilisation du français dans les commerces<sup>20</sup>.

19. « Célébration en l'honneur d'une femme exemplaire », *Le Voyageur*, 24 novembre 2004, p. B5 ; Claire Pilon, « Enraciné au Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 6 décembre 2006, p. 24.

20. Claire Pilon, « Coupons les liens avec la royauté », *Le Voyageur*, 17 août 2005, p. 6 ; Claire Pilon, « Le pape et les jeunes », *Le Voyageur*, 24 août 2005, p. 6 ; Claire Pilon, « Jim Jerome n'est plus », *Le Voyageur*, 31 août 2005, p. 10 ; Claire

L'unique cahier spécial du *Voyageur* en septembre 2005 souligne plutôt le 30<sup>e</sup> anniversaire du drapeau franco-ontarien. Cette humilité reflète probablement la personnalité du curé, Jean-Paul Jolicoeur, installé dans sa paroisse natale depuis 2002. Cette modestie témoigne peut-être aussi du fait « qu'on est en petit nombre » et que le rôle joué par l'Église et la paroisse dans la vie des gens « n'est plus ce qu'il était ». D'une religion culturelle, pratiquée dans le dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle, les Franco-Ontariens semblent être passés vers la patrimonialisation du passé religieux d'après le sociologue É.-Martin Meunier. En effet, parmi les 11 répondants au sondage en français de 2020 qui vivent toujours dans le Moulin-à-Fleur, la quasi-totalité (10) allait à la messe au moins une fois par semaine comme enfant, mais une minorité (4) d'entre eux le font encore au début du xxi<sup>e</sup> siècle. Désormais, la moitié n'y va jamais ou rarement. Chez les 36 répondants au sondage en anglais de 2020 qui vivent dans le Moulin-à-Fleur, la proportion allant à la messe au moins une fois par semaine a chuté de 58 % à 6 %. Environ le quart a maintenu une pratique régulière, la proportion qui s'y rend rarement ou jamais est passée de 14 % à 70 %. Le père Jolicoeur invite les analystes à ne pas confondre la pratique avec la foi, car les rites, dont ceux du décès, demeurent à prédominance catholique :

Il y a une conscience qui, à un moment, a été verbalement rejetée [...] que les gens reviennent aux traditions qu'ils avaient [...]. L'Église a encore un rôle dans ce quartier-là. L'Église aujourd'hui accueille des gens [...] qui peuvent demeurer à Hanmer, à Copper Cliff ou ailleurs, mais [qui] se retrouvent à Saint-Jean-de-Brébeuf [...]. C'est un lieu rassembleur [...]. Des gens [d'Ottawa] vont t'appeler pour avoir des funérailles [...] parce que le père a grandi là. On va ramener les cendres ou le corps pour avoir des funérailles-là [...], puis une fois qu'elle est finie, on retourne chez nous<sup>21</sup>.

Ce sont les plus importantes célébrations du calendrier liturgique – le jour de Pâques et la veille de Noël, et, dans une moindre mesure, le Carême et l'Avent, qui attirent le plus de croyants. Tous les ans en mars, le père

---

Pilon, « 30 ans et toujours présent », *Le Voyageur*, supplément, 21 septembre 2005, 16 p.

21. Entretien téléphonique avec Jean-Paul Jolicoeur par Serge Dupuis et Normand Carrey, 10 janvier 2021 (01:26:00, 01:29:00, 01:37:00).

Jolicoeur fait venir les élèves des écoles primaire et secondaire du quartier pour « célébrer ensemble les moments forts de la Semaine sainte » :

Cette fête nous permet de comprendre que le Christ est encore vivant aujourd'hui dans nos relations avec les autres [...]. Cela démontre aussi la vitalité de notre communauté chrétienne. Ce sont les jeunes ainsi que les adultes qui ont fait l'animation, le chant, la musique, les lectures et tout ce qui entoure la cérémonie<sup>22</sup>.

On rejoint les jeunes par le scoutisme, qui fonctionne pendant un certain nombre d'années et disparaît à trois reprises dans les années 1970, 1990 et 2010<sup>23</sup>. D'autres mouvements, dont l'ancienne Jeunesse ouvrière catholique, ne renaissent pas, même s'ils organisent des retrouvailles « pour renouer des amitiés et échanger des souvenirs<sup>24</sup> ». Quant aux activités caritatives, elles sont moins nombreuses qu'autrefois, mais notables : la paroisse continue de préparer des paniers de Noël pour 165 familles et de servir, grâce à l'appui de 50 bénévoles, un souper de réveillon pour 350 personnes. Jean-Paul Jolicoeur s'inquiète tout de même de la fermeture d'écoles catholiques, qui entraîne souvent la diminution des baptêmes et la fermeture d'une paroisse. Le diocèse se demande ainsi « pour combien de temps va-t-on pouvoir continuer d'avoir des paroisses dans des communautés [...] qui ne sont plus catholiques<sup>25</sup> ? »

Dans le cadre du Festival du bleuet en juillet, le Moulin-à-Fleur tient une fête au parc O'Connor pour rendre hommage aux ancêtres, mais il n'est plus question de souligner un passé « homogène ». Lors du Festival celtique du Grand Sudbury en mai 2010, ce sont les traditions irlandaise, écossaise et française qui sont à l'honneur sur le site de l'ancien collège jésuite<sup>26</sup>. Alors que les silos auront bientôt un siècle, un comité du

22. Jean-Paul Jolicoeur, cité dans Claire Pilon, « Célébration de la Semaine sainte et de Pâques », *Le Voyageur*, 26 mars 2008, p. B9.

23. Claire Pilon, « Loup de notre mieux ! », *Le Voyageur*, 12 mai 1982, p. 8B ; Claire Pilon, « Faire revivre le scoutisme dans le Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 7 septembre 2016, p. 13 ; Claire Pilon, « Plusieurs façons d'aider à Noël », *Le Voyageur*, 18 janvier 2017, p. 9.

24. Yolande Rhéaume, citée dans Claire Pilon, « Rencontre jociste », *Le Voyageur*, 1<sup>er</sup> mars 2000, p. 21.

25. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2020 (01:45:00).

26. Pascale Castonguay, « Le Festival celtique fait équipe avec le Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 27 janvier 2010, p. 2.



**Figure 4.3** – Les Sœurs grises et l’Orphelinat d’Youville, vers 1945.

Source : APJLL.

patrimoine est créé à l’été 2009. Jeannine Larcher-Lalande dénonce « que toutes les belles places qui nous tenaient à cœur ont été détruites<sup>27</sup> », en référence à l’orphelinat d’Youville, démoli en 2004.

Le centenaire des silos est une occasion pour la dame d’être reconnue comme gardienne de la mémoire du quartier. Les efforts culminent vers une fin de semaine, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2011, d’activités subventionnées par le ministère du Patrimoine canadien, en collaboration avec la Zone d’amélioration des affaires (ZAA), le Réseau d’action communautaire, ainsi que la ville. Une exposition d’arts et de photos au musée, une balade historique, une projection sur les silos, un café historique à la Bouquinerie du moulin – ouverte plus tôt dans l’année, un concert de l’interprète Stéphane Paquette, de la violoniste Jacinthe Trudeau et du chansonnier Rolland Bédard, ainsi que des prestations de musiciens adolescents figurent aussi au programme. Les festivités se terminent par

27. Jeannine Larcher-Lalande, citée dans Sandy Chirol, « Le patrimoine, une richesse difficile à conserver », *Le Voyageur*, 22 juillet 2009, p. 7.

le dévoilement d'une nouvelle horloge de rue aux angles des rues Notre-Dame et Kathleen<sup>28</sup>.

Parfois, c'est la santé publique qui prive le Moulin-à-Fleur d'occasions de se souvenir. La pandémie de COVID-19 fait annuler ou basculer sur les plateformes virtuelles les festivités entourant le 25<sup>e</sup> anniversaire du Collège Boréal (2020), ainsi que les 50<sup>e</sup> anniversaires de l'école secondaire Macdonald-Cartier (2020) et du Théâtre du Nouvel-Ontario (2021).

Ces appels au passé, ces mises en valeur des réalisations et des défis surmontés constituent un moyen de lutter contre l'amnésie et la perte de coutumes, de traditions et d'un bagage culturel unique. Le souvenir peut nourrir la nostalgie, mais il peut aussi sensibiliser ceux qui ont oublié (ou n'ont jamais su) ce qui s'est passé. Si le réseau institutionnel de langue française continue d'assurer la transmission d'une culture particulière et «la permanence des liens entre les individus», d'autres influences demeurent tout aussi importantes.

La famille – nucléaire, reconstituée ou élargie – continue d'agir comme institution, même si son influence est moins reconnue par les chercheurs qu'autrefois. La baisse progressive du taux de natalité depuis la Seconde Guerre mondiale a réduit l'étendue des fratries et des groupes de cousins, cousines, oncles et tantes. Autrement dit, si les baby-boomers ont, la plupart du temps, appartenu à des familles de trois à cinq enfants et comptaient plus d'une trentaine de cousins, les enfants des générations X et Y ont plus souvent grandi dans des ménages de deux ou trois enfants avec une dizaine de cousins. Certains enfants de la génération suivante n'auront pas de cousins propres, tellement il est devenu monnaie courante de ne pas avoir d'enfants. Or, l'expérience familiale peut tout de même être intense, même si elle ne comprend que les parents, les grands-parents et quelques proches avec lesquels on s'entend bien. La grande majorité des répondants au sondage de 2020 s'inscrit dans cette tendance. Toutes générations confondues, environ un répondant sur 10 au sondage en français ne visite jamais les membres de la famille élargie, mais la moitié le fait au moins une fois par année et les autres le font plus souvent. Un demi-siècle plus tôt, la majorité des répondants faisait des

---

28. Pascale Castonguay, «Le Moulin à fleur aura l'heure juste», *Le Voyageur*, cahier «100 ans/years Silos du Moulin à Fleur», 21 septembre 2011, p. 6; «Horaire», *Le Voyageur*, 21 septembre 2011, p. SUPP-5.

visites mensuelles ou hebdomadaires à la parenté élargie. Si la fréquence des contacts en personne avec la famille élargie a diminué chez les francophones, le déclin semble plus marqué chez les répondants anglophones. Chez eux, c'est 54 % qui ne visitent jamais ou presque jamais leur famille élargie, ce qui soulève la question de savoir si les visites familiales régulières contribuent au maintien du français.

Depuis les années 1990, nombre de Franco-Ontariens se perçoivent, selon l'historien Gratien Allaire, comme des « bilingues francophones<sup>29</sup> », moins présents dans le réseau institutionnel et moins attachés aux revendications politiques franco-ontariennes. Si on se dit bilingue, soutient-on toujours la dualité nationale et l'autonomie institutionnelle francophone ou s'accommode-t-on plutôt des concessions existantes et d'un milieu anglo-dominant ?

Le poids démographique de la population de langue maternelle française du Grand Sudbury passe de 28 % en 1996 à 22 % en 2021<sup>30</sup>. La ville compte toujours 20 725 personnes (13 %) qui déclarent parler le français le plus souvent à la maison en 2016, mais ce nombre a reculé de 4 800 personnes en vingt ans<sup>31</sup>. Et la tendance s'accélère : entre 2016 et 2021, la population ayant le français comme première langue officielle est passée de 40 500 à 36 980, une diminution de 9 % en cinq ans, dans un intervalle où la ville a gagné 4 500 résidents. Jusqu'en 2016, le nombre d'individus ayant une connaissance des deux langues officielles est resté stable, à 39 %, mais a baissé sous la barre de 37 % en 2021. Si près de 60 % des Sudburois sont unilingues anglophones, il reste aussi

29. Gratien Allaire, cité dans Paul-François Sylvestre, *L'Ontario français : quatre siècles d'histoire*, Ottawa, Éditions David, 2010, p. 206-207.

30. Inès Rebei, « Recensement : le Nord plus touché par le recul du français », sur le site *ONFR*, 17 août 2022, [<https://onfr.tfo.org/recensement-le-nord-plus-touche-par-le-recul-du-francais/>] (consulté le 4 octobre 2023).

31. « Profil du recensement, Recensement de 2016, Grand Sudbury, Ontario (Code 3553005) », 29 novembre 2017, sur le site *Statistique Canada*, [<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>] (consulté le 4 octobre 2023); « Certaines tendances relatives aux données pour Greater Sudbury/Grand Sudbury (C), recensements de 1996, 2001 et 2006 », 22 février 2016, sur le site *Statistique Canada*, [<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/92-596/P1-2.cfm?Lang=eng&T=CSD&PRC ODE=35&GeoCode=53005&GEOLVL=CSD&TID=0>] (consulté le 4 octobre 2023).

1 300 personnes (près de 1 % de la population), principalement des vieillards et des enfants, qui sont unilingues francophones. Les rapports de forces continuent de favoriser l'anglais. Dans la population active d'environ 90 000 travailleurs, 2 % ne travaillent qu'en français, 5 % y emploient le plus souvent le français et 18 % y parlent régulièrement le français. Ce sont dans les secteurs où les francophones sont surreprésentés – l'enseignement, la fonction publique, les arts et la santé – où le français est le plus présent.

Dans le Moulin-à-Fleur, la population de langue française s'élevait encore au-dessus de 70 % en 1971, mais elle a baissé à 56 % en 1986, puis à 32 % en 2011<sup>32</sup>. Les répondants au sondage en français de 2020 disent parler (seulement ou surtout) en français à leur mère (94 %) et leur père (93 %), mais ce taux est moindre dans les autres relations, et s'étiole au fil du temps. Pendant l'enfance, 47 % des répondants parlaient en français avec leurs amis, mais seulement 20 % le font encore à l'âge adulte. Chez ces mêmes répondants, 69 % ont parlé en français à leurs enfants lorsqu'ils étaient jeunes, mais seulement 49 % le font encore aujourd'hui. Parmi les répondants au sondage en anglais, si on isole les gens avec des pères et des mères d'origine canadienne-française, le glissement est plus marqué. Si 87 % de ces baby-boomers parlent seulement ou surtout en français avec leurs parents, ce taux baisse à 70 % auprès de la fratrie, à 63 % avec les amis durant l'adolescence, à 63 % avec leurs enfants quand ils étaient jeunes, à 40 % avec les enfants aujourd'hui, puis à 34 % avec les amis aujourd'hui.

Plus que jamais, le paysage linguistique du Moulin-à-Fleur ressemble à la moyenne du Grand Sudbury, mais ce n'est pas le cas de son tissu socio-économique. Les résidents du quartier ouvrier sont surreprésentés dans le commerce au détail (15 % contre 12 %), dans l'hébergement et les services alimentaires (10 % contre 7 %), ainsi que dans la construction (10 % contre 7 %). Et ils sont sous-représentés dans les services de santé et les services sociaux (9 % contre 14 %), dans l'administration publique (7 % contre 9 %) et dans l'éducation (4 % contre 9 %). Avec un revenu moyen de 40 185 \$ en 2011, les ménages du Moulin-à-Fleur gagnent à peine plus que la moitié de la moyenne sudburoise des ménages, qui

---

32. Initiative Communauté en santé (ICS), *Profil de la communauté Moulin à Fleur*, Ville du Grand Sudbury, 2015, p. 3-4, 12-13, 18.

s'élève à 76722 \$. Visiblement, le quartier demeure fortement ouvrier, mais moins canadien-français qu'il ne l'a été.

### Résister et abandonner

Il faudra un jour faire une étude pour comprendre l'évolution démographique de la population franco-sudburoise. L'hypothèse de l'assimilation à l'anglais semble plausible, mais il est aussi possible que l'exode des francophones du Grand Sudbury vers l'Est et le Sud ait été plus fort que pour les anglophones. Malgré leurs moments de découragement, les acteurs du réseau institutionnel franco-sudburois se montrent rarement fatalistes par rapport aux tendances démographiques et déploient des efforts pour résister, parfois en innovant, souvent en empruntant des sentiers battus pour valoriser la langue française et la culture franco-ontarienne.

Le 21 juin 2001, le drapeau franco-ontarien est hissé pour la première fois devant l'Assemblée législative et reconnu à titre d'emblème de la collectivité de langue française, de sa contribution historique et de sa vitalité contemporaine. Gaétan Gervais s'est dit ému par une mesure qui donne à la langue française « un statut officiel en Ontario<sup>33</sup> ». Les ACFO régionales se mobilisent pour faire flotter le drapeau, à côté du drapeau ontarien, devant les hôtels municipaux, mais plusieurs autorités municipales refusent de le faire sous prétexte qu'en hissant le drapeau franco-ontarien, chacun des « *ethnic groups in the city*<sup>34</sup> » voudrait faire flotter le drapeau d'une nation européenne. Cette logique brouille la différence entre une communauté ethnique, qui vise l'intégration des prochaines générations à la société majoritaire, et une communauté politique « nationalitaire », qui souhaite transmettre la langue à la prochaine génération, qui recherche des mesures de reconnaissance (dont les services en français) et qui établit certains mécanismes d'autonomie politique (dont les conseils scolaires de langue française). À l'occasion de la Journée mondiale de la Francophonie, le 20 mars 2003, le drapeau franco-ontarien flotte devant l'hôtel de ville du Grand Sudbury.

33. Gaétan Gervais, cité dans Denise Quesnel, « Un mouvement politique indécis, 1995-2004 », dans Guy Gaudreau (dir.), *Le drapeau franco-ontarien*, Sudbury, Éditions Prise de parole et ACFO du Grand Sudbury, 2005, p. 79-85.

34. Jack Burrows, cité dans Brandi Cramer, « Flag raising a “step forward” for francophones », *The Nugget*, 26 septembre 2002, p. A1.



**Figure 4.4** – Levée du drapeau franco-ontarien à l’hôtel de ville du Grand Sudbury, juin 2019. De gauche à droite : Marc Serré, le maire Brian Bigger, la députée France Gélinas, le député Jamie West, le maire Paul Lefebvre et la directrice de l’ACFO, Joanne Gervais.  
Source : Léo Duquette, pour l’ACFO du Grand Sudbury.

Lorsque l’étudiante Stéphanie St-Pierre demande qu’il flotte en permanence et recueille plus de 1 500 signatures en appui, un vote du conseil municipal trahit une fracture linguistique : les cinq conseillers francophones votent en faveur de la mesure, mais les sept anglophones s’y opposent<sup>35</sup>. Ceux qui défendent une identité canadienne multiculturelle peinent à comprendre pourquoi les drapeaux canadien et ontarien ne répondent plus au besoin de reconnaissance des francophones, tandis que ceux qui adhèrent à une dualité nationale voient le drapeau franco-ontarien comme une confirmation de la contribution d’un « peuple fondateur » du Canada en Ontario. D’ailleurs, les militants ne ratent jamais l’occasion de rappeler que c’est un drapeau créé à Sudbury que l’on demande de faire flotter « et non celui de la France<sup>36</sup> ».

35. Quesnel, « Un mouvement politique indéfini, 1995-2004 », p. 88-97.

36. Louise Portelance, citée dans Jean-François Fecteau, « Refus de hisser le drapeau franco-ontarien à la place Tom-Davies », *Le Voyageur*, 30 avril 2003, p. 1.

Gênée par la presse négative, la ville hisse un drapeau franco-ontarien près de l'arche de la ville, à côté des drapeaux des autres «groupes fondateurs de la ville<sup>37</sup>». Au Moulin-à-Fleur, un mât et un drapeau sont installés par des résidents à l'entrée nord du quartier à l'occasion de la fête des Franco-Ontariens le 25 septembre 2004. Certains organismes francosudburois, qui n'avaient jamais fait flotter le drapeau avant, décident de s'installer un mât pour appuyer la cause. La directrice de l'ACFO du grand Sudbury, Suzanne Roy, reconnaît que l'Association devra «travailler sur des stratégies pour éduquer la population» et lui faire comprendre que la mesure «n'enlève rien aux autres cultures<sup>38</sup>». Le conseiller Ron Dupuis avoue qu'il n'a pas obtenu l'appui d'une majorité de conseillers pour faire flotter le drapeau à temps pour le 30<sup>e</sup> anniversaire du drapeau en 2005. Élu en novembre 2006, le maire John Rodriguez contourne le conseil municipal. Le maire catholique trilingue adopte une mesure exécutive permettant simultanément de lever le drapeau à l'hôtel de ville et de hisser des dizaines de mâts sur le pont de la rue Paris pour y faire flotter les drapeaux nationaux de tous les groupes ethniques présents à Sudbury, encadrés aux deux extrémités par les drapeaux canadien, anichinabé, métis et franco-ontarien.

Ce genre de compromis entre le multiculturalisme et la dualité nationale, les Franco-Sudburois en ont l'habitude. L'ACFO du grand Sudbury, dont la moitié des revenus découle du ministère du Patrimoine canadien, est souvent au-devant des combats pour faire reconnaître la particularité franco-ontarienne, par la visibilité du drapeau, certes, mais aussi par le développement des services municipaux en français et de commerces pouvant servir leurs clients en français. Installée à la direction de l'ACFOGS en 2012, Joanne Gervais redouble d'efforts sur ces fronts, notamment en commandant une étude qui souligne comment des villes comme Moncton (au Nouveau-Brunswick) et Bienne (en Suisse), qui ont une importante minorité linguistique, nourrissent le vivre-ensemble entre les deux groupes. L'organisme lance d'abord une campagne «J'affiche aussi en français», pour encourager le bilinguisme sur les enseignes commerciales<sup>39</sup>,

37. Quesnel, «Un mouvement politique indécis, 1995-2004», p. 86.

38. Suzanne Roy, citée dans Jean-François Fecteau, «Le drapeau franco-ontarien hissé au Moulin à fleur», *Le Voyageur*, 15 septembre 2004, p. 1.

39. Association canadienne-française de l'Ontario du grand Sudbury (ci-après ACFOGS), *Rapport annuel 2013*, 2013, p. 2, dans Archives électroniques de

mais attendra 2022 pour commander un rapport d'enquête sur les lacunes du bilinguisme municipal et les moyens d'y insuffler une seconde vie. L'Association arrive à la conclusion que le Grand Sudbury est en retard sur les deux fronts, ce qu'elle explique par la « réticence de la population anglophone », l'« absence de volonté politique » et le « manque de conviction de la part des francophones<sup>40</sup> ». Lors d'un sondage effectué en 2015, certains francophones reprochent à l'organisme de « ne pas être assez audacieux<sup>41</sup> » dans ses revendications, ainsi que dans son engagement auprès des jeunes, des nouveaux arrivants, des francophiles et des ouvriers.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la ville du Grand Sudbury est une mégaville à palier unique, qui a été formée à partir de la municipalité régionale, des six villes créées en 1973 et d'une dizaine de cantons non organisés. Cette fusion, imposée par la province pour permettre des économies, entraîne aussi la dévolution de certains services – l'assistance sociale, l'aide à l'enfance et les services ambulanciers –, qui, jusque-là, relevait la province. D'après le géographe Oiva Saarinen, les taxes foncières et la maigre redevance minière ne suffisent pas pour développer les infrastructures dont aurait besoin la municipalité qui gère désormais un territoire 3,5 fois supérieur à celui de la nouvelle mégaville de Toronto.

Le Grand Sudbury peut tout de même se féliciter de ses progrès écologiques importants: le reverdissement des collines, lancé en 1969, a permis la plantation de 10 millions d'arbres en 40 ans, et la réduction de 90 % des émissions de soufre, entre 1960 et 2002, a grandement amélioré la qualité de l'air<sup>42</sup>. L'ouverture du musée Terre dynamique (2003), de l'École de médecine du Nord de l'Ontario (2005) et de l'École d'architecture McEwen (2012) attire des chercheurs, des techniciens et des étudiants à la ville du nickel. Or, si le nombre de cours et de programmes postsecondaires en français est réduit de moitié entre 2010 et 2021. Pour leur part, les entreprises de technologie minière foisonnent,

---

l'ACFO du grand Sudbury (ci-après AACFOGS); ACFOGS, *Rapport annuel 2014*, 2014, p. 2, dans AACFOGS; ACFOGS, *Rapport annuel 2015*, 2015, p. 1-6, dans AACFOGS; ACFOGS, *Rapport annuel 2018*, 2018, p. 8, dans AACFOGS; ACFOGS, *Rapport 2019*, 2019, p. 1-2, dans AACFOGS.

40. ACFOGS, *Assemblée générale annuelle*, 11 décembre 2012, p. 11, dans AACFOGS.

41. Comité de planification communautaire de Sudbury, *Forum communautaire 2015*, p. 42.

42. Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City*, p. 164-278.

au point de faire vivre plus de monde que les mines comme telles, qui comptent 3 000 travailleurs à Sudbury (ou 4 % de la population active). Ainsi, la grève de 2009-2010, qui s'étire sur 13 mois chez Vale (l'héritière de l'INCO), n'apporte pas un coup aussi grave à l'économie locale que les grèves de 1978 ou de 1958, par exemple.

Ces changements permettent à la population de se stabiliser et de se remettre à croître. Dans le Grand Sudbury, ce sont 6 735 logements qui sont construits dans les années 1990 et 4 180 logements qui sont construits dans la décennie 2000. Tandis que le Centre-Ville et le Donovan ne voient pas d'activité sur ce front, c'est tout le contraire pour le Moulin-à-Fleur. En 1994, on raccorde les rues Lloyd et Mountain en formant la rue Mont-Adam, au haut de laquelle l'immeuble à appartements Place Régimbal est construit. Et à partir de 2007, la prolifération du dynamitage des collines, une technologie devenue plus efficace et moins coûteuse, permet l'émergence du quartier de grandes maisons Sunrise Ridge sur la crête entre la rue Mountain et le chemin Kingsway<sup>43</sup>. Pour la première fois depuis les années 1950, le Moulin-à-Fleur se rapproche du niveau de construction domiciliaire observé au Nouveau-Sudbury et à Val-Thérèse.

Dans plusieurs villes s'observe un phénomène de « retour en ville » d'adultes nés dans la banlieue ou des jeunes originaires des quartiers bourgeois. Curieusement, l'apparition d'une épicerie de produits locaux avec une sélection de mets véganes témoigne souvent d'un embourgeoisement entamé<sup>44</sup>. La construction d'immeubles en copropriété et la rénovation de logements délabrés peuvent permettre aux résidents de longue date de bénéficier d'une réduction de la criminalité et de l'apparition de nouveaux commerces, mais les rénovations, les hausses de loyer et les démolitions peuvent contraindre les moins nantis à l'exode.

« L'absence de réels investissements publics<sup>45</sup> » peut aussi freiner l'embourgeoisement, au point d'arrêter la revitalisation au complet. Au début

---

43. André Girouard, « Vous connaissez le Mont Adam? », *Le Voyageur*, 18 janvier 1995, p. 2; Ville du Grand Sudbury, « Demande no B269/2007 », *Le Voyageur*, 5 décembre 2007, p. 9.

44. Renaud Goyer, « Les transformations résidentielles et urbaines d'une ville moyenne: Trois-Rivières et le spectre de la gentrification », *Recherches sociographiques*, vol. LXII, n° 1 (janvier 2021), p. 95-100.

45. Alexandre Maltais et Hélène Bélanger, « La gentrification au Québec: les gens, les lieux, les pratiques », *Recherches sociographiques*, vol. LXII, n° 1 (2021), p. 18.

**Tableau 4.1** – Nouvelles constructions et leur poids parmi les immeubles par secteur (1991-2010)

	Moulin-à-Fleur	Donovan	Centre-Ville	Nouveau-Sudbury	Val-Thérèse	Chelmsford	Total Grand Sudbury
1991-2000	265 (7 %)	80 (3 %)	40 (2 %)	690 (7 %)	450 (16 %)	370 (13 %)	6 735 (10 %)
2001-2010	240 (7 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	280 (3 %)	285 (10 %)	150 (5 %)	4 180 (6 %)

Source : Healthy Community Initiative (ci-après HCI), *The Donovan Community Profile*, Ville du Grand Sudbury, 2015, p. 10 ; HCI, *Downtown Community Profile*, 2015, p. 10 ; HCI, *Flour Mill Community Profile*, 2015, p. 10 ; HCI, *New Sudbury Community Profile*, 2015, p. 10 ; HCI, *Val Therese Community Profile*, 2015, p. 10 ; HCI, *Chelmsford Community Profile*, 2015, p. 10.

des années 1990, la ville de Sudbury avait investi dans la revitalisation du Centre-Ville en y ramenant un centre de transport municipal et un marché des fermiers, mais ces mesures n'ont pas pu contrecarrer la fuite des investissements privés. Le départ du Canadian Tire de la rue Elm vers une installation sur la rue Regent Sud en 1994, les fermetures du grand magasin Eaton's en 1997 et de l'épicerie IGA en 2000, ainsi que le déplacement du cinéma Famous Players parmi les grandes surfaces du chemin Kingsway en 1999, ont contribué à vider le City Centre<sup>46</sup>. Ricardo de la Riva fustige le service de planification municipale et les échevins de se montrer impuissants devant ce glissement : « *It's much more gloom than anything else [...]. We have been fighting crisis after crisis after crisis [...]. It is quite tragic [...]. There will be more and more empty buildings downtown and they will have to be boarded up*<sup>47</sup>. »

La création du Grand Sudbury en 2001 diminue le poids des quartiers centraux dans les débats sur les investissements municipaux et exacerbe les tensions avec les banlieues, qui comprennent la majorité des contribuables. Dans ce nouveau contexte municipal, le Moulin-à-Fleur reçoit

46. Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City*, p. 224-230, 278-279.

47. Ricardo de la Riva, cité dans Terry Pender, « Defending downtown Sudbury », *The Sudbury Star*, 9 janvier 2000, p. A7.

moins d'attention qu'avant et se voit représenté comme un quartier délabré parmi d'autres, parfois par les résidents eux-mêmes. C'est le cas d'une résidente de la rue Melvin : « *It's very sad to see a nice city like Sudbury go to the dogs. The community should get together and do a good clean-up, especially in the Flour Mill area. I have fond memories of this city. After living away for 25 years, to come back to see how dirty the city has become, is very disheartening*<sup>48</sup>. »

Plus souvent qu'autrement, le Moulin-à-Fleur apparaît dans les chroniques sur le crime. Quand ce n'est pas un incendie, comme celui provoqué délibérément dans un complexe de huit unités de la rue King (octobre 1994), les journaux rapportent la bagarre entre une première femme qui accuse une seconde d'avoir couché avec son mari devant le restaurant Maria's (décembre 2002), la fusillade d'un homme de 60 ans à l'extérieur de l'hôtel Park (mai 2006), le vol d'arbustes récemment plantés par la Société horticole de Sudbury (juillet 2011) ou l'agression violente commise pour obtenir le porte-monnaie d'un fêtard (août 2015)<sup>49</sup>. Ce réflexe irrite au plus haut point Claire Pilon, renversée par la couverture accordée à son quartier :

Trop de fois, j'ai entendu des gens dénigrer ce quartier et le décrire comme un endroit où les gens sont pires qu'ailleurs et où il y a un plus grand nombre de vols et de crimes en général. Trop souvent, j'ai vu des gens abaisser les résidents de ce quartier parce qu'il est reconnu comme un endroit où demeurent seulement des familles à faible revenu<sup>50</sup>.

Si l'embourgeoisement du quartier pourrait, à la longue, disperser la concentration du crime dans le Moulin-à-Fleur, c'est la fréquence des patrouille policières qui se présente comme solution à court terme.

48. Linda Stewart, « Going to the dogs », *Northern Life*, 7 mai 2004, p. 8.

49. « Flour Mill fires deliberately set », *The Sudbury Star*, 4 octobre 1994, p. A5 ; Keith Lacey, « Two women beat woman unconscious in bar attack », *Northern Life*, 10 septembre 2004, p. 6 ; « Man arrested in connection with Flour Mill shooting », *Northern Life*, 5 mai 2006, p. 1 ; Jenny Jelen, « Plants stolen "just about every day this time of year" », *Northern Life*, 7 juillet 2011, p. 4 ; Jonathan Migneault, « Sudbury man badly beaten in Flour Mill », *Northern Life*, 18 août 2015, p. 3.

50. Claire Pilon, « Fièvre résidente du Moulin à fleur », *Le Voyageur*, 6 juin 2001, p. 3.

Selon la conseillère Lynne Reynolds, il faut « nettoyer l'avenue Notre-Dame » et « voir comment développer le Moulin à fleur pour en faire un endroit où il fait bon vivre<sup>51</sup> ». Certains groupes y travaillent, dont l'Association du parc Percy, qui organise des rencontres avec les jeunes de 8 à 15 ans les vendredis soir pour leur « permettre [...] de se connaître, de cultiver un sens d'appartenance à la communauté et d'apprendre à s'exprimer<sup>52</sup> ».

Un redécoupage des quartiers en 2006 permet au Moulin-à-Fleur de retrouver un siège qui est dédié au secteur (avec le nord du Centre-Ville et l'ouest du Nouveau-Sudbury<sup>53</sup>). La candidate Joscelyne Landry-Altman souhaite lutter contre la criminalité et la vitesse des automobilistes :

*We have break-ins on a regular basis. We need to provide our youth with meaningful employment and recreational opportunities. We need to examine the increasing poverty levels in Sudbury and provide programs and support to deal with this growing big city syndrome. We have speeding concerns<sup>54</sup>.*

Élue, Landry-Altman approche l'un des candidats défaits, William Brunette, pour diriger un projet-pilote de patrouille citoyenne pour le Moulin-à-Fleur. Il s'agit de rassembler une quinzaine de bénévoles qui, après avoir suivi une formation d'une journée, deviendront « les yeux et les oreilles de la police<sup>55</sup> ». Équipés d'un uniforme et de radios pour communiquer directement avec la police, ces bénévoles ont pour mandat de « s'assurer que toutes les personnes se sentent en sécurité dans le Moulin à fleur<sup>56</sup> ». L'émergence d'un groupe de policiers *wannabes* témoigne d'un glissement vers la perte de confiance en la jeunesse et un pas de plus vers un État policier, qui surveille les gens moins nantis au lieu de les outiller

51. Lynne Reynolds, citée dans Mathieu Berger, « Plusieurs projets pour donner plus de visibilité au quartier », *Le Voyageur*, 22 juin 2005, p. 2.

52. Marianne Savage, citée dans Claire Pilon, « Un projet pilote pour les jeunes », *Le Voyageur*, 28 novembre 2007, p. 17.

53. Tracey Duguay, « Breaking up is hard to do », *Northern Life*, 24 juin 2005, p. 3.

54. Joscelyne Landry-Altman, citée dans « Rocky roads a concern in Ward 12 », *Northern Life*, 8 novembre 2006, p. 14.

55. William Brunette, cité dans William Levasseur, « Début du programme COP dans le Moulin à fleur », *Le Voyageur*, 28 novembre 2007, p. 17.

56. William Brunette, cité dans Claire Pilon, « Des citoyens en patrouille dans le Moulin à fleur », *Le Voyageur*, 26 mars 2008, p. B9.

pour assurer leur autosuffisance. En 2011, le Service de police du Grand Sudbury redouble sur cette stratégie en lançant un projet de « police communautaire » pour « *the city's "red zone"*<sup>57</sup> », c'est-à-dire le Donovan, le Moulin-à-Fleur et Primeauville, affligés par la pauvreté et le crime. Le projet se fait en partenariat avec Better Beginnings, l'aide à l'enfance et le Service de santé communautaire, afin d'embrigader les résidents dans la prévention du crime, mais aussi pour nourrir le « développement social » des résidents et l'esprit de communauté. Déjà en octobre, on parle d'une diminution de la criminalité et d'une augmentation de cas résolus. Le chef de police, Frank Elsner, se montre ravi des résultats :

*We can't do this alone—our area is geographically way too large for the amount of officers we do have, so everyone needs to do their part. Community mobilization is more than a fad—this is the way of the future for policing [...]. What we're seeing in those places is that people are calling us who traditionally wouldn't have called us in the past [...]. We're encouraging people to start reporting everything to us, which allows us to see trends [...]. Once our crime analysts see these trends, they can flag it and we can start targeting it [...]. Our focus is to get out there from a crime prevention perspective and encourage people to target and harden their businesses and homes so they don't become victims*<sup>58</sup>.

À l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste en 2007, Landry-Altmann dévoile une deuxième affiche de bienvenue, faite d'acier et de calcaire, aux angles de la rue Leslie et de l'avenue Notre-Dame, occasion qui lui permet de mettre en valeur les racines du quartier :

*It is also St. Jean Baptiste Day. He is the patron saint of French-Canadians. In existence since the early 1900s, the Flour Mill is the historic francophone sector of the city. Now it enjoys a more multicultural aspect. This monument of welcome is a point of departure for discovering reference points in the Flour Mill [...]. There is life here. Residents have lived here for over 50 years [...]. Young families are returning here to buy a home and raise their families. This area is undergoing a resurgence of activity. We must continue it*<sup>59</sup>.

57. Martha Dillman, « Community policing continues in city's "red zone" », *Northern Life*, 12 mai 2011, p. 3.

58. Frank Elsner, cité dans Pickard, « Property crimes down, solved cases up », p. 1, 6.

59. « Gateway to Flour Mill announces "special place" », *Northern Life*, 27 juin 2007, p. 8.



**Figure 4.5** – L’avenue Notre-Dame, en direction sud, vers l’ancien secteur Borgia, 2022.

Source : Collection des auteurs (juillet 2022).

Malgré ces bons sentiments, les planificateurs urbains songent à élargir, de quatre à six voies, l’avenue Notre-Dame entre la rue Kathleen et le boulevard Lasalle. On peine à voir ce qu’il resterait à retrancher, puisque les trottoirs sont déjà collés aux portes des commerces à plus d’un endroit. La proposition va à contresens de toute proposition qui voudrait revitaliser le quartier<sup>60</sup>. La Zone d’amélioration du Moulin-à-Fleur suggère plutôt que le chemin Froot, dans le Donovan voisin, soit élargi. Devant une levée de boucliers des résidents, ni l’un ni l’autre des projets n’ira de l’avant.

Le réflexe de la résistance est ancré chez les Moulin-à-Fleurois : on résiste à la criminalité, on résiste au dénigrement, on résiste à la perte du patrimoine, et parfois, on résiste à la revitalisation. C’est le cas en août 1995, lorsqu’une pétition signée par 194 personnes est déposée devant le Tribunal municipal de l’Ontario pour s’opposer au rezonage d’un terrain public sur la colline entre l’avenue Morin et la rue Kathleen<sup>61</sup>. L’opposition des résidents fera qu’un nouveau quartier résidentiel,

60. « Mid-town expressway not the answer », *Northern Life*, 20 avril 2007, p. 10.

61. « Flour Mill land faces OMB appeal », *The Sudbury Star*, 9 août 1995, p. A3.

dont a besoin la ville pour favoriser la densification urbaine, n'y sera pas développé. Selon Jeannine Larcher-Lalande, le quartier ne doit pas « construire de grosses structures, au risque de défigurer notre quartier », mais doit conserver « son histoire » et « recréer le quartier de notre enfance [un milieu] convivial, avec [de] petites boutiques où la population pourrait retrouver l'essentiel des services en un même endroit<sup>62</sup> ». D'après la conseillère Landry-Altman, il faut cultiver la « nostalgie » chez les « francophones [qui ont] quitté le quartier » en leur proposant des services « qu'ils ne trouveront pas ailleurs<sup>63</sup> ». Mais les cartes de langue française à la pharmacie Bradley et les livres usagés à la Bouquinerie du Moulin sont insuffisants pour redynamiser le quartier. Périodiquement, la question des silos revient à l'avant-plan, comme en 2008, lorsque le résident Rock Allen recommande d'y installer des « *jumbo screens*<sup>64</sup> » publicitaires afin de générer des revenus pour la réfection du complexe.

Il va sans dire que le Réseau d'Action communautaire (RAC) du Moulin-à-Fleur n'est pas ouvert à une telle idée, mais on se demande pourquoi le groupe et la conseillère s'opposent à un changement de zonage pour permettre l'aménagement d'une douzaine de chambres au 2<sup>e</sup> étage de l'ancien magasin Lalande (aux angles des rues King et Notre-Dame). Selon le président du RAC, Claude Charbonneau, le fait de « louer des chambres à des étudiants sans supervision dans un édifice qui est situé entre deux emplacements où l'on sert des boissons [alcoolisées] peut occasionner des problèmes<sup>65</sup> ». Le 6 janvier 2009, quelques résidents exposent leurs craintes lors d'une rencontre du Comité de planification, qui vote contre l'aménagement de la résidence « Chez-toi, chez-moi ». La promotrice du projet, Silvie Turgeon, ne comprend pas la décision :

Notre but était d'offrir au quartier un beau projet et de permettre aux étudiants d'avoir un logis [...]. Mon mari a son commerce dans l'édifice et il avait l'intention de [...] faire des visites régulières

62. Jeannine Larcher-Lalande, citée dans Sandy Chirol, « Le patrimoine francophone au service de l'économie », *Le Voyageur*, 8 juillet 2009, p. 7.

63. Joscelyne Landry-Altman, citée dans Chirol, « Le patrimoine francophone au service de l'économie », p. 7.

64. Rock A. Allen, « Fresh thoughts on "half-baked idea" », *Northern Life*, 19 août 2008, p. 15.

65. Claude Charbonneau, cité dans Claire Pilon, « Les résidents se rallient », *Le Voyageur*, 28 janvier 2009, p. 12.

au deuxième étage, là où seraient situées les chambres [...]. Nous devons consulter notre avocat afin de considérer toutes nos options avant de prendre une décision<sup>66</sup>.

L'éditorialiste Jules Giraudat croit que le quartier « se tire une balle dans le pied » :

La décision du Comité de planification du 6 janvier de refuser la demande de rezonage indispensable à la création de la résidence étudiante Chez-toi, chez-moi a des conséquences bien plus préoccupantes qu'elle n'y paraît pour l'avenir du quartier [...]; il faut réussir à changer et [à] embellir ce quartier en combattant et en luttant pour éliminer les vices qui le rongent. [...] Nous avons, en M<sup>me</sup> Turgeon, quelqu'un d'ambitieux, une personne prête à investir de l'énergie et du temps pour améliorer le quartier [...]. Douter de la capacité de discernement de la jeunesse revient à ne pas croire en elle [...]. Ce projet n'est certes par la recette miracle [...], mais on ne bâtit pas sur de la répression [...]. Chez-toi, chez-moi aurait pu constituer la première étape d'un renouveau<sup>67</sup>.

À nouveau en 2016, les résidents s'opposent au développement de la colline boisée derrière l'école Saint-Joseph, entre les rues Morin et Kathleen. L'entreprise Three Seasons Investment, propriétaire d'une partie de la colline, propose alors la construction de huit édifices à 50 unités, qui pourrait amener de 500 à 1 000 nouvelles personnes dans le quartier. Jodi Armstrong, qui habite le pied de la montagne, forme une coalition pour « sauvegarder » les « espaces verts et petits animaux sauvages<sup>68</sup> ». La densification augmenterait le bruit et « la circulation », selon la dame. La mobilisation de la mémoire – une quarantaine de résidents exposent des photos et des souvenirs sur la montagne – fait échouer le projet immobilier.

Lorsqu'une communauté ne prend plus de risque, elle s'expose à la possibilité que ses problèmes s'aggravent<sup>69</sup>. En décembre 2017, la

66. Sylvie Turgeon, citée dans Pilon, « Les résidents se rallient », p. 12.

67. Jules Giraudat, « Le Moulin à fleur se tire une balle dans le pied », *Le Voyageur*, 14 janvier 2009, p. 22.

68. Jodi Armstrong, citée dans Claire Pilon, « Le travail continu pour sauver la montagne », *Le Voyageur*, 1<sup>er</sup> juin 2016, p. 8.

69. Entretien avec Raymond Prévost, 31 janvier 2021 (01:00:00).

Caisse populaire des Voyageurs annonce la fermeture de cinq succursales à Sudbury, dont celle sise sur l'avenue Notre-Dame depuis 1957. Pas plus de 7 % des sociétaires du Moulin-à-Fleur font toujours appel au comptoir. Vu « le mouvement des consommateurs » et le coût d'assurer la « sécurité<sup>70</sup> » d'un guichet sans succursale, l'organisation a « décidé de ne pas conserver un guichet sur la Notre-Dame<sup>71</sup> ». Parmi la vingtaine de résidents s'étant déplacés pour une assemblée, certains se plaignent que les services sont moins chaleureux depuis la fusion et les employés discutent moins avec les sociétaires. Le président de la Caisse des Voyageurs, Robert Boucher, défend la volonté de « mieux servir les membres qui ont des besoins différents ». Une nouvelle succursale sera aménagée sur la rue Elm avec « amplement de stationnements », Boucher rassure-t-il l'auditoire, « l'une des principales inquiétudes exprimées par les sociétaires lors de la rencontre de lundi<sup>72</sup> », confirme Claire Pilon, présente à la réunion. La minorité de sociétaires qui se rend à pied à la caisse ou qui n'effectue pas de transactions en ligne est prise au dépourvu. L'une d'elle, Jeannine Larcher-Lalande, est attristée par la nouvelle : « Il était facile pour moi et plusieurs autres personnes âgées qui ne conduisent pas de marcher à la caisse. Maintenant que la caisse va fermer, je ne sais pas comment je vais me rendre à une autre succursale ; je vais devoir trouver une personne pour me conduire et m'accompagner<sup>73</sup>. »

L'immeuble de l'ancienne Caisse Saint-Jean-de-Brébeuf est vendu en mars 2019<sup>74</sup>, décision que Raymond Prévost juge « regrettable » : « Ça m'a fait énormément de peine quand je l'ai appris [...]. J'assume que c'est l'âge et la scolarité qui jouent [...]. On assume que tout le monde a un téléphone cellulaire, qu'on va tous faire nos choses par cellulaire<sup>75</sup>. »

70. Entretien avec Raymond Prévost, 31 janvier 2021 (01:09:00).

71. Stéphane Plante, cité dans Didier Pilon, « Desjardins centralise ses services offerts à Sudbury », 17 septembre 2018, sur le site *Radio-Canada ICI Nord de l'Ontario*, [<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1124451/travaux-centralisation-service-centre-ville>] (consulté le 4 octobre 2023).

72. Claire Pilon, « Le Moulin à Fleur perdra sa caisse populaire de quartier », *Le Voyageur*, 6 décembre 2017, p. 3.

73. Jeannine Larcher-Lalande, citée dans Pilon, « Le Moulin à Fleur perdra sa caisse populaire de quartier », p. 3.

74. Claire Pilon, « L'immeuble de l'ancienne caisse St-Jean-de-Brébeuf est vendu », *Le Voyageur*, 6 mars 2019, p. 26.

75. Entretien avec Raymond Prévost, 31 janvier 2021 (01:06:00).

Ouvert à l'hiver 2019, le nouveau centre multiservices du Rainbow Centre (nouveau nom du City Centre) regroupe « tous les experts sous un même toit<sup>76</sup> » dans « un environnement accueillant, propice aux rencontres, offrant confort et confidentialité<sup>77</sup> », pour répondre « aux besoins évolutifs de nos membres et de nos clients<sup>78</sup> ». Puisque 40 personnes y travaillent, Desjardins Ontario dit contribuer à « la revitalisation du centre-ville<sup>79</sup> ». Mais l'éloignement du personnel de son public comporte des risques, dont celui de diminuer la loyauté qui avait longtemps fait la force de la caisse moulin-à-fleuroise.

### S'ouvrir et se réinventer

Comme Vanier, le Moulin-à-Fleur est passé d'un secteur où il y avait une « forte concentration francophone » à un « milieu de vie mixte », où habite toujours « une minorité francophone notable », où l'ambiance est devenue anglo-dominante et où la vie française se concentre dans « un certain nombre d'institutions<sup>80</sup> ». D'après la géographe KENZA Benali, la désignation officielle des quartiers ouvriers canadiens-français comme « quartiers francophones » suscite souvent l'opposition des banlieusards :

Partant de l'argument que les Franco-Ottaviens ne sont plus circonscrits à un endroit précis comme ce fut le cas auparavant, on voit dans ce « retour » incarné dans le projet toponymique, [...] une pure nostalgie « du temps où Vanier occupait une place de premier plan dans l'Est ontarien » [...]. L'autre déphasage évoqué est l'oblitération de la pluriculturalité du quartier [...]. Dans ce contexte multiculturel, célébrer l'identité d'un *endogroupe* (en l'occurrence les francophones) est jugé comme une pratique excluante déplorable (rejet de l'*exogroupe*)<sup>81</sup>.

76. Stéphane Plante, cité dans D. Pilon, « Desjardins centralise ses services offerts à Sudbury ».

77. Robert Boucher, cité dans C. Pilon, « Le Moulin à Fleur perdra sa caisse populaire de quartier », p. 3.

78. Richard Dupuis, cité dans D. Pilon, « Desjardins centralise ses services offerts à Sudbury ».

79. Stéphane Plante, cité dans D. Pilon, « Desjardins centralise ses services offerts à Sudbury ».

80. KENZA Benali, « La désignation officielle de Vanier comme “le quartier francophone” », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 48, n° 1 (2017), p. 88.

81. Benali, « La désignation officielle de Vanier », p. 104.

Depuis les années 1980, le rôle du Moulin-à-Fleur comme cœur battant de la vie franco-sudburoise est contesté, d'autant plus qu'une désignation comme « quartier francophone » apparaîtrait inexact, à un moment où les deux tiers des résidents n'ont pas le français comme langue maternelle. Or, des efforts concrets ont été déployés pour revaloriser le patrimoine et la mémoire d'une culture particulière du Grand Sudbury.

Le réaménagement du site de l'ancien Collège du Sacré-Cœur constitue l'un de ces exemples.

Au moment de sa création en janvier 1998, le Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario (CSCNO) hérite de l'ancien collège jésuite dans son parc immobilier. N'étant plus chauffé l'hiver depuis le départ du Collège Boréal, l'édifice a « dépéri », mais il s'agit plus d'une responsabilité que d'une opportunité, car il serait politiquement impensable de le démolir pour vendre le terrain, d'après Régent Dupuis : « Il y aurait eu un vacarme communautaire [...]. La communauté professionnelle francophone a reçu son éducation au Collège du Sacré-Cœur [...]. Il y avait une valeur sentimentale de garder l'édifice<sup>82</sup>. »

Une occasion se présente lorsqu'on constate que l'édifice de l'école secondaire catholique L'Héritage de Minnow Lake est devenu trop grand pour les besoins, qu'il nécessite des réparations, puis qu'une « évaluation d'une tierce partie » confirme que « le bâtiment [de l'ancien Collège du Sacré-Cœur] est en assez bon état pour être préservé<sup>83</sup> ». Conseillère scolaire au CSCNO, Claire Pilon ébruïte la nouvelle et fait connaître « son opinion » à « tout le monde<sup>84</sup> ». Le président du conseil, André Bidal, lui-même un ancien du collège jésuite, obtient un consensus pour déménager l'école vers le Moulin-à-Fleur. De rappeler Dupuis : « S'il y avait de l'argent à dépenser quelque part, mieux vaut le dépenser au Centre-Ville et que ça devienne le *flagship* du Conseil [...]. On n'avait pas notre école à nous [...]. Le Collège Notre-Dame ne nous appartenait pas<sup>85</sup>. »

82. Entrevue avec Régent Dupuis par Serge Dupuis, 1<sup>er</sup> janvier 2022, Verner (Ont.), (00:37:00), (00:38:00).

83. *Ibid.*, (00:10:00), (00:18:00).

84. *Ibid.*, (00:13:00).

85. *Ibid.*, (00:12:00), (00:16:00), (00:19:00).



**Figure 4.6** – École secondaire du Sacré-Cœur, 2003.

Source: Collection des auteurs (juillet 2022).

Alors que des rumeurs courent sur la fusion de L'Héritage avec le CND, S<sup>r</sup> Rachelle Watier juge que « le temps politique [est] propice pour vendre », « fermer ces œuvres » en éducation et « tourner la page<sup>86</sup> ». Même si la dernière religieuse à enseigner au CND prendra sa retraite en 2009, le CSCNO tient à la « réputation<sup>87</sup> » distincte de Notre-Dame, en offrant une programmation complémentaire dans l'ancien collège jésuite. Claire Pilon en est ravie : « Il fera bon de passer sur l'avenue Notre-Dame et de voir cette école sur ce terrain [...]. L'école secondaire sera aussi un atout pour le quartier du Moulin à Fleur [...]. Cette institution aidera à réanimer et à faire revivre les activités culturelles francophones dans le quartier<sup>88</sup>. »

La rénovation constituera néanmoins un chantier d'envergure :

Il y avait une dégradation de l'édifice [...] avec l'humidité, des moisissures [...]. Le toit coulait. C'était quasi abandonné [...]. La tour [construite en 1913] n'était pas chauffée [...]. C'est pour ça que la tour est partiellement décapitée [...]. L'annexe [construite

86. Rachelle Watier, 2011, citée dans Gauthier et Lord, *La charité en action*, p. 173.

87. Entretien avec Régent Dupuis, 1<sup>er</sup> janvier 2022 (00:42:00).

88. Claire Pilon, « La sauvegarde du patrimoine », *Le Voyageur*, 12 juin 2002, p. 2.

en 1953] n'avait pas la même couleur que l'édifice original [...]. On voulait donner à l'édifice une allure moderne avec de l'isolant et du stuc<sup>89</sup>.

Le choix de démolir deux des quatre niveaux de la tour et de recouvrir la brique par du stuc défigure l'ancien collège, selon certains, qui auraient préféré en voir la restauration. La réouverture suscite de l'espoir, puisque des dons sont faits à l'embellissement du terrain. L'agence fédérale FedNor fournit aussi des subventions pour favoriser le marketing du quartier, qui vantera son faible coût de la vie<sup>90</sup>. Ouverte en septembre 2003, l'école secondaire du Sacré-Cœur (ESSC) comptera 360 élèves dix ans plus tard<sup>91</sup>. Le choix du nom réjouit Pilon, qui y voit un choix « qui respecte l'historique du site<sup>92</sup> ». Puisqu'un sondage a confirmé que les parents du West Arm et de la Rivière-des-Français voulaient « garder l'option de pouvoir envoyer les jeunes aux deux écoles de Sudbury<sup>93</sup> », l'ESSC pourra continuer de recevoir ces élèves.

La dimension symbolique du site de l'ancien collège jésuite est de nouveau mise en valeur lorsque le club Richelieu Les Patriotes de Sudbury décide d'y installer un Monument de la francophonie<sup>94</sup>. Imaginés par l'élite franco-ottavienne en 2005, ces marqueurs territoriaux, érigés au coût de 70 000 \$ chacun, comprennent un drapeau géant, sur un mât de 24 mètres, au centre d'un cercle avec des pierres et des plaques qui soulignent des aspects de l'histoire et de la culture franco-ontarienne de la région. Ce moyen « d'améliorer la visibilité de la communauté franco-ontarienne d'aujourd'hui et celle des générations futures<sup>95</sup> » fait l'objet d'une collecte de fonds. L'ancien collège jésuite est choisi pour « retourner

89. Entretien avec Régent Dupuis, 1<sup>er</sup> janvier 2022 (00:15:00, 00:18:00, 00:21:00).

90. Claire Pilon, « FedNor donne un coup de pouce au Moulin à fleur », *Le Voyageur*, 30 juillet 2003, p. 13; « School gets money for landscaping », *Northern Life*, 27 août 2003, p. 3.

91. Claire Pilon, « Célébrer le passé et l'avenir », *Le Voyageur*, 2 octobre 2013, p. 20.

92. Claire Pilon, « Un nom qui respecte l'historique du site Sacré-Cœur », *Le Voyageur*, 27 novembre 2002, p. 18.

93. « Le CSCNO retarde son projet », *Le Voyageur*, 4 juin 2003, p. 5.

94. William Levasseur, « Sudbury a son monument de la francophonie », *Le Voyageur*, 1<sup>er</sup> octobre 2008, p. 1.

95. Claire Pilon, « Un monument de la francophonie à Sudbury », *Le Voyageur*, 20 août 2008, p. 10.

au cœur de la francophonie à Sudbury», au «Moulin-à-Fleur où les francophones se sont établis», et rendre «évident que les francophones [ont] leur place à Sudbury [...] sur une artère principale<sup>96</sup>». De plus, le CSCNO a accepté d'entretenir le site après son inauguration. L'audace d'ériger un immense drapeau sur la voie de passage pour les résidents de la Vallée et du Nouveau-Sudbury témoigne du fait que «la communauté a acquis beaucoup d'assurance», selon Gaétan Gervais, présent à l'inauguration le 25 septembre 2008. «C'est un geste d'affirmation de soi [qu']on est là et [qu']on va rester<sup>97</sup>.» Le Collège Boréal érigera aussi un Monument de la francophonie devant son établissement en 2009.

À l'automne 2013, l'Université de Sudbury peut s'allier à l'école secondaire du Sacré-Cœur pour souligner le siècle de l'enseignement supérieur en français dans la ville minière. Des conférences sur l'histoire et un lancement de livre d'entretiens sur l'histoire des Jésuites par la Société historique du Nouvel-Ontario figurent parmi les festivités. L'existence d'un site physique permet, par exemple, la tenue de retrouvailles pour les anciens du Collège du Sacré-Cœur<sup>98</sup>. La visite de l'école secondaire permet aux anciens de témoigner des vestiges conservés à l'intérieur.

Comme ailleurs, les questions environnementales occupent une place grandissante dans les efforts de revitalisation. Au Moulin-à-Fleur, la santé du ruisseau Junction et la propreté des espaces verts qui l'entourent<sup>99</sup> préoccupent plusieurs résidents. Avec les changements climatiques, les moments où le ruisseau sort de son lit deviennent plus fréquents. En juillet 2009, des pluies torrentielles occasionnent 35 millions de dollars en dommages. Le Comité d'action locale du Moulin-à-Fleur presse le conseil municipal d'actualiser son plan pour prévenir les inondations. La réduction du débit ou l'approfondissement du ruisseau se présentent comme des nécessités pour réduire les refoulements d'égouts. En août 2010, de nouvelles inondations envahissent les rues Mountain et Leslie.

96. Entretien avec Régent Dupuis, 1<sup>er</sup> janvier 2022 (00:22:00), (00:26:00).

97. Gaétan Gervais, cité dans Levasseur, «Sudbury a son monument de la francophonie», p. 1.

98. Claire Pilon, «50 ans plus tard, des anciens du Collège du Sacré-Cœur sur le site de leur ancienne école», *Le Voyageur*, 5 octobre 2016, p. 14.

99. Tracey Duguay, «Beauty and the beast: Ruins in the wilderness», *Northern Life*, 1<sup>er</sup> août 2007, p. 1; Denis St. Pierre, «Flour Mill residents want flood plan», *The Sudbury Star*, 1<sup>er</sup> octobre 2009, p. A3.

Pour le candidat Jeff McIntyre, l'administration municipale réagit trop lentement au problème: « *There has not been enough infrastructure investment there, either in maintenance of culverts or replacement of old pipes*<sup>100</sup>. » En avril 2014, la fonte rapide des neiges et 45 millimètres de pluie en quelques heures font que des douzaines de sous-sols reçoivent des égouts à contre-courant. Un terrain de stationnement sur l'avenue Notre-Dame se trouve sous un pied d'eau, un incident qui rappelle les inondations de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, lorsqu'aucun barrage n'existait pour protéger le quartier<sup>101</sup>. En 2019, la ville accouche d'un plan pour lutter contre les désastres naturels. Elle prévoit que 22 millions de dollars seront nécessaires pour reconstruire la canalisation, de la rue Lloyd jusqu'aux rails du CN, puis creuser un bassin de crues et d'inondations au sud du Nouveau-Sudbury. Le ministre du Logement, de l'Infrastructures et des Collectivités, François-Philippe Champagne, annonce que le gouvernement fédéral absorbera 40 % des frais des travaux prévus pour 2024.

Aucun grand chantier de revitalisation du Moulin-à-Fleur n'a vu le jour, mais des efforts modestes méritent une attention. En 2010, afin de rendre le secteur plus agréable à la promenade pédestre le soir, la ZAMF annonce l'installation de 38 luminaires décoratifs sur l'avenue Notre-Dame, de la rue Leslie à la rue Wilma, au coût de 120 000 \$. L'année suivante, dans le cadre de sa planification des quartiers centraux communautaires – de Levack à Capreol, la ville avance que les infrastructures du Moulin-à-Fleur seraient sous-utilisées. La revitalisation suscite des tensions entre les conseillers de différents secteurs, urbains et semi-ruraux, notamment sur les frais de développement. Joscelyne Landry-Altman raconte l'anecdote d'un acheteur potentiel de l'hôtel Park, qui aurait eu à payer 80 000 \$ à la ville pour obtenir la permission de rénover l'édifice, frais qui l'auraient poussé à abandonner ses intentions<sup>102</sup>. Le conseiller

100. Jeff McIntyre, cité dans Bill Bradley, « Voters want environmental issues addressed: candidates », *Northern Life*, 19 octobre 2010, p. 5.

101. « Crews on call around the clock », *Northern Life*, 17 avril 2014, p. 1, 4 ; Darren Macdonald, « Disaster plan would keep Sudbury above water », *Northern Life*, 7 mars 2019, p. 4 ; Heidi Ulrichsen, « Flood-prone Junction Creek watershed gets financial relief », *Northern Life*, 4 avril 2019, p. 8.

102. Claire Pilon, « Mettre en lumière le quartier », *Le Voyageur*, 24 février 2010, p. 8 ; Martha Dillman, « City looking for feedback on town centres », *Northern Life*, 22 février 2011, p. 2 ; Aaron Pickard, « Development fees hamper progress:

de Walden, Terry Kett, craint que la suspension de ces frais grugerait de précieux revenus de la ville. Afin de favoriser le développement, le conseil municipal a déjà suspendu de tels frais dans le Centre-Ville et la conseillère souhaite que le Moulin-à-Fleur puisse bénéficier du même privilège. Ce déséquilibre apporte des piliers du quartier, dont Maria's, ouvert en 1964, à fermer leurs portes, faute d'acheteur. En 2016, la ville songe à inclure le Donovan et le Moulin-à-Fleur dans un programme pour revitaliser le Centre-Ville par lequel elle accorde des prêts – jusqu'à 200 000 \$ sans intérêt – à des entrepreneurs pour rénover les édifices et améliorer leurs façades. En 2019, la ville déménage le musée du Moulin-à-Fleur de la rue St. Charles au parc O'Connor, puisqu'elle a besoin de reconstruire une station de pompage adjacente au site. Puisque le musée se trouve désormais dans un parc, avec des structures de jeux et d'eau, la ville estime que ses possibilités de programmation seront élargies.

La revitalisation du Moulin-à-Fleur reçoit un autre coup de pouce, cette fois de l'École d'architecture, qui en septembre 2018, lance un projet de revitalisation pour la rue Laforest. Ce projet s'inscrit dans le mandat de l'École de mettre en valeur l'architecture des communautés autochtones et francophones du nord de l'Ontario. « *The goal is to bring the street back to its former historic glory,* » résume Joscelyne Landry-Altmann, « *bring back the quality of life and address social and infrastructure issues we have in the urban core*<sup>103</sup> ». Les étudiants de troisième année du programme rencontrent des résidents et des commerçants pour intégrer le patrimoine et l'histoire du quartier ouvrier dans leurs propositions. C'est la perspective des piétons qui est prise comme point de vue pour améliorer l'apparence du quartier<sup>104</sup>. Certains éléments pourront être restaurés, d'autres devront être construits, pour donner à la communauté son

---

Landry-Altmann», *Northern Life*, 27 octobre 2011, p. 6; Darren Macdonald, « Council seeks to boost investments », *Northern Life*, 20 octobre 2016, p. 9; Claire Pilon, « Vente d'un pilier du Moulin à Fleur », *Le Voyageur*, 5 juin 2019, p. 8.

103. Joscelyne Landry-Altmann, citée dans Karen McKinley, « Project aims to bring Flour Mill back to its "historic glory", and architecture students are helping », 18 septembre 2018, sur le site *Sudbury.com*, [https://www.sudbury.com/local-news/project-aims-to-bring-flour-mill-back-to-its-historic-glory-and-architecture-students-are-helping-1051754] (consulté le 4 octobre 2023).

104. Claire Pilon, « La rue Laforest sous la loupe des étudiants en architecture », *Le Voyageur*, 3 octobre 2018, p. 23.



**Figure 4.7** – Rue Laforest, après la cure de rajeunissement, 2018.

Source: Collection des auteurs (2022).

apparence de vieille communauté francophone. Des crédits d'impôt, des permis de construction gratuits, des démarches de planification communautaire et un programme permettant de rembourser jusqu'à 50 % des frais de certaines rénovations extérieures font partie des incitatifs. « *The goal here* », résume la planificatrice de la ville, Mélissa Rioux, « *is to increase the amount of residential development, increase vibrancy and get more people walking around these areas*<sup>105</sup>. » Les étudiants recommandent la construction de perrons devant les maisons et d'auvents sur les commerces, afin de rendre la rue Laforest plus accueillante.

L'embellissement des quartiers dans les années 2010 est vue « comme moyen de promotion, de marketing territorial pour rehausser l'attractivité du secteur et, surtout, réhabiliter son image de “ghetto”, facteur répulsif à l'investissement symbolique et financier<sup>106</sup>, d'après Kenza Benali. D'autres y voient « une volonté de rattrapage et de compensation, généralement envers les groupes victimes d'un préjudice historique ou longtemps privés d'une reconnaissance politique<sup>107</sup> ». Contrairement à l'identification de Vanier comme « quartier francophone », la mise en valeur du patrimoine canadien-français et l'identification du

105. Mélissa Rioux, citée dans McKinley, « Project aims to bring Flour Mill back to its 'historic glory', and architecture students are helping ».

106. Benali, « La désignation officielle de Vanier », p. 98.

107. *Ibid.*, p. 83-84.

Moulin-à-Fleur comme étant le berceau de la vie franco-sudburoise ne semble pas susciter de l'opposition, ni des francophones qui habitent d'autres secteurs ni des Moulin-à-Fleurois de langue anglaise. Le fait que ces efforts soient principalement couverts par des médias de langue française, que plusieurs Franco-Sudburois et la quasi-totalité des anglophones ne consomment pas, pourrait expliquer cette absence de débats. Malgré ce silence, le sous-investissement dans le secteur trahit l'importance que plusieurs élus et résidents d'autres secteurs accordent à la mise en valeur du Moulin-à-Fleur.

L'absence de solution pour mettre en valeur les silos pourrait témoigner de ce désintérêt relatif des élus et des Franco-Sudburois en général. En 2021, le béton s'effrite et des morceaux tombent régulièrement, ce qui oblige les autorités de clôturer le complexe d'urgence<sup>108</sup>. Pourtant, d'autres monuments qui n'ont pas un passé très profond, dont le Big Nickel, installé en 1951, fait l'objet d'un soin constant, puisqu'il a été intégré à l'agence qui gère Science Nord. Le ZAMF voudrait illuminer les silos, mais le coût de leur mise à niveau s'élèverait à 1,5 million de dollars, une somme que le conseil municipal juge trop élevée. Pour le Moulin-à-Fleur, la pente à remonter s'avère assez raide. Non seulement les projets d'amélioration ont été modestes, ils n'ont pas compensé la dégradation du secteur. Sur 139 répondants au sondage de 2020, 55 % croient que les efforts actuels de revitalisation seront couronnés de succès, contre 16 % qui n'y croient pas. Parmi les anciens résidents sondés, les commentaires négatifs prévalent : « *The Flower [sic] Mill has been going downhill since I was a child, and was always thought of as where lower income people live. It's now thought of an area for drug users and the sex trade, it would take a lot to change that view in people who have live here their whole life.* »

Le quartier est devenu, comme le Donavan, [sic] un endroit où résident beaucoup de gens à faible revenu et qui habitent les lieux de façon passagère [...]. Le français devient moins la langue de société dans le quartier, alors que jadis elle dominait. Les commerces

108. « Sudbury community group seeks Flour Mill silo makeover for landmark's 111<sup>th</sup> anniversary », 24 août 2021, sur le site *CBC News*, [https://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/sudbury-flour-mill-silos-1.6151395] (consulté le 4 octobre 2023).

comme Food Basics ne font rien pour faire la promotion du français dans l'affichage ou dans les services qu'ils offrent. Même la ville [...] a baptisé une ruelle Omer Legault Lane, sans mettre du français sur les panneaux.

« *The Flour mill to me is going down as homeowners sell and new landlords are renting to people of lower incomes & the poor; to me we are becoming like Borgia & Vercheres before Urban Renewal in my end - Leslie & Mountain Street.* » Il ne faut pas sous-estimer le poids de la nostalgie qui reflète un passé plus radieux qu'il ne l'était vraiment et un présent plus sombre que la réalité. De tels propos servent parfois à justifier la décision d'être parti et à masquer la culpabilité de ne pas participer à la revitalisation. Les résidents actuels du Moulin-à-Fleur ont fourni des avis plus nuancés dans le sondage de 2020 : 62 % disent croire à la revitalisation en cours, contre 19 % qui disent ne pas y croire :

*I've lived in the flourmill for 30 years and I feel comfortable in this neighbourhood.*

*1984 birth, Moulin a Fleur was important in my development, many friends lived like a block or two away [...]. St-Jean de Brebeuf brought the community together but we were also rocked by clergy sex scandal [...]. Walking to elementary school Assomption and St-Joseph. I remember all the older kids being smokers—high incidence among French Canadians. I remember the community events, organized by playground groups, summer and winter festivals. Playing road hockey on streets and graduating to tennis courts, safer and less balls being lost due to fencing. I have fond memories of the Flour Mill and my parents still reside there.*

*3<sup>rd</sup> Generation Moulin a Fleur Kid here [...]. Kids, loved the mountains, the open space, the cow and Rudy at Sunbeam... so many good memories... it really was a good borough... back then... Slowly though overtime the Memeres sold the houses to less than desirable landlords who converted once, single family homes, to multiplexes that attracted less than desirable tenants who were not Franco, the yards of these houses became parking lots... it's truly sad to see it now, how it has degraded.*

*I still live in the house I was born in 1961 [and] have same house phone number also. Love the Flour Mill, just don't like what is becoming of*

*it. We had 5 overdoses and about 4 deaths of it just in our neighbours' places and also 2 houses down a man found with slashed throat.*

*I lived in the Flour Mill for 38 years and enjoyed every moment of it. I was raised by my grandmother, aunts, and uncles mainly, but my mom and dad only lived a couple of streets away and I saw them every day. I had many friends and took part in activities such as church choir and sports.*

Il y a consensus que la qualité de vie s'est dégradée depuis 1970, mais plusieurs peinent à voir comment une revitalisation durable pourrait se concrétiser. En 2008, la géographe Anne Gilbert constate que l'élite franco-sudburoise est confrontée à « une certaine dispersion des énergies » et à un « manque de relève<sup>109</sup> » chez la jeunesse, moins nombreuse pour prendre le flambeau. L'ouverture à l'autre se présente, à la fois, comme une opportunité et une nécessité.

Curé à la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf de 2002 à 2019, Jean-Paul Jolicoeur conçoit sa paroisse comme « une oasis au Centre-Ville », située dans un quartier où, parfois, la vie familiale et les moyens financiers manquent à l'appel. « Les portes de l'église devraient être ouvertes à n'importe qui indépendamment de [sa] religion, de [sa] langue, de [sa] richesse<sup>110</sup> », précise-t-il. Jolicoeur fait référence aux immigrants indiens, qui ne comprennent pas le français, mais qui « vivent entassés dans des logements » et qui entrent à l'église pour retrouver « la clarté » et « le calme<sup>111</sup> ». La paroisse constitue « un phare qui attire des gens qui [en] ont besoin et qui ont l'impression que tu ne peux pas leur dire non<sup>112</sup> ». Elle agit ainsi comme « une ambassade » pouvant appuyer les résidents « à se trouver un emploi, [...] obtenir de l'aide à manger<sup>113</sup> ». Le thé de Noël, fréquenté par 700 personnes en novembre 2018, tout comme le tirage annuel d'une motocyclette – une idée du père Jolicoeur, permet

109. Anne Gilbert, « Du village à la métropole: les communautés franco-ontariennes », avec la collaboration de Marie-Pierre Bérubé, dans Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amérique*, Québec, Éditions du Septentrion, [2008] 2017, p. 74.

110. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (01:40:00).

111. *Ibid.*, (01:41:00).

112. *Ibid.*, (01:42:00).

113. *Ibid.*, (01:43:00).

à la paroisse de continuer à fonctionner, d'avoir des employés et de faire des dons de nourriture<sup>114</sup>. Pourtant, la paroisse nécessite des ressources, et surtout des paroissiens, pour « payer les factures<sup>115</sup> ». À l'heure actuelle, il manque de jeunes familles pour remplacer les paroissiens qui décèdent, mais certaines familles originaires de l'Afrique subsaharienne se joignent au « bon groupe de bénévoles<sup>116</sup> », selon le nouveau curé, Roch Martin, originaire de Sturgeon Falls.

En 2016, le Grand Sudbury compte 110 Français, 85 Libanais, 55 Algériens, 30 Congolais, 30 Ivoiriens, 25 Haïtiens, 20 Marocains et 20 Tunisiens. La sélection du Grand Sudbury par le ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté en mai 2019 comme l'une des 14 communautés francophones accueillantes hors Québec permet d'envisager la possibilité que l'immigration francophone contribue au renouvellement de la francophonie sudburoise<sup>117</sup>. Mais à 18 %, la part des immigrants s'installant à Sudbury ayant une connaissance du français demeure encore trop faible. Selon une étude de l'Institut des politiques du Nord, ce taux aurait besoin d'atteindre 46 % pour conserver le poids démographique francophone.

Or, ce n'est pas exclusivement des immigrants que dépend la revalorisation de la vie franco-sudburoise. La création par les Anichinabés de centres d'amitié, de santé, d'éducation et d'études autochtones dans les écoles,

---

114. Claire Pilon, « Le thé annuel de Noël approche », *Le Voyageur*, 6 novembre 2019, p. 18.

115. Entretien avec Jean-Paul Jolicoeur, 10 janvier 2021 (01:45:00).

116. Roch Martin, cité dans Claire Pilon, « S'adapter à sa nouvelle paroisse », *Le Voyageur*, 6 novembre 2019, p. 18.

117. « Profil du recensement, Recensement de 2016, Grand Sudbury, Ontario (Code 3553005) », 29 novembre 2017, sur le site *Statistique Canada*, [https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F] (consulté le 4 octobre 2023); Jean-Loup Doudard, « Le Grand Sudbury désigné communauté francophone accueillante », 22 mai 2019, sur le site *Radio-Canada ICI Nord de l'Ontario*, [https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1171280/projet-immigration-retention-nouveau-arrivant-integration] (consulté le 4 octobre 2023); « Sudbury doit accueillir beaucoup plus de francophones, selon un rapport », sur le site *Radio-Canada ICI Nord de l'Ontario*, 8 novembre 2019 [https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1382681/immigrants-francophones-sudbury-etude-contrer-vieillesse-population] (consulté le 2 janvier 2025); Comité de planification communautaire de Sudbury, *Forum communautaire 2015*, p. 24.

les collèges et à l'université rend les cultures autochtones plus visibles et vibrantes à Sudbury. Désormais, un plus grand nombre d'Autochtones habitent la ville que les réserves : en 2016, 15 695 Sudburois (9 %) revendiquent une origine autochtone, dont la moitié affirment avoir des origines métisses<sup>118</sup>. Depuis 2003, par l'arrêt *Powley*, la Cour suprême du Canada a reconnu « les peuples distincts qui, en plus de leur ascendance mixte, possèdent leurs propres coutumes et identités collectives reconnaissables et distinctes de celles de leurs ancêtres indiens [...] et de leurs ancêtres européens<sup>119</sup> ». Il y a eu, par la suite, une prise de conscience et le nombre d'Ontariens s'identifiant comme Métis est passé de 48 000 à 86 000 entre 2001 et 2011<sup>120</sup>. Dans le Grand Sudbury, c'est 41 % des 6 455 Métis qui ont le français comme première langue officielle parlée en 2011. Ces 2 655 individus sont dispersés sur le territoire, mais ils sont davantage présents dans la Vallée, plus près des réserves de Wanapitae et de Whitefish Lake, mais certains sont présents dans le Moulin-à-Fleur.

La communauté franco-sudburoise ne déroge pas de l'objectif de créer des « espaces francophones » où l'on peut collaborer et vivre en français. Le projet d'une place des arts franco-sudburois avait été imaginé comme moyen de contourner la « dispersion des énergies » et d'optimiser les ressources limitées. Le projet a été suspendu en 1997 lorsque le Théâtre du Nouvel-Ontario avait décidé de faire cavalier seul en s'installant sur le campus principal du Collège Boréal. Bénéficiant d'un financement public, le collège d'arts techniques et appliqués se présente comme un nouveau champion pour ce regroupement d'organismes sous un même toit. L'ACFO du Grand Sudbury et le Regroupement des jeunes gens d'affaires francophones acceptent aussi l'invitation de s'installer à Boréal<sup>121</sup>. Dans son *Plan stratégique 2005-2010*, le collège inscrit « le développement

118. « Population des autochtones », dans « Profil du recensement, Recensement de 2016, Grand Sudbury, Ontario (Code 3553005) », 29 novembre 2017, sur le site *Statistique Canada*, [<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>] (consulté le 4 octobre 2023); Saارينen, *From Meteorite Impact to Constellation City*, p. 233.

119. Cour suprême du Canada, *R. c. Powley*, 19 septembre 2003, [<https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/fr/item/2076/index.do>] (consulté le 13 décembre 2024).

120. Robert A. Pape, « Une communauté métisse francophone en Ontario : lubie ou réalité? », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 42 (2017), p. 56-57, 86.

121. ACFOGS, *Assemblée générale annuelle*, 15 décembre 2011, dans AACFOGS.

économique, social et culturel de son milieu<sup>122</sup>» comme étant intimement lié à la lutte pour « contrer les effets de l'assimilation, de l'exode des jeunes et de l'endettement de la clientèle<sup>123</sup>» et à « l'intégration des populations immigrantes ». La tenue de spectacles de langue française au Collège doit propager la fierté franco-ontarienne, favoriser la reconnaissance du patrimoine métis et consolider la solidarité internationale. En vue de « favoriser l'engagement<sup>124</sup> » des jeunes francophones encore plus, le collège fait construire un amphithéâtre de 350 places en 2011 et un restaurant, deux installations pouvant former les étudiants en technique de la scène et en arts culinaires.

Malgré ce « projet de société » du Collège Boréal, plusieurs organismes franco-sudburois gardent leurs bureaux au Centre-Ville. Si Claire Pilon rêve à une place des arts au Moulin-à-Fleur, sise sur une partie des terrains de l'école secondaire du Sacré-Cœur, ce projet ne trouve plus preneur<sup>125</sup>. Le réseau culturel développe des partenariats avec les établissements éducatifs, mais craint d'être coopté par un conseil scolaire – il préfère ne pas se mêler de la compétition entre les écoles catholiques et les écoles publiques – ou un collège ou une université – qui pourrait contraindre leur créativité. Une « place des arts » au Centre-Ville de Sudbury est privilégiée pour des raisons historiques – le nord du Centre-Ville constitue un « territoire » canadien-français tout autant que le Moulin-à-Fleur – et stratégiques – la ville souhaite revitaliser son Centre-Ville et fait le don d'un terrain d'une valeur de 5 millions de dollars au projet, aux angles des rues Larch et Elgin. Le Moulin-à-Fleur ne figure pas dans la zone de revitalisation, d'où son exclusion des sites considérés par l'élite franco-sudburoise. Le projet de 28 millions de dollars est principalement subventionné par le gouvernement fédéral, mais compte aussi de multiples dons de nombre d'organisations et de donateurs privés<sup>126</sup>. À son ouverture en avril 2022, ce « foyer d'excellence et lieu rassembleur<sup>127</sup> » compte des espaces de production et de diffusion, des bureaux, des salles de diffusion, un bistro et une boutique.

122. *Plan stratégique, 2005-2010*, Sudbury, Collège Boréal, 2005, p. 8.

123. *Dix ans d'innovation à Boréal*, Sudbury, Collège Boréal, 2005, p. 61.

124. Bouchard et Doyon, *Vers une prise en charge du développement*, p. 6.

125. Pilon, « La sauvegarde du patrimoine », p. 2.

126. Maheux, *La Caisse Desjardins Ontario*, p. 59.

127. Comité de planification communautaire de Sudbury, *Forum communautaire 2015*, p. 26.



La revitalisation culturelle et territoriale du Moulin-à-Fleur est inégale et incomplète. Les récents efforts de mémorialisation mettent de l'avant les réalisations du quartier et des Franco-Sudburois. Les efforts de résistance empêchent les glissements extrêmes vers la déperdition. Les efforts d'ouverture permettent de conjuguer l'adaptation des paramètres de la communauté tout en retenant l'importance des lieux et des institutions comme étant essentiels à la reproduction locale d'une francophonie. La conjoncture à laquelle est confrontée le quartier n'est pas facile, mais la sensibilisation, le développement économique et l'amélioration de la gouvernance municipale indiquent qu'une prise en charge demeure possible. Le Moulin-à-Fleur ne vit pas son pire quart d'heure, mais il n'est pas encore sorti de l'auberge.



## Conclusion

La langue et la classe sociale nourrissent des solidarités et des conflits. Parfois elles se recourent, autrefois, elles s'entrechoquent. S'il ne faut retenir qu'une chose de ce livre, c'est que ces solidarités et ces tensions coexistent dans un environnement dynamique. Ni l'interprétation marxiste de Donald Dennie ni l'interprétation nationaliste de Gaétan Gervais suffisent pour expliquer l'expérience franco-sudburoise dans un laboratoire aussi complexe que le Moulin-à-Fleur. Le développement institutionnel comme mécanisme pour soulever l'ensemble des Franco-Ontariens dans un contexte d'adversité avec la majorité anglophone, ainsi que les tensions entre les bourgeois et les ouvriers francophones, souvent portés à s'identifier autant à leur classe sociale qu'à leur groupe national, traversent les 125 ans d'histoire du Moulin-à-Fleur.

Les auteurs de cette histoire ont voulu rendre hommage à ceux qui ont animé et bâti la vie ouvrière et canadienne-française de ce quartier. Elle rappelle les manières par lesquelles ils se sont approprié ce coin du moyen-nord de l'Ontario et y ont développé un premier quartier ouvrier au cœur d'un important centre industriel du Canada. Le secteur est unique et témoigne autant des visées nationalistes des Jésuites et des Sœurs grises que des aspirations socioéconomiques, culturelles et religieuses des ouvriers qui ont quitté la campagne pour s'y installer. Le Moulin-à-Fleur connaît un « âge d'or » au cours des années 1930 à 1960 pendant lesquelles d'importants réseaux communautaires sont établis, tout comme les institutions, les commerces, les associations, les activités, les coutumes et l'entraide qui rappelle celle que l'on peut observer dans d'autres « quartiers populaires » au Canada français. Du même souffle, les Moulin-à-Fleurois ne vivent pas en rupture avec le monde et entretiennent des relations avec de la parenté à l'extérieur de la région et des gens d'autres origines ethniques et religieuses à Sudbury. Le quartier est

confronté à des vents contraires, à partir des années 1950, qui voient la population déborder vers les premières banlieues, notamment le Nouveau-Sudbury et Val-Caron, ce qui contribue, à la fois, à élargir l'« espace francophone », mais aussi à le diluer et à déterritorialiser les relations entre Franco-Sudburois. L'enrichissement socioéconomique des Franco-Ontariens après la Seconde Guerre mondiale permet l'émergence de nouvelles institutions, qui nourrissent une effervescence culturelle remarquable à Sudbury, mais cette mobilité sociale diminue la vitalité du français au quotidien – dans le voisinage, les commerces et les familles. La vague de départs du Moulin-à-Fleur a été causée, à la fois, par l'exode des familles qui avaient les moyens de le quitter pour un quartier plus bourgeois et celles qui avaient besoin de plus d'espace et ne pouvaient pas se permettre de rester. En bref, les considérations économiques sont souvent prévalentes pour expliquer la mobilité des Franco-Ontariens.

L'érosion de la territorialité francophone et le rôle joué par la classe sociale dans l'évolution de la vitalité francophone, voilà ce que le Moulin-à-Fleur nous rappelle. En se restreignant aux institutions, la francophonie sudburoise a pris un tournant élitiste, la rétention culturelle dépendant de plus en plus de la capacité de s'instruire et de travailler au moins partiellement en français. Alors que, historiquement, le quartier permettait aux ouvriers et aux familles de vivre en français au quotidien et c'était à l'élite professionnelle de maîtriser les codes en anglais, l'équation semble s'être renversée depuis les années 1970 : l'érosion d'un territoire majoritairement francophone a privé plusieurs familles ouvrières d'un espace de vie qui n'est pas anglo-dominant. Au-delà des institutions, les sociopédagogues Réal Allard et Rodrigue Landry rappellent le rôle crucial joué par la famille et la localité dans la valorisation du français<sup>1</sup>.

À l'inverse de la Basse-Ville d'Ottawa et du secteur Borgia de Sudbury, le Moulin-à-Fleur n'a pas fait l'objet d'une rénovation urbaine intensive. Les améliorations ont été plutôt esthétiques et les problèmes du quartier (appauvrissement, criminalité, etc.) ont continué de s'aggraver jusqu'à la décennie 2000. S'il existe des lueurs d'espoir pour une revitalisation, il manque aux autorités municipales, aux porte-paroles du quartier et à

---

1. Réal Allard et Rodrigue Landry, « Contact des langues et développement bilingue : un modèle macroscopique », *Revue canadienne des langues vivantes*, vol. 46, n° 3 (1990), p. 527-533.

l'élite franco-sudburoise une vision qui permettrait au Moulin-à-Fleur d'enclencher un embourgeoisement. En ce sens, le parcours du Moulin-à-Fleur ressemble davantage à celui du secteur Vanier à Ottawa, qui peine aussi à attirer des professionnels<sup>2</sup>. Si peu de professionnels expriment l'envie de « revenir » dans les quartiers ouvriers urbains, pourquoi serait-ce pertinent de s'y intéresser? L'existence de quartiers francophones en milieu minoritaire – Saint-Boniface à Winnipeg, Dieppe à Moncton – contribue à accroître la présence du français dans l'espace urbain et, par ricochet, à cultiver un sentiment d'appartenance chez les jeunes familles, qui pourraient voir la langue française comme une langue du quotidien, dotée d'une « présence naturelle » qui appartient au présent et à l'avenir.

L'histoire du Moulin-à-Fleur comprend simultanément des acteurs qui « se sont rangés du côté de l'oubli », puis d'autres qui ont agi comme « tenants de la conscience<sup>3</sup> », pour citer le professeur François Paré. L'expérience moulin-à-fleuroise illustre des comportements propres aux groupes ethniques – où, progressivement, chez plusieurs, la culture est folklorisée et la langue est abandonnée – et des comportements propres aux groupes nationaux – où une élite milite pour l'autonomie politique et la transmission de la langue aux prochaines générations. Ce qui n'est pas sans rappeler les tensions au sein d'une communauté « nationalitaire<sup>4</sup> ». L'élite franco-sudburoise a fait preuve de bienveillance, de collaboration et de mépris pour ce quartier ouvrier, exerçant un pouvoir émanant de sa « liberté limitée<sup>5</sup> », tout en demeurant impuissante vis-à-vis de courants économiques, politiques et culturels dominants. En retour, cette population ouvrière s'est montrée reconnaissante, généreuse et irrévérencieuse, manifestant une certaine agentivité pour améliorer son sort individuel, sans toutefois parvenir à reproduire les rapports de force qui existaient avant. On n'est pas devant une lutte des classes *ou* une lutte entre les

- 
2. Kenza Benali, « Le réaménagement des Plaines LeBreton: une occasion de “rendre justice” à la communauté francophone d'Ottawa? », *Recherches sociographiques*, vol. 54, n° 1 (janvier-avril 2013), p. 43-47.
  3. François Paré, *Les littératures de l'exiguïté*, Hearst, Le Nordir, 1992, p. 135.
  4. Joseph Yvon Thériault, « Entre la nation et l'ethnie: sociologie, société et communautés minoritaires francophones », *Sociologies et sociétés*, vol. 26, n° 1 (1994), p. 15-32.
  5. Giovanni Levi, « Les usages de la biographie », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 44, n° 6 (1989), p. 1325-1336.

deux sociétés d'intégration au Canada, mais devant l'une *et* l'autre de ces luttes qui sont entrées en collision, à différents niveaux, dans le temps et l'espace.

« Si quelqu'un a fait une promesse qu'il était pour faire un renouvellement dans le Moulin-à-Fleur, » fait remarquer Normand Glaude, « il a manqué son coup [...]. Un jour, va falloir que ça se fasse<sup>6</sup> ». Il est devenu délicat pour des autorités municipales de « déplacer » ou de « remplacer » des populations. Or, notre étude pourrait être vue comme un plaidoyer pour un entre-deux, une rénovation urbaine un peu moins agressive que le relâchement du *bulldozer*, mais plus intensive qu'une approche cosmétique, qui ne règle pas les problèmes de fond. Parce que la négligence des quartiers ouvriers a parfois engendré autant de conséquences inattendues que l'acharnement avec lequel le renouveau urbain s'est déployé, le Grand Sudbury pourrait s'inspirer d'exemples vécus dans d'autres villes canadiennes pour revitaliser les quartiers centraux. À quoi ressemblerait un tel processus pour le Moulin-à-Fleur ? Si le renouveau urbain du secteur Borgia a eu les effets bénéfiques d'améliorer les voies de circulation et de construire de nouveaux logements sociaux, la démolition de maisons et de commerces en bon état a diminué la mixité sociale et rendu le renouveau moins durable. Les améliorations cosmétiques du Moulin-à-Fleur n'ont pas apporté une mixité sociale, de nouveaux commerces ou de développements immobiliers. À cet égard, la démarche entreprise a été un échec. Au fil des ans, les résidents du quartier ont eu de bonnes idées, dont le « *French Town Concept* », qui n'ont malheureusement jamais véritablement été mises en œuvre. L'arrivée de nouvelles institutions et les collaborations avec l'École d'architecture suggèrent qu'il existe un appétit pour renverser la vapeur. Une « démarche d'aménagement » qui profite tant aux « populations moins nanties » qu'à l'arrivée d'« une population de classe moyenne<sup>7</sup> » est préconisée comme une recette pour le succès. L'aménagement implique principalement des investissements privés, soutenus financièrement et coordonnés par les autorités municipales. Elles impliquent la rénovation de ce qui peut être mis en valeur et la démolition

---

6. Entrevue avec Normand Glaude par Serge Dupuis sur la plateforme Zoom, 30 décembre 2021, (00:38:00).

7. Renaud Goyer, « Les transformations résidentielles et urbaines d'une ville moyenne: Trois-Rivières et le spectre de la gentrification », *Recherches sociographiques*, vol. LXII, n° 1 (2021), p. 113.

de ce qui apparaît irrécupérable. La construction de logements sociaux est tout aussi importante que celle d'immeubles en copropriété et de maisons de ville pour assurer cette mixité sociale, difficile à cultiver mais nécessaires à l'équilibre social. L'aménagement de trottoirs, de stationnements et d'arbres sur la rue Kathleen dans le secteur Donovan y a attiré de jeunes professionnels et des commerces uniques. Cela étant dit, le processus est loin d'être achevé, puisqu'il n'a pas encore entraîné l'amélioration des résidences ou mis en valeur l'héritage est-européen du secteur.

Si on cherche à savoir ce qui va attirer les jeunes, les familles et les francophones, l'idée de Jeannine Larcher-Lalande d'avoir la possibilité de faire ses courses à pied et de vivre une mobilité active n'est pas un mauvais point de départ. Ce serait un secteur unique pour le Grand Sudbury, où la grande majorité des résidents se déplace encore exclusivement en automobile. Puisque pour un avenir prévisible, l'avenue Notre-Dame demeurera une artère de voitures et de camions bruyants – comme l'avenue King Edward dans la Basse-Ville d'Ottawa et le boulevard Charest dans Saint-Sauveur à Québec – l'aménagement des rues Laforest et King serait, comme le préconise l'École d'architecture, bien choisi pour faire émerger une nouvelle rue communautaire. En 2011, la ville du Grand Sudbury estimait que pas moins de 270 logements du Moulin-à-Fleur étaient en besoin de « réparations majeures<sup>8</sup> ». Ce serait probablement un bon endroit où lancer des travaux de démolition et de rezonage en fonction de critères importants pour les jeunes générations : des résidences imaginées en fonction des besoins des familles contemporaines, des commerces à proximité, des espaces récréatifs et de la verdure. La ville semble se méfier d'investissements dans l'aménagement de ses secteurs urbains, mais la rénovation urbaine du secteur Borgia, malgré ses défauts, a illustré qu'il peut s'agir d'un investissement à long terme pour augmenter les revenus provenant des taxes foncières et encourager la densification urbaine, qui permet l'optimisation du transport public et la fréquentation des installations récréatives. En ce qui concerne les établissements publics, pourrait-on imaginer que l'Université de Sudbury, qui manifeste depuis 2021 son désir de devenir une université de langue française, s'installe dans le quartier historiquement francophone ? L'École Saint-Joseph,

---

8. Initiative Communauté en santé (ICS), *Profil de la communauté Moulin à Fleur*, Ville du Grand Sudbury, 2015, p. 6-7, 10.

bâtie en 1941, pourrait-elle obtenir une nouvelle installation au cœur du quartier? Du même souffle, si la construction d'une piscine municipale ou d'une nouvelle école primaire de langue française pouvaient contribuer à la revitalisation du Moulin-à-Fleur à partir de fonds publics, c'est la volonté de la municipalité et celle des Franco-Sudburois à coordonner des investissements privés qui peuvent changer la donne. Au niveau patrimonial, plusieurs villes ont eu à imaginer ce que serait un usage au quotidien de sites afin de rendre leurs expositions plus viables et c'est sans doute ce dont auraient besoin les silos, le musée du Moulin-à-Fleur et la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf, pour qu'ils s'inscrivent de façon durable dans le temps et l'espace. Enfin, l'affichage franco-dominant lui permettrait, visuellement, d'être associé à un « espace francophone » en mesure d'attirer une partie des nouveaux venus francophones.

Les élus et les Franco-Sudburois mettront-ils les efforts pour revitaliser le territoire qui a mis au monde la vie française dans la ville minière? L'avenir nous le dira.

## Annexe. Renseignements sur le sondage de l'automne 2020

Devant le caractère fragmentaire des données recueillies et l'impossibilité d'effectuer des entretiens en personne pendant la pandémie de COVID-19 (2020-2022), nous avons conçu un sondage sur la plateforme SurveyMonkey pour sonder des familles qui habitent depuis longtemps le Moulin-à-Fleur.

Dans le sondage, nous avons activé l'anonymat des participations, puis empêché la participation plus d'une fois par une même adresse IP. De cette façon, nous respectons la confidentialité et l'anonymat promis, tout en évitant des participations multiples, bien que l'incitatif pour qu'une personne refasse le sondage était déjà très faible. Nous avons d'abord ciblé un ensemble de groupes Facebook où d'anciens et d'actuels résidents pouvaient se trouver. Du côté francophone, les groupes « Je suis franco-ontarien » (25 000 membres), « Salon du livre du Grand Sudbury » et « Carrefour francophone » (1 600 membres) ont été ciblés. Du côté anglophone, ce sont les groupes « *I grew up in Sudbury* » (20 000 membres), « *Flour Mill and Donovan Area* » (1 700 membres) et « *Flour Mill Community Farm* » (300 membres) que nous avons ciblés. Serge Dupuis a diffusé la nouvelle sur sa page personnelle de Facebook et la directrice générale de l'ACFO du grand Sudbury, Joanne Gervais, a partagé le lien par courriel dans la liste d'envoi de l'organisme. Nous avons accordé des entrevues aux journalistes Claire Pilon (*Le Voyageur*), Priscilla Pilon (Radio-Canada) et Jenny Lamothe (Sudbury.com), qui ont chacune partagé le lien au sondage dans leurs articles. Dans les annonces, diffusées en français ou en anglais en fonction de la langue du groupe en question, Serge a parlé de ses origines dans la région, du projet d'une histoire du Moulin-à-Fleur et du fait qu'il cherchait des participants qui accepteraient de lui accorder un entretien pendant une dizaine de minutes ; il a fait un tirage de livres pour les participants qui ont répondu

à son appel et lui ont fait parvenir leur adresse courriel. Paul de la Riva et Yves Pelletier en ont été les récipiendaires.

En vue d'élaborer un sondage, nous nous sommes inspirés des questionnaires publiés en annexe dans les livres de Dale Gilbert (2015) sur le quartier Saint-Sauveur de Québec et de Stacey Zembrzycki (2014) sur les Ukrainiens de Sudbury. Nous avons voulu y inclure des questions sociales, culturelles et politiques, puisqu'elles se trouvent au cœur de l'histoire de ce quartier ouvrier canadien-français.

Dans la sélection des questions, nous avons cherché à identifier l'âge, le niveau d'instruction, l'origine ethnique, le statut civil des participants ainsi que la période pendant laquelle ils ont vécu dans le quartier, afin de faire d'éventuelles corrélations. Les relations, l'expérience et les perceptions étaient au cœur des questions que nous leur avons posées. Dans le premier axe, nous leur demandions leur lieu de naissance, leur génération, la ou les période(s) vécue(s) au Moulin-à-Fleur, l'origine ethnique et la religion de la famille, le statut socioéconomique du ménage pendant l'enfance, l'école primaire fréquentée, l'école secondaire fréquentée, les études, l'emploi, le lieu de résidence actuel et la proportion de la vie vécue au Moulin-à-Fleur. Cet axe devait permettre de relativiser certaines réponses en fonction de la durée et de la période du séjour dans le quartier. Dans le deuxième axe, nous avons questionné les participants sur la taille de la fratrie, le statut (propriétaire ou locataire) des parents, le nombre de premiers cousins, l'intensité des relations communautaires et familiales, ainsi que le nombre d'enfants qu'ils ont eu. Cet axe visait à comprendre les relations familiales et la relation à la propriété, une question importante dans un quartier ouvrier. Dans le troisième axe, nous posions la question sur leurs tendances politiques et celles des parents, l'appartenance syndicale et les perceptions à l'égard des syndicats. Là aussi, c'est la question sociale et la partisanerie que nous sondions. Dans le quatrième axe, nous nous intéressions au rapport à la langue avec la famille immédiate, au rapport à l'Église, à la pratique religieuse et aux valeurs religieuses. Nous cherchions ici à mesurer la persistance ou le glissement de « la langue et la foi ». Pour le cinquième axe, nous posions des questions sur les sports, les activités culturelles, la qualité de vie des résidents du quartier, la violence et les perceptions internes et externes du quartier, ainsi que sur le potentiel de la revitalisation. Nous avons cherché ici à mesurer des éléments dont parlent souvent les médias en lien avec le quartier.

Nous avons choisi de poser moins de questions sur les emplettes et le voisinage que ne l'a fait Gilbert et moins de questions sur la politique européenne que Zembrzycki, mais plus de questions sur les relations sur les langues officielles, ainsi que la relation des préoccupations ouvrières aux priorités de l'élite nationaliste. Nous avons fusionné, resserré et adapté les questions de Gilbert et de Zembrzycki afin de formuler des énoncés qui pourraient être présentés dans un sondage avec des cases à cocher et des matrices d'évaluation. Le but était d'élaborer une enquête quantitative à partir d'un questionnaire qui porterait sur l'expérience, la mémoire et les perceptions d'anciens et d'actuels résidents. Nous avons cherché à mesurer des dimensions propres aux enquêtes historiques sur des quartiers populaires canadiens et des communautés ethniques, mais aussi à élaborer un questionnaire à partir de considérations proprement franco-ontariennes.

Le sondage s'est tenu du 26 octobre au 17 novembre 2020 et a attiré 216 participants. Une cinquantaine d'entre eux n'ont pas soumis leurs réponses et certains participants n'ont pas répondu à toutes les questions, qui au final, se sont attirées de 139 à 170 réponses.

Parmi les répondants :

- 81 % étaient des baby-boomers, nés entre 1942 et 1963<sup>1</sup>.
- 77 % sont nés à Sudbury.
- 75 % de ceux qui ont répondu en français et 67 % de ceux qui ont répondu en anglais ont vécu moins de la moitié de leur vie au Moulin-à-Fleur<sup>2</sup>; 30 % de ceux qui ont répondu en anglais et 17 % de ceux qui ont répondu en français habitent actuellement le Moulin-à-Fleur.
- Une légère majorité (57 % des répondants au sondage en français, 41 % des répondants au sondage en anglais) habite ailleurs dans le Grand Sudbury.

- 
1. Dans le sondage en anglais, c'est la totalité des répondants qui sont baby-boomers. Dans le sondage en français, on retrouve aussi 11 personnes nées entre 1920 et 1941 (génération civique), 16 personnes nées entre 1964 et 1977 (génération X), 3 répondants nés entre 1978 et 1991, et un répondant né depuis 1992.
  2. Or, 24 répondants en anglais (33 %) et 13 répondants en français (15 %) ont vécu la majorité ou la totalité de leur vie au Moulin-à-Fleur. Cela suggère plusieurs choses, que le sondage en anglais a rejoint plus de résidents actuels (Facebook Flour Mill and Donovan Area, Sudbury.com), puis que le sondage en français (Facebook Je suis Franco-Ontarien, Franco-Ontariens du Nord, ACFO du Grand Sudbury, *Le Voyageur*) a rejoint plus de francophones qui sont déménagés ailleurs à Sudbury ou à l'extérieur de la région.

- 55 % des parents de 138 répondants ont été propriétaires d'une maison dans le Moulin-à-Fleur, mais seulement 19 % des répondants l'ont été.
- 42 % des répondants ont acheté une maison ailleurs dans le Grand Sudbury, et 23 % ont acheté une maison dans une autre ville (contre 12 % de leurs parents).

Les points de référence pointent tous dans une direction : le départ massif des résidents d'origine du quartier vers d'autres contrées.

# Bibliographie

## Sources primaires

### *Journaux et sites de nouvelles*

*ICI Nord de l'Ontario (Radio-Canada)*

*L'Ami du peuple*, Sudbury, 1942-1968

*Le Droit*, Ottawa, 1913-...

*Le Voyageur*, Sudbury, 1968-...

*Northern Life*, Sudbury, 1973-2019

ONFR, Groupe Média TFO, 2012-...

*Sudbury Journal*, Sudbury, 1893-1918

*Sudbury.com* (nouvelles locales)

*The Sudbury Star*, Sudbury, 1913-...

### *Fonds d'archives*

Archives de l'Université Laurentienne, Sudbury

Fonds P023 (Théâtre du Nouvel-Ontario)

Fonds P112 (Commission scolaire catholique [Région de Sudbury])

Centre de recherche sur les francophonies canadiennes (CRCCF), Ottawa

Fonds C2 (Association canadienne-française de l'Ontario)

Fonds C107 (Fédération de la jeunesse franco-ontarienne)

Archives du Mouvement des caisses Desjardins, Lévis

Fonds de la Caisse régionale Nipissing-Sudbury Ltée

Archives privées de Jeannine Larcher-Lalande, Sudbury (APJLL)

Archives électroniques de l'ACFO du Grand Sudbury, Sudbury (AACFOGS)

### *Sources imprimées*

« Activités », *Le Richelieu*, mai 1955, p. 32.

BOUCHARD, Louise, et Yves DOYON. *Vers une prise en charge du développement: réflexions et analyses au service de la francophonie de la région de Sudbury. Rapport au Comité de planification communautaire de Sudbury*, septembre 2010.

COLLÈGE BORÉAL. *Plan stratégique, 2005-2010*, Sudbury, 2005.

- COLLÈGE BORÉAL. *Dix ans d'innovation à Boréal*, Sudbury, 2005.
- COMITÉ DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE DE SUDBURY. *Forum communautaire 2015*, juin 2015.
- DESJARDINS ONTARIO. *Envol de la Caisse Desjardins Ontario, 1<sup>er</sup> janvier 2020*, [2019].
- FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. *Rapport annuel*, Ottawa, 1990.
- FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. *Rapport annuel*, Ottawa, 1994.
- FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. *Rapport annuel*, Ottawa, 1995.
- FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. *Rapport annuel*, Ottawa, 1997.
- FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. *Rapport annuel*, Ottawa, 1999.
- FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. *Rapport annuel*, Ottawa, 2001.
- FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. *Rapport annuel*, Ottawa, 2003.
- FLOUR MILL BIA, et SUDBURY REGIONAL PLANNING AND DEVELOPMENT DEPARTMENT. *Flour Mill Community Improvement Plan*, Sudbury, 1991.
- HEALTHY COMMUNITY INITIATIVE. *The Donovan Community Profile*, Ville du Grand Sudbury, 2015.
- HEALTHY COMMUNITY INITIATIVE. *Downtown Community Profile*, Ville du Grand Sudbury, 2015.
- HEALTHY COMMUNITY INITIATIVE. *Flour Mill Community Profile*, Ville du Grand Sudbury, 2015.
- HEALTHY COMMUNITY INITIATIVE. *New Sudbury Community Profile*, Ville du Grand Sudbury, 2015.
- HEALTHY COMMUNITY INITIATIVE. *Val Therese Community Profile*, Ville du Grand Sudbury, 2015.
- INITIATIVE COMMUNAUTÉ EN SANTÉ. *Profil de la collectivité Le Nouveau Sudbury*, Ville du Grand Sudbury, 2015.
- INITIATIVE COMMUNAUTÉ EN SANTÉ. *Profil de la collectivité Minnow Lake*, Ville du Grand Sudbury, 2015.
- INITIATIVE COMMUNAUTÉ EN SANTÉ (ICS). *Profil de la communauté Moulin à Fleur*, Ville du Grand Sudbury, 2015.
- PAROISSE ST-JEAN DE BRÉBEUF (LA), *Campagne de Souscription à Fonds Combinés*, Sudbury, 1958.
- RENAUD, Robert. «Un conte: une histoire vécue, Qui aurait cru», Ottawa, inédit, 2014.
- SÉGUIN, Lionel. *Historique de la paroisse Saint-Charles*, Saint-Charles, Paroisse Saint-Charles-Borromée, 1945.
- SHERIDAN TECHNICAL SCHOOL. *Technorama '63*, Sudbury, 1963.
- SUDBURY PLANNING BOARD. *A Study for Urban Renewal*, Sudbury, Ville de Sudbury, 1963.
- THE SUDBURY MINING AND TECHNICAL SCHOOL. *Prospectus 1928-1929*, Sudbury, 1929.

VILLE DE SUDBURY. *A Feasibility Study for the Promotion of a French Town Concept within the Flour Mill Business Improvement Area*, 8 février 1985.

### **Textes législatifs**

ONTARIO. ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO. *Journal des débats (Hansard)*, 2<sup>e</sup> session, 21<sup>e</sup> législature, 20 mars 1945, p. 1729-1730.

ONTARIO. LEGISLATIVE ASSEMBLY OF ONTARIO. *Bill No. 15. An Act Respecting Sacred Heart College of Sudbury (Private Bill)*. 2<sup>nd</sup> Session, 21<sup>st</sup> Legislature, Ontario 9 George VI, 1945, Toronto, 15 février 1945.

### **Sondages**

Sondage en français, diffusé sur Survey Monkey en octobre-novembre 2020.

Sondage en anglais, diffusé sur Survey Monkey en octobre-novembre 2020.

### **Entretiens**

CARREY-VILLENEUVE, Pauline. Entretien téléphonique, 29 novembre 2020 et 7 janvier 2021.

DUPUIS, Régent. Entrevue en personne, Verner (Ont.), 1<sup>er</sup> janvier 2022.

DUPUIS-WHALEN, Huguette et Paulette POLSKY. Entretien téléphonique, 11 janvier 2021.

GLAUDE, Normand. Entretien audiovisuel (plateforme Zoom), 30 décembre 2021.

JOLICOEUR, Jean-Paul. Entretien téléphonique, 10 janvier 2021.

LARCHER-LALANDE, Jeannine. Entretien téléphonique, 30 décembre 2020 et 4 janvier 2021.

PAQUETTE, Robert. Entretien audiovisuel (plateforme Zoom), 10 août 2021.

PAQUETTE-FRENETTE, Denise. Entretien audiovisuel (plateforme Zoom), 10 août 2021.

PRÉVOST, Raymond. Entretien téléphonique, 31 janvier 2021.

PRÉVOST-SHIELDS, Yvonne. Entrevue en personne, Sudbury, 28 décembre 2021.

### **Courriels**

DESPATIE, Marc. 23 décembre 2021.

GAUDRAULT, Lorraine. 30 octobre 2020.

PAQUETTE, Robert. 10 décembre 2021.

### **Sources secondaires**

#### **Articles, ouvrages, thèses, mémoires, chapitres**

ABEL, Kerry A. *Changing Places. History, Community, and Identity in Northeastern Ontario*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006.

- ALLARD, Réal, et Rodrigue LANDRY. « Contact des langues et développement bilingue : un modèle macroscopique », *Revue canadienne des langues vivantes*, vol. 46, n° 3 (1990), p. 527-553.
- AMARAL, Izabel. « Carreaux de plafond de l'École Saint-Louis-de-Gonzague », 2022, sur le site *Place des Arts*, [<https://maplacedesarts.ca/la-collection/carreaux-de-plafond-de-lecole-saint-louis-de-gonzague/>] (consulté le 30 septembre 2023).
- ARSENAULT, Robert. *Gaétan Gervais, le « gardien du dépôt »*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 2012.
- AUTHIER, Jean-Yves. « Les rapports au quartier », dans Jean-Yves Authier (dir.), *Du domicile à la ville : vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, 2001, p. 7-11.
- BENALI, Kenza. « Le réaménagement des Plaines LeBreton : une occasion de “rendre justice” à la communauté francophone d'Ottawa? », *Recherches sociographiques*, vol. 54, n° 1 (janvier-avril 2013), p. 29-57.
- BENALI, Kenza. « La désignation officielle de Vanier comme “le quartier francophone” », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 48, n° 1 (2017), p. 81-121.
- BERNARD, Roger-J. « Ensemble pour mieux servir les membres », *Revue Desjardins*, vol. 40, n° 1 (1974), p. 29.
- BERTHIAUME, Brigitte. *Le club Richelieu Sudbury, 1947 à 1977 : le rôle des membres d'un club social dans une communauté canadienne-française*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 2009.
- BÉRUBÉ, Harold. *Des sociétés distinctes : gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2014.
- BLAIS, Gérard. *Le Collège du Sacré-Cœur, Sudbury, Ontario*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1968.
- Blind-River – centre industriel – Blezard Valley – paroisse agricole*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, [1952].
- BOCK, Michel. « L'ACFO du Grand Sudbury Inc. », dans Guy Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc : de l'ACFEO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1994, p. 131-190.
- BOCK, Michel. *Comment un peuple oublie son nom : la crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2001.
- BOCK, Michel. *Quand la nation débordait les frontières : les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004.
- BOCK, Michel. « L'évêque Scollard et la question canadienne-française : le diocèse de Sault-Sainte-Marie au cœur du conflit franco-irlandais (1904-1934) », *Cahiers Charlevoix*, vol. 10 (2014), p. 13-63.
- BOCK, Michel, et Julie DE LA RIVA, « Le Collège du Nord au centre-ville de Sudbury, ce serait idéal », *L'Original déchainé*, 16 octobre 1991, p. 1.
- BOCK, Michel, et François-Olivier DORAIS. « Quelle université pour quelle société? Le débat intellectuel sur la question universitaire en Ontario français depuis les années 1960 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 41 (2016), p. 121-195.

- BORDELEAU, Louis-Gabriel, Roger BERNARD et Benoît CAZABON. « L'éducation en Ontario français », dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 435-473.
- BOUCHARD, Daniel. *La Société historique du Nouvel-Ontario de 1942 à 1976*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1996.
- BOUCHARD, Daniel. « Impact de la pollution atmosphérique sur les agriculteurs canadiens-français de la région de Sudbury 1920-1945 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 32 (2007), p. 7-49.
- BOULAY, Gérard. *Du privé au public : les écoles secondaires franco-ontariennes à la fin des années soixante*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1987.
- BOURDIEU, Henri. « La Propriété, ses bornes, ses abus », dans *La propriété*, Montréal, Semaines sociales du Canada, 1925, p. 304.
- BOURDIEU, Pierre. « Effets de lieu », dans Pierre Bourdieu et Alain Accardo (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 2007, p. 249-262.
- BRAY, Matt (dir.). *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010.
- BRUNET, Marie-Élizabeth. « Vanier, Orléans : des prétendantes imparfaites », *Liaison*, vol. 72 (1993), p. 24-26.
- BUREAU, Brigitte. *Un passeport vers la liberté : les caisses populaires de l'Ontario de 1912 à 1992*, Ottawa, Mouvement des caisses populaires de l'Ontario, 1992.
- CADIEUX, Lorenzo. *La Société historique du Nouvel-Ontario*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1942.
- CADIEUX, Lorenzo. « Guy Courteau, s.j. (1897-1970) », *Lettres du Bas-Canada*, vol. 25 (1971), p. 41-47.
- CAMIRAND-PETERSON, Arthémise. *New Sudbury not as new as you think: A Community History*, Sudbury, New Sudbury Historical Society, 2015.
- CANADA. COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, vol. II : *L'éducation*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968.
- CARROLL, Francis M. « Drawing a Line in the Water », *Lake Superior Magazine*, 5 octobre 2017, [En ligne] [<https://www.lakesuperior.com/the-lake/lake-superior/394-drawing-a-line-in-the-water-or-how-a-bad-map-gave-isle-royal/>] (consulté le 4 octobre 2023).
- CBC NEWS. « Sudbury community group seeks Flour Mill silo makeover for landmark's 111<sup>th</sup> anniversary », 24 août 2021, sur le site CBC, [<https://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/sudbury-flour-mill-silos-1.6151395>] (consulté le 4 octobre 2023).
- CBC NEWS. « One on One with Markus—Alex Trebek », 28 novembre 2017, sur le site CBC, [<https://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/one-on-one-with-markus-alex-trebek-1.4423262>] (consulté le 2 octobre 2023).
- CHARBONNEAU, Richard, et Lionel MONTPELLIER. *Caisse populaire de Chelmsford : une vision qui s'agrandit (1944-1994)*, Chelmsford, Caisse populaire de Chelmsford, 1994.

- CHOQUETTE, Robert. *La foi gardienne de la langue en Ontario, 1900-1950*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1987.
- CHOUINARD, Stéphanie. *La question de l'autonomie des francophones hors Québec: trois décennies d'activisme judiciaire en matière de droits linguistiques au Canada*, thèse de doctorat (science politique), Ottawa, Université d'Ottawa, 2016.
- COHEN, Anthony. *The Symbolic Construction of Community*, 2<sup>e</sup> éd., Londres, Routledge, [1985] 1995.
- COING, Henri. *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Éditions ouvrières, 1966.
- CONSEIL DES ÉCOLES SÉPARÉES CATHOLIQUES ROMAINES DU DISTRICT DE SUDBURY. *Les Écoles séparées catholiques de Sudbury: cent ans d'éducation catholique 1884-1984*, Sudbury, [s. é.], [1984].
- CÔTÉ, Stéphane. « Histoire de Chelmsford », *Chelmsford, Coniston, Chapleau*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1944, p. 12-29.
- COUR SUPRÊME DU CANADA, *R. c. Powley*, 19 septembre 2003 [https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/fr/item/2076/index.do] (consulté le 13 décembre 2024).
- COURTEAU, Guy. *Le docteur J.-Raoul Hurtubise M.D. – M.P.: 40 ans de vie française à Sudbury*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1971.
- CRAMER, Brandi. « Flag raising a “step forward” for francophones », *The Nugget*, 26 septembre 2002, p. A1.
- CUTHBERT BRANDT, Gail. « *J'y suis, j'y reste* »: *The French Canadians of Sudbury, 1883-1913*, thèse de doctorat (histoire), North York, York University, 1976.
- DE LA RIVA, Paul, et Guy GAUDREAU. « Les ouvriers-mineurs de Sudbury: le cas de l'International Nickel Company », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 17 (1995), p. 105-136.
- DE LA RIVA, Paul. *Mine de rien: les Canadiens français et le travail minier à Sudbury, 1886-1930*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1997.
- DENNIE, Donald. « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1 (1978), p. 69-90.
- DENNIE, Donald. *La paroisse Sainte-Anne-des-Pins de Sudbury (1883-1940)*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1986.
- DENNIE, Donald. *À l'ombre de l'INCO: étude de la transition d'une communauté canadienne-française dans la région de Sudbury (1890-1972)*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2001.
- DENNIE, Donald. *Une histoire sociale du Grand Sudbury: le bois, le roc et le rail*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2017.
- DESCHAMPS, Angèle. *Sudbury, 1911: espace et population dans une période de forte croissance*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 2012.
- DESPATIE, Marc, et Lucie LE BLANC. « Le semeur de rêves (1951-1960) », dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des Jeunes au Carrefour francophone 1951-1990*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1992, p. 17-28.

- DESPATIE, Marc. *Aspects de l'histoire urbaine du quartier Borgia de Sudbury, 1911-1969*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1993.
- DICKSON, Robert. «L'illuminé», dans *Contes sudburois*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2001, p. 37-45.
- DORAIS, François-Olivier. «L'Ontario français, c'est le nom d'un combat»: Gaétan Gervais, acteur et témoin d'une mutation référentielle (1944-2008), thèse de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2013.
- DORAIS, François-Olivier. *Un historien dans la cité: Gaétan Gervais et l'Ontario français (1944-2008)*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016.
- DUBÉ, Suzanne. «Les années de transition (1967-1975)», dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des Jeunes au Carrefour francophone 1951-1990*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1992, p. 43-54.
- DUBINSKY, Karen. *Improper Advances: Rape and Heterosexual Conflict in Ontario, 1880-1929*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- DUPUIS, Serge. «Le Collège Boréal, un agent d'avancement en Ontario français», *Le Chaînon*, vol. 37, n° 1 (hiver 2019), p. 56-60.
- ÉTHIER-BLAIS, Jean. *Le seuil des vingt ans*, Montréal, Leméac Éditeur, 1992.
- FRENETTE, Yves. «Sur quelques interprétations de la francophonie nord-américaine», dans France Martineau et al. (dir.), *Francophonies nord-américaines: langues, frontières et idéologies*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 147-172.
- GAGNÉ, Joseph. «Du lys naquit le trille: survol historiographique de l'Ontario sous le Régime français et perspectives de recherche», *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 41 (2016), p. 33-58.
- GALARNEAU, Claude. *Les collèges classiques au Canada français (1620-1970)*, Montréal, Éditions Fides, 1978.
- GAUDREAU, Guy. «Les activités forestières dans deux communautés agricoles du Nouvel-Ontario, 1900-1920», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 4 (printemps 2001), p. 501-529.
- GAUDREAU, Guy. «De 1984 à aujourd'hui: tout va bien madame la Marquise!», dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne: une histoire*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 229-246.
- GAUTHIER, Chantal, et France LORD. *La charité en action: l'histoire récente des Sœurs de la Charité d'Ottawa*, Montréal, Carte blanche, 2016.
- GERVAIS, Gaétan. *La colonisation française et canadienne du Nipissingue (1610-1920)*, North Bay, La Société historique du Nipissing, 1980.
- GERVAIS, Gaétan. «La stratégie de développement institutionnel de l'élite canadienne-française de Sudbury ou le triomphe de la continuité», *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5 (1983), p. 67-92.
- GERVAIS, Gaétan. «L'Ontario français (1821-1910)», dans Cornelius Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 49-125.

- GERVAIS, Gaétan. « Le Règlement XVII », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18 (1996), p. 123-192.
- GERVAIS, Gaétan, et Robert TOUPIN. *Les Jésuites en Ontario : entretiens édités et colligés par Serge Dupuis et Jean Lalonde*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 2014.
- GILBERT, Anne. *Espaces franco-ontariens*, Ottawa, Le Nordir, 1999.
- GILBERT, Anne. « Du village à la métropole : les communautés franco-ontariennes », avec la collaboration de Marie-Pierre BÉRUBÉ, dans Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amérique*, Québec, Éditions du Septentrion, [2008] 2017, p. 61-81.
- GILBERT, Anne, et al. « L'environnement et la vitalité communautaire des minorités francophones : vers un modèle conceptuel », *Francophonies d'Amérique*, n° 20 (automne 2005), p. 51-62.
- GILBERT, Anne, Kenza BENALI et Caroline RAMIREZ. « Le Droit et la rénovation de la Basse-Ville d'Ottawa : les balbutiements d'un journalisme engagé dans le dossier de l'aménagement urbain », *Francophonies d'Amérique*, n° 35 (printemps 2013), p. 117-139.
- GILBERT, Dale. *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*, Québec, Éditions du Septentrion, 2015.
- GIROUARD, André. « Les "Good Old Days", pas pour moi, ou comment les Franco-Sudburois ont vécu la crise des années 1930 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5 (1983), p. 139-150.
- Gloires ontariennes I : Saint Jean de Brébeuf, Saint Gabriel Lalement*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1947.
- GOYER, Renaud. « Les transformations résidentielles et urbaines d'une ville moyenne : Trois-Rivières et le spectre de la gentrification », *Recherches sociographiques*, vol. LXII, n° 1 (janvier-avril 2021), p. 95-120.
- GRAFMEYER, Yves. *Habiter Lyon : milieux et quartiers du centre-ville*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1991.
- GUAY, Louise (Sœur Paul-Émile). *Les Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa*, Ottawa, Maison mère des Sœurs Grises de la Croix, 1967.
- HARVEY, Fernand. « L'historiographie régionaliste des années 1920 et 1930 au Québec », *Les Cahiers des Dix*, vol. 55 (2001), p. 53-102.
- HELE, Karl S. « The Anishinabeg and Métis in the Sault Ste. Marie Borderlands: Confronting a Line Drawn upon the Water », dans Karl S. Hele (dir.), *Lines Upon the Water: First Nations and the Great Lakes Borders and Borderlands*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2008, p. 65-84.
- HELE, Karl S. « Traités Robinson de 1850 », 12 mars 2020, sur le site *L'Encyclopédie canadienne*, 12 mars 2020, [<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/traites-robinson-de-1850>] (consulté le 30 septembre 2023).
- HIGH, Steven. *One Job Town: Work, Belonging and Betrayal in Northern Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2018.

- HOTTE, Lucie. « Littérature et conscience identitaire: l'héritage de CANO », dans Andrée Fortin (dir.), *Produire la culture, produire l'identité?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2000, p. 53-68.
- HURTUBISE, J.-Raoul. *Les écoles bilingues de Sudbury*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1954.
- JAENEN, Cornelius J. « L'ancien régime au pays d'en haut, 1611-1821 », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 9-39.
- JEAN, Sylvie. *Histoire du mouvement coopératif en Ontario français*, Ottawa, Conseil de la coopération de l'Ontario, 1986.
- JEAN, Sylvie. *Historique de la Caisse populaire Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa*, Ottawa, Caisse populaire Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa Limitée, 1988.
- KNIGHT, Alan, et Janet E. CHUTE. « In the Shadow of the Thumping Drum: The Sault Métis—the People In-Between », dans Karl S. Hele (dir.), *Lines Upon the Water: First Nations and the Great Lakes Borders and Borderlands*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2008, p. 85-114.
- KNOWLES, John D. *The Sudbury Streetcars: The Sudbury Copper Cliff Suburban Electric Railway Company*, Sudbury, Nickel Belt Rails, [1952] 1983.
- LA COMMUNAUTÉ ST-JEAN-DE-BRÉBEUF. *50<sup>e</sup> anniversaire de Fondation 1930-1980: album souvenir*, Sudbury, [s. é.], 1980.
- LACOURCIÈRE, René. *L'Île-aux-Chênes: colonie de vacances franco-ontarienne, 1945-1981*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 2000.
- LAFORGE, Michel. *Discours nationalitaires ou cacophonie discursive? De nouveaux référents identitaires des francophones de Sudbury, 1968-1975*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 2015.
- LAFRENIÈRE, Gérard. *La coopération et les Franco-Ontariens*, mémoire de maîtrise (coopération), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1985.
- LALONDE, André. *Le Règlement 17 et ses répercussions sur le Nouvel-Ontario*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1965.
- LANDRY, Sophie. « Les premières manifestations d'un contrôle des naissances à Sturgeon Falls, 1891-1940 », dans Guy Gaudreau (dir.) *Trois études sur les femmes et les familles du Nouvel-Ontario*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 2005, p. 45-84.
- LANG, Stéphane. *La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire, 1910-1968*, thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2003.
- LANGLOIS, Émilien, et George BERTRAND. *Une fierté à partager! La Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury 1945-1995*, Sudbury, Caisse populaire Sainte-Anne de Sudbury, 1995.
- LAPOINTE, Paul, et Georges-André PRUD'HOMME. *J'ai besoin d'un nom*, Montréal, Office national du film, 1978, 55 min.
- LATOURELLE, René. « Brébeuf, Jean de (Échon) », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 1, Québec, Université Laval; Toronto, Université de Toronto,

- [1966] 2015, [En ligne], [[http://www.biographi.ca/fr/bio/brebeuf\\_jean\\_de\\_1F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/brebeuf_jean_de_1F.html)] (consulté le 2 octobre 2023).
- LAVOIE, Hélène. « 1981-1985 – Retour aux sources : vers la communauté », dans Guy Gaudreau (dir.), *Le Théâtre du Nouvel-Ontario : 20 ans*, Sudbury, Éditions TNO, 1991, p. 41-52.
- LEADBEATER, David, *et. al. Northern Ontario in Historical Statistics, 1871-2021*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2024.
- LECLERC, André. *Les doctrines coopératives en Europe et au Canada : naissance, évolution et interrelations*, mémoire de maîtrise (sciences économiques), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1982.
- LEVAC, Maurice. *Le Moulin à Fleur : un quartier homogène*, mémoire de baccalauréat (géographie humaine), Sudbury, Université Laurentienne, 1977.
- LEVI, Giovanni. « Les usages de la biographie », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 44, n° 6 (1989), p. 1325-1336.
- LOUDER, Dean, et Éric WADELL (dir.). *Du continent perdu à l'archipel retrouvé : le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, [1983] 2007.
- LYTWYN, Victor P. « Echo of the Crane: Tracing Anishinawbec and Métis Title to Bawating (Sault Ste. Marie) », dans Ted Binnema and Susan Neylan (dir.), *New Histories for Old: New Perspectives in Aboriginal History*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2008, p. 50-58.
- MAHEUX, Pierre-Olivier. *La Caisse Desjardins Ontario : fruit de plus de 100 ans d'histoire*, Lévis, Les Éditions Dorimène, 2020.
- MALTAIS, Alexandre, et Hélène BÉLANGER. « La gentrification au Québec : les gens, les lieux, les pratiques », *Recherches sociographiques*, vol. LXII, n° 1 (2021), p. 7-34.
- MARCHILDON, Daniel. *Sudbury : toute une histoire !*, Sudbury, Centre Fora, 1991.
- MARSH, James H. « Jean Nicollet de Belleborne », 26 septembre 2022, sur le site *L'Encyclopédie canadienne*, [<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/nicollet-de-belleborne-jean>] (consulté le 4 octobre 2023).
- MARTEL, Marcel. *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1997.
- MARTEL, Marcel, et Martin PÂQUET. *Langue et politique au Canada et au Québec : une synthèse historique*, Montréal, Éditions du Boréal, 2010.
- MCMILLAN, Alan Daniel, et Eldon YELLOWHORN. *First Peoples in Canada*, 3<sup>e</sup> éd., Toronto, Douglas & McIntyre, 2004.
- MELANÇON, Johanne. « Le Nouvel-Ontario : espace réel, espace imaginé, espace imaginaire », *Québec Studies*, n° 46 (automne 2008-hiver 2009), p. 49-59.
- MICHAUD, Lucien (dir.). *Cent ans de vie française à Sudbury, 1883-1983*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1983.
- MORIN, Richard, et Michel ROCHEFORT. « Quartier et lien social : des pratiques individuelles à l'action collective », *Lien social et Politiques – RIAC*, vol. 39 (printemps 1998), p. 103-114.

- MOUGEON, Raymond, Yves FRENETTE et Marc-André GAGNON, « Genèse, essor et refondation de la communauté francophone de Welland (Ontario) », dans France Martineau *et al.* (dir.), *Francophonies nord-américaines : langues, frontières et idéologies*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 263-286.
- MUNSON, Marit K., et Susan M. JAMIESON (dir.). *Before Ontario: The Archaeology of a Province*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2013.
- « Nipissing (federal electoral district) », 15 janvier 2024, sur le site Wikipédia, [https://en.wikipedia.org/wiki/Nipissing\_(federal\_electoral\_district)] (consulté le 4 octobre 2023).
- OUELLET, Fernand. « L'évolution de la présence francophone en Ontario : une perspective économique et sociale », dans Cornelius J. Jaenen (dir.). *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 127-199.
- OUELLET, Fernand. *L'Ontario français dans le Canada français avant 1911 : contribution à l'histoire sociale*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2005.
- OUELLETTE, Pierre. « Éducation et économie 1927-1965 », dans Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc : de l'ACFEO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*, p. 47-94.
- PAPEN, Robert A. « Une communauté métisse francophone en Ontario : lubie ou réalité? », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 42 (2017), p. 53-109.
- PARÉ, François. *Les littératures de l'exiguïté*, Hearst, Le Nordir, 1992.
- PARÉ, François. « L'institution littéraire franco-ontarienne et son rapport à la construction identitaire des Franco-Ontariens », dans Jocelyn Létourneau (dir.), *La question identitaire au Canada francophone : récits, parcours, enjeux, hors-lieux*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1994, p. 45-62.
- PARENT, Guy. « Le canton de Caldwell en 1901 : un îlot francophone en Ontario », *L'Ancêtre*, vol. 47, n° 333 (hiver 2021), p. 97-100.
- PARENT, Huguette. *L'Hôpital Saint-Joseph de Sudbury*, thèse de maîtrise (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1985, 170 p.
- PELLETIER, Lucien. « Les Jésuites de Sudbury vers 1960 : une mutation difficile », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37 (2012), p. 13-81.
- PETERSON, Jacqueline. « Many rods to Red River: Métis genesis in the Great Lakes Region, 1680-1815 », dans Jacqueline Peterson et Jennifer S. H. Brown (dir.), *The New Peoples: Being and becoming Métis in North America*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 1984, p. 37-71.
- PHARAND, J. Arthur. *Un miracle économique au Moulin à Fleur 1949-1989 (40 ans d'histoire de ma caisse)*, Sudbury, [s. é.], 1991.
- PICKETT, Stanley H. « An Appraisal of the Urban Renewal Programme in Canada », *The University of Toronto Law Journal*, vol. 18, n° 3 (été 1968), p. 233-247.
- PILON, Claire. *Le Moulin à Fleur*, Sudbury, [s. é.], [1983] 2011.
- PINÇON, Michel, et Monique PINÇON-CHARLOT. *Sociologie de la bourgeoisie*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, La Découverte, [2000] 2003.
- PINK, Tom. « A Youthful 350, Sault Ste. Marie Celebrates Its Long, Long History », *Lake Superior Magazine*, 10 août 2018, [En ligne], [https://www.lakesuperior.com/travel/michigan/403travelmi/] (consulté le 4 octobre 2023).

- POULIN, Pierre. *Histoire du Mouvement Desjardins*, t. I: *Desjardins et la naissance des caisses populaires, 1900-1920*, Montréal, Québec Amérique, 1990.
- PROULX, Gilberte. *Familles pionnières: leur odyssée, leur enracinement*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1944.
- QUESNEL, Denise. « Un mouvement politique indécis, 1995-2004 », dans Guy Gaudreau (dir.), *Le drapeau franco-ontarien*, Sudbury, Éditions Prise de parole et ACFO du Grand Sudbury, 2005, p. 69-97.
- RIOPEL, Pierre. « Collège Sacré-Cœur de Sudbury », [s. d], sur le site *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, [[http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-249/Coll%C3%A8ge\\_Sacr%C3%A9-Coeur\\_de\\_Sudbury.html](http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-249/Coll%C3%A8ge_Sacr%C3%A9-Coeur_de_Sudbury.html)] (consulté le 4 octobre 2023).
- RODRIGUE, Michel. *Le Moulin-à-Fleur (1913-1920): une étude de ses origines à partir des rôles d'évaluation*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1989.
- RODRIGUE, Michel. « 1970-1975 – Une nouvelle vision: la création collective », dans Guy Gaudreau (dir.), *Le Théâtre du Nouvel-Ontario: 20 ans*, Sudbury, Éditions TNO, 1991, p. 12-22.
- ROGAK, Lisa. *Who is Alex Trebek? A Biography*, New York, St. Martin's Press/Thomas Dunne Books, 2020.
- ROUSSEAU, Yvan, et Roger LEVASSEUR. *Du comptoir au réseau financier: l'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Éditions du Boréal, 1995.
- ROY, Marko. *Mobilité urbaine et population active de la rue Kathleen, Sudbury, 1914-1940*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1996.
- ROY, Sylvie. « Welland, Ontario, 1829-2005 », dans Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire (dir.), *La francophonie nord-américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 263-265.
- RUDIN, Ronald. *In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990.
- SAARINEN, Oiva. *From Meteorite Impact to Constellation City: A Historical Geography of Greater Sudbury*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2013.
- S.H.T.S. LITERARY SOCIETY. *The Wolf Howl*, Sudbury, Sudbury High School, 1958.
- SIMON, VICTOR. *Le Règlement XVII: sa mise en vigueur à travers l'Ontario 1912-1927*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1982.
- St-Ignace II et Welland*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1946.
- ST-PIERRE, Stéphanie. « Clercs et historiens: le discours d'enracinement et la Société historique du Nouvel-Ontario », *Études d'histoire religieuse*, vol. 81, n<sup>os</sup> 1-2 (2015), p. 59-79.
- STATISTIQUE CANADA, « Produits analytiques du Recensement de 2021 », sur le site *Statistique Canada*, [<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/index-fra.cfm>] (consulté le 18 décembre 2024).

- STEVENS, Peter A. «Cars and cottages: The automotive transformation of Ontario's Summer Home Tradition», *Ontario History*, vol. 100, n° 1 (printemps 2008), p. 26-56.
- SUDBURY SECONDARY SCHOOL, *100 Years Alumni Reunion Celebration*, Sudbury, Rainbow District School Board, 2008.
- SYLVESTRE, Paul-François. *L'Ontario français: quatre siècles d'histoire*, Ottawa, Éditions David, 2010.
- TAILLEFER, Jacques. «L'ACFEO à Sudbury 1910-1927», dans Guy Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc: de l'ACFEO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1994, p. 10-36.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon. «Entre la nation et l'éthnie: sociologie, société et communautés minoritaires francophones», *Sociologies et sociétés*, vol. 26, n° 1 (1994), p. 15-32.
- TREBEK, Alex. *The Answer is... Reflections on My Life*, New York, Simon & Schuster, 2020.
- TREMBLAY, Marie-Claude. «1985-1989 – De la controverse à la consécration», dans Guy Gaudreau (dir.), *Le Théâtre du Nouvel-Ontario: 20 ans*, Sudbury, Éditions TNO, 1991, p. 53-62.
- VALIQUETTE, Josée Anne. «Une décennie difficile (1981-1991)», dans Gaudreau (dir.), *Du Centre des Jeunes au Carrefour francophone 1951-1990: quarante ans de vie communautaire et culturelle à Sudbury*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1992, p. 67-80.
- VALIQUETTE, Josée Anne. *L'évolution des effectifs étudiants du Collège du Sacré-Cœur, 1913-1960*, mémoire de baccalauréat (histoire), Sudbury, Université Laurentienne, 1993.
- VILLE DU GRAND SUDBURY, *L'Édition commémorative du 125<sup>e</sup> de la Ville du Grand Sudbury*, Sudbury, [s. é.], 2008.
- WALKER, Franklin. *Catholic Education and Politics in Ontario: A Documentary Study*, Toronto, T. Nelson, 1964.
- WALLACE Carl M., et Ashley THOMPSON. *Sudbury: Rail Town to Regional Capital*, Toronto, Dundurn Press, 1993.
- WHISSELL-TREGONNING, Marguerite. *La vie à l'ombre des silos: le quartier du Moulin à Fleur*, Hull, [s. é.], 1990.
- WHITE, Richard. «Urban Renewal Revisited: Toronto, 1950 to 1970», *The Canadian Historical Review*, vol. 97, n° 1 (printemps 2016), p. 1-33.
- WILSON, Dale. «Le tramway des mineurs», traduit de l'anglais par Jean-Maurice Buissard, *Canadian Rail*, n° 553 (mars-avril 2013), p. 47-53.



# Index

## – A –

Abel, Kerry, 12-13, 15  
Action catholique, 158  
Adam & Cie (épicerie), 35  
Adam, Édouard, 101, 166  
Adam, Napoléon, 35, 47  
Adam, Thérèse, 158  
Albert, Guy, 136, 239  
Alexandria (diocèse), 136  
Allaire, Gratien, 286  
Allard, Réal, 318  
Alouette, club, 113, 184, 272-273  
Amaral, Izabel, 44  
Andras, Robert, 210  
Arbour, Mimi, 246  
Armstrong, Jodi, 299  
Association canadienne-française de  
l'Ontario (ACFO) du Grand Sudbury,  
10  
Association de la jeunesse canadienne-  
française, 105  
Association des citoyens canadiens-  
français, 81  
Aubin, Jean-Marc, 137  
Aurie, Harry, 43

## – B –

Barnett, Neville, 206, 211-212  
Basse-Ville (secteur), 97, 197-198, 203,  
318, 321  
Beauchamp, Liliane, 242  
Beaulieu, Roméo, 280  
Bédard, Rolland, 284  
Bélangier, Sophie, 23  
Belcourt, Napoléon, 52  
Bélisle, Rhéal, 139  
Bell, Bruce, 178, 199, 212  
Benali, Kenza, 96, 198, 203, 301, 308,  
319

Bérubé, Harold, 3, 184, 186  
Best for Less (épicerie), 217-218  
Bidal, André, 302  
Bigwood (village), 78, 189  
Blais, Gaétan, 258  
Blais, Germain, 246  
Blais, Jean-Éthier, 133  
Blais, Vitaline, 126  
Bock, Michel, 49, 141, 227, 268-269  
Boivin, W. J., 83  
Boréal, Collège, 270-273, 285, 302, 305,  
313-314  
Borgia (secteur), 178, 180, 199, 200, 203,  
206, 212-214, 244, 252, 297, 318,  
320-321  
Bouchard, Daniel, 73, 139  
Boucher, Robert, 300-301  
Boudreau, Alexandre, 163  
Boudreau, Henri, 103  
Boulay, Joseph, 18  
Bourassa, Henri, 22  
Bourdieu, Pierre, 2  
Bouvier, Émile, 192-193  
Bradley, Isaac, 83  
Bradley McMahan, Rita, 174-175, 280  
Bradley (pharmacie), 175, 215, 280, 298  
Bradley, Wallace, 60, 174, 280-281  
Brousseau, Lionel, 122  
Brûlé, Étienne, 12, 262  
Brunet, Gaétane, 157  
Brunet, Marie-Élizabeth, 228, 262  
Brunette, William, 295  
Bruyère, Roland, 62, 64  
Burton, William, 150  
Bytown (diocèse), 17

## – C –

Cadieux, Lorenzo, 134, 140-142  
Cadotte, Jean-Baptiste, 13, 15  
Caillaud, Frédéric Romanet du, 140

- Caisse régionale Nipissing-Sudbury (CRNS), 171  
 Cambrian Heights (secteur), 201-202, 220, 271  
 Camirand-Peterson, Arthémise, 80, 187  
 Canada Bread (boulangerie), 216, 230  
 Canadian Copper, 18-19, 25  
 Canadian National, voie ferrée du, 36, 248  
 Canadien-Nord, voie ferrée du, 29  
 Canadien Pacifique, voie ferrée du, 17-18, 23, 42, 83, 270  
 Capreol (secteur), 28, 83, 211, 219, 306  
 Carlin, Robert, 93, 138-139, 155-156  
 Carrefour francophone de Sudbury, 10  
 Carrey, Edna, 60  
 Carrey, Florida, 166  
 Carrey, Israël, 21, 71, 77, 101, 130, 166  
 Carrey, Normand, 10, 21, 34, 98, 113, 219, 282  
 Carrey Villeneuve, Pauline, 21, 59-60, 66, 72, 77, 98, 101, 108-109, 111, 114, 126-127, 130, 142, 144, 147-148, 164, 166, 169, 218-219  
 Carrière, Laurier, 141  
 Carrière, Lionel, 85  
 Carter, Alexandre, 103, 162  
 Carufel, Arthur de, 155  
 Casimir, Jennings et Appleby (cantons unis), 73  
 Catkey Construction (entreprise), 209  
 CBON (antenne radio de Radio-Canada), 228  
 Centre des Jeunes, 113, 117, 120, 125, 184, 204, 230, 268-269  
 CFBR (station de radio de langue française), 120-121, 228  
 Champagne, François-Philippe, 306  
 Champlain, école secondaire, 243  
 Champlain, Samuel de, 13, 63  
 Charbonneau, René, 67  
 Charbonneau, Yvonne, 241  
 Charette, Hector, 85  
 Chauvin, Paul, 224  
 Cheetham, Steve, 261  
 Chelmsford, Caisse populaire de, 166, 172  
 Chelmsford (secteur), 47, 83, 122, 141-142, 156, 221, 225, 271  
 Chénier, Maurice, 155  
 CHNO (station de radio bilingue), 117-121, 169  
 Chute, Janet, 14  
 City Centre (centre commercial), 209, 214, 216, 232, 293, 301  
 CKSO (station de radio de langue anglaise), 117-118, 121  
 Coing, Henri, 182  
 Comité d'action du Moulin à Fleur (CAMF), 246, 259  
 Comité des citoyens de Sudbury, 247  
 Commission du renouveau urbain, 199, 209-211  
 Congrès canadien du travail (CCT) (syndicat), 154, 159, 163  
 Coniston (mine), 29, 142  
 Conroy, Mary, 255  
 Conseil de la vie française en Amérique (CVFA), 118  
 Conseil des écoles catholiques romaines séparées du district de Sudbury, 241  
 Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario (CSCNO), 237, 302  
 Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario (CANO), 228  
 Coopérative funéraire du district de Sudbury, 173  
 Copper Cliff (mine), 25, 29-30, 73, 75, 91, 112, 116, 131, 282  
 Côte-de-Sable (secteur), 203  
 Côté, Stéphane, 141  
 Courteau, Guy, 48, 87, 134  
 Cousineau, Denise, 276  
 Creighton (mine), 29, 73
- D -
- Daley, William, 162  
 Dalpé, Jean-Marc, 231, 233  
 Dames auxiliaires, 184  
 Dames de Sainte-Anne, 60, 62, 101  
 Davis, Bill, 242  
 Desjardins, Mouvement, 165, 172-173, 221, 280

- Desjardins Ontario, Caisse, 10, 165-166, 168, 171, 218-219, 221, 278-280, 301, 314
- Desmarais, Jean-Noël, 60, 112, 182
- Despatie, Marc, 113, 198
- Despatie, Roger, 105
- Devost, Orilda, 157
- Dinel, Laurette, 158
- Dominion (épicerie), 164, 174, 217-218
- Dorais, Fernand, 230
- Dorais, François-Olivier, 5, 134, 189, 228
- Doucet, Joseph, 176
- Draveurs, Les (troupe de théâtre), 226-227, 277
- Dubeau, Narcisse, 124
- Dubé, Suzanne, 125
- Dubinsky, Karen, 8
- Dufour, Sylvie, 233
- Dupas, Amédée, 125
- Dupuis, Frank, 124
- Dupuis, Gaétan, 135
- Dupuis, Régent, 268, 270, 272, 302-305
- Dupuis, Ron, 251, 290
- Dupuis, Serge, 21, 24, 34, 36, 52, 98, 113-115, 124, 166, 189-190, 198, 212, 219, 230, 272, 279, 282, 302, 320, 323
- Dussiaume, Cyril, 100
- E -
- Eaton, Rolande, 257
- École d'architecture, 291, 307, 320-321
- École d'infirmières Sainte-Élizabeth, 152
- École modèle de Sturgeon Falls, 46
- Elsner, Frank, 296
- Enfants de Marie, 62, 99-100, 102, 237
- F -
- Fabbro, Joe, 103, 248
- Falconbridge (minière), 28, 91, 93-94, 98, 125, 154-155, 160-161, 164, 176
- Ferguson, Howard, 52
- Festival celtique du Grand Sudbury, 283
- Festival du bleuet, 262-263, 283
- Field Lumber (entreprise), 78
- Filles de l'Assomption, 241
- Finn, J. P., 45
- Firth, Doug, 261
- Flour Mill Business Improvement Area (BIA), 257, 260
- Fournier, Jean-Étienne, 18, 43, 81
- Fournier (quartier électoral), 48
- Français, rivière des, 15
- Franco-Jeunesse, école secondaire, 225, 243
- Franco-Ontariens, fête des, 290
- Frappier, Edna, 157-158
- Frappier, Louis, 122
- French Quarter (concept), 260, 267
- French Town (concept), 233, 260-262, 264, 267, 320
- Frenette, Normand, 137
- Frood (mine), 28-29, 31, 88, 91, 271
- Frost, Leslie, 192
- G -
- Gagné, Joseph, 14
- Gagnon, Abbie, 146
- Gagnon, Bernard, 255
- Gagnon de la Riva, Adrienne, 254
- Gagnon, Paulette, 231-233
- Garson (mine), 28-29, 75-77, 83, 161
- Gatchell (secteur), 21, 83, 97, 100, 131, 179
- Gaudreau, Guy, 41, 75, 113, 221, 228, 230, 288
- Gauthier, Chantal, 132, 234, 242, 276
- Gauthier, Lydia, 122
- Gauthier, Wilfrid, 122
- Gemmell, Welland, 154, 156
- Gervais, Claire, 149
- Gervais, Fred, 150
- Gervais, Gaétan, 4-5, 13, 41, 52-53, 74, 113, 126, 133-134, 189, 228, 288, 305, 317
- Gervais, Joanne, 289-290, 323
- Gilbert, Anne, 3, 5-6, 95, 203, 311
- Gilbert, Dale, 2, 31, 60, 215, 243, 324
- Giraudat, Jules, 299
- Girouard, André, 26, 35, 56, 62, 132, 136, 175, 177, 216, 270-272, 292
- Glaude, Normand, 212, 320
- Godin, Osias, 134
- Gordon, Jim, 247
- Grand Brûlé (secteur), 124

- Grand Sudbury (ville), 4, 9-10, 18, 26-27, 29, 73, 79, 81, 88, 91, 93, 97-98, 112-113, 177-178, 186-188, 201, 211, 220, 222, 265, 268, 283, 286-289, 291-293, 296, 302, 312-313, 320, 321, 323, 325-326
- Grondin, Michèle, 218, 220, 257
- Groom, Bill, 257
- Groulx, Lionel, 141-142
- Guilleville (secteur), 126
- Guimond, Armand, 258
- H -
- Haentjens, Brigitte, 231
- Hanmer, école secondaire, 225, 243
- Hanmer (secteur), 4, 25, 28, 156, 221, 282
- Haute-Ville (secteur), 5, 131-132, 182-183, 189
- Hearst (diocèse), 136
- Hébert, René, 105-136
- Humane vitæ* (encyclique papale), 234, 237
- Huron, lac, 13-16
- Hurtubise, J.-Raoul, 45, 48, 50, 82, 86-87, 89, 117, 129, 141
- I -
- International Nickel Company of Ontario (INCO), 22, 67, 73, 77, 88-89, 91-94, 153-154, 156, 160-164, 176, 192, 215, 221, 256, 292
- J -
- Jacques, Normand, 154
- Jaenen, Cornelius J., 12
- J. B. Laberge & Son (entreprise), 26
- Jeanne-Sauvé, école, 277
- Jerome, Jim, 210, 281
- Jésuites, pères, 7-8, 11-12, 17, 23, 26, 28-29, 31, 48, 52, 56-57, 59, 79, 94, 105, 107-108, 114, 135, 138-140, 142, 192-194, 240, 268, 305, 317
- Jésuites, plaine des, 7, 23, 26, 29, 48, 94, 142
- Jeunesse étudiante dynamique (JED), 236
- Jeunesse ouvrière catholique féminine (JOCF), 158
- Jeunesse ouvrière catholique (JOC), 136, 156, 158, 283
- Jolicoeur, Jean-Paul, 34, 98, 107-108, 114, 125-126, 135-137, 144, 233, 235, 238, 247, 282-283, 311-312
- Junction, ruisseau, 23, 31, 33, 48, 109, 142, 145, 147, 149-150, 180, 181, 246-247, 260, 305
- K -
- Kelly, Steve, 248, 255
- Kett, Terry, 307
- Klein, Willy J., 25, 252-253
- Knight, Alan, 14
- L -
- Laberge Fuels (entreprise), 79
- Laberge, Jean-Baptiste, 25
- Laberge, Joseph Alfred, 26, 81, 176
- Laberge Lumber (entreprise), 26-27, 46, 77-78, 83, 94, 167, 176-177, 215-217, 270
- Lacourcière, René, 125
- Laflèche, André, 88, 156
- Laforest, Louis, 18, 29, 42, 182
- Lafrance, Adélar, 141
- Lagacé, Ben, 23, 122
- Lagacé, Benjamin, 23-24
- Lagacé, Benoît, 69
- Lagacé, Guy, 175-176, 257
- Lagacé, Lucille, 115, 131
- Lalande, Aldoria, 122, 175, 216
- Lalande Dry Goods (entreprise), 36, 175
- Lalande, Jean-Charles, 191
- Lalande, Rose-Anne, 36
- Laliberté, Pierre, 155
- Lalonde, André, 45-46
- Lamoureux, Alfred, 122
- Lamoureux, Maurice, 209, 254
- Lamoureux, Thérèse, 122
- Landreville, Léo, 103, 141, 156
- Landry-Altman, Joscelyne, 10, 251, 295, 298, 306-307
- Landry, Rodrigue, 318
- Langevin, Yves, 120
- L'Annonciation (paroisse), 188, 237
- Lapalme, Aimé, 33, 66, 77, 253-254
- Lapalme, Albert, 265

- Lapalme, école, 49  
 Lapalme, Joseph-Armand (J.-A.), 83  
 Lapointe-Gagnon, Valérie, 222  
 Laporte, Pierre, 118-119  
 Larcher, Amédée-Jules, 24, 78-79  
 Larcher, David, 150  
 Larcher-Lalande, Jeannine, 8-11, 23-24, 26, 28, 33-35, 40, 65, 78, 115, 131-132, 135, 142, 148, 150, 152, 176, 191, 216, 249, 262, 284, 298, 300, 321  
 Lasalle, Caisse populaire, 171-172, 189, 220, 222, 279  
 LaSalle, club, 113  
 LaSalle, théâtre, 102, 170  
 La Sora, Leo, 258  
 L'Assomption, école, 126, 136, 169, 256, 266  
 La Toussaint, Caisse populaire de, 171, 221  
 La Toussaint (paroisse), 237  
 Lautenslager, Earl, 139  
 La Vase, rivière, 15  
 Lavigne (village), 124-125, 156  
 LeBreton, plaines, 97, 203  
 Legardeur de Repentigny, Louis, 13  
 Lemieux, Camille, 35, 84-87, 89, 93-94, 98, 106, 134, 153, 159  
 Lemieux, Germain, 140  
 Lemieux, Yvonne, 98  
 Levack (mine), 29, 73, 91, 161, 306  
 Levac, Maurice, 1, 217, 221, 244  
 Levasseur, Roger, 173  
 L'Héritage, école secondaire, 243, 302-303  
 L'Horizon, 243  
 Ligue du Sacré-Cœur, 60, 100  
 Lord, France, 132, 234, 242, 276
- M –
- Macdonald-Cartier, école secondaire, 224-225, 239, 276-277, 285  
 Mageau, Zotique, 52  
 Maheux, Pierre-Olivier, 278  
 Mansfield, Doug, 247  
 Marchland Holdings (entreprise), 199, 207, 210  
 Marguerite-Bourgeoys, Cercle, 100, 102  
 Maria's Cozy Corner (café), 294, 307  
 Marinier, Robert, 227, 231  
 Marleau, Diane, 258, 259  
 Martel, Napoléon, 25  
 Marymount College, 241  
 Mattawa (ville), 17, 137, 155  
 McCormick, quartier électoral, 48  
 McCrea, Charles, 42  
 McIntyre, Jeff, 306  
 McKim (canton), 188  
 McKim, école publique séparée #4 de, 80  
 McMahan, Gary, 281  
 McMahan, Terry, 280  
 Merchant, Francis, 53  
 Métallurgistes unis d'Amérique (syndicat), 164  
 Meunier, É.-Martin, 282  
 Meunier, Léon, 125  
 Meunier, Marc, 276  
 Migneault, Thomas, 125, 158  
 Miller, George, 156  
 Mine, Mill and Smelter Workers (Mine Mill) (syndicat), 91  
 Minnow Lake (secteur), 179, 211, 214, 221-222, 270, 278, 302  
 Monaghan, Gerry, 139  
 Morin, André, 254  
 Morrisson, Percy, 81  
 Mougeon, Raymond, 96  
 Moulin-à-Fleur, musée du, 253-254, 262  
 Mouvement des femmes chrétiennes, 236  
 Mulligan, J. A., 42
- N –
- National, hôtel, 62  
 Nault, Aurel, 152  
 Nault, Edgard, 151  
 Neelon (canton), 177  
 New Sudbury Centre (centre commercial), 188, 208  
 Nickel District, autorité de conservation régionale, 246  
 Nickel Range, hôtel, 26, 115, 184  
 Nipissing (circonscription électoral), 82  
 Nipissing (district), 16, 18, 270  
 Nipissing, lac, 12-13, 15-16, 74, 123-124

- Noëlville (village), 156, 173, 176  
 Nolin, Caisse populaire, 279  
 Nolin, école, 53-54, 61, 89, 101-102, 126, 169, 239, 254  
 Nolin, Jean-Baptiste, 18, 63, 279  
 North Bay (ville), 13, 18, 100, 120, 122, 139, 192, 269  
 Notre-Dame, Collège, 132-133, 136, 194, 232, 240-241, 276-277, 302  
 Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Couvent, 120  
 Nouveau-Sudbury (secteur), 4-5, 7, 113, 126, 142, 172, 179, 186-189, 191, 216, 219-220, 224, 244, 258, 271, 292-293, 295, 305-306, 318
- O -
- Oblats, 17, 135  
 O'Bonsawin, Michelle, 9  
 O'Connor, Larry, 28, 42, 108  
 O'Connor, parc, 33, 109, 283, 307  
 Ontario and Manitoba Flour Milling (entreprise), 24-25  
 Ontario Housing Corporation (OHC), 200, 202  
 Ordre de Jacques-Cartier, 96, 165  
 Ormeaux, Dollard des, 105  
 Ouellette, Michel
- P -
- Paiement, André, 134  
 Paquette, Denise, 113, 129, 132-133, 230  
 Paquette, Robert, 129, 132, 134  
 Paquette, Rodolphe, 215  
 Paquette, Stéphane, 284  
 Paré, François, 230, 319  
 Parent, Guy, 21  
 Parker, Ralph, 160  
 Park, hôtel, 258, 294  
 Partir d'un bon pas pour un avenir meilleur (programme), 265  
 Pearson, Lester B., 222  
 Pelletier, Lucien, 193  
 Pelletier, Yves, 324  
 Pembroke (diocèse), 17-18  
 Petrakos, Georgina, 149  
 Petrov, Denise Pierrette, 238  
 Pharand, Omer, 67, 68-69, 71  
 Pharand, Richard, 247  
 Philipow, Peter, 246  
 Philippe-Landry, cercle, 105, 107  
 Picard, Wilf, 216  
 Pilon, Antonio, 78, 79  
 Pilon, Claire, 6, 10, 59-60, 98, 101, 135, 142, 149, 159, 174, 184, 218, 221-222, 235, 238, 240, 249, 258-259, 262, 264-265, 270, 272, 277-278, 281, 283, 294-295, 298-300, 302-307, 312, 314, 323  
 Pilon, Julia, 69  
 Pineland Lumber (entreprise), 155  
 Place des Arts de Sudbury, 10, 44  
 Place Nolin (coopérative d'habitation), 246  
 Place Régimbal, 292  
 Place Verchères (coopérative d'habitation), 246  
 Port Colborne (mine), 154, 164  
 Portelance, Léon, 187  
 Prévost, Léandre, 101  
 Prévost, Raymond, 166, 171, 173, 219, 221-222, 246, 272-273, 278-279, 299, 300  
 Prévost Shields, Yvonne, 190  
 Primeau, Albini, 23  
 Primeauville (secteur), 23-24, 36-37, 49, 72, 83, 113, 296  
 Prise de parole, Éditions, 4, 41, 98, 211, 227, 230, 288  
 Proulx, Armand, 257
- Q -
- Queen Elizabeth, école, 127  
 Queen's Park, 53, 140
- R -
- Racette, Oscar, 86-87  
 Ramirez, Caroline, 203  
 Ramsey, lac, 33, 112, 153, 169, 194, 258, 261  
 Rancourt, Carole, 265  
 Rancourt, Yvan, 230-231, 233, 272  
 Raymond, Alphonse, 139, 192  
 Rayside, école secondaire, 225, 243  
 Régimbal, Albert, 113, 268  
 Régimbal, Robert, 89-90

- Renaud, Robert, 109, 121  
 Renault, Théodore, 151  
 Resurrection College, 136, 234  
 Reynolds, Lynne, 295  
 Ricard, Aurèle, 122  
 Ricard, Baxter, 117, 119, 121, 206, 208, 214  
 Ricard Bros (entreprise), 46  
 Ricard, Félix, 41, 50, 81  
 Richard, J. d'Auteuil, 193  
 Richelieu, club, 109, 113, 183-184, 304  
 Riopel, Georges, 122  
 Rioux, Mélissa, 308  
 Riva, Julie de la, 269  
 Riva, Paul de la, 19-20, 229, 324  
 Riva, Ricardo de la, 247-248, 250-252, 254-255, 257, 264, 267, 269-270, 293  
 Robarts, John, 223  
 Robert, Jean-Yves, 33, 217, 272  
 Robinson (traités), 16  
 Robinson, William Benjamin, 16  
 Rochette, Alice, 148-149  
 Rodrigue, Michel, 31, 230  
 Rodriguez, John, 290  
 Rouleau, Carole, 238-240  
 Rousseau, Yvan, 173  
 Roy, Suzanne, 290  
 Roy, Sylvie, 96  
 Rudin, Ronald, 165  
 Ryan (quartier électoral), 48
- S -
- Sacré-Cœur, Collège du, 26, 31, 56-58, 60, 63, 71, 79, 84, 94, 97, 105, 108, 113, 120, 125, 133-139, 141, 158, 171, 192, 194-195, 226, 230, 239-242, 268, 270-271, 302, 305  
 Sacré-Cœur, école secondaire du, 304-305, 314  
 Saint-Charles (village), 47, 74-79, 84, 123-124, 135-136, 173, 189  
 Saint-Dominique (paroisse), 188, 191  
 Sainte-Anne-des-Pins, 18, 22, 49, 50, 63, 83, 102, 113  
 Sainte-Anne, salle, 158, 166, 204, 214, 230, 268  
 Sainte-Marie, école, 53, 126, 169  
 Saint-Eugène, Caisse populaire, 279  
 Saint-Eugène (paroisse), 135, 237  
 Saint-Jean-Baptiste, fête de la, 35, 63-64, 259, 296  
 Saint-Jean-de-Brébeuf, Caisse populaire, 167, 169-171, 173, 218-221, 246, 278-279, 300  
 Saint-Jean-de-Brébeuf (paroisse), 59, 61, 99-100, 102, 116, 130, 135, 137, 156, 159, 190, 235, 238, 249, 281, 311, 322  
 Saint-Joseph, école, 126, 130, 169, 277, 299  
 Saint-Joseph, hôpital, 26, 42, 52, 131, 132, 152, 184, 214, 230, 269  
 Saint-Jules, Denis, 134  
 Saint-Louis-de-Gonzague, école, 55-56, 126  
 Saint-Thomas, école, 102  
 Sault-Sainte-Marie (diocèse), 18, 49, 59, 163  
 Sault-Sainte-Marie (ville), 18, 192, 269  
 Savard, Ernest, 209  
 Science Nord (complexe éducatif), 261, 309  
 Scollard, M<sup>re</sup> Joseph, 49-50, 59  
 Scott, J. H., 53  
 Séguin, Lionel, 74, 123  
 Servant, Jeanne, 100  
 Service de police du Grand Sudbury, 265, 296  
 Sheridan Tech, école, 130-131, 225  
 Shields, Joseph, 189  
 Simonato, Adriano, 257  
 Société historique du Nouvel-Ontario, 18-19, 21, 35, 41, 45, 47, 52, 58, 98, 113-114, 129, 139-142, 223, 230, 305  
 Société Saint-Jean-Baptiste, 61, 63, 96, 107, 121  
 Société Saint-Vincent-de-Paul, 61  
 Sœurs de la Charité d'Ottawa, 132, 234, 241, 276  
 Sœurs grises de la Croix, 45, 126  
 Solski, Mike, 154  
 Spence, Robert, 248  
 St. Albert, école, 49  
 St. Aloysius, école, 49, 127

- St. Amand, Jacques, 261  
 St. Charles College, 136-137  
 St-Martin, Raymond, 149  
 Stobie (mine), 18, 28-29, 189  
 St-Pierre, Stéphanie, 140, 289  
 Sturgeon Falls (ville), 17, 35, 46, 52, 85,  
 122-123, 132-133, 135, 150, 312  
 Sudbury-Copper Cliff Suburban Electric  
 Railway (SCCSER), 29, 112  
 Sudbury High School, 42, 47, 51, 55, 89,  
 129-130, 138  
 Sudbury (municipalité régionale), 210-  
 211, 228, 264, 291  
 Sudbury Planning Board (SPB), 147,  
 178-179, 188, 197, 205  
 Sudbury Urban Renewal Joint  
 Committee, 178  
 Sudbury (ville), 1, 4-7, 10-11, 15, 17,  
 18-26, 28-29, 31, 35, 40-42, 44,  
 47, 53, 55-56, 64, 67-70, 73-75,  
 77, 79-81, 83, 85-87, 90-91, 93-94,  
 97-98, 100, 105, 107, 112-118, 120-  
 122, 125, 128-129, 131-132, 135,  
 137, 140-142, 145-147, 152-154,  
 158-161, 164, 166, 168, 179-182,  
 184, 186, 188-189, 192-193, 197,  
 199, 203, 207, 211-214, 217, 221,  
 224, 227-228, 230, 234, 237, 239,  
 240-241, 245, 247, 249-250, 254,  
 256, 259-262, 265, 268-272, 277,  
 279, 289-290, 292-295, 300, 304-305,  
 312-314, 317-318, 323-325
- T -
- Taschereau, Louis-Alexandre, 52  
 Tassé, Yves, 228  
 Théâtre du Nouvel-Ontario, 228-231,  
 273, 285, 313  
 thé de Noël, 311  
 Three Seasons Investment (entreprise),  
 299  
 Tilly, Oscar Noël de, 83  
 Timmins (ville), 40, 75, 87, 118, 120,  
 122, 139, 154, 166, 269  
 Toronto Normal School, 46  
 Trebek, Alex, 23, 115-117, 122, 126-127,  
 142, 149
- Trebek, Barbara, 132  
 Tremblay, Marie, 217  
 Tremblay, Onésime, 241  
 Trudeau, Jacinthe, 284  
 Turgeon, Silvie, 298
- U -
- Université Carleton, 139  
 Université de Saint-Boniface, 10  
 Université de Sudbury, 140, 160, 192-  
 193, 228, 305, 321  
 Université d'Ottawa, 46, 53, 58, 138  
 Université Laurentienne, 193, 221, 228,  
 269  
 Université Laval, 58, 134, 138, 192  
 Urban Renewal Commission (URC), 199
- V -
- Vachon, Gérard, 122  
 Val-Caron, Caisse populaire de, 171  
 Val-Caron (secteur), 191, 219, 271, 318  
 Vale (minière), 292  
 Valiquette, Josée, 58, 134  
 Valiquette, René, 257  
 Valiquette, Stéphane, 194  
 Vallée (secteur de la), 7, 28, 35, 60, 87,  
 132, 186, 220, 224, 243, 271, 276,  
 279  
 Val-Thérèse (secteur), 218-220, 244,  
 292-293  
 Vanier (ville), 96, 203, 262, 301-302,  
 308, 319  
 Varieur, François, 24  
 Vatican II (encyclique papale), 233, 235  
 Verner (village), 21, 24, 41, 79, 86-87,  
 123, 139, 173, 192, 302  
 Victoria Mines (ville), 24  
 Vigneault, Robert, 134  
 Villeneuve, Raymond, 148, 218  
 Vincent, Gaston, 139, 192-193  
 Vincent, J. R., 43  
 Voyageurs, Caisse populaire des, 280, 300
- W -
- Wahnapiatae, lac, 15  
 Wahnapiatae (secteur), 211  
 Walden (ville), 307  
 Warren (village), 74, 124, 170

- Watier, Rachele, 132, 276-277, 303  
Welland (ville), 96, 114, 142  
West Arm (voie navigable), 123-125, 173, 276, 304  
West End (secteur), 21, 53-54, 214  
Whalen, Vic, 145  
Whissell, Arthur, 83, 84  
Whissell-Tregonning, Marguerite, 6-7, 10, 23-25, 28, 33, 35-37, 61-62, 64, 65-71, 77, 82-83, 113, 137, 149-152, 175, 176, 216
- White, Richard, 198  
Wilson, Walter, 149  
Worthington (mine), 91
- Z –
- Zone d'amélioration des affaires (ZAA), 284  
Zone d'amélioration du Moulin à Fleur (ZAMF), 257



# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b> .....	1
Pourquoi étudier le Moulin-à-Fleur?.....	1
Comment raconter cette histoire?.....	8

## CHAPITRE 1

<b>L'émergence d'un quartier ouvrier canadien-français à Sudbury (1902-1945)</b> .....	11
Le peuplement du moyen-nord de l'Ontario.....	11
Les Canadiens français et Sudbury au tournant du siècle.....	20
Le peuplement de la plaine des Jésuites.....	23
Borgia et Notre-Dame, rues d'affaires canadiennes-françaises.....	35
Le développement institutionnel franco-catholique .....	41
Crise économique et croissance dans les années 1930.....	67
Politique, guerre et syndicalisme .....	81

## CHAPITRE 2

<b>Un quartier et son âge d'or (1946-1967)</b> .....	95
Naître et grandir .....	98
S'instruire et apprendre.....	126
Souffrir et se faire soigner.....	142
Travailler et consommer.....	153
Prosperer et partir .....	182

## CHAPITRE 3

<b>L'agentivité des résidents et les rendez-vous manqués (1968-1997)</b> ....	197
Recommencer.....	197
Créer .....	222

Croire.....	233
Se mettre en valeur .....	243
Échouer .....	261

## **CHAPITRE 4**

<b>Une revitalisation incertaine (1998-2024) .....</b>	<b>275</b>
Se souvenir et oublier.....	275
Résister et abandonner.....	288
S'ouvrir et se réinventer .....	301

<b>CONCLUSION .....</b>	<b>317</b>
-------------------------	------------

<b>ANNEXE. RENSEIGNEMENTS SUR LE SONDAGE DE L'AUTOMNE 2020 .....</b>	<b>323</b>
--	------------

<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>327</b>
----------------------------	------------

<b>INDEX.....</b>	<b>341</b>
-------------------	------------

« [L]a première étude globale du Moulin-à-Fleur de ses origines à nos jours. [Elle] apporte un regard nouveau au rapport historique des Franco-Ontariens au territoire, ainsi qu'à leurs fractures internes, en fonction des écarts de richesse et des rapports à la majorité anglophone. »

*Le Moulin-à-Fleur de Sudbury : quartier ouvrier, territoire canadien-français* plonge au cœur de ce quartier sudburois qui a façonné la francophonie ontarienne. À mi-chemin entre la synthèse et la monographie, cet ouvrage brosse un portrait détaillé et rend hommage à celles et ceux qui en ont fait un lieu de vie.

Serge Dupuis et Normand Carrey racontent la lutte féroce menée par des pionnières et pionniers pour la défense culturelle et patrimoniale. Grâce à des documents d'archives, des articles scientifiques, des témoignages et des recherches approfondies, ils retracent également le riche héritage des familles qui se sont battues pour offrir un quotidien et un avenir meilleurs à leur descendance.

Leur récit des 120 ans de vie communautaire et culturelle de ce quartier ravivera à coup sûr des souvenirs qui étaient jusqu'à présent enfouis à l'ombre des silos emblématiques de la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf.

**Serge Dupuis**, Ph. D., est un historien né à Sudbury. Il est membre associé à la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN) de l'Université Laval.

**Normand Carrey**, M.D., est un psychiatre pour enfants et adolescents, cumulant trente-sept années de pratique. Il a grandi dans le quartier du Moulin-à-Fleur de Sudbury et est issu de trois générations de Moulin-à-Fleurois.

**Une coédition avec le Centre de recherche sur les francophonies canadiennes.**



Les **Presses** de l'Université d'Ottawa  
Amérique française  
presses.uOttawa.ca